

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À TROIS-RIVIÈRES

**THÈSE
PRÉSENTÉE
COMME EXIGENCE PARTIELLE
DU DOCTORAT EN ÉTUDES QUÉBÉCOISES**

PAR

JOCELYN MORNEAU

**PETITS PAYS ET GRANDS ENSEMBLES:
LES ARTICULATIONS DU MONDE RURAL AU XIX^e SIÈCLE:
L'EXEMPLE DE BERTHIERVILLE ET DE LOUISEVILLE**

JUIN 1998

Université du Québec à Trois-Rivières

Service de la bibliothèque

Avertissement

L'auteur de ce mémoire ou de cette thèse a autorisé l'Université du Québec à Trois-Rivières à diffuser, à des fins non lucratives, une copie de son mémoire ou de sa thèse.

Cette diffusion n'entraîne pas une renonciation de la part de l'auteur à ses droits de propriété intellectuelle, incluant le droit d'auteur, sur ce mémoire ou cette thèse. Notamment, la reproduction ou la publication de la totalité ou d'une partie importante de ce mémoire ou de cette thèse requiert son autorisation.

*À Roland, mon père, qui a navigué
vingt-cinq ans sur les eaux du lac
Saint-Pierre.*

À Mireille et Félix, mes complices...

RÉSUMÉ

Cette étude cherche à rendre compte de la diversification et de la complexification de la société rurale au XIX^e siècle, période marquée par l'expansion de l'économie de marché dans les campagnes et leur industrialisation, et ce, à partir de l'exemple du pays saint-pierrais. Elle prend appui sur une démarche axée sur l'observation des liens entre différents phénomènes, et des articulations entre des entités spatiales qui, par les relations qu'elles entretiennent, forment un ensemble cohérent et structuré, ainsi que sur l'exploitation d'un large éventail de sources manuscrites et imprimées, tant quantitatives que qualitatives.

Les manifestations de cette profonde transformation sont d'abord perceptibles dans ce qui constitue les principales bases de l'économie de la région du lac Saint-Pierre: l'agriculture et les activités industrielles. Tôt dans le siècle, l'agriculture saint-pierraise s'engage dans la commercialisation de ses productions végétales et animales tout en continuant à répondre aux besoins des familles paysannes, et se mécanise, ce dernier processus s'accélégrant dans le second demi-siècle. Son intégration à l'économie de marché est poussée un cran plus loin avec l'émergence des industries sucrière et laitière dans le dernier quart du siècle. La première ne donne pas les résultats escomptés cependant que la seconde va croître rapidement, le nombre de beurreries et de fromageries se multipliant en peu d'années.

Pour leur part, les activités industrielles vont connaître une forte poussée tout au long du siècle. En effet, d'une décennie à l'autre, le nombre d'équipements

de production ne cesse d'augmenter, ce qui contribue à donner une nouvelle configuration à la socioéconomie saint-pierraise et à diversifier et à intensifier les rapports villes-campagnes. L'industrialisation de la région ne se caractérise pas seulement par l'implantation de grandes organisations plus avancées sur le plan technologique et mobilisant un grand nombre de travailleurs, mais également par la persistance des petites unités de production qui s'ajustent constamment aux conditions du marché.

Le phénomène des industries rurales n'a pas atteint partout la même ampleur. En effet, certaines paroisses rurales vont en abriter un plus grand nombre que d'autres. Berthierville et Louiseville comptent parmi celles-là. Déjà dans la première moitié du siècle, ces deux localités font figure de petits pôles industriels en milieu rural. D'abord constituée de moulins et surtout de boutiques d'artisan de divers types, leur armature industrielle va s'étoffer et se complexifier avec la venue de moyennes et de grandes installations de production dans le second demi-siècle. Mais en raison du contexte économique défavorable dans lequel elles évoluent et du mode de financement sur lequel elles reposent qui ne permet pas de véritable développement d'échelle, plusieurs de ces organisations n'ont eu qu'une existence éphémère.

L'affirmation du fait industriel à Berthierville et Louiseville s'est doublée d'une croissance villageoise vigoureuse. En l'espace de quelques décennies, soit de 1766, année de sa naissance, et 1831, l'aire villageoise berthelaise a vu sa population passée de quelques dizaines d'habitants à un peu moins de 1 500. En 1881, celle-ci franchit le cap des 2 500 habitants pour ensuite chuter. Pour sa part, l'aire villageoise louisevillienne, née au début du XIX^e siècle, va compter jusqu'à un peu plus de 2 600 habitants en 1891. Plusieurs facteurs sont à l'origine de cette

croissance villageoise, dont les industries rurales. Celles-ci ont contribué à consolider les assises villageoises, favorisé son extension continue dans l'espace et à élargir la structure socioprofessionnelle de sa population.

Tous ces changements dans le pays saint-pierrais au siècle dernier tiennent pour une bonne part à l'intensification de la vie de relation sous toutes ses formes, une des manifestations de la montée de l'économie de marché. L'étude des déplacements définitifs, saisonniers ou de brève durée, des activités reliées à l'eau comme la navigation, le trafic dans les ports du pourtour du lac, la pêche, et des relations d'affaires examinées à travers les prêts hypothécaires contractés auprès de sociétés de construction, et les liens entre des fabricants et des commerçants de la région et leurs créanciers, révèle que chaque localité de l'espace du lac Saint-Pierre entretient des relations soutenues avec celles des environs immédiats et les autres de la région. À une autre échelle, nos observations tendent à montrer que le pays saint-pierrais établit des contacts de plus en plus continus avec la partie méridionale de la vallée laurentienne, s'insérant ainsi progressivement dans la zone d'influence sans cesse grandissante du pôle montréalais.

En scrutant des phénomènes qui appartiennent à des structures différentes, mais qui s'enchevêtrent les uns dans les autres, les espaces de relation dans lesquels ils s'inscrivent et contribuent à nourrir, nous voulons rendre compte d'une dynamique qui témoigne de la transformation de plus en plus marquée du monde rural au siècle dernier.

REMERCIEMENTS

Je tiens à exprimer ma plus vive reconnaissance à monsieur Normand Séguin. Sous sa direction, j'ai pu mener à terme cette thèse avec une grande liberté de manœuvre. Son soutien indéfectible et sa confiance m'ont encouragé tout au long de ce parcours. J'adresse des remerciements sincères à monsieur Serge Courville, mon codirecteur. Sa fougue et sa passion ont toujours été une source d'inspiration.

Un merci tout particulier à messieurs François Guérard et Yvan Rousseau, le premier pour m'avoir initié à la cartographie assistée par ordinateur, le second pour son aide dans l'utilisation de certains logiciels informatiques. Je tiens à souligner la précieuse collaboration de madame Nicole Séguin et monsieur Guy Cantin du bureau de la publicité des droits de Louiseville, de monsieur Marc-André Veilleux du bureau de la publicité des droits de Berthierville, de madame Murielle Coutu et monsieur Yvon Martin des Archives nationales du Québec à Trois-Rivières, de mesdames Evelyn Kolish et Estelle Brisson des Archives nationales du Québec à Montréal. Enfin, mes remerciements à mesdames Angèle Montour et Claudette Allaire qui ont bien voulu lire le manuscrit.

TABLE DES MATIÈRES

RÉSUMÉ	iii
REMERCIEMENTS	vi
TABLE DES MATIÈRES	vii
LISTE DES TABLEAUX	xii
LISTE DES FIGURES	xv
LISTE DES ABRÉVIATIONS	xviii
INTRODUCTION	1

PREMIÈRE PARTIE REPÈRES ET PERSPECTIVES

CHAPITRE I : MONDE RURAL, ARTICULATION ET ESPACE ...	8
A- Pour une approche relationnelle et intégrée	9
B- Quelques notions opératoires	22
C- Les articulations dans l'espace	32

**DEUXIÈME PARTIE
LE PAYS SAINT-PIERRAIS :
UNE SOCIOÉCONOMIE COMPLEXE ET OUVERTE**

CHAPITRE II : LES TRANSFORMATIONS DE L'AGRICULTURE	39
A- Les sources	40
B- L'évolution de l'agriculture	45
1- Les occupants	46
a) Le nombre des occupants	46
b) Le statut des occupants	53
2- Des productions axées sur les besoins du marché	57
a) Les productions végétales	57
b) Les productions animales	66
3- Une nouvelle réalité : la mécanisation de l'agriculture	70
C- Les nouvelles orientations	83
1- Une tentative ratée : la culture de la betterave à sucre	84
2- Une activité rapidement établie : l'industrie laitière	88
CHAPITRE III : LA MONTÉE DES INDUSTRIES RURALES	97
A- Les sources	99
1- Les tableaux publiés des recensements	99
2- Les données nominatives des recensements	107
B- L'évolution des industries rurales	114
1- Une industrialisation amorcée, 1831 et 1844	114
2- Une période marquée par un ralentissement, 1851-1861	118
3- Une industrialisation bien implantée, 1871	121
4- La poursuite des années 1881-1901	140

**TROISIÈME PARTIE
L'INTENSIFICATION DE LA VIE DE RELATION**

CHAPITRE IV : LES FAITS DE MOBILITÉ DE LA POPULATION	148
A- Les déplacements définitifs	149
1- Survol historiographique, sources et méthodes	149
2- Les schémas de mobilité vus à travers le recensement nominatif de 1851	155
3- Le profil de la population migrante	164
B- En quête d'un travail : les déplacements temporaires	178
C- L'expression d'un espace vécu : les déplacements de brève durée	185
1- Des manifestations de sociabilité spontanée	186
2- Une vue d'ensemble des déplacements de brève durée : les visiteurs en 1851 et 1861	197
CHAPITRE V : LE FLEUVE COMME ÉLÉMENT CENTRAL DE LA VIE DE RELATION	202
A- Au cœur des échanges : la navigation sur le lac Saint-Pierre	202
B- Construire les équipements de l'échange : les chantiers navals	216
C- Des places d'échanges : les ports saint-pierrais	219
D- Une activité commercialisée : la pêche	227
CHAPITRE VI : LES RELATIONS D'AFFAIRES	236
A- Les schémas de relation créés par les sociétés de construction	237
1- Les sociétés de construction : une saison dans l'histoire du système financier au Québec	239
2- Le rayonnement de la Société de Construction du District de Montréal sur la rive nord du lac Saint-Pierre	245

3- L'émergence des sociétés de construction régionales sur la rive nord du lac Saint-Pierre	252
B- Une géographie des liens d'affaires entre les fabricants et les commerçants et leurs créanciers	260
1- Présentation de l'échantillon	261
2- L'étude des liens d'affaires en trois tableaux	264
a) Les pôles urbains : Trois-Rivières et Sorel	264
b) Les pôles du monde rural : Yamachiche, Louiseville, Berthierville et Nicolet	267
c) Les autres paroisses	269

QUATRIÈME PARTIE L'ÉMERGENCE DE DEUX PÔLES DU MONDE RURAL SAINT-PIERRAIS : BERTHIERVILLE ET LOUISEVILLE

CHAPITRE VII : LA NAISSANCE ET L'AFFIRMATION DES AIRES VILLAGEOISES	275
A- Éléments de définition et de méthodologie	276
1- La notion d'aire villageoise	276
2- Délimiter et cartographier l'aire villageoise	281
B- La naissance et l'extension des aires villageoises	285
1- Berthierville	285
2- Louiseville	296
C- La population villageoise	308
1- Les effectifs des aires villageoises	308
2- La structure socioprofessionnelle	314
D- Des lieux de rencontre	322

CHAPITRE VIII : DES EXPÉRIENCES DIFFÉRENTES DE DE CROISSANCE INDUSTRIELLE	332
A- Les sources	332
B- La poussée des années 1831-1901: une vue d'ensemble	335
C- L'émergence des moyennes et grandes organisations de production	342
1- Berthierville : des activités industrielles articulées à l'agriculture	343
a) Les principaux équipements de production	343
b) Les autres équipements de production	357
2- Louiseville : des activités industrielles axées sur la transformation du bois	363
a) Le principal équipement de production	364
b) Les autres équipements de production	367
D- Moyennes et grandes unités de production, entrepreneuriat et financement : quelques constats	381
E- Les industries rurales comme éléments structurants de l'aire villageoise	394
CONCLUSION	404
BIBLIOGRAPHIE	409
LISTE DES ANNEXES	448

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 2.1	Les fabricants de machines agricoles dans les comtés de la région du lac Saint-Pierre, 1851-1871	79
Tableau 2.2	L'espace occupé (acres) par les propriétaires de machines agricoles de Berthier et de Rivière-du-Loup en 1871	82
Tableau 2.3	Les fromageries et les beurreries dans les comtés de la région du lac Saint-Pierre, 1881-1901	90
Tableau 3.1	Les grandes scieries de la région du lac Saint-Pierre, 1851-1871	126
Tableau 3.2	Les établissements dans la région du lac Saint-Pierre, 1831-1871	129
Tableau 4.1	La population totale et le nombre de migrants dans douze paroisses de la région du lac Saint-Pierre en 1851	157
Tableau 4.2	La répartition des migrants selon le sexe dans douze paroisses de la région du lac Saint-Pierre	165
Tableau 4.3	Le statut civil des migrants de 15 ans et plus de douze paroisses de la région du lac Saint-Pierre en 1851	168
Tableau 4.4	Le profil socioprofessionnel des migrants de douze paroisses de la région du lac Saint-Pierre en 1851	174
Tableau 4.5	Le nombre des migrants temporaires de la région du lac Saint-Pierre, 1831-1861	182
Tableau 4.6	Les établissements d'hébergement dans la région du lac Saint-Pierre, 1831-1871	192
Tableau 4.7	Le nombre de visiteurs dans les localités de la région du lac Saint-Pierre, 1851 et 1861	198
Tableau 5.1	Les compagnies et sociétés de navigation dans la région du lac Saint-Pierre	207
Tableau 5.2	La batellerie des comtés du lac Saint-Pierre, 1871 et 1881 ...	213

Tableau 6.1	Le lieu de résidence des emprunteurs de la rive nord du lac Saint-Pierre à la Société de Construction du District de Montréal, 1858-1878	249
Tableau 6.2	Le profil socioprofessionnel des emprunteurs de la rive nord du lac Saint-Pierre à la Société de Construction du District de Montréal, 1858-1878	250
Tableau 6.3	Le lieu de résidence des actionnaires emprunteurs de la Société Permanente de Construction des Trois-Rivières, 1874-1877	255
Tableau 6.4	Le lieu de résidence des actionnaires emprunteurs de la Société Permanente de Construction du District de Berthier, 1875-1878	256
Tableau 6.5	Le profil socioprofessionnel des actionnaires emprunteurs de la Société Permanente de Construction du comté de Berthier	258
Tableau 6.6	Le nombre de dossiers de faillite comportant une liste de créanciers relevés dans les archives de la cour supérieure du dernier tiers du XIX ^e siècle	263
Tableau 7.1	Les maisons de Berthierville, 1851 et 1891	296
Tableau 7.2	Les maisons de Louiseville, 1851 et 1891	308
Tableau 7.3	La population des aires villageoises de Berthierville et de Louiseville, 1831-1891	310
Tableau 7.4	La répartition de la population dans les aires villageoises de Berthierville et de Louiseville, 1831-1891	313
Tableau 7.5	La structure socioprofessionnelle des aires villageoises de Berthierville et de Louiseville, 1831-1891	318
Tableau 7.6	Le nombre d'inscriptions mensuelles aux hôtels de Louiseville et de Berthierville pour quelques années	325
Tableau 7.7	Le nombre de clients descendus deux fois et plus dans les hôtels de Louiseville et Berthierville pour quelques années	328
Tableau 8.1	Les équipements de production de Berthier et de Rivière-du-Loup, 1831 et 1844	336
Tableau 8.2	Les équipements de production de Berthier et de Rivière-du-Loup, 1851-1871	337

Tableau 8.3	Les « patrons » en 1891 et les travailleurs à leur compte en 1901 reliés aux secteurs de la fabrication et de la construction à Berthier et Rivière-du-Loup	341
Tableau 8.4	Les moyens et les grands équipements de production créés à Berthierville, 1881-1899	359
Tableau 8.5	Les moyens et les grands équipements de production créés à Louiseville, 1872-1899	370
Tableau 8.6	Les équipements de production dans les aires villageoises de Berthier et de Rivière-du-Loup, 1831-1871	396

LISTE DES FIGURES

Figure 1	La région du lac Saint-Pierre	5
Figure 2.1	Les machines agricoles dans la région du lac Saint-Pierre en 1844, 1851, et 1871	74-75
Figure 2.2	Les fromageries et les beurreries dans la région du lac Saint-Pierre en 1892 et 1897	91
Figure 2.3	Les productions de beurre et fromage de ménage dans la région du lac Saint-Pierre, 1851-1891	93
Figure 3.1	La main-d'œuvre dans les équipements de production de la région du lac Saint-Pierre en 1871	127
Figure 3.2	Les équipements de production de la région du lac Saint-Pierre par secteurs, 1851-1871	130
Figure 3.3	Les équipements de production actionnés par l'eau, la force animale, le vent et la vapeur dans la région du lac Saint-Pierre, 1851-1871	132-133
Figure 3.4	Le nombre de mois d'activité des équipements de production dans la région du lac Saint-Pierre en 1871	136
Figure 3.5	La valeur de production des équipements des localités de la région du lac Saint-Pierre en 1871	137
Figure 3.6	Les équipements de production dans la région du lac Saint-Pierre, 1831-1871	139
Figure 3.7	Le classement des équipements de production selon leur valeur de production dans les comtés de la région du lac Saint-Pierre, 1881-1891	142
Figure 4.1	Le lieu de naissance des migrants établis dans douze paroisses de la région du lac Saint-Pierre en 1851	158-159
Figure 4.2	L'âge des migrants établis dans douze paroisses de la région du lac Saint-Pierre en 1851	166-167
Figure 5.1	Les bateaux arrivés au port de Trois-Rivières, 1893-1900 ..	223

Figure 6.1	Le nombre de prêts accordés par la Société de Construction du District de Montréal à des habitants de la rive nord du lac Saint-Pierre et leur valeur totale, 1858-1878	247
Figure 6.2	La valeur des prêts accordés par la Société de Construction du District de Montréal à des habitants de la rive nord du lac Saint-Pierre, 1858-1878 (dollars)	248
Figure 6.3	Le nombre de prêts accordés par la Société Permanente de Construction des Trois-Rivières (1847-1877) et la Société Permanente de Construction du comté de Berthier (1875-1878) et leur valeur totale	253
Figure 6.4	La valeur des prêts accordés par la Société de Construction des Trois-Rivières (1874-1877) et la Société Permanente de Construction du comté de Berthier (1875-1878) (dollars) ..	254
Figure 7.1	Le village de Berthier ou Newville en 1766	286
Figure 7.2	Le village de Berthier vers 1850	290
Figure 7.3	L'aire villageoise de Berthier en 1882	292
Figure 7.3a	Berthierville en 1882	293
Figure 7.3b	Le premier noyau d'habitat groupé au nord de Berthierville en 1882	294
Figure 7.3c	Le deuxième noyau d'habitat groupé au nord de Berthierville en 1882	294
Figure 7.4	Le village de Rivière-du-Loup vers 1805	299
Figure 7.5	Le village de Rivière-du-Loup vers 1855	301
Figure 7.6	L'aire villageoise de Rivière-du-Loup vers 1882	304
Figure 7.6a	Louiseville en 1882	305
Figure 7.6b	La place Pie IX vers 1882	306
Figure 7.6c	Le village des Américains vers 1882	306
Figure 7.7	Le lieu de résidence des clients des hôtels de Louiseville et de Berthierville pour quelques années (selon le nombre d'inscriptions)	327

Figure 8.1	Les installations de l'Union Sucrière franco-canadienne à Berthierville en 1881	350
Figure 8.2	Le lieu de résidence des producteurs de betteraves à sucre de la sucrerie de Berthierville et les quantités acheminées en 1888	353
Figure 8.3	La localisation des équipements de production et de service à Berthierville en 1851 et 1871	398
Figure 8.4	La localisation de quelques moyens et grands équipements de production à Berthierville, 1880-1899	399
Figure 8.5	La localisation des équipements de production et de service à Louiseville en 1851-1871	400
Figure 8.6	La localisation de quelques moyens et grands équipements de production à Louiseville, 1872-1899	401

LISTE DES ABRÉVIATIONS

ABPDB	Archives du bureau de la publicité des droits de Berthierville
ABPDL	Archives du bureau de la publicité des droits de Louiseville
ANQM	Archives nationales du Québec à Montréal
ANQTR	Archives nationales du Québec à Trois-Rivières
PJS	Palais de justice de Sorel

INTRODUCTION

Comme ailleurs en Occident, les campagnes québécoises ont constamment connu des transformations. Celles du XIX^e siècle atteignent toutefois une ampleur sans précédent. En effet, soumis de plus en plus aux forces du marché, le monde rural se complexifie à un rythme qui ne cesse de s'accélérer à mesure que le siècle s'écoule. Nous voulons lever le voile sur quelques aspects de ces profonds changements à partir de l'exemple de la région du lac Saint-Pierre.

Cette recherche se situe dans le prolongement de nos travaux sur Louiseville¹. Point nodal de la partie ouest de l'espace rural mauricien au même titre que Sainte-Anne-de-la-Pérade dans le comté de Champlain à l'est de Trois-Rivières, nous avons tôt fait de constater, en esquisant les ramifications de son aire d'influence, que Louiseville participe également d'une autre socioéconomie, celle du lac Saint-Pierre, qu'il importait d'analyser. De même s'inscrit-elle dans la droite lignée de l'enquête de Serge Courville, Jean-Claude Robert et Normand Séguin sur l'axe laurentien au XIX^e siècle. À travers l'étude de la croissance de sa population et de son habitat, du développement et de la consolidation de ses infrastructures de transport et de communication, des transformations de son agriculture, de l'essor de ses activités industrielles, de l'expansion du monde du commerce et de l'hébergement, ces auteurs ont cherché à restituer les cohérences dans

¹ Jocelyn Morneau, *Industries rurales, agriculture et monde villageois: le cas de Saint-Antoine-de-la-Rivière-du-Loup, 1831-1900*, mémoire de maîtrise (études québécoises), Université du Québec à Trois-Rivières, 1988, viii-143 p.; «Louiseville en Mauricie au XIX^e siècle: la croissance d'une aire villageoise», *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 44, 2 (automne 1990): 223-241.

l'espace et à retracer les liens et les schémas de complémentarité entre les différentes composantes et structures spatiales du Québec central au siècle dernier². À l'instar de ces chercheurs, nous voulons camper les dispositifs de l'échange à l'aide d'un certain nombre d'indicateurs, mais également scruter les faits de relation comme tel, pour ainsi dégager les articulations dans l'espace. Cette démarche, qui aurait pris — il faut en convenir — des proportions démesurées dans le cadre d'un projet comme celui de l'axe laurentien, se révèle possible en observant un espace plus restreint. Le pays saint-pierrais se prête bien à un tel exercice.

De Jacques Cartier au XVI^e siècle à Isaac Weld, George Heriot et John Lambert à la fin du XVIII^e siècle et au début du XIX^e siècle, en passant par Samuel de Champlain et Pehr Kalm, tous les explorateurs et les voyageurs s'accordent pour dire que la région du lac Saint-Pierre constitue un espace différencié. Un observateur sensible aux paysages du Québec comme fut le géographe Raoul Blanchard abonda également dans ce sens. Celui-ci l'a décrit comme «une belle unité, physique et humaine³», et qualifié, dans la plus pure tradition de la géographie française classique, de région naturelle. En raison de ses particularités, il lui consacra un chapitre de son livre *Le centre du Canada français* dans lequel il brosse un tableau général de son évolution depuis les débuts du peuplement blanc au XVII^e siècle jusqu'au milieu du XX^e siècle.

² Serge Courville, Jean-Claude Robert et Normand Séguin, *Le pays laurentien au XIX^e siècle. Les morphologies de base* (Sainte-Foy, Les Presses de l'Université Laval, 1995), xii-171 p.

³ Raoul Blanchard, *Le centre du Canada français, "Province de Québec"* (Montréal, Beauchemin, 1947), 65.

La région du lac Saint-Pierre se déploie au cœur de la vallée laurentienne. Ce qui frappe et attire l'œil à l'examen du paysage ou d'une carte de cet espace, c'est la grande présence de l'eau: eaux calmes mais parfois agitées du lac d'abord, le plus vaste plan d'eau du couloir du Saint-Laurent; eaux vives d'une douzaine de rivières et de plusieurs ruisseaux qui sillonnent ce plat pays avant de se jeter dans le fleuve; enfin, eaux dormantes de marais des baies Saint-François et de Maskinongé et de quelques autres endroits en bordure du lac. Cet élément a joué un rôle déterminant dans la localisation des noyaux villageois au XIX^e siècle. En effet, tous ont vu le jour sur les berges d'une rivière ou d'un ruisseau, en retrait de la plaine de débordement des eaux. Ce n'était pas le cas des premiers établissements au XVII^e siècle qui ont sans cesse reculé à l'intérieur des terres par la suite. Mais même à l'abri de la zone d'inondation, les communautés saint-pierraises du siècle dernier n'ont pas échappé aux importantes crues printanières qui se sont produites épisodiquement, la plus dévastatrice étant celle de 1865⁴.

En raison de sa grande étendue dans l'espace, nous ne pouvions envisager d'étudier l'ensemble du pays saint-pierrais. C'est pourquoi, notre investigation se limite aux localités de la frange du lac et à un peu plus d'une douzaine d'autres de l'arrière-pays de la rive nord. Aucun critère précis n'a présidé au choix de ces dernières. Nous avons simplement décrit une grande courbe au-dessus des paroisses du pourtour du lac, de Saint-Boniface-de-Shawinigan dans le comté de Saint-Maurice à Sainte-Elizabeth dans le comté de Joliette. En observant des paroisses du plateau laurentien, notre intention

⁴ «Rapport sur les niveaux de l'eau du Saint-Laurent...», dans «Rapport annuel du ministère des Travaux Publics pour l'exercice 1890-91», *Documents de la Session du Canada*, vol. 7, n^o 8 (1892), annexe n^o 19, 373-390.

est de mettre au jour les échanges et les relations qu'elles entretiennent avec celles de la rive.

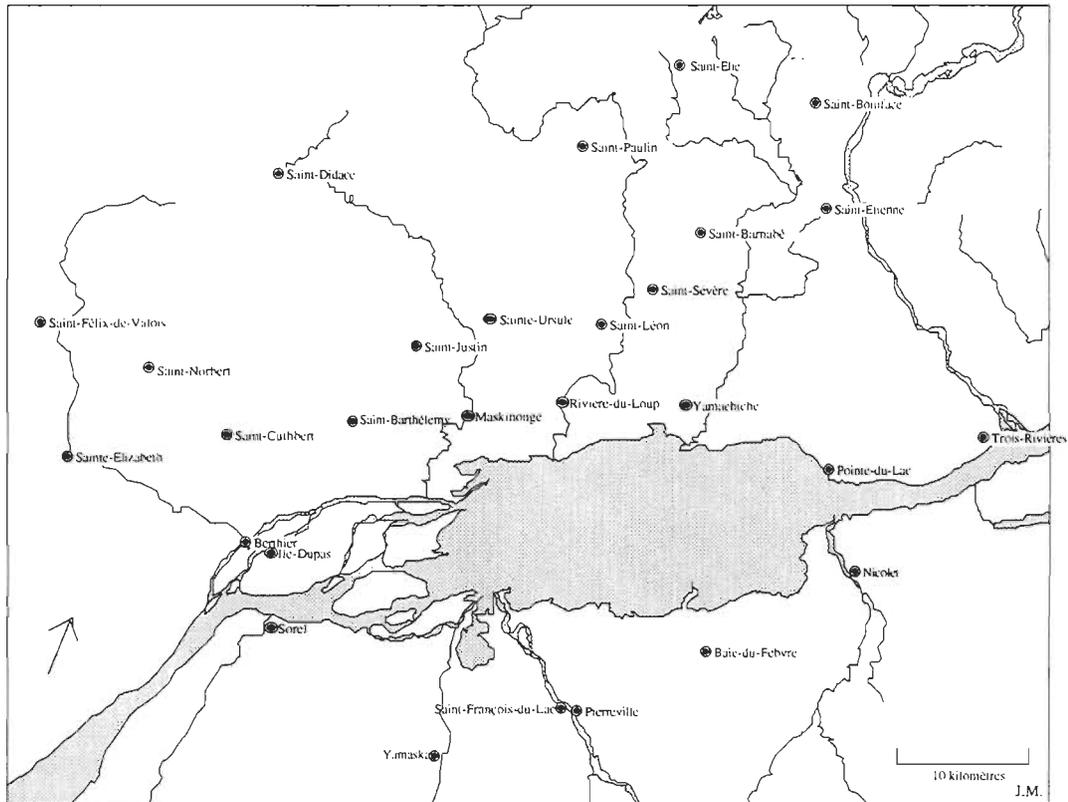
La période examinée, le XIX^e siècle, est marquée par l'extension de l'économie de marché dans les campagnes et leur industrialisation. En retenant le XIX^e siècle long, nous pourrons mieux comprendre l'ampleur des changements de la socioéconomie de l'espace saint-pierrais.

Ces transformations, nous les saisisons par l'étude, dans un premier temps, d'une des principales bases de l'économie de la région, l'agriculture, et la poussée des industries rurales que l'on y enregistre. Dans une autre partie, nous nous intéresserons à quelques manifestations de la vie de relation qui anime cet espace. Dans une dernière partie, enfin, nous nous pencherons sur l'affirmation de deux pôles du monde rural saint-pierrais, Berthierville et Louiseville, à travers l'étude de leur croissance villageoise et l'essor de leurs activités industrielles. Mais auparavant, nous exposerons nos objectifs, l'approche que nous avons adoptée dans le cadre de cette étude, et définirons quelques notions auxquelles nous avons eu recours.

En dernière analyse, doit-on considérer cette recherche comme une enquête régionale qui vient s'ajouter à tant d'autres? Répondons à cette question par l'affirmative, en précisant toutefois que la région du lac Saint-Pierre ne sera pas analysée ici en vase clos, mais en veillant à mettre en lumière ses articulations avec d'autres structures spatiales et de plus grands

ensembles, car, comme l'ont écrit Courville, Robert et Séguin, «une espace particulier ne se révèle jamais complètement en lui-même⁵».

FIGURE 1
LA RÉGION DU LAC SAINT-PIERRE



⁵ S. Courville, J.-C. Robert et N. Séguin, «Introduction», S. Courville, J.-C. Robert et N. Séguin, dir., *Le pays laurentien au XIX^e siècle* (Québec, Montréal, Trois-Rivières, Université Laval, Université du Québec à Montréal et Université du Québec à Trois-Rivières, 1992), 2.

PREMIÈRE PARTIE
REPÈRES ET PERSPECTIVES

Cette première partie se veut une présentation de la grille de lecture que nous avons adoptée dans le cadre de cette recherche. Loin de nous ici l'intention de proposer un nouveau modèle explicatif avec ses imperfections, ses raccourcis et ses simplifications. Le voudrait-on que nous ne le pourrions pas car trop d'éléments, pour ne pas dire des pans entiers, de l'histoire du monde rural au XIX^e siècle demeurent encore dans l'ombre pour se livrer à un tel exercice, en particulier tout ce qui touche leurs expressions spatiales.

Plus simplement, nous voulons faire état d'une démarche axée sur la saisie et l'explication des liens entre différents phénomènes et manifestations de la pénétration de l'économie de marché, et leurs articulations dans l'espace et ce, à travers l'observation de faits relevant de la vie de relation car, croyons-nous, une meilleure compréhension des transformations de la société rurale au siècle dernier passe nécessairement par l'étude des dynamismes dans l'espace. En ce sens, nous pouvons qualifier notre approche de relationnelle et d'intégrée.

CHAPITRE I

MONDE RURAL, ARTICULATION ET ESPACE

Monde rural et industrialisation ont souvent été présentés comme deux réalités antinomiques, la première étant décrite comme conservatrice, réfractaire au changement et «traditionnelle» avec tout ce que ce dernier terme a longtemps comporté de présupposés non fondés, la seconde comme source de progrès, de modernisation. Cette impression d'immobilisme du milieu rural s'explique par le fait que l'agriculture qui y est dominante évolue de façon moins spectaculaire que d'autres secteurs d'activité¹, encore qu'on ait eu une propension à exagérer les changements qui s'opèrent dans ceux-ci, en particulier dans le secteur industriel. En tout état de cause, dans des sociétés se composant à très forte majorité de ruraux, chercher les germes de transformation ailleurs que dans les campagnes tient quelque peu du paradoxe².

Nombre d'historiens se sont intéressés à la principale assise économique du monde rural, l'agriculture, mais dans un seul but: déceler ses liens avec l'industrialisation. Plus précisément, leur objectif était de déterminer s'il y a eu révolution industrielle avant, en même temps ou après la révolution agricole — deux formules commodes qui frappent l'imagination mais aujourd'hui remises en question —, est-ce que les progrès

¹ Pierre Léon, *Histoire économique et sociale du monde*, tome 3: Louis Bergeron, dir., *Inerties et révolutions, 1730-1840* (Paris, Armand Colin, 1978), 8.

² Formulation empruntée à Pierre Vilar dans sa critique de la thèse rostowienne, «Développement historique et progrès social. Les étapes et les critères», P. Vilar, *Une histoire en construction. Approche marxiste et problématiques conjoncturelles* (Paris, Gallimard/Le Seuil, 1982), 107.

de l'agriculture ont permis l'accumulation préalable de capital nécessaire au démarrage de l'industrialisation massive, ont-ils déclenché une hausse de la demande en biens de consommation et de production qui puisse soutenir la croissance des activités industrielles, ont-ils amené un exode des travailleurs agricoles et des paysans vers les villes, siège de la grande industrie³? Ce questionnement prenait trop souvent place dans une analyse de la croissance économique avant tout soucieuse de causalité étroite qui ressemblait à une théorie des dominos.

Sous l'influence grandissante d'historiens du monde rural, certains appartenant à l'École des Annales, d'autres s'inspirant de ce mouvement, cette façon de procéder a cédé le pas à une démarche davantage attentive aux articulations entre les divers phénomènes observés.

A- POUR UNE APPROCHE RELATIONNELLE ET INTÉGRÉE

Cette démarche, Franklin F. Mendels la fait sienne dans ses travaux sur la Flandre au XVIII^e siècle. L'ambition de ce chercheur a été de décortiquer le faisceau complexe de relations entre industries rurales, agriculture et population. D'autres avant Mendels se sont penchés sur l'un ou l'autre aspect de ces questions. Parmi eux, retenons Joan Thirsk, Eric L. Jones et Rudolf Braun. Les deux premiers ont observé que dans l'Angleterre des XV^e-XVII^e

³ Sur ces questions, voir les bilans dressés par François Crouzet, «Agriculture et révolution industrielle. Quelques réflexions», *Cahiers d'histoire*, XII, 1-2 (1967): 67-85; Patrick K. O'Brien, «Agriculture and the Industrial Revolution», *The Economic History Review*, XXX, 1 (février 1977): 166-181; Patrick Verley, *La révolution industrielle, 1760-1870* (Paris, MA Éditions, 1985), 15-19 et 200-206; François Cochet et Gérard-Marie Henry, *Les révolutions industrielles. Processus historiques. Développements économiques* (Paris, Armand Colin, 1995), 70-73 et 280-291.

siècles (Thirsk) et dans quelques pays aux XVII^e-XVIII^e siècles (Jones), les zones aux potentialités agricoles plus limitées abritaient plus d'industries rurales que celles riches en cultures céréalières. Pour sa part, le troisième remarqua que l'implantation d'équipements de production dans la région de Zurich au XVIII^e siècle a eu comme conséquence l'abaissement de l'âge au mariage chez la paysannerie et un morcellement des exploitations agricoles⁴. Mendels se démarque de ces auteurs en ce sens qu'il pousse un cran plus loin l'investigation en intégrant de nouveaux éléments et d'autres manifestations dans une problématique large qui propose une interprétation plus nuancée et plus dynamique des transformations des économies rurales que les schémas d'analyse téléologiques ordinairement avancés.

La réflexion de Mendels a comme point de départ les industries rurales que la plupart des chercheurs des années 1950 et 1960 ont perçu comme le dernier retranchement du capitalisme commercial. S'inspirant des écrits des historiens de la première moitié du XX^e siècle⁵ et de ceux plus récents de Hermann Kellenbenz⁶, Mendels entend les réhabiliter. Selon lui, les diverses formes industrielles dispersées dans les campagnes ont joué un rôle primordial; elles ont été la clef de voûte d'un système qui s'est mis en place

⁴ Joan Thirsk, «Industries in the Countryside», F.J. Fisher, ed., *Essays in the Economic and Social History of Tudor and Stuart England* (Cambridge, Cambridge University Press, 1961): 70-88; Eric L. Jones, «Agricultural Origins of Industry», *Past and Present*, 40 (juillet 1968): 58-71; Rudolf Braun, «The Impact of Cottage Industry on an Agricultural Population», David S. Landes, ed., *The Rise of Capitalism* (New York, Macmillan, 1966): 53-64. De ce dernier auteur, voir également «Protoindustrialization and Demographic Changes in the Canton of Zürich», Charles Tilly, ed., *Historical Studies of Changing Fertility* (Princeton, Princeton University Press, 1978): 289-334.

⁵ Curieusement, plusieurs historiens de cette époque ont accordé une plus grande place aux industries rurales dans leur explication du processus d'industrialisation que bien des chercheurs plus contemporains. Selon eux, elles ont été les prémices du capitalisme industriel.

⁶ Kellenbenz y est allé d'un véritable plaidoyer sur les industries rurales au début des années 1960. De cet auteur, voir «Industries rurales en Occident de la fin du Moyen Age au XVIII^e siècle», *Annales. Économies. Sociétés. Civilisations*, 18, 5 (septembre-octobre 1963): 833-882.

dans plusieurs régions du monde à l'époque préindustrielle. Leur foisonnement, résultat de la demande croissante des marchés intérieur et extérieur, a favorisé l'émergence d'une agriculture commercialisée dont les surplus étaient en partie écoulés dans les zones au sol pauvre, lieux de prédilection des activités industrielles. Bien plus, elles modifièrent les structures démographiques par une augmentation sensible de la population sous l'effet de l'abaissement de l'âge au mariage et de l'accroissement des taux de fécondité et de natalité. Du coup, les équilibres démographiques anciens étaient brisés.

Ces propositions forment ce que Mendels a appelé la notion de protoindustrialisation. En fait, ce terme sert à désigner la phase qui a précédé et préparé l'industrialisation proprement dite⁷. Toutefois, le théoricien insiste pour préciser que cette transition n'est pas automatique. En effet, les forces du marché agissant constamment sur les pôles industriels de toute taille, soit pour réduire la puissance de rayonnement de l'un, soit pour élargir celle de l'autre, des espaces protoindustriels vont connaître une désindustrialisation.

Dans le but de clarifier et de bien asseoir ses positions, et partant, de dissiper des équivoques, Mendels a proposé des éléments de définition pour qualifier une situation ou une région de protoindustrielle. Selon lui, il importe de retrouver les caractéristiques suivantes combinées: 1- des industries rurales dont le produit final est écoulé sur des marchés extérieurs; 2- la mobilisation de petits paysans et de travailleurs ruraux qui, ne pouvant subvenir à tous leurs besoins sur leurs parcelles de terre, ont recours aux

⁷ Franklin F. Mendels, «Proto-industrialization: The First Phase of the Industrialization Process», *The Journal of Economic History*, XXXII, 1 (mars 1972), 241.

activités de fabrication dans des ateliers dispersés ou d'autres types d'équipements de production; 3- une complémentarité, une symbiose industrie-agriculture, le tout observé dans un cadre régional⁸.

En peu de temps, la notion de protoindustrialisation a connu un grand succès. Il est vrai qu'elle répondait à une attente. De fait, elle posait en termes nouveaux la problématique de l'industrialisation. Des chercheurs l'adoptèrent tandis que d'autres cherchèrent à la développer davantage, mais dans des perspectives différentes. C'est le cas notamment d'un groupe d'historiens allemands qui en donnèrent une interprétation néo-marxiste. Pour eux, la protoindustrialisation constitue une phase dans le long processus de la transition de féodalisme au capitalisme⁹.

D'un autre côté, cette notion a fait l'objet de vives critiques, voire de diatribes, d'aucuns allant jusqu'à s'interroger sur la pertinence de ce néologisme venu, aux dires de D.C. Coleman, se perdre dans les corridors de l'histoire économique¹⁰. Parmi ces critiques, mentionnons brièvement: a) le flou chronologique entourant le début et la fin de la phase protoindustrielle; b) le manque de clarté et de précision de la définition d'industrie rurale; c) le peu d'attention accordé aux activités de production autres que celles reliées au textile (nous y reviendrons); d) l'insistance sur l'écoulement des

⁸ Pierre Deyon et Franklin F. Mendels, «La proto-industrialisation: théorie et réalité», *Revue du Nord*, LXIII, 248 (janvier-mars 1981), 12-13; F.F. Mendels, «Des industries rurales à la protoindustrialisation: historique d'un changement de perspective», *Annales. Économies. Sociétés. Civilisations*, 39, 5 (septembre-octobre 1984), 988-993.

⁹ Peter Kriedte, Hans Medick et Jürgen Schlumbohm, *Industrialization before Industrialization. Rural Industry in the Genesis of Capitalism* (Cambridge, Cambridge University Press et Éditions de la Maison des Sciences de l'Homme, 1981).

¹⁰ Donald C. Coleman, «Proto-Industrialization: A Concept Too Many», *The Economic History Review*, XXXVI, 3 (août 1983), 435.

produits hors de la région, laissant dans l'ombre les marchés local et régional qui, sans doute, n'ont pas été sans exercer une certaine influence. À ce sujet, remarquons encore que l'intégration d'un plus large éventail d'activités (celles du cuir, du métal, du bois, etc.) dans l'explication ferait possiblement découvrir l'existence d'un marché intérieur; e) la dichotomie présence d'industries rurales-agriculture d'autoconsommation / absence d'industries rurales-agriculture commercialisée tient davantage du postulat que de la démonstration; f) industrialisation ou désindustrialisation sont-elles les seuls destins des régions protoindustrielles? N'y a-t-il pas d'autres voies?; g) la mésestimation des villes comme centres de production et, plus largement, le peu de place donné à celles-ci dans le schéma mendelsien; h) contrairement à ce qu'ont avancé des tenants de la protoindustrialisation, activités industrielles et système féodal peuvent très bien s'accommoder; i) le spectre de situations diverses relativement aux conséquences démographiques et sociales de la protoindustrialisation¹¹.

Ces critiques sont tout à fait fondées. De la protoindustrialisation, Mendels a déjà dit qu'elle a été exposée pour sortir d'une ornière théorique — celle qui consiste à considérer la révolution industrielle comme le passage de la société traditionnelle immobile à la société industrielle dynamique et

¹¹ Ces éléments de critique sont principalement tirés de R.A. Butlin, «Early Industrialization in Europe: Concepts and Problems», *The Geographical Journal*, 152, 1 (mars 1986): 1-8; Claude Cailly, «Contribution à la définition d'un mode de production proto-industriel», *Histoire & Mesure*, VIII, 1-2 (1993): 19-40; Leslie A. Clarkson, *Proto-Industrialization: The First Phase of Industrialization?* (London, Macmillan, 1985), 71 p.; D.C. Coleman, *loc. cit.*: 435-448; Pierre Deyon, «Fécondité et limites du modèle protoindustriel: premier bilan», *Annales. Économies. Sociétés. Civilisations*, 39, 5 (septembre-octobre 1984): 868-881; Rab Houston et K.D.M. Snell, «Proto-Industrialization? Cottage Industry, Social Change, and Industrial Revolution», *The Historical Journal*, 27, 2 (1984): 473-492; Pierre Jeannin, «La protoindustrialisation: développement ou impasse?», *Annales. Économies. Sociétés. Civilisations*, 35, 1 (janvier-février 1980): 52-65; Denis Woronoff, «Proto-industrialisation», André Burguière, dir., *Dictionnaire des sciences historiques* (Paris, Presses Universitaires de France, 1986): 548-549.

moderne. Or, il semble que nous soyons tombés dans une autre ornière avec cette notion. Le problème réside dans le fait que la recherche sur la protoindustrialisation a donné lieu à une théorisation poussée au fil des années, entre autres, par l'introduction de critères rigides et ce, tant de la part de Mendels que d'autres chercheurs. Faut-il y voir une tentative de légitimation d'une notion qui a suscité beaucoup de polémiques et de controverses, ou une volonté de relancer les discussions sur des bases plus solides? Quoi qu'il en soit, entre la théorie et la réalité, entre la conceptualisation du modèle et son applicabilité, un fossé n'a pas cessé de se creuser à mesure que se sont multipliées les études de cas. Plusieurs historiens en sont venus à la conclusion que la protoindustrialisation comme hypothèse pour expliquer l'évolution des sociétés préindustrielles des XVII^e-XIX^e siècles était trop restrictive et ne rendait pas compte de la multitude de voies menant à l'industrialisation.

Mais malgré ses faiblesses et ses limites, cette notion n'en demeure pas moins stimulante dans la mesure où elle montre les liens intrinsèques entre les secteurs agricole et manufacturier, rappelle que l'analyse économique ne doit pas faire abstraction des faits démographiques, et accorde davantage d'importance aux éléments de continuité qu'aux ruptures dans le processus d'industrialisation. Enfin, elle prend en considération deux facteurs déterminants qui, par leur élargissement, sont à l'origine de l'industrialisation: le marché et la demande. La valeur heuristique de la notion de protoindustrialisation n'est plus à démontrer, à condition toutefois qu'elle demeure flexible et évite la linéarité des modèles de développement que Mendels a lui-même contestée.

Cette volonté de procéder à une lecture intégrée du monde rural, on la retrouve également dans l'historiographie américaine des dernières décennies. En effet, depuis le milieu des années 1960, de plus en plus de chercheurs, rompus aux nouvelles méthodes de l'histoire quantitative et à des questionnements larges empruntés aux sciences sociales, ont entrepris de reconstituer l'histoire «holistique» de l'Amérique rurale selon le bon mot de Robert P. Swierenga. Ceux-ci cherchent à cerner les dimensions économiques, sociales et culturelles des profondes et complexes transformations qui ont eu cours en milieu rural au XVIII^e et XIX^e siècles, en tenant compte des différences entre les régions, les modalités d'établissement et de mise en valeur des sols agricoles, les communautés, les ethnies et plusieurs autres variables. Ce faisant, ils veulent redonner à l'histoire rurale, domaine laissé plus ou moins en friche et longtemps perçu comme le parent pauvre de l'histoire urbaine, la place qui lui revient. Il ne s'agit pas ici de dénigrer l'histoire urbaine, champ d'étude privilégié en histoire sociale depuis le début des années 1950 aux États-Unis et qui a été une source d'inspiration pour les chercheurs du monde rural, mais plutôt de ne pas occulter les bases rurales ou les racines vertes de la société urbaine contemporaine.

Cette new rural history, comme plusieurs l'ont appelée¹², tranche de façon singulière avec les travaux de toute une génération d'historiens centrés

¹² Pour une présentation des orientations de la nouvelle histoire rurale aux États-Unis, voir Hal S. Barron, «Rediscovering the Majority: The New Rural History of the Nineteenth-Century North», *Historical Methods*, 19, 4 (automne 1986): 141-152; Robert P. Swierenga, «The New Rural History: Defining the Parameters», *Great Plains Quarterly*, 1, 4 (automne 1981): 211-223. De ce dernier auteur, voir également «Theoretical Perspectives on the New Rural History: From Environmentalism to Modernization», *Agricultural History*, 56, 3 (juillet 1982): 495-502, et «Agriculture and Rural Life: The New Rural History», James B. Gardner et George Rollie Adams, ed., *Ordinary People and*

presque exclusivement sur l'analyse des productions, des rendements et des techniques agricoles et de la mécanisation des fermes. Or, les partisans de ce courant historiographique font valoir, avec raison, que les habitants des campagnes ne travaillaient et ne vivaient pas tous de la terre. De fait, en plus des cultivateurs, les villages et les espaces agricoles ambiants abritaient des marchands, des artisans, des journaliers et des entrepreneurs qui y ont mis sur pied des manufactures. Par ailleurs, les cultivateurs se livraient sur une base régulière à des activités non agricoles. L'histoire rurale doit prendre en considération ce large éventail de situations.

Cette voie nouvelle, dans laquelle est engagée l'histoire des campagnes, contraste également avec la thèse nationaliste de la frontière élevée au rang de mythe au fil des années. À la différence des historiens qui s'identifient à cette thèse, ceux de la nouvelle histoire rurale s'intéressent principalement à ce qui s'est passé derrière la frontière, dans les zones de peuplement ancien. Pour ces derniers, l'expérience de la frontière ne représente qu'une phase de courte durée dans l'histoire américaine. En conséquence, la théorie qui en découle ne peut prétendre donner une explication globale de l'évolution des campagnes¹³.

Cette belle unanimité quant aux objectifs généraux n'a pas été sans cacher de profonds désaccords sur des questions précises. En effet, des débats qui ont animé ce courant historiographique, le plus tumultueux a porté sur le

Everyday Life. Perspectives on the New Social History (Nashville, The American Association for State and Local History, 1983): 91-113.

¹³ Hal S. Barron, *Those who Stayed Behind. Rural Society in Nineteenth-Century New England* (Cambridge, Cambridge University Press, 1984), 3.

comportement et l'attitude des paysans face à la montée du capitalisme ou, plus précisément, leur participation à l'économie de marché. Les protagonistes en présence étaient d'un côté les *market historians* qui affirmaient que la paysannerie, motivée par un esprit individualiste, s'est rapidement intégrée au marché, de l'autre, les tenants de la *moral economy* qui, pour leur part, soutenaient que la plupart des échanges ne s'effectuaient que dans un cadre local et ne visaient qu'à satisfaire les besoins immédiats de la famille et des voisins¹⁴. De plus en plus de chercheurs aujourd'hui conviennent que, suivant les conditions du marché, les paysans américains vendaient les surplus de leurs productions aussi bien dans leur communauté qu'à l'extérieur¹⁵.

Les historiographies canadienne-anglaise et québécoise ne demeurent pas en marge de ce mouvement de redécouverte du monde rural à partir d'une approche relationnelle. Comme aux États-Unis, nombre de chercheurs du Canada et du Québec ont constaté que l'étude de l'agriculture ne constitue qu'une des clés de compréhension parmi tant d'autres de la réalité rurale. Dans son ouvrage sur l'histoire économique du Haut-Canada au siècle dernier, une société essentiellement rurale encore à la veille de la Confédération, Douglas McCalla ne traite pas seulement de l'agriculture et de

¹⁴ Les positions des *market historians* sont présentées dans Winifred Barr Rothenberg, *From Market-Places to a Market Economy. The Transformation of Rural Massachusetts, 1750-1850* (Chicago et Londres, The University of Chicago Press, 1992), chapitre 2, et celles des historiens de la *moral economy* dans James A. Henretta, «Families and Farms: Mentalité in Pre-Industrial America», *The William and Mary Quarterly*, XXXV, 1 (janvier 1978): 3-32; Christopher Clark, «Household Economy, Market Exchange and the Rise of Capitalism in the Connecticut Valley, 1800-1860», *Journal of Social History*, 13, 2 (hiver 1979): 169-189.

¹⁵ Allan Kulikoff, «The Transition to Capitalism in Rural America», *The William and Mary Quarterly*, XLVI, 1 (janvier 1989), 127-132; David B. Danbom, *Born in the Country. A History of Rural America* (Baltimore et Londres, The John Hopkins University Press, 1995), 14, 44 et 80-81.

la commercialisation de plus en plus soutenue de ses produits — et pas uniquement du blé —, mais aussi de l'émergence d'un marché intérieur, de la poussée des activités forestières, du développement des transports et du système financier, des changements technologiques et de la montée du fait industriel. Selon cet auteur, la croissance de cette province repose sur l'ensemble de ces processus interagissant les uns sur les autres, et non sur l'exploitation d'une succession de produits de base (*staples*) comme le postule la thèse laurentienne¹⁶.

Même son de cloche du côté des provinces atlantiques. Dans son plaidoyer pour un nouvel examen de l'économie des campagnes au siècle dernier et au début du XX^e siècle, Daniel Samson soutient que l'étude de l'agriculture seulement risque de faire perdre de vue les divers moyens ou formes d'activités auxquels se sont livrés les paysans des Maritimes pour assurer leur subsistance¹⁷. C'est pourquoi, le travail en forêt, dans les mines, les chantiers navals et autres unités de production, ainsi que la navigation et la pêche sont autant d'aspects de la réalité paysanne qui doivent être mis en relation avec les travaux des champs pour bien comprendre le monde rural du Canada atlantique. Cette pluriactivité, qui s'apparente à une situation protoindustrielle dans certains cas, montre que les ruraux des provinces maritimes se sont adaptés au nouveau contexte économique et ont su tirer

¹⁶ Douglas McCalla, *Planting the Province: The Economic History of Upper Canada, 1784-1870* (Toronto, Toronto University Press, 1993), xviii-446 p.

¹⁷ Daniel Samson, «Introduction: Situating the Rural in Atlantic Canada», D. Samson, ed, *Contested Countryside. Rural Workers and Modern Society in Atlantic Canada, 1800-1950* (Fredericton, Acadiensis Press, 1994), 23.

profit des opportunités offertes par le secteur industriel et, plus largement, par l'économie de marché¹⁸.

Au Québec, depuis une quinzaine d'années, plusieurs travaux ont également mis en lumière la complexité du monde rural aux XVIII^e et XIX^e siècles. Parmi eux, retenons ceux qui intègrent monde villageois et industries rurales dans une même problématique. La contribution du géographe Serge Courville sur ces questions est majeure. L'étude du phénomène villageois a servi d'amorce à la réflexion de ce chercheur. Comparée aux enquêtes antérieures sur le sujet, celle de Courville se distingue par son caractère longitudinal et le large espace qu'elle embrasse, soit l'ensemble du territoire seigneurial. Exploitant une documentation riche et variée, cet auteur a vu dans la multiplication des villages dans la première moitié du XIX^e siècle — le faîte du mouvement se situant entre 1815 et 1831 — le signe d'une transformation en profondeur des campagnes bas-canadiennes et de leur dynamisme. Au rang des facteurs qui sous-tendent cet essor, Courville mentionne la forte croissance démographique, l'intensification soutenue des échanges, les visées entrepreneuriales de plusieurs seigneurs, les nouveaux besoins administratifs et le foisonnement des industries rurales qui n'ont pas été sans influencer sur les orientations de l'agriculture¹⁹. Il n'en fallait pas plus

¹⁸ Outre le recueil de D. Samson, voir également L.D. McCann, «“Living a double life”: Town and Country in the Industrialization of the Maritimes», Douglas Day, ed., *Geographical Perspectives on the Maritime Provinces* (Halifax, Saint Mary's University, 1988): 93-113; Rusty Bittermann, Robert A. McKinnon et Graeme Wynn, «Of Inequality and Interdependence in the Nova Scotian Countryside, 1850-1870», *The Canadian Historical Review*, 74, 1 (mars 1993): 1-43.

¹⁹ Serge Courville, «Esquisse du développement villageois au Québec: le cas de l'aire seigneuriale entre 1760 et 1854», *Cahiers de géographie du Québec*, 28, 73-74 (avril-septembre 1984): 9-46; «Croissance villageoise et industries rurales dans les seigneuries du Québec (1815-1851)», François Lebrun et Normand Séguin, dir., *Sociétés villageoises et rapports villes-campagnes au Québec et dans la France de l'Ouest, XVII^e-XX^e siècles* (Trois-Rivières, Centre de recherche en études québécoises et Presses universitaires de Rennes 2, 1987): 205-219; «Un monde rural en mutation: le Bas-Canada dans la première moitié du XIX^e siècle», *Histoire*

pour que Courville soulève l'hypothèse de la protoindustrialisation. À ce sujet, il conclut qu'il y aurait lieu de l'envisager sérieusement dans le cas du Bas-Canada.

Avant Courville, mais surtout dans le sillage de ses travaux, d'autres recherches menées à différentes échelles ont abordé ou ont porté spécifiquement sur la question du phénomène villageois et des industries rurales. Pensons entre autres à celles de Françoise Noël sur les moulins dans la vallée du Haut Richelieu au tournant des XVIII^e et XIX^e siècles, de Jean-Claude Robert et de Christian Dessureault sur le village de Joliette et la seigneurie de Saint-Hyacinthe, respectivement, dans la première demie du XIX^e siècle, de Jean-Pierre Kesteman sur le district Saint-François entre 1823 et 1879, et de René Hardy, Pierre Lanthier et Normand Séguin sur le comté de Champlain dans la seconde moitié du XIX^e siècle²⁰. Ces études établissent un lien direct ou, à tout le moins, décèlent un rapport entre croissance villageoise et éclosion d'industries rurales. Une seule voix discordante dans ce concert, celle de C. Dessureault. Selon cet historien,

sociale/Social History, XX, 40 (novembre 1987): 237-258; «Le marché des "subsistances". L'exemple de la plaine de Montréal au début des années 1830: une perspective géographique», *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 42, 2 (automne 1988): 193-239; *Entre ville et campagne. L'essor du village dans les seigneuries du Bas-Canada* (Québec, Les Presses de l'Université Laval, 1990).

²⁰ Françoise Noël, «Chambly Mills, 1784-1815», *Historical Papers/Communications historiques* (1985): 102-116; Jean-Claude Robert, «Un seigneur entrepreneur, Barthélemy Joliette, et la fondation du village d'Industrie (Joliette)», *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 26, 3 (décembre 1972): 375-395; Christian Dessureault, «Crise ou modernisation? La société maskoutaine durant le premier tiers du XIX^e siècle», *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 42, 3 (hiver 1989): 359-387; Jean-Pierre Kesteman, *Une bourgeoisie et son espace: industrialisation et développement du capitalisme dans le district de Saint-François (Québec), 1823-1879*, thèse de doctorat (histoire), Université du Québec à Montréal, 1985, 310-315; René Hardy, Pierre Lanthier et Normand Séguin, «Les industries rurales et l'extension du réseau villageois dans la Mauricie pré-industrielle: l'exemple du comté de Champlain durant la seconde moitié du 19^e siècle», F. Lebrun et N. Séguin, dir., *op. cit.*: 230-253.

l'agriculture est demeurée le véritable moteur de l'essor villageois dans le pays maskoutain tout au long de la première moitié du XIX^e siècle, et non les industries rurales. À propos de celles-ci, Dessureault a écrit que leur croissance a été plutôt lente dans cette portion de la vallée laurentienne. Minimisant le rôle des équipements de production en milieu rural comme vecteur de changement, ce chercheur tente de démontrer qu'il est téméraire de voir en eux une manifestation de la montée du capitalisme industriel²¹. Sur ce point précis, les vues de Dessureault sont au même diapason que celles de Daniel Salée pour qui la présence d'activités industrielles dans les campagnes n'a modifié en rien le mode de production dominant au siècle dernier, le féodalisme²².

En définitive, par delà les divergences d'opinions et d'interprétations, les travaux inscrits à l'enseigne de la protoindustrialisation et de la nouvelle histoire rurale aux États-Unis, de même que les enquêtes qui mettent en perspective espace villageois et industries rurales ou d'autres aspects de la réalité des campagnes québécoises et canadiennes, constituent autant de preuves de la richesse et de la fécondité d'une lecture relationnelle dans l'étude des mutations du monde rural.

Notre recherche prend appui sur une telle approche. En effet, nous nous proposons de scruter la diversification et la complexification de la

²¹ Christian Dessureault, «Industrie et société rurale: le cas de la seigneurie de Saint-Hyacinthe des origines à 1861», *Histoire sociale/Social History*, XXVIII, 55 (mai 1995), 101-102.

²² Daniel Salée, «Seigneurial Landownership and the Transition to Capitalism in Nineteenth-Century Quebec», *Québec Studies*, 12 (printemps-été 1991): 21-32. Pour un point de vue diamétralement opposé à celui de Salée, voir David Schulze, «Rural Manufacture in Lower Canada: Understanding Seigneurial Privilege and the Transition in the Countryside», *Alternate Routes: A Critical Review*, 7 (1984): 134-167.

société rurale au siècle dernier, résultat de la montée de l'économie de marché, à travers un certain nombre de phénomènes: les transformations de l'agriculture, la poussée des industries rurales dans la région du lac Saint-Pierre d'abord, et à Berthierville et Louiseville dans le cas du second, et la formation des aires villageoises et l'examen de leurs fonctions spécifiques à partir des exemples de Berthierville et de Louiseville. Nous ne cherchons pas à déterminer le primat de l'un de ces phénomènes sur les autres, mais plutôt leurs interactions complexes.

B- QUELQUES NOTIONS OPÉRATOIRES

Les notions d'industrie rurale et d'aire villageoise étant centrales dans notre analyse, il y a lieu ici de les définir. Selon les objectifs visés, les problématiques élaborées et les approches choisies, l'expression industrie rurale a reçu diverses définitions au cours des dernières années. Parmi elles, retenons les plus importantes et celles qui nous concernent directement.

Les tenants de la notion de la protoindustrialisation n'ont jamais été très explicites sur ce qu'ils entendaient exactement par industries rurales. En se rapportant toutefois aux critères mentionnés précédemment pour désigner une région de protoindustrielle, elles sont pour eux un type d'équipement faisant appel à une main-d'œuvre paysanne et dont la production est expédiée hors de la région et souvent à l'extérieur des frontières nationales. À la différence des artisanats traditionnels et des petites activités industrielles dont la finalité est de répondre aux besoins locaux, ces unités industrielles sont soumises à l'influence et aux aléas des marchés éloignés.

Bien qu'elle se veuille large, cette définition n'en demeure pas moins stricte. En fait, elle est le résultat d'une démarche qui, pour l'essentiel, a privilégié l'étude de l'industrie du textile et le système sur lequel se fonde des pans entiers de ce secteur, soit le travail à façon. À ce sujet, Maxine Berg écrira qu'à plus d'un égard, le textile a été érigé en archétype par la théorie de la protoindustrialisation; pour cette auteure, il en serait la quintessence²³. Certes, l'industrie du textile fut pendant longtemps prédominante. Toutefois, d'autres équipements de production ont fleuri en milieu rural qui, contrairement à ceux reliés au textile, produisaient pour les marchés local et régional plus qu'étrangers, nécessitaient davantage de capital fixe que circulant, appelaient la centralisation des activités plutôt que leur dissémination dans l'espace et exigeaient une main-d'œuvre spécialisée. On a qu'à penser aux mines, aux forges, aux divers types de moulin, aux tanneries, aux distilleries pour n'en nommer que quelques-unes. Autant de formes industrielles sur lesquelles la thèse de la protoindustrialisation demeure pour ainsi dire muette. Dans le but de combler cette lacune, d'aucuns ont proposé une définition plus large des industries rurales dans le cadre de leurs réflexions sur le modèle. C'est le cas notamment de Charles Tilly pour qui la protoindustrialisation correspond à une poussée des activités manufacturières qui se manifeste par la multiplication des petites unités de production de toutes sortes²⁴.

²³ Maxine Berg, *The Age of Manufacture. Industry, Innovation and Work in Britain, 1700-1820* (Totowa, Barnes & Noble Books, 1985), 198-199 et 264.

²⁴ Charles Tilly, «Flows of Capital and Forms of Industry in Europe, 1500-1900», *Theory and Society*, 12, 2 (février 1983), 129.

Cette dernière approche s'apparente à celle adoptée par des chercheurs québécois qui s'intéressent à l'industrialisation des campagnes. Dans leur étude sur les liens entre la croissance des industries rurales et l'extension du réseau villageois dans l'espace mauricien de la deuxième moitié du XIX^e siècle, R. Hardy, P. Lanthier et N. Séguin désignent comme industries rurales certaines des productions non agricoles réalisées en milieu rural. Concrètement, il s'agit d'organisations économiques qui ont comme dénominateur commun d'employer des travailleurs salariés sur une base annuelle ou saisonnière et de mobiliser des investissements en capitaux. Parmi elles, on reconnaît des organisations de grande dimension dont la croissance est intrinsèquement reliée au marché extra-régional et qui prennent appui tant sur la campagne que la ville, et des organisations de petite dimension qui sont le produit des forces ambiantes du milieu et qui dépendent, pour une large part, du financement régional ce qui, par conséquent, les différencie des simples productions artisanales²⁵.

Plusieurs de ces éléments de définition se retrouvent dans l'étude de Serge Courville sur les articulations entre l'industrie et l'agriculture dans la région de Montréal dans la première moitié du XIX^e siècle. Comme Hardy, Lanthier et Séguin, Courville appelle industries rurales les productions qui trouvent à la campagne le lieu de leur réalisation. Celles-ci reposent sur des réseaux parfois denses d'approvisionnement dans l'espace et sur une main-d'œuvre parfois nombreuse pour leurs opérations, ce qui n'est pas le cas des productions artisanales. Plus précisément, il s'agit des différents moulins (à farine, à scie, à fouler, à carder, à huile, à papier, à bardeaux, etc.), des

²⁵ R. Hardy, P. Lanthier et N. Séguin, *op. cit.*, 240.

brasseries, distilleries, tanneries, fabriques de potasse et de perlasse, ateliers et manufactures de toutes sortes. La plupart de ces équipements sont de taille modeste cependant que d'autres sont plus imposants²⁶.

De l'aveu même de Courville et Séguin qui ont uni leurs efforts à ceux de Jean-Claude Robert dans le cadre d'une enquête sur l'axe laurentien au XIX^e siècle, ces définitions des industries rurales peuvent être qualifiées de restrictives. Celles-ci demeurent néanmoins valables dans la mesure où elles répondaient aux objectifs d'alors qui étaient de déceler l'émergence du capitalisme dans le monde rural à travers les productions non agricoles. Depuis lors, ces chercheurs ont été appelés à élargir cette notion en vue de camper le rôle des industries rurales dans la transformation du Québec central au siècle dernier. Une première démarche en ce sens a consisté à dresser un tableau général du phénomène. Or, pour être complet, ce tableau devait prendre en compte l'ensemble des formes de production non agricoles, y compris celles du monde des artisans. Seules les productions proprement domestiques ont été exclues²⁷.

²⁶ S. Courville, «Le marché des "subsistances"...», 204. Dans cet article, Courville a désigné comme industries rurales des fabriques de fer qui, vraisemblablement, ne sont que de simples boutiques de forge. Pour justifier ce choix, celui-ci avait alors signalé que la fabrication de matériel de transport et de pièces de moulins semblant importante vers 1830, il était loisible de penser que quelques-unes de ces fabriques soient des équipements plus élaborés. Sans doute que d'autres industries relevées par Courville tiennent davantage de l'artisanat que de l'industrie telle qu'il la définit. Pensons simplement à un grand nombre de tanneries et à la majorité des fabriques de potasse et de perlasse que l'on retrouve principalement dans l'arrière-pays et qui requièrent peu de moyens. À propos de la fabrication de la potasse et de la perlasse, voir Harry Miller, «Potash from Wood Ashes: Frontier Technology in Canada and the United States», *Technology and Culture*, 21, 2 (avril 1980): 187-208; Dominique-Marie Doyon, «La fabrication de la potasse au Canada et spécialement à Saint-François-de-Beauce», *Les Archives de folklore* (1949): 29-41.

²⁷ Serge Courville, Jean-Claude Robert et Normand Séguin, «The Spread of Rural Industry in Lower Canada, 1831-1851», *Journal of the Canadian Historical Association/Revue de la Société historique du Canada*, 2 (1991), 45-46.

Cette définition plus ample des industries rurales est essentielle à notre compréhension de l'industrialisation du monde rural. En réalité, elle met en relief la nature polymorphe de ce processus complexe. L'industrialisation ne signifie pas seulement l'implantation de gros équipements de production (moulin à farine, scierie, etc.), ou encore l'avènement de la grande manufacture plus avancée sur le plan technologique et recrutant un grand nombre de travailleurs, mais également l'éclosion d'une multitude d'ateliers et de boutiques d'artisan selon les possibilités du marché. Pour un grand moulin recensé dans une paroisse donnée, on trouve autour une poussière de petites activités de production.

Cet aspect peu exploré de l'industrialisation retient de plus en plus l'attention des chercheurs. Dans son étude sur la petite industrie dans le Bas-Rhin au XIX^e siècle, Nicolas Stoskopf souligne que, paradoxalement, c'est à l'époque où les grandes unités de production se mettent en place que les petites entreprises industrielles de tous genres, loin d'être menacées, se développent et prospèrent. Cette conclusion ne vaut pas seulement pour le département bas-rhinois, mais pour la France entière. P. O'Brien et C. Keyder ont écrit que les petits établissements de production survivent et réussissent à croître au milieu des usines dans ce pays. Gabriel Désert observe que les industries rurales et les activités artisanales forment l'armature industrielle de la France au siècle dernier. D'une voix commune, Désert et Stoskopf affirment que le XIX^e siècle est une sorte d'âge d'or de la petite industrie. Dès lors, le premier mot de l'expression «révolution industrielle» devrait être substitué par celui d'évolution dans le cas de ce pays. Même constat dans d'autres parties du monde occidental. En Allemagne, les imposants complexes industriels en bordure du Rhin et d'un

de ses affluents, la Ruhr, et dans la Silésie ne peuvent faire oublier, selon Rondo Cameron, que les échoppes et petits ateliers d'artisans étaient nombreux et bien implantés dans la plupart des régions. Dans l'Italie du nord, les avancées de la fabrique reposent pour une bonne part sur les industries rurales dispersées, à telle enseigne que Alain Dewerpe dira que la première constitue l'appendice des secondes. Aux États-Unis, Jeremy Atack montre que même si le nombre des grandes entreprises fait plus que doubler dans certains secteurs entre 1850 et 1870, le plus gros de la production sort encore des petites installations industrielles au cours de cette période. Aussi tard qu'en 1870, la structure industrielle aux États-Unis se caractérise par la présence d'une multitude de petites unités de production²⁸.

Différents facteurs expliquent la résistance, la vitalité, voire la dominance de la petite industrie. Au nombre de ceux-là, G. Désert signale la pluriactivité qui perdure en empruntant de nouvelles formes et au sein de laquelle les activités artisano-industrielles des paysans prennent place et leurs procurent des revenus essentiels, la qualité des produits qui y sont fabriqués, la flexibilité dont elle fait preuve face aux fluctuations du marché, les économies qu'elle permet de réaliser au chapitre des coûts de main-d'œuvre, sa perméabilité aux innovations technologiques, et les progrès de l'agriculture qui donnent du travail à une foule d'artisans. Pour sa part,

²⁸ Nicolas Stoskopf, *La petite industrie dans le Bas-Rhin, 1810-1870* (Strasbourg, Éditions Oberlin, 1987), 219; Patrick O'Brien et Caglar Keyder, «Les voies de passage vers la société industrielle en Grande-Bretagne et en France (1780-1914)», *Annales. Économies. Sociétés. Civilisations*, 34, 6 (novembre-décembre 1979), 1 290; Gabriel Désert, «Artisanats et industries rurales», Maurice Lévy-Leboyer, dir., *Histoire de la France industrielle* (Paris, Larousse Bordas, 1996), 184; Rondo Cameron, «A New View of European Industrialization», *The Economic History Review*, XXXVIII, 1 (février 1985), 11-13; Alain Dewerpe, *L'industrie aux champs. Essai sur la proto-industrialisation en Italie du nord (1800-1880)* (Rome, École française de Rome, 1985), 32-34; Jeremy Atack, «Firm Size and Industrial Structure in the United States During the Nineteenth Century», *The Journal of Economic History*, XLVI, 2 (juin 1986), 471-474.

J. Atack soutient que la persistance des petites organisations industrielles tient au fait qu'elles étaient complémentaires aux plus grandes, et non des concurrentes, et qu'elles alimentaient des marchés différents des secondes, tous marchés confondus étant alors en pleine expansion. En réalité, il a existé, selon cet auteur, une forme de symbiose entre les petites et les plus importantes entreprises de production.

Dans les années 1970 et au début de la décennie suivante, des ethnographes et des historiens du Québec se sont également intéressés à la petite industrie, principalement aux boutiques d'artisan. Avec une pointe de nostalgie, la plupart d'entre eux ont décrit un monde que nous avons perdu. Selon quelques-uns de ces chercheurs, les artisans étaient près de leur outillage, de leur produit fini et de leur clientèle, un outillage qui a très peu changé au fil des siècles, un produit fini qui avait la particularité d'être unique, une clientèle qui ne débordait pas la paroisse car le métier d'artisan s'inscrivait dans une logique d'économie communautaire. Certes, croyait-on, les activités artisanales ont connu des transformations sous l'effet de la montée de l'économie de marché et de l'industrialisation, mais celles-ci ne se produisirent qu'en milieu urbain, le monde artisanal de la campagne constituant un rempart des traditions.

Or, ces assertions résistent mal à la vérification. En fonction des nouveaux besoins, des nouvelles situations, les outils des artisans ont été constamment modifiés, améliorés, perfectionnés, et d'autres, inventés. Pour ce qui est de l'unicité des objets de fabrication artisanale, elle tient davantage du mythe que de la réalité. On en veut comme preuve l'étude d'un chercheur américain, Robert Trent, portant sur environ 75 chaises anciennes qu'il a

trouvées dans différentes localités le long de la côte du Connecticut. L'examen minutieux de ces chaises a révélé qu'à quelques différences près, elles sont toutes semblables, ce qui fait dire à Trent que les pratiques et les savoir-faire étaient largement diffusés parmi les artisans²⁹. De la clientèle des artisans, des indices donnent à penser qu'elle ne se limitait pas à leur paroisse de résidence. Des contrats passés devant notaire entre des artisans et des individus établissent que les premiers écoulaient de leur production sur des marchés extra-régionaux. De même, le simple calcul du nombre de boutiques de même type par tranche d'habitants dans une paroisse donnée montre de frappants contrastes dans l'espace, certaines zones étant beaucoup mieux dotées que d'autres. N'est-ce pas là le signe que des artisans travaillaient pour un marché élargi?

Quant aux changements dans le monde des artisans, sont-ils survenus seulement dans les villes, comme plusieurs le prétendent? À l'évidence, on reconnaît là l'influence de certaines interprétations de l'industrialisation qui ont toujours attribué à la ville un rôle cardinal dans ce processus. Or, le monde rural a été également le lieu – à un degré différent, sans doute, mais qui reste encore à apprécier – d'une complexification du mode de production artisanal. La lecture des recensements nominatifs suffit pour s'en convaincre. En effet, selon l'ouverture du marché, des boutiques de forgeron en milieu rural, par exemple, tout en continuant à effectuer des réparations de toutes sortes, se sont spécialisées dans la fabrication de roues, de voitures ou d'instruments aratoires, cependant que d'autres ont haussé leur production

²⁹ L'étude de Trent est brièvement présentée dans Kenneth L. Ames, *Beyond Necessity. Art in Folk Tradition* (Winterthur, The Henry Francis du Pont Winterthur Museum, 1977), 22-23.

par l'ajout d'équipements pour devenir des fonderies. L'industrie de la chaussure étant en pleine croissance dans la seconde moitié du XIX^e siècle, des boutiques de tanneur sises dans des villages se sont transformées en véritables manufactures de cuir. Par ailleurs, il ne faut pas perdre de vue que, comme à la campagne, la simple boutique est demeurée bien présente dans le paysage urbain³⁰.

Contrairement à ce que certains ont affirmé, le monde des artisans au Québec n'a donc pas été aussi figé. La poursuite des recherches dans le domaine au cours des quinze dernières années tend d'ailleurs à le démontrer. À l'aide des inventaires après décès et autres actes notariés, nous pénétrons dans l'univers intime de ces travailleurs spécialisés pour y découvrir des écarts notables dans les niveaux de richesse ainsi que des savoirs qui évoluent suivant les nouveaux contextes³¹.

³⁰ La lecture des ouvrages suivants nous a suggéré ces éléments de critique: Marc-André Bluteau, Jean-Pierre Charland, Marise Thivierge et Nicole Thivierge, *Les cordonniers, artisans du cuir* (Montréal, Boréal Express/Musée national de l'Homme, 1980), 155 p.; Jean-Claude Dupont, *L'artisan forgeron* (Québec, Les Presses de l'Université Laval/Éditeur officiel du Québec, 1979), xxxiv-355 p.; Jean-Claude Dupont et Jacques Mathieu, dir., *Les métiers du cuir* (Québec, Les Presses de l'Université Laval, 1981), 432 p.; Marcil Eileen, *Les tonneliers du Québec* (Ottawa, Musée national de l'Homme, 1983), x-128 p.; Yvan Fortier, *Menuisier charpentier. Un artisan du bois à l'ère industrielle* (Montréal, Boréal Express/Musée national de l'Homme, 1980), 175 p.; Jean-Pierre Hardy, *Le forgeron et le ferblantier* (Montréal, Boréal Express, 1978), 127 p.; Ronald Labelle, *Tanneurs et tanneries du Bas-Saint-Laurent (1900-1930)* (Ottawa, Musée national de l'Homme, 1979), vi-136 p.

³¹ Jacques Bernier, «Les artisans du bois de la région de Québec au début du XIX^e siècle», René Bouchard, dir., *La vie quotidienne au Québec. Histoire, métiers, techniques et traditions* (Sillery, Les Presses de l'Université du Québec, 1983): 263-281; Dominique Bouchard, «La culture matérielle des Canadiens au XVIII^e siècle: analyse du niveau de vie des artisans du fer», *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 47, 4 (printemps 1994): 479-498; Jean-Pierre Hardy, «Niveaux de richesse et intérieurs domestiques dans le quartier Saint-Roch à Québec, 1820-1850», *Material History Bulletin/Bulletin d'histoire de la culture matérielle*, 17 (printemps 1983): 63-94, et «Quelques aspects du niveau de richesse et de la vie matérielle des artisans de Québec et de Montréal, 1740-1755», *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 40, 3 (hiver 1987): 339-372; François Lachance, «La pratique des métiers de la construction en Mauricie: forme d'organisation et rapport campagne-ville», *Bulletin du Regroupement des chercheurs-chercheuses en histoire des travailleurs et travailleuses du Québec*, 20, 2 (été 1994): 7-10.

En somme, les écrits sur les petites entreprises, les ateliers, les boutiques, bref, sur la petite industrie dans un sens large, incluant la production récente sur les artisans au Québec, prouvent que loin de représenter les avatars d'une ère révolue, celle-ci a fait montre d'une grande adaptation aux nouvelles conditions de la vie économique. Ces petites unités de production ont évolué aux côtés des plus grandes, obviant souvent par la force humaine les carences du système de production et la technologie élémentaire de ces dernières³².

S'agissant de la notion d'aire villageoise, qu'il me suffise ici de dire, car nous l'aborderons de façon plus détaillée au chapitre VII en discutant de ses enjeux méthodologiques, qu'elle renvoie à un espace différencié qui se démarque nettement de l'espace agricole non seulement par sa morphologie, mais également par ses fonctions. Lieu de médiation des rapports villes-campagnes, foyer où se concentre un grand nombre d'industries rurales et de magasins, lieu de résidence d'une population aux caractéristiques socioprofessionnelles différentes de celles des côtes, l'aire villageoise forme l'espace où s'exprime avec le plus d'éloquence la complexification du monde rural. Plus ample que le village, elle permet de saisir l'aire d'expression de la socioéconomie villageoise dans toute son étendue. La prise en considération de cette notion, tout comme celle de village d'ailleurs, oblige à revoir sinon à démentir certains jugements hâtifs qui ont été portés sur la performance de

³² Heinz-Gerhard Haupt, «La petite bourgeoisie, une classe inconnue», *Le mouvement social*, 108 (juillet-septembre 1979), 13.

l'agriculture québécoise et, plus largement, sur le développement des campagnes³³.

C- LES ARTICULATIONS DANS L'ESPACE

L'étude des articulations entre l'agriculture, les industries rurales et le monde villageois constitue un premier volet de cette recherche. Mais notre démarche ne s'arrête pas là. En effet, nous nous intéressons également aux articulations de type spatial. Expliquons-nous sur ce choix.

Les nouvelles orientations et la commercialisation de l'agriculture, la montée des industries rurales et l'affirmation du fait villageois sont autant de manifestations de la pénétration de l'économie de marché dans le monde rural en vue de satisfaire de nouveaux besoins locaux, régionaux et extra-régionaux. Il en est cependant une autre beaucoup moins explorée mais tout aussi significative dans la mesure où elle est à la base des phénomènes mentionnés auparavant et sous-tend directement l'extension de l'économie de marché: l'intensification de la vie de relation.

Nous entendons par vie de relation l'ensemble des liens, des rapports et des échanges appartenant à plusieurs ordres de la réalité (économiques, sociaux, culturels) qui ont cours entre des individus et des communautés de différentes entités spatiales, petites (paroisses, villages) et grandes (régions ou de plus vastes ensembles). L'observation de ces rapports et de ces

³³ À ce sujet, voir Serge Courville, «Villages and Agriculture in the Seigneuries of Lower Canada: Conditions of a Comprehensive Study of Rural Quebec in the First Half of the Nineteenth Century», Donald H. Akenson, ed., *Canadian Papers in Rural History*, vol. V (1986): 121-149.

échanges, tantôt harmonieux, tantôt dissymétriques, qui se multiplient à mesure que le XIX^e siècle s'écoule, nous plonge au cœur des forces vives qui façonnent et modifient constamment la socioéconomie des campagnes.

En effet, les faits d'échange de toute nature donnent naissance à des trames spatiales que nous appelons des aires de relation. Celles-ci ne se calquent aucunement sur les découpages officiels ou administratifs qui se révèlent des cadres inadéquats lorsqu'on traite des schémas de relation³⁴. À l'intérieur de ces aires, nous trouvons des éléments constitutifs (des paroisses avec ou sans hameau ou village, des bourgs) reliés entre eux par un réseau de routes qui tend à s'étoffer et à se densifier au fil des années³⁵, des lignes de navigation dans le cas des entités en bordure du fleuve ou des rivières navigables et, plus tard, des voies ferrées. L'étude de la vie de relation nous permet de déceler les articulations entre chacune des composantes et d'identifier lesquelles d'entre elles exercent une plus grande attraction, ainsi que les points de convergence. Bien sûr, quelques sources (recensements nominatifs, annuaires, etc.) donnent des indices sur la polarité des localités par le relevé des fonctions industrielles, commerciales, administratives, de service et d'accueil qu'elles assument. Mais seule la vie de relation montre la dynamique de ce processus; un dynamisme qui a trop longtemps été occulté, car on croyait à tort que la centralité était l'apanage des grands centres urbains seulement³⁶. À ce sujet, S. Courville, J.-C Robert et N. Séguin ont

³⁴ Sur cette question, voir Normand Séguin, «De la région au rapport spatial: l'espace comme catégorie de l'analyse historique», Fernand Harvey, dir., *La région culturelle. Problématique interdisciplinaire* (Québec, Institut québécois de recherche sur la culture, 1994): 69-75.

³⁵ Serge Courville, Jean-Claude Robert et Normand Séguin, «Le Saint-Laurent, artère de vie: réseau routier et métiers de la navigation au XIX^e siècle», *Cahiers de géographie du Québec*, 34, 92 (septembre 1990), 182-189.

écrit qu'il est plus approprié de parler de chaînes de polarité dans le Québec au XIX^e siècle³⁷.

À une autre échelle, l'examen de la vie de relation offre une prise sur les rapports qui s'établissent entre différentes aires de relation, celles-ci et de plus grands ensembles, et sur les liens qui peuvent les unir, ou du moins leurs pôles, avec les grandes villes. On le voit bien, la notion de la vie relation permet de restituer des cohérences dans l'espace à différentes échelles³⁸ et jette des ponts entre deux champs d'étude, d'un côté le monde urbain, de l'autre le monde rural, qui, jusqu'à récemment, ont évolué essentiellement en vase clos.

Cette notion est encore utile pour mettre au jour des espaces vécus, des territorialités, ce dernier concept pouvant être considéré comme une version repolie et débarrassée de ses copeaux psychologues du précédent³⁹. Plus que l'espace de vie qui correspond à l'ensemble des lieux fréquentés dans le cadre de la vie quotidienne avec ses points attractifs et répulsifs, l'espace vécu ou la

³⁶ C'est ce que démontre Randy William Widdis dans son étude sur Belleville, petit centre urbain sur la rive nord du lac Ontario: «Belleville and Environs: Continuity, Change and the Integration of Town and Country During the 19th Century», *Urban History Review/Revue d'histoire urbaine*, XIX, 3 (février 1991): 181-208.

³⁷ Serge Courville, Jean-Claude Robert et Normand Séguin, «L'axe laurentien, espace, économie, société: le Québec central au XIX^e siècle (1815-1880), de nouvelles perspectives», S. Courville, J.-C. Robert et N. Séguin, *Le pays laurentien au XIX^e siècle* (Québec, Montréal et Trois-Rivières, Université Laval, Université du Québec à Montréal et Université du Québec à Trois-Rivières, 1992), 29.

³⁸ S. Courville, J.-C. Robert et N. Séguin s'attachent à retracer ces cohérences dans leur livre *Le pays laurentien au XIX^e siècle. Les morphologies de base* (Sainte-Foy, Les Presses de l'Université Laval, 1995). Voir également Serge Courville, «Tradition et modernité. Leurs significations spatiales», *Recherches sociographiques*, XXXIV, 2 (mai-août 1993): 211-231.

³⁹ Voir à ce sujet Guy Di Méo, «De l'espace subjectif à l'espace objectif: l'itinéraire du labyrinthe», *L'Espace Géographique*, XIX-XX, 4 (1990-91): 359-373.

territorialité se définit comme la somme des relations sociales entretenues par un individu, un groupe, une collectivité avec l'extériorité (un autre lieu, une autre communauté, une institution, etc.), l'espace servant ici de support à la compréhension d'une réalité complexe. En bref, ces concepts nous font découvrir le jeu des interrelations sociales spatialisées pour reprendre les termes de Armand Frémont⁴⁰.

Pour appréhender la vie de relation et la territorialité, nous avons eu recours à une grande diversité de sources tels les recensements nominatifs, les actes notariés, les archives de la publicité des droits, les documents de la Session (Québec, Canada), les journaux, les monographies paroissiales, les archives judiciaires et des registres d'hôtel. Nous y avons relevé des informations et des données sur la vente des produits agricoles, l'approvisionnement en matières premières et l'écoulement de la production des industries rurales, la mobilité de la population, les activités reliées à l'eau et les relations d'affaires. En fait, nous en sommes venus à considérer que toute source comportant les noms d'individus et leur lieu de résidence se révélait importante.

Finalement, en étudiant des phénomènes qui appartiennent à des structures différentes, mais qui s'enchevêtrent les uns dans les autres, les

⁴⁰ Sur les concepts d'espace vécu et de territorialité, voir Armand Frémont, «Recherches sur l'espace vécu», *L'Espace géographique*, III, 3 (juillet-septembre 1974): 231-238, et «Histoire d'une recherche», A. Frémont *et al.*, *Espaces vécus et civilisations* (Paris, Centre national de la recherche scientifique, 1982): 11-27; Claude Raffestin, *Pour une géographie du pouvoir* (Paris, Librairie Techniques (LITEC), 1980), 144-146, et «Paysage et territorialité», *Cahiers de géographie du Québec*, 21, 53-54 (septembre-décembre 1977): 123-134; Serge Courville, «Espace, territoire et culture en Nouvelle-France», *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 37, 3 (décembre 1983): 417-429, et «De l'espace au territoire. La démarche géographique», Jacques Mathieu, dir., *Les dynamismes de la recherche au Québec* (Sainte-Foy, Les Presses de l'Université Laval, 1991): 23-44.

espaces de relation dans lesquels ils s'inscrivent et contribuent à nourrir, et les articulations entre ces espaces, nous voulons rendre compte d'une synergie qui témoigne de la transformation de plus en plus marquée du monde rural au siècle dernier.

DEUXIÈME PARTIE
LE PAYS SAINT-PIERRAIS:
UNE SOCIOÉCONOMIE COMPLEXE ET OUVERTE

Dans cette seconde partie, nous nous intéressons aux profondes transformations qui se sont produites dans ce qui constitue les principales assises de la socioéconomie saint-pierraise: l'agriculture et les activités industrielles. Plutôt effacées au début du siècle, ces dernières vont connaître une grande croissance et contribuer à élargir les bases des relations villes-campagnes. À travers l'étude de l'évolution de ces deux grands secteurs d'activité, nous verrons que la région du lac Saint-Pierre forme un espace intégré à l'intérieur duquel se manifestent des contrastes, et que sa socioéconomie se révèle complexe et ouverte au marché.

CHAPITRE II

LES TRANSFORMATIONS DE L'AGRICULTURE

L'agriculture québécoise connaît de profondes transformations à mesure que ses productions se commercialisent afin de répondre non seulement aux besoins locaux (population villageoise croissante, approvisionnement en matières premières de certains types d'industries rurales), mais également à ceux grandissant des marchés régional et extra-régional. Ce vaste processus se déroule à des rythmes différents selon que l'on parle de telle ou telle région, telle ou telle localité d'une région, voire tel ou tel rang d'une localité.

L'agriculture saint-pierraise n'échappe pas aux mouvements de fond qui marquent ce grand secteur d'activité au siècle dernier. Comparée à d'autres, elle fait preuve d'une grande adaptation aux appels du marché. C'est à son évolution, ses grandes orientations au cours du siècle, ses liens avec les industries rurales, bref, son intégration à l'économie de marché que nous nous attachons ici. Notre attention se porte d'abord sur quelques-uns des paramètres de l'agriculture (les occupants et les diverses productions) et les progrès soutenus de la mécanisation, puis nous examinons les tentatives avortées d'implanter la culture de la betterave à sucre sur une grande échelle et l'émergence de l'industrie laitière à la fin du siècle.

La stratégie adoptée dans le cadre du présent chapitre consiste à observer d'abord les transformations de l'agriculture à Berthier et Rivière-du-Loup, deux paroisses qui, très tôt dans le siècle, ont ajusté leurs productions en fonction du marché, puis celles des autres localités du pourtour du lac, et enfin celles des paroisses de l'arrière-pays de la rive

nord. Ainsi, il nous sera possible de déceler les différences dans l'espace. Mais penchons-nous auparavant sur les sources utilisées.

A- LES SOURCES

Cette étude de l'agriculture de la région du lac Saint-Pierre repose essentiellement sur les données des recensements de 1831 et de 1844, publiées sous forme agrégée dans les *Journaux de l'Assemblée législative* de 1832 et de 1846 respectivement, ainsi que les tableaux publiés des recensements de 1851 à 1891. Seules ces sources nous donnent une vue d'ensemble de l'évolution de cette activité en l'absence des listes nominatives des recensements de 1844, 1881 et 1891. Par ailleurs, nous avons eu également recours aux données nominatives des recensements de 1831 et de 1851-1871 pour les raisons suivantes: comprendre les procédures qui ont présidé à la confection de certaines rubriques des agrégés; procéder à des vérifications; relever des renseignements qui ne sont fournis qu'à l'échelle des comtés dans les copies publiées; noter les commentaires des recenseurs sur la qualité des sols et des récoltes, particulièrement nombreux en 1851 et 1861.

Des recensements du XIX^e siècle, celui de 1831 est le premier à livrer des informations sur l'agriculture. Y sont colligées des données relatives au statut des occupants (propriétaire ou locataire), aux espaces occupés et cultivés, aux grandes cultures céréalières (blé, avoine, orge, seigle, maïs et sarrasin), aux productions de pommes de terre (une tubéreuse) et de pois (une légumineuse), et au cheptel (bovins, chevaux, ovins et porcs). Réalisé en vertu d'une loi dans le but d'obtenir des statistiques plus sûres que celles du

recensement du Bas-Canada de 1842¹, le recensement de 1844 contient des renseignements de même nature que celui de 1831 en matière agricole.

Notre connaissance de l'agriculture s'affine avec les recensements beaucoup plus élaborés de la seconde moitié du XIX^e siècle. Les agrégés de 1851 et de 1861 présentent des données sur la répartition par catégorie des occupants, sur l'utilisation du sol (les espaces occupés, améliorés, en grande culture, en pâturage, en jardin et en bois debout), sur les cultures céréalières auxquelles s'ajoutent les productions maraîchères (pois, pommes de terre, navets, carottes, betteraves, fèves et tabac) et de foin ainsi que les superficies consacrées à chacune d'elle (à l'exception des carottes, des betteraves, des fèves, du tabac et du foin), sur le cheptel et sa valeur totale (cette dernière rubrique n'apparaît qu'en 1861) et, enfin, sur les productions de beurre et de fromage domestiques et les produits de la boucherie (barils de boeuf et de lard). Les différentes rubriques des recensements de 1851 et de 1861 se retrouvent, grosso modo, dans ceux des trois dernières décennies du XIX^e siècle avec, en outre, des informations sur le statut des occupants (propriétaire, locataire ou employé), sur le nombre d'animaux destinés à la boucherie ou à l'exportation (bétail, ovins et porcs), sur le cheptel mort (seulement en 1871), sur les cultures fruitières (plus détaillées en 1891) et les productions avicoles (seulement en 1891).

L'utilisation des agrégés pour l'étude de l'agriculture n'est pas sans toutefois poser de sérieuses difficultés. Au cours des dernières années, des chercheurs ont scruté de près ces sources et ont montré leurs lacunes et leurs

¹ Le recensement de 1842, estimait-on à l'époque, n'avait pas été fait en bonne et due forme. *Statuts du Canada*, 7 Vict., chap. XXIV (1843): 185-194.

faiblesses². Parmi celles-ci, retenons: la présence de totaux erronés; les superficies et les volumes de production relevés en arpent et en minot (mesures françaises utilisées dans la majorité des paroisses de l'aire seigneuriale) dans les listes nominatives, sont présentés dans certains agrégés en acre et en boisseau (mesures anglaises) sans qu'il n'y ait eu préalablement de conversion; le sous-enregistrement dont souffrent quelques recensements³; le manque d'uniformité des informations d'un recensement à l'autre qui peut s'expliquer, en partie, par les modifications apportées au mode même d'enregistrement; l'absence de définitions précises de plusieurs rubriques, absence que ne comblent pas toujours les instructions aux recenseurs; les modifications territoriales des localités ne sont pas prises en considération; la population des côtes qui vit essentiellement de l'agriculture n'est pas distinguée de la population villageoise; l'enregistrement dans le village ou la ville d'individus possédant des terres dans la paroisse agricole ce qui introduit un biais dans les données sur l'utilisation du sol; l'absence de certaines données à l'échelle locale ou paroissiale (en particulier en 1871 et 1881).

² Voir Serge Courville, «L'habitant canadien dans la première moitié du XIX^e siècle: survie ou survivance?», *Recherches Sociographiques*, XXVII, 2 (1986): 177-193; et «Villages and Agriculture in the Seigneuries of Lower Canada: Conditions of a Comprehensive Study of Rural Quebec in the First Half of the Nineteenth Century», Donald H. Akenson, ed., *Canadian Papers in Rural History*, vol. V (1986): 121-149; Normand Fortier, «Les recensements canadiens et l'étude de l'agriculture québécoise, 1852-1901», *Histoire sociale/Social History*, XVII, 34 (novembre 1984): 257-286; Marvin McInnis, «Some Pitfalls in the 1851-1852 Census of Agriculture of Lower Canada», *Histoire sociale/Social History*, XIV, 27 (mai 1981): 219-231; Normand Séguin, René Hardy et Louise Verreault-Roy, *L'agriculture en Mauricie. Dossier statistique: 1850-1950* (Trois-Rivières, Université du Québec à Trois-Rivières, 1979), 10-37; Normand Séguin, «L'agriculture de la Mauricie et du Québec, 1850-1950», *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 35, 4 (mars 1982): 537-562; Régis Thibeault, «Les unités de mesure dans les documents officiels du dix-neuvième siècle au Bas-Canada et au Québec», *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 43, 2 (automne 1989): 221-232.

³ C'est le cas notamment de celui de 1844. Voir Gilles Paquet et Wayne R. Smith, «L'émigration des Canadiens-Français vers les États-Unis, 1790-1940: problématique et coups de sonde», *L'Actualité économique*, 59, 3 (septembre 1983), 439.

Attardons-nous pour l'instant aux deux premiers points; nous reviendrons sur les autres au fil de notre exposé. C'est bien connu, les recensements publiés comportent plusieurs erreurs d'addition, de transcription ainsi que des omissions, particulièrement dans les plus anciens. Celles-ci se font plus rares à mesure que l'on avance dans le siècle. Un examen des listes nominatives s'impose donc, ne serait-ce que pour confronter les totaux des tableaux synthèses qui y figurent aux données des agrégés, ou encore pour procéder à des vérifications ponctuelles. Nous nous sommes livrés à cet exercice. Les écarts les plus notables enregistrés entre les données des deux sources tiennent surtout à des erreurs de transcription⁴. Par exemple, la production de sarrasin s'élève à 639,5 minots à Berthier et à 5 323,5 minots à Sainte-Elizabeth selon l'agrégé de 1831 alors qu'elle est de 6 379,5 et 7 323,5 minots respectivement dans les listes nominatives. Toujours en 1831, la récolte de maïs de Saint-François-du-Lac est de 791,5 minots dans les listes nominatives, mais seulement 171,5 minots dans l'agrégé. Résultat d'une mauvaise transcription dans l'agrégé, les productions végétales (à l'exception du blé et de l'orge) et animales de Yamachiche en 1851 sont en réalité celles de Saint-Barnabé et vice versa. Il en va de même pour les données de Sainte-Ursule et de Saint-Didace.

Le jumelage des sources permet de corriger plusieurs aberrations dans les données publiées. Il s'avère également fort utile pour déceler les

⁴ Parmi les quelques erreurs d'addition relevées, la plus importante concerne la production de blé à Rivière-du-Loup en 1851. Il est rapporté 2 955 minots dans l'agrégé alors que nous en comptons 15 846 dans les listes nominatives du recensement agraire. Quant aux omissions, un seul cas a été rencontré. Selon l'agrégé, aucune des paroisses du comté de Berthier ne produit de fromage en 1851. Or, on constate à l'examen des listes nominatives que 7 des 16 paroisses du comté en produisent pour un total de 1 308 livres.

superficies et les volumes de production que les agrégés présentent comme convertis en mesures anglaises alors qu'en fait, ils ne l'ont point été. D'entrée de jeu, il importe de signaler que nous avons procédé à une uniformisation des données en mesures anglaises, c'est-à-dire en acres et en boisseaux impériaux⁵. Au recensement de 1831, les informations sont en arpents et en minots dans les *Journaux de l'Assemblée législative* et les listes nominatives. Nous les avons donc converties. Notons cependant que les volumes de production de l'agrégé de 1831 publié dans le volume 4 du recensement de 1871 sont en boisseaux⁶. Vérification faite, il appert que ce sont en réalité des minots. Les données agraires du recensement publié de 1844 sont, quant à elles, exprimées en arpents et en boisseaux de Winchester⁷. Les superficies doivent être transformées en acres. Quant aux volumes de production, il est pour le moins douteux qu'ils soient effectivement en boisseaux de Winchester. Compte tenu que ceux-ci sont en minots en 1831 et le demeurent en 1851 (bien que ces derniers soient indiqués en boisseaux), il y a tout lieu de croire que ce sont en fait des minots. Par conséquent, les volumes ont été convertis en boisseaux impériaux. Pour ce qui est des recensements publiés du second demi-siècle, l'acre et le boisseau sont toujours signalés comme les unités de mesure retenues (excepté en 1861 où les volumes sont présentés en minots). Or, les données de 1851, 1861 et 1891 sont en arpents et en minots et doivent être modifiées⁸, ce que nous avons fait. Les données publiées de 1871 et de 1881 ont été gardées telles quelles bien que le facteur de

⁵ 1 arpent = 0,845 acre et 1 minot = 1,073 boisseaux impériaux.

⁶ *Recensement du Canada, 1870-71*, vol. 4 (1665-1871), tableau IV, 109.

⁷ 1 minot = 1,107 boisseaux de Winchester.

⁸ N. Séguin, *op. cit.*, 540; N. Fortier, *op. cit.*, 272-273; M. McInnis, *op. cit.*, 224-225; R. Thibeault, *op. cit.*, 230.

conversion des volumes adopté lors de la compilation de ces deux recensements soit une mesure entre le boisseau impérial et le boisseau de Winchester⁹.

Ces quelques remarques d'ordre méthodologique montrent bien que l'utilisation des données agraires des recensements publiés nécessite la plus grande vigilance. Une fois les pires distorsions corrigées, les données publiées constituent une source indispensable pour dégager les tendances à long terme de l'agriculture, ce que permettent plus difficilement d'autres sources¹⁰.

B- L'ÉVOLUTION DE L'AGRICULTURE

Les aspects de l'agriculture que nous abordons sont le nombre total des occupants, leur répartition par catégorie d'une année de recensement à l'autre et leur statut, les productions végétales et animales et la mécanisation qui contribue à modifier les pratiques agricoles au XIX^e siècle.

⁹ N. Fortier, *op. cit.*, 273.

¹⁰ Pour un survol et une critique des sources utilisées pour l'étude de l'agriculture, voir Louise Dechêne, «Observations sur l'agriculture du Bas-Canada au début du XIX^e siècle», Joseph Goy et Jean-Pierre Wallot, dir., *Évolution et éclatement du monde rural. Structures, fonctionnement et évolution différentielle des sociétés rurales françaises et québécoises, XVII^e-XX^e siècles* (Paris et Montréal, École des Hautes Études en Sciences Sociales et Les Presses de l'Université de Montréal, 1986): 189-202.

1- Les occupants

a) Le nombre des occupants

Ce n'est qu'à partir de 1851 que les agrégés donnent la répartition des occupants par catégorie de superficie occupée. Avant cette date, nous ne pouvons connaître que le nombre total d'occupants, nombre obtenu par la somme des «propriétaires de biens-fonds» et des «non propriétaires de biens-fonds». Ces informations sont sujettes à caution. En effet, il est probable que la répartition par catégorie, exprimée en acre dans les agrégés, ait été faite à partir des déclarations sur la superficie occupée des listes nominatives qui sont, elles, en arpent¹¹. Qui plus est, les démarcations entre les catégories ne sont pas claires (10 acres et moins, 10 à 50 acres, 50 à 100 acres, etc.). Ainsi, dans quelle catégorie a été classé le cultivateur possédant une terre de 50 acres? Néanmoins, ces données demeurent valables dans la mesure où elles sont indicatives de la répartition des occupants dans le temps.

Dans les recensements publiés de 1851 et de 1861, les occupants sont classés en six catégories. Nous avons ramené ce nombre à cinq comme dans les recensements subséquents. Toutefois, nous n'avons pas tenu compte, lors du traitement des données, de la première catégorie, soit celle des occupants de 10 acres et moins. Deux raisons motivent cette décision. Premièrement, cette catégorie regroupe surtout des villageois qui œuvrent dans un secteur autre que l'agriculture ou pour qui, tout au plus, l'agriculture est une activité subsidiaire. En ne conservant que les occupants de 11 acres et plus, nous sommes davantage en mesure de saisir l'évolution de l'exploitation

¹¹ N. Fortier, *op. cit.*, 273.

agricole¹². Deuxièmement, les statistiques sur les occupants de 10 acres et moins ne sont pas fiables parce que les critères ayant servis à définir cette catégorie changent pratiquement d'un recensement à l'autre. En 1831, et probablement en 1844, tous les individus des paroisses de Berthier et de Rivière-du-Loup qui occupent un terrain au village ou dans les côtes sont considérés comme des occupants. Il en est encore ainsi à Berthier en 1851, mais pas à Rivière-du-Loup. Pour cette paroisse, il est rapporté 117 occupants de 10 acres et moins dans l'agrégé alors que nous en dénombrons 134 dans le recensement agraire. Comment expliquer cette différence? Est-ce que les individus qui n'ont qu'un quart d'acre et moins (ils sont 14), ceux ne déclarant rien (2) et le curé n'ont pas été comptés parmi les occupants¹³?

En 1861, on enregistre une baisse radicale du nombre d'occupants de cette catégorie par rapport à 1851 (de 278 à 68 à Berthier et de 117 à 35 à Rivière-du-Loup). Les listes nominatives nous révèlent cependant qu'ils sont en réalité beaucoup plus nombreux. Curieusement, les 191 chefs de famille qui ont élu leur domicile sur un terrain de 10 acres et moins au village de Berthier ne sont pas recensés dans les agrégés comme des occupants contrairement à leurs homologues des côtes. À Rivière-du-Loup, on ne dénombre effectivement que 35 occupants de 10 acres et moins dans le recensement agraire dont 14 demeurent au village. Mais on constate, après

¹² M. McInnis, *op. cit.*, 221-224; N. Fortier, *op. cit.*, 279-280. Dans son étude sur l'agriculture québécoise et mauricienne, N. Séguin qualifie les occupants de 10 acres et moins de pseudo-exploitants. N. Séguin, *op. cit.*, 541.

¹³ Selon M. McInnis, tous les occupants de petits terrains ont été systématiquement comptés dans la majorité des localités en 1851. Voir M. McInnis, *op. cit.*, 224. Il existe toutefois des cas d'espèce. Lui-même mentionne que dans deux paroisses du comté de Richelieu, les individus qui déclarent moins d'un arpent n'ont pas été retenus comme occupants. Voir M. McInnis, «A Reconsideration of the State of Agriculture in Lower Canada in the First Half of the Nineteenth Century», Donald H. Akenson, ed., *Canadian Papers in Rural History*, vol. III (1982), 46, note 67.

un bref examen des listes nominatives, que plus de 70 chefs de famille du village n'ont pas été portés au recensement agraire.

Au recensement de 1871, comme à celui de 1881 d'ailleurs, un nombre considérable d'occupants de 10 acres et moins ont été également exclus. En effet, n'ont été considérés comme occupants de terre, pour ces deux années, que les occupants d'au moins 5 arpents¹⁴. Ceux-ci sont au nombre de 72 à Berthier en 1871 et de seulement 17 à Rivière-du-Loup alors que les effectifs totaux d'occupants de 10 acres et moins s'élèvent à environ 550 et plus de 350 dans chacune de ces paroisses selon le recensement agraire. Les données de 1891 sont beaucoup plus représentatives du nombre réel d'occupants de 10 acres et moins puisque tous les individus déclarant plus d'un quart d'arpent sont comptés parmi les occupants¹⁵ (372 à Berthier et 347 à Rivière-du-Loup comparativement à 86 et 85 en 1881). Contrairement à celle des occupants de 10 acres et moins, la recension des occupants des autres catégories semble avoir été systématique et plus uniforme dans les données publiées.

Globalement, le nombre des occupants des paroisses de Berthier et de Rivière-du-Loup tend à diminuer tout au cours du siècle (annexe 2.1). En 1831, ils sont 776 dans la première et 579 dans la seconde. Ces chiffres incluent les occupants de 10 acres et moins. On sait cependant que 501 (64,6%) des occupants de Berthier et 424 (73,2%) de ceux de Rivière-du-Loup sont des exploitants agricoles. Sept ans plus tard, les occupants sont au nombre de 882 à Berthier alors qu'ils ne sont plus que 403 à Rivière-du-Loup. Il est probable que l'augmentation du nombre des occupants de

¹⁴ N. Fortier, *op. cit.*, 278.

¹⁵ *Ibid.*, 279.

Berthier témoigne davantage de la croissance villageoise que d'une hausse effective des exploitants agricoles.

Dans la seconde moitié du XIX^e siècle, le nombre des occupants de 11 acres et plus chute dans des proportions semblables à Berthier (27,5%) et à Rivière-du-Loup (28,1%). Après une diminution notable entre 1851 et 1861 (de 298 à 227), le nombre d'exploitants de Berthier s'élève à 254 en 1871 puis baisse de nouveau jusqu'à la fin du siècle. Quant à ceux de Rivière-du-Loup, leur nombre va décroissant de façon continue, passant de 270 en 1851 à 194 en 1891. Sans doute que cette diminution tient en partie aux nombreuses mutations territoriales que connaissent ces anciennes paroisses de l'aire seigneuriale¹⁶. Nous disons en partie car cette explication ne doit pas occulter un phénomène fondamental: le recul de la petite et de la moyenne exploitations (11 à 50 acres et 51 à 100 acres) et l'affirmation concomitante de la grande exploitation (101 acres et plus).

En 1851, la catégorie des occupants de 51 à 100 acres est celle qui compte le plus grand nombre d'exploitants à Berthier (plus du tiers). Le nombre d'occupants de cette catégorie tend à baisser jusqu'en 1881 (plus seulement que le quart des occupants) pour revenir en 1891 au niveau de 1861 (28,7%). Pour leur part, les petits exploitants voient leurs effectifs grossir entre 1861 et 1881 (de 44 à 70), mais ils ne sont plus que 51 en 1891. Très tôt dans le second demi-siècle, la grande exploitation occupe une place

¹⁶ La paroisse de Berthier enregistre des pertes de territoire au profit des paroisses de Saint-Thomas, de Saint-Félix-de-Valois, de Saint-Norbert et de Saint-Cuthbert entre 1831 et 1851, et de Sainte-Élisabeth et de La Visitation-de-l'Île-Dupas (Île aux Castors à l'entrée du lac Saint-Pierre) en 1875. Les amputations du territoire de Rivière-du-Loup ont été au profit de Sainte-Ursule (1840, 1856 et 1873) et de Maskinongé (1852 et 1889).

prépondérante à Berthier. Même si en chiffres absolus le nombre des occupants de 101 à 200 acres chute de façon constante (de 92 à 69), cette catégorie regroupe néanmoins le plus d'occupants à partir de 1861. Enfin, notons que déjà en 1851, 35 exploitants possèdent plus de 200 acres, soit 11,7% des occupants. Ce pourcentage est le plus élevé de la région du lac Saint-Pierre à cette date après celui de Yamachiche (14,8%). Entre 1861 et 1891, près de 16% des exploitants font partie de cette catégorie (sauf en 1881).

Les données de la paroisse de Rivière-du-Loup sont tout aussi éloquentes. Les petits exploitants se font beaucoup moins nombreux entre 1851 et 1871 (de 85 à 38). Ils sont toutefois 53 et 46 aux deux derniers recensements, représentant 23,7% du nombre total des occupants. La catégorie des occupants de 51 à 100 acres, qui compte le plus grand nombre d'exploitants en 1851, voit ses effectifs diminuer progressivement, surtout dans le dernier tiers du siècle. Parallèlement, le paysage agraire est de plus en plus marqué par la montée de la grande exploitation. La cohorte des occupants de 101 à 200 acres va jusqu'à compter 93 exploitants en 1871 (40,3%), puis recule par la suite (plus que 62 occupants en 1891) alors que le pourcentage des très gros exploitants est en hausse constante, passant de 5,9% en 1851 à 12,9% en 1891.

L'évolution de la répartition des occupants par catégorie dans les autres paroisses riveraines du lac Saint-Pierre et dans celles du front pionnier de la rive nord nous fait découvrir une grande diversité de situations (annexe 2.1). Tentons tout de même d'en dégager les lignes de force. Comme dans le cas de Berthier et de Rivière-du-Loup, le nombre total

d'occupants tend à décroître, dans des proportions variables, dans les anciens terroirs de la frange fluviale. Cette baisse est principalement attribuable au déclin de la petite et/ou de la moyenne propriété paysanne. Les effectifs de la petite exploitation s'effritent particulièrement à Pointe-du-Lac sur la rive nord (de 41,2% des occupants en 1851 à 21,1% en 1891), à Nicolet et à Yamaska sur la rive sud (de 26,1% et 58,7% en 1851 à 9,1% et 15,8% en 1891 respectivement). Le nombre d'occupants de 51 à 100 acres tombe de façon notable dans certaines paroisses: de 146 (43,3%) à 57 (27,8%) à Maskinongé, de 110 (37%) à 38 (15,4%) à Baie-du-Febvre et de 101 (37,7%) à 46 (24,6%) à Nicolet. Dans d'autres, par contre, la moyenne exploitation continue d'occuper une place importante (Pointe-du-Lac, Yamachiche, Saint-Cuthbert, Pierreville et Yamaska). Entre-temps, on assiste dans la majorité des paroisses à une avancée de la grande et de la très grande exploitations, surtout à Nicolet, Yamaska, Baie-du-Febvre, Yamachiche et Pointe-du-Lac. Quelques paroisses échappent à ce portrait d'ensemble. C'est le cas notamment de Saint-Barthélemy, de l'Ile-Dupas et de Saint-François-du-Lac. Dans ces localités où la masse des occupants est à la hausse, le nombre de petites et de moyennes fermes se maintient ou augmente.

La situation est également différente dans les paroisses de l'arrière-pays de la rive nord. Suivant les amputations ou les annexions territoriales qu'elles connaissent, leur date d'ouverture à la colonisation et le rythme auquel progresse l'occupation du sol, le nombre total d'occupants de ces paroisses peut s'élever ou baisser dans la seconde moitié du XIX^e siècle. Ainsi, dans des paroisses anciennes comme Saint-Léon et Sainte-Elizabeth, desquelles ont été détachées des parties de territoire, le nombre d'occupants diminue petit à petit d'une année de recensement à l'autre. Au contraire, les

occupants se font toujours plus nombreux dans une paroisse récente telle Saint-Etienne-des-Grès. Ailleurs, le nombre d'exploitants s'accroît jusqu'en 1871 ou 1881 pour ensuite soit se stabiliser, soit chuter comme à Saint-Didace, Saint-Paulin, Saint-Elie ou Sainte-Ursule.

Par delà ces faits, les grandes tendances ressortent clairement. Comme dans les paroisses riveraines, la petite exploitation perd graduellement du terrain. Ce phénomène est perceptible à des moments différents selon les paroisses. Dans celles, plus anciennes, de Saint-Léon et de Sainte-Elizabeth, on ne dénombre plus dès 1861 que 46 (19,2%) et 56 (15,6%) occupants de 11 à 50 acres alors qu'ils étaient 81 (31,5%) et 85 (20,6%) dix ans auparavant. Le nombre des petits exploitants baisse entre 1861 et 1871 à Sainte-Ursule, Saint-Norbert et Saint-Barnabé, entre 1871 et 1881 à Saint-Didace et entre 1881 et 1891 à Saint-Paulin, Saint-Félix-de-Valois et Saint-Elie. Par contre, il demeure presque constamment élevé à Saint-Boniface et Saint-Etienne-des-Grès (31,1 et 44,2% des occupants encore en 1891). Dès le début de la deuxième moitié du XIX^e siècle, la moyenne exploitation prédomine dans les localités de l'arrière-pays, à l'instar de celles en bordure du fleuve à la même époque. Sauf qu'ici, elle se maintient en force jusqu'à la fin du siècle. En effet, la catégorie des occupants de 51 à 100 acres va toujours regrouper le plus grand nombre d'exploitants sauf à Saint-Justin (dès 1861), Saint-Léon, Sainte-Ursule et Sainte Elizabeth à partir de 1871. C'est d'ailleurs dans ces dernières paroisses que la grande et la très grande exploitations fondent leurs assises les plus solides dans l'arrière-pays avec Saint-Paulin, Saint-Didace, Saint-Norbert et Saint-Sévère à la toute fin du siècle.

En somme, l'exploitation agricole au XIX^e siècle dans la région du lac Saint-Pierre est marquée par le déclin de la petite et de la moyenne fermes et la montée de la grande propriété agricole. Ce processus varie dans le temps et l'espace. Par rapport aux paroisses riveraines, le recul de la petite exploitation est plus tardif et les avancées de la grande exploitation plus timides et en fin de période seulement dans celles de l'arrière-pays. Dans ces dernières, la moyenne exploitation perdure alors qu'elle périclité dans les autres. Enfin, il faut signaler que ce processus n'est pas linéaire. On remarque de nombreuses fluctuations d'un recensement à l'autre. Plusieurs d'entre elles sont enregistrées en 1881. Il semble donc que la période 1871-1881, au cours de laquelle sévit une crise économique¹⁷, marque une césure. Le nombre de petits exploitants qui avait chuté de façon continue entre 1851 et 1871 dans plusieurs paroisses, monte en flèche en 1881 alors que la grande exploitation régresse.

b) Le statut des occupants

Le fait d'occuper et d'exploiter une terre ne suppose pas nécessairement que l'on en soit propriétaire. La location de terre est un phénomène courant en milieu rural, particulièrement dans la première moitié du XIX^e siècle où la croissance rapide de la population a rendu l'accès à la terre plus difficile¹⁸. Ce phénomène n'est pas exclusif au Bas-Canada. C.H. Danhof constate que de nombreuses terres sont mises en location dans le nord-est des États-Unis à la

¹⁷ Paul-André Linteau, René Durocher et Jean-Claude Robert, *Histoire du Québec contemporain*, tome I: *De la Confédération à la crise (1867-1929)* (Montréal, Boréal, 1989), 77-78 et 98-99.

¹⁸ Voir Serge Courville, «La crise agricole du Bas-Canada, éléments d'une réflexion géographique (deuxième partie)», *Cahiers de Géographie du Québec*, 24, 63 (décembre 1980), 399-400.

même époque par des individus qui ont acheté de grandes superficies qu'ils ne peuvent mettre en valeur, par des cultivateurs trop âgés pour exploiter leur ferme, ou encore par des individus partis s'établir dans l'Ouest ou dans les villes et qui conservent leurs anciens bien-fonds comme un investissement. Pour les jeunes qui ne disposaient pas du capital nécessaire à l'achat d'une terre, la location d'une exploitation agricole représentait un pas important vers la propriété. D'aucuns considéraient même qu'il valait mieux louer une ferme plutôt que d'en acquérir une petite à faible coût et qui ne produit pas beaucoup¹⁹.

À Berthier, 31,6 et 31,3% des occupants se déclarent locataires en 1831 et en 1844 alors qu'ils sont 12,8 et 19,4% à chacune de ces années dans la paroisse de Rivière-du-Loup (annexe 2.2). Ces données sont globales et incluent les occupants des rangs et des villages. C'est pourquoi, il est loisible de penser que le haut pourcentage de locataires à Berthier tient au fait que les occupants villageois y sont beaucoup plus nombreux qu'à Rivière-du-Loup. Quoi qu'il en soit, on remarque que la proportion de locataires est en 1831 plus élevée dans les paroisses riveraines plus à l'ouest du lac Saint-Pierre (annexe 2.2). Entre 1831 et 1844, un plus grand nombre d'individus ont recours à la location comme moyen d'exploiter une terre à Rivière-du-Loup, l'Ile-Dupas, Saint-François-du-Lac et Nicolet. Dans les autres paroisses en bordure du fleuve, le pourcentage de locataires est demeuré sensiblement le même (Berthier, Maskinongé et Baie-du-Febvre) ou a baissé (Pointe-du-Lac, Yamachiche, Saint-Cuthbert, Saint-Barthélemy, Yamaska) entre ces deux

¹⁹ Clarence H. Danhof, *Change in Agriculture: The Northern United States, 1820-1870* (Cambridge, Harvard University Press, 1969), 88-89 et 94.

années. La location de terres est une pratique moins courante dans les paroisses plus récentes de l'arrière-pays. Le pourcentage des locataires n'y dépasse pas 12%, sauf à Sainte-Elizabeth (16,9% en 1831).

Dans les anciennes paroisses, par suite du ralentissement de la croissance de la population agricole causé, en partie, par les mouvements migratoires (déplacements de populations vers les villages et les zones de colonisation, exode vers les centres urbains, surtout américains), la location de terres perd en importance dans la seconde moitié du XIX^e siècle. Sur le front pionnier, la tenure en location est plutôt rare à la même époque. Selon les données publiées des recensements de 1871 à 1891 (ceux de 1851 et de 1861 ne livrent aucune information sur le statut des occupants), le nombre de locataires est cependant en hausse constante dans plusieurs paroisses. À Berthier et Rivière-du-Loup, ils sont 7 (2,2 et 2,8%) en 1871, 20 (6,3%) et 10 (3,3%) en 1881, 71 (12,1%) et 124 (22,9%) en 1891.

Le même phénomène est observable en Ontario. William L. Marr estime que 16% des occupants de terre de cette province sont locataires en 1871, 17,7% en 1881 et 21,2% en 1891²⁰. Selon Marr, divers facteurs expliquent cette situation. Ainsi, il remarque que le pourcentage de locataires est plus élevé dans les comtés où l'on retrouve un grand nombre d'immigrants, une forte proportion d'individus âgés de 20 à 29 ans et de grandes exploitations axées sur la culture du blé²¹.

²⁰ Voir William L. Marr, «Nineteenth Century Tenancy Rates in Ontario's Counties, 1881 and 1891», *Journal of Social History*, 21, 4 (été 1988): 753-763. Voir aussi, «Tenant vs. Owner Occupied Farms in York County, Ontario, 1871», Donald H. Akenson, ed., *Canadian Papers in Rural History*, vol. IV (1984): 50-71.

²¹ W.L. Marr, «Nineteenth Century Tenancy...», 758-761.

Marr fait toutefois fausse route s'il croit avoir décelé un phénomène caractéristique du monde rural de la fin du XIX^e siècle, car les données publiées relatives au statut des occupants, sur lesquelles se fondent son analyse, ne sont que partielles. En effet, celles-ci ne concernent que les occupants de 5 arpents et plus aux années 1871 et 1881 et ceux de plus d'un quart arpent en 1891. Si tous les individus déclarant moins de 5 arpents avaient été considérés comme des occupants en 1871, le nombre de locataires serait d'environ 110 à Rivière-du-Loup et plus de 250 à Berthier selon le recensement agraire, et probablement autant, sinon davantage, en 1881. L'augmentation du nombre de locataires en 1891, non seulement à Berthier et à Rivière-du-Loup, mais également dans plusieurs autres localités de la région, tient au fait que tous les individus occupant plus d'un quart d'arpent ont été retenus. En dernière analyse, on constate donc que le statut de locataire dans le dernier tiers du XIX^e siècle est surtout le lot d'occupants de petits terrains qui, pour la grande majorité, sont des villageois.

Enfin, mentionnons qu'aux recensements de 1871 à 1891, des occupants se déclarent ni propriétaires, ni locataires mais employés ou régisseurs. Les instructions aux recenseurs ne renferment aucune définition de ce statut. Sans doute que ces individus tenaient ou géraient une exploitation qui pouvait dépendre d'une autre plus importante. On ne retrouve pas d'employés ou de régisseurs dans toutes les paroisses du pourtour du lac et de l'arrière-pays de la rive nord. Ils sont 24 dans sept paroisses du pourtour du lac en 1871 (6 sur la rive nord et 18 sur la rive sud), 35 dans dix paroisses en 1881 dont les deux tiers sur la rive nord, et 33 dans cinq paroisses en 1891 (18 du côté nord et 15 du côté sud dont 13 à Nicolet seulement). Leur nombre ne cesse de décroître dans les localités de

l'arrière-pays de la rive nord: 31 en 1871 (donc 20 à Sainte-Elizabeth), 21 en 1881 et 17 en 1891.

2- Des productions axées sur les besoins du marché

a) Les productions végétales

Les terres agricoles du pays saint-pierrais ont de tout temps été reconnues pour leur grande fertilité. Le sol de la plaine est argileux sauf à Sorel sur la rive sud où les terres sont sablonneuses et peu fertiles, et dans les environs de Berthier et des îles du lac où on trouve des terres limoneuses. Moins riches, ces dernières ont cependant l'avantage de retenir moins l'eau et de se travailler plus facilement que les terres argileuses²². En dehors de la plaine, le potentiel agricole des sols est plus limité. En 1851, les recenseurs de Rivière-du-Loup et de Yamachiche mentionnent que les terres au nord de ces localités sont moins productives que celles des parties basses. Dans les paroisses de l'arrière-pays de la rive septentrionale, le sol est, selon les lieux, soit sablonneux, soit rocailleux. Qui plus est, la présence de petits ravins et de nombreuses collines compliquent singulièrement le travail des cultivateurs et amènent des pertes²³.

Nonobstant la qualité des sols, les paroisses de la région du lac Saint-Pierre présentent tout au long du XIX^e siècle une production diversifiée. Mais suivant les besoins immédiats de la paysannerie et surtout les ouvertures

²² Voir Raoul Blanchard, *Le centre du Canada français, "Province de Québec"* (Montréal, Beauchemin, 1947), 60-70.

²³ Voir les commentaires des recenseurs de Saint-Barnabé, de Saint-Léon, de Saint-Paulin, de Saint-Didace, de Sainte-Elizabeth en 1851 et de Saint-Léon en 1861.

des marchés locaux et extérieurs, certaines productions sont davantage privilégiées que d'autres. Les statistiques publiées sont éloquentes à ce sujet. On y relève des fluctuations importantes des volumes de plusieurs productions d'une décennie à l'autre. C'est vrai non seulement pour Berthier et Rivière-du-Loup, mais également pour les autres localités de la région.

Principale production aux XVII^e et XVIII^e siècles, le blé occupe encore une place importante dans le système de culture de la première moitié du XIX^e siècle. En 1831, la récolte de cette céréale s'élève à plus de 25 000 boisseaux à Berthier et à un peu moins de 35 000 boisseaux à Rivière-du-Loup (annexe 2.3). Cette dernière paroisse est alors la plus grosse productrice de blé de l'espace saint-pierrais. Treize ans plus tard, les productions ne sont plus que de 10 901 boisseaux à Berthier et de 7 669 boisseaux à Rivière-du-Loup. Entre 1844 et 1851, la culture du blé semble reprendre, surtout à Rivière-du-Loup, sans toutefois atteindre les niveaux du début des années 1830. On remarque des variations aussi brusques dans les autres paroisses de la région, y compris les plus anciennes du front pionnier d'alors (Sainte-Elizabeth et Saint-Léon). C'est ainsi que par rapport à 1831, il se produit au bas mot deux fois moins de blé en 1844 à Maskinongé, Saint-Cuthbert, Yamaska, Saint-François-du-Lac et Baie-du-Febvre, quatre à cinq fois moins à Yamachiche, Sainte-Elizabeth et Saint-Léon, et jusqu'à neuf fois moins à Nicolet (annexe 2.3). En 1851, les quantités de blé sont plus élevées qu'en 1844 dans des proportions variant de deux à quatre fois selon les paroisses. Dans la seconde moitié du XIX^e siècle, la culture du blé régresse de façon continue dans les paroisses riveraines malgré quelques remontées

ponctuelles²⁴. Ce recul est moins marqué et plus tardif dans la plupart des localités qui ceignent les basses terres et celles adossées au socle laurentien.

Au moment où les récoltes de blé sont à leur plus bas niveau dans le premier demi-siècle, d'autres productions enregistrent des progrès considérables: ce sont l'orge, la pomme de terre, les pois et l'avoine. Les productions d'orge font plus que doubler à Berthier et presque quadrupler à Rivière-du-Loup entre 1831 et 1844. Le même phénomène est observable dans l'ensemble des paroisses de l'espace saint-pierrais. Même dans les paroisses récemment ouvertes comme Saint-Barnabé et Sainte-Ursule, la culture de l'orge supplante celle du blé. En fait, il ne s'est jamais produit autant d'orge au cours du siècle qu'en 1844, particulièrement sur la rive nord. Ces importantes quantités d'orge étaient sûrement écoulées en grande partie dans les brasseries de Trois-Rivières (une dans la ville et une autre dans la paroisse), de Rivière-du-Loup, de Sainte-Elizabeth et de Berthier sur la rive nord, et de Baie-du-Febvre sur la rive sud.

²⁴ À l'instar de ceux du Québec, les cultivateurs du nord-est des États-Unis délaissent le blé comme grande culture commerciale à mesure que s'écoule le siècle parce que beaucoup trop exigeant pour ce qu'il rapporte. En effet, aucune autre culture ne nécessite autant de débours (les graines de semence), autant d'attention, n'accapare autant de temps, ne comporte autant de risques (maladies diverses), n'est plus exigeante pour les chevaux de labour et n'est l'objet de fluctuations des prix au moment de le vendre sur les marchés. Voir Clarence H. Danhof, *op. cit.*, 150-151 et 208. Plusieurs des raisons avancées par Danhof pour expliquer l'abandon du blé ont été évoquées par des chercheurs québécois. Voir Serge Courville, «La crise agricole du Bas-Canada, éléments d'une réflexion géographique (première partie)», *Cahiers de Géographie du Québec*, 24, 62 (septembre 1980): 193-224. Sur les variations de la demande qui peuvent provoquer une chute des prix, voir Gilles Paquet et Jean-Pierre Wallot, «Crise agricole et tensions socio-ethniques dans le Bas-Canada, 1802-1812: éléments pour une ré-interprétation», *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 26, 2 (septembre 1972): 185-237. À propos des contraintes qu'impose la culture du blé, voir Thomas Wien, «Les travaux pressants». Calendrier agricole, assolement et productivité au Canada au XVIII^e siècle», *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 43, 4 (printemps 1990): 535-558.

Conséquence du déclin de ces unités industrielles²⁵, les productions d'orge chutent radicalement. En 1851, les récoltes de cette céréale ne dépassent pas quelques centaines de boisseaux dans plusieurs paroisses, et jamais plus de 3 000 boisseaux dans les autres. Au cours des décennies suivantes, l'orge va demeurer une culture secondaire. À la fin du siècle, cette production est à la hausse dans les paroisses riveraines du nord-ouest du lac Saint-Pierre (Berthier, Saint-Barthélemy, Maskinongé et Rivière-du-Loup) et à Sorel. Ces localités sont en 1891 les plus grandes productrices de cette céréale de la région. Peut-être que cette reprise est intrinsèquement reliée à l'implantation de brasseries à Rivière-du-Loup en 1883 et à Berthier en 1890²⁶?

La culture de la pomme de terre a une évolution similaire à celle de l'orge, du moins au cours de la première moitié du XIX^e siècle. Déjà en 1831, il se cultive de grandes quantités de pommes de terre dans la région, principalement à Sorel où la nature des sols se prête bien à cette culture, à Berthier, Sainte-Elizabeth et Rivière-du-Loup. Les productions sont encore plus élevées en 1844 dans la majorité des paroisses. Seulement à Berthier, les récoltes atteignent 139 840 boisseaux comparativement à 63 908 boisseaux en 1831. Nul doute que la présence de distilleries dans les paroisses de Saint-Cuthbert, de Maskinongé et de Trois-Rivières n'est pas étrangère à cette

²⁵ Il n'existe plus qu'une seule brasserie en 1851 et elle est située dans la ville de Trois-Rivières.

²⁶ Signalons qu'à la même époque, les productions de houblon, dont les fruits servent à aromatiser la bière, augmentent dans la plupart des comtés du lac Saint-Pierre. Entre 1881 et 1891, celles-ci passent de 798 à 1 536 livres dans le comté de Maskinongé, de 544 à 1 019 livres dans celui de Richelieu, de 969 à 2 438 livres dans celui de Yamaska, de 319 à 543 livres dans celui de Berthier et de 144 à 410 livres dans celui de Saint-Maurice.

situation²⁷. La fermeture de ces équipements de production entraîne un effondrement des productions. Celles-ci sont au recensement de 1851 à leur plus bas niveau du siècle. À partir de 1861, la pomme de terre accapare de nouveau une part considérable des récoltes aussi bien dans les anciens terroirs des rives du fleuve que dans ceux plus jeunes de l'arrière-pays. Berthier et Sorel demeurent les localités où les récoltes sont les plus importantes. Comme celles de l'orge et de la pomme de terre, les productions de pois augmentent beaucoup entre 1831 et 1844 dans la plupart des paroisses pour baisser en 1851. Par la suite, elles vont s'accroître de façon continue à peu près partout avant de chuter en 1891.

Surclassant le blé dès 1831, l'avoine est la culture dominante pendant plusieurs décennies. Avec raison, Raoul Blanchard a écrit que les années 1830 à 1880 ont été «la grande période de l'avoine» dans la région du lac Saint-Pierre²⁸. La montée puis le recul de cette céréale commerciale ne se font toutefois pas partout au même rythme. Les hausses de production les plus impressionnantes ont lieu entre 1831 et 1861 dans les paroisses de la frange nord du lac. Grandes pourvoyeuses d'avoine dès 1831 avec Berthier et Rivière-du-Loup en tête de file, ces localités récoltent plus de 100 000 boisseaux (sauf Pointe-du-Lac), voire plus de 200 000 boisseaux (Saint-Cuthbert) en 1861. Dans le dernier tiers du siècle, la culture de l'avoine décline graduellement dans les paroisses lacustres de la rive nord ce qui n'est pas le cas de celles de la rive opposée où après un fléchissement en 1871, les productions enregistrent une remontée en 1881. En cette dernière année, les

²⁷ On dénombre deux distilleries dans la région du lac Saint-Pierre en 1831, toutes deux dans la ville de Trois-Rivières.

²⁸ R. Blanchard, *op. cit.*, 81.

récoltes à Yamaska et à Saint-François-du-Lac, tout comme celles de plusieurs paroisses de l'arrière-pays des comtés de Saint-Maurice et de Maskinongé (Saint-Etienne-des-Grès, Saint-Boniface, Saint-Paulin, Sainte-Ursule, Saint-Didace, Saint-Barnabé et Saint-Elie) n'ont jamais été aussi élevées pour ensuite baisser en 1891.

Au cours du dernier quart du siècle, le foin succède à l'avoine comme principale culture commerciale dans le pays saint-pierrais. Il se produit déjà du foin dans la première moitié du siècle, mais les récoltes n'étaient pas relevées dans les recensements. D'ailleurs, les quantités déclarées en 1851, particulièrement à Nicolet, Baie-du-Febvre, Yamachiche et Berthier (entre 4 700 et 5 500 tonnes) attestent l'antériorité de cette culture dans la région. De 1851 à 1891, le foin gagne constamment en importance. Le recul enregistré en 1861 dans plusieurs paroisses n'est que ponctuel. En effet, conséquence de la sécheresse qui a sévi au cours de l'été 1860, les récoltes ont été inférieures à ce qui avait été prévu²⁹. La progression du foin est notamment remarquable dans les paroisses des basses terres de la rive nord. Avec plus de 7 000 tonnes, Berthier est en 1871 le plus grand producteur de la région et le cinquième de l'axe laurentien. De 1871 à 1891, les productions de foin montent en flèche à Rivière-du-Loup (6 255 à 10 565 tonnes), Yamachiche (3 837 à 11 043), Maskinongé (2 379 à 8 779), Saint-

²⁹ Le recenseur de Rivière-du-Loup en 1861 estime que la récolte de foin «a été un tiers moindre qu'à l'ordinaire». Ceux de Baie-du-Febvre, de Pierreville et de Saint-Justin avancent que la production est réduite de moitié et celui de Saint-Michel-d'Yamaska, «au moins des trois quarts au-dessous d'une récolte commune». Sorel semble avoir été particulièrement affecté par la sécheresse. Le recenseur y note que la récolte de foin a été «complètement manquée», ce que confirment les données (2 665 tonnes en 1851, seulement 128 tonnes en 1861). Voir les commentaires des recenseurs de Rivière-du-Loup, Yamachiche, Saint-Justin, Saint-Michel-d'Yamaska, Pierreville, Baie-du-Febvre et Sorel en 1861.

Barthélemy (3 949 à 16 828) et Saint-Cuthbert (4 743 à 9 570). En 1881, les récoltes de Rivière-du-Loup (10 057 tonnes), de Saint-Barthélemy (9 160 tonnes) et de Yamachiche (8 994 tonnes) sont les plus élevées de l'ancien territoire seigneurial après celles de Boucherville dans le comté de Chambly (10 472 tonnes). Saint-Barthélemy se hisse en 1891 au deuxième rang des producteurs de foin de la province après Stanstead dans les Cantons de l'Est.

À l'instar des paroisses-mères, celles de l'arrière-pays se mettent également à produire beaucoup de foin sans atteindre toutefois le niveau de production des premières. En 1851, les récoltes de ces localités n'excèdent pas quelques centaines de tonnes sauf dans celles établies depuis longtemps (Saint-Félix-de-Valois, Sainte-Elizabeth, Sainte-Ursule et Saint-Léon). À partir de 1871, les productions augmentent à Saint-Etienne-des-Grès, Saint-Barnabé, Saint-Sévère, Saint-Boniface, Saint-Léon, Saint-Paulin, Sainte-Ursule et Saint-Justin. Au cours de la décennie suivante, les paroisses plus à l'ouest emboîtent le pas (Sainte-Elizabeth, Saint-Félix-de-Valois, Saint-Didace et Saint-Norbert). Les quantités de foin déclarées en 1891 dans plusieurs paroisses de l'arrière-pays rivalisent avec celles des paroisses de la frange sud du lac, voire les dépassent dans certains cas, à l'exception de Baie-du-Febvre qui se classe parmi les dix plus importants producteurs de la plaine laurentienne aux deux derniers recensements du siècle. Cette paroisse et Nicolet sont les seules de la rive méridionale du lac où les récoltes ne baissent pas entre 1881 et 1891.

Fort rentable pour les cultivateurs, la culture de foin suscite cependant de sérieuses réserves de la part des autorités gouvernementales et religieuses.

Dans son rapport sur les sociétés d'agriculture et les fabriques de beurre et de fromage en 1884, l'inspecteur du gouvernement déplore l'importance accordée au foin sur la rive nord du lac Saint-Pierre au détriment de l'industrie laitière qui commence à peine à se développer, contrairement à ce qu'il observe dans les comtés de Nicolet et de Yamaska où elle est déjà florissante³⁰. Nombre de curés voient également d'un mauvais œil l'extension continue de la culture du foin car celle-ci peut signifier, à plus ou moins long terme, une diminution des revenus de la dîme qui reposent encore essentiellement sur les produits du grain. Les évêques remédient à la situation en imposant une dîme ou un supplément sur le foin³¹. Mais les cultivateurs ne se plient pas tous volontiers à cette mesure. Considérant que la dîme sur les grains suffit amplement, des cultivateurs de Rivière-du-Loup omettent de payer celle du foin dans les années 1870³². À la fin du siècle, une partie de bras de fer se joue entre le curé de Berthier et plusieurs cultivateurs. Ceux-ci se sont vus refuser les sacrements tant et aussi longtemps qu'ils n'auraient pas versé la dîme sur le foin³³. Quelques

³⁰ «Rapport d'une inspection des sociétés d'agriculture et des fabriques de beurre et de fromage de la province de Québec», dans «I- Agriculture», *Documents de la Session du Québec*, vol. 18, n° 2 (1884-85), 19-20, 22, 56, 64, 66 et 68. De l'industrie laitière dans le comté de Berthier, l'inspecteur écrit qu'elle «commence à prospérer, mais on fait malheureusement trop de foin pour le marché» (p. 19). Dans le comté de Saint-Maurice, il constate que «l'agriculture ici consiste à faire beaucoup de foin et d'avoine pour le marché. On fait peu d'élevage. On commence heureusement à comprendre qu'il faut changer ce système défectueux de culture et se livrer à l'industrie laitière» (p. 68). Enfin, il remarque que dans le comté de Trois-Rivières «on fait beaucoup de foin dans cette région, et cependant l'industrie laitière végète» (p. 64).

³¹ Dans le diocèse de Nicolet qui regroupe les comtés de Nicolet, Yamaska, Arthabaska, Drummond et une petite partie des comtés de Bagot et Shefford, les cultivateurs sont tenus de verser une dîme sur le foin à la suite d'une lettre pastorale de l'évêque E. Gravel en 1891. Il existait déjà une taxe sur le foin dans quelques paroisses du diocèse. Voir à ce sujet, Jean Roy, «Les revenus des cures du diocèse de Nicolet, 1885-1904», *Société canadienne d'histoire de l'église catholique*, 52 (1985): 51-67.

³² Germain Lesage, *Histoire de Louiseville, 1665-1960* (Louiseville, Presbytère de Louiseville, 1961), 228 et 238.

³³ *La Gazette de Berthier*, 9 octobre 1896.

décennies plus tard, Raoul Blanchard se fait l'écho des plaintes des fonctionnaires et du clergé du XIX^e siècle³⁴ en condamnant la prédominance du foin dans plusieurs comtés du lac Saint-Pierre, surtout au début du XX^e siècle. Selon lui, cette spécialisation poussée a considérablement ralenti la croissance de l'industrie laitière pourtant bien engagée à la fin du XIX^e siècle³⁵.

Pour ce qui est enfin des autres productions, soit le seigle, le sarrasin et le maïs, la première est jusqu'en 1851 davantage cultivée dans les localités de l'ouest du lac Saint-Pierre (Sorel, Berthier, Sainte-Elizabeth, Saint-Félix-de-Valois et Saint-Didace) et à Saint-François-du-Lac. Les récoltes de seigle sont à leur plus haut niveau en 1861 dans la plupart des paroisses, après quoi, elles chutent à peu près partout jusqu'à la fin du siècle. Quelques paroisses n'en cultivent plus du tout en 1891. Quant au sarrasin et au maïs, leurs productions sont en général à la hausse tout au cours du siècle. Entre 1881 et 1891, les quantités de sarrasin déclarées baissent toutefois dans la majorité des paroisses de la rive nord. On voit le même phénomène sur la rive sud pour la culture du maïs entre les mêmes années.

En fin de compte, l'évolution des productions végétales dans les paroisses de l'espace saint-pierrais montre un système de culture axé certes sur l'autoconsommation, mais également sur le marché. En effet, les hausses et les baisses, quelquefois subites, des volumes de certaines récoltes que l'on

³⁴ D'autant plus que Blanchard a entretenu des liens étroits avec des représentants de ces groupes lors de son séjour au Québec. Voir Serge Courville et Normand Séguin, «Spatialité et temporalité chez Blanchard: propos d'heuristique», *Cahiers de Géographie du Québec*, 30, 80 (septembre 1986), 295.

³⁵ R. Blanchard, *op. cit.*, 83-85.

enregistre souvent simultanément dans un grand nombre de paroisses donnent à penser que la demande locale et extra-régionale influe sur les orientations de la production. Jusqu'à un certain point, les productions animales répondent aux mêmes impératifs.

b) Les productions animales

Le mode d'enregistrement de certaines productions animales diffère à plusieurs reprises dans les recensements du XIX^e siècle. C'est notamment le cas du cheptel bovin. Dans la première moitié du siècle, tous les bovidés sans distinction sont recensés sous la rubrique «bêtes à corne». En 1851, trois rubriques ont trait à l'élevage bovin, soit les taureaux, boeufs et bouvillons, les veaux et génisses et les vaches laitières. À l'exception de cette dernière, la typologie des autres variables change en 1861 et une dernière fois en 1871³⁶. C'est pourquoi, n'ont été retenues des données sur les bovins que celles sur l'élevage laitier. Outre les vaches laitières, nous avons relevé les cheptels chevalin³⁷, ovin et porcin ainsi que les volailles recensées pour la première fois en 1891. Pour les années 1871 et 1881, les productions animales ne sont malheureusement présentées dans les statistiques publiées qu'à l'échelle des comtés. Les listes nominatives permettent de remédier à cette absence d'informations au niveau local, du moins pour 1871³⁸.

³⁶ 1861: boeufs ou vaches au-dessus de 3 ans, bouvillons ou génisses au-dessous de 3 ans; 1871-1891: boeufs de travail ou de labour, autres bêtes de race bovine.

³⁷ Afin d'uniformiser les données, nous avons adjoint aux chevaux, les poulains et les pouliches pour les années 1861-1891.

³⁸ Les listes nominatives du recensement de 1881 se rapportant à l'agriculture sont manquantes.

À maints égards, l'évolution des productions animales des paroisses de Berthier et de Rivière-du-Loup est semblable. Dans les deux localités, le troupeau laitier diminue dans la seconde moitié du siècle, sauf entre 1861 et 1871, et le nombre de chevaux tend à baisser malgré des hausses en 1851 et en 1871 à Rivière-du-Loup (annexe 2.4). En décroissance presque continue jusqu'en 1861, les cheptels ovin et porcin augmentent rapidement dans la décennie suivante, particulièrement à Rivière-du-Loup où ils font plus que doubler. Cette paroisse compte en 1871 le plus grand nombre de moutons de la région du lac Saint-Pierre et son troupeau de porcs est le second en importance après celui de Saint-Barthélemy. Plusieurs têtes de ce petit bétail étaient acheminées sur différents marchés³⁹. Accroître son cheptel ovin était d'autant plus avantageux dans le cas des cultivateurs de Rivière-du-Loup qu'ils avaient la possibilité de vendre la laine à la manufacture de draps de Yamachiche ouverte au début de l'année 1870. Vingt ans plus tard, le troupeau ovin est deux fois moins élevé qu'en 1871 dans les deux paroisses et celui des porcs n'a augmenté qu'à Berthier. Quant aux volailles, plus de 12 000 à Berthier et près de 13 200 à Rivière-du-Loup sont dénombrées en 1891. Ces productions avicoles qui comptent parmi les plus fortes de la région, n'étaient pas destinées à la seule consommation domestique. Déjà en 1861, des volailles et des oeufs étaient expédiés aux États-Unis⁴⁰.

³⁹ Selon le recensement de 1871, 2 470 moutons et 1 210 porcs ont été «tués ou vendus pour boucherie ou pour l'exportation» à Rivière-du-Loup en 1870. Ce nombre s'élève à 1 822 moutons et 1 592 porcs à Berthier. Ces totaux sont supérieurs à ceux de 1891 (1 333 et 586 moutons, 939 et 817 porcs à Rivière-du-Loup et Berthier respectivement).

⁴⁰ À ce sujet, un des recenseurs de Saint-Léon écrit en 1861: «Les oeufs, dans le Bas-Canada, forme un item important dans nos exportations aux États-Unis. On peut évaluer à 700 \$ le produit annuel des volailles dans le district et dans ce montant les oeufs exportés peuvent figurer pour la somme de 400 \$».

Ce tableau des productions animales de Berthier et de Rivière-du-Loup au XIX^e siècle vaut également pour les autres paroisses lacustres de la rive nord à l'exception de Maskinongé et surtout de Saint-Barthélemy où les cheptels laitier et chevalin sont à la hausse en fin de période (annexe 2.4). Il en va autrement pour les paroisses de l'arrière-pays et celles de la rive méridionale. Dans les premières, les élevages laitier et chevalin sont en constante progression sauf dans les plus anciennes où le nombre de vaches laitières chute entre 1851 et 1861 (Saint-Félix-de-Valois, Saint-Léon, Sainte-Ursule) et jusqu'en 1871 (Sainte-Elizabeth). Au dernier recensement du siècle, le cheptel laitier de quelques localités de l'arrière-pays est plus imposant que celui de certaines paroisses-mères. Les troupeaux ovin et porcin s'accroissent également, surtout de 1861 à 1871 comme dans les paroisses riveraines. Ils diminuent cependant considérablement au cours des deux décennies suivantes dans la plupart des paroisses⁴¹. Cette baisse semble avoir été particulièrement importante entre 1871 et 1881⁴². Pour ce qui est des volailles, leur nombre varie énormément d'une paroisse à l'autre en 1891, soit de quelques centaines comme à Saint-Elie à plus de 13 000 comme à Sainte-Elizabeth.

⁴¹ Les cheptels ovin et porcin n'augmentent entre 1871 et 1891 que dans les paroisses de Sainte-Elizabeth, Saint-Paulin, Saint-Elie, Sainte-Ursule et Saint-Didace. À Saint-Justin, le cheptel porcin seulement est à la hausse et à Saint-Boniface, le cheptel ovin seulement.

⁴² À l'échelle des comtés, le nombre d'ovins passe entre 1871 et 1881 de 12 150 à 9 250 dans Saint-Maurice, de 23 278 à 15 747 dans Maskinongé, de 27 636 à 18 080 dans Berthier et celui des porcs de 4 541 à 3 237 dans Saint-Maurice, de 9 256 à 5 339 dans Maskinongé et de 11 485 à 7 614 dans Berthier. Dix ans plus tard, le nombre d'ovins a encore chuté mais dans des proportions moindres qu'au cours de la décennie précédente dans Saint-Maurice (7 812) et dans Berthier (12 667) alors qu'il a augmenté dans Maskinongé (17 268) tout comme celui des porcs dans les trois comtés (Saint-Maurice, 3 384; Maskinongé, 9 407; Berthier, 10 393). *Recensements du Canada, 1870-71*, vol. 3, *1880-81*, vol. 3 et *1890-91*, vol. 4.

Sur la rive sud, les cheptels laitiers déclinent au début du second demi-siècle et jusqu'en 1871 dans quelques paroisses. Suit une hausse qui, dans le cas de Pierreville, de Nicolet et de Baie-du-Febvre, n'a pas d'équivalent dans la région. En effet, dans chacune de ces paroisses, le troupeau laitier gagne entre 450 et un peu plus de 750 têtes de 1871 à 1891⁴³. Les autres cheptels fluctuent beaucoup. Après avoir diminué dans la première moitié du siècle (sauf à Saint-François-du-Lac), puis remonté au cours des années 1850 et 1860, le nombre de chevaux revient en 1891 à ce qu'il était en 1831 (sauf encore à Saint-François-du-Lac) tandis qu'il augmente pour ensuite se stabiliser dans une paroisse plus récente comme Pierreville. Les cheptels ovins sont en 1861 à leur plus bas niveau depuis le début du siècle. Comme sur la rive nord, mais dans une moindre mesure, ils affichent une croissance dans la décennie suivante pour ensuite chuter de façon notable. Après une forte baisse entre 1831 et 1844 dans l'ensemble des paroisses, les troupeaux porcins, pour leur part, enregistrent par la suite des progrès avant de diminuer en 1891. Enfin, l'élevage des volailles est aussi important dans les paroisses de Baie-du-Febvre, de Nicolet et de Yamaska que dans celles du côté nord.

L'évolution des productions animales dans la région du lac Saint-Pierre diffère donc selon qu'il s'agisse des paroisses riveraines du côté nord

⁴³ En se rapportant aux données des comtés de Yamaska et de Nicolet, on constate que c'est surtout entre 1881 et 1891 que les cheptels laitiers s'accroissent, particulièrement dans Yamaska. Au cours de cette décennie, l'augmentation du nombre de vaches laitières est de 1 936 dans Yamaska et de 2 319 dans Nicolet comparativement à 1 174 et 2 100 pendant la décennie précédente. Déjà sentie au cours des années 1870, la vocation laitière des comtés de Yamaska et de Nicolet s'affirme donc dans les années 1880. La hausse des troupeaux laitiers dans les autres comtés de la région du lac Saint-Pierre est de beaucoup inférieure (286 et 181 dans Saint-Maurice, 400 et 997 dans Maskinongé, 518 et 143 dans Berthier, 145 et 78 dans Richelieu au cours des décennies 1871-1881 et 1881-1891 respectivement). *Recensements du Canada, 1870-71*, vol. 3, 1880-81, vol. 3 et 1890-91, vol. 4.

du lac, de celles qui leur font face sur l'autre rive, ou encore de celles qui s'étalent au pied des basses Laurentides. Ces situations diverses montrent que le monde paysan adopte des stratégies différentes en vue de s'ajuster au marché.

3- Une nouvelle réalité: la mécanisation de l'agriculture

À mesure que s'écoule le XIX^e siècle, les cultivateurs sont appelés à revoir leur système de culture et leurs façons culturales en tenant davantage compte des capacités de production de leurs exploitations (potentiel des terres, ressources humaines et matérielles disponibles) — pour ainsi tirer le meilleur parti de celles-ci —, et en fonction de la demande des différents marchés (local, régional et extra-régional) susceptibles de s'ouvrir à eux. Les cultivateurs doivent également recourir de plus en plus à des instruments agricoles sophistiqués afin d'obvier à la rareté ou la cherté de la main-d'œuvre et d'économiser temps et travail⁴⁴. Quelques-uns de ces instruments sont mécanisés, c'est-à-dire qu'ils sont munis de mécanismes plus ou moins complexes. Ces machines actionnées par la force animale sont soit fixes (batteuses), soit mobiles (semoirs, moissonneuses, faucheuses, râteaux à cheval)⁴⁵.

⁴⁴ C.H. Danhof, *op. cit.*, 141. Willard W. Cochrane estime qu'en 1830 un cultivateur seul devait travailler entre 250 et 300 heures pour produire 100 boisseaux de blé sur une terre de 5 acres en utilisant les méthodes et les instruments de l'époque (semailles à la volée, charrue, herse, faucille et fléau). Soixante ans plus tard, le cultivateur propriétaire d'une charrue polysoc, d'un semoir, d'une moissonneuse-lieuse et d'une batteuse était en mesure de produire la même quantité de blé sur une terre de la même grandeur en l'espace de 40 à 50 heures de travail seulement. Voir Willard W. Cochrane, *The Development of American Agriculture: A Historical Analysis* (Minneapolis, University of Minnesota Press, 1979), 199-200.

⁴⁵ À propos de l'utilisation du terme «mécanisation», voir la mise au point de Claude Blouin, «La mécanisation de l'agriculture entre 1830 et 1890», Normand Séguin, dir., *Agriculture et colonisation au Québec. Aspects historiques* (Montréal, Boréal Express, 1980), 93-94.

Les progrès du machinisme agricole se révèlent considérables au XIX^e siècle, d'autant plus qu'ils sont soutenus par la commercialisation croissante de l'agriculture⁴⁶. Ceux-ci touchent principalement, dans le système de production agricole, les opérations liées à la récolte, la motorisation se chargeant des autres au XX^e siècle. Dans le schéma qu'il trace des grandes innovations mécaniques qui ont ponctué l'histoire de l'agriculture dans la longue durée, François Sigaut considère que le XIX^e siècle marque un tournant. C'est en effet au cours de ce siècle qu'apparaît un second machinisme à base de machines mobiles, à traction animale (semoirs, machines de récolte, etc.), le premier se caractérisant par l'avènement de machines fixes (broyeurs, moulins, pressoirs, etc.) dans les derniers siècles avant J.-C.⁴⁷. Selon Patrick K. O'Brien, la mécanisation du secteur agricole s'est cependant effectuée à un rythme beaucoup plus lent que celle du secteur industriel. Alors que la vapeur était depuis longtemps la principale force motrice dans nombre d'équipements de production, les sources d'énergie utilisées par les cultivateurs demeuraient la force animale, le vent et l'eau. O'Brien croit que ce décalage dans le temps s'explique par le fait que les diverses opérations dans le processus de production agricole ne sont pas aussi rapprochées dans le temps et l'espace que celles du processus de production industrielle. Du point de vue spatial, le travail agricole suppose que les équipements mécanisés soient mobiles. De plus, le temps nécessaire à la

⁴⁶ À propos de la mécanisation et de la commercialisation de l'agriculture, Siegfried Giedion a écrit: «La mécanisation transforma définitivement le statut du fermier. De producteur et consommateur local, il devient producteur et commerçant, totalement dépendant du produit de ses marchandises. Le cercle étroit de la production locale se brise dès qu'intervient la mécanisation». Siegfried Giedion, *La mécanisation au pouvoir. Contribution à l'histoire anonyme*, tome I: *Les origines* (Paris, Denoël/Gonthier, 1980 [première édition, 1948]), 149.

⁴⁷ François Sigaut, «La naissance du machinisme agricole moderne», *Anthropologie et Sociétés*, 13, 2 (1989), 85.

préparation du sol, aux semences, à la maturation des récoltes et à la récolte signifie que les instruments mécanisés sont sous-utilisés la majeure partie de l'année⁴⁸.

Les recensements canadiens ne présentent pas beaucoup de données sur la mécanisation de l'agriculture et, plus largement, sur les instruments agricoles. Les premières apparaissent en 1844 et ne concernent que les moulins à battre. Aucune rubrique n'a été prévue pour les équipements agricoles en 1851. Toutefois, quelques recenseurs ont relevé les moulins à battre ou ont inscrit dans leurs commentaires le nombre de machines que compte une paroisse. On ne retrouve en 1861, dans la partie agraire du recensement, qu'une rubrique intitulée «Valeur au comptant des instruments aratoires ou machines en dollars⁴⁹». Le recensement de 1871 se démarque singulièrement des précédents. Y sont dénombrés les charrues et les cultivateurs⁵⁰, les moissonneuses et les faucheuses, les râtaux à cheval, les machines à battre et les cribles. Aucun détail n'est malheureusement fourni sur les caractéristiques des instruments à savoir, par exemple, si les socs des charrues sont en bois, en fonte ou en fer, ou encore si les moissonneuses sont dotées de mécanismes permettant la mise en gerbes manuelle. Enfin, les deux derniers recensements du siècle ne livrent pas d'informations sur les équipements agricoles. Bien que partielles, les données recueillies permettent de rendre compte des progrès de la mécanisation.

⁴⁸ Patrick K. O'Brien, «Agriculture and the Industrial Revolution», *The Economic History Review*, XXX, 1 (février 1977), 170-171.

⁴⁹ En 1861, le recenseur de la paroisse de Rivière-du-Loup rapporte la présence de 4 moulins à battre dans la liste nominative. De toute évidence, cette recension n'est pas exhaustive.

⁵⁰ Curieusement, cette rubrique s'intitule «charrues, herses et cultivateurs» dans les données publiées. *Recensement du Canada, 1870-71*, vol. 3, tableau XXII.

Comme un peu partout en Occident, le premier instrument mécanisé introduit dans les campagnes du Bas-Canada a été le moulin à battre ou batteuse. La première mention d'une telle machine sur la rive nord du lac Saint-Pierre remonte à la fin du XVIII^e siècle. En effet, l'entrepreneur George Davison, grand passionné d'agriculture, possédait une batteuse sur sa propriété de 400 acres, Lanton Farm, située près de la paroisse de Rivière-du-Loup. À l'époque, cet équipement était encore une nouveauté dans plusieurs régions de l'Angleterre⁵¹. Quelques habitants des environs vont également se doter d'une batteuse au cours des décennies suivantes. Ceux-ci se concentrent principalement dans les paroisses de Berthier et de Rivière-du-Loup. En 1844, 15 des 17 batteuses dénombrées dans le comté de Berthier appartiennent à des individus de la paroisse du même nom, les deux autres étant à Sainte-Elizabeth et à Lavaltrie, et un peu moins de la moitié de celles du comté de Saint-Maurice ont été recensées sur des fermes de Rivière-du-Loup (11 sur 26). Les autres batteuses de ce dernier comté se retrouvent dans les localités riveraines (Yamachiche, 5; Pointe-du-Lac et la banlieue de Trois-Rivières, 3 chacune; Maskinongé, 2) à l'exception de 2 dans la paroisse de Saint-Léon (Figure 2.1 et annexe 2.5). On ne compte que 4 batteuses sur la rive sud, toutes à Baie-du-Febvre. La répartition dans l'espace des batteuses en 1844 montre qu'il existe une grande disparité entre les paroisses. Sans chercher à établir un lien de causalité absolu, on remarque tout de même que les paroisses où sont recensées le plus grand nombre de batteuses sont celles où sont sises des villages importants en terme de population,

⁵¹ Allan Greer, «Davison (Davidson), George», *Dictionnaire Biographique du Canada*, vol. IV: de 1771 à 1800 (Québec, Les Presses de l'Université Laval, 1980), 215. La première batteuse véritablement utilisable fut confectionnée en Écosse en 1786. S. Giedion, *op. cit.*, 289, note 48.

FIGURE 2.1
LES MACHINES AGRICOLES DANS LA RÉGION
DU LAC SAINT-PIERRE EN 1844, 1851 ET 1871

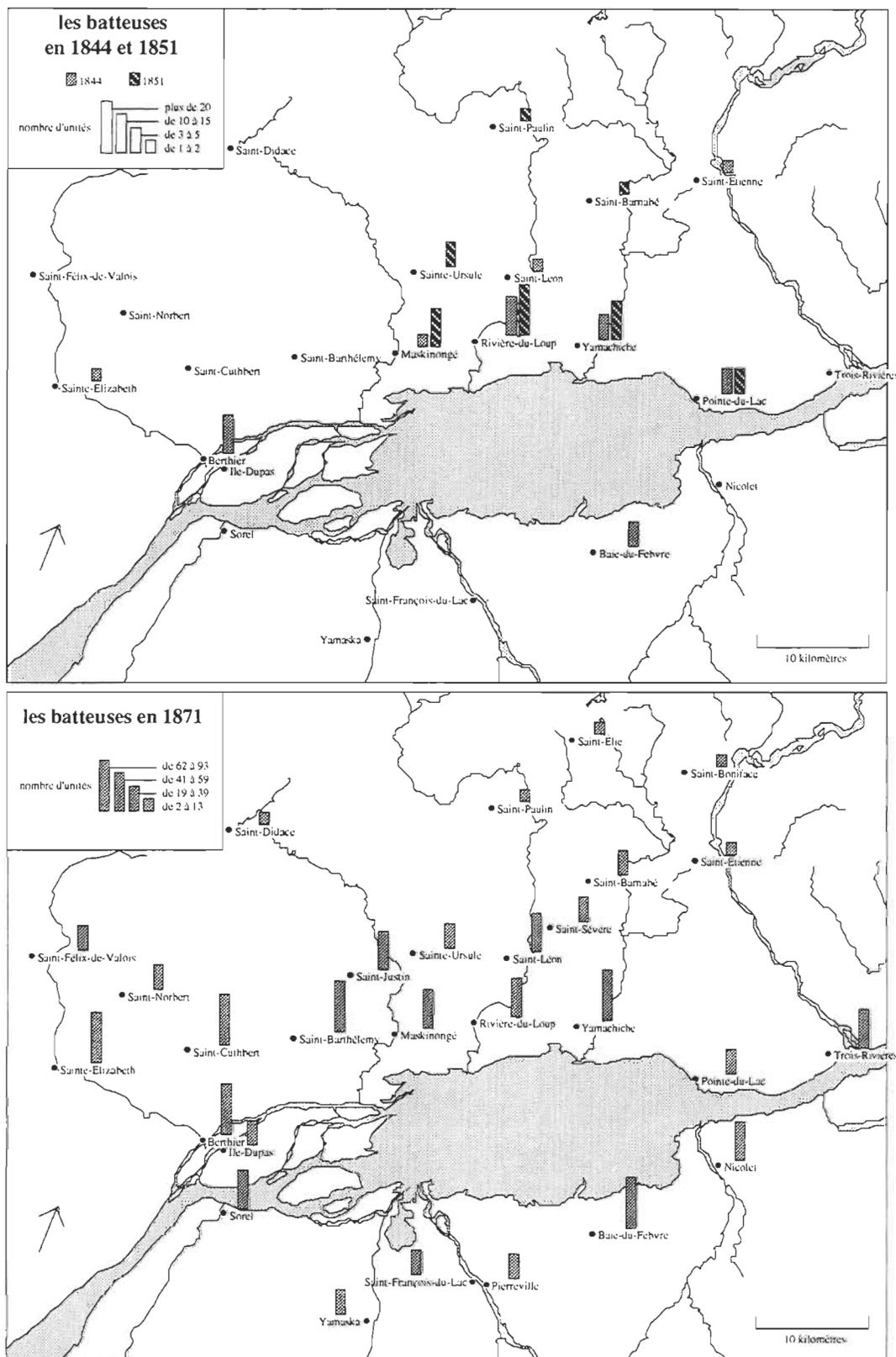
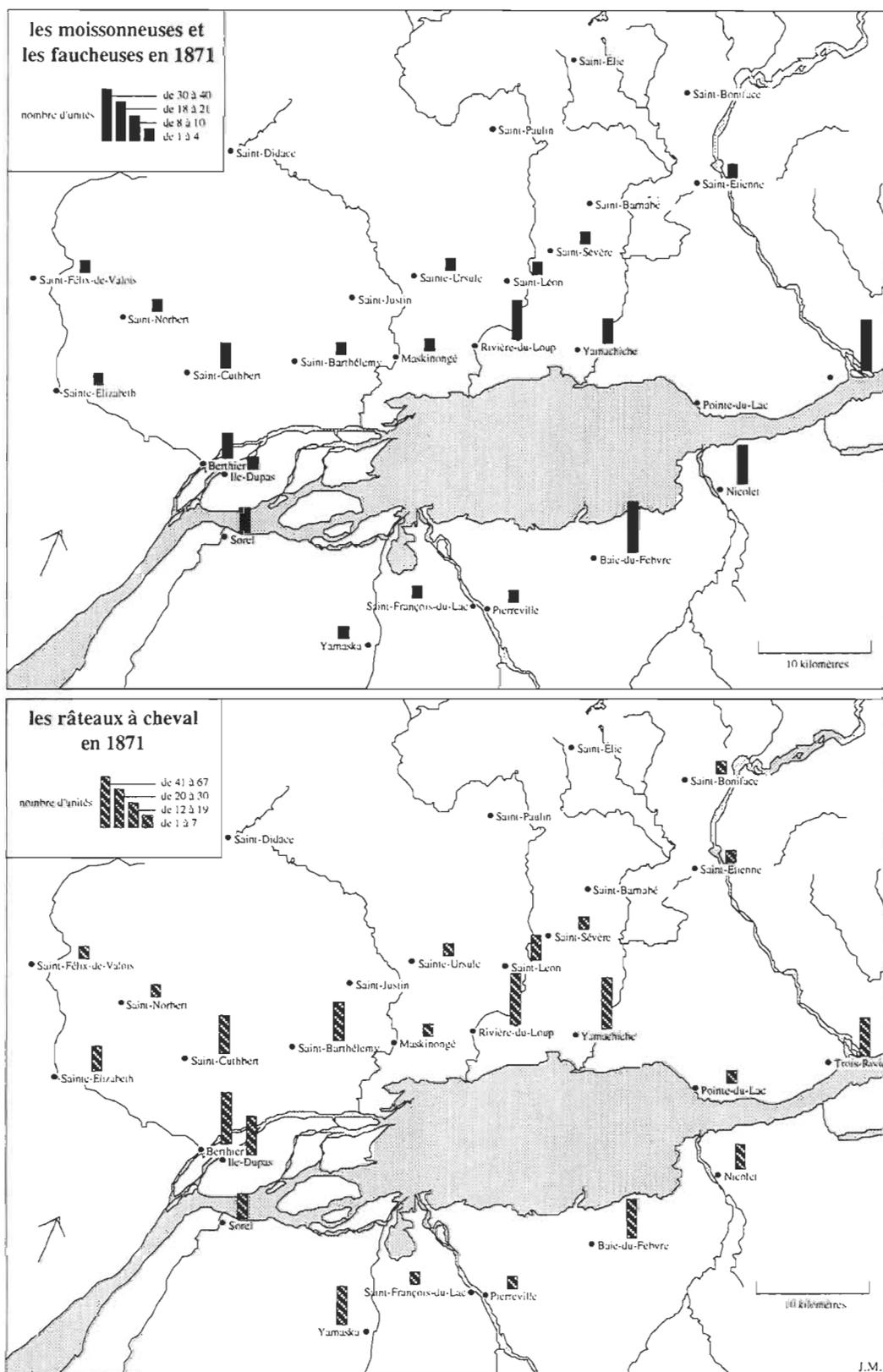


FIGURE 2.1 (suite)



Note: Nous n'avons des données que pour les localités de Pointe-du-Lac, Yamachiche, Rivière-du-Loup, Maskinongé, Sainte-Ursule, Saint-Barnabé et Saint-Paulin en 1851.

Sources: *Journaux de l'Assemblée législative des Canadas (1846)*, Récapitulation par districts et comtés des retours du dénombrement des habitants du Bas-Canada (1844), Appendice D; *Recensements du Canada, 1851 et 1871* (listes nominatives).

d'équipements de production et de présence marchande qui sert d'intermédiaire avec l'économie externe, ce qui donne à penser qu'elles sont davantage articulées au marché. Cette disparité perdure en 1851 et en 1871.

Le nombre d'exploitations équipées d'une batteuse augmente entre 1844 et 1851 selon les quelques données disponibles⁵². En cette dernière année, 24 sont relevées à Rivière-du-Loup qui demeure la paroisse la plus mécanisée du comté de Saint-Maurice, 13 et 10 dans les paroisses limitrophes de Maskinongé et de Yamachiche, 5 à Pointe-du-Lac de même que dans les paroisses de l'arrière-pays, dont 3 à Sainte-Ursule (figure 2.1 et annexe 4.5). La plupart de ces machines sont actionnées par deux chevaux et requièrent la présence de 2 à 6 hommes pour effectuer les diverses tâches reliées à leur utilisation (pousser les épis vers le batteur, commander la mise en marche, nourrir la table d'engrenage et ensacher).

La mécanisation se poursuit à un rythme beaucoup plus accéléré dans la deuxième moitié du siècle. Ce ne sont plus quelques dizaines mais des centaines d'instruments mécanisés que l'on compte alors dans la région. Le plus répandu demeure encore la batteuse. En 1871, 431 sont recensées dans les localités riveraines du côté nord du lac comparativement à 305 dans celles du côté sud (figure 2.1). Les paroisses les mieux pourvues en batteuses sont Baie-du-Febvre (93), Yamachiche (88), Saint-Barthélemy (78) Saint-Cuthbert (64) et Berthier (62). Près de 300 râteaux à cheval et plus de 120

⁵² Nous n'avons des informations dans les listes nominatives du recensement de 1851 que pour 7 paroisses du comté de Saint-Maurice, soit Pointe-du-Lac, Yamachiche, Rivière-du-Loup, Maskinongé, Sainte-Ursule, Saint-Paulin et Saint-Barnabé.

moissonneuses⁵³ et faucheuses sont également dénombrées dans les localités du pourtour du lac. Un peu moins des trois-quarts de râteaux à cheval, soit 213, sillonnent les champs de foin des paroisses de la rive nord. Un bon nombre de ces machines appartiennent à des occupants de Berthier (53) et de Rivière-du-Loup (67), les deux paroisses qui produisent le plus de foin dans cette partie de la région en 1871⁵⁴. Ajoutons que 33 et 20% des personnes qui possèdent un râteau à cheval dans chacune de ces paroisses déclarent 10 000 bottes de foin et plus au recensement pour une production qui représente 34,1% de la récolte totale de la paroisse dans le cas de Berthier et 23,8% dans le cas de Rivière-du-Loup. Contrairement aux batteuses et aux râteaux à cheval, les moissonneuses et les faucheuses sont en plus grand nombre sur la rive sud (73 contre 51 sur l'autre rive), principalement à Baie-du-Febvre (44) et Nicolet (21). Sur la rive septentrionale, plus de la moitié des moissonneuses et des faucheuses se trouvent dans les seules paroisses de Rivière-du-Loup (18) et de Berthier (10). Les paroisses de l'arrière-pays n'échappent pas au mouvement de mécanisation, bien qu'elles demeurent moins équipées que les paroisses-mères. La majorité d'entre elles compte en 1871 entre une dizaine et une quarantaine de batteuses, de 1 à 5 râteaux à cheval et de 1 à 4 moissonneuses ou faucheuses. Celles plus anciennes de Sainte-Elizabeth et de Saint-Léon font figure d'exception avec respectivement 62 et 56 batteuses, 17 et 19 râteaux à cheval.

⁵³ Inventée dans la première moitié du XIX^e siècle, la moissonneuse a commencé à être produite en grande quantité aux États-Unis dans les années 1850. Dès avant, des moissonneuses en provenance des États-Unis étaient vendues au pays. La production de moissonneuses au Canada débuta à la fin des années 1840. Voir Richard Pomfret, «The Mechanization of Reaping in Nineteenth-Century Ontario: A Case Study of the Pace and Causes of the Diffusion of Embodied Technical Change», *The Journal of Economic History*, XXXVI, 2 (juin 1976), 399.

⁵⁴ À propos de la corrélation entre la culture du foin et l'emploi du râteau à cheval, voir C. Blouin, *op. cit.*, 99.

La progression du machinisme agricole est d'autant mieux assurée lorsque les cultivateurs peuvent acheter ou faire réparer un équipement mécanisé, ou encore se procurer des pièces de rechange dans la région où ils habitent, réduisant ainsi les coûts de transport ou de déplacement⁵⁵. À cet égard, un nombre croissant d'établissements de production fabriquent des machines agricoles entre 1851 et 1871 dans les comtés autour du lac Saint-Pierre (tableau 2.1). Quelques-uns de ces établissements ne sont pas des fabriques ou des manufactures d'équipements agricoles comme tel, mais des fonderies ou des ateliers de fabrication de machines qui produisent, entre autres, des instruments agricoles mécanisés.

Deux paroisses abritent des fabriques ou manufactures de batteuses en 1851: Sainte-Monique dans le comté de Nicolet et Berthier. La fonderie de Gates Curtis à Berthier, où sont fabriquées également des charrues, est déjà en activité depuis plusieurs années ce qui peut expliquer le nombre élevé de batteuses dans cette paroisse en 1844. L'entreprise est vendue au milieu des années 1850 à John Clements. Celle de Sainte-Monique, propriété de Moïse Beauchemin, ferme ses portes quelques années plus tard. Par la suite, Beauchemin s'établit à Sorel où il ouvre une fonderie qui offre un large éventail de produits dont des batteuses. En 1861, 7 établissements produisent des machines agricoles, dont 5 sont situés sur la rive nord (3 à Trois-Rivières

⁵⁵ La distance entre les acheteurs potentiels et les fabricants de machines agricoles est un facteur déterminant pour expliquer les avancées de la mécanisation. Selon J. Sanford Rikoon, le faible pourcentage de fermes équipées d'une batteuse dans les États de l'Ohio, de l'Indiana, de l'Illinois et de l'Iowa au cours de la première moitié du XIX^e siècle tient en partie au fait que jusqu'au milieu des années 1840, les manufactures d'équipements mécanisés n'étaient situées que dans l'est des États-Unis. Les cultivateurs désireux d'acquérir une batteuse devaient défrayer des coûts de transport onéreux. Voir J. Sanford Rikoon, *Threshing in the Midwest, 1820-1940. A Study of Traditional Culture and Technological Change* (Bloomington et Indianapolis, Indiana University Press, 1988), 21. Voir également C. Blouin, *op. cit.*

et 2 à Berthier). Tous ne font que des batteuses à l'exception de la manufacture de Clements de Berthier où sont fabriquées également des presses à foin.

TABLEAU 2.1
Les fabricants de machines agricoles
dans les comtés de la région du la Saint-Pierré, 1851-1871

année et localité	type d'établissement	propriétaire ou raison sociale	travailleurs nbre	type(s) de machines agricoles fabriquées et production annuelle
1851 Berthier	fonderie et manufacture d'équipements agricoles	Gates Curtis	16	batteuses
Sainte-Monique	boutique de batteuses	Moïse Beauchemin		batteuses
1861 Trois-Rivières	atelier de fabrication et d'installation de moulins	Robichaud & Co.	22	85 batteuses
Trois-Rivières	manufacture de batteuses	A. Robichaud et fils		
Trois-Rivières	manufacture de batteuses	P.-N. Robichon		
Berthier	fonderie	Pierre Buron	6	batteuses
Berthier	fonderie	John Clements	10	40 batteuses, 2 presses à foin
Sorel	fonderie	Moïse Beauchemin	20	batteuses
Saint-Grégoire	manufacture de batteuses	George Bergeron	2	16 batteuses
1871 Trois-Rivières	boutique de batteuses	Morrisette et Frères	3	batteuses
Trois-Rivières	boutique de machiniste	Bellefeuille et Frère	5	batteuses
Trois-Rivières	boutique de machiniste	Pierre Robichon	4	batteuses
Saint-Gabriel-de-Brandon	manufacture de batteuses	David Massé	2	10 batteuses
Sorel	fonderie	Moïse Beauchemin	40	30 batteuses, 325 faucheuses, 30 moissonneuses
Saint-Aimé	moulin à farine et à fouler, fabrique d'équip. agricoles	Frs. Godbout et Cie.	1	15 batteuses
Saint-Zéphirin	manufacture de batteuses	Beauchemin et Frères	2	12 batteuses
Saint-Grégoire	manufacture de batteuses	George Bergeron	6	14 batteuses
Saint-Célestin	boutique de menuisier	Théophile Bilodeau	1	12 batteuses

Sources: *Recensements du Canada, 1851-1871* (listes nominatives).

Le nombre de fabriques de machines passe à 9 en 1871. Celles-ci sont davantage dispersées dans l'espace: toujours 3 à Trois-Rivières, 1 à Saint-Gabriel-de-Brandon, 1 à Sorel, 2 dans le comté de Yamaska (Saint-Aimé et Saint-Zéphirin) et 2 dans le comté de Nicolet (Saint-Grégoire et Saint-Célestin). Le plus important fabricant est alors Moïse Beauchemin de Sorel avec une production de 30 batteuses, 30 moissonneuses et 325 faucheuses. Il

est probable que cette recension ne soit pas complète. D'autres établissements ont pu fabriquer, occasionnellement ou sur une petite échelle, des machines agricoles. Pensons aux autres fonderies et aux fabriques et manufactures d'instruments aratoires de Sainte-Elizabeth, Saint-Félix-de-Valois, Saint-Barthélemy, Rivière-du-Loup, Saint-Sévère, Trois-Rivières, Sorel, Saint-David-d'Yamaska, Saint-Ours et sans doute à quelques boutiques de forgeron et de voiturier.

Le savoir en matière de machinisme agricole n'était pas l'apanage exclusif des fabricants et des manufacturiers. Des cultivateurs seuls ou assistés d'artisans ont apporté des modifications à des machines pour que celles-ci répondent plus adéquatement aux conditions locales⁵⁶ cependant que d'autres en ont inventé de nouvelles. C'est le cas de Philippe Grenier de Louiseville qui met au point au début du XX^e siècle une presse à foin actionnée par la force animale permettant d'obtenir par compactage des bottes de foin de forme rectangulaire⁵⁷.

Même si l'acquisition d'une machine agricole était facilitée par le développement des transports et la présence d'un plus grand nombre de fabricants à mesure que s'écoule le second demi-siècle, il n'en demeure pas moins que l'achat d'un tel équipement représentait un investissement relativement important pour les cultivateurs, d'autant plus que leur durée

⁵⁶ Voir à ce sujet, J.S. Rikoon, *op. cit.*, XI et 21; Reynold M. Wik, «Some Interpretations of the Mechanization of Agriculture in the Far West», *Agricultural History*, 49, 1 (janvier 1975): 73-83; Thomas D. Isern, «The Discer: Tillage for the Canadian Plains», *Agricultural History*, 62, 2 (printemps 1988): 79-97.

⁵⁷ Une copie miniature de cette presse à foin est conservée au Musée de la civilisation (*Collection du Musée de la civilisation*, objet 88-3428). *Département of Agriculture*, Patent Branch, Patent no 81 155, 4 juin 1903.

n'était pas illimitée⁵⁸. La plupart des batteuses recensées dans le comté de Saint-Maurice en 1851 ont coûté 50 livres (200 \$). Quelque 30 ans plus tard, Léon Gérin relève que Louis Casaubon de Saint-Justin a payé sa batteuse 300 \$⁵⁹. Incapables de déboursier de telles sommes ou simplement par choix, des cultivateurs d'une même paroisse ou de paroisses voisines s'associent pour acheter un instrument mécanisé. Une dizaine de batteuses sont possédées en copropriété dans le comté de Saint-Maurice en 1851.

Cela dit, il ressort clairement que les fermes équipées d'une ou plusieurs machines agricoles sont surtout celles des gros exploitants⁶⁰. Des 24 batteuses dénombrées dans la paroisse de Rivière-du-Loup en 1851, 14 appartiennent à des occupants de 101 acres et plus (58,3%) dont 7 déclarent plus de 200 acres, 8 à des occupants de 51 à 100 acres (33,3%), les 2 autres à des occupants de 50 acres et moins. Ces proportions demeurent semblables en 1871: 62 occupants de 101 acres et plus (58,4%) possèdent des machines agricoles comparativement à 27 occupants de 51 à 100 acres (30,3%) et 10 occupants de 50 acres et moins (11,2%) (tableau 2.2).

⁵⁸ R. Pomfret estime que la durée d'une moissonneuse était d'environ 10 ans au milieu de siècle. R. Pomfret, *op. cit.*, 413-14.

⁵⁹ J.-C. Falardeau et P. Garigue, *Léon Gérin et l'habitant de Saint-Justin* (Montréal, Les Presses de l'Université de Montréal, 1968), 81.

⁶⁰ Dans leur étude respective sur la mécanisation de l'agriculture, Gabriel Désert et J.R. Walton font le même constat. Voir Gabriel Désert, «Machinisme et agriculture dans la France du XIX^e siècle», *Historical Papers/ Communications historiques* (1984), 207; J.R. Walton, «A Study in the Diffusion of Agricultural Machinery in the Nineteenth Century», *School of Geography, University of Oxford, Research Papers*, 5 (1973), 14.

TABLEAU 2.2
L'espace occupé (acres) par les propriétaires
de machines agricoles de Berthier et de Rivière-du-Loup en 1871

Paroisse et type de machines agricoles	moins de 10 acres nbre	de 11 à 50 acres nbre	de 51 à 100 acres nbre	de 101 à 200 acres nbre	plus de 200 acres nbre
<i>Berthier</i>					
Occupants possédant:					
1 moissonneuse ou faucheuse seulement	1			2	
1 râteau à cheval seulement		1	10	6	4
1 batteuse seulement	4	1	8	20	5
1 moisson. ou fauch. et 1 râteau à cheval				2	2
1 râteau à cheval et 1 batteuse			2	7	12
1 moisson. ou fauch., 1 batteuse et 1 râteau à cheval				1	2
2 râteaux à cheval		1			1
total	5	3	20	38	26
<i>Rivière-du-Loup</i>					
Occupants possédant:					
1 moissonneuse ou faucheuse seulement		1			
1 râteau à cheval seulement	2	4	14	6	1
1 batteuse seulement	1	1	8	12	1
1 moisson. ou fauch. et 1 râteau à cheval				4	1
1 râteau à cheval et 1 batteuse		1	3	12	4
1 moisson. ou fauch., 1 batteuse et 1 râteau à cheval			2	4	5
1 moisson. ou fauch., 2 batteuses et 1 râteau à cheval				1	
2 râteaux à cheval				1	
total	3	7	27	40	12

Source: *Recensement du Canada, 1871* (listes nominatives).

L'écart se creuse davantage lorsqu'on ne retient que les propriétaires de deux machines ou plus: 32 occupants de 101 acres et plus contre 6 seulement de 100 acres et moins. Le tableau est à peu près le même à Berthier. Sur les 92 individus qui déclarent des instruments mécanisés, 64 sont des occupants de 101 acres et plus (69,6%), 20 des occupants de 51 à 100 acres (21,7%) et 8 de petits exploitants (8,7%). Des 64 gros exploitants, 27 possèdent au moins deux machines alors qu'ils ne sont que 3 dans le groupe des 100 acres et moins. Ces données présentées, on aurait tort de conclure que l'acquisition d'une machine agricole n'est qu'une simple question d'ordre pécuniaire. Il se peut que la mécanisation soit devenue un

impératif pour les grands exploitants, plus dépendant de la main-d'œuvre que les moyens et les petits exploitants.

Les quelques informations dont nous disposons dans les recensements montrent donc que les progrès de la mécanisation sont remarquables, surtout dans la deuxième moitié du XIX^e siècle et principalement dans les localités des rives du lac Saint-Pierre. Sous-tend ces progrès, l'ouverture d'un nombre croissant d'unités industrielles de production où sont fabriquées diverses machines agricoles. À la lumière des données des paroisses de Berthier et de Rivière-du-Loup, il apparaît toutefois que les grandes exploitations sont beaucoup plus équipées que les autres. Plusieurs aspects de la mécanisation de l'agriculture restent à découvrir. Sans doute que l'utilisation des périodiques et des journaux agricoles, qui commencent à paraître au cours de la décennie 1840, et un grand nombre de dossiers de brevets d'invention du ministère de l'Agriculture rehausseraient notre connaissance de cette dimension importante de la transformation du monde agricole au siècle dernier.

C- LES NOUVELLES ORIENTATIONS

Au tournant des années 1870, l'agriculture québécoise est en quête de nouveaux débouchés à la suite de la fermeture du marché américain, auquel elle eut plus facilement accès et dont elle profita largement en raison du traité de réciprocité de 1854, et de la demande suscitée par la guerre civile. L'abrogation de ce traité en 1866 et la fin des hostilités chez les voisins du sud l'année précédente mettent cependant un terme à une période de

prospérité relative de l'agriculture québécoise⁶¹. Appuyée et encadrée par l'État, les sociétés et les cercles agricoles, celle-ci amorce alors une conversion en vue de répondre à la forte demande de fromage et de beurre de la Grande-Bretagne et à celle grandissante du marché intérieur. L'agriculture saint-pierraise s'engage de plein pied dans cette nouvelle spécialisation. Mais plus que l'industrie laitière, la culture de la betterave à sucre est perçue, du moins pendant quelques années, comme la spécialisation la plus appropriée aux réalités du monde rural et celle qui est susceptible de donner un nouveau souffle à l'économie agricole⁶². Dans la région du lac Saint-Pierre, des efforts soutenus afin d'inciter les cultivateurs à pratiquer la culture de la betterave à sucre sont déployés lorsqu'une sucrerie est implantée au début des années 1880 à Berthier.

1- Une tentative ratée: la culture de la betterave à sucre

Entre 1876 et 1880, des analyses sur des betteraves à sucre cultivées dans plusieurs comtés de la province sont entreprises sur l'initiative du gouvernement. Des échantillons ont même été expédiés en France et en Belgique. Les résultats de ces analyses se révèlent fort encourageants⁶³ à la grande satisfaction des agronomes qui tentent d'attirer des investisseurs européens au Québec. Ceux-ci se montrent intéressés mais demeurent

⁶¹ Voir Serge Courville et Normand Séguin, *Le Monde rural québécois au XIX^e siècle* (Ottawa, La Société historique du Canada, 1989), 18-19; Jean Hamelin et Yves Roby, *Histoire économique du Québec, 1851-1896* (Montréal, Fides, 1971), 36, 193-195.

⁶² Voir Marcel Hamelin, *Les premières années du parlementarisme québécois (1867-1878)* (Québec, Les Presses de l'Université Laval, 1974), 166.

⁶³ Sur les résultats des analyses menées en 1876 et 1877, voir Octave Cuisset, «Rapport général sur la valeur des betteraves à sucre récoltées en 1876 dans la province de Québec...», Appendice n^o 2: «Betteraves à sucre», *Documents de la Session du Québec*, n^o 4 (1877): 79-88.

hésitants en raison de la crise qui secoue l'industrie sucrière en Europe depuis le milieu des années 1870⁶⁴. Aux dires de l'agronome Edouard-A. Barnard, qui mène une campagne active en faveur de la culture de la betterave à sucre après son voyage en Europe de 1870 à 1873, cette plante industrielle contribue grandement au progrès de l'agriculture: non seulement n'épuise-t-elle pas le sol, mais elle en accroît la fertilité dans la mesure où le résidu des fabriques de sucre ou pulpe sèche, avec lequel on nourrit les animaux, devient une abondante source d'engrais⁶⁵; par les travaux de culture qu'elle exige, elle maintient le sol meuble ce qui assure le succès des récoltes subséquentes; elle procure aux cultivateurs un revenu intéressant⁶⁶. Qui plus est, la production de sucre de betterave pourrait amener une baisse notable des importations de sucre et de mélasse au Canada, que Barnard estime annuellement à 160 millions de livres⁶⁷.

Après maints tâtonnements, l'industrie sucrière démarre en trombe au début de la décennie 1880. Trois manufactures de sucre de betterave sont construites, une à Farnham dans le comté de Missisquoi, une autre à

⁶⁴ À propos des causes de cette crise en France, voir Ronald H. Hubscher, *L'agriculture et la Société rurale dans le Pas-de-Calais du milieu du XIXe siècle à 1914*, tome 2 (Arras, Commission Départementale des Monuments Historiques du Pas-de-Calais, 1980), 495-499.

⁶⁵ Barnard calcule que 3 tonnes de pulpe sèche valent autant, pour l'alimentation du bétail, qu'une tonne de foin de grande qualité.

⁶⁶ Voir Edouard-A. Barnard, «Du sucre de betteraves et de sa production économique dans la province de Québec», Appendice n° 2: «Betteraves à sucre», *Documents de la Session du Québec*, n° 4 (1877): 62-78. En France, la betterave à sucre a été qualifiée de «vigne du Nord». Selon R.H. Hubscher, cette plante a «fait franchir aux exploitants un pas décisif dans la voie de la culture moderne et commercialisée. Fondée sur l'utilisation optimale des capacités du sol, elle éduque les cultivateurs les forçant à secouer le joug de la routine. Ils sont obligés de transformer leurs méthodes s'ils veulent obtenir des rendements rénumérateurs». R.H. Hubscher, *op. cit.*, 481.

⁶⁷ Selon Barnard, la production d'une telle quantité de sucre au pays supposerait au départ 50 000 acres de terre cultivés en betterave qui donneraient une récolte totale de 1 000 000 de tonnes. Celle-ci serait transformée dans une cinquantaine de fabriques de sucre qui emploieraient 15 000 hommes, sans compter ceux qui seraient occupés aux travaux de la culture. Voir E.-A. Barnard, *op. cit.*, 77.

Berthier, propriété de la compagnie l'Union sucrière Franco-canadienne, et une dernière à Coaticook dans le comté de Stanstead, la Pioneer Beet Root Sugar Company. Aucun de ces établissements ne fonctionne à plein régime en 1881 en raison de problèmes techniques ou du retard dans la livraison de certaines machines et de produits essentiels à la fabrication du sucre, mais surtout parce que les approvisionnements de betteraves ont été insuffisants.

Les récoltes les plus faibles sont enregistrées dans les environs de Berthier avec un rendement moyen de 5 à 6 tonnes de betteraves à l'acre alors qu'il était prévu que celui-ci soit de 20 à 26 tonnes à l'acre. Plusieurs raisons sont avancées pour expliquer les mauvaises récoltes: l'ensemencement tardif de la betterave, le manque de préparation de la terre et l'inexpérience des cultivateurs⁶⁸. En plus d'être faibles, les récoltes ont été de piètre qualité⁶⁹. Au total, 2 000 tonnes de betteraves sont acheminées à la sucrerie de Berthier qui ferme ses portes après seulement deux semaines d'activité pour ne les réouvrir qu'en 1888, après avoir entre-temps changé de propriétaires à deux reprises. Cette année-là, les nouveaux directeurs de l'établissement se heurtent à un problème de taille: convaincre les cultivateurs de la région de consacrer une portion de leurs terres à la culture de la betterave à sucre. En effet, trompés dans le passé par des agents qui, dans le but d'empocher le plus rapidement possible des commissions, leur ont

⁶⁸ Voir Octave Cuisset, «Rapport sur la situation de l'industrie sucrière de la betterave dans la Province de Québec pendant la première campagne, 1881-82», dans «Rapport général du commissaire de l'agriculture et des travaux publics: IV- industrie sucrière», *Documents de la Session du Québec*, n° 2 (1881-82), 49-56.

⁶⁹ Les pluies de la fin de septembre ont occasionné une baisse de la teneur en sucre et une reprise de la végétation. Survint une gelée dans la première semaine d'octobre suivie d'une température douce et humide qui amena une reprise de la végétation. O. Cuisset, «Rapport sur la situation...», 55.

fourni des graines de semence de mauvaise qualité ou les ont incités à cultiver la betterave sur des sols impropres à ce type de culture, et sachant pertinemment que depuis son ouverture la sucrerie n'a pas été viable, les cultivateurs se montrent peu réceptifs aux demandes des dirigeants de la sucrerie⁷⁰. Plusieurs acceptent néanmoins de produire de la betterave à sucre, mais seulement sur une petite échelle (1/8 à 1/2 acre). À un grand nombre de ceux-là sont distribués des semoirs, des sarcleuses et des graines de semence achetées en Europe. Des agents se chargent même de leur montrer comment cultiver la betterave. La récolte de 1888 promettait d'être bonne tant du point de vue de la quantité que de la qualité, mais les pluies abondantes de la fin de l'été et une gelée précoce ont eu des effets néfastes sur les plantes. Même si la récolte fut un échec (un peu plus de 2 000 tonnes de betteraves ont été transportées à la sucrerie), les cultivateurs furent cependant payés afin de s'assurer leur confiance et ne pas éveiller chez eux un sentiment de méfiance à l'égard de la nouvelle compagnie. La manufacture de sucre cesse ses activités en 1889 pour ne les reprendre qu'en 1893 avec à sa gouverne de nouveaux propriétaires.

Au début des années 1890, le secteur betteravier connaît une nouvelle impulsion grâce à une prime de 50 cents par tonne que le gouvernement

⁷⁰ À ce propos, les commentaires de Wilfrid Skaife, gérant de la sucrerie de Berthier depuis 1887, sont des plus éclairants. Dans une lettre adressée au Ministre de l'Agriculture, Skaife écrit: «Owing to the failures of former companies, the greatest trouble was experienced in persuading farmers to risk another trial of the cultivation of the beet». Il note également que des cultivateurs répondirent aux agents qui tentaient de les convaincre de cultiver de nouveau la betterave à sucre: «We know that beets pay better than anything else but we were cheated before and we will not risk any more money». Voir lettre de W. Skaife au Ministre de l'agriculture de la Province de Québec (1 février 1889) et W. Skaife, «The Beet Sugar Industry in Canada», *Documents de la Session du Québec*, n° 20 (1890).

accorde aux cultivateurs⁷¹. En 1893, près de 10 000 tonnes de betteraves sont transformées à la sucrerie de Berthier, la plus grande partie en provenance des paroisses de la rive nord du lac Saint-Pierre⁷². La production est encore plus élevée l'année suivante. Bien qu'il ait exprimé son intention de continuer à accorder des primes jusqu'en 1897, le gouvernement cesse son aide en 1895⁷³. Il s'ensuit le déclin très rapide de l'industrie sucrière. Finalement, la culture de la betterave à sucre au XIX^e siècle aura été une tentative de conjuguer agriculture et industrie qui s'est soldée par un échec. Ce n'est cependant pas le cas de l'industrie laitière.

2- Une activité rapidement établie: l'industrie laitière

Au cours des vingt dernières années du XIX^e siècle, les fromageries et les beurreries se multiplient dans le pays saint-pierrais, comme un peu partout au Québec. En fait, l'émergence de l'industrie laitière marque une autre étape importante dans le processus d'intégration de la paysannerie à l'économie de marché⁷⁴. Au même titre que les productions végétales, la production laitière est dorénavant commercialisée sur une plus grande échelle.

⁷¹ Marc-A. Perron, *Un grand éducateur agricole, Edouard-A. Barnard, 1835-1898. Étude historique sur l'agriculture de 1760 à 1900* ([s.l.], 1955), 114. Une autre prime de 25 cents par tonne est accordée aux cultivateurs du comté de Berthier qui consacrent 5 arpents de terre à la betterave à sucre. Selon le journal local, cette prime a eu pour effet «de faire augmenter les quantités portées sur beaucoup de contrats anciens et d'en faire un bon nombre de nouveaux». *La Gazette de Berthier*, 20 avril 1894.

⁷² *La Gazette de Berthier*, 10 novembre 1893. Cette année-là, plus de 125 cultivateurs ont produit de la betterave dans le seul comté de Berthier. *La Gazette de Berthier*, 28 avril 1893.

⁷³ *La Gazette de Berthier*, 10 mai et 22 novembre 1895.

⁷⁴ Normand Perron, «Genèse des activités laitières, 1850-1960», N. Séguin, dir., *op. cit.*: 113-140; Pierre Lanthier, «Subsistance, para-agriculture et industrie laitière dans le comté de Champlain au XIX^e siècle: les différentes modalités d'apprentissage à l'économie de marché» (texte non-publié), 20.

Les premiers établissements de transformation du lait dans la région du lac Saint-Pierre ont été des fromageries. On en compte 22 dans les comtés qui entourent le lac en 1881, employant une soixantaine d'individus (tableau 2.3). Les comtés les mieux pourvus sont alors ceux de Yamaska et de Maskinongé avec 7 et 5 fromageries respectivement. Le nombre de fromageries grimpe à 92 en 1890 puis à 191 quatre ans plus tard, tandis que la valeur de la production, après avoir plus que triplée au cours des années 1880, quadruple entre 1890 et 1894. Près de la moitié des établissements sont dans les comtés de Nicolet et de Yamaska. Si la production de ces deux comtés n'est que légèrement supérieure à celle des quatre autres comtés réunis en 1890 (55 410 livres de plus), elle la dépasse de 1,5 million de livres en 1894. Contrairement aux fromageries, les beurreries se concentrent sur la rive nord. Deux y sont dénombrées en 1890 et 13 en 1894 contre 1 et 4 sur la rive sud aux mêmes années. À l'aube du XX^e siècle, 250 établissements, donnant du travail à plus de 420 personnes, transforment du lait dans les comtés de la région: 147 sont des fromageries, 26, des beurreries et 77, des beurreries-fromageries⁷⁵. Les comtés où l'on retrouve le plus grand nombre d'unités de production demeurent Nicolet (71) et Yamaska (45), alors que ceux de Maskinongé et de Berthier en comptent 40 chacun, et ceux de Saint-Maurice et de Richelieu, moins d'une trentaine.

⁷⁵ Les beurreries-fromageries apparaissent pour la première fois dans les recensements canadiens en 1901 bien qu'il en existait dès les années 1880. Ainsi, la fromagerie de Louiseville, qui ouvre ses portes en 1883, fabrique du beurre et du fromage dès 1884. Voir I.-H. Legris, «Fromagerie de Louiseville. Rapport des opérations de 1884», dans «Rapport général du commissaire de l'agriculture, 1884: II- Industrie laitière», *Documents de la Session du Québec*, vol. 18, n^o 2 (1884-85), 223-224. Propriétaires d'une fromagerie à Saint-Barthélemy depuis 1880, F.-E. Rouleau et P. Comtois, respectivement notaire et cultivateur de Saint-Barthélemy, et J. Chenevert, fromager de Saint-Cuthbert, décident de produire également du beurre en 1885. Voir PJS, *Registre des déclarations sociales*, vol. 2 (1879-85). Selon N. Perron, l'apparition des beurreries-fromageries traduit une volonté de diversifier la production en vue de mieux s'ajuster aux fluctuations du marché. N. Perron, *op. cit.*, 120.

TABLEAU 2.3
Les fromageries et les beurreries
dans les comtés de la région du lac Saint-Pierre, 1881-1901

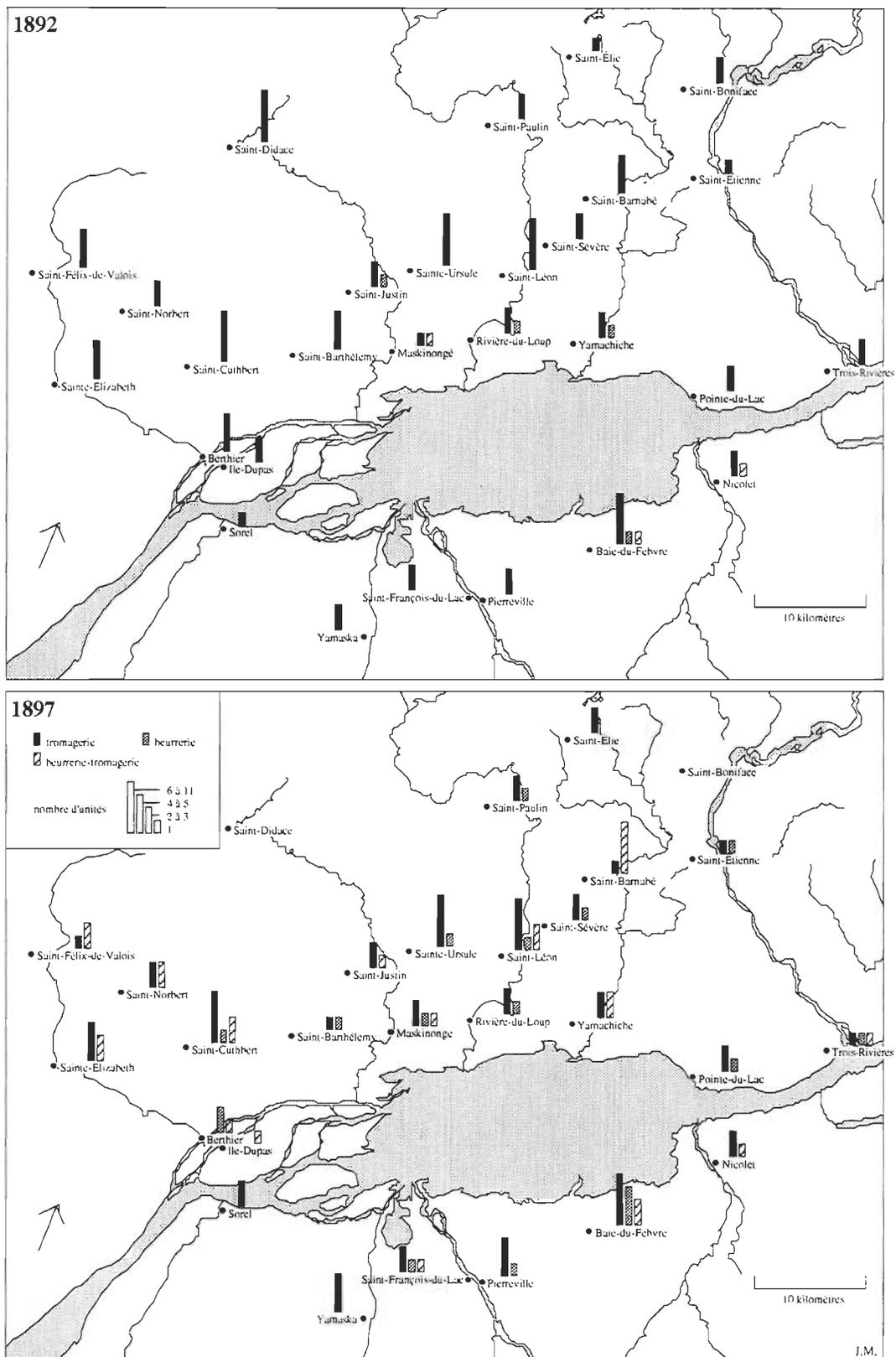
année et comté	<i>fromageries</i>				<i>beurreries</i>			
	nbre	travail- leurs nbre	quantités produites (livres)	valeur de la production (dollars)	nbre	travail- leurs nbre	quantités produites (livres)	valeur de la production (dollars)
1881								
Maskinongé	5	14		17 981				
Berthier	4	11		19 701				
Richelieu	3	10		14 795				
Yamaska	7	24		50 785				
Nicolet	3	6		8 290				
1891								
Saint-Maurice	2	3	76 000	7 600	1	2	30 500	6 100
Maskinongé	19	31	841 510	84 151	1	11	44 900	8 980
Berthier	19	24	716 060	71 606				
Richelieu	8	10	293 710	29 371				
Yamaska	20	35	1 046 460	104 646				
Nicolet	24	44	936 230	93 623	1	2	12 360	2 472
1894								
Saint-Maurice	19		721 639	72 164	5		100 000	20 000
Maskinongé	26		1 598 454	159 845	6		35 688	7 138
Berthier	28		1 240 372	124 037	2		67 270	13 454
Richelieu	23		670 078	67 008				
Yamaska	40		2 743 160	274 316	4		112 244	22 448
Nicolet	55		3 068 037	306 804				
1901								
Saint-Maurice	10	12	696 189	69 078	14	26	381 952	71 314
Maskinongé	23	34	1 143 162	112 630	2	4	75 325	14 312
Berthier	26	38	1 265 095	118 253	4	7	104 510	20 893
Richelieu	15	24	90 601	104 027	3	6	117 063	25 584
Yamaska	29	44	1 654 271	165 283				
Nicolet	44	70	2 227 541	220 074	3	6	60 689	12 468
			<i>beurreries-fromageries</i>					
Saint-Maurice	5	11	235 012	31 788				
Maskinongé	15	30	1 138 384	131 836				
Berthier	10	19	775 410	94 511				
Richelieu	7	14	438 760	58 740				
Yamaska	16	33	1 262 845	135 985				
Nicolet	24	48	1 604 219	187 680				

Note: Les données de Saint-Maurice en 1901 incluent celles du comté de Trois-Rivières.

Sources: *Recensements du Canada, 1881-1901*; «Beurreries et fromageries de la province de Québec. État comparatif de la production en 1890 et en 1894 par comtés», *Documents de la Session du Québec*, n° 3 (1895), 197-199.

Si on porte nos observations à l'échelle des paroisses, on constate que la plupart d'entre elles comptent en moyenne de 2 à 4 beurreries et/ou fromageries dans la décennie 1890 (figure 2.2 et annexe 2.6). Quelques-unes en possèdent plus; ce sont Saint-Cuthbert, Sainte-Elizabeth, Saint-Léon,

FIGURE 2.2
LES FROMAGERIES ET LES BEURRERIES
DANS LA RÉGION DU LAC SAINT-PIERRE EN 1892 ET 1897



Sources: «Liste des fabriques de beurre et de fromage de la province de Québec», *Documents de la Session du Québec*, vol. 27, no 2 (1893), 226-250; «Liste des propriétaires ou gérants des fabriques de beurre et de fromage de la province de Québec, 1897», *Documents de la Session du Québec*, no 3 (1897), 255-318. La liste des fabriques de beurre et de fromage de 1892 n'est pas exhaustive. En 1897, il n'y a pas de données pour les localités de Saint-Didace et de Saint-Boniface, et celles de Berthier, Sorel et Nicolet sont incomplètes.

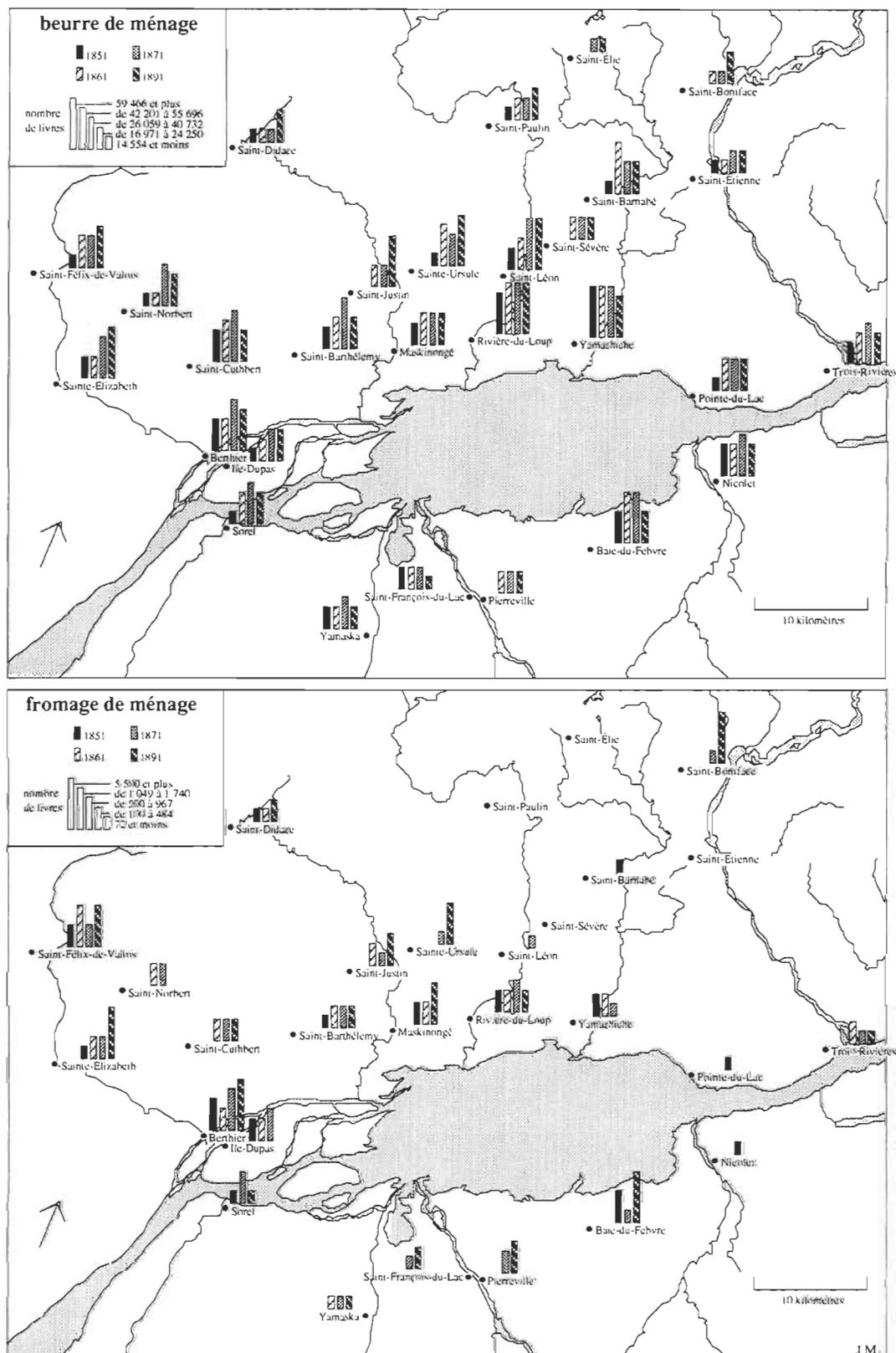
Sainte-Ursule, Saint-Didace, Saint-Barnabé et Baie-du-Febvre (jusqu'à 18 établissements en 1897). La présence d'un plus grand nombre d'unités de transformation dans une paroisse ne signifie pas nécessairement qu'il s'y produit davantage de beurre ou de fromage. Léon Gérin mentionne que la production totale des 6 fromageries de Saint-Didace dans les années 1890 est passablement inférieure à celle des 2 fromageries et de la beurrerie-fromagerie de Saint-Justin⁷⁶. Certains établissements ont peu en commun avec ceux habituellement rencontrés. C'est le cas de la première fromagerie de Louiseville qui, en cinq mois d'activité au cours de l'année 1883, a produit à elle seule 64 340 livres de fromage d'une valeur de 6 732 \$, somme représentant plus du tiers de la valeur totale de production des 5 fromageries du comté de Maskinongé en 1881. Équipée d'un bassin et d'un agitateur mécanique pouvant traiter 12 000 livres de lait à la fois, cette fromagerie est considérée comme «une des meilleurs fabriques du pays»⁷⁷.

Résultat de la forte poussée de l'industrie laitière, les productions de fromage et surtout de beurre de ménage chutent de façon notable alors qu'elles n'avaient cessé d'augmenter depuis le début de la seconde moitié du siècle dans la majorité des paroisses de la région (figure 2.3 et annexe 2.7). De 1851 à 1871, les quantités de beurre et de fromage de fabrication domestique sont principalement élevées dans les paroisses de la rive septentrionale. En 1871, Rivière-du-Loup apparaît comme la plus grosse productrice de beurre avec 106 313 livres suivi par Yamachiche, Saint-

⁷⁶ J.-C. Falardeau et P. Garigue, *op. cit.*, 68-69.

⁷⁷ «Rapport d'une inspection des sociétés d'agriculture et des fabriques de beurre et de fromage...», 22. Voir également, «Fromagerie de Louiseville. Rapport de M. Gabriel Caron, propriétaire», dans «Rapport général du commissaire de l'agriculture... (1883): II- Industrie laitière», *Documents de la Session du Québec*, vol. 17, n° 2 (1883-84): 69-75.

FIGURE 2.3
 LES PRODUCTIONS DE BEURRE ET DE FROMAGE DE MÉNAGE
 DANS LA RÉGION DU LAC SAINT-PIERRE, 1851-1891



Sources: Recensements du Canada, 1851, 1861 et 1891; Recensement du Canada, 1871 (listes nominatives).

Barthélemy, Saint-Cuthbert, Saint-Léon (plus de 70 000 livres chacune) et Berthier (69 493 livres). Cette dernière paroisse et Rivière-du-Loup sont également celles où il se fabrique le plus de fromage. Sur la rive sud, Baie-du-Febvre est la seule paroisse à produire plus de 70 000 livres de beurre cette année-là. À considérer les écarts qui existent entre les paroisses, il est probable que les produits laitiers fabriqués à domicile n'étaient pas destinés à la seule autoconsommation. Entre 1871 et 1891, les productions de beurre de ménage baissent dans des proportions variables dans l'ensemble des paroisses en bordure du lac (à l'exception de Pointe-du-Lac) alors qu'elles ont tendance à s'accroître dans celles de l'arrière-pays de la rive nord. Quant au fromage, ses quantités ne régressent que dans quelques paroisses riveraines. Les données à l'échelle des comtés montrent que la chute des productions de beurre se poursuit de plus belle et semble toucher un plus grand nombre de localités au cours de la décennie 1891-1901⁷⁸.

Le développement de l'industrie laitière amène relativement tôt des cultivateurs d'une paroisse ou de paroisses proches à se regrouper dans le but de produire du beurre et du fromage. À cet effet, le gouvernement vote la loi sur les sociétés de fabrication de beurre et de fromage en 1882⁷⁹. Dès l'année suivante, une première société voit le jour dans l'espace saint-pierrais à Baie-du-Febvre, puis une seconde en 1884 à Louiseville. Celle de Baie-du-Febvre compte 41 actionnaires de cette paroisse, de Pierreville et de Saint-

⁷⁸ Entre 1891 et 1901, le nombre de livres de beurre de ménage passe de 245 474 à 133 871 dans les comtés de Saint-Maurice et de Trois-Rivières réunis, de 456 816 à 82 900 dans Maskinongé, de 333 394 à 133 096 dans Berthier, de 189 856 à 71 517 dans Richelieu, de 145 965 à 49 062 dans Yamaska et de 385 601 à 233 813 dans Nicolet. Nous ne pouvons savoir s'il en est de même avec les productions de fromage puisque le recensement de 1901 ne contient aucune donnée à ce sujet. *Recensements du Canada, 1890-91*, vol. 4, 1901, vol. 2.

⁷⁹ *Statuts de la Province de Québec*, 45 Vict., chap. LXV (1882): 227-229.

François-du-Lac. Une vingtaine de cultivateurs de Rivière-du-Loup et 2 habitants du village de cette paroisse composent celle de Louiseville. Il faut attendre les années 1890 pour que s'organise d'autres sociétés. Une quinzaine sont alors créées, toutes sur la rive sud: 10 dans le comté de Richelieu, 3 dans le comté de Yamaska et 2 dans celui de Nicolet (appendice 2.8). Quatre d'entre elles ont moins de 10 actionnaires⁸⁰, 8, de 11 à 24 actionnaires et 3, plus de 30 actionnaires. Au début du XX^e siècle, 8 autres sociétés sont formées, dont 2 seulement sur la rive nord (Yamachiche et Berthier).

Bref, c'est à un rythme accéléré que l'industrie laitière croît dans la région du lac Saint-Pierre à la fin du XIX^e siècle. Le nombre des unités de transformation du lait monte en flèche particulièrement dans les comtés de Yamaska et de Nicolet. Cette croissance est d'autant plus soutenue que les cultivateurs vendent de plus en plus de lait aux fromageries et aux beurreries, ce qui entraîne une chute des productions de beurre et de fromage de ménage qui avaient considérablement augmenté au cours des décennies précédentes, et que se forment plusieurs sociétés de fabrication de produits laitiers.

* * *

Sous l'impulsion de la montée de l'économie de marché, l'agriculture saint-pierraise connaît de profonds changements au XIX^e siècle. Ainsi, au détriment des moyennes et surtout des petites fermes, les grandes exploitations ont accaparé une portion toujours plus grande de l'espace agraire. Les besoins des marchés locaux, de la région et de l'extérieur ont de

⁸⁰ La loi stipule qu'une société doit compter au moins 5 personnes.

plus en plus déterminé les orientations des productions végétales et animales, favorisé les progrès continus du machinisme agricole et, à la fin du siècle, amené la formidable poussée de l'industrie laitière. Les essais répétés pour introduire la culture de la betterave à sucre qui sous-tendrait une industrie sucrière naissante témoignent également d'une volonté de pénétrer le marché. Mais ceux-ci se sont soldés par un échec, laissant le champ libre à l'industrie laitière.

Les transformations observées ne se sont cependant pas produites partout au même rythme. Dans l'ensemble, il ressort que les paroisses anciennes de la frange fluviale ont ajusté rapidement leurs productions aux besoins des différents marchés. Les localités de l'arrière-pays de la rive nord n'ont toutefois pas tardé à suivre. En effet, l'agriculture de ce segment du pays saint-pierrais a été également perméable aux appels du marché.

CHAPITRE III

LA MONTÉE DES INDUSTRIES RURALES

De plus en plus de chercheurs en conviennent: les industries rurales ont joué un rôle de premier plan dans la complexification du monde rural au siècle dernier. À n'en pas douter, leur présence, mais davantage encore leur multiplication à mesure que le siècle avance, est un signe évident de la pénétration de l'économie de marché dans les campagnes. Par elles, les relations entre les noyaux villageois et leurs espaces agricoles ambiants et, à une autre échelle, les rapports villes-campagnes se diversifient, s'intensifient et se consolident.

Notre objectif ici est de faire un tour d'horizon du paysage industriel de la région du lac Saint-Pierre au XIX^e siècle. Après avoir décrit les sources sur lesquelles s'appuie l'analyse, en l'occurrence les recensements, et exposé les difficultés que pose leur traitement, nous scrutons la montée du fait industriel dans les localités du pourtour du lac — y compris les deux concentrations urbaines sises à chacune de ses extrémités (Trois-Rivières et Sorel) — et celles de l'arrière-pays de la rive nord entre 1831 et 1871 à travers les variables suivantes: le nombre d'unités de production d'un recensement à l'autre, leur organisation matérielle, la technologie utilisée, leur valeur de production et les effectifs de travailleurs qu'elles emploient. Les données sur les équipements de production à l'échelle des paroisses n'étant pas disponibles après 1871, nous examinons la croissance industrielle des comtés qui ceinturent le lac entre 1881 et 1901 en insistant sur la persistance de la petite industrie au cours de cette période.

Mais auparavant, rappelons brièvement ce que nous entendons par industrie rurale. Nous désignons sous ce terme les diverses formes industrielles qui ont vu le jour en milieu rural, pourvu toutefois qu'elles n'appartiennent pas au régime domestique paysan. Certaines d'entre elles ont nécessité des investissements en capitaux considérables et fait largement appel au travail salarié sur une base annuelle ou saisonnière, cependant que d'autres sont de petites organisations de production qui n'occupent qu'une seule personne. Bon nombre de ces dernières se rattachent au monde des artisans.

Cela dit, la notion d'industrie rurale gagne encore en précision lorsqu'on peut déceler la présence ou non de plus d'une activité de production à l'intérieur d'un même bâtiment. Cet aspect touche à l'organisation purement matérielle des industries rurales. À cet effet, il y a lieu de distinguer entre équipement de production et établissement. La première expression désigne une organisation technique aménagée en un lieu physique et destiné à des fins spécifiques de production (sciage, cardage, foulage, ouvrages de menuiserie ou de cordonnerie, etc.). L'équipement de production présente donc un caractère fixe et permanent, ce qui n'est pas le cas des machines à battre le grain qui peuvent être déplacées d'un endroit à un autre et qui, pourtant, sont relevées avec les industries dans les recensements de 1844, 1851 et 1861 (dans quelques paroisses seulement lors de ces deux derniers recensements). Les procédés techniques déployés dans les équipements de production sont divers. Dans certains, on retrouve des installations actionnées en partie ou entièrement par la force animale, éolienne ou hydraulique, ou encore par des machines à vapeur, alors que dans un grand nombre, la production repose essentiellement, sinon exclusivement, sur le travail manuel à l'aide d'une gamme variée d'outils et

d'instruments. Quant à l'établissement, il est un lieu de travail abritant deux équipements de production et plus. Le moulin à farine, à carder, à fouler et à scie constitue un bel exemple d'établissement. Il forme un complexe ou un ensemble intégré¹.

Pour établir ces distinctions, il faut recourir à des sources qui contiennent le plus d'informations possibles sur les unités de production. Sous ce rapport, aucune n'égale les listes nominatives des recensements, qui offrent l'avantage de l'exhaustivité. Examinons tour à tour ces sources.

A- LES SOURCES

1- Les tableaux publiés des recensements

Longtemps, les historiens n'ont utilisé que les tableaux publiés des recensements pour définir les grands traits de l'industrialisation du Québec au XIX^e siècle. Dans l'ensemble, ces sources se révèlent incomplètes et comportent de nombreuses imprécisions et erreurs. Dans ceux de 1831 et 1844 parus dans les *Journaux de l'Assemblée législative* en 1832 et 1846

¹ Pour d'autres détails concernant les notions d'équipement de production et d'établissement, voir Serge Courville, Jean-Claude Robert et Normand Séguin, «The Spread of Rural Industry in Lower Canada, 1831-1851», *Journal of Canadian Historical Association/Revue de la Société historique du Canada*, 2 (1991), 46-47, et *Le pays laurentien au XIX^e siècle. Les morphologies de base* (Québec, Les Presses de l'Université Laval, 1995), 78; Claude Bellavance, Jocelyn Morneau et France Normand, «Les "équipements" recensement de 1851», S. Courville, J.-C. Robert et N. Séguin, dir., *Le pays laurentien au XIX^e siècle*, (Québec, Montréal, Trois-Rivières, Université Laval, Université du Québec à Montréal et Université du Québec à Trois-Rivières, 1992): 245-277. Voir également Kris Inwood, «The Representation of Industry in the Canadian Census, 1871-1891», *Histoire sociale/Social History*, XXVIII, 56 (novembre 1995), 357-366.

respectivement², une dizaine d'équipements de production seulement sont dénombrés à l'échelle des paroisses. Ce sont en 1831 les moulins à farine, à scie, à huile, à fouler, à carder, les fabriques de fer, les fonderies, les distilleries, les fabriques de potasse et de perlasse et les autres fabriques, auxquels s'ajoutent en 1844 les moulins à orge, à gruau, les fabriques de clous, les brasseries, les tanneries et les moulins à papier. Dans les versions parues dans le volume 4 du recensement de 1871, on retrouve les mêmes informations mais à l'échelle des grands districts seulement (Québec, Montréal, Trois-Rivières et Gaspé) en 1831 et à celle des comtés en 1844³. Finalement, n'ont été retenus lors de ces deux recensements que les gros équipements de production et sans qu'on puisse déterminer lesquels sont réunis sous un même toit. Bien que les activités qui relèvent du monde des artisans aient été omises, on peut soupçonner que la plupart des fabriques de fer et des tanneries sont, en réalité, des boutiques de forgeron et de tanneur. Ce ne sont pourtant pas là les seuls types de boutique à cette époque, la lecture des travaux de Joseph Bouchette suffit pour s'en convaincre⁴.

² *Journaux de l'Assemblée législative du Bas-Canada (1832)*, Recensement et retours statistiques de la province du Bas-Canada (1831), Appendice Oo; *Journaux de l'Assemblée législative des Canadas (1846)*, Récapitulation par districts et comtés des retours du dénombrement des habitants du Bas-Canada (1844), Appendice D.

³ *Recensement du Canada, 1870-71*, vol. IV (1665-1871), Ottawa, I.B. Taylor, 1876. Dans la version du recensement de 1844 de ce volume, les fabriques de fer sont identifiées comme des fonderies et ces dernières, comme des marteaux mécaniques. Paraissent également dans ce volume les résultats, sous forme agrégée, de l'enquête statistique menée par Joseph Bouchette en 1827 qui comportait un volet sur les unités de production. Y sont comptés les moulins à farine, à scie, à carder, à fouler et à papier, les brasseries, distilleries, fonderies, manufactures de chapeaux, fabriques de potasse, de perlasse, poteries, tanneries et chantiers de navires dans les districts de Québec, Montréal, Trois-Rivières et Gaspé. Deux ans auparavant, avait eu lieu le premier recensement du XIX^e siècle, mais celui-ci ne contenait aucune question sur les activités industrielles.

⁴ Joseph Bouchette, *Description topographique de la province du Bas-Canada...* (Londres, W. Faden, 1815), et *A Topographical Dictionary of the Province of Lower Canada...* (London, Longman, Rees, Orme, Brown Green and Longman, 1832).

À cet égard, l'agrégé de 1851 est plus systématique. Dans un premier tableau sont colligées diverses données (nombre d'unités, force motrice, quantités produites, valeur de production, capital et nombre de travailleurs) sur les moulins à farine, les scieries, les moulins à carder et à fouler, les fabriques de laine, les distilleries, les tanneries, les fonderies et les brasseries dans chacune des localités. D'autres équipements de production tels les potasseries, les briqueteries et diverses manufactures sont recensés à l'échelle des comtés dans la dernière rubrique. Ces données sont toutefois sujettes à caution. Leur confrontation avec celles tirées des listes nominatives montre des écarts parfois notables⁵. Ainsi, les moulins où ne s'effectuent que des travaux de cardage sont entrés sous la rubrique «moulins à carder et à fouler». Ou encore, les données relatives au capital, à la valeur de production et au nombre de travailleurs de quelques équipements de production sont attribuables plutôt à des établissements. En outre, l'agrégé ne permet pas de déceler les organisations où des activités de production se combinent avec d'autres, contrairement aux listes nominatives. Enfin, dans un deuxième tableau, on trouve bien des renseignements sur les boutiques d'artisan sauf que celles-ci ont été comptées avec les magasins (rubrique intitulée «Boutiques et magasins»), ce qui les rend inutilisables.

La version imprimée du recensement de 1861 présente un plus large éventail d'installations industrielles que celles des années antérieures. Un peu plus de 70 types différents y figurent, principalement des moulins, des manufactures et des fabriques de toutes sortes. Des détails plus abondants

⁵ C. Bellavance, J. Morneau et F. Normand, *op. cit.*, Annexe 2; S. Courville, J.-C. Robert et N. Séguin, «The Spread of Rural Industry...», 47-50 et 55.

sont fournis sur les moulins à farine, à gruau, à scie, à carder et à fouler, les fabriques de laine, les distilleries, les tanneries, les fonderies et les brasseries dans chaque comté et les villes de Montréal, Québec, Trois-Rivières et Sherbrooke. Par contre, les échoppes des artisans n'y sont pas relevés avec comme résultat qu'à Trois-Rivières, par exemple, 18 équipements de production sont dénombrés comparativement à 45 dans les listes nominatives.

Dans le dernier tiers du siècle, les données publiées sont davantage détaillées et uniformisées dans le but d'établir différentes comparaisons dans le temps et l'espace⁶. Pour un type d'équipement de production donné ou pour un secteur précis de l'industrie, les informations fournies sont le nombre d'unités par comté, le nombre total de travailleurs (hommes et femmes de 16 ans et plus, garçons et filles de 16 ans et moins), le montant des salaires annuels versés, le coût des matières premières et la valeur des produits. Les montants relatifs au capital fixe (montants des terrains, des bâtisses, des machines et outillages) et au capital circulant sont ajoutés en 1891.

Par rapport aux précédents, les tableaux publiés sur les industries de 1871 à 1891 sont réputés exhaustifs. Des vérifications dans les listes nominatives révèlent cependant un sous-dénombrement des équipements de production, du moins en 1871⁷. Reprenons l'exemple de Trois-Rivières, mais

⁶ *Recensement du Canada, 1890-91*, vol. 3, V.

⁷ Les feuillets relatifs aux industries en 1881 et 1891 ont été perdus.

cette fois du comté qui regroupe la ville et la paroisse du même nom⁸. Ce comté étant l'un des plus petits en 1871, il y avait lieu de croire que la perte d'informations soit minime. Or, ce n'est pas le cas. L'agrégé fait état de 124 équipements de production alors que nous en avons relevé 143 dans les listes nominatives. Cette différence tient au fait que les 15 boucheries de la ville, 1 boulangerie, 1 boutique de pâtissier, 1 manufacture de hardes qui a cessé ses activités et 2 manufactures de cercueils employant respectivement 1 et 14 personnes n'ont pas été retenues dans les données publiées et que, contrairement à celles-ci, nous n'avons pas considéré une pharmacie comme une organisation de production. On s'explique mal l'exclusion des boucheries, ouvertes à l'année longue et qui, à l'exception de deux, comptent chacune de 1 à 3 travailleurs alors qu'une «boucanière», qui ressemble davantage à une boucherie et n'est en activité que six mois par année, a été prise en compte. Mais il n'y a pas qu'à Trois-Rivières où les boucheries ont été écartées. Il en va de même de celles de Saint-Barnabé (6) et des charcuteries de Sorel (5), de Berthier (3) et de Saint-François-du-Lac (2) même si, dans le cas de ces dernières, il est clairement spécifié dans les instructions fournies aux recenseurs qu'elles devaient être relevées⁹. Tout aussi étonnant est le fait qu'une fonderie dont les activités ont pris fin il y a plusieurs années se retrouve dans l'agrégé et non une manufacture de hardes, elle aussi, fermée. Le problème du sous-dénombrement des activités de production dans les tableaux publiés ne se limite pas à quelques comtés ou

⁸ En 1853, Trois-Rivières et sa banlieue immédiate sont détachés du comté de Saint-Maurice pour former un comté distinct, celui de Trois-Rivières. *Statuts de la province du Canada*, 16 Vict., chap. CLII (1853), 610. Douze ans plus tard, une partie de la paroisse de Trois-Rivières est réunie au comté de Trois-Rivières. *Statuts de la province du Canada*, 28 Vict., chap. IX (1865), 22.

⁹ «Instructions aux officiers», dans «Le recensement [1871]. Rapport du ministre soumis au Parlement», *Documents de la Session du Canada*, vol. 6, n^o 64 (1871), 139.

régions. Dans leurs travaux sur le développement industriel en 1871, Elizabeth et Gerald T. Bloomfield estiment que les unités de production sont beaucoup plus nombreuses dans les listes nominatives par rapport aux données publiées dans une proportion pouvant aller, dans l'ensemble des provinces canadiennes, jusqu'à 20% pour ce qui est du nombre total des travailleurs (particulièrement les femmes et les filles), les salaires, le coût des matières premières et la valeur de production. Dans certains comtés et localités, ce pourcentage peut être encore plus élevé¹⁰.

L'examen des listes nominatives de 1871 montre encore que des intitulés d'équipements de production de la version publiée du recensement peuvent induire en erreur. À Trois-Rivières, une pharmacie est identifiée comme une fabrique de produits chimiques dans les agrégés, une «boucanière» comme un établissement où s'effectue la salaison de la viande, une boutique de maçon comme un établissement de marbrerie, et une manufacture de raquettes comme une fabrique d'objets de style sauvage. Qui plus est, les deux moulins à carder de la ville ont été rapportés comme des moulins à carder et à fouler¹¹. D'autres sont trop généraux. Sous les expressions «habillement pour femme» et «habillement pour homme»

¹⁰ Gerald T. Bloomfield et Elizabeth Bloomfield, «“Our Prosperity Rests Upon Manufactures”: Industry in the Central Canadian Urban System, 1871», *Urban History Review/Revue d'histoire urbaine*, XXII, 2 (mai 1994), 95, note 13. Voir également des mêmes auteurs, *Creating CANIND71: Procedures for Making the 1871 Census Machine-Readable* (Guelph, Department of Geography, University of Guelph, 1989), 48-52.

¹¹ Dans les instructions données aux recenseurs, il est précisé que chaque activité de production devait faire l'objet d'une entrée dans les listes nominatives. «Instructions aux officiers»..., 131. Il semble que cette règle n'ait pas été suivie à la lettre au moment de la compilation des données. À ce sujet, les responsables du recensement écrivent: «La division du travail n'est pas en Canada ce qu'elle est dans les vieilles sociétés de l'Europe et souvent le même établissement voit réunies ensemble plusieurs branches d'industries qu'il est en conséquence impossible de présenter séparément». *Recensement du Canada, 1870-71*, vol. 3, XI. Ce commentaire est repris en 1881. *Recensement du Canada, 1880-81*, vol. 3, XI.

(28 équipements au total), ont été comptés: 1 atelier de crinolines et de corsets, 4 ateliers ou boutiques de couturière, 5 de tailleur, 10 de modiste et 8 manufactures de hardes. Des boutiques ou manufactures de voiturier (5) et de charron (2) ont été regroupées sous le terme «carrosserie». À propos des types ou catégories d'industries utilisés dans les agrégés de 1871, Elizabeth Bloomfield écrira qu'ils ont été définis de façon pragmatique plutôt que systématique¹². Ces intitulés posent d'autres problèmes comme l'impossibilité d'isoler les petites unités de production des plus grandes et de mettre au jour l'existence d'établissements où sont disposés plus d'un équipement de production.

Privées des feuillets de 1881 et 1891 sur les activités industrielles, il est plus difficile de juger de la valeur des recensements publiés de ces deux années. Les seuls documents disponibles, à savoir les introductions des volumes, apportent cependant des éléments de réponse. Il est évident que, comme en 1871, les unités de production ont été sous-dénombrées en 1881. Par exemple, les établissements de type composite tels les moulins à carder et à bardeaux ou les moulins à farine et à carder ont été entrés sous le titre de l'activité de production qui paraissait la plus importante¹³. De ce point de vue, le recensement de 1891 semble beaucoup plus complet. On y donne l'exemple des confiseries qui sont dénombrées cette année-là alors qu'elles ne l'étaient pas en 1881 parce qu'il s'agissait, dans la majorité des cas, d'unités

¹² Elizabeth Bloomfield, «Using the 1871 Census Manuscript Industrial Schedules: A Machine-Readable Source for Social Historians», *Histoire sociale/Social History*, XIX, 38 (novembre 1986), 428; «"As Accurate as is Humanly Possible": Accessing the Manuscript Industrial Schedules of the 1871 Census of Canada», *Archivaria*, 23 (hiver 1986-87), 185-186; «Manuscript Industrial Schedules of the 1871 Census of Canada: A Source for Labour Historians», *Labour/Le Travail*, 19 (printemps 1987), 126.

¹³ *Recensement du Canada, 1880-81*, vol. 3, XI.

de production à l'intérieur des boulangeries¹⁴. Dès lors, seules ces dernières étaient recensées. Par ailleurs, les désignations d'équipement de production en 1881 et 1891 sont aussi imprécises qu'en 1871.

Le recensement publié de 1901 offre un tableau encore plus partiel des activités industrielles que ceux de la fin du XIX^e siècle. Au départ, seules les installations de production de cinq travailleurs et plus y sont consignées, à l'exception des beurreries, des fromageries et des établissements où sont transformés certains produits minéraux¹⁵ — comme dans les listes nominatives du reste — laissant ainsi dans l'ombre les ateliers et les échoppes des artisans ainsi que nombre de moulins et de scieries encore bien présents dans le paysage. Enfin, les désignations, de plus d'une centaine qu'elles étaient de 1871 à 1891, sont ramenées à moins d'une dizaine dont l'une intitulée «diverses autres industries» sert de véritable fourre-tout.

À tout prendre, il ressort que les versions publiées des recensements ne rendent pas compte avec justesse de la production artisanale et manufacturière, et encore moins de sa grande diversité. Elles ne permettent pas de distinguer les grandes unités de production des petites, lorsque ces dernières sont recensées, ni de repérer les établissements à vocation multiple. C'est pourquoi, nous ne pouvons qu'afficher un certain scepticisme à l'égard des études qui, encore aujourd'hui, fondent l'essentiel de leurs

¹⁴ Cette nouvelle approche a fait dire aux responsables du recensement de 1891: «Dans bien des cas, par conséquent, deux établissements ont été rapportés séparément en 1891 là où il n'a été fait rapport d'un seul en 1881. Le mouvement tendant à spécialiser et à séparer les industries, explique en grande partie l'augmentation considérable dans le nombre des établissements industriels durant la dernière décade». *Recensement 1890-91*, vol. 3, VII.

¹⁵ *Recensement du Canada, 1901*, vol. 3, VI.

argumentations sur ces données¹⁶. Les recensements canadiens publiés ne sont pas les seuls à présenter de sérieuses lacunes. Aux États-Unis, des travaux à teneur méthodologique portant sur la comparaison des listes nominatives et des données américaines publiées du XIX^e siècle démontrent que ces dernières souffrent également d'un sous-dénombrement des établissements industriels et contiennent des erreurs et des incongruités¹⁷.

2- Les données nominatives des recensements

Pour une lecture fine du phénomène des industries rurales, il faut donc retourner aux matériaux qui ont servi à la confection des tableaux publiés, c'est-à-dire les listes nominatives des recensements. Certes, leur utilisation n'est pas sans poser de nombreuses difficultés. En revanche, elles permettent de procéder à une recension complète des différentes formes industrielles d'une localité, de désigner plus précisément les équipements de production, de signaler les établissements regroupant plusieurs activités de production, et de restituer les phénomènes observés dans leur dimension spatiale. Les seules listes nominatives complètes dont nous disposons pour l'espace étudié dans la première moitié du XIX^e siècle sont celles de 1831. On n'y trouve guère plus d'informations que dans les données publiées sauf qu'il est possible

¹⁶ Pensons, entre autres, à ces nombreuses études sur la croissance industrielle du Canada au lendemain de la Confédération, la dernière étant celle de Morris Altman, «The Evolution of Plant Size in Canadian Manufacturing, 1870-1910», *The Canadian Historical Review*, LXXV, 4 (décembre 1994): 557-585.

¹⁷ Margaret Walsh, «The Census as an Accurate Source of Information: The Value of Mid-Nineteenth Century Manufacturing Returns», *Historical Methods Newsletter*, 3 (septembre 1970): 3-13; et «The Value of Mid-Nineteenth Century Manufacturing Returns. The Printed Census and the Manuscript Census Compilations Compared», *Historical Methods Newsletter*, 4 (mars 1971): 43-51; John B. Jentz, «A Note on Evaluating the Error in the Gilded Age Manufacturing Census: The Problem of the Hand Trades», *Historical Methods*, 15, 2 (printemps 1982): 79-81.

d'identifier les établissements¹⁸. Les équipements de production sont présentés par catégories générales d'activités (10 au total comme dans l'agrégé) sans autre forme de précision, ce qui laisse des doutes sur la nature véritable de certaines activités.

En 1851, toutes les unités productives sont recensées, de la simple boutique à la manufacture et au moulin. Des précisions sur les facteurs de production, la valeur et les quantités produites sont même ajoutées dans le cas des équipements plus importants. Mais les instructions fournies aux recenseurs n'étant pas très explicites¹⁹, les activités de production ont été relevées de diverses façons. Dans son commentaire des rubriques relatives aux industries du recensement de 1851, Jean-Pierre Kesteman écrira: «autant de recenseurs, autant de méthodes²⁰». S'agissant des boutiques d'artisan entrées sous la rubrique 36 (Boutiques, magasins, auberges, tavernes, etc.) du recensement personnel, il est fréquent qu'au lieu de les identifier clairement, les recenseurs écrivent «boutique» ou le nom d'une profession. Dans le premier cas, il a fallu se rapporter à la profession du propriétaire ou du tenancier pour déterminer le type de boutique, ce qui ne s'avérait pas toujours possible lorsque celle-ci n'était pas liée aux secteurs de la fabrication et de la construction. Dans le second cas, il y avait lieu de se demander si l'inscription d'une profession signifiait effectivement la présence d'une boutique.

¹⁸ Nous considérons qu'un chef de famille qui déclare, par exemple, un moulin à carder et un moulin à fouler est propriétaire ou tenancier d'un établissement.

¹⁹ David P. Gagan, «Enumerator's Instructions for the Census of Canada 1852 and 1861», *Histoire sociale/Social History*, VII, 14 (novembre 1974), 360-361.

²⁰ Jean-Pierre Kesteman, *Une bourgeoisie et son espace: industrialisation et développement du capitalisme dans le district de Saint-François (Québec), 1823-1879*, thèse de doctorat (histoire), Université du Québec à Montréal, 1985, 149.

La situation se complique davantage encore avec les équipements de production de plus grande taille (moulins, manufactures, etc.). En effet, sous la rubrique 39 intitulée «Renseignements relatifs aux moulins...», les recenseurs y vont quelquefois de descriptions difficiles à interpréter. Par exemple, le recenseur de Berthier relève «une fonderie, une manufacture de moulins à battre et une manufacture de charrues, le tout dans une bâtisse en bois». S'agit-il de trois unités distinctes ou, plus simplement, d'une fonderie où sont fabriqués des moulins à battre et des charrues? De même, à quelques occasions, il est malaisé d'établir si des équipements forment un établissement ou non. À Saint-Félix-de-Valois, deux moulins à scie sont recensés ensemble, mais aucune précision n'est apportée à savoir s'ils sont contigus ou détachés l'un de l'autre.

Quant aux informations sur le capital, le type d'énergie utilisée, la production (quantités produites et valeur) et la main-d'œuvre, des recenseurs les ont omis, quelques-uns allant même jusqu'à juger inutile de les indiquer tant leurs valeurs étaient négligeables²¹, cependant que d'autres avouent n'avoir pu les connaître. Les données dont nous disposons se prêtent difficilement à un traitement pour deux raisons. Premièrement, nous n'avons souvent que des approximations globales pour des établissements où l'on compte divers équipements de production. Dans ces circonstances, il nous est impossible d'évaluer l'importance respective de chacune des activités. Deuxièmement, les données ne sont pas uniformes. Les montants pour le

²¹ Par exemple, le recenseur de la paroisse de Trois-Rivières écrit à propos d'un moulin à farine qu'il est «de bien peu de valeur» et que, par conséquent, il «est inutile de faire mention vu son peu de valeur et n'étant que bien peu fréquenté». D'un autre moulin à farine, le même recenseur note qu'il «n'est pas de grande valeur et peu importante [sic]».

capital apparaissent en livres ou en louis, et compte tenu des écarts enregistrés, on peut douter du fait que ceux-ci correspondent tous à la même réalité. La production pour un type d'équipement donné est estimée dans des unités de mesure différentes. Qui plus est, elle peut tout aussi bien être exprimée sur une base journalière qu'annuelle — tout comme la valeur de production d'ailleurs — mais sans qu'il nous soit spécifié le nombre de mois d'activité. Enfin, les données sur la main-d'œuvre, que l'on retrouve tant sous les rubriques 39 que 40 («Nombre de personnes qui y sont généralement employées»), sont parfois imprécises. Ainsi, un recenseur peut écrire qu'un équipement emploie 2 ou 3 individus. Est-ce à dire que le recenseur ne le sait pas exactement ou que, selon la période de l'année ou l'étape du travail à accomplir, l'équipement donne du travail soit à 2, soit à 3 personnes? Impossible de clarifier. En dernier lieu, il importe de souligner que les rubriques 36, 39 et 40 du recensement personnel ne sont pas les seules à livrer des données sur les industries rurales. Les descriptions que les recenseurs étaient tenus de faire²² apportent souvent des compléments d'information utiles²³.

Suivant les recommandations du secrétaire du «Board of Registration and Statistics» de 1851²⁴, de nouvelles rubriques sont ajoutées au recensement de 1861 afin de faciliter le travail des recenseurs et de s'assurer

²² D.P. Gagan, *op. cit.*, 359.

²³ À Yamachiche, aucun équipement n'apparaît sous les rubriques du recensement personnel consacrées à cet effet. Par contre, le recenseur les a tous relevés dans le tableau de la paroisse qu'il brosse au début du recensement personnel. Pour d'autres détails concernant les équipements de production dans le recensement de 1851, voir C. Bellavance, J. Morneau et F. Normand, *op. cit.*

²⁴ William Hutton, «First Report of the Secretary of the Board of Registration and Statistics on the Census of the Canada for 1851-52», *Census of the Canadas, 1851-2*, vol. I: *Personal Census* (Quebec, John Lovell, 1853), IX.

que tous les renseignements pertinents relativement aux organisations industrielles soient entrés de façon uniforme. De trois qu'elles étaient en 1851, leur nombre est passé à un peu plus d'une douzaine en 1861. Une sert à identifier le type d'équipement de production, une autre à indiquer le montant du capital investi (biens fonciers et mobiliers), trois ont trait aux matières premières (les quantités, leur nature et leur coût), une au type d'énergie utilisée, quatre à la main-d'œuvre (le nombre de travailleurs en distinguant les hommes et les femmes et leurs salaires mensuels respectifs) et trois à la production (la nature des biens produits, leurs quantités et leur valeur).

Malgré les efforts déployés pour éviter que les erreurs de 1851 ne se répètent pas, il n'en demeure pas moins que les listes nominatives de 1861 soulèvent des problèmes. De toute évidence, il y a sous-dénombrement des équipements de production dans certaines localités. À Trois-Rivières, leur nombre s'élève à 45 en 1861 comparativement à 50 en 1851 et à 140 en 1871. Plus inusité encore, il n'y aurait que 3 unités de production à Sorel en 1861 alors qu'on en comptait 5 en 1851, à l'exclusion des boutiques d'artisan²⁵. Puis, au cours de la décennie suivante, le nombre des équipements aurait augmenté pour atteindre 70 en 1871. Tout aussi curieux est le fait qu'aucune mention d'atelier ou de boutique n'apparaisse dans les listes nominatives de Pierreville. À Yamaska, le recenseur avoue: «Il y a des artisans dont je n'ai pas entré l'industrie vu qu'elle était trop peu considérable».

²⁵ Ce total provient des tableaux publiés puisque les listes nominatives de 1851 ont été perdues. L'agrégé de cette année-là fait en plus état de 38 «boutiques et magasins» à Sorel.

Si la recension des équipements de production semble exhaustive dans les autres localités, des données sont par contre quelquefois absentes. Par exemple, à Maskinongé, nous n'avons le coût des matières premières et la valeur de production que d'un seul établissement. Ou encore, nous ignorons la valeur de production de l'ensemble des unités productives de Saint-Cuthbert, de Saint-Norbert et de Saint-Justin. Dans quelques paroisses où les données sont complètes, c'est leur valeur qui peut être mise en doute. Ainsi, il semble que des recenseurs ont confondu capital investi et coût des matières premières. Plusieurs des problèmes rencontrés lors du relevé des équipements de production sont certainement le résultat d'une mauvaise compréhension des instructions de la part des recenseurs. À leur décharge, il faut dire que celles-ci n'étaient guère plus précises qu'en 1851²⁶. Des recenseurs ont à ce point mal interprété les instructions qu'ils ont entré sous la rubrique «Genre d'affaire ou manufacture» des professions, cultivateur, journalier ou charretier par exemple, comme c'est le cas à Yamachiche, Maskinongé et Yamaska²⁷. Ces réserves exprimées, le recensement de 1861 a tout de même l'avantage de livrer des informations plus détaillées en matière industrielle que les précédents, mais pas autant toutefois que celui de 1871.

Dans ce dernier, en effet, un des neuf tableaux qui le composent est uniquement consacré aux «établissements industriels». On y trouve des renseignements de même nature qu'en 1861 avec, en outre, les noms des propriétaires des équipements ou les raisons sociales, des données sur le

²⁶ Voir les instructions du recensement de 1861 dans D.P. Gagan, *op. cit.*, 364.

²⁷ Sur le travail des recenseurs en 1861, voir Alan A. Brookes, «“Doing the Best I Can”: The Taking of the 1861 New Brunswick Census», *Histoire sociale/Social History*, IX, 17 (mai 1976): 70-91.

capital flottant ou circulant, le nombre de mois d'activité au cours d'une année, et de plus grandes précisions sur la main-d'œuvre et l'énergie utilisée (type et force nominale). Considéré à juste titre comme un instrument fiable, le recensement de 1871 n'est pas sans comporter quelques failles. Parmi elles, soulignons qu'à maintes occasions les termes utilisés par les recenseurs pour identifier les unités de production sont impropres. Par exemple, des équipements qui comptent 1 ou 2 travailleurs sont qualifiés de manufactures ou de fabriques. Ailleurs, un recenseur appelle boutique un établissement où s'activent plus d'une dizaine d'individus. Par conséquent, il ne saurait être question de recourir aux désignations des recenseurs pour procéder à une catégorisation des équipements de production²⁸. D'autre part, le type d'énergie utilisée par les grands équipements, le capital circulant et, dans une moindre mesure, le capital fixe ne sont pas toujours indiqués, ce qui explique sans doute qu'aucune donnée relative à ces rubriques n'ait été publiée dans l'agrégé. Enfin, on s'étonne que le coût des matières premières de quelques activités industrielles soit plus élevé que leur valeur de production.

Malgré leurs faiblesses et les problèmes que pose leur utilisation, les listes nominatives des recensements demeurent les seules sources à offrir une vue d'ensemble de la poussée industrielle.

²⁸ À propos du vocabulaire utilisé par des recenseurs pour désigner les équipements de production, voir G.T. Bloomfield et E. Bloomfield, «“Our Prosperity Rests Upon Manufactures”...», 85.

B- L'ÉVOLUTION DES INDUSTRIES RURALES

Le pays saint-pierrais s'industrialise à un rythme accéléré au XIX^e siècle. Déjà bien présentes au début du siècle, les industries rurales vont de plus en plus marquer de leur empreinte le paysage d'une décennie à l'autre. Mais les avancées de l'industrialisation ne sont pas les mêmes partout. Des localités vont abriter plus d'équipements que d'autres au point de devenir de véritables petits foyers industriels en milieu rural. Dans d'autres paroisses, le nombre d'unités de production augmente pour atteindre un plafond et y demeurer alors qu'ailleurs, le phénomène industriel recule après s'être manifesté avec vigueur pendant quelques années.

Deux traits caractérisent la progression des industries rurales dans l'espace saint-pierrais au siècle dernier. Tout d'abord, la présence constante tout au long du siècle des moulins, des échoppes, des boutiques d'artisan et autres petites unités de production. Pour une bonne part, l'industrialisation de la région repose sur la multiplication de ces formes industrielles séculaires. Par ailleurs, on assiste à l'émergence de grands équipements dans la seconde moitié du siècle.

1- Une industrialisation amorcée, 1831 et 1844

Bien que certaines organisations industrielles aient été ignorées en 1831 et 1844, les données de ces recensements montrent que le processus d'industrialisation est enclenché dans l'espace saint-pierrais au cours de ces années. En 1831, le nombre des équipements de production ne dépasse pas la dizaine dans chacune des paroisses lacustres et celles du front pionnier de la rive nord de cette époque, sauf à Rivière-du-Loup (jusqu'à 20), Maskinongé

(14), Yamachiche, Baie-du-Febvre, Sainte-Elizabeth (11 dans chacune) (annexe 3.1a). Un peu moins des trois quarts d'entre eux appartiennent à la catégorie des moulins, les plus fréquemment rencontrés étant ceux à scie (44). À elles seules, les paroisses de la partie ouest du comté de Saint-Maurice d'alors (paroisse de Trois-Rivières, Pointe-du-Lac, Yamachiche, Rivière-du-Loup, Maskinongé, Saint-Léon et fief Saint-Maurice) où un grand nombre d'habitants se livrent aux activités de coupe forestière, en accueillent plus de la moitié (27). Les moulins à farine viennent au second rang. Chaque localité en possède 1 ou 2 à l'exception de Yamachiche, Rivière-du-Loup, Baie-du-Febvre et de Sorel (de 3 à 6). Suivent enfin les moulins à carder et à fouler (15 au total dont 4 dans la seule paroisse de Yamaska, et 3 à Berthier), et les moulins à huile (4). Ces derniers se trouvent en milieu urbain.

Parmi les autres équipements, les plus nombreux travaillent le fer (19 fabriques) et produisent de la potasse et de la perlasse (14 fabriques). Les premiers sont tous recensés dans des paroisses du comté de Saint-Maurice, et les seconds, principalement sur la rive nord (10 de ce côté du lac dont 6 à Sainte-Elizabeth seulement, contre 4 sur la rive opposée). En dernier lieu, on dénombre 2 distilleries, autant de fonderies et de fabriques dont la nature de la production n'est pas précisée. Un certain nombre d'équipements se combinent avec d'autres pour former des établissements. Au total, une quinzaine ont été relevés. Dans 10 de ceux-ci, ne sont disposés que 2 équipements, les plus communs étant les moulins à farine et à scie (5). Les autres apparaissent comme des organisations plus complexes. Il s'agit des installations des Forges du Saint-Maurice dans le fief du même nom (un moulin à farine, à scie, deux fabriques de fer et une fonderie), de 2 moulins à farine, à scie, à fouler et à carder dans la paroisse de Yamaska, l'un

appartenant à un marchand, l'autre à un cultivateur, de 3 moulins à farine à Sorel, et d'un moulin à scie, à carder et à fouler à Berthier.

En 1844, plus de la moitié des localités en bordure du lac et deux de l'arrière-pays de la rive septentrionale comptent un peu plus de dix équipements de production (annexe 3.1b). Les moulins dominent toujours le paysage industriel de la région, mais dans une moindre proportion qu'au recensement précédent (61% en 1844 contre 72% en 1831), probablement en raison de l'ajout de nouvelles catégories d'équipement autres que des moulins cette année-là. Quoi qu'il en soit, comparés à 1831, les moulins à farine (42 à farine et 11 à farine d'avoine) sont plus nombreux, au point où ils supplantent ceux à scie (40) qui ont enregistré un recul dans les paroisses de la frange fluviale (36 en 1831, 26 en 1844), les unités où s'effectuent les travaux de cardage et de foulage ont presque doublé et se trouvent surtout dorénavant dans les paroisses riveraines de la frange nord du lac, tandis que le nombre des moulins à huile est demeuré le même.

Quant aux autres types d'équipement, leur augmentation tient principalement au fait que pour la première fois les tanneries sont recensées. On en dénombre 33 dans les paroisses de la rive et celles de l'arrière-pays au nord du lac. Pratiquement chaque localité en abrite de 1 à 3. Rivière-du-Loup fait figure d'exception avec 6 tanneries. Une autre catégorie d'équipement est introduite en 1844: les brasseries. Les tableaux publiés font état de 5 brasseries dans la région. Sauf une, toutes se trouvent sur la rive gauche du fleuve dont une dans l'arrière-pays. D'autres documents nous révèlent l'existence d'une autre brasserie à Berthier dans la seconde moitié

des années 1840²⁹. La présence de ce type d'unité industrielle est sans doute à mettre en relation avec les fortes productions d'orge d'alors, surtout sur la rive nord³⁰. Les distilleries comptent également parmi ces équipements fortement articulés à l'agriculture. On en relève trois en 1844 au moment où les productions de pommes de terre atteignent un sommet dans la première moitié du siècle. Elles sont situées à la campagne contrairement à celles signalées au recensement précédent, toutes deux à Trois-Rivières. L'une après l'autre, ces distilleries vont fermer leurs portes au cours des années suivantes. D'autres verront le jour dans la région, mais pas avant la dernière décennie du siècle. Enfin, plus nombreuses qu'en 1831 sont les fabriques de potasse et de perlasse (21) et les fonderies (6) situées principalement dans les paroisses adossées au socle laurentien. Ce n'est pas le cas des fabriques de fer dont le nombre total (9) a baissé considérablement, ce qui laisse supposer que des omissions ont pu se produire.

Finalement, les quelques informations sur les activités de production non agricoles des recensements de la première moitié du XIX^e siècle indiquent qu'une structure industrielle est déjà en place dans la région du lac Saint-Pierre à cette époque. Celle-ci va passablement s'étoffer au cours des décennies suivantes.

²⁹ *L'Écho des campagnes*, 21 novembre 1846; *Papier-terrier des fief et seigneurie de Berthier, 1844-48*, vol. 1 (Grande Côte, village, îles); ANQM, greffe de François-Xavier Lafond, minute 155, 28 janvier 1845.

³⁰ À la même époque, les brasseries se multiplient également dans le Haut-Canada. Voir à ce sujet, Jacob Spelt, *Urban Development in South-Central Ontario* (Toronto et Montréal, McClelland and Stewart, 1972), 70.

2- Une période marquée par un ralentissement, 1851-1861

L'éventail des équipements de production ne se limitant plus à un nombre restreint de catégories à partir de 1851, nous sommes davantage en mesure d'apprécier et de qualifier la montée des industries rurales dans la deuxième moitié du XIX^e siècle. Au début du second demi-siècle, le nombre des unités de production varie beaucoup plus d'une localité à l'autre qu'en 1844 (annexe 3.1c). Précisons toutefois que la base de comparaison n'est pas la même pour toutes. En effet, les données relatives aux paroisses de Saint-Barthélemy et de Saint-Norbert sur la rive nord et celles de l'autre rive, sauf la partie agricole de Sorel, proviennent des agrégés en l'absence de listes nominatives. Cela étant, des localités comptent un plus grand nombre d'équipements de production en 1851. Il s'agit par ordre décroissant de Berthier (68), Rivière-du-Loup (51), Trois-Rivières (50), Yamachiche (44), Maskinongé (26) et Saint-Félix-de-Valois (20). Un fort pourcentage de ces installations industrielles sont de modestes unités. Dans les autres entités, on ne dénombre jamais plus d'une dizaine d'équipements en activité. Quelques-uns se démarquent par leur taille imposante. Pensons à la scierie Baptist & Co. et aux Forges du Saint-Maurice dans le fief Saint-Etienne qui mobilisent 360 et 350 hommes respectivement pour leurs diverses opérations, ou au chantier naval des frères McCarthy à Sorel qui donne du travail à 150 hommes.

La poussée des industries rurales au milieu du siècle atteint donc des niveaux variés dans la région du lac Saint-Pierre. Comment expliquer ces différences dans l'espace? À l'évidence, les localités où le nombre des unités de production est particulièrement élevé (Berthier, Rivière-du-Loup, Trois-Rivières, Yamachiche et Maskinongé) comptent parmi les plus importants

effectifs villageois de la région, ainsi qu'une population urbaine croissante (Trois-Rivières en l'occurrence). Pourtant, il n'y a pas plus de moulins dans ces localités qu'ailleurs. Au vrai, le nombre des boutiques d'artisan fait toute la différence. Celles-ci offrent aux villageois et à une portion de la population agricole qui a dépassé le stade de l'autoconsommation une gamme étendue de produits et de services. Comme les moulins, leur présence témoigne d'une industrialisation et, plus largement, d'une modernisation dans la mesure où l'échange et l'économie de marché pénètrent dans la vie des gens³¹.

Sans doute moins que les grands équipements, les boutiques d'artisan ont tout de même donné lieu à une vie de relation animée à l'intérieur des paroisses et de la région. À preuve, les marchés conclus devant notaire entre des artisans et diverses personnes. Par exemple, le 22 décembre 1843, 47 cultivateurs et producteurs de chaux de Berthier, Sainte-Elizabeth et Saint-Thomas promettent de vendre 2 430 barriques de chaux à Peter Ralston, propriétaire d'une boutique de tanneur au village de Berthier³². Le lendemain, Ralston signe un autre contrat de même nature avec Alexis Chrétien et Thomas Laprade de Sainte-Elizabeth dans lequel il est stipulé que les deux «fiseurs» de chaux achemineront tout ce qu'ils produiront au cours des douze prochains mois à la tannerie³³. Entre 1825 et 1849, Charles Manabit dit Clairmont, tanneur de Rivière-du-Loup, achète des peaux variées

³¹ À ce sujet, voir E.A. Wrigley, «Le processus de modernisation et la révolution industrielle en Angleterre», *Annales. Économies. Sociétés. Civilisations*, 28, 2 (mars-avril 1973): 519-540.

³² ANQM, Greffe de François-Xavier Lafond, minute 27, 22 décembre 1843.

³³ ANQM, Greffe de François-Xavier Lafond, minute 28, 23 décembre 1843.

de bouchers et de cultivateurs de sa paroisse et de Trois-Rivières³⁴. Au début des années 1810, François Bourré et Benjamin Schiller, menuisiers de Rivière-du-Loup, s'approvisionnent en bois auprès de cultivateurs des environs immédiats³⁵. En 1803, Jean-Baptiste Durand fils, «habitant» de Yamachiche s'engage à fournir 80 barriques de charbon à un forgeron de la paroisse³⁶. Pour sa part, Jean-Baptiste Guillemette, potier de Yamachiche doit en 1815 livrer 106 douzaines de terrines à un marchand local qui les vendra à son magasin³⁷. Des artisans ont également traité des affaires avec des individus de l'extérieur de la région. C'est le cas de Pierre Pichette, boucher de Rivière-du-Loup, qui vend 100 quartiers de boeuf à un marchand de Québec en 1814³⁸.

Au cours de la décennie 1851-1861, le développement industriel se poursuit dans la région, mais à un rythme moins accéléré. En effet, dans la moitié des paroisses riveraines et deux de l'arrière-pays en 1861, le nombre des équipements n'a pas bougé ou a baissé par rapport à 1851 (annexe 3.1d). À cet égard, Berthier est la localité la plus durement touchée (68 en 1851, 28 en 1861). Dans plusieurs paroisses, par contre, le nombre d'unités de production a augmenté, les hausses les plus importantes étant enregistrées à Yamachiche (44 équipements en 1851, 69 en 1861) et dans trois des plus anciennes paroisses de l'arrière-pays: Saint-Léon, Saint-Barnabé et Saint-

³⁴ ANQTR, Greffe de Pierre Bazin, 21 octobre 1825, 26 mars 1836, 13 avril 1837, 9 mars 1839, 28 décembre 1849.

³⁵ ANQTR, Greffe de Antoine Gagnon, minute 4 629, 15 décembre 1810; Greffe de Charles Pratte, 29 juillet 1811.

³⁶ ANQTR, Greffe de Antoine Gagnon, minute 2 755, 12 janvier 1803.

³⁷ ANQTR, Greffe de Antoine Gagnon, minute 5 091, 23 mars 1815.

³⁸ ANQTR, Greffe de Charles Pratte, 8 janvier 1814.

Etienne (27, 10 et 9 équipements de plus qu'en 1851 respectivement). Plusieurs facteurs peuvent être avancés pour expliquer le ralentissement de la croissance industrielle dans certaines paroisses entre 1851 et 1861, à commencer par la crise qui secoue l'économie occidentale à la fin des années 1850³⁹. Une analyse plus au ras du sol indique cependant qu'on semble assister à un redéploiement des industries rurales dans la mesure où leur recul dans la majorité des paroisses riveraines du côté nord du lac coïncide avec leur progression dans l'arrière-pays. Ce phénomène peut être interprété comme le résultat de la vive concurrence qu'ont eue à subir les organisations de production des paroisses mères de la part des nouvelles implantées dans l'arrière-pays.

Quoi qu'il en soit, les années 1851-1861 qui semblent marquées par un essoufflement dans le mouvement d'industrialisation, font place à une période de grande croissance.

3- Une industrialisation bien implantée, 1871

Sous l'action de la pénétration accrue de l'économie de marché dans les campagnes, les industries rurales connaissent un nouvel élan entre 1861 et 1871 dans la pays saint-pierrais. Le nombre des équipements de production s'élève dans la majorité des localités entre ces deux années, mais dans des proportions très diverses selon les lieux (annexe 3.1e). En effet, cette augmentation peut aller de quelques unités industrielles seulement à plusieurs

³⁹ Jean Hamelin et Yves Roby, *Histoire économique du Québec, 1851-1896* (Montréal, Fides, 1971), 83-84; Peter Temin, «The Panic of 1857», *Intermountain Economic Review*, VI, 1 (printemps 1975): 1-12.

dizaines comme à Trois-Rivières et Sorel, bien qu'il faille tenir compte d'un sous-dénombrement de celles-ci dans ces deux villes en 1861. Dans quelques paroisses, par contre, le nombre des équipements chute, principalement à Yamachiche et Yamaska (19 et 6 équipements de moins qu'en 1861 respectivement), deux des localités les plus industrialisées en 1861.

Il en résulte un paysage fort contrasté en 1871, en particulier sur la rive septentrionale où Pointe-du-Lac, qui évolue à l'ombre de Trois-Rivières, principal pôle industriel de la région (140 équipements), et de Yamachiche, chef-lieu du comté de Saint-Maurice (50 équipements), ne compte que 26 unités. Même situation plus à l'ouest où l'affirmation de Rivière-du-Loup (64 équipements) et la montée de Saint-Cuthbert (45 équipements, soit 33 de plus qu'en 1861), second point nodal dans le comté de Berthier, semblent freiner l'essor industriel de Maskinongé et de Saint-Barthélemy (25 et 17 équipements). Plus à l'intérieur des terres, on dénombre entre une vingtaine et une trentaine d'équipements dans chacune des paroisses établies avant 1850, sauf à Saint-Paulin (8 équipements) et Sainte-Elizabeth (13 équipements) qui, en raison de la proximité de Berthier au sud et de Joliette à l'ouest dans le cas de cette dernière, ne peut amorcer de véritable croissance industrielle. Dans les localités de création plus récente (Saint-Didace, Saint-Boniface, Saint-Elie et Saint-Sévère), le nombre des organisations de production ne s'élève pas à plus d'une dizaine, à l'exception de Saint-Sévère (20 équipements). Sur la rive opposée, Sorel, centre de services régional depuis plusieurs décennies, est également un foyer industriel en 1871 (70 équipements), le second en importance de l'espace saint-pierrais après Trois-Rivières. À l'autre extrémité du lac, Nicolet

émerge comme centre d'activités de production du monde rural (37 équipements).

Compte tenu du nombre considérable d'équipements qui s'y sont fixés, il y a lieu d'examiner de plus près la structure industrielle des deux entités urbaines de la région. Situé dans le bas du lac, Trois-Rivières vit au rythme de l'exploitation forestière en 1871 avec son port, lieu important de transit de la matière ligneuse, et ses deux grandes scieries, propriété des compagnies Baptist & Son et St. Maurice Lumber and Land. À elles seules, celles-ci donnent du travail à 400 personnes. Leurs installations (420 000 \$) et le montant des quantités de bois scié qui en sortent (482 000 \$) représentent 82% du capital fixe et 41,3% de la valeur de production de l'ensemble des installations industrielles de la ville. Plus modestes, les autres équipements du secteur du bois sont une dizaine de boutiques de charpentier, de menuisier, de meublier, de tonnelier et deux manufactures de cercueils qui emploient au total 72 individus (annexe 3.2). Après le bois, le secteur le plus important n'est pas celui du cuir, du fer et du métal ou de l'alimentation comme dans plusieurs localités, mais celui du vêtement. En effet, un peu plus de 200 femmes et une cinquantaine d'hommes s'activent dans 23 ateliers ou boutiques de couture, de mode, de chapellerie, de tailleurie, de lingerie et de manchonnier et 9 manufactures de hardes. Les autres secteurs qui mobilisent le plus de travailleurs sont par ordre décroissant ceux du cuir (122 individus), du fer et du métal (89), de l'alimentation (45), du matériel de transport (16), du textile (6) et des minéraux non métalliques (5).

À l'autre bout du lac, Sorel est une ville dont les principales activités reposent sur la navigation. On y dénombre deux chantiers navals⁴⁰ qui emploient la moitié des travailleurs du secteur du matériel de transport, et une manufacture de gréement de bateaux. Plusieurs équipements d'autres secteurs dépendent de la construction navale. C'est le cas notamment d'un bon nombre d'unités de production rattachées au secteur du fer et du métal (195 employés) qui fabriquent des moteurs ou des pièces de bateau sur une base régulière ou occasionnelle. Comme à Trois-Rivières, les unités reliées au cuir, au vêtement et à l'alimentation occupent une place importante dans l'économie de Sorel avec respectivement 96, 59 et 46 travailleurs ou travailleuses.

Près d'un équipement sur cinq est toujours un moulin en 1871 dans l'espace saint-pierrais, ce qui signifie une baisse notable par rapport à 1861 (1 sur 3,6) et 1851 (1 sur 3,1). Au cours de ces années, non seulement les moulins ont augmenté moins rapidement en nombre que les autres formes industrielles (118 moulins en 1851, 135 en 1861 et 188 en 1871 contre 261, 355 et 747 autres équipements aux mêmes années), mais également la structure industrielle de la région a connu un élargissement. En effet, d'une quarantaine de types d'équipements différents en 1851, nous sommes passés à environ 70 en 1861 et à une centaine en 1871. Encore en 1861, les moulins constituent au moins 50% des unités de production dans 11 des 29 paroisses observées. C'est seulement le cas de deux paroisses dix ans plus tard (paroisse de Sorel et Saint-Félix-de-Valois). Mais qu'on ne s'y trompe pas, les moulins

⁴⁰ C'est sans compter deux autres chantiers dans la paroisse de Sorel (62 travailleurs).

continuent à jouer un rôle central dans l'économie régionale puisqu'ils retiennent 42% de la main-d'œuvre du secteur industriel en 1871.

Cette remarque vaut surtout pour les moulins à scie dont le nombre s'accroît avec une plus grande vigueur (38 en 1851, 58 en 1861 et 84 en 1871) que les autres types de moulin⁴¹, en particulier dans l'arrière-pays de la rive nord où ils font plus que doubler en l'espace d'une vingtaine d'années (de 21 en 1851 à 49 en 1871) à la faveur de l'extension continue de l'écoumène. Encore qu'il faille distinguer les petites scieries des grandes. Alors que le personnel d'une petite scierie ne s'élève que rarement à plus de 3 travailleurs, celui d'une grande scierie peut varier entre quelques dizaines et un peu plus de 300 individus, incluant les hommes chargés de l'abattage dans les chantiers. La valeur de production d'une petite scierie est habituellement de l'ordre de quelques centaines de dollars, voire quelques milliers de dollars. Celle d'une grande scierie se chiffre au bas mot en dizaines de milliers de dollars.

Sur les 84 scieries recensées en 1871, 9 se détachent nettement des autres par leur taille imposante, comparativement à 5 en 1861 et 3 en 1851, la plupart sises dans des paroisses de la bordure du lac (tableau 3.1). À elles seules, celles-ci embauchent 89% de la main-d'œuvre totale des scieries et génèrent une valeur de production près de sept fois supérieure à celle des autres scieries réunies (1 264 600 \$ contre 185 990 \$ dans les autres).

⁴¹ 39, 48 et 51 moulins à farine en 1851, 1861 et 1871 respectivement. Pour les mêmes années, le nombre des moulins à carder s'établit à 19, 13 et 25, celui des moulins à fouler à 17, 11 et 16 et, enfin, celui des autres moulins (à brayer, à raser, à presser, etc.) à 5, 5 et 12.

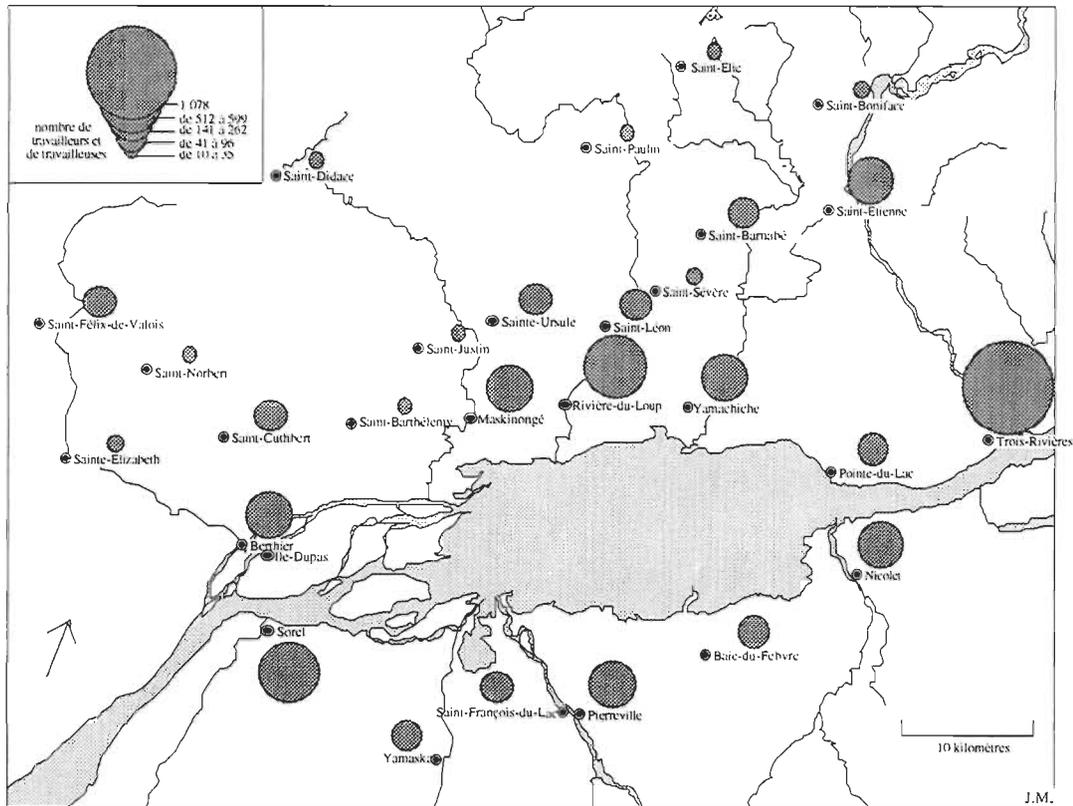
TABLEAU 3.1
Les grandes scieries de la région du lac Saint-Pierre, 1851-1871

année et localité	"raison sociale" ou nom du propriétaire	travail- leurs nbre	force motrice	valeur de production (dollars)
1851				
Maskinongé	Charles Dunn	24		200 £
Hunterstown	Truman Kimpton	120	eau	
Fief Saint-Etienne	"G. Baptist & Co."	360		
1861				
Trois-Rivières	L.G. Dawson	70		20 000
Trois-Rivières	James Rignon		vapeur	
Rivière-du-Loup	"The Hunterstown Lumber Co."	100	vapeur	80 000
Maskinongé	J.K. Ward	34		15 000
Saint-Etienne-des-Grès	W. Cockburn (a)	130	eau	87 800
1871				
Trois-Rivières	"Baptist & Son"	150	vapeur	300 000
Trois-Rivières	"St. Maurice Lumber & Land Co."	250	vapeur	182 000
Yamachiche	John Stanton	50	eau	42 000
Rivière-du-Loup	"The Hunterstown Lumber Co."	350	vapeur	125 000
Maskinongé	George Guiggin	106	eau/vapeur	25 000
Pierreville	"Senécal & Cie"	145	vapeur	150 000
Nicolet	Antoine Mayrand	150	vapeur	144 000
Nicolet	F. McCaffrey	30	vapeur	30 000
Saint-Etienne-des-Grès	"G. Baptist & Son"	125	eau	266 600

Sources: *Recensements du Canada, 1851-1871* (listes nominatives).

Elles se révèlent également une importante source d'emploi. À preuve les 7 localités où elles sont implantées comptent un plus grand nombre de travailleurs œuvrant dans des organisations de production qu'ailleurs, à l'exception de Berthier et de Sorel, en raison de la présence d'une grande tannerie dans la première et de chantiers navals et de grosses fonderies dans la seconde (figure 3.1).

FIGURE 3.1
La main-d'œuvre dans les équipements de production
de la région du lac Saint-Pierre en 1871



Note: Pour les besoins de la cartographie, les données de la ville et de la paroisse de Trois-Rivières, et de la ville et de la paroisse de Sorel ont été additionnées.

Source: *Recensement du Canada, 1871* (listes nominatives).

En ce qui a trait aux autres types d'équipement, un fait retient particulièrement l'attention en 1871: le fort pourcentage parmi eux de petites unités de production n'employant que 1 à 5 personnes (87,5% dans l'ensemble de la région). Dans la grande majorité des cas, il s'agit d'ateliers ou de boutiques d'artisan. Avec les moulins, ce sont les seuls équipements que l'on rencontre dans la moitié des localités de la région. Leur présence se révèle tout aussi importante en milieu urbain que rural puisque 71% des équipements de Trois-Rivières et 60% de ceux de Sorel appartiennent à cette catégorie. Les organisations de 6 à 15 travailleurs et celles de 16 travailleurs

et plus apparaissent beaucoup moins nombreuses et se trouvent surtout dans les deux entités urbaines (23 et 17 équipements de la première catégorie et 8 et 9 de la seconde à Trois-Rivières et Sorel respectivement)⁴². À la lumière de ces éléments, il se peut que les activités industrielles n'aient joué qu'un rôle secondaire dans la croissance urbaine du troisième quart du XIX^e siècle comme l'affirme Jacob Spelt dans le cas ontarien⁴³, n'empêche que la ville est déjà à cette époque un lieu de concentration des équipements de production de toute taille. Notons enfin que parmi les moyennes et les grandes unités de production, on compte plusieurs manufactures de toutes sortes, des chantiers, des fonderies et des tanneries dont quelques-unes s'apparentent davantage à des manufactures de cuir.

Un certain nombre des équipements en 1871 sont disposés dans un même bâtiment ou sont rattachés les uns aux autres, constituant ainsi des organisations de type composite ou des établissements. On en dénombre 57 qui regroupent 154 équipements, soit deux fois plus qu'en 1861 (24 comptant

⁴² Cette catégorisation des équipements (1 à 5 travailleurs: petits équipements; 6 à 15 travailleurs: moyens équipements; 16 travailleurs et plus: grands équipements) est empruntée à Kenneth L. Sokoloff, «Was the Transition from the Artisanal Shop to the Nonmechanized Factory Associated with Gains in Efficiency?: Evidence from the U.S. Manufacturing Censuses of 1820 and 1850», *Explorations in Economic History*, 21 (octobre 1984): 351-382. D'autres rubriques des recensements de 1861 et 1871, comme le capital fixe ou la valeur de production, auraient pu être utilisées pour classer les organisations industrielles. Mais après vérification, il nous est apparu que celles sur le nombre des travailleurs étaient beaucoup plus sûres. D'autres chercheurs abondent également dans ce sens. Voir à ce sujet Anthony Patrick O'Brien, «Factory Size, Economies of Scale, and the Great Merger Wave of 1898-1902», *The Journal of Economic History*, XLVIII, 3 (septembre 1988): 639-649; S. Courville, J.-C. Robert et N. Séguin, *Le pays laurentien au XIX^e siècle...*, 151. Cela dit, les informations sur les moulins ont été traitées autrement pour deux raisons: 1- nous avons voulu uniformiser les données de 1861 et 1871 relatives à ces équipements avec celles de la période 1831-1851, et ainsi suivre l'évolution des seules unités de production recensées de façon continue dans les listes nominatives du siècle dernier; 2- les données sur la main-d'œuvre des moulins sont pour le moins ambiguës. Prenons l'exemple d'un moulin à farine auquel est annexé une petite scierie et qui embauche chacun une personne. Les deux équipements formant un établissement, doit-on conclure que celui-ci emploie deux personnes ou une seule qui partage son temps de travail entre la mouture des grains et le sciage du bois?

⁴³ J. Spelt, *op. cit.*, 149.

66 équipements) et en 1851 (27 qui combinent 68 équipements). En 1871, presque toutes les localités abritent au moins un établissement comparativement à une quinzaine aux deux recensements antérieurs. Qui plus est, jusqu'à 11 localités en possèdent 3 et plus (annexe 3.1e). Elles ne sont que 2 en 1861 et 4 en 1851 (annexes 3.1d et 3.1e). Comme aux autres recensements, la plupart des établissements de 1871 ne réunissent que 2 unités de production. Cependant, le nombre de ceux de 3 équipements et plus est supérieur, en particulier les organisations d'au moins 5 équipements (6 contre 2 en 1851 et 1861) (tableau 3.2). Il ressort également que, contrairement aux années précédentes, les composantes des établissements ne sont plus presque exclusivement des moulins. Ainsi trouve-t-on, entre autres, deux manufactures de voitures jumelées à des boutiques de forgeron, une fonderie à laquelle est annexée une boutique de forgeron, une boutique de cordonnier doublée d'une boutique de sellier, une scierie à laquelle se greffent un chantier de construction navale et une boutique de forgeron, etc.

TABLEAU 3.2
Les établissements dans la région du lac Saint-Pierre, 1831-1871

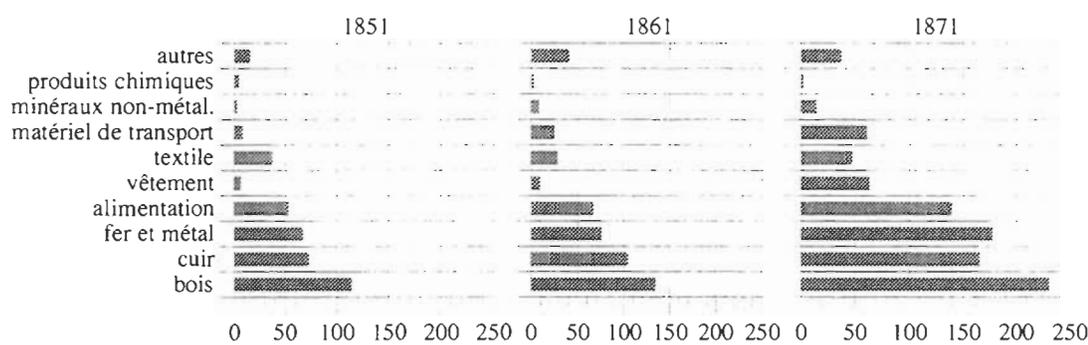
année	établissements comptant								total
	2 équip.		3 équip.		4 équip.		5 équip. et +		
	nbre	%	nbre	%	nbre	%	nbre	%	
1831	10	66,7	2	13,3	2	13,3	1		15
1851	17	63,0	8	29,6			2	7,4	27
1861	13	54,2	6	25,0	3	12,5	2	8,3	24
1871	36	63,2	10	17,5	5	8,8	6	10,5	57

Sources: *Recensements du Canada, 1831-1871* (listes nominatives).

Le classement des équipements par secteur en 1871 montre que ceux reliés au bois sont les plus nombreux (24,6% du nombre total de la région). Entre le quart et la moitié des unités de production de 18 des 23 localités de la rive septentrionale entrent dans l'une ou l'autre des branches de ce secteur.

Suivent par ordre décroissant les secteurs du fer et du métal (18,9%), du cuir (17,6%) et de l'alimentation (14,9%). Chacun des autres secteurs ne compte plus de 10% des équipements. Ce tableau correspond en tout point à ce qu'on observe en 1851 et 1861, sauf que le secteur du cuir précède celui du fer et du métal ces années-là (figure 3.2 et annexe 3.3).

FIGURE 3.2
Les équipements de production
de la région du lac Saint-Pierre par secteurs, 1851-1871



Sources: *Recensements du Canada, 1851-1871* (listes nominatives).

Sous le rapport du capital technique, 24% des équipements de la région du lac Saint-Pierre en 1871 sont munis de mécanismes plus ou moins complexes utilisant l'énergie animale, éolienne, hydraulique ou la vapeur⁴⁴. Ce pourcentage représente une légère hausse par rapport à 1861 (21,4%), mais demeure inférieur à celui atteint en 1851 (26,3%). Il s'agit là, faut-il le préciser, de minimums puisque les recenseurs n'ont pas toujours indiqué la force motrice des équipements à chacune de ces années, particulièrement celle des moulins. Quoi qu'il en soit, ces chiffres démontrent clairement

⁴⁴ À titre comparatif, notons que la proportion des unités de production mues par une énergie autre que celle des hommes s'élève à 25,6% en Ontario cette même année. Voir Gerald T. Bloomfield et Elizabeth Bloomfield, «Waterwheels and Steam Engines in Ontario: Industrial Power Reported in the 1871 Manuscript Census», *Scientia Canadensis*, 13, 1 (1989), 22.

qu'une grande part de la production repose toujours sur l'habileté manuelle⁴⁵. Parmi les formes d'énergie autre que humaine, l'eau est celle à laquelle l'entrepreneuriat a le plus recours. En effet, 85 et 88 de la centaine d'unités de production mécanisées en 1851 et 1861 respectivement et 165 des 224 en 1871 sont mues par la force hydraulique, la très grande majorité étant des moulins (figure 3.3 et annexe 3.4). En cela, rien d'étonnant car, tant ailleurs en Amérique qu'en Europe, la roue à eau a été d'un apport essentiel dans le développement industriel au XIX^e siècle⁴⁶. En Angleterre, berceau de la révolution industrielle, plusieurs entreprises dépendent encore de l'énergie de l'eau vers 1870, l'utilisation de la vapeur se limitant principalement à l'exploitation minière, aux textiles et à la métallurgie⁴⁷. La vapeur n'y supplanta l'eau qu'au cours des trois dernières décennies du siècle, tout comme aux États-Unis d'ailleurs⁴⁸, et ce avant même que soit exploité tout le potentiel de cette dernière source d'énergie⁴⁹. Nous observons déjà cette tendance dans la région du lac Saint-Pierre au cours des premières décennies du second demi-siècle dans la mesure où, toutes proportions gardées, la force hydraulique perd du terrain au profit de la vapeur qui s'impose surtout

⁴⁵ Sur l'importance du travail manuel et une mise en perspective de celui-ci avec l'utilisation de la vapeur, voir Raphael Samuel, «Workshop of the World: Steam Power and Hand Technology in mid-Victorian Britain», *History Workshop*, 3 (printemps 1977): 6-72.

⁴⁶ François Sigaut, «Moulins, industrie et société», *Culture technique*, 16 (juillet 1986), 215-216.

⁴⁷ Rondo Cameron, «A New View of European Industrialization», *The Economic History Review*, XXXVIII, 1 (février 1985), 6.

⁴⁸ Aux États-Unis, sont dénombrées 100 roues à eau pour une machine à vapeur en 1820. Ce rapport s'établit à 5 pour 4 en 1870. Vers 1900, pour 4 machines à vapeur recensées, on ne trouve plus qu'une roue à eau. Jeremy Atack, Fred Bateman et Thomas Weiss, «The Regional Diffusion and Adaption of the Steam Engine in American Manufacturing», *The Journal of Economic History*, XL, 2 (juin 1980), 282.

⁴⁹ À ce sujet, voir Robert B. Gordon, «Hydrological Science and the Development of Waterpower for Manufacturing», *Technology and Culture*, 26, 2 (1985): 204-235.

FIGURE 3.3
LES ÉQUIPEMENTS DE PRODUCTION ACTIONNÉS
PAR L'EAU, LA FORCE ANIMALE, LE VENT ET LA VAPEUR
DANS LA RÉGION DU LAC SAINT-PIERRE, 1851-1871

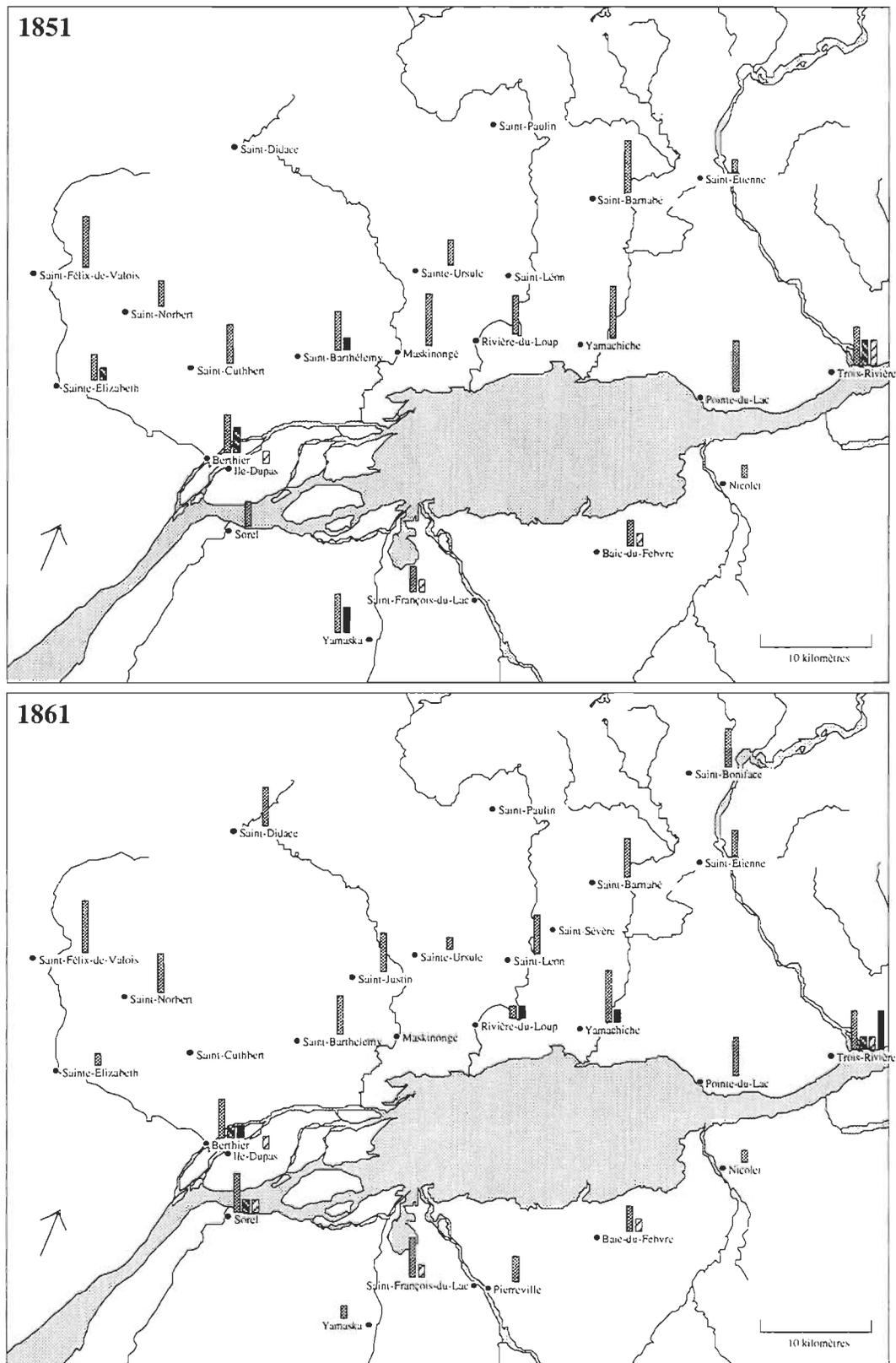
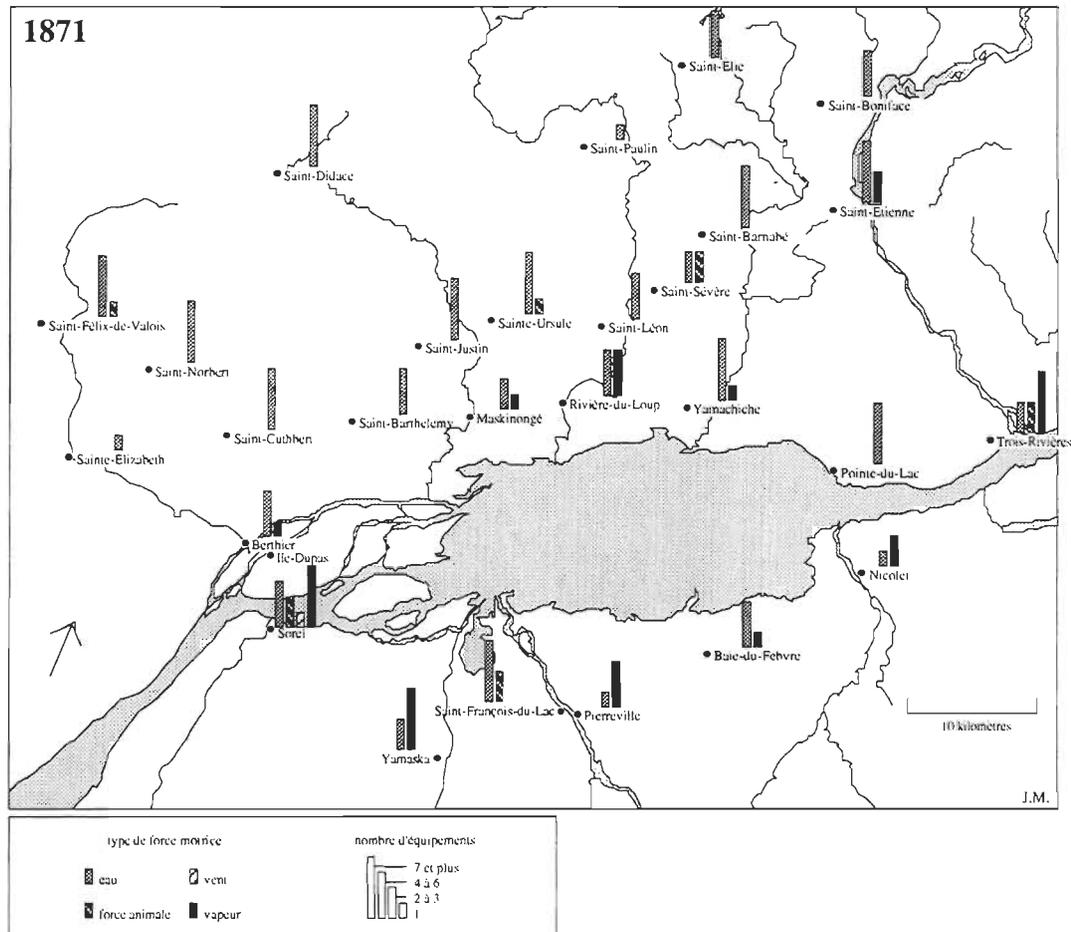


FIGURE 3.3 (suite)



Notes:

- Pour les besoins de la cartographie, les données de la ville et de la paroisse de Trois-Rivières, et de la ville et de la paroisse de Sorel ont été additionnées

- Les données de Saint-Barthélemy, Saint-Norbert, Sorel (ville), Yamaska, Saint-François-du-Lac, Baie-du-Febvre et Nicolet en 1851 proviennent des tableaux publiés, en l'absence des listes nominatives.

- Un des équipements de production de Maskinongé en 1871 est actionné à l'eau et à la vapeur.

Sources: *Recensements du Canada, 1851-1871* (listes nominatives); *Recensement du Canada, 1851*, vol. 2.

dans les villes⁵⁰, mais aussi dans les paroisses rurales des rives du lac, notamment entre 1861 et 1871 (85,9, 83,8 et 73,6% des équipements mécanisés mus par l'eau en 1851, 1861 et 1871 respectivement contre 3, 8,6 et 21,4% par la vapeur aux mêmes années)⁵¹. Mais bien que plus nombreux en 1871, les équipements fonctionnant à la vapeur sont fortement localisés: 39 des 47 se concentrent dans cinq localités seulement (Trois-Rivières, 12; Sorel, 9; Yamaska, 8; Rivière-du-Loup, 5; Pierreville, 5). En 1851, la vapeur n'est utilisée que dans des moulins. Dix ans plus tard, on la retrouve dans des fabriques d'huile, des fonderies, des tanneries et des boutiques d'artisan auxquelles s'ajoutent des manufactures de chaussures, de charrues, de voitures, des chantiers navals et d'autres types de boutiques d'artisan en 1871. S'agissant des équipements actionnés par la force animale et le vent, leur nombre ne dépasse jamais la dizaine (6 dans le cas des premiers et 5 dans le cas des seconds en 1851, 3 et 5 en 1861 et 10 et 1 en 1871). On a recours à l'énergie animale que dans des moulins et des fonderies en 1851 et 1861, puis dans des fabriques de moulins à battre, des briqueteries, des tanneries, des brasseries et quelques boutiques d'artisan en 1871. Quant à l'énergie éolienne, seuls des moulins à farine en bordure du fleuve l'ont exploitée⁵² (figure 3.3).

⁵⁰ En Ontario, il est également plus fréquent de rencontrer des équipements mus par la vapeur en ville qu'en milieu rural. G.T. Bloomfield et E. Bloomfield, «Waterwheels and Steam Engines in Ontario...», 13.

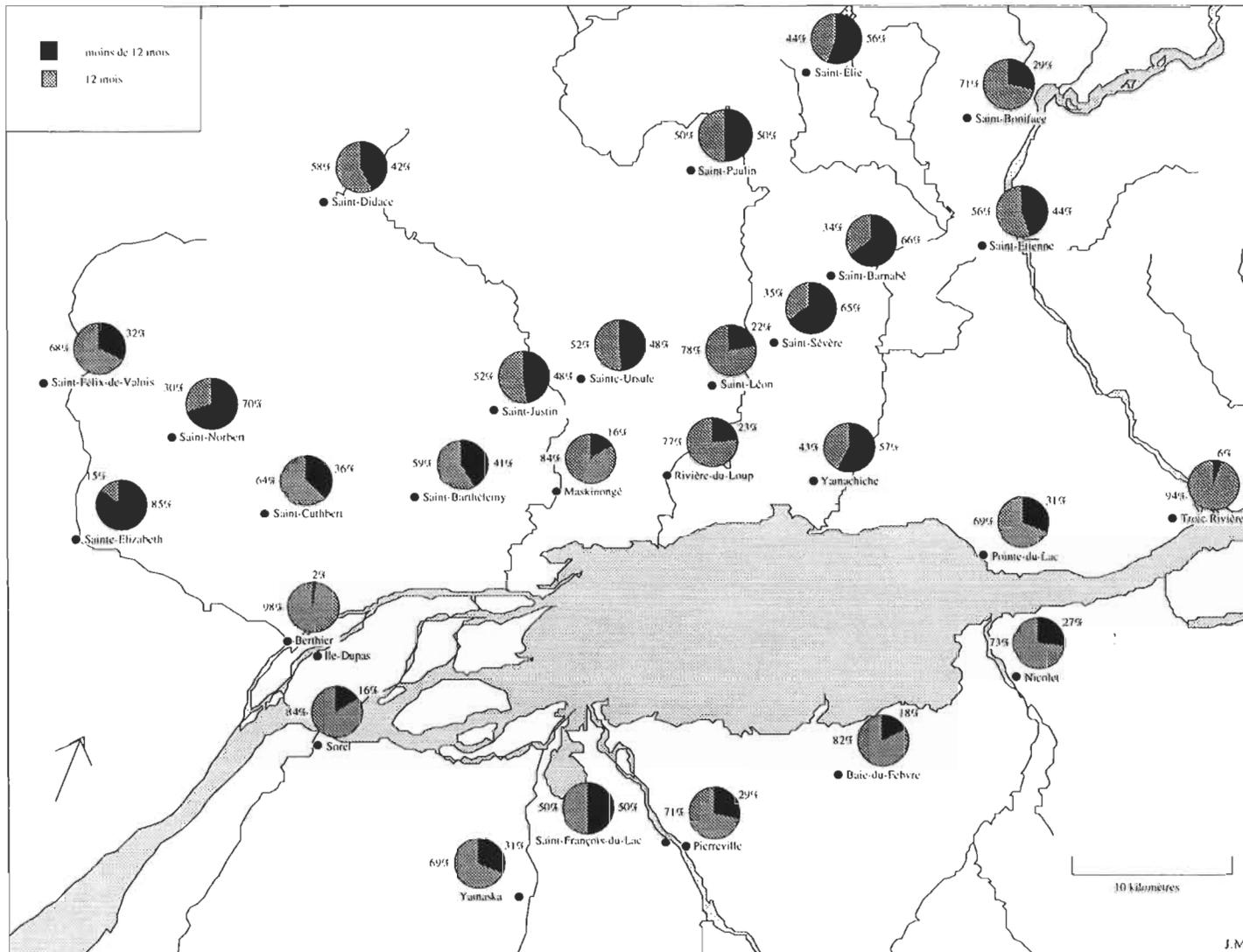
⁵¹ Les recensements publiés de 1881 et 1891 ne contiennent aucune donnée relative au type d'énergie utilisée dans les équipements. Par conséquent, il nous est impossible de déterminer avec précision quand s'effectue la substitution de l'eau par la vapeur. Le recensement de 1901 est le premier à livrer des informations de cette nature, mais à l'échelle de la province seulement. Cette année-là, on compte au Québec plus de machines à vapeur que de roues à eau ou de turbines dans les industries (1 580 machines à vapeur contre 1 031 roues à eau ou turbines). *Recensement du Canada, 1901*, vol. 3, tableau VI, 100.

⁵² L'énergie hydraulique étant de plus en plus utilisée à des fins de production multiples dès la fin du Moyen Âge, l'énergie éolienne prit le relais pour la mouture des grains. Voir Robert Philippe,

Mécanisée ou pas, la production industrielle est soumise à de multiples contraintes au XIX^e siècle. Quelques-unes d'entre elles obligent des équipements à ralentir leurs activités, voire à fermer leurs portes le temps d'une saison (surtout l'hiver) ou une bonne partie de l'année. Les listes nominatives du recensement de 1871 se révèlent les seules au XIX^e siècle à indiquer le nombre de mois d'activité des diverses formes industrielles. Cette année-là, 281 équipements, soit un peu moins du tiers du nombre total, sont en exploitation moins de 12 mois (figure 3.4 et annexe 3.5). De ce nombre, 104 produisent pendant 3 mois et moins, 109 entre 4 et 6 mois, et 68 entre 7 et 11 mois. Et c'est principalement dans les paroisses de l'arrière-pays de la rive nord que ceux-ci se rencontrent. En fait, 48,2% des unités industrielles de ce sous-ensemble régional ne fonctionnent pas de façon continue comparativement à 20,7% de celles des localités riveraines au nord du lac et 25,5% de ceux sur la rive en face. Parmi les facteurs qui peuvent expliquer cette situation, on peut évoquer l'accessibilité plus réduite des unités de ce coin de pays aux grands marchés en raison de l'éloignement, mais plus simplement la présence d'un plus grand nombre de moulins qu'ailleurs dans la région (90 sur 188 au total) qui, plus que tout autre type d'équipement, doivent interrompre leurs opérations un ou plusieurs mois annuellement. En effet, des 281 unités de production qui arrêtent leurs activités au cours de l'année, 123 (43,8%) appartiennent à la catégorie des moulins dont la moitié sont situés dans les paroisses au pied des Laurentides.

«Les premiers moulins à vent», *Annales de Normandie*, 32, 2 (juin 1982): 99-120; Jean-Claude Debeir, Jean-Paul Deléage et Daniel Hémerly, *Les servitudes de la puissance. Une histoire de l'énergie* (Paris, Flammarion, 1986), 128-130.

FIGURE 3.4
LE NOMBRE DE MOIS D'ACTIVITÉ DES ÉQUIPEMENTS DE PRODUCTION
DANS LA RÉGION DU LAC SAINT-PIERRE EN 1871

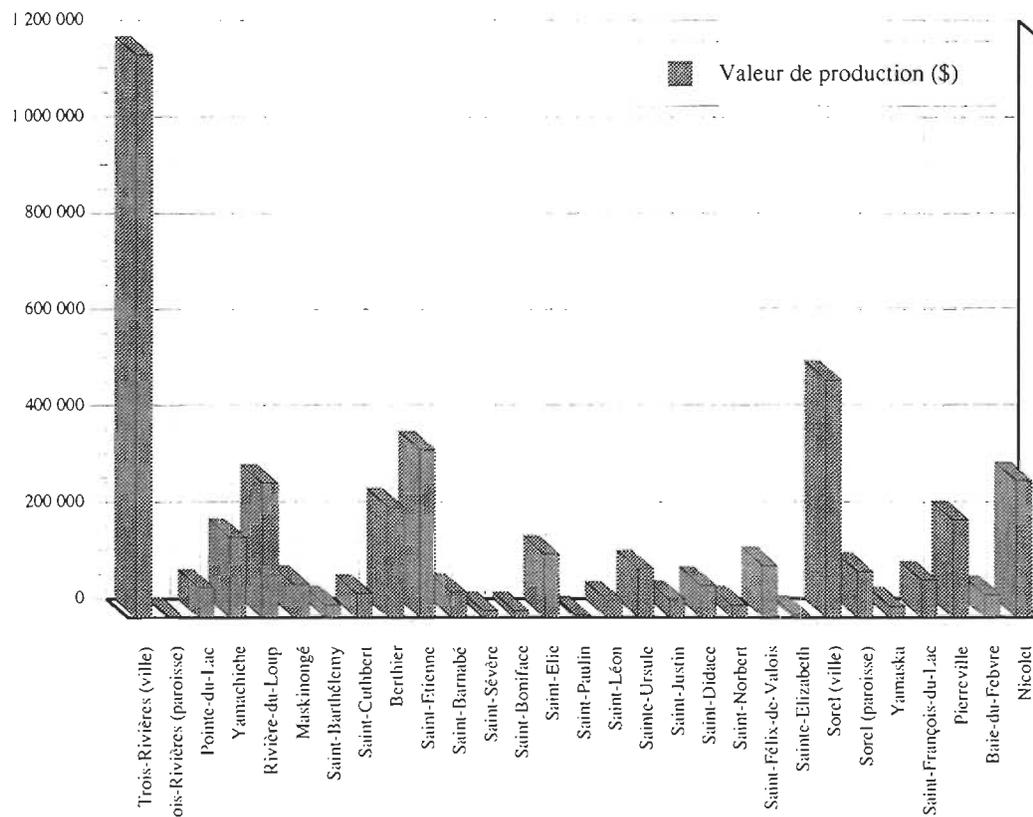


Note: Pour les besoins de la cartographie, les données de la ville et de la paroisse de Trois-Rivières, et de la ville et de la paroisse de Sorel ont été additionnées.

Source: *Recensement du Canada, 1871* (listes nominatives).

Le dernier aspect que nous abordons relativement aux données de 1871 est la valeur de production. Celle-ci varie énormément d'une localité à l'autre. Ne s'élevant qu'à un peu plus de 5 000 \$ comme dans le cas de la paroisse de Saint-Paulin, elle atteint quelques dizaines de milliers de dollars dans douze paroisses pour dépasser les 100 000 dollars dans dix autres, et même le million comme à Trois-Rivières (figure 3.5 et annexe 3.6).

FIGURE 3.5
La valeur de production des équipements
des localités de la région du lac Saint-Pierre en 1871



Source: *Recensement du Canada, 1871* (listes nominatives).

Bien sûr, le montant total des produits manufacturés d'une localité dépend beaucoup du nombre d'organisations que celle-ci abrite. Mais par

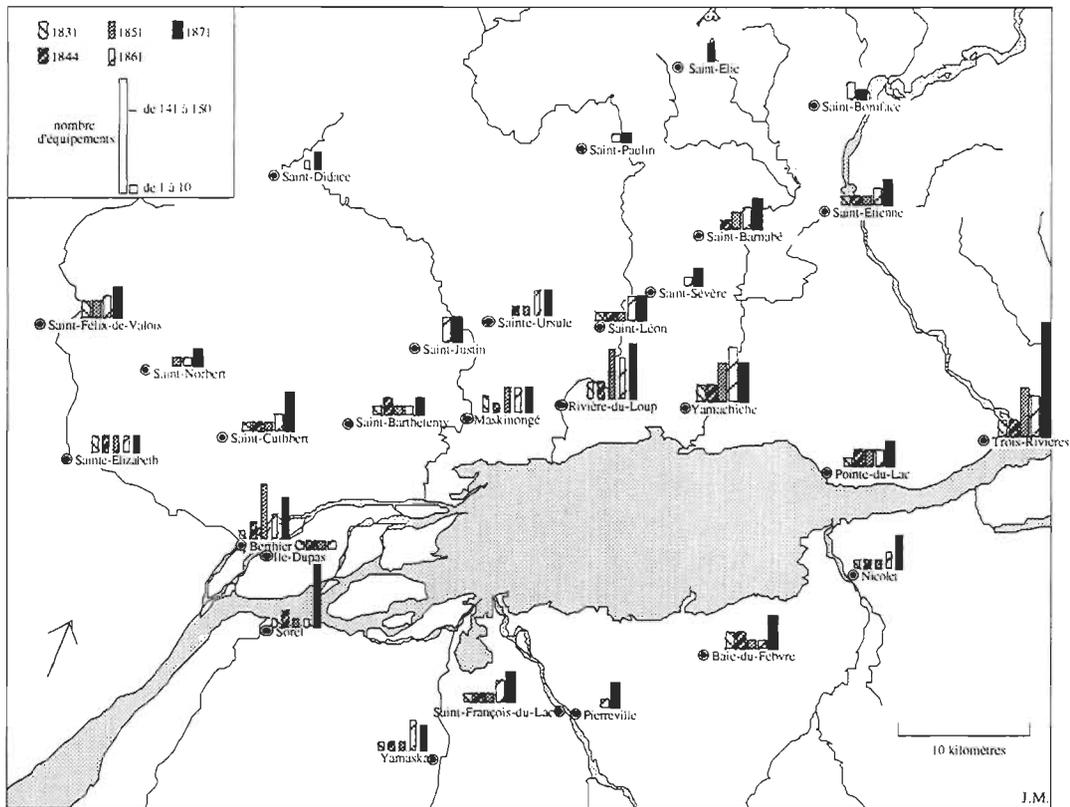
delà cette évidence, une constante se dégage: il suffit qu'un ou deux équipements de grande taille soient mis sur pied dans une localité donnée pour que celui-ci connaisse une hausse vertigineuse. Ainsi, les valeurs de production de la scierie Hunterstown Lumber Co. et de la tannerie de George Henry Yale à Rivière-du-Loup, des scieries d'Antoine-Mayrand et de Francis McCaffrey à Nicolet, et de la tannerie de Peter Ralston à Berthier constituent respectivement 62,5, 61,7 et 48% des valeurs totales de chacune de ces paroisses. À Pierreville, près de 85% de la valeur des produits manufacturés est attribuable à l'établissement de Sénécal et Cie seulement (un moulin à scie, à farine, à carder et à fouler).

À l'évidence, les listes nominatives du recensement de 1871 montrent que le phénomène industriel est solidement implanté dans la région du lac Saint-Pierre à la veille du dernier quart du siècle. Comparativement à 1851 et 1861, un plus grand nombre d'équipements de production y sont en activité, quelques-uns se révélant des organisations complexes sur le plan technique qui mobilisent d'importants effectifs de travailleurs.

* * *

Au terme de cette incursion dans le monde de la production non agricole, il ressort que les industries rurales connaissent une progression remarquable dans l'espace saint-pierrais entre 1831 et 1871. Prendre la mesure de celle-ci s'avère cependant malaisé car les limites des localités changent à plusieurs reprises et l'écoumène de l'arrière-pays de la rive nord est en pleine extension au cours de la période étudiée. Tentons tout de même l'exercice, ne serait-ce qu'à titre indicatif.

FIGURE 3.6
Les équipements de production
dans la région du lac Saint-Pierre, 1831-1871



Notes:

- Les données de Saint-Barthélemy, Saint-Norbert, Sorel (ville), Yamaska, Saint-François-du-Lac, Baie-du-Febvre et Nicolet en 1851 proviennent des tableaux publiés, en l'absence des listes nominatives.
- Pour les besoins de la cartographie, les données de la ville et de la paroisse de Trois-Rivières, et de la ville et de la paroisse de Sorel ont été additionnées.

Sources: Recensements du Canada, 1831-1871 (listes nominatives); Journaux de l'Assemblée législative des Canadas (1846), Récapitulation par districts et comtés des retours du dénombrement des habitants du Bas-Canada (1844), Appendice D.

Le relevé des quelques activités de production retenues pour les fins du recensement de 1831 fait état de 138 équipements dans la quinzaine de localités qui ceinturent le lac et les 3 du front pionnier de la rive nord d'alors. En 1844, ce nombre grimpe à 202. Entre ce recensement et le précédent, 3 paroisses ont vu le jour dans l'arrière-pays du côté nord du lac. Au milieu du siècle, 379 unités de production sont recensées dans les 16 localités riveraines et les 9 à l'intérieur des terres de la partie septentrionale

de la région. Il s'agit là d'une évaluation minimale compte tenu des nombreuses listes nominatives manquantes, particulièrement sur la rive sud. Dix ans plus tard, 490 installations de production sont dénombrées dans les 29 localités observées (17 sur le pourtour du lac, 12 dans l'arrière-pays de la rive nord). En 1871, ce nombre a presque doublé pour se fixer à 935. De 1861 à 1871, une seule paroisse a été créée sur le front pionnier de la rive nord (figure 3.6) La poussée industrielle se fait à des rythmes différents selon les lieux. Jusqu'en 1861, les villes n'accueillent pas plus d'équipements que certaines paroisses rurales. En 1871, par contre, elles retiennent un peu plus du cinquième de ceux de la région. En milieu rural, l'augmentation du nombre des équipements sur la frange nord du lac semble plus vigoureuse, à quelques exceptions près, au cours du premier demi-siècle que dans le second. C'est l'inverse de l'autre côté du lac et dans l'arrière-pays de la rive nord. À l'intérieur de ces sous-ensembles, certaines paroisses apparaissent plus industrialisées à un moment ou à un autre de ces 40 ans. Yamachiche, Rivière-du-Loup, Berthier, Yamaska et Nicolet sont au nombre de celles-là.

4- La poursuite des années 1881-1901

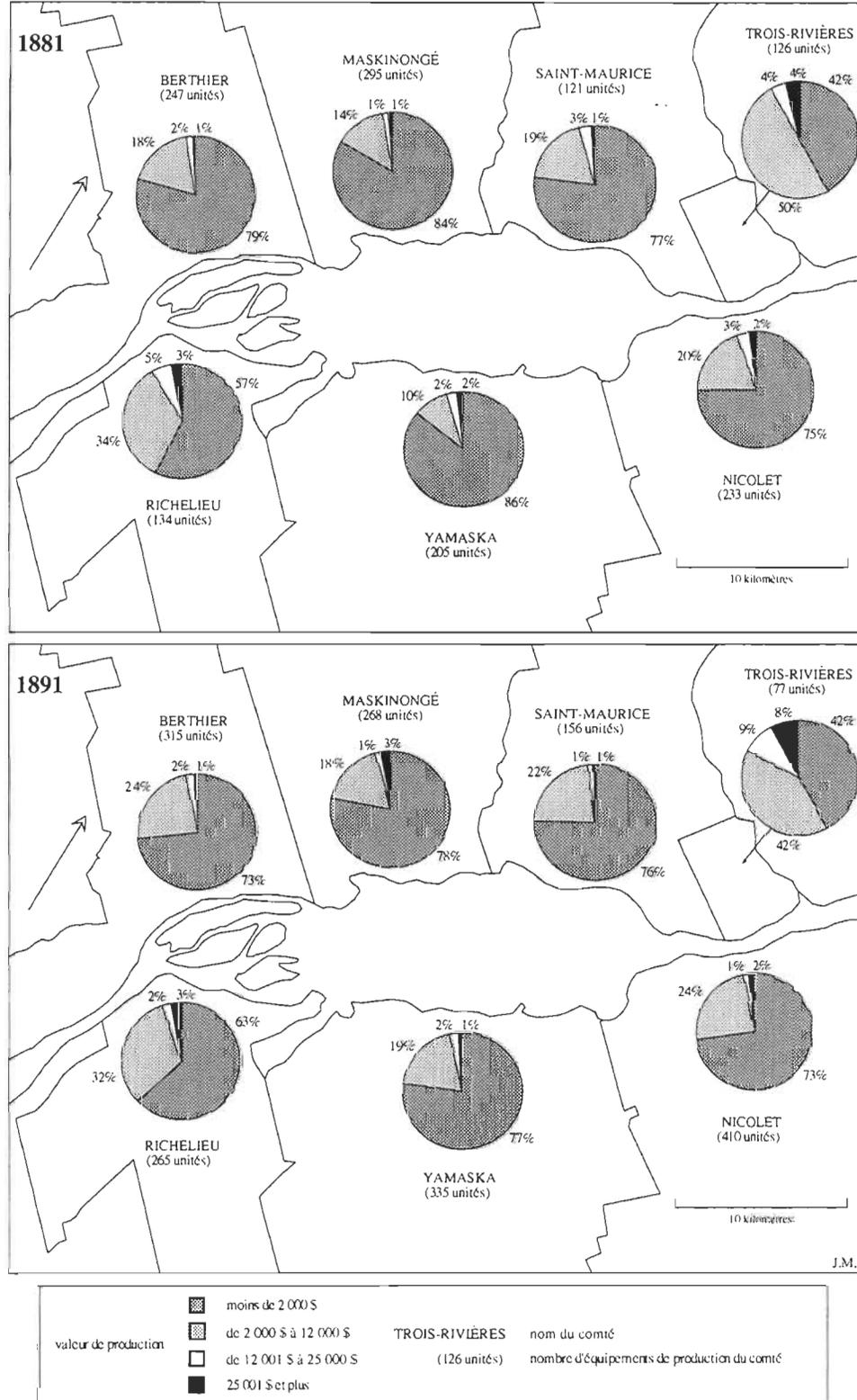
En l'absence des listes nominatives des recensements relatives aux équipements de 1881 à 1901, les seules données disponibles pour retracer l'évolution de la production industrielle dans la région du lac Saint-Pierre au cours de cette période sont les tableaux publiés. Il peut sembler paradoxal de recourir à ces sources après la critique que nous en avons faite dans la première section de ce chapitre. En fait leur utilisation se limite à un but précis: mettre en lumière la présence plus effacée mais tout de même persistante des moulins, des petites fabriques et des boutiques d'artisan qui

ont survécu en s'adaptant aux nouvelles conditions économiques. Les historiens ont prêté peu d'attention à ces formes industrielles à la fin du XIX^e siècle, préoccupés qu'ils étaient d'examiner l'émergence de la grande entreprise moderne.

L'examen des données publiées sur le classement des installations industrielles selon leur valeur de production indique qu'au moins 73% de celles des comtés de Saint-Maurice, Maskinongé, Berthier, Yamaska et Nicolet fabriquent des biens et fournissent des services pour un montant inférieur à 2 000 \$ en 1881 et 1891 (figure 3.7 et annexe 3.7). Ces mêmes unités retiennent de 33 jusqu'à 60% de la main-d'œuvre industrielle de ces comtés pour une valeur de production oscillant entre 16,5% et le quart des montants totaux. Bien qu'elle y ait des bases solides, la petite industrie occupe davantage une place secondaire dans les comtés où sont sis les deux grands centres urbains de la région. En effet, les équipements produisant moins de 2 000 \$ représentent un peu plus de 40% de ceux du comté de Trois-Rivières et environ 60% de ceux du comté de Richelieu aux mêmes années. Ils emploient moins de 10% et autour de 24% de la main-d'œuvre du secteur industriel et génèrent pas plus de 4% et 11,2% de la valeur totale de production dans chacun de ces comtés.

À l'aube du XX^e siècle, le rôle essentiel de la production à petite échelle ne se dément toujours pas. À preuve, les unités de production de cinq employés et moins étant écartées en 1901, le nombre des équipements chute de façon radicale: 74 dans le comté de Trois-Rivières et Saint-Maurice, 55 dans Maskinongé, 51 dans Berthier, 64 dans Richelieu, 64 dans Yamaska, 83 dans Nicolet comparativement à 233, 268, 315, 265, 335 et 410

FIGURE 3.7
LE CLASSEMENT DES ÉQUIPEMENTS DE PRODUCTION
SELON LEUR VALEUR DE PRODUCTION DANS LES COMTÉS
DE LA RÉGION DU LAC SAINT-PIERRE, 1881-1891



Sources: Recensement du Canada, 1891, vol. 4; Recensement du Canada, 1901, vol.3.

respectivement dix ans auparavant. Cette situation n'est pas propre aux entités rurales, mais également aux petites et grandes agglomérations urbaines. Ainsi, le nombre des équipements passe de 74 en 1891 à 31 en 1901 à Trois-Rivières, de 128 à 27 à Sorel, de 52 à 6 à Louiseville et de 90 à 4 à Nicolet (annexe 3.8).

S'agissant des moulins, leur nombre s'élève à un peu plus de 210 en 1881⁵³ et à moins de 250 en 1891 dans les comtés qui entourent le lac Saint-Pierre (annexe 3.9). La moitié d'entre eux travaillent le bois, 37 à 38% produisent de la farine, et 12% cardent et foulent des fibres textiles à chacune de ces années. Les premiers embauchent six fois plus de travailleurs que tous les autres réunis. Il en est de même de leur valeur de production qui frise le million de dollars.

* * *

Résultat de l'expansion de l'économie de marché, les industries rurales se multiplient dans la région du lac Saint-Pierre au XIX^e siècle. De moins d'une douzaine qu'elles étaient dans presque toutes les localités de la région à la fin du premier tiers du siècle, leur nombre dépasse la vingtaine dans la plupart des paroisses de l'arrière-pays de la rive nord, et la trentaine dans celles du pourtour du lac au début de la décennie 1870. Dans certaines paroisses abritant des villages qui ont émergé comme des carrefours d'échanges et les villes, lieux de convergence jouissant d'une aire d'influence large, le taillis d'unités de production a été encore plus imposant. En effet, à Yamachiche, Rivière-du-Loup, Berthier, le nombre d'équipements de production franchit

⁵³ Compte tenu du mode de recension en 1881, il s'agit là d'un minimum.

le cap de la soixantaine au cours du troisième quart du siècle. Pour leur part, Sorel et Trois-Rivières en ont compté jusqu'à 70 et 140 en 1871.

À mesure qu'elles s'imposent, les industries rurales vont modifier le paysage de la campagne saint-pierraise et contribuer à diversifier et élargir ses assises économiques. Elles deviennent également une importante source d'emploi et ce, d'autant plus, que de grandes installations industrielles utilisant une technologie avancée et une nouvelle forme d'énergie, la vapeur, émergent. Mais l'arrivée de ce type d'équipement n'a pas sonné le crépuscule des petites unités industrielles qui ont fait leurs certaines innovations techniques et qui ont su ajuster leur production aux besoins du marché. De même ne signifie-t-elle pas le recul des moulins qui se révèlent des organisations complexes lorsque deux ou plus se trouvent réunis sous le même toit. Petites et grandes organisations, formes industrielles anciennes et plus modernes ont évolué côte à côte, tissant souvent entre elles des liens de complémentarité.

TROISIÈME PARTIE
L'INTENSIFICATION DE LA VIE DE RELATION

Dans les deux chapitres précédents, nous avons observé les profondes transformations de l'agriculture et la forte poussée industrielle dans le pays saint-pierrais au XIX^e siècle. Elles tenaient pour une bonne part aux échanges de plus en plus soutenus à l'intérieur de la région et entre celle-ci et l'extérieur, notamment Québec dans la première moitié du siècle, puis surtout Montréal dans le second demi-siècle. Il y a lieu de pousser plus avant dans cette direction. En effet, l'étude des échanges et, plus globalement, de la vie de relation fournit des clés de compréhension essentielles des changements en profondeur qui s'opèrent dans la socioéconomie du lac Saint-Pierre au siècle dernier¹. En plus d'être l'expression du dynamisme et de l'ouverture du monde rural, les faits d'échange et de relation peuvent nous permettre de dégager et de reconstituer des schémas de relation, de déterminer leur nature (rapports de complémentarité, de dépendance) et leur intensité dans le temps. L'enchevêtrement ou les articulations de ces espaces de relation donnent naissance à un système réticulaire bien structuré et cohérent où se jouent des rapports de force. Autant d'éléments susceptibles de rehausser notre connaissance de la campagne et de ses liens de plus en plus continus et solides avec la ville.

C'est donc à la vie de relation dans son sens le plus large qu'est consacré la présente partie. Ses manifestations étant nombreuses et diverses, nous nous limiterons à quelques aspects. Notre attention se porte d'abord sur

¹ Sur l'importance du phénomène de l'échange comme objet d'étude, voir Serge Courville, Jean-Claude Robert et Normand Séguin, «L'axe laurentien au XIX^e siècle: une nouvelle hypothèse» et «L'axe laurentien, espace, économie, société: le Québec central au XIX^e siècle (1815-1880), de nouvelles perspectives», S. Courville, J.-C. Robert et N. Séguin, dir., *Le pays laurentien au XIX^e siècle* (Québec, Montréal, Trois-Rivières, Université Laval, Université du Québec à Montréal et Université du Québec à Trois-Rivières, 1992): 9-22 et 23-34.

de déplacement, leur ampleur, leur direction et leurs caractéristiques propres. Nous nous intéressons ensuite à diverses activités reliées à l'eau et aux échanges auxquelles elles donnent lieu. Ce faisant, nous saisissons l'importance du fleuve dans l'économie du lac Saint-Pierre. Enfin, nous nous penchons sur les relations d'affaires que les Saint-pierrais établissent avec des institutions de crédit (en l'occurrence, des sociétés de construction), des maisons de commerce, des établissements industriels et d'autres créanciers de la région et de l'extérieur. À travers l'étude de ces différents phénomènes, il ressortira que des liens de plus en plus étroits se tissent entre les diverses entités de la région et, à une autre échelle, entre l'espace du lac Saint-Pierre et Montréal.

CHAPITRE IV

LES FAITS DE MOBILITÉ DE LA POPULATION

On a longtemps eu à l'esprit l'image du paysan solidement enraciné dans son terroir natal telle que présentée, entre autres, par Léon Gérin dans sa célèbre monographie de l'habitant de Saint-Justin. Et pourtant, en scrutant de plus près ce texte du premier sociologue québécois, on n'est pas sans constater que nombre d'individus de Saint-Justin — dont des membres de la famille de Louis Casaubon, le sujet observé — et, peut-être plus encore, de Saint-Didace, la paroisse voisine au nord, ont alimenté des courants migratoires¹. Ces faits relatés en marge par Gérin semblent davantage collés à la réalité. En effet, il est maintenant admis et de plus en plus démontré que la population québécoise a été extrêmement mobile au siècle dernier. Sous ce rapport, les Saint-pierrais ne font pas exception. Alors que des habitants quittent une localité pour une autre de la région ou de l'extérieur, aussi loin qu'aux États-Unis, des individus et des familles d'ailleurs viennent s'y établir. D'autres, pour s'assurer des revenus d'appoint indispensables, migrent temporairement, très souvent hors du Québec.

Mais les migrations définitives et temporaires ou saisonnières ne sont pas les seuls déplacements qui ont cours dans le pays saint-pierrais. Loin d'être casaniers, les habitants des paroisses riveraines et de l'arrière-pays se visitent, se côtoient sur une base régulière lors de multiples activités et

¹ Léon Gérin, «L'habitant de Saint-Justin. Contribution à la géographie sociale du Canada», Jean-Charles Falardeau et Philippe Garigue, *Léon Gérin et l'habitant de Saint-Justin* (Montréal, Les Presses de l'Université de Montréal, 1968), 83-84.

manifestations auxquelles participent des personnes de l'extérieur. Ces déplacements peuvent être qualifiés de ponctuels ou, plus précisément, de courte durée. Ce sont ces différents mouvements que nous examinerons tour à tour.

A- LES DÉPLACEMENTS DÉFINITIFS

La question de la mobilité géographique s'est taillée une bonne place dans l'historiographie québécoise au cours des dernières années et a suscité de nombreuses réflexions. Avant d'analyser les schémas de mobilité dans la région du lac Saint-Pierre, faisons un bref survol des écrits sur le sujet, des sources exploitées et des méthodes utilisées par les chercheurs qui ont investi ce champ d'étude. Par la même occasion, nous exposerons rapidement notre propre démarche.

1- Survol historiographique, sources et méthodes

Depuis l'étude pionnière du géographe Louis-Edmond Hamelin sur le phénomène de l'émigration dans une paroisse de la rive nord du lac Saint-Pierre², l'historiographie québécoise s'est enrichie de plusieurs travaux sur les déplacements définitifs ou permanents au XIX^e siècle. Il importe, au premier chef, de souligner l'apport de Gérard Bouchard et de son équipe

² Louis-Edmond Hamelin, «Émigration rurale à l'échelon paroissial», *The Canadian Geographer/Le géographe canadien*, 5 (1955): 53-61. Voir également du même auteur, «Évolution rurale et choronymie à Saint-Didace de Maskinongé, Québec, Canada», *Cahiers de géographie du Québec*, 15, 28 (avril 1969): 55-76. Avant Hamelin, un autre géographe, Raoul Blanchard, avait signalé des flux migratoires dans ses écrits sur le Québec, sans toutefois se livrer à des analyses approfondies.

dans le domaine. Ce sont eux qui ont remis à l'agenda de la recherche historique au Québec la question des migrations et qui ont insufflé un nouvel intérêt pour cet objet d'étude. Leur investigation a d'abord porté sur une paroisse témoin, Laterrière³, pour ensuite s'étendre à l'ensemble des paroisses du Saguenay existantes au début de la seconde moitié du XIX^e siècle⁴, tout en accordant une place importante aux questions méthodologiques⁵. Puis, ils ont analysé l'évolution des soldes migratoires du Saguenay depuis son ouverture à la colonisation jusqu'à une période récente et se sont attachés à mieux connaître les premiers migrants venus s'établir dans la région⁶. Prenant le relais, la seconde génération de chercheurs de l'Institut interuniversitaire de recherches sur les populations (IREP) s'est engagée dans des études fouillées sur la dynamique et l'ampleur des mouvements migratoires saguenayens dans le temps et l'espace, en prenant en compte les contextes socioéconomiques locaux, les caractéristiques des migrants (les profils démographique et socioprofessionnel, le niveau

³ Gérard Bouchard, «L'histoire démographique et le problème des migrations: l'exemple de Laterrière», *Histoire sociale/Social History*, VIII, 15 (mai 1975): 21-33.

⁴ Christian Pouyez, Raymond Roy et Gérard Bouchard, «La mobilité géographique en milieu rural: le Saguenay, 1852-1861», *Histoire sociale/Social History*, XIV, 27 (mai 1981): 123-155.

⁵ Christian Pouyez et Michel Bergeron, «L'étude des migrations au Saguenay (1842-1931): problèmes de méthode», *Histoire sociale/Social History*, XI, 21 (mai 1978): 26-61; Raymond Roy, Christian Pouyez et François Martin, «Le jumelage des données nominatives dans les recensements: problèmes et méthodes», *Histoire sociale/Social History*, XIII, 25 (mai 1980): 173-193.

⁶ Christian Pouyez, Yolande Lavoie et al., *Les Saguenayens. Introduction à l'histoire des populations du Saguenay, XVI^e-XX^e siècles* (Sillery, Les Presses de L'Université du Québec, 1983), 248-260; Raymond Roy, Gérard Bouchard et Manon Declos, «La première génération de Saguenayens: provenance, apparentement, enracinement», *Cahiers québécois de démographie*, 17, 1 (printemps 1988): 113-134. Voir également Martine Hamel, «De Charlevoix au Saguenay: caractéristiques des familles émigrantes au XIX^e siècle», *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 47, 1 (été 1993): 5-25.

d'alphabétisation, l'étape du cycle familial au moment de la migration) et les circuits qu'ils empruntent⁷.

Inspirés par les travaux conduits au Saguenay et ailleurs, des chercheurs ont entrepris des études sur les déplacements de population dans différentes paroisses en milieu rural et les échanges démographiques entre la campagne et la ville⁸. L'ensemble de ces enquêtes montrent une très grande mobilité, tant sur les fronts pionniers que dans les paroisses plus anciennes de la plaine du Saint-Laurent, ainsi que de forts courants migratoires vers la ville. Nombre d'entre elles insistent sur le rôle central de la famille dans les réseaux migratoires et dans l'intégration aux milieux d'accueil.

Pour arriver à ces conclusions, les chercheurs ont jumelé, recoupé, croisé les données de plusieurs sources sur la base de différentes méthodes.

⁷ Danielle Gauvreau, René Jetté et Mario Bourque, «Migration in the Saguenay Region: Evidence from Reconstituted Families, 1838-1911», *Historical Methods*, 20, 4 (automne 1987): 143-154; Danielle Gauvreau et Mario Bourque, «Mouvements migratoires et familles: le peuplement du Saguenay avant 1911», *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 42, 2 (automne 1988): 167-192; Danielle Gauvreau et Mario Bourque, «Les migrations interrégionales au Saguenay avant 1911», Gérard Bouchard et Marc De Braekeleer, dir., *Histoire d'un génôme. Population et génétique dans l'est du Québec* (Sillery, Les Presses de l'Université du Québec, 1991): 187-211; Marc St-Hilaire, *Peuplement et dynamique migratoire au Saguenay, 1840-1960* (Sainte-Foy, Les Presses de l'Université Laval, 1996), 285 p. Du même auteur, voir également «Origines et destins des familles pionnières d'une paroisse saguenayenne au XIX^e siècle», *Cahiers de géographie du Québec*, 32, 85 (avril 1988): 5-26; «L'exode rural dans une région neuve: le Saguenay, 1882-1951», Gérard Bouchard et Joseph Goy, dir., *Famille, économie et société rurale en contexte d'urbanisation (17^e-20^e siècle)* (Chicoutimi et Paris, Centre interuniversitaire SOREP et École des hautes études en sciences sociales, 1990): 123-138; «Mobilité et alphabétisation au Saguenay, 1840-1940», Serge Courville et Normand Séguin, dir., *Espace et culture/Space and Culture* (Sainte-Foy, Les Presses de l'Université Laval, 1995): 227-236.

⁸ Guy Trépanier, *Économie, population et mobilité géographique en milieu rural: la paroisse de Sainte-Flore en Mauricie, 1860-1901*, mémoire de maîtrise (études québécoises), Université du Québec à Trois-Rivières 1983, xi-126 p.; Daniel Maisonneuve, «Structure familiale et exode rural. Le cas de Saint-Damase, 1852-1861», *Cahiers québécois de démographie*, 14, 2 (octobre 1985): 231-240; Jean-Claude Robert, «Urbanisation et population: le cas de Montréal en 1861», *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 35, 4 (mars 1982): 523-535; France Gagnon, «Parenté et migration: le cas des Canadiens français à Montréal entre 1845 et 1875», *Historical Papers/Communications historiques* (1988): 63-85.

Une première, la plus simple, consiste à dresser des bilans migratoires à partir des registres de l'état civil et des chiffres sur la population dans les recensements publiés. Utile pour produire des résultats nets, cette méthode ne nous renseigne cependant pas sur l'ampleur respective des entrées et des sorties. Une seconde méthode permet de remédier à cette situation puisqu'elle repose sur la comparaison de listes nominatives étalées dans le temps (recensements décennaux du gouvernement canadien, annuaires, recensements paroissiaux ou cahiers des âmes). De la sorte, les personnes migrantes sont bien identifiées. Encore faut-il s'assurer que les listes comparées soient exhaustives⁹, que les individus n'apparaissant pas dans la deuxième liste ne soient pas décédés ou n'aient pas changé de nom, et que les limites de l'espace observé soient les mêmes. Faute de quoi, on risque de surestimer les mouvements migratoires¹⁰. Au bout du compte, cette méthode donne des résultats concluants mais à condition d'exploiter d'autres sources, comme les registres de l'état civil, pour bien contrôler et valider l'information. Cet exercice est à plus forte raison nécessaire lorsque les deux listes confrontées sont plutôt espacées dans le temps. L'utilité des registres de l'état civil ne se limite pas à des fins de validation. Leur contenu sert de données de base à une troisième méthode. En effet, la confection d'un fichier

⁹ Des chercheurs de l'Université de Pennsylvanie ont jumelé deux recensements de la ville de Philadelphie faits à cinq mois d'intervalle au cours de l'année 1870. Étonnamment, 17,8% des personnes présentes dans le premier recensement n'ont pas été retrouvées dans le deuxième. De toute évidence, cette différence ne peut être attribuée uniquement à la mobilité, mais également à un sous-dénombrement. Frank F. Furstenberg Jr., Douglas Strong et Albert G. Crawford, «What Happened when the Census was Redone: An Analysis of the Recount of 1870 in Philadelphia», *Sociology and Social Research*, 63, 3 (avril 1979): 475-505.

¹⁰ Selon Donald H. Parkerson, des vérifications et la prise en compte de divers facteurs devraient ramener la mobilité géographique des américains au XIX^e siècle de 6 ou 7 individus sur 10 à chacune des décennies telle qu'initialement estimée, à seulement 3 sur 10. D. H. Parkerson, «How Mobile were Nineteenth-Century Americans?», *Historical Methods*, 15, 3 (été 1982), 107.

des familles à partir des actes de baptême, de mariage et de sépulture permet, entre autres usages, de déceler et de reconstituer des trajectoires migratoires¹¹. Mentionnons en dernier lieu qu'une autre source ecclésiastique renferme des informations sur les migrations, soit les rapports annuels des curés. Malgré leur caractère imprécis, ces données montrent des moments forts de mobilité¹².

Au fil des années, ces méthodes ont été retravaillées, modifiées, affinées afin de répondre aux questions de plus en plus pointues des chercheurs. L'aspect physique des mouvements migratoires ne sert souvent plus que de toile de fond à des enquêtes où l'on cherche à suivre à la trace les migrants et à comprendre leur motivation, leur comportement et leur perception. En fait, débordant le cadre strict de la démographie, l'étude de la mobilité géographique est devenue en quelque sorte le prétexte à l'observation d'autres phénomènes sociaux plus amples¹³. Et comme les outils techniques sont désormais à leur disposition, historiens, géographes et démographes peuvent donner libre cours à leur imagination¹⁴.

¹¹ Pour une présentation détaillée de cette méthode, voir René Jetté et Danielle Gauvreau, «Des fiches de famille à la mesure des migrations: une méthode élaborée à partir des données du Saguenay au XIX^e siècle», *Cahiers québécois de démographie*, 16, 1 (avril 1987): 37-65.

¹² Pour une critique des données relatives aux migrations dans les rapports annuels, voir Normand Séguin, *La conquête du sol au 19^e siècle* (Sillery, Boréal Express, 1977), 161-162; Gérard Bouchard et Michel Bergeron, «Les rapports annuels des paroisses et l'histoire démographique saguenayenne: étude critique», *Archives*, 10, 3 (décembre 1978), 21.

¹³ De beaux exemples nous sont fournis avec Paul-André Rosental, «Maintien/rupture: un nouveau couple pour l'analyse des migrations», *Annales. Économies. Sociétés. Civilisations*, 45, 6 (novembre-décembre 1990): 1 403-1 431; Patrice Bourdelais, «L'industrialisation et ses mobilités (1836-1936)», *Annales. Économies. Sociétés. Civilisations*, 39, 5 (septembre-octobre 1984): 1 009-1 019. Au Québec, les travaux de Peter Bischoff s'inscrivent dans cette veine. Voir P. Bischoff, «Des forges du Saint-Maurice aux fonderies de Montréal: mobilité géographique, solidarité communautaire et action syndicale des mouleurs, 1829-1881», *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 43, 1 (été 1989): 3-29.

¹⁴ Jacques Mathieu et Lina Gouger ont signalé avec justesse que «pendant longtemps, les bases d'étude du phénomène migratoire ont été davantage conditionnées par des considérations

Les déplacements définitifs n'étant qu'un des aspects de la vie de relation abordés dans le présent chapitre, nous ne pouvions envisager de reconstituer l'itinéraire de migrants ni même de jumeler des listes nominatives. Plus simplement, nous avons eu recours au recensement nominatif de 1851 qui indique, dans le cas de plusieurs paroisses, le lieu de naissance précis des personnes au lieu de la province ou du pays d'origine, ce à quoi s'attendaient les responsables de ce recensement comme le laissent à penser les tableaux publiés¹⁵. Cette mauvaise compréhension de certains recenseurs est en grande partie imputable à l'ambiguïté de la question relative au lieu de naissance dans les instructions qui leur ont été fournies¹⁶. Le recensement nominatif de 1851 nous donne donc une prise de vue directe, un instantané sur les faits de mobilité permanents.

Dans le cadre de leurs recherches sur l'axe laurentien au XIX^e siècle, Serge Courville, Jean-Claude Robert et Normand Séguin se sont intéressés aux migrations dans cinq localités de la région du lac Saint-Pierre en s'appuyant, eux aussi, sur les données nominatives du recensement de 1851. Ils montrent qu'un fort pourcentage des migrants de ces localités proviennent des environs proches — sauf dans le cas de Trois-Rivières qui bénéficie d'une aire de recrutement beaucoup plus vaste —, et que les échanges démographiques d'une rive à l'autre s'effectuent surtout à chaque extrémité

techniques de recherche que par des interrogations intellectuelles». J. Mathieu et L. Gouger, «Transferts de population», *Annales de Bretagne et des pays de l'Ouest*, 95, 4 (1988), 338.

¹⁵ Notre façon de procéder est en tous points semblable à celle de J.-C. Robert et F. Gagnon, sauf qu'eux ont travaillé avec le recensement nominatif de 1861. J.-C. Robert, *op. cit.*, et F. Gagnon, *op. cit.*

¹⁶ David P. Gagan, «Enumerator's Instructions for the Census of Canada 1852 and 1861», *Histoire sociale/Social History*, VII, 14 (novembre 1974), 359.

du lac, là où se déploient les deux pôles urbains de la région¹⁷. Notre analyse reprend là où Courville, Robert et Séguin ont laissé. En plus de relever le lieu d'origine des migrants, nous voulons dégager leurs traits démographiques et socioprofessionnels et émettre des hypothèses sur les raisons qui les ont poussés à quitter leur paroisse natale.

2- Les schémas de mobilité vus à travers le recensement nominatif de 1851

Nos observations portent sur douze paroisses: six d'entre elles sont situées sur la frange du lac Saint-Pierre (Pointe-du-Lac, Yamachiche, Rivière-du-Loup, Maskinongé et Saint-Cuthbert sur la rive nord, et Saint-Pierre-de-Sorel sur la rive opposée), les autres sur le plateau, au pied des Laurentides (Fief Saint-Etienne, Saint-Barnabé, Saint-Paulin, Saint-Léon, Sainte-Ursule et Saint-Didace). Bien que la localité natale de leurs habitants soit mentionnée dans les listes nominatives, Trois-Rivières et sa banlieue¹⁸ n'ont pas été retenus pour les raisons suivantes. La prise en compte de cette ville et de son prolongement dans l'espace aurait fait grimper notre échantillon d'un peu moins de 4 000 à environ 6 000 individus. Le phénomène migratoire atteint une telle ampleur à Trois-Rivières au milieu du XIX^e siècle (37% de la population née à l'extérieur) qu'il commanderait une enquête en soi, ce que nous ne sommes pas en mesure de réaliser pour l'instant. Par ailleurs, Courville, Robert et Séguin ont bien décrit dans ses grandes lignes les

¹⁷ Serge Courville, Jean-Claude Robert et Normand Séguin, «La vie de relation dans l'axe laurentien au XIX^e siècle: l'exemple du lac Saint-Pierre», *Annales de Bretagne et des pays de l'Ouest*, 95, 4 (1988), 352.

¹⁸ Même si elle forme une division de recensement distincte de la ville, la banlieue de Trois-Rivières, communément appelée paroisse de Trois-Rivières, ne constitue pas une circonscription ecclésiastique ou une unité administrative.

schémas de mobilité de Trois-Rivières. Dans ces circonstances, nous avons décidé de limiter notre recherche à des entités du monde rural. Quant aux autres paroisses de la région, le lieu de naissance de leurs migrants demeure inconnu attendu que les listes nominatives de celles-ci ont été perdues (Sorel, Yamaska, Saint-François-du-Lac, Baie-du-Febvre, Nicolet, Saint-Barthélemy et Saint-Norbert) ou qu'il n'y est inscrit que le nom du pays d'origine dans le cas des immigrants et «Canada» dans le cas des autochtones (Berthier, Ile-Dupas, Sainte-Elizabeth et Saint-Félix-de-Valois).

Dans les six localités riveraines dont le recensement rapporte précisément le lieu d'origine des habitants, on compte 1 962 migrants au total. Ce chiffre est légèrement inférieur dans les six paroisses de l'arrière-pays, soit 1 878 (tableau 4.1). Il s'agit-là de minimums dans la mesure où n'ont pas été considérées comme migrantes les personnes nées dans des paroisses-mères dont une partie du territoire a été détachée pour former celles où elles demeurent au moment du recensement¹⁹. Cette décision visait à ne pas gonfler inutilement le nombre des migrants même si, pour sûr, ils s'en trouvent parmi ces personnes. N'eût été de ces soustractions, on relèverait entre 300 et 800 migrants dans chacune des paroisses, alors que ces seuils sont ramenés à un peu moins de 200 et à un plus de 500 une fois cette opération faite. Le nombre de natifs de l'extérieur ne représente jamais plus de 20% de la population totale de chacune des paroisses de la plaine. Ce

¹⁹ Ainsi, les habitants de Saint-Cuthbert nés à Berthier (106), ceux de Saint-Barnabé nés à Yamachiche (333), ceux de Saint-Léon nés à Rivière-du-Loup (240), ceux de Saint-Paulin nés à Saint-Léon (500) et ceux de Sainte-Ursule nés à Rivière-du-Loup (586) et Maskinongé (105) n'ont pas été qualifiés de migrants.

pourcentage peut dépasser les 50%, voire les 70% dans certaines paroisses à l'intérieur des terres (Fief Saint-Etienne et Saint-Didace).

TABLEAU 4.1
La population totale et le nombre de migrants
dans douze paroisses de la région du lac Saint-Pierre en 1851

<i>paroisses riveraines</i>	popu- lation totale	migrants nbre	migrants/ population %	<i>paroisses de l'arrière-pays</i>	popu- lation totale	migrants nbre	migrants/ population %
Pointe-du-Lac	1 602	263	16,4	Fief Saint-Etienne	912	527	57,8
Yamachiche	4 123	394	9,6	Saint-Barnabé	1 490	223	15,0
Rivière-du-Loup	3 048	567	18,6	Saint-Léon	2 294	256	11,2
Maskinongé	3 881	380	9,8	Saint-Paulin	767	199	26,0
Saint-Cuthbert	2 767	195	7,1	Sainte-Ursule	2 048	173	8,5
Saint-Pierre-de-Sorel	3 967	163	4,1	Saint-Didace	689	500	72,6
total	19 388	1 962		total	8 200	1 878	

Source: *Recensement du Canada, 1851* (listes nominatives).

Le bassin de recrutement des migrants des douze paroisses à l'étude est extrêmement large. Il s'étend à toute la vallée laurentienne et au delà, quelques dizaines d'individus étant nés sous d'autres cieux, principalement au Royaume-Uni (56) et aux États-Unis (45). Quelque réel que soit cet éparpillement, il existe toutefois des zones de forte concentration. C'est du moins ce que nous révèle la cartographie du lieu de naissance des migrants établis dans ces paroisses (figure 4.1). En moyenne, 68,5% des migrants résidant dans les localités de la rive sont originaires de la région du lac Saint-Pierre. Cette proportion s'élève à 74,4% dans le cas des migrants habitant l'arrière-pays. Parmi ces derniers, près de la moitié et jusqu'à 85%, suivant le lieu, viennent d'une localité du pourtour du lac, ce qui atteste d'un épanchement de la population hors de l'aire seigneuriale, phénomène que l'historiographie a abondamment décrit et discuté. Même situation pour les migrants de la région établis en 1851 dans l'une ou l'autre des entités de la rive étudiées: la majorité a vu le jour dans une paroisse en bordure du lac. Il

FIGURE 4.1
LE LIEU DE NAISSANCE DES MIGRANTS ÉTABLIS DANS DOUZE PAROISSES
DE LA RÉGION DU LAC SAINT-PIERRE EN 1851
paroisses riveraines

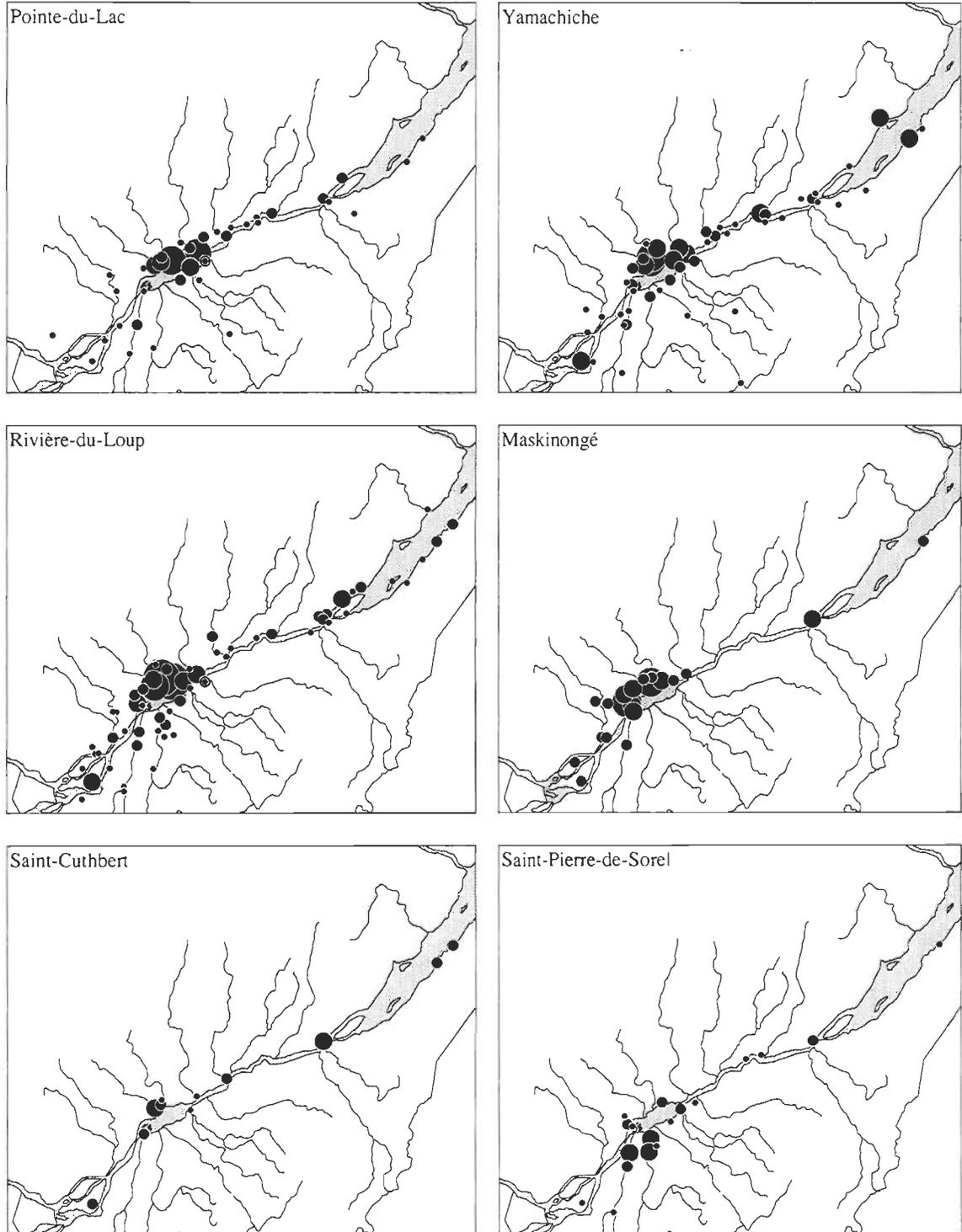
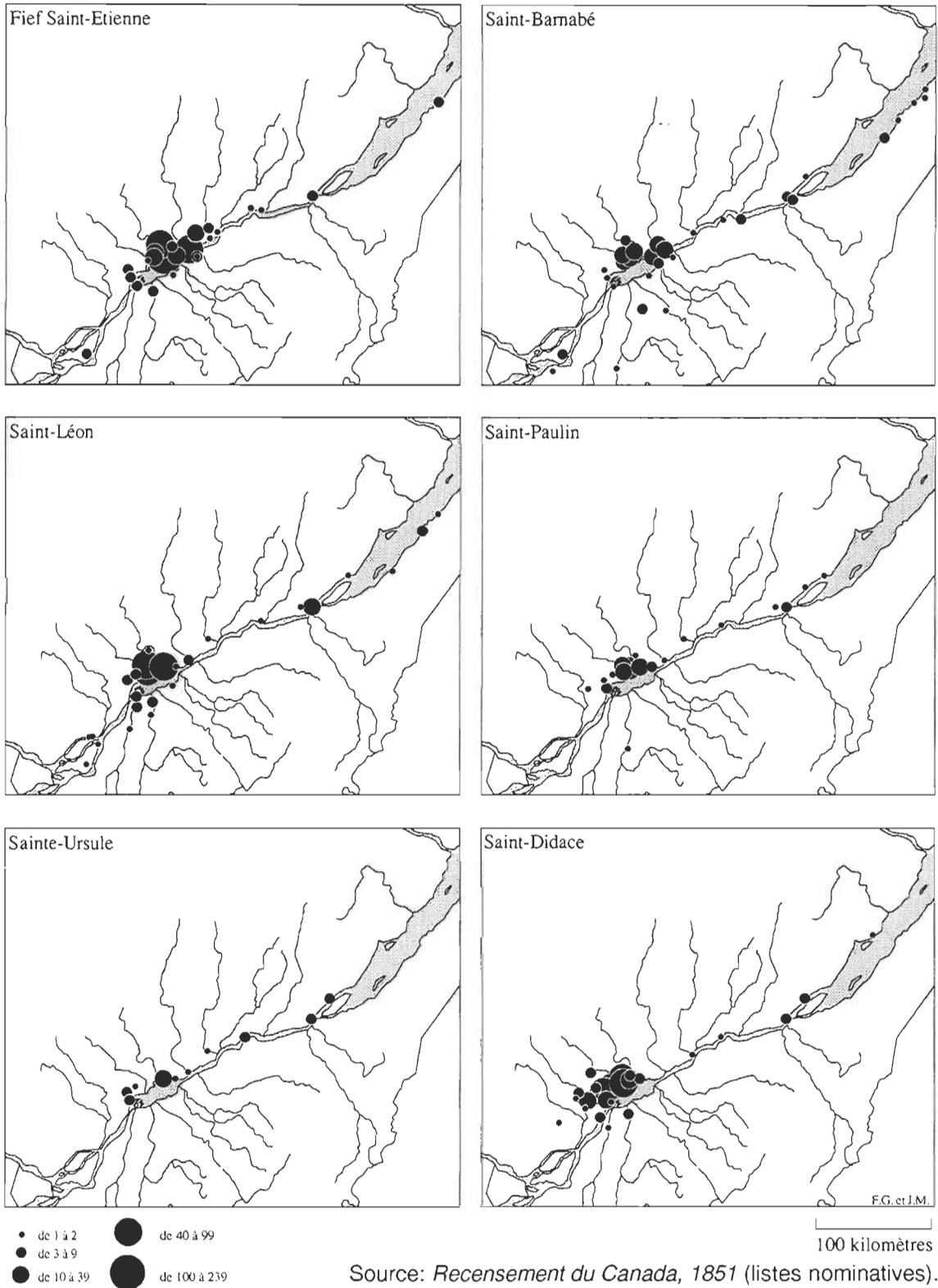


FIGURE 4.1 (SUITE)
 paroisses de l'arrière-pays de la rive nord



Source: *Recensement du Canada, 1851* (listes nominatives).

est probable que nombre de ces migrants ainsi que d'autres se retrouvent dans un périmètre villageois. C'est en tout cas ce qu'indiquait une recherche antérieure sur Louiseville traitant, entre autres, des migrations²⁰. Sans doute, en est-il de même dans les autres paroisses riveraines.

La population des localités de l'intérieur participe également à ce mouvement, mais d'une façon très sélective. En effet, si Pointe-du-Lac, Maskinongé et Saint-Cuthbert ne comptent chacune qu'une dizaine de migrants originaires de cette partie de la région (moins de 10% du nombre total de migrants dans chaque cas), et Saint-Pierre-de-Sorel qu'une vingtaine (17,8% des migrants de cette paroisse), Yamachiche et Rivière-du-Loup, pour leur part, en abritent 99 et 148 respectivement (le quart des migrants de ces localités). Comment expliquer ces différences dans l'espace sinon que mieux pourvues sur le plan agricole et industriel que bien d'autres paroisses, Yamachiche et Rivière-du-Loup²¹ exercent une certaine attraction non seulement sur les habitants de la région, mais également sur ceux d'ailleurs. À preuve, la figure 4.1 où l'on remarque que l'aire de recrutement de ces localités est beaucoup plus diversifiée que celle des autres. Ces flux migratoires en direction des paroisses riveraines sont le résultat d'un phénomène tout aussi important que celui du débordement des populations en dehors de l'espace seigneurial, mais encore mal connu: la polarisation et le

²⁰ Voir notre article «Louiseville en Mauricie au XIX^e siècle: la croissance d'une aire villageoise», *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 44, 2 (automne 1990), 232, et Serge Courville, *Entre ville et campagne. L'essor du village dans les seigneuries du Bas-Canada* (Québec, Les Presses de l'Université Laval, 1990), 106-115.

²¹ En 1851, ces deux paroisses sont les plus industrialisées de tout l'espace rural saint-pierrais après Berthier.

redéploiement autour des agglomérations de la frange fluviale selon les propres termes de Courville, Robert et Séguin²².

Un dernier élément des échanges démographiques à l'intérieur de l'espace saint-pierrais retient l'attention, à savoir que plusieurs d'entre eux se font sur de très courtes distances ou, plus précisément, entre paroisses limitrophes. En effet, 31% du nombre total des migrants demeurant à Maskinongé et Saint-Cuthbert en 1851, et plus de la moitié de ceux de Pointe-du-Lac, Yamachiche et Rivière-du-Loup sont originaires des paroisses circonvoisines. Ce pourcentage ne s'élève qu'à 22% dans le cas de Saint-Pierre-de-Sorel. Dans les localités de l'arrière-pays, la proportion des migrants venus des environs immédiats oscille entre 39% et 74%, sauf à Saint-Paulin (13,1%) et Sainte-Ursule (22%). Ces chiffres viennent corroborer les propos de Courville, Robert et Séguin selon lesquels les déplacements permanents ont lieu principalement dans un court rayon dans les paroisses du pourtour du lac²³ et, ajouterait-on, dans celles de création plus récente de la rive septentrionale.

S'agissant enfin des apports de population d'autres segments ou parties de la vallée laurentienne, on n'est pas sans constater, à la lecture de la figure 4.1, que ceux des localités en aval du pays saint-pierrais sont plus importants que ceux des localités de l'amont selon un ordre de grandeur variant de 1,2 à 4,8 fois plus, selon le lieu, en faveur des premiers. Il semble

²² S. Courville, J.-C. Robert et N. Séguin, *op. cit.*, 352. Ce dernier phénomène a été appelé mouvement centripète, et le précédent mouvement centrifuge par ces chercheurs. Pour une analyse détaillée de ces mouvements, voir de ces auteurs, *Le pays laurentien au XIX^e siècle. Les morphologies de base* (Sainte-Foy, Les Presses de l'Université Laval, 1995), 9-12.

²³ S. Courville, J.-C. Robert et N. Séguin, «La vie de relation dans l'axe laurentien...», 352.

donc qu'en matière de transfert de population au milieu du XIX^e siècle, l'espace du lac Saint-Pierre entretient des relations plus étroites avec l'est de la Mauricie et la grande région de Québec que Montréal et ses environs.

Qu'ils soient de la région ou de l'extérieur, plusieurs de ces migrants n'en sont pas à leur premier déplacement comme en témoignent les lieux d'origine des membres de leurs familles. D'aucuns ont changé de lieu de résidence à deux ou trois reprises et même davantage. Le recensement nominatif de 1851 ne constitue certes pas la meilleure source pour rendre compte des faits de mobilité permanents²⁴. N'empêche qu'il est révélateur de trajectoires migratoires. Présentons-en quelques-unes particulièrement tortueuses.

Léandre Bouchard des Forges du Saint-Maurice épouse Emilie Camirand à Trois-Rivières en 1834. Il s'agit d'un second mariage pour Emilie, veuve de Louis Noël, avec qui elle a eu un seul enfant (Hélène, âgée de 20 ans en 1851) dans sa paroisse natale, Saint-Grégoire. De l'union de Léandre et Emilie vont naître cinq enfants, chacun à un endroit différent. Emilie (18 ans en 1851) voit le jour à Yamachiche, Philomène (16 ans) à Trois-Rivières, Marie (10 ans) à Sainte-Ursule, Octave (7 ans) à Pointe-du-Lac et Alexandre (2 ans) à Saint-Barnabé. En 1851, la famille Bouchard est de retour à Yamachiche où le père exerce la profession de meunier.

L'itinéraire de la famille Duhesme s'apparente beaucoup à celui de Léandre Bouchard et des siens. En 1838, David Duhesme et Marie Grenier

²⁴ Les remarques de J.-C. Robert sur les listes nominatives du recensement de 1861 à ce sujet valent également pour celles de 1851. J.-C. Robert, *op. cit.*, 532-533.

convolent en justes noces à Yamachiche, paroisse natale de la jeune mariée. Le nouveau couple s'établit dans la localité d'origine de l'époux, Rivière-du-Loup. C'est là que naît leur première fille, Sophie (10 ans en 1851). Les trois autres enfants, Philomène (8 ans), Edouard (6 ans) et Domithilde (3 ans) viennent au monde à Yamachiche, Pointe-du-Lac et Trois-Rivières respectivement. Vers 1850, David, journalier, Marie et leurs enfants plient bagage et regagnent Rivière-du-Loup, lieu de naissance du petit dernier, Sévère (1 an).

Il est à noter que les déplacements des familles Bouchard et Duhesme ont toujours eu lieu à l'intérieur de l'espace saint-pierrais. D'autres familles, par contre, ont quitté la région pour ensuite y revenir. C'est le cas de Maxime Gravelle, menuisier de Rivière-du-Loup, qui, suivant les possibilités d'emploi, a roulé sa bosse entre la campagne et la ville avec sa conjointe Rose de Lima Dugal de Cap-Santé. Leur premier enfant, Narcisse (14 ans en 1851), voit le jour à Saint-Barnabé, le second, Nauflette (12 ans), à Yamachiche. Vers 1840, La famille Gravelle prend la direction de Sherbrooke pour ensuite s'établir à Yamaska. Dans chacune de ces localités naît un garçon, James (11 ans) et Honoré (9 ans). Peu après, les Gravelle déménagent à Montréal où la famille grossit encore avec la venue de Charles et Pierre (7 et 5 ans). Finalement, en 1851, on les retrouve à nouveau en région, à Yamachiche, paroisse natale du cadet, Joseph (3 ans).

Certaines familles se sont aventurées encore plus loin, comme celle des Vincent. Charles Vincent et Louise Betourné se marient dans leur localité d'origine, Yamachiche, en 1830. Les nouveaux mariés traversent le lac Saint-Pierre et élisent domicile à Yamaska où ils ont une progéniture nombreuse

(4 garçons et 2 filles âgés de 6 à 18 ans en 1851). Après une douzaine d'années dans cette paroisse, Charles et les siens s'expatrient aux États-Unis, pays natal de deux autres enfants, Julie et Odile (4 et 2 ans). Vers 1850, La famille Vincent est de retour dans la région et se fixe dans le Fief Saint-Etienne où le père se déclare cultivateur.

Ces quelques cas exposés et les grands schémas de mobilité dans l'espace décrits, attachons-nous à tracer le portrait de ces migrants.

3- Le profil de la population migrante

Notre étude des migrants se limite à quelques-unes de leurs caractéristiques (la répartition selon le sexe, l'âge, le statut civil et la profession). De 52,5 à 59,5% des migrants dans chacune des localités de la rive sont de sexe féminin, sauf à Saint-Pierre-de-Sorel où leur pourcentage ne dépasse pas les 45% (tableau 4.2 et figure 4.2). À l'inverse, la cohorte des migrants des paroisses de l'arrière-pays se compose surtout d'hommes et de garçons, l'écart entre les proportions de la population migrante masculine et féminine étant toutefois moindre que dans les localités riveraines. Saint-Paulin fait figure d'exception avec 53,3% de migrants de sexe féminin. Cette surmasculinité est caractéristique des paroisses de colonisation²⁵. En général, la répartition des migrants selon leur sexe dans chacune de ces parties de la région est conforme à celle de l'ensemble de leurs populations (un peu plus de femmes dans les paroisses en bordure du lac avec une moyenne de 50,6%, situation contraire dans celles de l'intérieur avec une moyenne de 50,8%

²⁵ D. Gauvreau et M. Bourque, «Mouvements migratoires et familles...», 180.

d'hommes). Il est donc loisible de penser que le phénomène migratoire n'a pas provoqué un déséquilibre entre les populations masculine et féminine de ces paroisses. Au contraire, le plus grand apport de migrantes dans les paroisses riveraines semble avoir contribué à une répartition plus égale des sexes.

TABLEAU 4.2
La répartition des migrants selon le sexe
dans douze paroisses de la région du lac Saint-Pierre en 1851

<i>paroisses riveraines</i>	hommes		femmes		total	<i>paroisses de l'arrière-pays</i>	hommes		femmes		total
	nbre	%	nbre	%			nbre	%	nbre	%	
Pointe-du-Lac	125	47,5	138	52,5	263	Fief Saint-Etienne	282	53,5	245	46,5	527
Yamachiche	170	43,1	224	56,9	394	Saint-Barnabé	117	52,5	106	47,5	223
Rivière-du-Loup	234	41,3	333	58,7	567	Saint-Léon	93	46,7	106	53,3	199
Maskinongé	166	43,7	214	56,3	380	Saint-Paulin	129	50,4	127	49,6	256
Saint-Cuthbert	79	40,5	116	59,5	195	Sainte-Ursule	88	50,9	85	49,1	173
Saint-Pierre-de-Sorel	91	55,8	72	44,2	163	Saint-Didace	264	52,8	236	47,2	500
total	865	44,1	1 097	55,9	1 962	total	973	51,8	905	48,2	1 878

Source: *Recensement du Canada, 1851* (listes nominatives).

Tant parmi les migrants de sexe masculin que féminin, on trouve des individus de tout âge. La figure 4.2 révèle que certains groupes d'âge sont toutefois plus représentés que d'autres. Dans 8 des 12 paroisses étudiées, le plus important est celui des 20-29 ans (entre le cinquième et le quart des migrants dans chacune de ces paroisses) et le second, celui soit des 1-9 ans (Saint-Léon), des 10-19 ans (Saint-Pierre-de-Sorel et Saint-Barnabé), des 30-39 ans (Maskinongé, Saint-Cuthbert et Saint-Paulin), des 40-49 ans (Pointe-du-Lac) ou des 50-59 ans (Yamachiche). Le groupe des 10-19 ans à Rivière-du-Loup (19,2% des migrants) et Sainte-Ursule (22,5%) et celui des 1-9 ans dans le Fief Saint-Etienne (34%) et à Saint-Didace (24,4%) comptent le plus grand nombre de migrants, suivis par ceux des 20-29 ans (autour de 18% des migrants) et des 10-19 ans (un peu plus de 20%) respectivement. Ces données

FIGURE 4.2
L'AGE DES MIGRANTS ÉTABLIS DANS DOUZE PAROISSES DE LA RÉGION DU LAC SAINT-PIERRE EN 1851
 paroisses riveraines

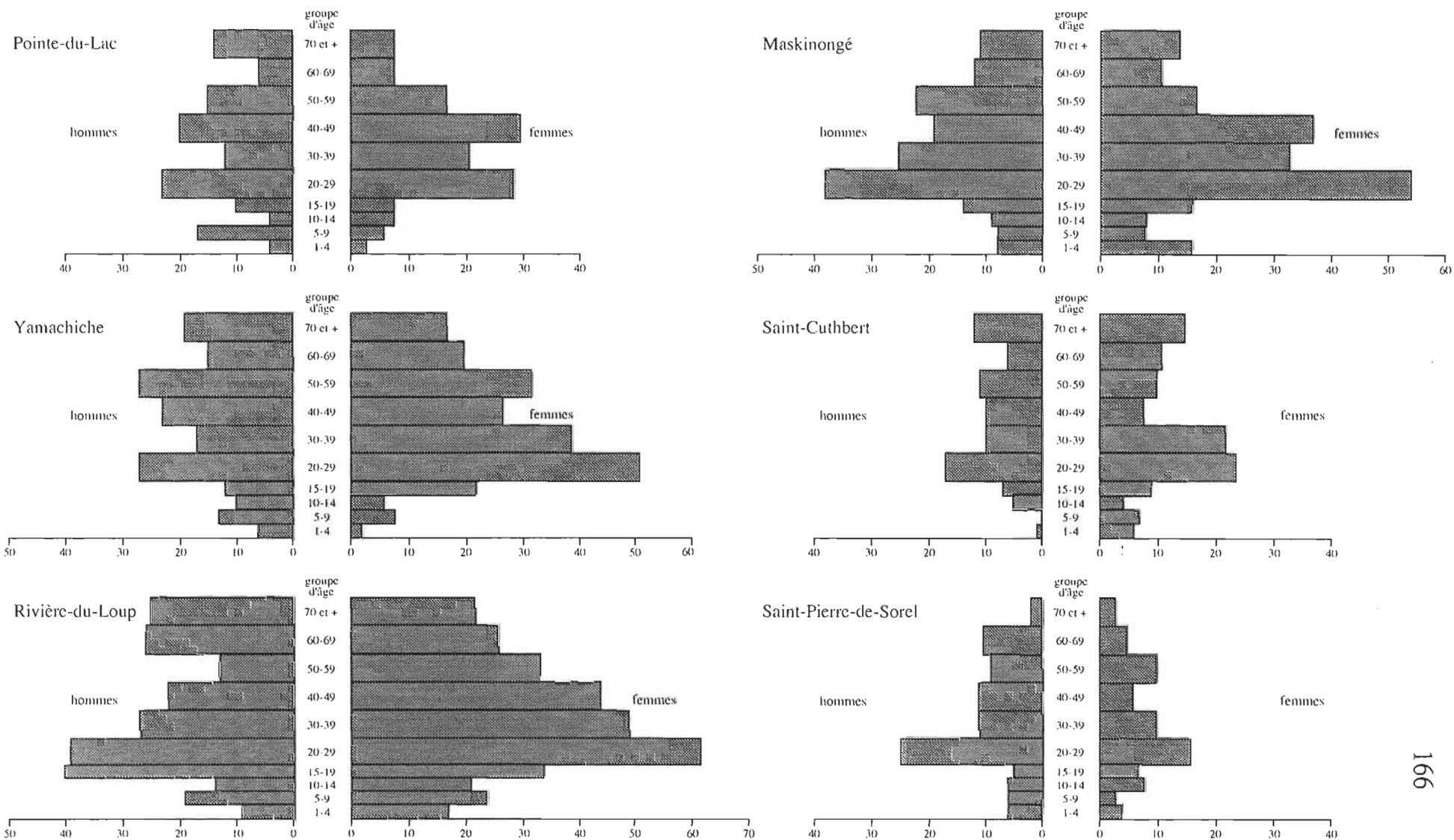
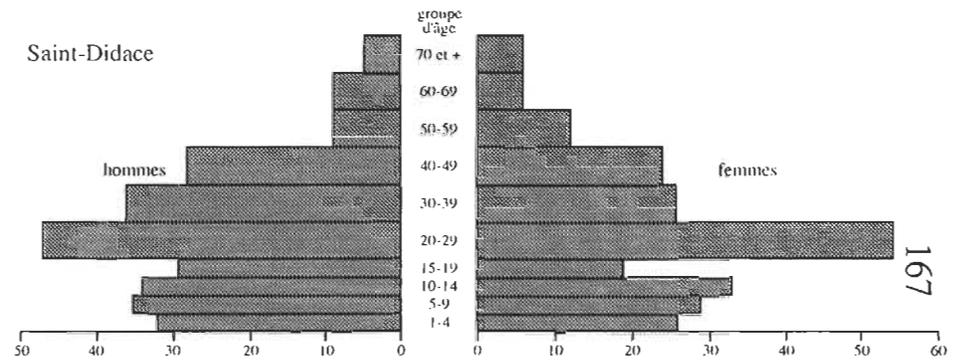
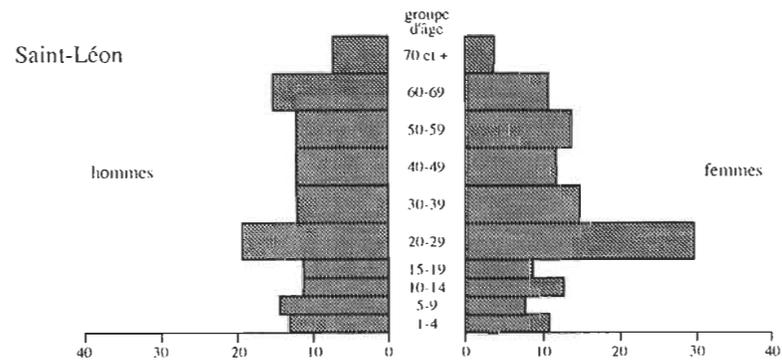
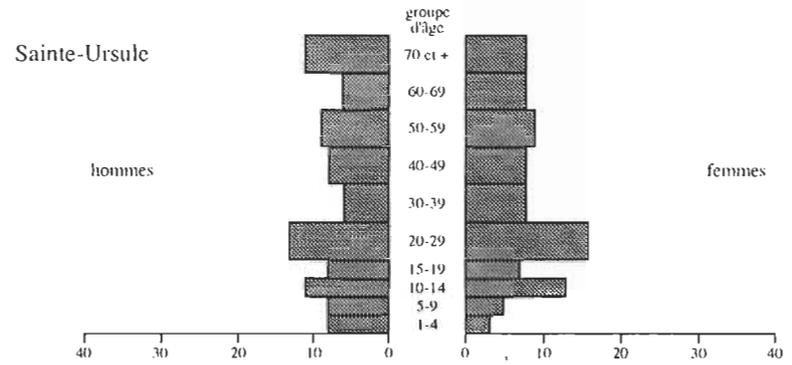
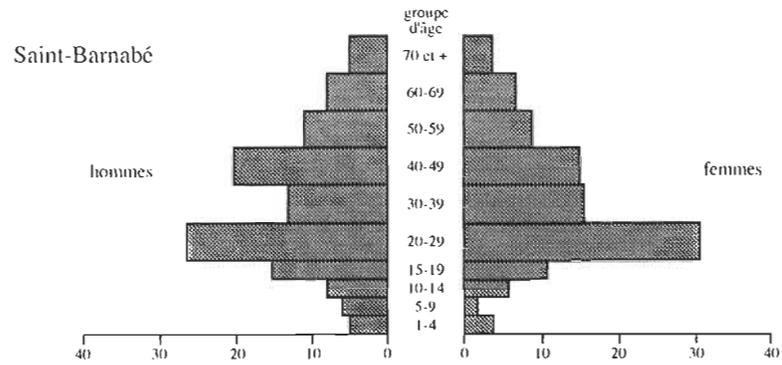
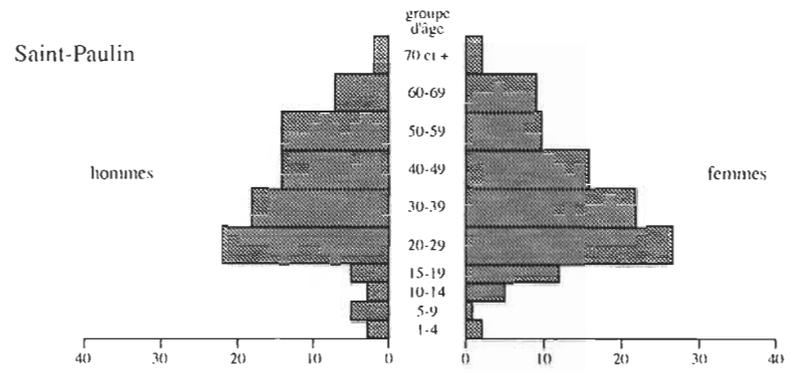
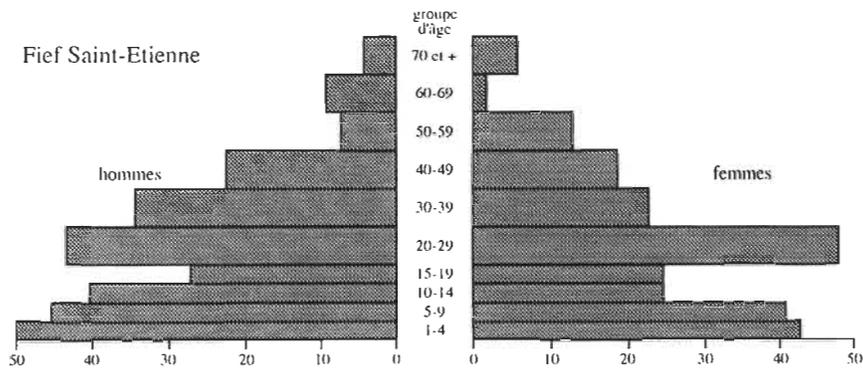


FIGURE 4.2 (SUITE)
 paroisses de l'arrière-pays de la rive nord



Source: Recensement du Canada, 1851 (listes nominatives).

montrent à l'évidence que notre échantillon de migrants comprend une forte proportion de jeunes. En cela, rien d'étonnant, plusieurs études sur les migrations au siècle dernier ayant beaucoup insisté sur ce fait. Plus précisément, les jeunes de moins de 30 ans représentent entre 40 et 54% des migrants dans toutes les localités, sauf à Saint-Didace et dans le Fief Saint-Etienne où ce pourcentage excède les 60 et 70% respectivement. La présence d'un nombre considérable d'enfants de plus de 10 ans et de jeunes adultes donne à la pyramide des âges de la population migrante de plusieurs paroisses la forme d'un losange.

TABLEAU 4.3
Le statut civil des migrants de 15 ans et plus
de douze paroisses de la région du lac Saint-Pierre en 1851

localité	célibataires		mariés(es)		veufs(ves)		total
	nbre	%	nbre	%	nbre	%	
<i>paroisses riveraines</i>							
Pointe-du-Lac	47	21,3	153	69,3	21	9,5	221
Yamachiche	79	22,6	227	65,0	43	12,3	349
Rivière-du-Loup	172	37,1	249	53,8	42	9,1	463
Maskinongé	96	29,7	205	63,5	22	6,8	323
Saint-Cuthbert	44	25,6	113	65,7	15	8,7	172
Saint-Pierre-de-Sorel	40	30,8	77	59,2	13	10,0	130
total	478	28,8	1 024	61,8	156	9,4	1 658
<i>paroisses de l'arrière-pays</i>							
Fief Saint-Etienne	78	27,6	200	70,7	5	1,8	283
Saint-Barnabé	52	27,1	128	66,7	12	6,3	192
Saint-Léon	66	35,5	105	56,5	15	8,1	186
Saint-Paulin	39	21,7	129	71,7	12	6,7	180
Sainte-Ursule	30	24,0	80	64,0	15	12,0	125
Saint-Didace	80	25,7	220	70,7	11	3,5	311
total	345	27,0	862	67,5	70	5,5	1 277

Source: *Recensement du Canada, 1851* (listes nominatives).

En ce qui à trait au statut civil, entre la moitié et un peu plus des deux tiers des migrants de 15 ans et plus, selon la paroisse considérée, sont mariés (tableau 4.3). Pour leur part, les célibataires ne forment rarement plus du

tiers de la cohorte des migrants, et les veufs et veuves, plus du dixième. La primauté des mariés donne à penser que la migration a le plus souvent eu lieu dans un contexte familial.

La dernière caractéristique des migrants abordée est la profession. Étudier la structure socioprofessionnelle d'une collectivité, d'un groupe suppose le recours à une grille de classement des professions. Celles de Gérard Bouchard et Christian Pouyez et de Jean-Paul Bernard, Paul-André Linteau et Jean-Claude Robert, toutes deux élaborées dans le cadre de leurs recherches respectives sur la société saguenayenne aux XIX^e et XX^e siècles dans le cas des deux premiers, sur la société montréalaise au XIX^e siècle dans le cas des trois autres, comptent parmi les plus couramment utilisées²⁶.

Bien qu'elle possède des qualités indéniables, la grille de classement de Bouchard et Pouyez n'est pas sans poser des difficultés. Soulevons-en quelques-unes brièvement. Au départ, une première difficulté provient des deux critères de base retenus pour classer les titres professionnels qui sont: 1) la nature de l'effort nécessaire pour accomplir la tâche; 2) la complexité

²⁶ À propos de la première de ces grilles de classement, voir Gérard Bouchard, Christian Pouyez et Raymond Roy, «Le classement des professions par secteurs d'activité: aperçu critique et présentation d'une nouvelle grille», *Actualité économique*, 55, 4 (octobre 1979): 585-605; Gérard Bouchard et Christian Pouyez, «Les catégories socio-professionnelles: une nouvelle grille de classement», *Labour/Le Travail*, 15 (printemps 1985): 145-163; de ces deux auteurs, voir également *Le problème des catégories socio-professionnelles dans les sciences sociales: un essai de construction empirique* (Chicoutimi, Université du Québec à Chicoutimi, 1979), 102 p.; Gérard Bouchard, «L'utilisation des données socio-professionnelles en histoire: le problème de la diachronie», *Histoire sociale/Social History*, XVI, 32 (novembre 1983): 429-442; du même auteur, voir également *Tous les métiers du monde. Le traitement des données professionnelles en histoire sociale* (Sainte-Foy, Les Presses de l'Université Laval, 1996), 323 p. Pour une présentation de la seconde grille, voir Jean-Paul Bernard, Paul-André Linteau et Jean-Claude Robert, «La structure professionnelle de Montréal en 1825», *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 30, 3 (décembre 1976): 383-415.

de celle-ci²⁷. Ce dernier aspect est saisi à l'aide de deux indicateurs: la difficulté technique proprement dite et le niveau de responsabilité. Ce n'est pas la valeur de ces critères qui est ici en cause, tant s'en faut, puisqu'ils s'attachent à vraiment déterminer la nature intrinsèque du travail, mais plutôt leur applicabilité. Certes, notre connaissance de certains métiers s'est haussée de plusieurs crans au cours des dernières années²⁸, mais il faut tout de même admettre que des pans entiers du monde du travail demeurent dans l'ombre, nous empêchant ainsi d'évaluer correctement la nature de l'effort requis par nombre de tâches et leur niveau de complexité. Sans doute que pour plusieurs professions, des indices nous permettent d'apprécier l'intensité de l'effort physique. C'est lorsque la question de la complexité du travail est abordée que les problèmes surgissent. Sous ce rapport, les artisans sont un bel exemple. Selon qu'ils soient propriétaires de leurs moyens de production ou simples exécutants dans un établissement, la difficulté technique de la tâche et, plus encore, le niveau de responsabilité peuvent varier considérablement²⁹. Dans le fond, notre manque de connaissance des

²⁷ Outre ces deux critères fondamentaux, Bouchard et Pouyez ont recours à trois autres qualifiés d'auxiliaires et d'application facultative: le rayonnement dans l'espace de l'unité de gestion; le statut juridique de celle-ci; le secteur d'activité économique. G. Bouchard et C. Pouyez, «Les catégories socio-professionnelles...», 154-157; G. Bouchard, *Tous les métiers du monde...*, 45-52.

²⁸ Sur le métier de mouleur, voir Peter Bischoff, «“Du châssis à la machine à mouler”: la transformation des méthodes de production dans l'industrie canadienne du moulage au cours de la seconde moitié du XIX^e siècle», *Material History Review/Revue d'histoire de la culture matérielle*, 41 (printemps 1995): 24-38. Sur les métiers reliés à la transformation du cuir, voir Joanne Burgess, «L'industrie de la chaussure à Montréal: 1840-1870 - Le passage de l'artisanat à la fabrique», *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 31, 2 (septembre 1977): 187-210, et Jacques Ferland, «Les Chevaliers de Saint-Crépin du Québec, 1869-71: une étude en trois tableaux», *Canadian Historical Review*, LXXII, 1 (mars 1991): 1-38. Sur les métiers du secteur de la métallurgie de transformation, voir Robert Tremblay, *Du forgeron au machiniste: l'impact social de la mécanisation des opérations d'usinage dans l'industrie de la métallurgie à Montréal, de 1815 à 1860*, thèse de doctorat (histoire), Université du Québec à Montréal, 1992, XI-383 p.

²⁹ Sur le problème du classement des artisans, voir Thomas Smith, «Reconstructing Occupational Structures: The Case of the Ambiguous Artisans», *Historical Methods Newsletter*, 8, 3 (juin 1975): 134-146.

professions reliées au grand secteur de la transformation, pour ne s'en tenir qu'à celles-là, s'explique en partie par le peu d'intérêt des chercheurs pour l'étude des technologies industrielles anciennes.

Par ailleurs, une déclaration professionnelle peut cacher une toute autre réalité que ce qu'indique son intitulé. Ainsi, au recensement de Sorel de 1871, plusieurs individus se disent «ingénieurs». Considérer ces individus comme des membres des professions libérales serait se méprendre puisque, en fait, ce sont des ingénieurs de bateaux à vapeur ou, plus simplement, des mécaniciens. Il est vrai qu'il s'agit-là d'un cas extrême. Il faut également garder à l'esprit que des mots peuvent changer de signification selon les contextes³⁰.

Une seconde difficulté a trait à la diachronie. N'est-il pas quelque peu utopique de croire qu'une grille de classement socioprofessionnelle puisse convenir à une trame temporelle de plus de cent ans? L'univers du travail étant en pleine mutation aux XIX^e et XX^e siècles, des pratiques professionnelles peuvent avoir connues de profondes transformations sans que leurs appellations ou leurs dénominations ne subissent la moindre altération. Une dernière difficulté tient au fait que la grille de Bouchard et

³⁰ Par exemple, James Oliva, le recenseur des paroisses de L'Islet et de Saint-Cyrille-de-Lessard dans le comté de L'Islet en 1851, écrit dans ses commentaires: «On remarquera qu'il a été fait une distinction entre les personnes au service des cultivateurs, et celles à celui des autres classes. Les premières sont appelées engagées, tandis que les secondes sont dites domestiques». Sur cette question, voir Alain Blum et Maurizio Gribaudo, «Les déclarations professionnelles. Pratiques, inscriptions, sources», *Annales. Économies. Sociétés. Civilisations*, 48, 4 (juillet-août 1993), 993.

Pouyez comporte plusieurs plages d'indéterminées qui constituent autant de zones grises³¹.

Pour toutes ces raisons, et d'autres que nous n'évoquerons pas ici, nous avons opté pour la grille du Groupe de recherche sur la société montréalaise. De celle-ci, Bouchard dira qu'elle fait problème en raison de ses divisions qui renvoient à des secteurs d'activité économique pour les unes, à des statuts et des professions pour les autres³². Quoi qu'il en soit, avec ses catégories larges et souples, cette grille tient bien compte des réalités du monde du travail au XIX^e siècle. On en veut comme exemple les journaliers qui, pouvant œuvrer tant dans les secteurs de la fabrication et de la construction que dans ceux du transport, du commerce et de l'agriculture, forment une catégorie distincte.

Ces considérations sur le choix d'une grille de classement exprimées, passons à l'examen de la structure socioprofessionnelle du groupe des migrants. D'entrée, signalons qu'un grand nombre d'entre eux ne déclarent aucune profession dans une proportion variant, selon les localités, entre 34% dans le meilleur des cas (Sainte-Ursule) et 81% comme dans le Fief Saint-Etienne, situation en partie imputable à la présence de plus de 200 enfants dans cette paroisse (46% de la population migrante est âgée de 14 ans et moins). Inversement, sur la base d'une moyenne générale, nous connaissons la profession de 40% des effectifs totaux de migrants. Et comme il fallait s'y

³¹ Dans le cas saguenayen, Bouchard affirme que toutes les catégories indéterminées regroupent moins de 5% des effectifs totaux. G. Bouchard, *Tous les métiers du monde...*, 67. En serait-il de même si cette grille était appliquée à l'étude de la structure socioprofessionnelle d'autres régions?

³² G. Bouchard, C. Pouyez et R. Roy, *op. cit.*, 593-594; G. Bouchard, *Tous les métiers du monde...*, 122.

attendre, le groupe des sans-profession se compose surtout de femmes. Mentionnons enfin que la profession des enfants de 13 ans et moins n'a pas été retenue. Leur nombre ne s'élève pas à plus de 4 dans chacune des paroisses de la plaine, mais peut atteindre quelques dizaines dans certaines de l'arrière-pays (jusqu'à 38 journaliers de 7 à 13 ans à Saint-Didace).

Un premier coup d'œil sur le tableau 4.4 montre que la structure socioprofessionnelle de la population migrante des localités riveraines est plus diversifiée que celle des paroisses de l'intérieur. Alors que presque toutes les paroisses du pourtour du lac comptent parmi leurs migrants des travailleurs des secteurs de la construction et des services, des domestiques et au moins un membre des professions libérales, certaines de l'arrière-pays n'en ont pas du tout. Dans cette partie de la région du lac Saint-Pierre, la majorité des migrants qui ont une mention professionnelle inscrite au recensement se déclarent cultivateurs (de 55,7 à 73,8%), sauf à Sainte-Ursule où ceux-ci sont supplantés par les migrants œuvrant dans le secteur de la fabrication, des tisserandes pour la plupart (60,5% dans ce dernier secteur contre 21,9% dans l'agriculture). Après celui des cultivateurs, le groupe socioprofessionnel où on dénombre le plus de migrants est celui des journaliers. Chaque paroisse en abrite entre une dizaine et une cinquantaine. Les autres catégories ne regroupent jamais plus de 10% des migrants, à l'exception de celle des domestiques à Saint-Léon (11,4%).

La structure socioprofessionnelle de la cohorte des migrants des localités en bordure du lac n'a pas tout à fait cette configuration. Comme dans l'arrière-pays, on y trouve plusieurs cultivateurs, sauf qu'ici ils ne dominant pas toujours. Alors qu'ils forment la catégorie la plus importante à

TABLEAU 4.4
Le profil socioprofessionnel des migrants
de douze paroisses de la région du lac Saint-Pierre en 1851

<i>paroisses riveraines</i> secteurs d'activités	Pointe-du-lac		Yamachiche		Rivière- du-Loup		Maskinongé		Saint- Cuthbert		Saint-Pierre- de-Sorel	
	nbre	%	nbre	%	nbre	%	nbre	%	nbre	%	nbre	%
commerce	2	2,0	7	5,2	5	2,0			1		1	
transport	1				11	4,5	3	2,0			14	17,7
fabrication	14	13,9	19	14,0	50	20,2	18	11,8	6	7,3	1	
construction	2	2,0	11	8,1	13	5,3	15	9,9	4	4,9	7	8,9
professions libérales	1		2	1,5			1		3	3,7	3	3,8
clergé	1		1		2	1,0	1		1			
services			1		4	1,6	5	3,3	2	2,4	3	3,8
agriculture	58	57,4	54	39,7	46	18,6	41	27,0	25	30,5	14	17,7
journaliers	17	16,8	38	27,9	46	18,6	41	27,0	18	22,0	19	24,1
domestiques	5	5,0			61	24,7	17	11,2	5	6,1	4	5,1
rentiers					9	3,6	5	3,3	15	18,3	4	5,1
divers			3	2,2			5	3,3	2	2,4	9	11,4
total	101		136		247		152		82		79	
<i>paroisses de l'arrière-pays</i> secteurs d'activités	Fief Saint-Etienne		Saint- Barnabé		Saint-Léon		Saint-Paulin		Sainte-Ursule		Saint-Didace	
	nbre	%	nbre	%	nbre	%	nbre	%	nbre	%	nbre	%
commerce	2	2,0					1		1			
transport	2	2,0	2	1,9								
fabrication	3	3,1	7	6,7	3	4,3	2	2,5	69	60,5	1	
construction	1		2	1,9	2	2,9						
professions libérales					4	5,7			1			
clergé			1		1		1		1			
services			3	2,9	2	2,9			4	3,5		
agriculture	58	59,2	67	64,4	39	55,7	59	73,8	25	21,9	119	68,4
journaliers	30	30,6	18	17,3	10	14,3	15	18,8	10	8,8	54	31,0
domestiques					8	11,4			3	2,6		
rentiers			4	3,9	1		1					
divers	2	2,0					1					
total	98		104		70		80		114		174	

Note: Les cas de double profession (1 marchand et cordonnier à Pointe-du-Lac et 1 menuisier et cultivateur à Saint-Barnabé) ont été comptés deux fois.

Source: *Recensement du Canada, 1851* (listes nominatives).

Pointe-du-Lac, Yamachiche et Saint-Cuthbert, leurs effectifs sont exactement les mêmes que ceux des journaliers à Rivière-du-Loup et Maskinongé et des travailleurs du transport à Saint-Pierre-de-Sorel, ou inférieurs à ceux des domestiques et des migrants œuvrant dans la fabrication à Rivière-du-Loup et des journaliers à Saint-Pierre-de-Sorel. Comparées à celles des paroisses de création plus récente, les données socioprofessionnelles des migrants demeurant dans les paroisses anciennes révèlent encore que le pourcentage des travailleurs des secteurs de la fabrication, de la construction, des gens de maison et des rentiers sont plus élevés.

* * *

Au terme de cette incursion dans le champ de la mobilité géographique à l'aide du recensement nominatif de 1851, il ressort que les déplacements définitifs dans la douzaine de paroisses du pays saint-pierrais observées tiennent essentiellement de la micromobilité, plus des deux tiers de ceux-ci en moyenne étant le fait de personnes de la région et, dans bien des cas, des localités voisines. Quant aux déplacements qui ont comme point de départ l'extérieur de la région, ils semblent indiquer que l'espace saint-pierrais est davantage tourné vers l'est de l'axe laurentien au début du second demi-siècle. Du groupe des migrants, on retient qu'il se compose d'un peu plus de femmes que d'hommes dans les paroisses riveraines et vice-versa dans celles de l'intérieur, d'une majorité de jeunes et, parmi les 15 ans et plus, de mariés(es). Les migrants viennent de différents horizons socioprofessionnels. Aux côtés des nombreux cultivateurs et, dans une proportion beaucoup plus faible, des gens de métier, on trouve un groupe important de travailleurs

déclarant des professions à faible niveau de qualification (journaliers, domestiques), des jeunes pour la plupart.

Il ne reste plus qu'à s'interroger sur les raisons de ces déplacements. Nous ne pouvons ici qu'énoncer des propositions qui demanderont à être vérifiées à la lumière d'autres sources. Cet exercice revêt un caractère d'autant plus exploratoire que le recensement nominatif de 1851 ne précise pas depuis quand les migrants sont établis dans leur milieu d'accueil. Ainsi, d'un migrant âgé d'une cinquantaine d'années demeurant dans une vieille paroisse de la rive, nous ne savons pas s'il est arrivé à l'époque de son enfance, de sa prime jeunesse, de son mariage ou peu après, ou depuis quelques années seulement. Ces réserves émises, risquons tout de même quelques explications.

La cohorte des jeunes migrants de 15 à 29 ans étant très importante dans l'ensemble des paroisses étudiées, il est probable que nombre d'entre eux ont quitté leur paroisse natale pour tenter leur chance ailleurs dans l'espoir d'améliorer leur sort. Beaucoup de ces jeunes sont des exclus de la terre et des artisans en début de carrière en quête de travail. Si d'aucuns migrent seuls, un grand nombre, sinon la majorité, le font dans le cadre familial. Ce phénomène est particulièrement perceptible dans les paroisses du front pionnier. Prenons les exemples du Fief Saint-Etienne³³ ouvert officiellement à la colonisation depuis que le vaste territoire exploité par les Forges du Saint-Maurice a été mis en vente en 1846³⁴, et de Saint-Didace qui

³³ Le Fief Saint-Etienne prend le nom de Saint-Etienne-des-Grès au moment de l'érection canonique et civile de cette paroisse en 1859, deux ans après l'ouverture des registres.

³⁴ René Hardy et Normand Séguin, *Forêt et société en Mauricie. La formation de la région de Trois-Rivières, 1830-1930* (Montréal, Boréal Express/Musée national de l'Homme, 1984), 30.

a encore le statut de mission en 1851³⁵. On dénombre dans chacune de ces localités 81 et 65 familles migrantes respectivement, représentant au total 462 et 376 personnes. L'examen du lieu de naissance des membres de ces familles nous apprend que 63% de celles du Fief Saint-Etienne y sont établis depuis environ deux ans comparativement à 35% de celles de Saint-Didace. Compte tenu du nombre élevé de chefs de famille se déclarant cultivateurs dans ces deux paroisses, tout porte à croire que la recherche de terres à cultiver est à l'origine de ces déplacements massifs de familles. En fait, la migration s'inscrit ici dans une stratégie visant la survie de la famille.

La lecture des listes nominatives nous suggère encore que le mariage peut être avancé comme cause de déplacement permanent. En effet, plusieurs migrants sont mariés à une personne de la paroisse où ils résident en 1851 et la plupart d'entre eux y ont eu tous leurs enfants. Leur nombre s'élève à 101 et 109 femmes et 55 et 52 hommes à Yamachiche et Rivière-du-Loup respectivement, pour ne prendre que le cas de ces deux localités. Plus de 80% de ces femmes à Yamachiche et 72,5% de celles à Rivière-du-Loup sont originaires de la région du lac Saint-Pierre contre 63,7 et 57,7% des hommes de chacune de ces paroisses. Il semble donc que les hommes parcourent une plus grande distance que les femmes pour se marier³⁶. Sans doute est-il audacieux d'attribuer ces faits de mobilité au mariage. En tout état de cause, il s'en trouve sûrement un très fort pourcentage parmi ceux-là.

³⁵ L'ouverture des registres de la paroisse de Saint-Didace date de 1853, l'érection civile de 1855 et l'érection canonique de 1863.

³⁶ Susan L. Norton fait la même observation dans son étude des migrations matrimoniales d'un comté du Massachusetts au XVIII^e siècle et au début du XIX^e siècle. Voir S. L. Norton, «Marital Migration in Essex County, Massachusetts, in the Colonial and Early Federal Periods», *Journal of Marriage and the Family*, 35, 3 (août 1973), 414.

Ce ne sont-là que quelques hypothèses parmi tant d'autres susceptibles d'expliquer la mobilité géographique. Si les raisons incitant les personnes à quitter définitivement leur lieu d'origine sont multiples, une seule peut être évoquée dans le cas des migrations temporaires: le travail.

B- EN QUÊTE D'UN TRAVAIL: LES DÉPLACEMENTS TEMPORAIRES³⁷

Si depuis une quinzaine d'années, nous en savons plus sur les déplacements permanents au Québec, en revanche, beaucoup plus limitée est notre connaissance des migrations temporaires ou saisonnières. Quelques chercheurs seulement ont fait état de déplacements périodiques d'individus hors de leur paroisse de résidence, principalement en raison du travail. Parmi eux, retenons Claire-Andrée Fortin et Allan Greer. Dans son étude des caractéristiques de la main-d'œuvre forestière, C.-A. Fortin fixe à 1 126 le nombre de bûcherons qui œuvrent dans les chantiers le long des rivières Saint-Maurice et Batiscan en 1861. Un peu plus des quatre cinquièmes de ces travailleurs habitent la région de la Mauricie. Quelques paroisses fournissent un plus fort contingent de bûcherons que d'autres, notamment Saint-Stanislas où le tiers de la population masculine active prend le chemin des chantiers lors de la saison froide³⁸. Selon René Hardy et Normand Séguin, les effectifs des travailleurs forestiers s'élevaient à environ 1 800 sur l'ensemble de

³⁷ Cette section et la suivante reprennent et étayent des éléments d'une communication présentée au colloque «Espace et culture» tenu à Québec en 1994 et publiée sous le titre «Aspects de la vie de relation de deux entités de la région du lac Saint-Pierre au XIX^e siècle: Berthierville et Louiseville», S. Courville et N. Séguin, dir., *op. cit.*: 319-329.

³⁸ Claire-Andrée Fortin, «Profil de la main-d'œuvre forestière en Mauricie d'après le recensement de 1861», *Bulletin d'histoire de la culture matérielle/Material History Bulletin*, 13 (automne 1981): 75-81.

l'espace mauricien cette année-là. Ce nombre aurait grimpé à 6 000 en 1869 pour ensuite chuter au cours de la période de crise des années 1870 et 1880, et finalement s'établir à 5 000 en 1895. Tous ces hommes venaient de la Mauricie et d'ailleurs³⁹. Les activités de coupe, de charriage et de flottage du bois ont ainsi mobilisé une main-d'œuvre nombreuse jusque assez tard dans le XX^e siècle, soit plus précisément dans les années 1950 au moment où on assiste à la professionnalisation du travail en forêt⁴⁰.

Pour sa part, A. Greer, dans son analyse de l'impact du commerce des fourrures sur la société soreloise de la fin du XVIII^e siècle et de la première moitié du XIX^e siècle, estime à plusieurs dizaines le nombre de paysans travailleurs de ce coin du pays saint-pierrais engagés dans cette activité. Selon cet auteur, le tiers de la population masculine adulte de Sorel part quelques mois par année dans la région des Grands Lacs chercher des revenus qu'une agriculture aux potentialités limitées ne donne pas dans la dernière décennie du XVIII^e siècle⁴¹. Les archives notariales révèlent que les paysans de Sorel ne sont pas les seuls de la région du lac Saint-Pierre à travailler pour des commerçants de fourrures à cette époque.

On s'explique mal le peu de travaux sur les faits de mobilité temporaires. Pourtant, leur étude s'avère intéressante à plus d'un égard. Ce qui frappe d'abord, c'est leur ampleur. Sous ce rapport, les quelques travaux sur le sujet au Québec le montrent bien. En France, Abel Chatelain dira des

³⁹ R. Hardy et N. Séguin, *op. cit.*, 96-100.

⁴⁰ Gérald Fortin, «La professionnalisation du travail en forêt», G. Fortin, *La fin d'un règne* (Montréal, Hurtubise HMH, 1971): 17-55.

⁴¹ Allan Greer, *Peasant, Lord and Merchant. Rural Society in Three Quebec Parishes, 1740-1840* (Toronto, University of Toronto Press, 1985), chapitre 7.

migrations temporaires qu'ils «ont été depuis des siècles le grand phénomène démographique, économique et social des régions rurales et plus particulièrement des régions montagneuses⁴²». Ensuite, leur analyse ouvre sur des perspectives prometteuses. Par exemple, des recherches sur les migrations saisonnières nous feraient sans doute découvrir des mouvements de population et, partant, des espaces de relation inconnus à ce jour. D'autres mettraient en lumière une dimension encore peu explorée des campagnes, soit la pluriactivité, dans la mesure où les paysans sont souvent appelés à œuvrer dans un secteur d'activité autre que l'agriculture dans le cadre de leur migration⁴³. Certaines, enfin, établiraient qu'elles ont contribué, au même titre que d'autres facteurs, à modifier le comportement démographique, la nature des rapports sociaux et les valeurs culturelles des régions pourvoyeuses de main-d'œuvre mobile⁴⁴.

Le manque d'empressement des chercheurs à entreprendre des enquêtes dans le domaine tient en grande partie à une raison très au ras du sol: le peu de sources et, particulièrement, l'absence de données sérielles permettant de prendre la mesure du phénomène⁴⁵. Néanmoins, certaines

⁴² Abel Chatelain, «Les migrations temporaires françaises au XIX^e siècle. Problèmes. Méthodes. Documentation», *Annales de démographie historique* (1967), 9.

⁴³ Des exemples sont présentés dans A. Chatelain, *op. cit.*; Yves Lequin, *Histoire des Français, XIX^e-XX^e siècles*, tome 2: *La société* (Paris, Armand Colin, 1983), 96-98; Georges Duby et Armand Wallon, *Histoire de la France rurale*, tome 3: Maurice Agulhon, Gabriel Désert et Robert Specklin, *Apogée et crise de la civilisation paysanne, 1789-1914* (Paris, Seuil, 1976), 70-77.

⁴⁴ En France, Alain Corbin traite de ces questions dans ses travaux. Voir de cet auteur, «Migrations temporaires et société rurale au XIX^e siècle: le cas du Limoulin», *Revue historique*, CCXLVI, 500 (octobre-décembre 1971): 293-334; «Limousins migrants, Limousins sédentaires. Contribution à l'histoire de la région limousine au XIX^e siècle (1845-1880)», *Le Mouvement social*, 88 (juillet-septembre 1974): 113-124.

⁴⁵ Selon A. Chatelain, les sources relatives aux migrations temporaires en France sont davantage qualitatives que quantitatives, imprécises et dispersées. Malgré le temps et les efforts investis pour constituer une base documentaire solide, celle-ci demeurera toujours incomplète. A. Chatelain, *op. cit.*, 24.

sources parmi les plus couramment utilisées renferment des informations sur le sujet. Nous pensons ici aux recensements. Y sont relevés les «personnes temporairement absentes de la Province» seulement en 1831, celles «temporairement absentes» en 1844 et les «membres de la famille absents» en 1851 et 1861 sans aucune précision toutefois quant à la durée de cette absence. Notre bref examen des migrations temporaires repose sur les données de ces recensements.

En 1831, 199 individus ont quitté pour un temps leur lieu de résidence dans l'ensemble des entités du pourtour du lac et celles de l'arrière-pays de la rive septentrionale. Ils sont plus de 800 en 1844. Entre ce recensement et le suivant, soit dans un laps de temps de moins de 10 ans, ce nombre fait plus que doubler (2 100 en 1851) pour s'établir à un peu moins de 3 000 en 1861 (tableau 4.5).

La rive sud compte 96 absents en 1831, dont 85 à Sorel seulement, contre 80 sur la rive opposée. Sans doute trouverait-on parmi les migrants sorelois de ces travailleurs embauchés par des commerçants de fourrures étudiés par Greer. La différence entre les rives est encore plus prononcée en 1844 (487 absents dans les localités de la rive droite, 259 dans celles de la rive gauche) en raison de la présence de plus d'une centaine de migrants à Sorel et Baie-du-Febvre, et de plus de 200 à Saint-François-du-Lac alors que leur nombre n'excède pas la soixantaine dans les paroisses de l'autre côté du lac. La situation est tout autre en 1851 puisque les effectifs d'absents de la frange nord du lac dépassent ceux de la rive en face cette année-là (883 contre 751), écart qui se creuse davantage au cours des années suivantes (1 177 contre 788 en 1861). Entre-temps, la cohorte des individus des

TABLEAU 4.5
Le nombre de migrants temporaires de la région du lac Saint-Pierre, 1831-1861

localité	1831	1844	1851				1861					
	nbre	nbre	hommes nbre %	femmes nbre %	total	hommes nbre %	femmes nbre %	total				
<i>Rive nord et les îles</i>												
Trois-Rivières	3	19	77	78,6	21	21,4	98	331	86,7	51	13,4	382
Pointe-du-Lac		5	50	76,9	15	23,1	65	49	84,5	9	15,5	58
Yamachiche	2	21	159	58,7	112	41,3	271	96	64,4	53	35,6	149
Rivière-du-Loup	15	39	63	84,0	12	16,0	75	67	81,7	15	18,3	82
Maskinongé	27	65	209	86,7	32	13,3	241	136	80,0	34	20,0	170
Saint-Barthélemy	4	2	6	60,0	4	40,0	10	55	73,3	20	26,7	75
Saint-Cuthbert	9	28	35	92,1	3	7,9	38	76	85,4	13	14,6	89
Berthier	19	68	41	69,5	18	30,5	59	71	74,7	24	25,3	95
Ile-Dupas	1	12	26				26	53	68,8	24	31,2	77
total	80	259	666	75,4	217	24,6	883	934	79,4	243	20,7	1 177
<i>Arrière-pays rive nord</i>												
Saint-Etienne-des-Grès			1				1	147	81,2	34	18,8	181
Saint-Barnabé		1	85	66,9	42	33,1	127	25	65,8	13	34,2	38
Saint-Sévère								23	71,9	9	28,1	32
Saint-Boniface								21	67,7	10	32,3	31
Saint-Paulin			3				3	73	84,9	13	15,1	86
Saint-Léon	2	11	41	93,2	3	6,8	44	71	77,2	21	22,8	92
Sainte-Ursule		48	62	98,4	1		63	88	73,3	32	26,7	120
Saint-Justin								74	84,1	14	15,9	88
Saint-Didace			30	90,9	3	9,1	33	39	66,1	20	33,9	59
Saint-Norbert			41	78,9	11	21,2	52	52	65,8	27	34,2	79
Saint-Félix-de-Valois		9	8	80,0	2	20,0	10	70	58,8	49	41,2	119
Sainte-Elizabeth	21	14	93	69,9	40	30,1	133	61	72,6	23	27,4	84
total	23	83	364	78,1	102	21,9	466	744	73,7	265	26,3	1 009
<i>Rive sud</i>												
Sorel	85	115	260	76,3	81	23,8	341	224	80,6	54	19,4	278
Yamaska	2	2	111	99,1	1		112	58	82,9	12	17,1	70
Saint-François-du-Lac	2	222	93	77,5	27	22,5	120	109	55,6	87	44,4	196
Pierreville								86	77,5	25	22,5	111
Baie-du-Febvre	4	134	103	83,7	20	16,3	123	44	80,0	11	20,0	55
Nicolet	3	14	35	63,6	20	36,4	55	44	56,4	34	43,6	78
total	96	487	602	80,2	149	19,8	751	565	71,7	223	28,3	788
<i>grand total</i>	199	829	1 632	77,7	468	22,3	2 100	2 243	75,4	731	24,6	2 974

Sources: *Journaux de l'Assemblée législative du Bas-Canada (1832)*, Recensement et retours statistiques de la province du Bas-Canada (1831), Appendice Oo; *Journaux de l'Assemblée législative des Canadas (1846)*, Récapitulation par districts et comtés des retours du dénombrement des habitants du Bas-Canada (1844), Appendice D; *Recensement du Canada, 1851*, vol. 1; *Recensements du Canada, 1851 et 1861* (listes nominatives).

paroisses de l'arrière-pays qui migrent temporairement ne cesse de grossir. Elle s'élève à 466 en 1851 comparativement à 83 en 1844 et 23 en 1831. Au recensement suivant, elle se compose d'un peu plus de 1 000 personnes.

Des localités ont alimenté plus que d'autres les mouvements migratoires temporaires. Outre Sorel, Baie-du-Febvre et Saint-François-du-Lac mentionnées auparavant, soulignons Trois-Rivières (plus de 350 en 1861), Yamachiche, Maskinongé (jusqu'à plus ou moins 250 en 1851), Saint-Etienne, Saint-Barnabé, Sainte-Ursule, Saint-Félix-de-Valois, Sainte-Elizabeth, Yamaska et Pierreville (entre une centaine et moins de 200 en 1851 ou 1861).

En 1851 et 1861, les deux seules années où la répartition des absents selon leur sexe nous est connue, les trois quarts d'entre eux sont des hommes. Dans certaines paroisses, le pourcentage de femmes absentes dépasse toutefois cette moyenne pour s'établir entre 35% et plus de 40%. Il s'agit de Yamachiche, Saint-Félix-de-Valois, Saint-François-du-Lac et Nicolet. Les recenseurs n'inscrivent que rarement le lieu où se trouvent les absents. Les informations recueillies indiquent qu'ils sont 129 et 92 aux États-Unis, 79 et 41 dans le Haut-Canada et 71 et 89 quelque part au Québec, en 1851 et 1861 respectivement.

S'il faut en croire ces chiffres, une faible proportion des personnes qui s'absentent vont au loin. Quoi qu'il en soit, on peut être assuré qu'un grand nombre demeure dans la région. C'est en tout cas ce que révèle l'examen du lieu de résidence de la main-d'œuvre d'un chantier dans la paroisse de Saint-Barnabé en 1851. Sur les 28 hommes que compte ce chantier, 17 sont des habitants de Sainte-Ursule, 2 de Trois-Rivières et 1 de Pointe-du-Lac. La

provenance des 8 autres n'est pas mentionnée. Cependant que des Saint-pierrais partent pour une période de temps plus ou moins longue dans une paroisse des environs ou pour une destination plus lointaine, des individus de l'extérieur viennent travailler dans la région. Par exemple, 32 des 40 travailleurs forestiers d'un autre chantier à Saint-Barnabé en 1851 sont de Québec ou d'une paroisse des alentours (3 de Sainte-Foy et 1 de Saint-Augustin). Les 8 autres déclarent résider à Saint-Barnabé (5), Yamachiche (1), Trois-Rivières (1) et dans les Bois-Francs (1).

Enfin, ces quelques données tirées des recensements montrent de façon éloquente que le phénomène des migrations temporaires s'est manifesté avec de plus en plus de vigueur dans la région du lac Saint-Pierre entre 1831 et 1861. Et il semble que ces mouvements ne se tarissent pas dans le dernier tiers du XIX^e siècle. R. Hardy et N. Séguin estiment qu'entre 500 et 600 Trifluviens montent quelques mois par année dans les chantiers du nord de la Mauricie au cours de la période de forte production forestière des décennies 1860 et 1870⁴⁶. Dans leur pétition de 1879 pour que leur bureau de poste puisse émettre des mandats-poste, les habitants de Saint-Paulin font valoir que depuis deux ans près de la moitié des travailleurs, environ le quart des cultivateurs et nombre d'artisans de la paroisse, partis amasser un pécule aux États-Unis ou en Ontario, envoient de l'argent à leurs familles par la poste ou l'Express⁴⁷. Nul doute que ce groupe ne se compose pas uniquement de personnes ayant quittées de façon définitive Saint-Paulin, mais également de migrants saisonniers. Dans son étude de l'habitant de Saint-Justin, Léon

⁴⁶ R. Hardy et N. Séguin, *op. cit.*, 186.

⁴⁷ John Willis, «L'importance sociale du bureau de poste en milieu rural au Canada, 1880-1945», communication présentée au congrès de l'Institut d'histoire de l'Amérique française, 1994.

Gérin écrit qu'une minorité d'hommes seulement de cette paroisse n'est pas allé quelques temps aux États-Unis. À Saint-Didace où les jeunes sont appelés tôt à trimer dans les chantiers de la région ou les centres manufacturiers des États-Unis, environ le tiers de la population de cette paroisse «va et vient sans cesse» selon le même auteur⁴⁸.

C- L'EXPRESSION D'UN ESPACE VÉCU: LES DÉPLACEMENTS DE BRÈVE DURÉE

Disons-le sans détour: comparées à celles sur les migrations temporaires, nos connaissances sur les faits de mobilité ponctuels ou les déplacements de courte durée sont encore plus lacunaires. Il est vrai que, comme dans le cas des migrations saisonnières, et peut-être davantage encore, les sources permettant de traiter de ce type de relation ne sont guère nombreuses. Une des rares études à aborder la question, soit celle de S. Courville, J.-C. Robert et N. Séguin sur la région du lac Saint-Pierre, signale leur importance. D'après ces auteurs, les faits de mobilité de brève durée constituent, au même titre que d'autres aspects de la vie de relation, un élément qui maintient et assure la cohésion de cet espace⁴⁹. L'intérêt d'étudier les déplacements de courte durée réside dans le fait qu'ils permettent de déceler des schémas de relation qui, de façon plus éclatante encore que ceux relevés par l'examen des migrations définitives ou temporaires, rendent compte d'une territorialité ou d'un espace vécu.

⁴⁸ L. Gérin, *op. cit.*, 84.

⁴⁹ S. Courville, J.-C. Robert et N. Séguin, «La vie de relation dans l'axe laurentien...», 357-358.

1- Des manifestations de sociabilité spontanée

Les faits de mobilité de brève durée sont nombreux dans l'espace saint-pierrais au XIX^e siècle. Tous s'inscrivent dans la trame de la vie quotidienne ou dans la série d'événements annuels ou plus exceptionnels qui marquent un anniversaire quelconque. Ceux observés ici tiennent surtout, mais non exclusivement, de la sociabilité.

Parmi les déplacements de la vie quotidienne, un des plus fréquents consistait à se rendre au marché. Trois-Rivières et Sorel étaient bien dotés à ce chapitre. Les deux centres urbains abritaient un marché aux denrées et un à foin, en plus d'un marché aux poissons et un autre à bois dans la première⁵⁰. Mais le marché public n'était pas un phénomène exclusivement urbain dans la région du lac Saint-Pierre au siècle dernier⁵¹. Plusieurs villages comptaient parmi leurs équipements cette forme élémentaire, la plus directe et la plus transparente de l'échange selon les propres termes de Fernand Braudel⁵². Déjà dans la première moitié du XIX^e siècle, on trouve

⁵⁰ À propos des marchés à Trois-Rivières, lire Jocelyne Murray, *Les marchés de Trois-Rivières: étude de sociabilité urbaine, 1850-1900*, mémoire de maîtrise (études québécoises), Université du Québec à Trois-Rivières, 1981, vii-154 p.; de la même auteure, «Le marché dans la sociabilité trifluviennne au XIX^e siècle», Roger Levasseur, dir., *De la sociabilité. Spécificité et mutations* (Montréal, Boréal, 1990): 105-120. Sur les marchés de Sorel, voir Azarie Couillard-Desprès, *Histoire de Sorel de ses origines à nos jours* (Sorel, Beaudry & Frappier, 1980), 271-272.

⁵¹ Étonnamment, Yves Bergeron, dans un de ses écrits sur les marchés publics au Québec, affirme: «[...] que les magasins généraux remplacèrent en quelque sorte les marchés publics dans les villages. Seuls quelques villages importants se dotèrent de marchés publics dans la seconde moitié du XIX^e siècle, alors que la halle de marché servait également d'hôtel de ville. En fait, les magasins généraux remplaçaient très souvent les marchés publics dans les villages et les petites villes». Y. Bergeron, «Les premières places de marché au Québec», *Revue d'histoire de la culture matérielle/Material History Review*, 35 (printemps 1992), 33, note 20. Du même auteur, voir «Le XIX^e siècle et l'âge d'or des marchés publics au Québec», *Revue d'études canadiennes/Journal of Canadian Studies*, 29, 1 (printemps 1994): 11-36.

⁵² F. Braudel, *Civilisation matérielle, économie et capitalisme, XV^e-XVIII^e siècles*, tome 2: *Les jeux de l'échange* (Paris, Armand Colin, 1979), 14-15. Dans le même esprit que Braudel, Isac Chiva a écrit que la place marchande «apparaît comme le lieu par excellence où se lisent l'insertion organique de la société paysanne dans la société englobante qui la domine, sa subordination

des marchés à Berthier, Rivière-du-Loup et Nicolet⁵³. S'ajoutent ceux de Yamachiche, Baie-du-Febvre, Pierreville et Saint-Félix-de-Valois dans le second demi-siècle⁵⁴. Et il est probable que cette recension ne soit pas exhaustive.

Il était courant que les Saint-pierrais des localités où on relève la présence d'un marché public achètent ou vendent des produits dans les paroisses proches ou éloignées des leurs. De même était-il commun pour les habitants des paroisses dépourvues de place marchande de ne pas aller au marché le plus près, mais à un autre plus distant. À cet égard, les marchés de Trois-Rivières et de Sorel figuraient parmi les plus fréquentés par les gens de la région. Celui de Trois-Rivières attirait non seulement des cultivateurs des environs de la ville, mais également ceux des paroisses plus lointaines. Avant la construction du chemin de fer, Louis Casaubon de Saint-Justin s'y rendait deux ou trois fois au cours de l'hiver pour y écouler les surplus de

universelle aux systèmes économiques extérieurs, les limites de son autonomie, ses rapports divers, concrets et suivis avec le monde de la ville». I. Chiva, «Les places marchandes et le monde rural», *Études rurales*, 78-79-80 (avril-décembre 1980), 11.

⁵³ À propos du marché de Berthier, voir Arthur Kittson, «*Berthier*». *Hier et aujourd'hui/Yesterday & To-Day* (Berthierville, Imprimerie Bernard, 1953), 40. La place de marché du village de Rivière-du-Loup date de la première décennie du XIX^e siècle. Sa présence nous est signalée dans un acte de vente d'un terrain. ANQTR, greffe de Joseph Badeau, 16 octobre 1805. Une carte du village de Nicolet de 1845 indique la présence d'une place de marché en bordure de la rivière Nicolet. *Plan of the Village of Nicolet - Office of the Board of Works* [1845], cartothèque de l'Université du Québec à Trois-Rivières.

⁵⁴ Sur le marché de Yamachiche, voir J.-Alcide Pellerin, *Yamachiche et son histoire (1672-1978)* (Trois-Rivières, Éditions du Bien public, 1980), 531; sur celui de Baie-du-Febvre, Joseph-Elzéar Bellemare, *Histoire de la Baie-Saint-Antoine dite Baie-du-Febvre, 1683-1911* (Montréal, Imprimerie La Patrie, 1911), 324; sur celui de Pierreville, Arthur Bergeron, *Pierreville, 1853-1953. Un siècle de vie paroissiale et l'aurore du suivant* (Pierreville, Comité du centenaire, 1960), 127; sur celui de Saint-Félix-de-Valois, Isabelle Emery et Christiane Rainville, *Faits et images de Saint-Félix-de-Valois* (s.l., s.n., 1983), 359 et 487-488.

ses productions végétales et animales⁵⁵. D'autres venaient de Rivière-du-Loup, Saint-Sévère et Saint-Luc dans le comté de Champlain sur la rive nord, et de Baie-du-Febvre, Saint-Pierre-les-Becquets et Sainte-Sophie-de-Lévrard sur la rive sud⁵⁶. À l'autre extrémité du lac, le marché de Sorel représentait un point de vente intéressant pour les producteurs de cerises de la paroisse de Maskinongé⁵⁷. Plusieurs cultivateurs de Berthier y avaient un étal chaque samedi⁵⁸. Des Saint-pierrais parcouraient de plus grandes distances encore pour vendre leurs produits. C'est le cas, entre autres, d'un certain nombre de cultivateurs de Yamachiche qui allaient régulièrement, été comme hiver, au marché Bonsecours de Montréal⁵⁹.

Ces contacts étaient d'autant plus fréquents que les communications s'effectuaient facilement, surtout par la voie de l'eau. Dans la deuxième moitié du XIX^e siècle, le lac Saint-Pierre était sillonné par des bâtiments hauturiers, des bateaux à vapeur de sociétés de navigation régionales et extra-régionales, des traversiers, entre Trois-Rivières et Sainte-Angèle-de-Laval depuis les années 1840, et entre Sorel et Berthier⁶⁰, un nombre considérable de voiliers et de barges qui avaient comme port d'attache une localité riveraine du lac, et quelques milliers de petites embarcations qui étaient

⁵⁵ L. Gérin, *op. cit.*, 108.

⁵⁶ Ces informations sont tirées de documents des archives municipales de Trois-Rivières que nous a prêtés Madame Jocelyne Murray. Nous la remercions.

⁵⁷ Jacques Casaubon, *L'histoire de la paroisse Saint-Joseph-de-Maskinongé* (Maskinongé, Comité du livre Histoire de Maskinongé, 1982), 351.

⁵⁸ *La Gazette de Berthier*, 9 juin 1893.

⁵⁹ J.-A. Pellerin, *op. cit.*, 531.

⁶⁰ Le service de traversier entre Sorel et Berthier existe depuis au moins le milieu du siècle. Les départs se faisaient de Sorel tous les matins et de Berthier tous les soirs. Mais indépendamment de ces départs, il était possible de traverser à toute heure du jour ou de la nuit. *L'Écho des campagnes*, 8 août 1850. Au début des années 1880, un bateau à vapeur faisait la navette entre Sorel et Berthier tous les jours de la semaine, deux fois par jour. *La rive nord*, 27 mai 1881.

utilisées pour les courts déplacements et la pêche (plus de 3 100 embarcations «ordinaires ou de plaisir» dans les paroisses riveraines au recensement de 1871⁶¹).

Les relations étaient maintenues durant l'hiver grâce aux ponts de glace. Le lac Saint-Pierre se prête bien à l'aménagement de ces chemins temporaires car les marées ne s'y font presque pas sentir. Il devenait à ce point gelé qu'on pouvait y faire passer une centaine de chevaux et leurs charges en même temps⁶². Il y avait des ponts de glace entre Trois-Rivières et Sainte-Angèle-de-Laval, Pointe-du-Lac et Nicolet, Berthier et Sorel⁶³ et sur la plupart des rivières qui se jettent dans le lac. Celui de la rivière Richelieu était emprunté quotidiennement par les Sorelois qui travaillaient au chantier de Saint-Joseph-de-Sorel sur l'autre berge⁶⁴. Le pont de glace de Berthier-Sorel permettait aux habitants des îles d'entretenir des rapports plus soutenus avec les riverains en hiver que durant l'été, tout en facilitant le transport du bois et du foin⁶⁵.

Mais la surface gélée du lac Saint-Pierre ne servait pas qu'à des fins utilitaires. Il s'y déroulait des activités ludiques qui donnaient lieu à une

⁶¹ Sur la batellerie du lac Saint-Pierre, voir S. Courville, J.-C. Robert et N. Séguin, «La vie de relation dans l'axe laurentien...», 355-357. Nous aborderons la question de la navigation plus en détail dans le prochain chapitre.

⁶² Jacques Rousseau et Guy Béthune, *Voyage de Pehr Kalm au Canada en 1749* (Montréal, Pierre Tisseyre, 1977), 424.

⁶³ Jeanne Morin, Alain Blais, Pierre Girard et Maurice Carrier, *Trois-Rivières au fil du temps* (s.l., s.n., 1982-84); Pierre Deffontaines, *L'homme et l'hiver au Canada* (Paris, Gallimard, 1957), 192; Christine Larose, «Liens éphémères. Les ponts de glace au XIX^e siècle», *Cap-aux-Diamants*, 22 (été 1990), 27-28.

⁶⁴ Olivar Gravel, *Histoire de Saint-Joseph-de-Sorel et de Tracy* (s.l., O. Gravel, 1980), 58.

⁶⁵ A. Couillard-Desprès, *op. cit.*, 86; Rodolphe de Koninck, *Les Cent-Îles du lac Saint-Pierre* (Québec, Les Presses de l'Université Laval, 1970), 41.

sociabilité spontanée dont, entre autres, les courses de chevaux. Celles-ci étaient présentées en face de Trois-Rivières, Maskinongé et Saint-Barthélemy. Le beau temps revenu, amateurs, parieurs et badauds regagnaient la terre ferme pour se retrouver dans l'un ou l'autre des terrains de course de la région. À la piste de Trois-Rivières, qui date de la première moitié du siècle, s'ajoutent celles de Pierreville, Louiseville, Maskinongé, Saint-Cuthbert et Sorel dans le dernier tiers du siècle⁶⁶. On venait des diverses parties de la région assister aux courses dans ces localités. En 1872, un bateau à vapeur est spécialement affrété pour transporter les habitants de Sorel et des environs qui désirent aller au «rond du club de Pierreville⁶⁷». Léon Gérin écrit que les courses de chevaux à Louiseville en été et à Maskinongé ou Saint-Barthélemy en hiver étaient bien prisées par les habitants de Saint-Justin⁶⁸.

D'autres activités récréatives attiraient plus particulièrement les gens de l'extérieur, à savoir la chasse, la pêche et les excursions dans les îles. Avec ses paysages pittoresques et ses zones marécageuses où abondent poissons et sauvagine au moment des migrations, le lac Saint-Pierre constitue un endroit privilégié pour ces activités. Chaque année apportait son flot de chasseurs, de pêcheurs et de touristes en provenance de Québec, de Montréal et des États-Unis. Ces personnes louaient une maison, logeaient chez des parents ou des

⁶⁶ À propos des terrains de course de Trois-Rivières et de Sorel, voir Donald Guay, *Histoire des courses de chevaux au Québec* (Montréal, VLB, 1985), 106 et 158; de celui de Louiseville, *Le courrier de Maskinongé*, 16 juin et 7 juillet 1881. La piste de Saint-Cuthbert, connue sous le nom de «La Compagnie du Rond Public des courses de chevaux à Saint-Cuthbert», et celle de Maskinongé, appelée le «Club de course de Maskinongé», débutent leurs activités en 1886 et 1895 respectivement. PJS, *Registre des déclarations sociales*, vol. 3 (1885-96), 30-31; ANQTR, *Registre des déclarations sociales*, vol. 4 (1895-1902), 4-5.

⁶⁷ *Le Messager de Sorel*, 13 juillet 1872.

⁶⁸ L. Gérin, *op. cit.*, 103.

amis, ou encore dans des établissements d'hébergement. Le pays saint-pierrais compte plusieurs hôtels, auberges, tavernes où il était possible de passer une nuit⁶⁹, et maisons de pension au XIX^e siècle.

Au recensement de 1831, on dénombre 72 auberges dans les localités en bordure du lac, dont 26 à Trois-Rivières et Sorel seulement, et 3 dans celles de l'arrière-pays (tableau 4.6). Entre 2 et 5 auberges sont recensées dans chacune des paroisses rurales à l'exception de Sainte-Elizabeth qui n'en abrite qu'une, et de Berthier où leur nombre s'élève à 11. Situé à mi-chemin entre Montréal et Trois-Rivières, Berthier est devenu un point d'arrêt important pour les diligences et les voyageurs, ce qui explique la présence de tant d'auberges⁷⁰. Le nombre d'établissements d'hébergement dans les paroisses du pourtour du lac et celles de l'intérieur de la rive nord chute à 48 en 1844 (tous des auberges), puis à 29 en 1851 (4 hôtels, 10 auberges, 13 maisons de pension et 2 tavernes⁷¹). Cette baisse tient sans doute en partie à l'amélioration des communications qui amène l'élimination de certains points de relais, et à l'arrivée des nouveaux établissements que sont les hôtels, lesquels peuvent accueillir un plus grand nombre de touristes et de passants que les auberges, provoquant ainsi la fermeture de plusieurs d'entre elles. Quoi qu'il en soit, on compte 34 établissements d'hébergement à la fin de la décennie 1850, près de la moitié étant des maisons de pension. Leur nombre

⁶⁹ Edwin C. Guillet, *Pioneer Inns & Taverns*, vol. II: *The Province of Quebec, the Ottawa Valley, and American Inns...* (Toronto, Ontario publishing Co., Limited, 1956), 22.

⁷⁰ Joseph Bouchette, *Description topographique de la province du Bas-Canada...* (Londres, W. Faden, 1815), 246.

⁷¹ Cette recension, effectuée à partir de Robert W. S. Mackay, *The Canadian Directory* (Montréal, John Lovell, 1851), n'est pas exhaustive puisque des établissements repérés dans les listes nominatives du recensement de 1851 n'apparaissent pas dans cet annuaire. Le jumelage des données du *Canadian Directory* et du recensement nominatif de 1851 montre toutefois que la première source est plus complète que la seconde.

dépasse la cinquantaine un peu plus d'une dizaine d'années plus tard. Cette hausse est attribuable à l'augmentation du nombre des hôtels qui font plus que doubler entre 1857-1858 et 1871 (de 9 à 22).

TABLEAU 4.6
Les établissements d'hébergement dans la région du lac Saint-Pierre, 1831-1871

localité	1831	1844	1851	1857-58	1871
		auberges			
<i>Rive nord</i>					
Trois-Rivières	14	13	1 hôtel 2 auberges	2 hôtels 6 tavernes 5 maisons de pension	12 hôtels 1 auberge 9 maisons de pension
Pointe-du-Lac	2	1	1 maison de pension	1 maison de pension	
Yamachiche	3	2	3 maisons de pension	2 maisons de pension	2 maisons de pension
Rivière-du-Loup	5	2			3 maisons de pensions
Maskinongé	5	4	1 maison de pension	1 hôtel	1 maison de pension
Saint-Barthélemy	2		1 maison de pension		1 maison de pension
Saint-Cuthbert	2				
Berthier	11	6	3 maisons de pensions	1 hôtel 1 maison de pension	3 hôtels 1 auberge
<i>Arrière-pays rive nord</i>					
Saint-Etienne-des-Grès				3 maisons de pension	1 hôtel 1 maison de pension 1 maison de pension
Saint-Barnabé					
Saint-Léon	2			1 hôtel	
Saint-Norbert					1 auberge
Saint-Félix-de-Valois		1			1 maison de pension
Sainte-Elizabeth	1	1		1 maison de pension	1 auberge
<i>Rive sud</i>					
Sorel	12	14	2 hôtels 4 auberges 1 taverne	3 hôtels 3 auberges	6 hôtels 2 maisons de pension
Yamaska	5	4	2 auberges 1 taverne	1 hôtel	
Pierreville					1 maison de pension
Saint-François-du-Lac	2		2 auberges 1 maison de pension	1 maison de pension	
Baie-du-Febvre	2		2 maisons de pension	2 maisons de pension	3 maisons de pension
Nicolet	4		1 hôtel 1 maison de pension		3 maisons de pension
nbre d'établissements	72	48	29	34	54

Sources: *Recensement du Bas-Canada, 1831* (listes nominatives); *Journaux de l'Assemblée législative des Canadas (1846)*, Récapitulation par districts et comtés des retours du dénombrement des habitants du Bas-Canada (1844), Appendice D; Robert W.S. Mackay, *The Canada Directory...*, Montréal, John Lovell, 1851; *The Canada Directory for 1857-58...*, Montréal, John Lovell, 1857; *Lovell's Province of Quebec Directory for 1871...*, Montréal, John Lovell, 1871.

Les Saint-pierrais avaient encore l'occasion de se côtoyer, de fraterniser et de rencontrer des personnes de l'extérieur lors de différentes activités de divertissement. Des chercheurs ont étudié ces activités, les formes qu'elles ont empruntées et le rôle qu'elles ont joué, principalement dans le monde urbain au siècle dernier⁷². Ils montrent comment le loisir public est le produit et le reflet de la dynamique et de la réalité sociales. Pour notre part, nous nous intéressons aux événements à caractère récréatif en tant que révélateurs de la vie de relation. Ceux-ci étant nombreux, nous ne prendrons que quelques exemples.

La plupart des comtés qui ceignent le lac Saint-Pierre tenaient chaque année une exposition agricole dans la deuxième moitié du XIX^e siècle. Celle de Louiseville attirait des cultivateurs des quatre coins du comté de Maskinongé⁷³. L'exposition de Berthierville était visitée par les gens du comté de Berthier et de Sorel situé juste en face sur l'autre rive⁷⁴. Le journal local estime à 10 000 le nombre de personnes qui se rendirent à celle de 1881⁷⁵. La fête de la Saint-Jean-Baptiste mobilisait également beaucoup de gens. À Louiseville, une foule de 5 000 spectateurs composée de lousevilliens, de gens venus de partout dans le comté et d'ailleurs assistèrent

⁷² Voir, entre autres, Raymond Montpetit, «Loisir public et société à Montréal au XIX^e siècle», *Loisir et société/Society and Leisure*, II, 1 (avril 1979): 101-126; Sylvie Dufresne, «Fête et société: le carnaval d'hiver de Montréal (1883-1889)», Annette Bleau *et al.*, *Montréal, activités, habitants, quartiers* (Montréal, Fides, 1984): 139-188; de la même auteure, «Attractions, curiosités, carnaval d'hiver, expositions agricoles et industrielles: le loisir public à Montréal au XIX^e siècle», Jean-Rémi Brault, dir., *Montréal au XIX^e siècle. Des gens, des idées, des arts, une ville* (Montréal, Leméac, 1990): 233-267; Hervé Gagnon, «Des animaux, des hommes et des choses. Les expositions au Bas-Canada dans la première moitié du XIX^e siècle», *Histoire sociale/Social History*, XXVI, 52 (novembre 1993): 291-327.

⁷³ *La revue agricole* (novembre 1862), 43.

⁷⁴ *La Gazette de Berthier*, 4 octobre 1896.

⁷⁵ *La rive nord*, 30 août 1881.

au défilé commémorant cette journée en 1894⁷⁶. La soirée du 24 juin rassembla des personnes de Trois-Rivières, Sorel, Berthier, Joliette et de plusieurs autres paroisses sur une des îles du lac en 1881⁷⁷.

D'autres activités permettaient aux habitants de la région et d'ailleurs de se réunir. Pensons aux spectacles, aux concerts ou aux fêtes entourant un anniversaire. En juin 1881, pas moins de 500 personnes se sont massées dans une salle de l'hôtel de ville de Berthier pour assister à la représentation d'une pièce de Molière et au concert de la Bande de musique de Sorel. Parmi les spectateurs, se trouvaient des gens de Sorel, de Montréal et d'autres localités⁷⁸. Des musiciens montréalais donnèrent deux concerts à Louiseville en 1881. Des mélomanes de Saint-Léon, Maskinongé, Trois-Rivières et Champlain se joignirent à des membres de l'élite locale pour entendre ces concerts⁷⁹. En 1880, les organisateurs de la fête du cinquantième anniversaire de l'accession du curé de la paroisse de Saint-Léon à la prêtrise purent compter sur la présence du corps de musique de Yamachiche⁸⁰.

Des événements plus solennels, tels les pèlerinages, rapprochaient également les Saint-pierrais. La région du lac Saint-Pierre abrite un des plus anciens lieux de pèlerinage de la province, celui de Yamachiche consacré à la dévotion de sainte Anne. En effet, des pèlerinages y étaient organisés dès avant le XIX^e siècle. Frappé d'interdit en 1801 par Mgr Denault en raison des

⁷⁶ Germain Lesage, *Histoire de Louiseville, 1665-1960* (Louiseville, Presbytère de Louiseville, 1961), 284.

⁷⁷ *La rive nord*, 25 juin 1881.

⁷⁸ *La rive nord*, 10 et 17 juin 1881.

⁷⁹ G. Lesage, *op. cit.*, 258.

⁸⁰ Amanda Plourde, *Notes historiques sur la paroisse de Saint-Léon-le-Grand* (Trois-Rivières, Editions du Bien Public, 1916), 19-20.

désordres qui y éclataient depuis plusieurs années (débits d'alcool clandestins, rixes, etc.), Yamachiche renaît comme lieu de pèlerinage en 1846 à la demande du curé de la paroisse⁸¹. Pendant plusieurs années, ce sont surtout des habitants des paroisses voisines qui s'y rendaient le jour de la fête de Sainte-Anne. Dans le dernier tiers du siècle, le pèlerinage de Yamachiche obtint la faveur d'un très grand nombre de pèlerins. En 1876, le curé de Saint-Zéphirin-de-Courval et 300 de ses paroissiens embarquèrent à bord d'un bateau à vapeur pour traverser à Yamachiche⁸². Quelques milliers d'autres pèlerins des diocèses de Nicolet, de Trois-Rivières et même de Montréal firent de même au cours des années suivantes⁸³.

Un autre lieu de pèlerinage de la région attira un nombre considérable de personnes au XIX^e siècle, soit celui de Sainte-Elizabeth. C'est au début de l'année 1879 que le curé de cette paroisse décida de construire une chapelle mise sous l'invocation de sainte Anne à l'arrière de la sacristie de l'église. Une foule estimée à 3 000 personnes, dont plusieurs de Joliette, Saint-Félix-de-Valois, Berthier, Saint-Jacques-de-l'Achigan, Saint-Paul-de-Joliette et d'autres paroisses assistèrent à sa bénédiction quelques mois plus tard. En 1884, un groupe de 1 000 pèlerins, parmi lesquels se trouvaient Mgr Laflèche et 40 prêtres, vinrent se recueillir à Sainte-Elizabeth⁸⁴.

⁸¹ J.-A. Pellerin, *op. cit.*, 204-206.

⁸² Napoléon Caron, François Lesieur Desaulniers et Benjamin Sulte, *Histoire de la paroisse d'Yamachiche, précis d'histoire* (Trois-Rivières. P.-V. Ayotte, 1892), 134 et 139.

⁸³ D. Lamy, *Brève notice sur Sainte-Anne-d'Yamachiche* (Montréal, 1904), 10.

⁸⁴ Alphonse-Charles Dugas et J.-Hector Geoffroy, *Histoire de Sainte-Elizabeth* (Joliette, Edition privée, 1984), 114-119.

Mais Yamachiche et Sainte-Elizabeth⁸⁵ n'étaient pas les seuls lieux de pèlerinage fréquentés par les Saint-pierrais. Ils sont des centaines à être allés aux sanctuaires de Cap-de-la-Madeleine et de Sainte-Anne-de-Beaupré. Au début des années 1880, le curé de Baie-du-Febvre organisa plusieurs pèlerinages à Sainte-Anne-de-Beaupré. Le bateau à vapeur affrété pour ces voyages partait du port Saint-François avec à son bord des habitants de Baie-du-Febvre, Nicolet, Saint-Thomas-de-Pierreville et Saint-Zéphirin-de-Courval⁸⁶. Des personnes de Sorel, Berthier, Lanoraie, Joliette et des paroisses environnantes, accompagnées de plusieurs prêtres et de Mgr Moreau, évêque de Saint-Hyacinthe, en firent autant en 1881⁸⁷. En juillet 1886, 600 pèlerins de Saint-Thomas-de-Pierreville prennent la direction de Sainte-Anne-de-Beaupré⁸⁸. Un mois plus tard, le curé de Louiseville, son vicaire et 500 de leurs paroissiens suivent leur exemple⁸⁹. Autant de Louisevilliens se rendent à Cap-de-la-Madeleine en 1894⁹⁰. Léon Gérin note qu'à chaque année, des habitants de Saint-Justin, surtout des femmes, font un pèlerinage à Sainte-Anne-de-Beaupré⁹¹.

⁸⁵ Dans son essai de typologie des lieux de pèlerinage au Québec, Guy Laperrière classe ceux de Yamachiche et de Sainte-Elizabeth dans la catégorie des «petits pèlerinages paroissiaux» qu'il définit comme des grands rassemblements de parents, d'amis et d'anciens d'une paroisse le jour de la fête patronale ou le dimanche de l'octave. Nous ne partageons pas cet avis, les données présentées ci-haut indiquant que les pèlerinages de ces deux paroisses avaient un rayonnement beaucoup plus important. G. Laperrière, «Les lieux de pèlerinage au Québec. Une vue d'ensemble», Pierre Boglioni et Benoît Lacroix, dir., *Les pèlerinages au Québec* (Québec, Les Presses de l'Université Laval, 1981), 29-64.

⁸⁶ J.-E. Bellamare, *op. cit.*, 324.

⁸⁷ *La rive nord*, 26 juillet 1881.

⁸⁸ A. Bergeron, *op. cit.*, 185.

⁸⁹ G. Lesage, *op. cit.*, 262.

⁹⁰ *Ibid.*, 283.

⁹¹ L. Gérin, *op. cit.*, 114.

Bien qu'elles donnent un bon aperçu des déplacements de brève durée, ces données factuelles et ponctuelles, tirées pour l'essentiel des monographies paroissiales et des journaux locaux, ne fournissent cependant pas une prise de vue globale, ne serait-ce qu'à un moment précis, de ces mouvements. À cette fin, il faut recourir à d'autres matériaux. Ici encore, les listes nominatives des recensements de 1851 et 1861 s'avèrent utiles.

2- Une vue d'ensemble des déplacements de brève durée: les visiteurs en 1851 et 1861

Suivant les instructions qui leur ont été transmises, les recenseurs étaient tenus de relever les personnes de l'extérieur qui ont séjourné dans les localités la veille de leur passage, de même que leur lieu de résidence⁹². Ces visiteurs sont au nombre de 380 en 1851⁹³ et de 731 en 1861 (tableau 4.7). Le lieu de résidence d'une trentaine d'entre eux en 1851 et d'une centaine en 1861 nous échappe, soit parce que le recenseur a écrit «inconnu», soit parce que des individus ont déclaré un lieu-dit que nous n'avons pu localiser ou aucun lieu précis (en bas de Québec, Bois-Francs, etc.). Constatant les écarts entre le nombre de visiteurs d'une paroisse à l'autre, on peut douter du zèle de certains recenseurs à inscrire les individus de passage dans les listes. Quoiqu'il en soit, c'est dans une proportion dépassant les 70% que les visiteurs viennent de la région aux deux années de recensement. Plus significatif

⁹² D. P. Gagan, *op. cit.*, 360.

⁹³ Faut-il le rappeler, les listes nominatives des paroisses de Saint-Barthélemy et Saint-Norbert sur la rive nord, et de Sorel, Yamaska, Saint-François-du-Lac et Nicolet sur la rive sud sont manquantes cette année-là.

TABLEAU 4.7
Le nombre de visiteurs dans les localités de la région du lac Saint-Pierre, 1851 et 1861

localité	1851				1861									
	visiteurs nbre total	membres de la parenté nbre	%	visiteurs de la région nbre	%	membres de la parenté nbre	%	visiteurs nbre total	membres de la parenté nbre	%	visiteurs de la région nbre	%	membres de la parenté nbre	%
<i>Rive nord et les îles</i>														
Trois-Rivières	23	13	56,6	18	78,3	8	44,4	100	30	30,0	44	44,0	14	31,8
Pointe-du-Lac	33	5	15,2	16	48,5	2	12,5	10			1			
Yamachiche	121	61	50,4	111	91,7	60	54,1	56	21	37,5	47	83,9	21	44,7
Louiseville	4	1		2	50,0	1		35	15	42,9	27	77,1	11	40,7
Maskinongé	28	18	64,3	14	50,0	10	71,4	16	6	37,5	6	37,5	3	50,0
Saint-Barthélemy								5	3	60,0				
Saint-Cuthbert	2	2		1		1		1	1					
Berthier	46	16	34,8	40	87,0	12	30,0	13			3	23,1		
Ile-Dupas	5	2	40,0	5		2	40,0	16	3	18,8	13	81,3	3	23,1
<i>Arrière-pays rive nord</i>														
Saint-Etienne-des-Grès	1	1		1		1		38	9	23,7	31	81,6	9	29,0
Saint-Barnabé	11	3	27,3	8	72,7	3	37,5	45	17	37,8	32	71,1	9	28,1
Saint-Sévère								16	5	31,3	15	93,8	5	33,3
Saint-Boniface								55	22	40,0	51	92,7	21	41,2
Saint-Paulin	19	13	68,4	18	94,7	12	66,7	8	4	50,0	5	62,5	3	60,0
Saint-Léon	22	19	86,4	8	36,4	5	62,5	39	20	51,3	35	89,7	18	51,4
Sainte-Ursule	3			3										
Saint-Justin								4	4		1		1	
Saint-Didace								32	16	50,0	31	96,9	16	51,6
Saint-Norbert								32	15	46,9	30	93,8	13	43,3
Saint-Félix-de-Valois	7	2	28,6	3	42,9	2	66,7	46	21	45,7	36	78,3	15	41,7
Sainte-Elizabeth	53	34	64,2	51	96,2	34	66,7	10	5	50,0	10		5	50,0
<i>Rive sud</i>														
Sorel	2			1				45	11	24,4	33	73,3	9	27,3
Yamaska								1			1			
Saint-François-du-Lac								38	13	34,2	28	73,7	10	35,7
Pierreville								23	2	8,7	22	95,7	2	9,1
Nicolet								47	27	57,5	26	55,3	16	61,5
total	380	190	50,0	300	79,0	153	51,0	731	270	36,9	528	72,2	204	38,6

Sources: Recensements du Canada, 1851 et 1861 (listes nominatives).

encore est le fait que dans la plupart des localités observées, un grand nombre d'entre eux résident dans les localités environnantes.

Prenons les exemples de Yamachiche en 1851 et 1861, de Sainte-Elizabeth en 1851 et de Saint-Boniface en 1861 où ils nombreux. Sur les 121 visiteurs recensés à Yamachiche en 1851, 27 viennent de Saint-Etienne-des-Grès, 20 de Saint-Barnabé, 19 de Rivière-du-Loup, 13 de Saint-Léon, 9 de Trois-Rivières, 3 de Pointe-du-Lac, 3 des Forges du Saint-Maurice, 3 de Maskinongé, 1 de Sainte-Ursule et un autre de Saint-Boniface pour un total de 99. Dix ans plus tard, 36 des 56 visiteurs de Yamachiche sont de l'une ou l'autre des localités mentionnées en 1851. La moitié des visiteurs présents à Sainte-Elizabeth en 1851 et à Saint-Boniface en 1861 déclarent respectivement comme lieu de résidence Saint-Félix-de-Valois (26 sur 53) et Saint-Barnabé (28 sur 55), les paroisses voisines. Un peu plus d'une vingtaine d'autres habitent Saint-Ambroise-de-Kildare, Saint-Thomas, Sainte-Mélanie, Saint-Norbert, Berthier, Saint-Cuthbert, Saint-Barthélemy, Maskinongé et Sorel dans le premier cas, et 21 autres Sainte-Flore, Saint-Etienne-des-Grès, Saint-Léon, Sainte-Ursule, Yamachiche, Rivière-du-Loup et Trois-Rivières dans le second cas. Autour de chaque paroisse se dessine donc un espace de relation intense, et le fleuve ici n'est pas un obstacle puisque les contacts sont fréquents d'une rive à l'autre, particulièrement à chaque bout du lac. Les espaces de relation articulés autour des paroisses se recourent et s'enchevêtrent pour former un système de relation complexe.

Parmi les autres visiteurs, un certain nombre arrivent de l'extérieur de la province (28 en 1851, 36 en 1861), surtout des États-Unis. En 1851, ceux-ci se retrouvent principalement à Maskinongé (9) et à Saint-Léon (9), les

deux paroisses de la région où on compte le plus d'individus partis travailler aux États-Unis ou dans le Haut-Canada cette année-là (152 hommes), alors qu'un peu plus de la moitié de ceux de 1861 sont recensés à Trois-Rivières. Quelques autres viennent de Québec (5 en 1851, 10 en 1861), mais surtout de Montréal et de ses environs (8 en 1851, 26 en 1861). --

Quant aux raisons de la présence de ces visiteurs, nous ne pouvons qu'émettre des hypothèses. Si quelques-uns ne sont que de passage dans la région comme les mendiants (7 en 1851, 11 en 1861), ou pour y travailler, comme par exemple les 3 charpentiers de Joliette et 1 autre de Saint-Jacques qui effectuent des travaux de réparation au moulin seigneurial de Berthier en 1851, il semble qu'un bon pourcentage de ces individus (50% en 1851, 36,9% en 1861) visitent des parents si l'on s'en remet au fait que plusieurs portent le même patronyme que celui du chef de famille ou celui d'un autre membre de la maisonnée où ils sont recensés.

* * *

En somme, le lieu de résidence des visiteurs en 1851 et 1861 et divers autres déplacements de courte durée témoignent bien de l'intensité et de la complexité de la vie de relation dans l'espace saint-pierrais. Celle-ci est perceptible à différentes échelles. D'abord à l'échelle infra-régionale où il ressort que les localités, tant des rives que de l'arrière-pays, ont des rapports très étroits et continus avec celles des environs immédiats. On l'observe ensuite à l'échelle régionale, les Saint-pierrais se déplacent d'une rive à l'autre et d'une extrémité du lac à l'autre. Enfin, à l'échelle de l'axe laurentien, les faits de mobilité de brève durée examinés laissent supposer, contrairement à ceux relevant des déplacements définitifs, que les Saint-

pierrais ont des contacts plus fréquents et suivis avec les habitants de la plaine de Montréal que ceux de la grande région de Québec. D'autres aspects de la vie de relation permettront d'apporter des précisions sur ce dernier point, à commencer par les activités reliées à l'eau.

CHAPITRE V
LE FLEUVE COMME ÉLÉMENT CENTRAL
DE LA VIE DE RELATION¹

Le paysage saint-pierrais est fortement marqué par la présence de l'eau. Pas étonnant alors que les activités qui y sont rattachées aient joué un rôle de premier plan dans l'économie de la région. Notre intention ici est de scruter quelques-unes d'entre elles: la navigation, la construction navale, le trafic portuaire et la pêche. Au fond, l'étude de ces activités sert de prétexte à l'observation d'autres facettes de la vie de relation, dont en particulier certaines de ses assises matérielles.

A- AU CŒUR DES ÉCHANGES: LA NAVIGATION SUR LE LAC SAINT-PIERRE

Le trafic fluvial est considérable sur le lac Saint-Pierre au XIX^e siècle. La grande navigation pour qui le lac est un passage obligé, s'intensifie dans la première moitié du siècle. De plus en plus de navires hauturiers traversent le lac pour se rendre au port de Montréal devenu un lieu de débarquement presque aussi animé que celui de Québec². Les bateaux qui se déplacent dans le corridor du Saint-Laurent entre Québec et Montréal sont également plus

¹ Ce chapitre a déjà fait l'objet d'une communication intitulée «Le rôle du fleuve dans l'économie du lac Saint-Pierre au XIX^e siècle» au congrès de la Société historique du Canada (Kingston, 1991). Le texte de cette communication a paru dans Serge Courville, Jean-Claude Robert et Normand Séguin, dir., *Le pays laurentien au XIX^e siècle* (Québec, Montréal et Trois-Rivières, Université Laval, Université du Québec à Montréal et Université du Québec à Trois-Rivières, 1992): 37-58. De nouveaux éléments ont été ajoutés.

² Gerald J.J. Tulchinsky, *The River Barons. Montreal Business and the Growth of Industry and Transportation, 1837-53* (Toronto et Buffalo, University of Toronto Press, 1977), 6 et 68-73.

nombreux. Ces bâtiments partagent le vaste plan d'eau avec la batellerie de la région constituée surtout de barges, de sloops, de goélettes et de péniches qui parcourent le lac en tout sens. La navigation locale est très importante, les échanges de diverses natures s'effectuant principalement par la voie de l'eau. Selon Raoul Blanchard, elle tient un rôle essentiel et ce, jusqu'au début du XX^e siècle³.

Non moins négligeable est la navigation sur les rivières se déversant dans le lac. Un grand nombre de bateaux sillonnent le Richelieu, d'autres vont et viennent régulièrement entre la vallée du Richelieu et les localités situées le long du Saint-Laurent jusqu'à Montréal⁴. Au début du XIX^e siècle, des chalands d'assez forte capacité partent des Cantons de l'Est pour se rendre à Trois-Rivières par la rivière Saint-François⁵. Divers produits agricoles et non agricoles de la plaine maskoutaine destinés aux centres urbains sont expédiés par la rivière Yamaska. Sur la rive opposée, des bateaux remontent les rivières du Loup et Maskinongé et viennent accoster aux quais de Louiseville et du village de Maskinongé, croisant sur leur chemin de nombreuses barges qui transportent de grandes quantités de bois jusqu'au lac Saint-Pierre où les attendent des bâtiments de plus fort tonnage.

Cette navigation ne se fait cependant pas sans difficulté. Pour améliorer la navigabilité du fleuve, plusieurs travaux sont entrepris dans la deuxième moitié du XIX^e siècle. Le lac Saint-Pierre a toujours été un

³ Raoul Blanchard, *Le centre du Canada français, "Province de Québec"* (Montréal, Beauchemin, 1947), 73.

⁴ G.J.J. Tulchinsky, *op. cit.*, 54-56.

⁵ Jules Martel, *Histoire du système routier des cantons de l'Est avant 1855*, mémoire de maîtrise (histoire), Université d'Ottawa, 1960, 58.

obstacle majeur pour la grande navigation en raison de sa faible profondeur (3 mètres en moyenne l'été). Longtemps, les navires d'outre-mer ne passaient le lac qu'avec la moitié de leur chargement pour éviter de s'engraver, l'autre moitié était transportée jusqu'à l'extrémité du lac par des bateaux de petite dimension⁶. Cette opération entraînait des coûts onéreux, au grand dam des marchands et des négociants montréalais. Par exemple, en 1839, la remontée et la descente du lac Saint-Pierre de 25 bateaux a coûté quelques 15 000 \$ en frais de remorquage et d'allègement aux maisons d'importation et d'exportation Millar, Edmonstone & Allan, McIntosh & Cie, Gillespie, Moffatt, Jamieson & Co. et Andrew Shaw. L'année suivante, ces mêmes maisons de commerce et celles de Buchanan, Cunningham & Glass et de Dougall, Irvine & Cie doivent déboursier environ 30 000 \$ pour le passage de 35 bateaux dans le lac⁷. Après bien des péripéties, les premiers travaux de dragage de l'ancien chenal du côté nord du lac sont terminés en 1854. Celui-ci a alors une profondeur de près de 5 mètres et une largeur de 76 mètres. Le chenal est dragué à trois autres reprises pour atteindre un peu moins de 9 mètres de profondeur et 91 mètres de largeur à la fin des années 1880⁸.

Des travaux sont également exécutés afin de faciliter la navigation sur les rivières. En 1869, des entrepreneurs qui possèdent des intérêts dans le

⁶ *La Gazette des Trois-Rivières*, 22 mai 1847.

⁷ Ces données sont tirées d'un rapport d'un comité spécial chargé d'étudier la pétition du Bureau du commerce demandant que des mesures soient prises pour creuser le chenal du lac Saint-Pierre. Les montants d'argent présentés ont été convertis en dollars. *Journaux de l'Assemblée législative de la province du Canada (1841)*, vol. 1, Appendice DD.

⁸ Canada, ministère des Transports, *Chenal maritime du Saint-Laurent entre Montréal et Québec*, 1:125 000, Ottawa, Service hydrographique du Canada, 1974. Le creusement du chenal du lac Saint-Pierre a suscité de nombreuses controverses dans la première moitié du XIX^e siècle. Voir à ce sujet Nora Corley, «The St. Lawrence Ship Channel, 1805-1865», *Cahiers de géographie du Québec*, 11, 23 (septembre 1967): 277-306. Voir aussi G.J.J. Tulchinsky, *op. cit.*, 82-87.

commerce du bois sur la rive sud forment La Compagnie des rivières Saint-François et Yamaska dans le but, entre autres, «de creuser ou enlever les battures ou autres obstacles à la navigation⁹» à la grande satisfaction des édiles de plusieurs paroisses des comtés de Richelieu, Yamaska, Bagot, Saint-Hyacinthe, Drummond et même de Rouville qui réclament depuis des lustres l'amélioration de la navigation sur la rivière Yamaska auprès du gouvernement¹⁰. Les autorités de ces paroisses ont dû prendre leur mal en patience car, au bout du compte, peu de travaux ont été effectués par la compagnie. La rivière Yamaska devient enfin navigable sur une distance de plus de 30 kilomètres, soit de Saint-Hugues dans le comté de Bagot jusqu'au lac Saint-Pierre, lorsqu'une écluse est aménagée à son embouchure au début des années 1880¹¹. Un trafic non négligeable franchit cette écluse. Ainsi, au cours de la période de navigation de 1893, celle-ci s'est ouverte pour 98 bateaux à vapeur, 173 goélettes et barges, 5 radeaux de bois et 545 diverses petites embarcations¹².

Les autres rivières n'ont pas fait l'objet d'aussi gros travaux. Cependant, elles sont draguées régulièrement pour permettre aux bateaux de

⁹ *Statuts de la Province de Québec*, 32 Vict., Cap. LXIII (1869): 280-288.

¹⁰ Déjà en 1843, le conseil municipal de Saint-Hyacinthe demande l'amélioration de la navigation sur la rivière Yamaska, ce que lui refusent les autorités gouvernementales. *Journaux de l'Assemblée législative de la province du Canada (1843)*, vol. 3, 8. En 1858, les localités de Sorel, Saint-Aimé, Saint-Marcel dans le comté de Richelieu, de Saint-Simon, Saint-Pie, Sainte-Rosalie, Saint-Hugues dans le comté de Bagot, de Saint-Guillaume-d'Upton, Saint-Germain dans le comté de Drummond, de Saint-Michel dans le comté de Yamaska, de Saint-Césaire dans le comté de Rouville joignent leurs voix à celle des Maskoutains. *Journal of the Legislative Assembly (1858)*, vol. XVI, 66, 199, 219, 415 et 505.

¹¹ «Rapport sur les havres, ports et rivières, les dragueurs, le dragage et les levées de plans», dans «Rapport annuel du ministère des Travaux Publics», *Documents de la Session du Canada*, n° 9 (1884), LXII-LXIII.

¹² «Rapport sur les havres, ports et rivières...», dans «Rapport annuel du ministre des Travaux Publics», *Documents de la Session du Canada*, n° 9 (1894), 88.

fort tonnage de se rendre, du moins au cours de la période des eaux hautes, aux villages situés pour la plupart en retrait de la plaine de débordement des eaux. Certaines de ces rivières doivent être curées plus souvent que d'autres. C'est le cas notamment de la Nicolet dont le chenal à l'embouchure se remplit à chaque année, empêchant à de nombreux bateaux l'accès aux quais de Nicolet pendant la durée des eaux basses. Le dragage des rivières était d'autant plus important que plusieurs d'entre elles ont joué un rôle essentiel dans le commerce du bois, clé de voûte de l'économie de certains comtés de la région du lac Saint-Pierre. Le Chenal du nord en face de Berthierville était également entretenu, de l'Ile-au-foin à la rivière Chicot, pour permettre le passage des bateaux à vapeur et des barges transportant du foin et du bois de chauffage à Montréal¹³.

Les travaux en vue d'améliorer la navigation dans la région étaient impérieux dans la mesure où de plus en plus de navires circulaient, ce qui témoigne de l'intensification des rapports d'échange. On en veut comme preuve la formation de plusieurs sociétés et compagnies de navigation dans l'espace saint-pierrais. L'apparition de ces sociétés indique également que la navigation s'organise davantage, des particuliers s'associant dans le but d'exploiter un ou plusieurs bateaux à vapeur, ce qu'ils étaient dans l'impossibilité de faire à titre individuel en raison des coûts élevés.

¹³ A. Kittson, «Berthier». *Hier et aujourd'hui/Yesterday & Today* (Berthierville, Imprimerie Bernard, 1953), 86.

TABLEAU 5.1
Les compagnies et sociétés de navigation dans la région du lac Saint-Pierre

Raison sociale ou nom des actionnaires	année de la formation	nbre d'ac- tionnaires lors de la formation	lieu(x) de résidence des actionnaires
Société de Navigation du Lac Saint-Pierre	1846	13	Sorel, Maskinongé, Baie-du-Febvre, Berthier, Nicolet et Rivière-du-Loup
Cie du bateau à vapeur des Trois-Rivières et de Nicolet	v1850		Trois-Rivières et Nicolet
Cie de Navigation de la Rive Nord du Saint-Laurent	1854	7	Berthier, Saint-Barthélemy, Sorel, Saint-Cuthbert et Trois-Rivières
Cie du bateau à vapeur Maskinongé	v1855		Maskinongé
The Nicolet Steam Boat Company	1855	7	Nicolet, Bécancour, Trois-Rivières, Québec et Hunterstown
Cie de Navigation d'Yamaska	1858	10	Saint-Hugues, Saint-David -d'Yamaska, Saint-Aimé, Yamaska et Montréal
Cie de Navigation de Trois-Rivières	1859	3	Trois-Rivières, Arthabaskaville et Montréal
Société de Navigation des Trois-Rivières à Montréal côté nord du fleuve	1863	46	Rivière-du-Loup, Trois-Rivières, Saint-Léon et Yamachiche
J.-G. Tranchemontagne, F. St-Louis et Cie	1864	4	Sorel et Berthierville
Eusèbe Lussier et Dame P. Trépanier	1865	2	Sorel
Latraverse et Cie	1865	3	Sorel
Beaulieu, Précourst et Cie	1865	5	Sorel et Montréal
J.-G. Tranchemontagne et Cie	1866	8	Sorel, Berthierville, Montréal et Saint-David-d'Yamaska
L. et G. Tranchemontagne	1866	4	Berthierville et Montréal
Francoeur, St-Louis et Cie	1866	4	Sorel et Beloeil
Précourst, Latraverse et Cie	1866	7	Sorel, Berthierville et Montréal
Précourst et Latraverse et Cie	1868	6	Sorel, Berthierville, Montréal et Ottawa
Société de Navigation de la Côte Nord	1868	5	Saint-Barthélemy, Sainte-Ursule, Yama- chiche, Ancienne-Lorette et Cap-Santé
Paulet et L'Ecuyer	1872	2	Sorel
Meigs, Rascony et Purdy	1872	3	Pierreville
Meigs et Rascony	1873	2	Pierreville
Jos. Rascony et Cie	1877	2	Pierreville
Narcisse Auclair et Cie	1886	1	Sorel
Pierre Cormier et Cie	1888	1	Sorel
Alexandre Laperrière et Cie	1893	1	Pierreville

Sources: Archives du séminaire de Nicolet, F139/c; ANQTR, greffe de Charles-Edouard Gagnon, n° 2 209, 21 mars 1859, et greffe de Valère Guillet, n° 5 170, 8 septembre 1855; ANQTR, *Registres des déclarations sociales*, vol.1 (1849-90) et vol. 2 (1857-85); Palais de justice de Sorel, *Registres des déclarations sociales*, vol.1 (1859-79) et vol. 3 (1885-96); *Statuts de la province du Canada*, 1858, 1860 et 1861; Jean Hamelin *et al.*, «Senécal, Louis-Adélarde», *Dictionnaire biographique du Canada*, vol. XI: de 1881 à 1890 (Québec, Les Presses de l'Université Laval, 1982), 895.

Plus d'une vingtaine de sociétés de navigation voient le jour dans la région du lac Saint-Pierre (tableau 5.1). La plus ancienne, la Société de

Navigation du Lac Saint-Pierre, date de 1846 et regroupe des navigateurs, des marchands et des cultivateurs de Sorel, Berthier, Maskinongé, Rivière-du-Loup, Baie-du-Febvre et Nicolet. Elle demeure la seule à avoir réuni des intérêts de différentes localités distribuées tout autour du lac. Les autres vont surtout se composer d'actionnaires d'une seule paroisse ou de paroisses proches les unes des autres. Les compagnies qui associent des individus des deux rives ne se retrouvent qu'aux extrémités du lac. La présence d'actionnaires de différents lieux dans plusieurs sociétés de navigation montre que des contacts s'établissent entre les paroisses de la région et entre celles-ci et l'extérieur.

Les sociétés de navigation n'ont pas toutes la même taille. Plusieurs ne regroupent que quelques individus, tous copropriétaires d'un bateau à vapeur. D'autres sont plus importantes comme la Société de Navigation du Lac Saint-Pierre, Précourst et Latraverse et la Compagnie de Navigation d'Yamaska qui possèdent à un moment ou à un autre de leur existence jusqu'à deux bateaux à vapeur. La dernière de ces sociétés compte 147 actionnaires demeurant sur la rive sud, entre Nicolet et Boucherville, au début des années 1860¹⁴. Mais petites ou grandes, les sociétés de navigation ont en commun de caboter principalement entre Trois-Rivières et Montréal. La présence au sein de quelques sociétés d'actionnaires montréalais confirme ce fait. Même la Société de Navigation de la Côte Nord dont deux des actionnaires résident dans la grande région de Québec (un cultivateur de l'Ancienne-Lorette, un

¹⁴ *Rapport final de la Compagnie de Navigation d'Yamaska* (Sorel, imprimé à l'atelier typographique de *La Gazette*, 1861): 19 p.

commerçant de Cap-Santé) ne navigue qu'entre Saint-Barthélemy et Montréal¹⁵.

À mesure que s'écoule le siècle, les sociétés de navigation fondent de plus en plus leurs assises dans le haut du lac, particulièrement à Sorel. Cette ville devient progressivement le lieu où s'organise la navigation sur le lac Saint-Pierre. Dans les trente dernières années du siècle, peu de sociétés de navigation sont mises sur pied. Celles de Pierreville doivent leur existence à la scierie de la Compagnie des moulins à vapeur de Pierreville¹⁶ pour qui elles transportent du bois. Plusieurs des sociétés créées dans les années 1850 (environ 6) et 1860 (jusqu'à 11) sont dissoutes sous l'effet de la vive concurrence qu'elles se livrent entre elles et de la venue du chemin de fer¹⁷. D'autres sont absorbées par des compagnies plus puissantes. La Compagnie du bateau à vapeur Maskinongé cesse ses activités lorsqu'elle vend son petit vapeur à la Société de Navigation du Lac Saint-Pierre en 1859¹⁸. La Compagnie du Richelieu met la main sur la Compagnie de Navigation de la Rive Nord du Saint-Laurent en 1860, la Société de Navigation du Lac Saint-Pierre et la Compagnie de Navigation de l'Assomption et de Terrebonne en

¹⁵ PJS, *Registre des déclarations sociales*, vol. 1 (1859-79), 97.

¹⁶ L'entreprise déclare faillite en 1878 et est achetée par la Compagnie Tourville en 1881. Alain Gamelin, *La Compagnie des moulins à vapeur de Pierreville, 1866-1906* (Drummondville, La Société historique du Centre du Québec, 1983), 18.

¹⁷ Sur la rive nord, le chemin de fer Québec, Montréal, Ottawa et Occidental est complété à la fin de l'année 1877. Sur l'autre rive, une ligne de chemin de fer est ouverte entre Sorel et Longueuil en 1882 par la compagnie «Le Montréal-Sorel». D'autres lignes sont construites entre Yamaska et Pierreville et entre Nicolet et Saint-Grégoire par la compagnie «Le Grand-Oriental» en 1887 et 1890 respectivement. Les paroisses riveraines de la rive sud ne seront reliées par le chemin de fer qu'en 1909. Voir Gaétan Gervais, *L'expansion du réseau ferroviaire québécois (1875-1895)*, thèse de doctorat (histoire), Université d'Ottawa, 1978; Marcel Allard, «Les chemins de fer dans la région de Nicolet: 1850 à nos jours», *Les Cahiers Nicolétains*, 5, 4 (1983): 144-201.

¹⁸ ANQTR, Greffe de Charles-Edouard Gagnon, n° 2 209, 21 mars 1859.

1861¹⁹. Cette dernière avait acquis la Compagnie de Navigation d'Yamaska quelques mois auparavant. Avant d'être éliminées, quelques-unes de ces sociétés ont accru leur capital dans le but d'étendre leurs activités²⁰. À la fin du siècle, la Compagnie du Richelieu dessert seule l'ensemble des paroisses du lac Saint-Pierre.

Les sociétés de navigation du pays saint-pierrais sont nées de l'initiative de 112 individus au total. À l'aide de divers documents relatifs à ces sociétés (déclarations sociales, Statuts de la Province du Canada, etc.) et d'autres sources (*The Canada Directory for 1857-58*, le *Lovell's Province of Quebec Directory for 1871* et le recensement nominatif de 1871), nous avons pu identifier la profession de 90 d'entre eux. Les marchands et les commerçants ont été particulièrement actifs dans l'organisation des sociétés de navigation puisqu'ils forment un peu moins de 50% du groupe des actionnaires (25 marchands, 11 commerçants, 2 épiciers, 2 agents, une marchande publique, un navigateur et commerçant et un commis). Outre des représentants du monde du commerce, celui-ci se compose d'individus qui œuvrent dans le secteur des transports (12 capitaines de bateau, navigateurs, ingénieurs de bateaux à vapeur et charretiers), de la fabrication (11 manufacturiers, marchands de bois possédant des scieries, artisans, propriétaires de chantier naval ou moulin), de l'agriculture (10 cultivateurs) et de membres des professions libérales (7 avocats, notaires, médecins ou

¹⁹ Frederick H. Armstrong, «Sincennes, Jacques-Félix», *Dictionnaire biographique du Canada*, vol. X: *de 1871 à 1880* (Québec, Les Presses de l'Université Laval, 1972), 718.

²⁰ Afin d'acheter de nouveaux bateaux à vapeur et construire des quais, la Compagnie de Navigation de la Rive Nord du Saint-Laurent fait passer son capital de 20 000 \$ à 50 000 \$ en 1860. *Statuts de la province du Canada*, 23 Vict., Chap. 122 (1860), 558. La Société de Navigation du Lac Saint-Pierre augmente le sien de 24 000 \$ à 80 000 \$ en 1861. *Statuts de la province du Canada*, 24 Vict., Chap. 98 (1861), 299.

huissiers). Les autres actionnaires sont un arpenteur au service de la Couronne, un hôtelier, un rentier, un entrepreneur, un teneur de livres et deux seigneurs. Quelques 17 actionnaires ont investi dans plus d'une compagnie. Un petit nombre ont même eu des intérêts dans 5, voire 6 sociétés (un commerçant de Montréal, un marchand de Berthier et un capitaine de bateau de Sorel). Dix de ces actionnaires appartiennent au monde marchand.

On peut soupçonner la présence d'autres sociétés de navigation dans le pays saint-pierrais au XIX^e siècle. C'est sans compter les associations non formelles entre des individus. Par exemple, un commerçant de Nicolet et un entrepreneur et navigateur de Rivière-du-Loup achètent en 1878 un chaland d'une capacité de 90 tonneaux de l'épouse d'un marchand de Saint-Michel-d'Yamaska pour transporter du bois aux États-Unis par le Richelieu²¹.

Outre les bâtiments des compagnies de navigation, un nombre considérable de bateaux sont la propriété de riverains. On en dénombre 364 dans les comtés du lac en 1871 (16 bateaux à vapeur, 40 voiliers de grande navigation et 308 barges et autres bâtiments), totalisant 10% du tonnage de l'ensemble de la province²². Ces chiffres extraits des tableaux publiés du recensement de cette année-là, tout comme ceux du recensement de 1881 d'ailleurs, doivent être interprétés avec prudence. En effet, il se peut que des voiliers de cabotage commercial ne jaugeant pas plus de 15 tonneaux aient été entrés sous la rubrique «voiliers de grande navigation». De même, la

²¹ ANQTR, cour supérieure, n^o 168, Dame J. Fourquin dit Léveillée c. N. Trahan *et al.*, 1881.

²² Serge Courville, Jean-Claude Robert et Normand Séguin, «La vie de relation dans l'axe laurentien au XIX^e siècle», *Annales de Bretagne et des pays de l'Ouest*, 95, 4 (1988), 356.

rubrique «barges et autres bâtiments» n'inclut pas seulement des bateaux de la marine marchande intérieure, mais également, entre autres, des bâtiments de pêche et des embarcations non pontées qui, contrairement aux premiers, ne font pas l'objet d'un enregistrement²³. Par ailleurs, des vérifications dans les listes nominatives de 1871 révèlent que le tonnage des bateaux n'est pas toujours déclaré.

Cela étant, plus de la moitié de la batellerie du lac Saint-Pierre en 1871 se trouve sur la rive sud, principalement dans les comtés de Richelieu et de Yamaska (tableau 5.2). Un peu plus de 70% des bateaux recensés sur la rive nord appartiennent à des individus du comté de Berthier. À une échelle d'observation plus fine, on remarque que dans certaines localités se concentre un grand nombre de bâtiments de navigation. Dans le comté de Maskinongé, 18 des 20 bateaux sont rattachés à la paroisse de Rivière-du-Loup. À l'exception de deux, tous sont la propriété de la Hunterstown Lumber Co. qui y exploite une imposante scierie et servent exclusivement au transport du bois scié. Tous les bateaux à vapeur, les voiliers et plus de la moitié des barges et autres bâtiments du comté de Richelieu ont comme point d'attache Sorel. Le plus gros de la batellerie du comté de Yamaska est situé à Pierreville (55 barges) et, dans une moindre mesure, à Saint-François-du-Lac (21 bateaux dont un vapeur). Une partie de celle-ci est au service de la scierie de Pierreville.

²³ Pour une critique des données sur la navigation des recensements publiés, voir France Normand, *Naviguer le Saint-Laurent à la fin du XIX^e siècle. Une étude de la batellerie du port de Québec* (Sainte-Foy, Les Presses de l'Université Laval, 1997), 66-67.

TABLEAU 5.2
La batellerie des comtés du lac Saint-Pierre, 1871 et 1881

année et comté	bateaux à vapeur		voiliers de grande navigation		barges et autres bâtiments		total	
	nbre	tonnage	nbre	tonnage	nbre	tonnage	nbre	tonnage
1871								
Trois-Rivières	2	119	4	806	10	454	16	1 379
Saint-Maurice			2	303	7	77	9	380
Maskinongé	1	300			19	1 580	20	1 880
Berthier			30	4 360	81	1 007	111	5 367
Richelieu	8	426	2	255	96	7 437	106	8 118
Yamaska	1				85	5 923	86	5 923
Nicolet	4	109	2	460	10	1 548	16	2 117
1881								
Trois-Rivières	3	150	2	225	37	709	42	1 084
Saint-Maurice					9	480	9	480
Maskinongé	1	9	1	112	28	381	30	502
Berthier			6	544	14	1 179	20	1 723
Richelieu	4	192	77	8 450	5	227	86	8 869
Yamaska			63	9 383	11	702	74	10 058
Nicolet	4	1 679	9	818	35	1 561	48	4 058

Sources: *Recensement du Canada, 1871* (listes nominatives) et vol. 3; *Recensement du Canada, 1881*, vol. 3.

En 1881, le bassin du lac Saint-Pierre compte un peu moins de bateaux (309 en tout) mais continue à détenir un pourcentage presque aussi élevé du tonnage total du Québec qu'en 1871, soit 9%. Il est alors recensé deux fois plus de bateaux sur la rive sud que sur la rive opposée. Enfin, la flotte à l'est du lac a gagné en nombre et en tonnage (comté de Nicolet seulement).

Tous ces bateaux à vapeur, voiliers, barges et goélettes mobilisent beaucoup d'individus dans les paroisses du pourtour du lac et celles des environs immédiats. Si on ne s'en tient qu'aux navigants²⁴ comprenant les capitaines, les pilotes, les navigateurs, les bateliers, les passeurs, les marins,

²⁴ Nous entendons par navigant toute personne exerçant à bord d'un bateau une fonction relative à la bonne conduite ou à l'entretien de celui-ci. Cette définition est inspirée de celle d'Alain Cabantou, *La mer et les hommes. Pêcheurs et matelots dunkerquois de Louis XIV à la Révolution* (Dunkerke, Westhoek-Éditions, 1980), 15-19.

les matelots, les mécaniciens, les chauffeurs et les ingénieurs de bateau à vapeur ainsi que les navigateurs cultivateurs qui possèdent un bateau, leur nombre ne cesse de croître durant la majeure partie du siècle²⁵ (annexe 5.1). Cependant, des localités en abritent beaucoup plus que d'autres.

Dans la première demie du XIX^e siècle, les navigants se retrouvent principalement dans les deux villes aux extrémités du lac, Trois-Rivières et Sorel, et dans la paroisse de Berthier. La situation est différente dans l'autre demie du siècle. Avec ses quelques centaines de navigants, Sorel se démarque nettement des autres localités et émerge comme un point nodal de la navigation dans l'axe du Saint-Laurent. La petite ville ne compte pas que de simples marins. La majorité des pilotes du lac Saint-Pierre et une main-d'œuvre nombreuse spécialisée dans l'entretien des bateaux à vapeur y habitent. En face de Sorel, sur l'autre rive, des dizaines d'habitants de Berthier, de Lanoraie et de l'Ile-Dupas déclarent aussi une profession de la navigation. En fait, on dénombre dans un court rayon autour de Sorel pas moins de 12% des marins et des bateliers du Québec dans le dernier quart du XIX^e siècle. À l'autre bout du lac, Trois-Rivières a vu son personnel navigant diminuer constamment. À vrai dire, la situation de Trois-Rivières est celle de plusieurs paroisses de la rive nord. Alors que l'on compte un

²⁵ Christine Larose s'est livrée au calcul du nombre d'individus exerçant un métier relié à l'eau dans la région du lac Saint-Pierre entre 1831 et 1871 dans son étude intitulée *Relations des riverains avec le lac Saint-Pierre, 1825-1871*, mémoire de maîtrise (histoire), Université du Québec à Montréal, 1994, XI-146 p. Ses résultats diffèrent des nôtres, non seulement parce que le cadre spatial qu'elle a adopté et l'éventail des mentions professionnelles qu'elle a retenu ne correspondent pas tout à fait aux nôtres, mais également parce qu'elle a omis de relever quelques professions, en particulier les ingénieurs qui sont en réalité des ingénieurs de bateaux à vapeur. Elle en dénombre 3 en 1861 et 2 en 1871 comparativement à 47 et 56 respectivement pour notre part, la grande majorité demeurant à Sorel.

navigant de la rive nord pour 2,4 de la rive sud en 1871, cette proportion s'établit à 1 pour 5 en 1891.

Nous pouvons caractériser ces agents de la vie de relation du pays saint-pierrais et de quelques paroisses alentour au XIX^e siècle. Plus de 70% d'entre eux sont mariés. Environ 30% ont entre 20 et 29 ans, une autre tranche de 26% ont entre 30 et 39 ans (annexe 5.1). Encore que l'âge varie selon le métier. Ainsi, ceux qui déclarent une profession requérant une spécialisation, tels les pilotes et les ingénieurs de bateau à vapeur, sont en général plus âgés que les simples matelots ou les chauffeurs de bateau à vapeur. Notons encore que la majorité des navigants demeure dans une ville ou un village. Les cas où le père et le fils ou les membres d'une même famille s'adonnent au même métier sont relativement courants. Bien qu'il ne soit pas toujours possible d'établir l'existence de liens de parenté, on n'est pas sans remarquer que dans certaines localités plusieurs navigants portent le même patronyme. Par exemple, les plus fréquemment rencontrés à Lanoraie sont les Desrosiers, les Campagne et les Doucette, à l'Ile-Dupas, les Latour, les Guèvremont, les Laforêt et les Godin, à Saint-Grégoire, les Vigneault, et à Pierreville, les Desmarais.

De nombreux autres individus exercent un métier relié à la navigation mais œuvrent à terre. Parmi eux se trouvent des travailleurs qui radoubent et construisent des bateaux. Plusieurs chantiers navals ont été en activité dans la région du lac Saint-Pierre au XIX^e siècle. Ceux-ci ont appuyé et contribué à la consolidation de la navigation. Quelques-uns ont même joué un rôle essentiel dans l'économie des localités où ils étaient implantés.

B- CONSTRUIRE DES ÉQUIPEMENTS DE L'ÉCHANGE: LES CHANTIERS NAVALS

Six localités du lac abritent un chantier naval au début du XIX^e siècle: Berthier, Yamachiche, Trois-Rivières, Nicolet, Yamaska et Sorel. Ne sortent de la plupart de ces chantiers que des bateaux de faible tonnage. Il n'y a qu'à Trois-Rivières et à Sorel que sont fabriqués des bâtiments supérieurs à 100 tonneaux. Le chantier de Sorel demeure toutefois le seul à produire divers types de bateaux sur une base régulière²⁶. Plusieurs bateaux portant de 50 à 200 tonneaux sont lancés et conduits à Québec pour être gréés²⁷.

Selon les «listes des navires inscrits dans les livres d'enregistrement du Canada» parues dans les *Documents de la Session du Canada*, il y avait un chantier naval dans presque toutes les localités riveraines du lac et dans quelques paroisses un peu plus à l'intérieur des terres au début de la seconde moitié du XIX^e siècle. Étonnamment, seul celui de Sorel est relevé au recensement. Il se peut que la plupart des autres n'étaient que des chantiers improvisés sur la rive du fleuve ou la berge d'une rivière, ne satisfaisant que les besoins locaux. C'est ce qui expliquerait qu'aux yeux des recenseurs, ils ne constituaient pas des équipements de production comme tels. Quoi qu'il en soit, le chantier recensé en 1851, celui de Sorel, donne du travail à 150 hommes et sa production est en partie écoulee à l'extérieur de la région. Il

²⁶ Pierre Dufour, «La construction navale à Québec, 1760-1825: sources inexplorées et nouvelles perspectives de recherches», *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 35, 2 (septembre 1981), 241 et 244.

²⁷ Isaac Weld, *Voyage au Canada, pendant les années 1795, 1796 et 1797*, tome second (Paris, Imprimerie de Munier, [s.d.]), 59. Selon John Lambert et Joseph Bouchette, la construction navale fonctionne plutôt au ralenti dans les premières décennies du XIX^e siècle. J. Lambert, *Travels through Lower Canada...*, vol. II (London, Richard Phillips, 1810), 59; J. Bouchette, *Description topographique de la province du Bas-Canada...* (Londres, W. Faden, 1815), 227.

est la propriété des frères Daniel et John McCarthy arrivés à Sorel vers 1839 pour assumer la direction du chantier de John Molson, homme d'affaires propriétaires de plusieurs bateaux à vapeur²⁸, et de David Vaughan. Ces derniers vendent leurs installations aux McCarthy quelques années plus tard²⁹. En 1861, 8 bâtiments sont construits et 10 autres réparés dans ce chantier qui emploie alors 100 travailleurs (annexe 5.2a). Selon le travail à accomplir, le chantier peut embaucher jusqu'à 225 hommes, rarement moins de 50³⁰.

Dix ans plus tard, huit chantiers sont recensés dans la région, dont la moitié à Sorel seulement (93 travailleurs). Le plus important, celui des McCarthy à Sorel, compte 50 travailleurs et se spécialise dans la construction de bateaux à vapeur. On dénombre trois chantiers dans le comté de Yamaska: un à Pierreville, un à Saint-François-du-Lac et un autre à Saint-Michel-d'Yamaska. Ces deux derniers génèrent plus d'emplois que tout autre unité de production dans chacune de ces localités (41 et 25 travailleurs respectivement). Enfin, le dernier chantier est situé sur la rive nord, à Rivière-du-Loup, et appartient à la Hunterstown Lumber. La dizaine d'hommes qui y sont engagés fabriquent de grosses barges (entre 130 et 140 tonnes) destinées au transport du bois et, plus rarement, des bateaux à vapeur. Ce chantier cesse toute production au cours de la décennie 1880 lorsque la Hunterstown Lumber vend ses installations.

²⁸ Sur les intérêts de la famille Molson dans la navigation à vapeur, voir Alfred Dubuc, «Montréal et les débuts de la navigation à vapeur sur le Saint-Laurent», *Revue d'histoire économique et sociale*, XLV, 1 (1967): 105-118.

²⁹ O. Gravel, *Histoire de Saint-Joseph-de-Sorel* ([s.l.], O. Gravel, 1980), 41.

³⁰ *Ibid.*, 42.

Les données des recensements et des listes des navires enregistrés montrent clairement que la construction navale ne se pratique guère plus que sur la rive sud à mesure que s'écoule le siècle. Aucun bâtiment n'est lancé de Pointe-du-Lac et de Yamachiche à partir des années 1870, puis de Rivière-du-Loup dans la décennie suivante (annexe 5.2b). Trois-Rivières et, dans une moindre mesure, Berthier demeurent les seuls lieux où sont construits des bateaux sur la rive septentrionale à la fin du siècle (9 et 2 respectivement). Les seuls chantiers relevés aux recensements de 1881 et 1891 se trouvent dans les comtés de Yamaska et Richelieu (annexe 5.2a).

Divers types de bateaux sont produits dans les paroisses qui ceignent le lac et quelques autres des environs dans le second demi-siècle. Sur les 660 bâtiments construits dans la région et enregistrés dans un port canadien du Québec³¹, 54,1% sont des barges, modèle de bateau convenant parfaitement à la navigation en eaux peu profondes avec son fond plat (annexe 5.2c). Le sloop, petit voilier à un mat également à fond plat, arrive au second rang (22,6%), suivi des bateaux à vapeur (17,6%) qui pouvaient jaugeer 500 tonneaux et plus. La goélette et la corvette n'ont pas eu la faveur des constructeurs de bateau, 35 et 3 respectivement ayant été lancées seulement.

La construction navale demeure importante dans l'espace saint-pierrais au tournant du XX^e siècle, sauf que dorénavant tout se concentre à Sorel. Les chantiers sur les rivières Saint-François et Yamaska d'où sortaient encore des voiliers et des barges à la fin du XIX^e siècle, sont pratiquement fermés. Dans ceux de Sorel par contre, se déploie une grande activité. En 1901, plus de

³¹ Il est probable qu'il s'agisse là d'un minimum dans la mesure où des bateaux construits dans la région ont bien pu être enregistrés dans un port de l'Ontario ou des provinces maritimes.

1 000 hommes y travaillent et la valeur de production s'élève à près de 500 000 \$. Ces chiffres sont encore plus élevés dix ans plus tard. En fait, Sorel est resté tout au long du siècle le centre nerveux de la construction navale dans la région. Des chantiers navals sorelois, sont lancés le plus grand nombre de bateaux entre 1850 et 1899 (annexe 5.2b). Plus des trois quarts des bateaux à vapeur construits sur les rives du lac au cours de la même période proviennent de Sorel. La construction navale apparaît comme une industrie clé à Sorel, voire pour le comté de Richelieu. En effet, beaucoup d'établissements de production en dépendent de façon directe ou indirecte, pensons en particulier à ceux du secteur du fer et de l'acier comme les boutiques de forge, les fonderies et les manufactures de machines à vapeur. Le fait est d'autant plus évident qu'aux trois derniers recensements du XIX^e siècle, le secteur du fer et de l'acier apparaît comme le plus important dans le comté de Richelieu alors que dans les autres comtés du lac Saint-Pierre les secteurs du bois et du cuir (Berthier seulement) dominant.

Lieu important de la construction navale, Sorel est également bien dotée en installations portuaires. De tous les ports du lac Saint-Pierre, celui de Sorel se révèle le plus achalandé après celui de Trois-Rivières. Ces deux ports rythment la vie portuaire dans le pays saint-pierrais.

C- DES PLACES D'ÉCHANGE: LES PORTS SAINT-PIERRAIS

Les ports de Sorel et de Trois-Rivières ont des vocations différentes au XIX^e siècle. Celui de Sorel joue un rôle important dans l'organisation de la navigation intérieure de l'espace saint-pierrais et, à une autre échelle, celle de la partie occidentale de l'axe laurentien. Plusieurs compagnies de transport

maritime y possèdent des quais et des équipements. C'est le cas des compagnies du Richelieu, Sincennes et McNaughton, et Tranchemontagne et St-Louis qui ensemble donnent du travail à plus de 300 sorelois³². En 1874, la Commission du Havre de Montréal loue le chantier des McCarthy pour ses bâtiments de navigation, ce qui a contribué à faire de Sorel un avant port de Montréal³³. Les radoubs et la construction de chalands pour la Commission occupe entre 15 et 20 travailleurs l'été, et jusqu'à 150 l'hiver et le printemps³⁴. Situé à l'embouchure du Richelieu, le port de Sorel offre un abri sûr contre les accidents qui peuvent survenir au moment de la fonte des neiges et la rupture des glaces. Au moins 150 bateaux y hivernent chaque année, dont la plupart des bateaux à vapeur qui sillonnent le fleuve entre Québec et Montréal³⁵.

Le port de Sorel sert également de point de jonction de la navigation entre les États-Unis et le Québec. Bon an, mal an, entre une quarantaine et une centaine de voiliers naviguant exclusivement entre le Québec et les États-Unis par le Richelieu, la plupart d'origine américaine, relâchent aux quais de Sorel dans le dernier quart du XIX^e siècle. Outre ces voiliers, quelques navires de fort tonnage et de nombreux bateaux des localités circonvoisines mouillent l'ancre au port de Sorel.

Tête de la navigation en eaux profondes pendant plusieurs décennies, le port de Trois-Rivières devient, avec l'exploitation commerciale du bois, un

³² Azarie Couillard-Després, *Histoire de Sorel de ses origines à nos jours* (Sorel, Beaudry & Frappier, 1980), 311; *La Gazette de Sorel*, 11 décembre 1875.

³³ S. Courville, J.-C. Robert et N. Séguin, *loc. cit.*, 349.

³⁴ O. Gravel, *op. cit.*, 47.

³⁵ *Ibid.*, 57; Lovell, *Bottin de la Province de Québec*, 1871: 596.

important lieu de chargement et de débardage de la matière ligneuse. Dans les années 1880, des commerçants trifluviens veulent en diversifier les activités. En ce sens, ils formulent le projet de faire de celui-ci une plaque tournante dans le commerce d'exportation d'animaux³⁶. Mais le projet demeure sans lendemain et le développement du port continue de reposer sur les produits du bois. Comme celui de Sorel, le port de Trois-Rivières tenait lieu de quartiers d'hiver à plusieurs bateaux. Entre une trentaine et une quarantaine y sont immobilisés en 1888 et 1889³⁷.

Les données sur la circulation au port de Trois-Rivières dans la deuxième moitié du XIX^e siècle ne manquent pas. Pensons, entre autres, à celles des journaux trifluviens et des tableaux du commerce et de la navigation publiées annuellement dans les *Documents de la Session du Canada*. Une fois traitées, ces données font toutefois apparaître des écarts considérables d'une année à l'autre, ce qui n'est pas sans soulever des doutes quant à leur valeur³⁸. Le problème réside dans le fait que nous ne savons pas sur quelle base celles-ci ont été calculées. Par ailleurs, assez curieusement, le nombre des arrivées rapportées dans les tableaux du commerce et de la navigation ne correspond pas du tout à celui des départs certaines années³⁹. Les chiffres les plus sûrs sont ceux de la Commission du Havre de Trois-

³⁶ George Balcer, *Chambre de commerce de Trois-Rivières. Rapport du secrétaire* (Trois-Rivières, [s.e.], 1886), 47.

³⁷ «Rapports annuels du département de la marine», *Documents de la Session du Canada*, 1889 et 1890.

³⁸ Par exemple, 60 bâtiments à voile naviguant sur les rivières et les lacs entre le Canada et les États-Unis auraient amarré au port de Trois-Rivières en 1870-1871 selon les tableaux du commerce et de la navigation. Ce nombre baisse à 4 seulement en 1873-1874.

³⁹ En 1879-1880, 11 bâtiments à voile canadiens et 8 d'origine américaine seraient arrivés au port de Trois-Rivières, cependant que 25 et 26 respectivement en seraient repartis.

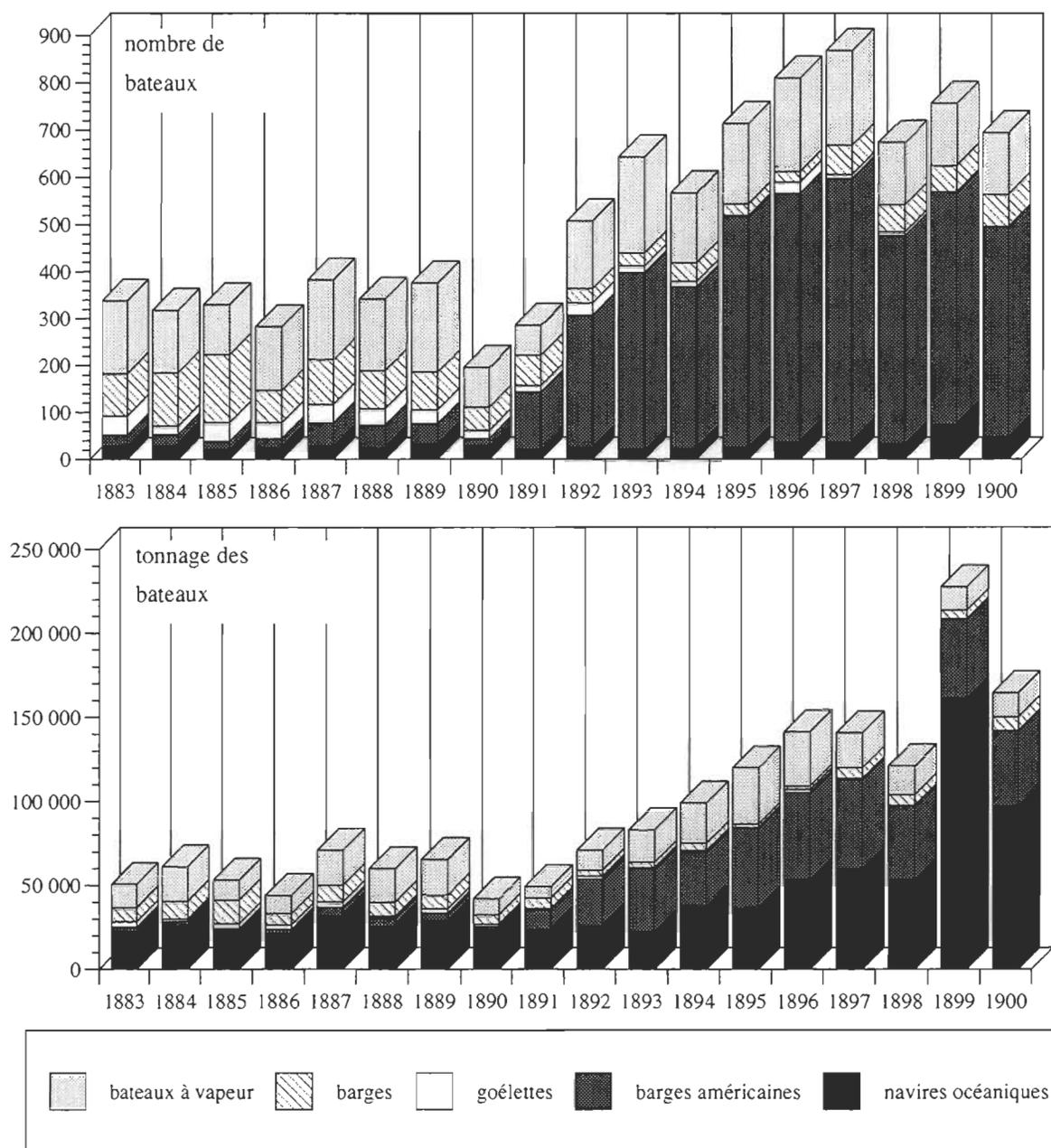
Rivières créée en 1882⁴⁰. Ils nous montrent que le port est très animé à la fin du XIX^e siècle (figure 5.1).

Jamais moins d'une vingtaine de navires océaniques viennent accoster au port. Leur nombre augmente à partir de 1896 pour atteindre 73 en 1899, année exceptionnelle. Tous ces navires regagnent le large avec d'imposantes cargaisons de bois. De plus en plus de barges des États-Unis entrent également au port de Trois-Rivières. D'une cinquantaine au plus qu'elles étaient dans la décennie 1880, leur nombre dépasse la centaine en 1891. Cinq ans plus tard, elles sont plus de 500. Certaines années, le tonnage total des barges américaines rivalise avec celui des gros navires. Par contre, le nombre des goélettes chute de plus de la moitié en moyenne dans les années 1890 par rapport à la décennie précédente. En 1899 et 1900, aucune arrivée de ce type de bateau n'est enregistrée. Comme les goélettes, les barges se faisaient plus rares au port de Trois-Rivières au début des années 1890, mais cette situation n'a duré que quelques années. Quant aux bateaux à vapeur, leur nombre s'est constamment maintenu entre 130 et 200, sauf en 1890 et 1891 (moins de 100).

La valeur totale des exportations au port de Trois-Rivières croît de façon presque continue entre 1882 et 1900. Elle est toujours au moins deux fois plus élevée que celle des importations, certaines années jusqu'à sept fois. Les produits du bois (madriers, planches, bardeaux, traverses de chemin de fer, poteaux de télégraphe, cordes d'écorce de pruche et de plus en plus de cordes de bois à pâte ainsi que de la pâte de bois) comptent rarement pour

⁴⁰ *Statuts du Canada*, 45 Vict., Chap. 52 (1882): 232-237.

FIGURE 5.1
Les bateaux arrivés au port de Trois-Rivières, 1883-1900



Note: De 1883 à 1897, les données sur les barges américaines, les goélettes, les barges et les bateaux à vapeur concernent les ports de Trois-Rivières et de Batiscan. Les données sur les barges américaines de 1893 à 1898 et celles sur les goélettes, les barges et les bateaux à vapeur de 1893 à 1900 concernent les ports de Trois-Rivières, Batiscan, Louiseville et Pierreville. Les arrivées des bateaux à vapeur de la Compagnie Richelieu ne sont pas incluses.

Sources: «Rapports annuels du département de la Marine», *Documents de la Session du Canada, 1887-1897*; Archives du séminaire de Trois-Rivières, *Three Rivers Harbour Commissioner's Reports, 1883-1885 et 1897-1900*.

moins de 70% de la valeur totale des exportations (annexe 5.3a). Ceux-ci sont expédiés aux États-Unis et en Grande-Bretagne notamment, mais aussi sur le continent européen, en Amérique du Sud et en Australie. Les produits agricoles, principalement du foin, mais aussi des moutons, des chevaux, des oeufs, destinés essentiellement au marché américain, occupent le second rang jusqu'au milieu des années 1890. Par la suite, ils sont surclassés par les produits divers (fourrures, lingots de fonte, meubles, chaussures, cuir, laine, minéraux, etc.).

Du côté des importations, elles proviennent surtout des États-Unis et, dans une moindre mesure, de la Grande-Bretagne, du continent européen et des provinces maritimes. La valeur totale des produits américains arrivés au port trifluvien dépasse presque toujours celles des trois autres lieux réunis (annexe 5.3b). Le mouvement des exportations et des importations au port de Trois-Rivières, une des principales places d'échange du pays saint-pierrais, prouve que cet espace est bien intégré à l'économie nord-américaine à la fin du XIX^e siècle.

D'autres ports disséminés sur le pourtour du lac bourdonnaient également d'activités. De plus petite taille, ceux-ci connaissaient quand même un trafic régulier. Le port Saint-François fut l'un d'eux. Situé dans le bas du lac à quelques kilomètres à l'est de l'embouchure de la rivière Nicolet, il joue un rôle capital sur la rive sud. Dans la première moitié du XIX^e siècle, le chemin partant du port Saint-François était considéré comme le plus court et le plus praticable pour aller dans les Cantons de l'Est⁴¹. Ne pouvant compter

⁴¹ Henry Taylor, *Journal of a Tour from Montreal...* (Québec, Wm. Cowan & Son, 1840), 15.

sur la rivière Nicolet dont le chenal à son embouchure présente de sérieuses difficultés à la navigation, les marchands et manufacturiers nicolétains faisaient parvenir leurs approvisionnements et leurs matières premières au port Saint-François. C'est de là également que partait une bonne partie des produits manufacturés à Nicolet. Des commerçants de bois y amenaient du bois de construction et de chauffage qui était embarqué sur des bateaux allant à Montréal ou Québec. Cinq ou six bateaux s'y arrêtaient tous les jours. Avec les années, un noyau d'habitat groupé s'est formé au port Saint-François. Vers 1860, celui-ci se compose de plusieurs maisons, deux hôtels, un moulin, un bureau de poste et quelques entrepôts appartenant à diverses compagnies. Au printemps de 1866, sous l'effet d'une débâcle dévastatrice, le petit village est rayé de la carte et le quai emporté⁴². Une vingtaine de personnes seulement y habitent encore en 1871⁴³.

À l'autre bout du lac, le port du village de Berthier a longtemps été le principal lieu par où transitaient les productions agricoles et non agricoles de plusieurs paroisses du comté de Berthier vendus en dehors et celles de l'extérieur destinées au marché de cette partie de la région. Les activités y étaient soutenues. Des bateaux venaient régulièrement y chercher de grandes quantités de grains et de foin. Au début des années 1880, plusieurs têtes de bétail y étaient embarquées chaque jour et transportées à Montréal⁴⁴. Pour la ville de Joliette située dans l'arrière-pays, le port de Berthier est devenu une

⁴² Joseph-E. Bellemare, *Histoire de Nicolet, 1669-1924*. Première partie: *La seigneurie* (Arthabaska, Impr. d'Arthabaska Inc., 1924), 291-292; Firmin Létourneau, *Le comté de Nicolet. Enquête économique et sociale* (Montréal, Fides, 1946), 167-168.

⁴³ Lowell, *Bottin de la Province de Québec*, 1871, 487.

⁴⁴ *La rive nord*, 10 juin 1881.

porte d'entrée et de sortie de plusieurs produits. Par exemple, en 1888, d'importantes quantités de bois provenant de la scierie des Kelly à Joliette y sont chargées à bord de barges pour être livrées à New York⁴⁵. En 1899, plusieurs bateaux avec de pleines cargaisons de charbon y jettent l'ancre. Une fois débarqué, ce charbon prend la direction de Joliette⁴⁶. La saison de navigation terminée, plusieurs bateaux passaient l'hiver au port de Berthier⁴⁷.

Rivière-du-Loup et Pierreville comptaient également parmi les localités dotées d'un petit port. Divers produits des paroisses voisines, mais surtout d'imposantes quantités de bois sorties de chacune des grandes scieries que ces deux localités abritent, toutes deux propriétés de la Compagnie Tourville, étaient acheminées à ces ports. De 1893 à 1898, entre 6 et 8 gros bâtiments touchaient ces ports chaque année et repartaient avec des chargements de bois. Leur nombre s'élève à 15 en 1899 et 12 en 1900. Plus d'une centaine de barges américaines y arrivent également au cours de ces deux années⁴⁸. D'autres ports ont été en activité dans la région du lac Saint-Pierre au XIX^e siècle. Un journal trifluvien signale la présence d'un à Yamachiche et d'un autre à Maskinongé⁴⁹.

On le voit bien, les ports saint-pierrais, grands ou petits, ont constitué des éléments essentiels de la vie de relation. Tous ont été des fenêtres sur le

⁴⁵ *La Gazette de Berthier*, 9 novembre 1888.

⁴⁶ *La Gazette de Berthier*, 2 juin 1899.

⁴⁷ *La Gazette de Berthier*, 25 avril 1890 et 26 avril 1895.

⁴⁸ Archives du séminaire de Trois-Rivières, *Three Rivers Harbour Commissioner's Reports*, 1899 et 1900.

⁴⁹ *Le Journal des Trois-Rivières*, 13 mars 1882.

fleuve et, à des degrés d'intensité divers, des points d'accès au marché tant pour les localités de la rive que celles à l'intérieur des terres.

D- UNE ACTIVITÉ COMMERCIALISÉE: LA PÊCHE

Mais la navigation et ce qui lui est rattachée comme la construction navale et les ports n'ont pas été les seules activités de l'eau qui ont donné lieu à des échanges dans la région du lac Saint-Pierre au siècle dernier. Il faut également prendre en compte la pêche.

On sait peu de choses de la pêche sur le fleuve en amont de Québec au XIX^e siècle. Certes, les quantités de poissons qui y sont alors prises n'ont pas de commune mesure avec celles de l'estuaire ou du golfe Saint-Laurent. Et pourtant, elle est une activité importante à laquelle se livrent passablement d'individus et dont les produits sont en partie écoulés sur le marché. Le lac Saint-Pierre en fournit un bel exemple. Avec ses secteurs inondés à chaque printemps où plusieurs espèces de poissons fraient et trouvent une nourriture abondante, cet espace se révèle un lieu privilégié pour la pêche. Selon les historiens, le lac Saint-Pierre doit son nom à une circonstance fortuite: Champlain le traversa un 29 juin, jour de la fête de Saint-Pierre apôtre. Heureux hasard que celui-là. En effet, quel autre nom aurait pu mieux convenir à ce vaste plan d'eau où selon Champlain «la pêcherie du poisson y est plus abondante qu'en aucun autre lieu de la rivière qu'eussions vu⁵⁰» que celui de Saint-Pierre, le plus illustre pêcheur du Nouveau Testament.

⁵⁰ George-Emile Giguère, *Œuvres de Champlain*, tome I (Montréal, Éditions du Jour, 1973), 328.

La documentation permettant de rendre compte de la vitalité de la pêche dans le pays saint-pierrais n'est cependant pas abondante. Les recensements de la première moitié du XIX^e siècle ne contiennent aucune rubrique relative à la pêche. Les quelques renseignements des recensements de 1851 et 1861 peuvent donner à penser que la pêche est une activité marginale, ce que démentent toutefois les données des recensements de 1871 et 1881 ainsi que la documentation gouvernementale du dernier quart du XIX^e siècle.

En effet, environ 4 000 livres de poissons préparés en 1851 et 42 000 livres de poissons séchés, 5 700 livres de poissons salés et 32 500 livres de poissons vendus frais en 1861 sont déclarés dans la région du lac Saint-Pierre lors de ces deux recensements⁵¹ (annexe 5.4a). Ces quantités paraissent bien minimales à côté de celles des recensements subséquents pour les sept comtés qui entourent le lac: 7 328 barils⁵² en 1871 et 5 235 en 1881 (annexe 5.4c). Un peu plus de 30% de l'alose et 17% de l'anguille pêchées au Québec proviennent de l'espace saint-pierrais en 1871. Ces pourcentages baissent à 26% et 12% en 1881. C'est surtout en bordure du comté de Berthier (le

⁵¹ Ces quantités sont approximatives pour deux raisons: 1- il se peut que des quantités déclarées en quintaux aient été entrées en quarts par les recenseurs; 2- nous avons converti les données présentées en quintaux et en quarts dans les recensements nominatifs en livres (un quintal équivaut à 100 ou 112 livres et un quart à 25 ou 28 livres). Sur les problèmes de conversion des unités de mesure du poisson, voir C. Larose, *op. cit.*, Appendice B, 117-118. Par ailleurs, il est à noter que les chiffres sur la pêche extraits des listes nominatives de 1851 et 1861 sont, comme dans le cas des productions végétales et des équipements de production, de beaucoup supérieurs à ceux des tableaux publiés. Ainsi, dans cette dernière source, les seules paroisses où sont relevées des quantités de poisson en 1861 sont Rivière-du-Loup, Maskinongé, Saint-Barthélemy, Saint-Cuthbert et l'Île-Dupas. Or, selon le recensement nominatif, la pêche se pratique dans toutes les paroisses riveraines du lac, sauf Trois-Rivières, Saint-Cuthbert et Nicolet. Pour la comparaison des données relatives à la pêche dans les recensements publiés et nominatifs, voir les annexes 4.4a et 4.4b.

⁵² Un baril équivaut à «environ 2,5 minots, ou du poids moyens de 200 livres». «Le recensement [1871]. Rapport du ministre au parlement», *Documents de la Session du Canada*, 6, 64 (1871), 141.

deuxième pour la pêche de l'alose au Québec en 1871), mais aussi de ceux de Nicolet et de Richelieu que les quantités les plus imposantes sont prises.

Les deux premiers recensements du dernier tiers du siècle comportent également des informations sur les engins de pêche. On y apprend que 28% des brasses de filet au Québec sont tendus dans la région du lac Saint-Pierre en 1871 (108 895 brasses)⁵³ contre 20% en 1881 (88 919 brasses). Plus des trois quarts de ces brasses se trouvent sur la rive sud à chacune de ces années (annexe 5.4d). La pêche mobilise un assez grand nombre d'individus. Plus de 900 possèdent des filets et/ou déclarent une quantité de poisson dans les paroisses de la rive du lac en 1871 (annexes 5.4e). Un peu plus de 50% d'entre eux demeurent sur la rive sud, 35% sur la rive nord, les autres dans les îles du lac. On remarque que les personnes de la rive nord qui pêchent sont surtout des riverains alors que ceux de la rive sud viennent tant des rangs en bordure du lac que de ceux plus à l'intérieur des paroisses. Le groupe des individus qui pratiquent la pêche est formé au deux tiers de cultivateurs, de 9% de journaliers, les autres appartenant à différentes catégories socioprofessionnelles. Pour plusieurs, la pêche constitue une activité subsidiaire qui procure un revenu d'appoint intéressant. Assez curieusement, peu de personnes se disent pêcheurs comme tel (35 seulement). C'est là une constante tout au long du second demi-siècle. Leur nombre ne dépasse pas la dizaine en 1851 et 1861 et à peine la cinquantaine au dernier recensement du siècle (annexe 5.4f).

⁵³ Encore ici, nous avons constaté des écarts importants entre les données publiées et nominatives des recensements. Ainsi, les tableaux publiés font état de 2 891 brasses de filets dans le comté de Yamaska et de 4 549 dans celui de Nicolet alors que nous en comptons 17 765 et 27 214 respectivement dans les listes nominatives.

Si on en croit les données du ministère fédéral responsable de la pêche, le nombre de pêcheurs et les quantités de poissons prises sont beaucoup plus élevées au début des années 1870 et 1880. Dans son rapport de 1871, un garde-pêche estime à 1 650 le nombre de pêcheurs, à 900 le nombre d'embarcations affectées à la pêche et à 9 190 barils-le produit de la pêche dans le district de Richelieu. Selon la même source, 1 500 individus ont pêché 2 500 barils de poissons et 20 000 minots de petite morue dans le district de Trois-Rivières⁵⁴. En 1883, la pêche dans les divisions de Richelieu et de Saint-Maurice et Trois-Rivières donne au moins 12 000 barils de poissons⁵⁵.

Comment expliquer de tels écarts? De toute évidence, nombre d'individus taisent leurs prises et leurs équipements de pêche ou ne donnent pas la valeur réelle de leur capture parce qu'ils redoutent l'imposition d'une taxe, ce que déplorent à maintes occasions les gardes-pêche. Or, ces craintes se révèlent fondées. Au printemps de 1887, le gouvernement fédéral met en place un système de permis, déjà en vigueur dans d'autres districts, qui se limite aux engins de pêche et ce, dans le but d'assurer un meilleur contrôle sur les ressources de la pêche. Désormais, les pêcheurs doivent déboursier 5 cents pour chaque brasse de seine tendue, 3 cents la brasse de rets, 2 dollars le verveux⁵⁶ et 25 cents la ligne dormante de 100 hameçons. Devant le tollé

⁵⁴ «Rapport annuel du département de la Marine et des Pêcheries (branche des pêcheries)», *Documents de la Session du Canada*, vol. 4, n^o 5 (1872), 74.

⁵⁵ «Rapport annuel du ministère de la Marine et des Pêcheries (statistiques des pêches)», *Documents de la Session du Canada*, vol. 5, n^o 7 (1884), 162.

⁵⁶ La seine est un filet de forme rectangulaire ou demi-circulaire, le rets, un ouvrage de corde ou de fil à grosses mailles, et le verveux, un filet de pêche en forme d'entonnoir, muni à l'intérieur de cercles et fermé à une extrémité.

que soulève une telle mesure et les suppliques des députés de la région du lac Saint-Pierre, le gouvernement fait marche arrière à l'été 1887 et envoie une circulaire aux gardes-pêche leur enjoignant de ne rien collecter auprès des pêcheurs. Mais ce répit est de courte durée puisque les autorités reviennent à la charge dès l'année suivante tout en faisant preuve d'une certaine souplesse. Par exemple, le coût pour chaque verveux est abaissé à un dollar, le paiement du permis peut s'effectuer en plusieurs versements, la pêche aux poissons mous est tolérée durant la période où celle de l'achigan, du doré et du maskinongé est prohibée (droit retiré en 1892) et le prix du permis où la pêche ne se pratique pas à d'autres fins que la consommation domestique est fixé à la discrétion du garde-pêche⁵⁷.

Dans la dernière décennie du siècle, les espèces les plus pêchées dans la région sont l'alose, l'anguille, le brochet, l'esturgeon, la perche, le poisson blanc et la barbote. Près de la moitié des quantités d'aloses pêchées en amont de Québec sont sorties du lac Saint-Pierre⁵⁸. Ce poisson remonte le fleuve et ne demeure que quelques semaines au printemps, ce qui oblige les pêcheurs à s'activer plusieurs heures par jour lors de son passage⁵⁹. Il se prend à la seine alors que les autres espèces sont surtout prises au verveux. Petit à petit, les pêcheurs ont délaissé les filets au profit des verveux plus facilement maléables et qui conviennent bien à la pêche en eaux peu profondes. On en compte entre 3 000 et 4 000 dans le lac Saint-Pierre en 1899 et tous ne sont

⁵⁷ *La Gazette de Berthier*, 15 février et 12 avril 1889, et 20 mai 1892.

⁵⁸ Calcul effectué à partir des données du ministère de la Marine et des Pêcheries de 1890, 1895 et 1900. *Documents de la Session du Canada*, vol. 8, n° 8a (1891), 154-155; vol. XXXI, n° 11a (1897), 182-183; vol. XXXVI, n° 9 (1902), 220-221.

⁵⁹ Pour une description de la pêche à l'alose, voir Marcel Leclerc, *La pêche au Village-d'en-Bas*, thèse de Licence ès Lettres (Civilisation), Université Laval, 1956.

pas enregistrés. Habituellement, un pêcheur en déclare 2 ou 3 alors qu'il en possède une dizaine, quelquefois plus⁶⁰.

Les produits de la pêche sont commercialisés tout au long du XIX^e siècle dans l'espace saint-pierrais. Nous avons recensé des marchés aux poissons dans quatre localités: Trois-Rivières, Yamachiche, Rivière-du-Loup et Berthier⁶¹. Sans doute que les Saint-pierrais pouvaient encore se procurer du poisson sur les autres places de marché de la région. La consommation locale est considérable à telle enseigne qu'un garde-pêche note que de plus en plus d'individus pêchent et que de nouvelles espèces de poisson sont introduites afin de satisfaire la demande au début du dernier quart du siècle⁶².

De grandes quantités de poissons sont également écoulées à l'extérieur. Aussi tôt qu'en 1810, une douzaine de cultivateurs de Lanoraie s'engagent à vendre leurs prises d'aloses «ce printemps tout le temps quelle durera sans interruption» à un bourgeois de Montréal⁶³. En 1875, le garde-pêche de la division de Richelieu écrit: «peu de personnes se font une idée de la grande quantité d'alose ou de laquaiche qu'apportent sur le marché de Montréal les

⁶⁰ «Rapport annuel du ministère de la Marine et des Pêcheries», *Documents de la Session du Canada*, vol. XXXV, n^o 9 (1901), 192. Les verveux tendus illégalement étaient retrouvés grâce à des perches coupées un peu au-dessus de la surface de l'eau de manière à échapper au regard des gardes-pêche.

⁶¹ Jocelyne Murray, *Les marchés de Trois-Rivières: étude de sociabilité urbaine, 1850-1900*, mémoire de maîtrise (études québécoises), Université du Québec à Trois-Rivières, 1988; J.-Alcide Pellerin, *Yamachiche et son histoire (1672-1978)* (Trois-Rivières, Éditions du Bien public, 1980), 531; Germain Lesage, *Histoire de Louiseville, 1665-1960* (Louiseville, Presbytère de Louiseville, 1961), 298; A. Kittson, *op. cit.*, 48.

⁶² «Rapport annuel du ministère de la Marine et des Pêcheries (Annexe de la division des Pêcheries)», *Documents de la Session du Canada*, vol. 5, n^o 5 (1875), 110.

⁶³ ANQM. Greffe de François-Xavier Dezry, n^o 1 058, 22 mars 1810.

pêcheurs de Sorel⁶⁴». Cette même année, à l'autre bout du lac, 14 000 minots de petite morue sont expédiés vers les Cantons de l'Est et la Nouvelle-Angleterre cependant que de pleines seines de poissons sorties de la rivière Saint-François prennent la direction des townships de l'intérieur⁶⁵. Les pêcheurs de la division de Nicolet alimentent aussi des marchés. En 1896, une bonne partie de leurs prises est acheminée à Montréal et l'année suivante à Trois-Rivières⁶⁶. Les échanges entourant les produits de la pêche sont à ce point importants que des sociétés spécialisées dans le commerce du poisson voient le jour⁶⁷.

Plusieurs inspecteurs des pêcheries considèrent que la pêche se détériore sur le lac à la fin du siècle. Des espèces recherchées se font plus rares et d'autres de moindre qualité sont de plus petite taille⁶⁸. Le même phénomène est observable dans les rivières qui se déversent dans le lac. La pêche est menacée sur les rivières Saint-François et Nicolet, appelées autrefois par les Amérindiens «rivière de l'esturgeon» et «rivière du saumon», en raison, entre autres, des déversements de sciure de bois et de

⁶⁴ «Rapport du commissaire des pêcheries», *Documents de la Session du Canada*, vol. 4, n° 5 (1876), 148.

⁶⁵ *Le Journal des Trois-Rivières*, 11 février 1875; «Rapport annuel du ministère de la Marine et des Pêcheries (Annexe de la division des Pêcheries)», *Documents de la Session du Canada*, vol. 5, n° 5 (1875), 112.

⁶⁶ «Rapport annuel du ministère de la Marine et des Pêcheries», *Documents de la Session du Canada*, vol. XXXI, n° 11a (1897), 163; vol. XXXII, n° 11a (1898), 163.

⁶⁷ Par exemple, en 1879, Prime Chapdeleine et Maxime Maclure, commerçants de Saint-François-du-Lac, forment la société Prime Chapdeleine et Compagnie dans le but de faire le commerce des poissons. PJS, *Registre des déclarations sociales*, vol. 1 (1859-79), 228.

⁶⁸ «Rapport annuel du ministère de la Marine et des Pêcheries», *Documents de la Session du Canada*, vol. XXXVI, n° 9 (1902), 195.

l'absence de passages pour les poissons à des barrages⁶⁹. Pourtant, des lois interdisent de telles pratiques mais elles ne sont pas toujours respectées⁷⁰.

* * *

Les communautés du lac Saint-Pierre ont entretenu des rapports étroits avec le fleuve. Elles ont fait montre d'une grande adaptation au plan d'eau et ont su tirer avantage de leur situation. Les gens se déplacent sur le fleuve, y transportent diverses marchandises d'une rive à l'autre, en amont et en aval. Des individus possèdent seul ou en copropriété un ou quelques bateaux. Plusieurs de ces bateaux ne naviguent que sur le lac ou les rivières, alors que d'autres se rendent à Québec et surtout à Montréal. Plusieurs individus travaillent à bord de ces bateaux, d'autres, à terre, les radoubent et en construisent de nouveaux. Des navires de l'extérieur passent sur le lac et beaucoup d'entre eux viennent accoster à l'un ou l'autre des ports de ce vaste espace lacustre.

Nombre de saint-pierrais ont également exploité une des richesses du lac, sa faune aquatique, qui trouvait facilement preneur aussi bien dans la région qu'à l'extérieur. La pêche semble avoir été davantage le lot des cultivateurs. Ceux-ci s'y livrent sur une base régulière l'hiver comme l'été. La pêche est l'une des formes sous laquelle se manifeste la pluriactivité paysanne.

⁶⁹ «Rapport annuel du département de la Marine et des Pêcheries (Annexe de la division des Pêcheries)», *Documents de la Session du Canada*, vol. 5, n^o 5 (1875), 111-114.

⁷⁰ *Statuts de la province du Canada*, 29 Vict., chap. 11 (1865), 50-51; 31 Vict., chap. 60 (1868), 189-190 et 192-193.

Chacune à leur façon, les activités reliées à l'eau ont contribué à nourrir et à intensifier la vie de relation dans le pays saint-pierrais, mais aussi à établir des interconnexions, des rapports de complémentarité avec d'autres espaces ou grands ensembles, en particulier celui de Montréal. L'étude de quelques aspects des relations d'affaires vient confirmer ce fait.

CHAPITRE VI

LES RELATIONS D'AFFAIRES

La vie de relation emprunte diverses formes, certaines moins tangibles et plus difficilement perceptibles que d'autres, mais non moins réelles. C'est à une de ces formes que nous nous intéressons dans le présent chapitre: les relations d'affaires entendues ici dans un sens extrêmement large. Nous nous proposons d'en saisir quelques facettes à travers les activités des sociétés de construction auxquelles ont eu recours des habitants de la rive nord du lac Saint-Pierre pour des prêts hypothécaires et l'étude des liaisons d'affaires établies entre des fabricants et des commerçants saint-pierrais et leurs créanciers.

D'entrée, dissipons toute ambiguïté. Notre ambition n'est pas d'entreprendre une enquête sur le prêt hypothécaire par le biais des opérations d'un certain nombre de sociétés de construction. Le voudrait-on que nous en aurions une image bien incomplète dans la mesure où la plupart des prêts hypothécaires au XIX^e siècle sont conclus entre des individus, et non entre des institutions financières et des particuliers¹. De même sommes-nous parfaitement conscients que les listes de créanciers sur lesquelles repose notre examen des relations d'affaires ne nous présentent qu'un instantané de celles-ci à un moment précis dans l'existence des entreprises industrielles et commerciales, soit lors de leur faillite. À vrai dire, les sociétés de

¹ Guy Lavoie, *Crédit et activités foncières: étude de trois marchands ruraux du comté de Champlain en Mauricie (1850-1900)*, rapport de recherche (études québécoises), Université du Québec à Trois-Rivières, 1986, 3-4. Voir également Normand Séguin, *La conquête du sol* (Sillery, Boréal Express, 1977), 233-250.

construction et les liens entre les gens d'affaires et leurs créanciers nous donnent une fois de plus l'occasion d'observer des interrelations à l'intérieur de la région et de mettre au jour quelques aspects des articulations entre le pays saint-pierrais et de plus grands ensembles. Bref, c'est à la dimension spatiale des relations d'affaires que nous nous attachons ici.

A- LES SCHÉMAS DE RELATION CRÉÉS PAR LES SOCIÉTÉS DE CONSTRUCTION

Selon deux économistes, les sociétés de construction résiliables font figure de fantômes dans l'histoire du système financier canadien². On peut en dire autant des sociétés de construction permanentes qui ont pris leur relais dans la deuxième moitié du XIX^e siècle. La plupart des grandes synthèses d'histoire économique canadiennes accorde peu d'attention aux premières comme aux secondes. Au mieux, elles se contentent de reconnaître leur rôle comme intermédiaires financiers auprès des simples épargnants ne pouvant avoir accès au crédit bancaire sur garantie immobilière, sans plus³. Au pire, elles les ignorent⁴. Dans son livre sur l'évolution du monde de la finance au Canada, E.P. Neufeld s'intéresse aux sociétés de construction mais seulement à travers l'expérience de deux d'entre elles en Ontario, l'une étant la Canada

² Donald G. Paterson et Ronald A. Shearer, «Terminating Building Societies in Quebec City, 1850-1864», *Business History Review*, 63 (été 1989), 384.

³ W.T. Easterbrook et Hugh G.J. Aitken, *Canadian Economic History* (Toronto, The Macmillan Company of Canada Limited, 1956), 457 et 507-508; William L. Marr et Donald G. Paterson, *Canada: An Economic History* (Toronto, The Macmillan Company of Canada, 1980), 244 et 258-262.

⁴ Graham D. Taylor et Peter A. Baskerville ne disent pas un mot sur les sociétés de construction dans leur livre *A Concise History of Business in Canada* (Toronto, Oxford et New York, Oxford University Press, 1994), xviii-491 p.

Permanent Mortgage and Loan Corporation, la plus importante au pays⁵. A. Moscovitch fait de même dans son article sur les sociétés de construction avant la Confédération⁶.

Si nous n'en savons que très peu sur les sociétés de construction au Canada, que dire de celles du Québec sinon que nous les connaissons encore moins bien. La seule étude en profondeur est celle de D.G. Paterson et R.A. Shearer qui porte sur les trois sociétés résiliables de Québec au début de la seconde moitié du XIX^e siècle. Ils y dévoilent les difficultés auxquelles ont été confrontées ces sociétés dans la mesure où elles ne répondaient plus aux besoins de leurs membres⁷. Étonnamment, cette méconnaissance des faits bruts n'a nullement empêché certains d'avancer, par exemple, que les sociétés de construction ont joué un rôle plus effacé au Québec qu'en Ontario⁸. Or, l'éventail des sociétés de construction mises sur pied dans la région du lac Saint-Pierre, le nombre élevé d'actionnaires emprunteurs saint-pierrais auprès de celles-ci et de sociétés de construction montréalaises, et le montant appréciable des sommes prêtées permettent de mettre en doute une telle perception.

Mais avant de se pencher sur ces aspects, il importe de comprendre la montée et le déclin des sociétés de construction au Québec. À cet égard, la législation qui les entoure apporte des éléments de réponse.

⁵ Edward Peter Neufeld, *The Financial System of Canada. Its Growth and Development* (New York, St. Martin Press, 1972), chapitre 7.

⁶ Allan Moscovitch, «Les sociétés de construction au Canada avant 1867: préliminaire à une analyse», *L'Actualité économique*, 59, 3 (septembre 1983): 514-530.

⁷ D.G. Paterson et R.A. Shearer, *op. cit.*, 384-415.

⁸ Robert Armstrong, *Structure and Change. An Economic History of Quebec* (Toronto, Gage Publishing Limited, 1984), 104.

1- Les sociétés de construction: une saison dans l'histoire du système financier au Québec

La multiplication des unités de production, la forte croissance urbaine et la modernisation soutenue de l'agriculture ont stimulé une demande sans précédent pour le crédit à long terme, demande à laquelle les banques ne pouvaient répondre qu'en partie parce que les prêts sur hypothèque leur étaient interdits⁹. Les sociétés de construction vont alors entrer en scène pour occuper ce créneau.

La première société de construction au Québec est créée à Montréal en 1845 dans le même esprit que celles de Grande-Bretagne à l'époque, berceau de cette institution: pour avancer à ses membres l'argent nécessaire à la construction ou l'achat d'une maison. À cet effet, les membres devaient acheter une ou plusieurs actions (100 livres chacune) qu'ils s'engageaient à payer par des versements mensuels ne dépassant pas 20 shillings l'action¹⁰. Parmi ses fondateurs, on retrouve David Davidson, directeur du bureau montréalais de la Banque de l'Amérique septentrionale britannique, puis directeur de la Banque de Montréal, et John Thompson Badgley, beau-frère de William Molson et son associé dans un commerce d'importation et de vente de diverses marchandises en provenance d'Angleterre¹¹. Le paiement

⁹ A. Moscovitch, *op. cit.*, 518.

¹⁰ «Acte pour l'Incorporation de certains individus sous le nom et raison de "La Société de Construction de Montréal"», *Statuts provinciaux du Canada*, 8^e Vict., chap. 94 (1845): 593-599.

¹¹ Carman Miller, «Anderson, Thomas Brown» et Alfred Dubuc, «Molson, William», *Dictionnaire biographique du Canada*, vol. X: *de 1871 à 1880* (Québec, Les Presses de l'Université Laval, 1972), 11 et 569; Ronald E. Rudin, «King, Edwin Henry», *Dictionnaire biographique du Canada*, vol. XII: *de 1891 à 1900* (Québec, Les Presses de l'Université Laval, 1990), 529.

des actions, des intérêts et des amendes complété, il était prévu que la Société de Construction de Montréal soit résiliée ou dissoute.

Au cours des années qui suivent, d'autres sociétés voient le jour. Par ailleurs, une série de lois sont adoptées en vue d'assurer leur bon fonctionnement. Ainsi, en 1847, une loi vient préciser et renforcer un article de l'Acte d'incorporation de la Société de Construction de Montréal relatif aux poursuites que peut intenter celle-ci à l'égard des membres qui ne versent pas leurs souscriptions mensuelles¹². Deux ans plus tard, l'Assemblée législative vote une loi qui vise à établir les règles pour la formation des sociétés de construction au Bas-Canada. Y sont repris presque intégralement chacun des articles de la charte de la société montréalaise de 1845¹³. En 1851, les dispositions qui amendait l'Acte d'incorporation de la Société de Construction de Montréal en 1847 sont appliquées à l'ensemble des sociétés existantes¹⁴. En 1854, le gouvernement abroge une partie de l'article 7 de la loi de 1849 qui stipule que seule une assemblée générale composée d'au moins un tiers des actionnaires peut changer ou annuler un règlement d'une société de construction, et ce, à la demande de celle de Québec qui compte au-delà de 600 membres. Désormais, aucune limite n'est imposée relativement au nombre d'actionnaires présents à une assemblée de cette

¹² «Acte pour amender l'Acte d'Incorporation de "La Société de Construction de Montréal"», *Statuts provinciaux du Canada*, 10 et 11 Vict., chap. 100 (1847): 1 917-1 919.

¹³ «Acte pour encourager l'établissement de Sociétés de construction dans le Bas-Canada», *Statuts provinciaux du Canada*, 12 Vict., chap. 57 (1849): 371-376. Contrairement à celle de 1845, la loi de 1849 précise qu'une déclaration d'intention de former une société de construction devait comporter la signature de 20 personnes ou plus et être remise au greffier ou protonotaire de la cour du banc de la Reine du district.

¹⁴ «Acte pour amender un acte pour encourager l'établissement de Sociétés de construction dans le Bas-Canada», *Statuts provinciaux du Canada*, 14 et 15 Vict., chap. 23 (1851): 1 772-1 774.

société pour modifier ou abroger un règlement, à condition toutefois que plus de la moitié des membres aient signé une requête en ce sens¹⁵. Cette nouvelle disposition qui ne concernait que la Société de Construction de Québec, est étendue à toutes les sociétés dès l'année suivante¹⁶.

Si les lois sur les sociétés de construction entre 1847 et 1855 n'avaient d'autres fins, par des aménagements mineurs, que de faciliter leur bonne marche et leur saine administration, celles de 1857 et 1859 vont transformer en profondeur leur nature. La première de ces lois habilite les sociétés à octroyer des prêts hypothécaires à quiconque, qu'il soit membre ou non. L'argent ainsi prêté devait provenir des fonds de surplus placés dans des institutions bancaires ou ailleurs¹⁷. La seconde loi introduit le principe de la permanence et autorise les sociétés à emprunter et à accepter des dépôts ne dépassant pas les trois quarts du capital encaissé¹⁸. Dès lors, les sociétés de construction sont devenues des compagnies financières par actions au sein desquelles on distingue deux groupes d'actionnaires: d'un côté les investisseurs qui tirent profit des bénéfices des sociétés, de l'autre les simples emprunteurs¹⁹. Scrutant les règlements de neuf sociétés de construction fondées entre 1845 et 1875 dans le cadre d'une étude sur le phénomène

¹⁵ «Acte pour amender l'acte pour encourager l'établissement de Sociétés de construction dans le Bas-Canada», *Statuts de la province du Canada*, 18 Vict., chap. 19 (1854): 85-86.

¹⁶ «Acte pour amender l'acte pour encourager l'établissement de Sociétés de construction dans le Bas-Canada», *Statuts de la province du Canada*, 18 Vict., chap. 116 (1855): 537.

¹⁷ «Acte pour amender de nouveau l'acte intitulé: "Acte pour encourager l'établissement de sociétés de construction dans le Bas-Canada"», *Statuts de la province du Canada*, 20 Vict., Chap. 53 (1857): 258-259. La loi de 1849 donnait le pouvoir aux sociétés de construction d'investir leurs fonds de surplus (article 10). Dans le préambule de la loi de 1857, il est écrit que leur valeur a connu une hausse depuis 1849.

¹⁸ «Acte pour amender la loi relative aux sociétés de construction dans le Bas-Canada», *Statuts de la province du Canada*, 22 Vict., chap. 58 (1859): 191-193.

¹⁹ A. Moscovitch, *op. cit.*, 524.

coopératif au XIX^e siècle, Gaston Deschênes constate qu'elles ne sont «ni franchement capitalistes, ni purement coopératives²⁰». Or, à notre avis, il ne fait aucun doute que si les sociétés ont été imprégnées d'un quelconque mutualisme au cours des premières années de leur existence, elles sont carrément capitalistes à la fin de la décennie 1850.

Après l'adoption des lois de 1857 et 1859, le nombre des sociétés de construction grimpe en flèche à la grande satisfaction, entre autres, des cultivateurs constamment en quête de crédit agricole, mais aussi des spéculateurs de tout acabit qui voyaient en elles l'occasion d'échapper à l'emprise des usuriers dans le cas des premiers, et une source possible de profits dans le cas des seconds. Pas moins d'une quarantaine auraient été en activité dans le seul district judiciaire de Montréal²¹. Une dizaine sont formées dans la région du lac Saint-Pierre entre 1860 et 1875²². À titre de comparaison, A. Moscovitch n'en recense que 20 dans les *Miscellaneous Statistics of the Province of Canada* de 1863²³.

Après une montée impressionnante, le mouvement des sociétés de construction amorce un recul dans la deuxième moitié des années 1870.

²⁰ Gaston Deschênes, «Associations coopératives et institutions similaires au XIX^e siècle», *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 29, 4 (mars 1976), 550.

²¹ *Ibid.*, 551.

²² Il s'agit de La Société de Construction de Sorel en 1860; La Société Permanente de Construction de Saint-François-du-Lac en 1868; La Société Permanente de Construction de la Baie-du-Febvre en 1869; The Three Rivers Permanent Building Society en 1871; La Société Mutuelle de Construction de Sorel en 1872; La Société Permanente de Construction de Trois-Rivières, La Société de Construction Victoria à Rivière-du-Loup, et La Société Permanente de Construction du Comté de Berthier, toutes trois en 1874; La Société de Construction Rivière-du-Loup et La Société Permanente de Construction de Nicolet, toutes deux en 1875. PJS, *Registre des déclarations sociales*, vol. 1 (18579-79), 6, 95, 107, 149 et 185; ANQTR, *Registre des déclarations sociales*, vol. 2 (1857-85), 3, 46-48, 59, 63-64 et 74-75.

²³ A. Moscovitch, *op. cit.*, 521.

Cherchant à contenir l'augmentation de leur nombre, le gouvernement du Québec vote en 1875 une loi qui permet à deux ou plusieurs sociétés de fusionner²⁴. Puis, deux ans plus tard, le gouvernement fédéral édicte de nouvelles dispositions pour leur création et leur fonctionnement. Voyons quelques-unes de celles-ci. Toute nouvelle société de construction sera dorénavant constituée par «lettres patentes». Trente personnes ou plus, et non plus vingt comme auparavant, doivent signer une déclaration d'intention de former une société qui paraîtra dans la *Gazette du Canada*. Moins d'un mois après la dernière parution de la déclaration, une demande de «lettres patentes» dans laquelle apparaissent les noms des souscripteurs de la nouvelle société et les montants de leurs actions sera présentée. Le montant total des actions doit alors s'élever à au moins la moitié du fonds social de la société qui, lui, est fixé à 250 000 \$. En outre, 20% du montant des actions permanentes et 5% de celui des actions mobiles ou temporaires doivent déjà être versés. Une fois mise sur pied, la société ne pourra faire d'emprunts avant qu'au moins 100 000 \$ de son capital souscrit n'aient été payés. Cette règle s'applique également aux sociétés déjà existantes²⁵.

La loi de 1877 casse les reins aux sociétés de construction. Les nouvelles conditions exigées pour établir une société étant très difficiles à remplir, aucune ne voit le jour après sa passation²⁶. Quant à celles déjà

²⁴ «Acte pour amender le chapitre 69 des statuts refondus pour le Bas-Canada, concernant les sociétés de construction, en pourvoyant au mode de leur union ou fusion», *Statuts de la province de Québec*, 39 Vict., chap. 61 (1875): 211-213.

²⁵ «Acte décrétant de nouvelles dispositions pour l'établissement et l'administration des sociétés de construction dans la province de Québec», *Statuts du Canada*, 40 Vict., chap. 50 (1877): 256-267.

²⁶ Nous n'avons pas trouvé une seule société de construction dans les listes des compagnies à fonds social incorporées par lettres patentes publiées chaque année dans les *Documents de la Session du Québec*.

formées, plusieurs vont cesser leurs activités en raison des limites qui leur sont désormais imposées. La disparition de sociétés de construction atteint une telle ampleur que des lois portant sur leur liquidation sont votées en 1879 afin de veiller à ce que les personnes ne perdent pas les épargnes qu'ils y ont déposées²⁷. Le coup porté par la loi de 1877 est d'autant plus dur à encaisser qu'il survient en pleine période de crise économique.

Comment expliquer une telle initiative législative? Dans son commentaire de la loi de 1865 sur les sociétés de construction du Haut-Canada qui a eu la même portée que celle de 1877 au Québec, A. Moscovitch avance qu'elle a été approuvée par la législature fédérale à l'instigation des plus grandes qui voulaient accaparer une part plus importante du marché et stabiliser leurs affaires, et des banques désireuses de voir se restreindre le plus possible les services de dépôts offerts par les sociétés²⁸. Bien qu'il serait téméraire d'affirmer que cette interprétation vaille dans le cas du Québec, on peut néanmoins être assuré que les sociétés de construction qui regroupent un très grand nombre d'actionnaires et qui disposent de beaucoup de capitaux ont bien accueilli la loi de 1877. Parmi elles se retrouverait sans doute la Société de Construction du District de Montréal qui est devenue une compagnie financière dans les années 1870. En effet, l'apparition de plusieurs sociétés de construction dans la région du lac Saint-Pierre, fruit des initiatives locales, est venue saper les bases qu'elle avait réussi à asseoir au fil

²⁷ «Acte décrétant de nouvelles dispositions relativement aux sociétés de construction dans la province de Québec, et pourvoyant à la liquidation de leurs affaires», «Acte pour ratifier les procédés en liquidation de certaines sociétés de construction», *Statuts de la province de Québec*, 42-43 Vict., chap. 32 et 33 (1879): 58-68 et 68-69; «Acte à l'effet d'établir un mode de liquidation pour les sociétés de construction dans la province de Québec», *Statuts du Canada*, 42 Vict., chap. 48 (1879): 319-323.

²⁸ A. Moscovitch, *op. cit.*, 257.

des années dans cette partie de la province. À l'aide des archives des bureaux de la publicité des droits de Berthierville, de Louiseville et de Trois-Rivières, examinons la présence de cette société sur la rive nord du lac Saint-Pierre et l'actionnariat qu'elle y recruta.

2- Le rayonnement de la Société de Construction du District de Montréal sur la rive nord du lac Saint-Pierre

La Société de Construction du District de Montréal (SCDM) est mise sur pied en 1857. Six ans plus tard, elle accède au statut de société permanente²⁹ pour devenir la Compagnie de Prêt et Crédit fonciers en 1872³⁰. Un an avant de changer de raison sociale, la Société Permanente de Construction du District de Montréal comptait 261 actionnaires détenteurs de 5 504 parts du fonds permanent qui s'élevait à 275 200 \$, et quelque 1 029 actionnaires emprunteurs qui ont acheté plus de 11 700 parts d'une valeur de 585 850 \$³¹. Dix-sept personnes siégeaient alors au bureau de direction parmi lesquelles figuraient Jean-Baptiste Meilleur, médecin, éducateur, homme politique et fondateur du collège de l'Assomption, Pierre-Urgel Archambault, conseiller législatif et un des responsables de la création de

²⁹ «Acte pour permettre à la “Société de Construction du District de Montréal” de changer son nom en celui de “Société Permanente de Construction du District de Montréal”, et l'établir en société permanente de construction», *Statuts de la province du Canada*, 26 Vict., chap. 28 (1863): 80-82.

³⁰ «Acte pour changer le nom de la “Société Permanente de Construction du District de Montréal”, en celui de “Compagnie de Prêt et Crédit Fonciers”, et lui accorder certains pouvoirs», *Statuts du Canada*, 35 Vict., chap. 109: 539-541.

³¹ *Quatorzième rapport annuel du bureau de direction aux actionnaires de la Société Permanente de Construction du District de Montréal* ([s.l., s.e.], 1871).

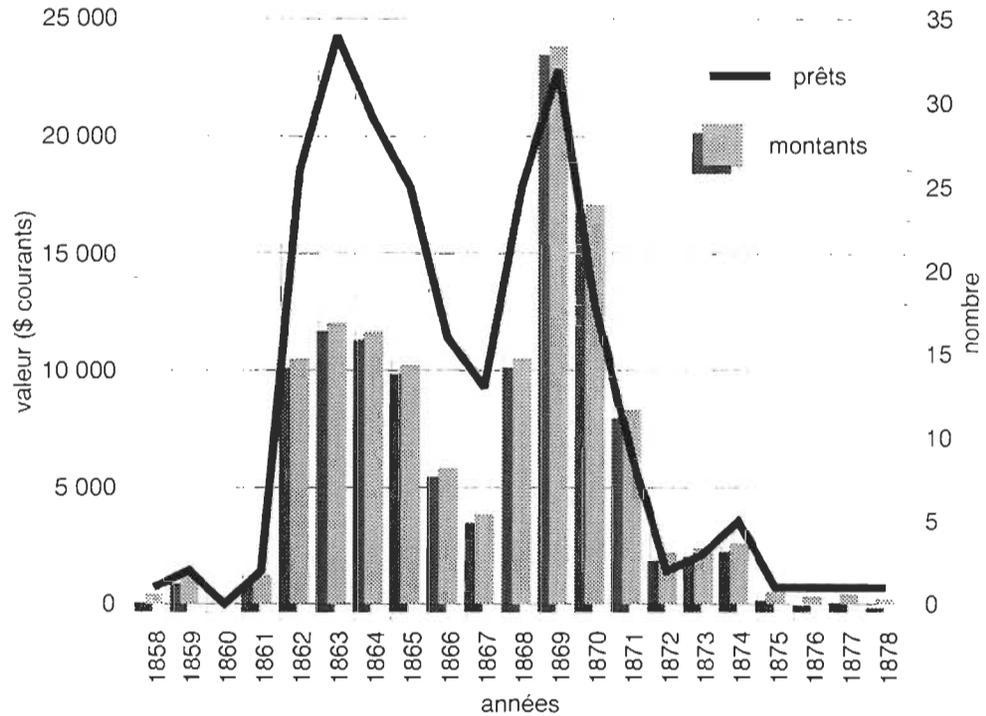
l'école d'agriculture de l'Assomption, et Jacques Grenier, homme d'affaires et futur président de la Banque du peuple³².

À la recherche de liquidités, des habitants des comtés de la rive nord du lac Saint-Pierre se sont tournés vers la SCDM plutôt que vers des prêteurs particuliers qui imposent souvent des délais de remboursement trop courts et des taux d'intérêt élevés. Entre 1858 et 1878, 209 personnes de ces comtés ont contracté 246 obligations auprès de cette société en tant qu'actionnaires emprunteurs (90%), simples emprunteurs (7,7%) ou les deux (1,9%) totalisant 125 000 \$. Jusqu'en 1861, seulement 5 personnes y empruntent des montants entre 400 \$ et 800 \$. Toutes résident à Saint-Barthélemy à l'exception d'une à Rivière-du-Loup. De 1862 à 1869, beaucoup plus de personnes ont recours à la SCDM: rarement moins d'une vingtaine et jusqu'à une trentaine à chacune de ces années (figure 6.1). Les sommes obtenues à titre de prêt oscillent annuellement entre 10 200 \$ et 12 000 \$, sauf en 1866 et 1867 (5 800 \$ et 3 850 \$) et 1869 où elles grimpent à plus de 23 000 \$. De moins en moins de personnes s'inscrivent comme actionnaires emprunteurs ou viennent faire un emprunt à la SCDM à mesure que s'écoule les années 1870. Leur nombre chute à 17 en 1870, à moins d'une dizaine par an de 1871 à 1874, puis à seulement 4 au total de 1875 à 1878.

³² Léon Lortie, «Meilleur, Jean-Baptiste», et Louis-Philippe Audet, «Archambault, Pierre-Urgel», *Dictionnaire biographique du Canada*, vol. X: *de 1871 à 1880* (Québec, Les Presses de l'Université Laval, 1972): 554-558 et 16-17; Luc Desrochers, «Grenier, Jacques», *Dictionnaire biographique du Canada*, vol. XIII: *de 1901 à 1910* (Québec, Les Presses de l'Université Laval, 1994): 458-459.

FIGURE 6.1

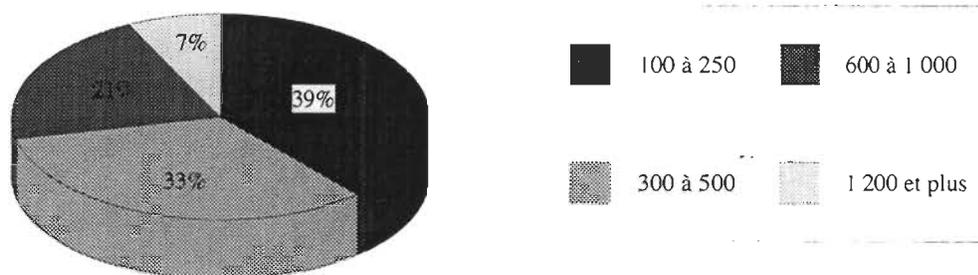
Le nombre de prêts accordés par La Société de Construction du District de Montréal à des habitants de la rive nord du lac Saint-Pierre et leur valeur totale, 1858-1878



Sources: Archives du Bureau de la publicité des droits de Berthierville, registre B, vol. 15 à 25; Archives Bureau de la publicité des droits de Louiseville, registre B, vol. 4 à 13 et 16 à 21; Archives du Bureau de la publicité des droits de Trois-Rivières, registre B, vol. 11 à 21 et 25.

Les obligations accordées aux Saint-pierrais de la rive septentrionale par la SCDM varient considérablement (figure 6.2). Elles ne sont jamais inférieures à 100 \$ (2 parts de 50 \$) et peuvent atteindre 4 000 \$ (80 parts). Un peu plus de 70% de celles-ci ne dépassent pas 500 \$, la plupart se situant entre 250 \$ et 500 \$. Deux autres tranches de 21,1% et 7,3% touchent des prêts entre 600 \$ et 1 000 \$ et plus de 1 200 \$ respectivement. Parmi ces derniers, un s'élève à 3 000 \$ et un autre à 4 000 \$.

FIGURE 6.2
La valeur des prêts accordés par La Société de Construction du District de Montréal
à des habitants de la rive nord du lac Saint-Pierre, 1858-1878 (dollars)



Sources: Archives du Bureau de la publicité des droits de Berthierville, registre B, vol. 15 à 25; Archives du Bureau de la publicité des droits de Louiseville, registre B, vol. 4 à 13 et 16 à 21; Archives du Bureau de la publicité des droits de Trois-Rivières, registre B, vol. 11 à 21 et 25.

L'aire de recrutement de la SCDM prend rapidement de l'extension dans les comtés du nord du lac Saint-Pierre. Limitée à Rivière-du-Loup et surtout Saint-Barthélemy jusqu'en 1861, elle gagne d'autres paroisses des comtés de Berthier et de Maskinongé en 1862, puis celles du comté de Saint-Maurice et Trois-Rivières en 1863. Au début des années 1870, la SCDM compte ou a compté au moins un membre dans 22 localités de ce segment de la vallée laurentienne (tableau 6.1). Sur les 209 actionnaires emprunteurs et simples emprunteurs qui ont sollicité un prêt auprès de cette société, la moitié résident dans des paroisses de l'arrière-pays (105), les autres dans celles de la rive (104). Le montant total des emprunts octroyés dans les premières est cependant inférieur à celui des seconds (48 200 \$ contre 76 800 \$). Si une quinzaine de personnes au plus ont fait appel à la SCDM dans plusieurs paroisses, ils sont par contre plus nombreux dans d'autres: jusqu'à 33 à Trois-Rivières et une vingtaine à Saint-Léon, Sainte-Etienne-des-Grès et Berthier. La somme des obligations consenties dans cette dernière paroisse (près de 30 000 \$) est au moins deux fois supérieure à celle de n'importe quelle autre localité. Des recherches dans les archives de

la publicité des droits des comtés de Richelieu, Yamaska et Nicolet nous feraient sans doute découvrir que nombre d'habitants de la rive sud du lac Saint-Pierre ont également acheté des actions de cette société de construction montréalaise.

TABLEAU 6.1
Le lieu de résidence des emprunteurs de la rive nord du lac Saint-Pierre
à la Société de Construction du District de Montréal, 1858-1878

Rive nord et les îles	emprun- montants			Arrière-pays de la rive nord	emprun- montants		
	teurs nbre	prêts nbre	totaux (dollars)		teurs nbre	prêts nbre	totaux (dollars)
Trois-Rivières	33	37	14 850	Saint-Etienne-des-Grès	25	30	6 650
Pointe-du-Lac	1	1	150	Saint-Barnabé	7	7	1 950
Yamachiche	7	7	3 100	Saint-Boniface	7	8	3 400
Rivière-du-Loup	9	11	6 200	Shawinigan (canton)	3	3	800
Maskinongé	4	4	2 800	Saint-Paulin	15	18	4 750
Saint-Barthélemy	12	16	6 900	Saint-Léon	23	25	11 750
Saint-Cuthbert	8	8	8 200	Sainte-Ursule	2	2	1 200
Berthier	25	32	29 900	Saint-Justin	5	5	6 600
Lanoraie	2	3	2 250	Saint-Didace	7	13	5 250
Lavaltrie	2	3	1 250	Saint-Norbert	1	1	400
Ile-Dupas	1	1	1 200	Saint-Gabriel-de-Brandon	10	11	5 450

Sources: Archives du Bureau de la publicité des droits de Berthierville, registre B, vol. 15 à 25; Archives du Bureau de la publicité des droits de Louiseville, registre B, vol. 4 à 13 et 16 à 21; Archives du Bureau de la publicité des droits de Trois-Rivières, registre B, vol. 11 à 21 et 25.

L'examen du profil socioprofessionnel des emprunteurs montre qu'un peu moins des deux tiers d'entre eux sont des cultivateurs (tableau 6.2). Bien que les documents de l'enregistrement demeurent muets sur les fins auxquelles étaient destinés les prêts, il est loisible de penser que ceux-ci les utilisaient pour améliorer et moderniser leurs exploitations agricoles. Après les cultivateurs, mais dans une proportion beaucoup plus faible, ce sont surtout des marchands et des commerçants (17), des membres des professions libérales (15) et des individus travaillant dans le secteur de la fabrication (12)

qui ont demandé des prêts à la SCDM. Enfin, une trentaine d'emprunteurs œuvrent dans d'autres secteurs d'activité à raison de 1 à 6 dans chacun d'eux.

TABLEAU 6.2
Le profil socioprofessionnel des emprunteurs de la rive nord du lac Saint-Pierre
à la Société de Construction du District de Montréal, 1858-1878

secteurs d'activité	nbre	%	secteurs d'activité	nbre	%
commerce	17	7,9	fonction publique	1	
transport	6	2,8	agriculture	133	62,2
fabrication	12	5,6	journaliers	2	0,9
construction	6	2,8	rentiers	1	
professions libérales	15	7,0	divers	3	1,4
clergé	1		sans profession	14	6,5
services	3	1,4	total	214	

Sources: Archives du Bureau de la publicité des droits de Berthierville, registre B, vol. 15 à 25; Archives du Bureau de la publicité des droits de Louiseville, registre B, vol. 4 à 13 et 16 à 21; Archives du Bureau de la publicité des droits de Trois-Rivières, registre B, vol. 11 à 21 et 25.

Quelques débiteurs se sont présentés plus d'une fois au bureau de la SCDM pour y négocier un deuxième, un troisième, voire un quatrième prêt (20, 3 et 1 respectivement), et ce, avant même que le ou les précédents n'aient été entièrement remboursés. Un individu y est même venu jusqu'à sept fois. Il s'agit de François-Rémi Tranchemontagne, marchand de Berthierville. En vue de regarnir son portefeuille après sa faillite en 1868³³, Tranchemontagne devient actionnaire emprunteur de la SCDM et obtient un prêt de 500 \$ le 2 mars 1869. La société montréalaise lui accorde un second prêt trois jours plus tard (4 000 \$) et deux autres au cours des mois qui suivent (400 \$ en avril et 2 000 \$ en octobre). Tranchemontagne rapplique en 1870 (prêt de 1 000 \$), puis à deux autres reprises en 1871 (3 000 \$ et 400 \$) à titre de simple emprunteur. Au bout du compte, le marchand

³³ Archives du Bureau de la publicité des droits de Berthierville, registre B, vol. 21, n^o 5866, 14 décembre 1868.

berthelais a décroché des prêts totalisant 11 300 \$ auprès de la société de construction montréalaise.

En somme, la SCDM a connu un assez grand rayonnement sur la rive droite du pays saint-pierrais. Plusieurs dizaines d'individus, principalement des cultivateurs, tant des paroisses de la rive que de celles de l'intérieur, y ont acheté des actions dans le but de se faire accorder des prêts dépassant la centaine de milliers de dollars au total. À une époque où peu de sociétés de construction existaient, il ne serait pas erroné de dire que la SCDM a exercé une certaine emprise — comme institution financière s'entend — dans cette partie de la région. La seule concurrence d'un autre établissement financier qu'a eue à affronter cette société a été celle de la Société de Construction Canadienne de Montréal, encore qu'elle n'aura pas été forte puisque cette dernière n'a compté que quatre actionnaires emprunteurs ou simples emprunteurs sur la rive nord du lac Saint-Pierre entre 1862 et 1877, tous dans le comté de Berthier de surcroît³⁴. La situation change toutefois avec l'arrivée des sociétés de construction régionales dans les années 1870. Celles-ci vont attirer l'actionnariat potentiel de la SCDM, ce qui explique la baisse soudaine du nombre de souscripteurs et d'emprunteurs saint-pierrais à cette société. Comme nous l'avons fait pour la SCDM, voyons l'aire d'influence et le groupe des actionnaires des sociétés de construction de la rive nord du lac Saint-Pierre.

³⁴ Cette société de construction a été fondée la même année que la SCDM, soit en 1857. Elle est constituée en société permanente en 1868. *Statuts de la province de Québec*, 31 Vict., chap. 40, 120-122. Les quatre personnes qui se sont inscrites ou ont simplement emprunté à cette société sont une dame de Berthier, un cultivateur de Saint-Cuthbert et deux autres de Saint-Gabriel-de-Brandon.

3- L'émergence des sociétés de construction régionales sur la rive nord du lac Saint-Pierre

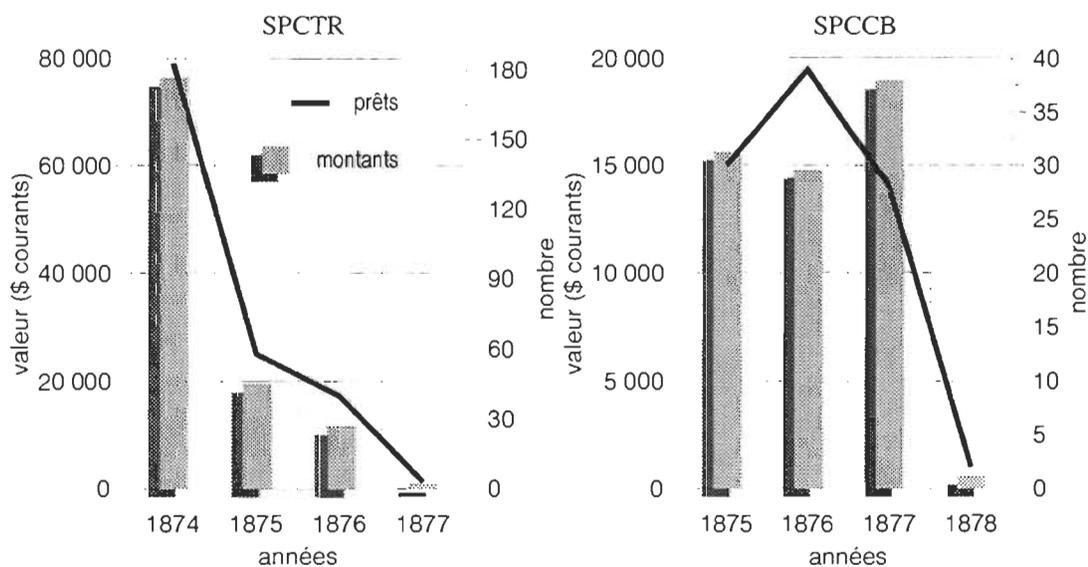
Cinq sociétés de construction ont été créées dans cette portion de l'espace saint-pierrais comprise entre Trois-Rivières et Berthierville de 1871 à 1875. Deux d'entre elles, The Three Rivers Permanent Building Society (1871), dont la plupart des organisateurs appartiennent à la communauté anglophone de Trois-Rivières, et la Société de Construction Rivière-du-Loup (1875), n'ont existé que sur le papier. Une troisième, la Société de Construction Victoria à Rivière-du-Loup (1874) a mis un terme à ses activités après seulement quelques mois au cours desquels deux personnes, le curé de Saint-Paulin et un cultivateur de Rivière-du-Loup, y ont sollicité des prêts de 150 \$ chacun. Les deux autres, la Société Permanente de Construction de Trois-Rivières (SPCTR) (1874) formée essentiellement par des membres de la bourgeoisie francophone trifluvienne, et la Société Permanente de Construction du Comté de Berthier (SPCCB) (1875) dont le siège était situé à Saint-Cuthbert, n'ont été actives que quelques années. Elles ferment définitivement leurs livres au cours de l'année qui suit l'adoption de la loi de 1877³⁵.

Même si leur présence n'a été que de courte durée, ces deux dernières sociétés ont regroupé un actionnariat important et manié des fonds assez considérables. Plus de 250 personnes ont souscrit à 284 emprunts pour un montant global de 108 100 \$ à la SPCTR de 1874 à 1877 (figure 6.3). Près

³⁵ La raison alléguée par les directeurs de SPCTR pour liquider les affaires de cette société n'est toutefois pas la loi de 1877, mais «les temps de crise que nous traversons». Archives du séminaire de Trois-Rivières, *Déclaration des directeurs de la SPCTR aux actionnaires*, 12 octobre 1878.

des deux tiers de ces emprunts (183) ont été contractés au cours des trois mois suivant l'ouverture de cette société en 1874. Cet achalandage aux bureaux de la SPCTR indique bien qu'il existait une forte demande pour le prêt hypothécaire dans l'est de la région du lac Saint-Pierre. L'enthousiasme des premiers mois passé, le nombre d'emprunts tombe à 58 en 1875, à 40 en 1876 et à seulement 3 en 1877. Les montants prêtés au cours de ces trois années se chiffrent en moyenne à 10 600 \$ comparativement à plus de 76 000 \$ dans le dernier trimestre de 1874. Par ailleurs, 51 individus ont acheté pour 31 250 \$ d'actions du fonds permanent de la société. Plus modeste, la SPCCB a accordé 100 prêts équivalant à un montant total de 51 100 \$ à 98 individus entre 1875 et 1878. À chacune de ces années, cette société a consenti de 28 à 39 prêts d'une valeur totale entre 14 750 \$ et un peu plus de 19 000 \$, sauf en 1878 (2 prêts de 550 \$ ensemble).

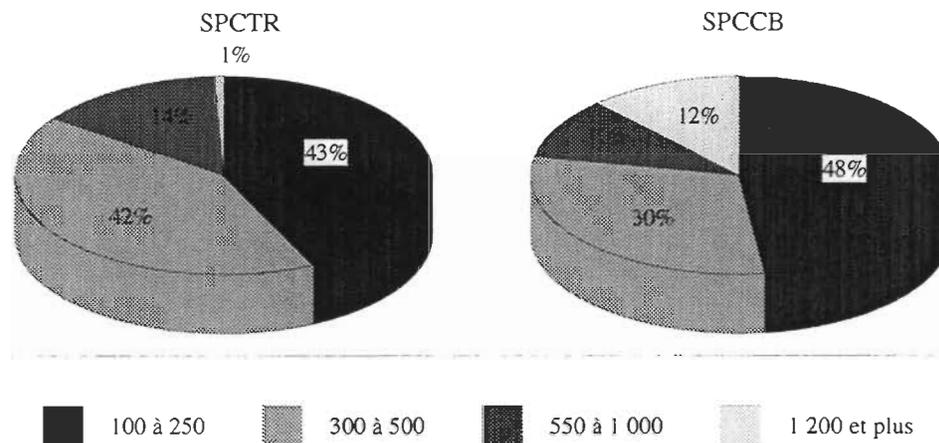
FIGURE 6.3
Le nombre de prêts accordés par la Société Permanente de Construction des Trois-Rivières (1874-1877) et la Société Permanente de Construction du comté de Berthier (1875-1878) et leur valeur totale



Sources: Archives du Bureau de la publicité des droits de Berthierville, registre B, vol. 26 à 29; Archives du Bureau de la publicité des droits de Louiseville, registre B, vol. 17 à 20; Archives du Bureau de la publicité des droits de Trois-Rivières, registre B, vol. 25 et 26; Archives du séminaire de Trois-Rivières, Fonds Société Permanente de Construction des Trois-Rivières (FN-0307).

S'agissant des sommes avancées par la SPCTR et la SPCCB, les plus basses correspondent à la valeur d'une action (50 \$) et les plus élevées à 30 actions (1 500 \$) dans le cas de la première, et 80 actions (4 000 \$) dans le cas de la seconde (figure 6.4). Près de cinq sixièmes des prêts octroyés par la SPCTR oscillent entre 50 \$ et 500 \$, 14,4% entre 600 \$ et 1 000 \$ dont plus de la moitié (24) se rapportent à cette dernière somme, et moins de 1% plus de 1 000 \$. Ces pourcentages s'établissent à 78%, 10% et 12% en ce qui concerne la SPCCB.

FIGURE 6.4
La valeur des prêts accordés par la Société Permanente de Construction des Trois-Rivières (1874-1877) et la Société Permanente de Construction du Comté de Berthier (1875-1878) (dollars)



Sources: Archives du Bureau de la publicité des droits de Berthierville, registre B, vol. 26 à 29; Archives du Bureau de la publicité des droits de Louiseville, registre B, vol. 17 à 20; Archives du Bureau de la publicité des droits de Trois-Rivières, registre B, vol. 25 et 26; Archives du séminaire de Trois-Rivières, Fonds Société Permanente de Construction des Trois-Rivières (FN-0307).

L'analyse du lieu de résidence des actionnaires emprunteurs de la SPCTR et de la SPCCB révèle que le pouvoir d'attraction dans l'espace de ces deux sociétés a été beaucoup plus restreint que celui de la SCDM. Pas moins de 85% de l'actionnariat de la SPCTR vient de Trois-Rivières même (tableau 6.3). Mais l'aire d'action de cette société déborde largement ce

centre urbain. En effet, la SPCTR compte dans ses rangs des actionnaires emprunteurs de près d'une vingtaine de localités situées à l'est de la rivière Saint-Maurice dans le comté de Champlain, six de localités de la rive nord du lac Saint-Pierre, les plus éloignées étant Shawinigan (canton) au nord et Rivière-du-Loup à l'ouest, et une vingtaine de la rive sud, dont près de la moitié à Nicolet. La SPCTR aurait sans doute compter davantage de membres dans ce dernier coin de pays n'eût été de la mise sur pied d'une société de construction à Nicolet en 1875. Du côté des actionnaires du fonds permanent, 42 des 51 individus formant ce groupe sont des trifluviens, 8 viennent du monde rural (Saint-Maurice, 2; Sainte-Geneviève-de-Batiscan, 2; Nicolet, 2; Saint-Grégoire, 1; Arthabaska, 1) et 1 de Montréal.

TABLEAU 6.3
Le lieu de résidence des actionnaires emprunteurs
de la Société Permanente de Construction des Trois-Rivières, 1874-1877

localité	emprunteurs		montants totaux (dollars)	localité	emprunteurs		montants totaux (dollars)
	nbre	prêts nbre			nbre	prêts nbre	
<i>Rive nord du lac Saint-Pierre</i>				<i>Rive sud</i>			
Trois-Rivières	226	242	92 350	Nicolet	10	10	3 400
Yamachiche	1	1	300	Béacancour	2	2	1 200
Rivière-du-Loup	1	1	1 500	Saint-Grégoire	4	4	2 100
Saint-Etienne-des-Grès	1	1	150	Sainte-Monique	1	1	400
Saint-Barnabé	1	1	200	Saint-Célestin	2	2	700
Saint-Boniface	1	1	1 000	Sainte-Gertrude	1	1	300
Shawinigan (township)	1	1	300	Saint-Wenceslas	1	1	200
<i>Comté de Champlain</i>				Arthabaska	1	3	450
Cap-de-la-Madeleine	2	2	700	<i>hors province</i>			
Saint-Maurice	3	3	1 450	Woonsoket (É.-U.)	1	1	100
Saint-Luc	1	1	150				
Saint-Stanislas	3	3	450				
Sainte-Anne-de-la-Pérade	2	2	700				

Source: Archives du séminaire de Trois-Rivières, Fonds Société Permanente de Construction des Trois-Rivières (FN-0307).

TABLEAU 6.4
Le lieu de résidence des actionnaires emprunteurs
de la Société Permanente de Construction du District de Berthier, 1875-1878

<i>Comté</i> et localité	emprun- teurs nbre	prêts nbre	montants totaux (dollar)	<i>Comté</i> et localité	emprun- teurs nbre	prêts nbre	montants totaux (dollar)
<i>Berthier</i>				<i>Maskinongé</i>			
Saint-Barthélemy	7	6	4 300	Rivière-du-Loup	8	7	3 550
Saint-Cuthbert	31	34	16 350	Maskinongé	1	1	1 250
Berthier	21	21	10 400	Saint-Paulin	6	6	1 850
Lanoraie	1	1	1 500	Saint-Léon	3	3	2 000
Saint-Norbert	1	1	150	Saint-Didace	2	2	700
Saint-Gabriel-de-Brandon	9	10	2 250	<i>autres</i>			
Saint-Damien	1	1	250	Montréal	1	1	1 000
<i>Saint-Maurice</i>				Saint-Damase	1	1	200
Yamachiche	2	2	2 500	Saint-Thomas	1	1	950
Saint-Boniface	1	1	400				
Sainte-Flore	1	1	500				

Sources: Archives du Bureau de la publicité des droits de Berthierville, registre B, vol. 26 à 29; Archives du Bureau de la publicité des droits de Louiseville, registre B, vol. 17 à 20; Archives du Bureau de la publicité des droits de Trois-Rivières, registre B, vol. 25 et 26.

Pour sa part, la SPCCB recrute ses actionnaires emprunteurs presque exclusivement sur la rive nord du lac Saint-Pierre (tableau 6.4). Près des trois quarts d'entre eux déclarent résider dans le comté de Berthier, surtout dans les paroisses de Saint-Cuthbert (31), là où se trouvent les bureaux de la société, et de Berthier (14 du village, 7 de la paroisse), le chef-lieu du comté. En cela, rien d'étonnant pourrait-on penser à prime abord. N'empêche que les directeurs de la SPCCB ont sûrement éprouvé des difficultés à amener des personnes du comté de Berthier à souscrire à leur société en raison de la présence de la Société Mutuelle de Construction de Sorel, tout près, et dont l'aire d'influence s'étend hors des limites du comté de Richelieu. Les autres membres de la SPCCB habitent des paroisses des comtés de Maskinongé (20) et, dans une moindre mesure, de Saint-Maurice (4), et de l'extérieur de la région (3). Au fond, le rayonnement de la SPCCB s'apparente beaucoup à celui de la SPCTR. En effet, à mesure que l'on s'éloigne du siège de ces

sociétés (Saint-Cuthbert, Trois-Rivières), le nombre d'actionnaires diminue petit à petit. Et le comté de Saint-Maurice semble marquer les limites où s'exerce l'action respective de celles-ci sur la rive nord du lac Saint-Pierre.

Si les deux sociétés de construction rayonnent de la même façon dans l'espace, les caractéristiques socioprofessionnelles du groupe des actionnaires de celles-ci sont par contre fort différentes. Un peu plus du quart des membres de la SPCTR œuvrent dans le secteur du commerce, 15% dans celui de la fabrication, 10% dans celui de la construction, 10% sont des membres des professions libérales et 7,5% des cultivateurs (tableau 6.5). De 2 à 13 actionnaires emprunteurs appartiennent à chacune des autres secteurs d'activité. Comme le groupe des emprunteurs des trois comtés de la rive gauche du lac Saint-Pierre ayant recouru à la SCDM, celui de la SPCCB se compose principalement de cultivateurs (65,7%). Après celui de l'agriculture, les secteurs d'activité comptant le plus grand nombre de représentants au sein de l'actionnariat de cette société sont ceux de la construction, de la fabrication (8 chacun) et du commerce (7). Tout bien considéré, il ressort que la structure socioprofessionnelle du groupe des actionnaires des sociétés de construction trifluvienne et berthelaise est à l'image du milieu ambiant dans lequel chacune d'elle évolue, celle de la première société étant davantage urbaine, celle de la seconde davantage rurale.

TABLEAU 6.5

Le profil socioprofessionnel des actionnaires emprunteurs de la Société Permanente des Trois-Rivières et de la Société Permanente de Construction du Comté de Berthier

secteur d'activité	SPCTR		SPCCB	
	nbre	%	nbre	%
commerce	74	27,8	7	6,7
transport	5	1,9	4	3,8
fabrication	40	15,0	8	7,6
construction	28	10,5	8	7,6
professions libérales	27	10,2	1	
services	10	2,8	2	1,9
fonction publique	6	2,3	1	
agriculture	20	7,5	69	65,7
journaliers	9	3,4	1	
rentiers	2	0,8		
divers	13	4,9	1	
sans profession	32	12,0	3	2,9
total	266		105	

Sources: Archives du Bureau de la publicité des droits de Berthierville, registre B, vol. 26 à 29; Archives du Bureau de la publicité des droits de Louiseville, registre B, vol. 17 à 20; Archives du Bureau de la publicité des droits de Trois-Rivières, registre B, vol. 25 et 26; Archives du séminaire de Trois-Rivières, Fonds Société Permanente de Construction des Trois-Rivières (FN-0307).

Comme pour la SCDM, des individus ont demandé plus d'un prêt à la SPCTR et la SPCCB. Leur nombre s'élève à 17 dans le cas de la première société, tous de Trois-Rivières sauf un, et 3 dans le cas de la seconde dont 2 de Saint-Cuthbert. À l'exception de 2 (1 à la SPCTR et 1 SPCCB) qui ont contracté jusqu'à trois prêts, les autres n'ont emprunté que deux fois.

En définitive, la SPCTR et la SPCCB ont permis, au cours des quelques années où elles ont été en activité, d'offrir des prêts sur garantie hypothécaire à quelques centaines d'habitants de différentes paroisses de la région du lac Saint-Pierre et des environs. En incitant des individus à se déplacer pour quérir un emprunt, ces sociétés ont contribué à leur façon à alimenter la vie de relation dans l'espace saint-pierrais.

Mais au-delà de ces faits, l'éclosion de sociétés de construction régionales sur la rive nord, et probablement aussi sur la rive opposée, a mis un terme à la présence unique de la SCDM comme institution financière sur le marché des prêts hypothécaires dans la région et, jusqu'à un certain point, a traduit une volonté de garder le capital local sur place. Concomitant du déclin des sociétés de construction régionales à la fin des années 1870 et au début de la décennie suivante, on assiste à la mise en place de succursales bancaires montréalaises dans la région du lac Saint-Pierre. Au comptoir de la Banque Molson à Sorel qui date de 1871, s'ajoutent ceux de la Banque Ville-Marie à Trois-Rivières, Louiseville, Berthierville, Saint-Cuthbert et Nicolet, et ceux de la Banque d'Hochelaga et de la Banque du Peuple à Trois-Rivières³⁶. Et cette recension n'est pas complète. Ces succursales de banques montréalaises vont en quelque sorte poursuivre ce que la SCDM avait commencé mais qui fut interrompu par l'émergence des sociétés de construction régionales, à savoir drainer l'argent des communautés saint-pierraises vers Montréal³⁷. En réaction à cette situation, des habitants de la région du lac Saint-Pierre vont tenter de créer de nouvelles institutions financières. Par exemple, en 1883, des hommes d'affaires louisevilliens qui

³⁶ Ronald Rudin, *Banking en français. Les banques canadiennes-françaises de 1835 à 1925* (Montréal, Boréal, 1988), 88; Alain Gamelin, René Hardy, Jean Roy, Normand Séguin et Guy Toupin, *Trois-Rivières Illustrée* (Trois-Rivières, La Corporation des fêtes du 350^e anniversaire, 1984), 36; *La rive nord*, 25 mai 1881; *Le Journal des Trois-Rivières*, 28 mars 1881. La Banque de Montréal a ouvert une succursale à Trois-Rivières en 1853 qu'elle a fermée cinq ans plus tard. Selon Rudin, cette succursale, tout comme celle de la Banque Molson à Sorel, n'ont servi que les intérêts de la communauté d'affaires anglophone de ces deux villes. R. Rudin, «Montreal Banks and the Urban Development of Quebec, 1840-1914», Gilbert A. Stelter et Alan F.J. Artibise, ed., *Shaping the Urban Landscape. Aspects of the Canadian City-Building Process* (Ottawa, Carleton University Press, 1982), 76-77.

³⁷ Ce phénomène est perceptible à l'échelle de la province. À ce sujet, Alfred Dubuc a parlé du siphonnage de l'épargne des régions vers Montréal. A. Dubuc, «Recul de Montréal ou sous-développement du Québec?», Rodrigue Tremblay, dir., *L'économie québécoise. Histoire, développement, politiques* (Montréal, Les Presses de l'Université du Québec, 1976), 446-447.

n'attendent rien des banques de Montréal, se proposent de mettre sur pied la Banque agricole de Louiseville pour stimuler le commerce, l'industrie et l'agriculture³⁸. En 1895, un groupe de berthelais veut former la Compagnie de Prêt du Comté de Berthier qui aurait un fonds social de 100 000 \$³⁹. Mais ces établissements financiers ne sont demeurés qu'à l'état de projet.

Certes, les sociétés de construction représentent une piste intéressante pour saisir certains aspects des rapports ville-campagne, des articulations entre les différentes entités de la région du lac Saint-Pierre et entre celles-ci et quelques-unes de l'extérieur. Il en est d'autres cependant qui révèlent de façon plus éloquente encore que le pays saint-pierrais est bien inséré dans la grande zone d'influence de Montréal. Parmi elles, retenons les relations que les artisans, les manufacturiers, les marchands et les commerçants saint-pierrais entretiennent avec leurs fournisseurs et autres créanciers.

B- UNE GÉOGRAPHIE DES LIENS D'AFFAIRES ENTRE LES FABRICANTS ET LES COMMERÇANTS ET LEURS CRÉANCIERS

L'étude de ce type de relation prend appui sur une source peu exploitée à ce jour: les dossiers de faillite de la cour supérieure du dernier tiers du XIX^e siècle⁴⁰. Il y aurait beaucoup à dire sur les faillites. Pensons entre autres à la

³⁸ *Le Constitutionnel*, 30 avril 1883.

³⁹ *La Gazette de Berthier*, 28 juin 1895.

⁴⁰ À propos des archives judiciaires, voir Evelyn Kolish, «Les archives civiles et judiciaires aux Archives nationales du Québec. Nature, constitution et traitement», *Archives*, 24, 2 (été-automne 1992): 133-145; de la même auteure, «L'histoire du droit et les archives judiciaires», *Les Cahiers de Droit*, 34, 1 (mars 1993): 289-307; et le numéro de la revue *Archives*, 22, 4 (été 1991) qui leur est entièrement consacré. Sur la masse documentaire que représentent les archives judiciaires et les grands principes mis de l'avant pour régir leur conservation, voir Jean-Claude Robert, «Historiens,

législation relative à cette juridiction⁴¹, ou encore au phénomène des faillites comme indicateur des soubresauts et des crises de l'économie capitaliste⁴². Mais là n'est pas notre intention. À partir d'une pièce précise des dossiers de faillite, soit les listes des créanciers qui comportent les noms des titulaires d'une créance, leurs lieux de résidence, les montants réclamés et, plus rarement, la nature des créances, nous cherchons à reconstituer des filières d'affaires afin de mesurer dans l'espace les lignes et les réseaux d'échange dans lesquels sont imbriqués des acteurs sociaux de la région du lac Saint-Pierre œuvrant dans les secteurs de la fabrication, de la construction, du commerce et des services.

1- Présentation de l'échantillon

Nous avons mis la main sur 191 listes de créanciers dans les archives des districts judiciaires de Montréal, Richelieu et Trois-Rivières⁴³. Il ne s'agit-là que d'un échantillon pour les raisons suivantes: 1- nombre de dossiers de faillite consultés ne contenaient aucune liste de créanciers; 2- l'accès aux

archives et archivistes: un ménage à trois», *Journal of the Canadian Historical Association/Revue de la Société historique du Canada*, 1 (1990): 3-15.

⁴¹ Dans les années 1860 et 1870, la loi sur la faillite a été modifiée ou amendée à quatre reprises. *Statuts de la province du Canada*, 27-28 Vict., chap. 27 (1864), 108-150; *Statuts du Canada*, 32-33 Vict., chap. 16 (1869), 84-141, 38 Vict., chap. 16 (1875), 101-167, 39 Vict., chap. 30 (1876), 120-123.

⁴² À ce sujet, voir Luc Marco, «Faillites et crises économiques en France au XIX^e siècle», *Annales. Économies. Sociétés. Civilisations*, 44, 2 (mars-avril 1989): 355-378.

⁴³ Les comtés de Champlain, Trois-Rivières, Saint-Maurice et Maskinongé sur la rive nord et celui de Nicolet sur la rive sud forment le district judiciaire de Trois-Rivières. Celui de Richelieu comprend les comtés de Berthier, Richelieu et Yamaska. Mais comme le bilan de faillite d'un individu du comté de Berthier, par exemple, pouvait tout aussi bien être déposé au palais de justice de Montréal, nous avons été appelés à faire une incursion du côté des archives de la cour supérieure du district judiciaire de Montréal.

archives de la cour supérieure des districts de Richelieu et de Montréal étant restreint à l'époque où nous avons commencé cette recherche, notre recension des faillites dans les localités de la partie ouest de la région du lac Saint-Pierre n'est pas exhaustive; 3- nous n'avons dépouillé dans les cas de Trois-Rivières et Nicolet que les dossiers de faillite des années 1880 à 1899 inclusivement⁴⁴; 4- nous n'avons pas entrepris de recherche dans les archives judiciaires du district de Joliette qui doivent receler des dossiers de faillite du comté de Berthier⁴⁵.

Sur les 191 listes de créanciers, plus de 130 se rapportent à des faillites d'individus rattachés aux secteurs du commerce et des services, principalement des commerçants et des marchands généraux, mais également des marchands spécialisés (de chaussures, de foin, de meubles, de pianos, d'instruments aratoires, de liqueurs, etc.), des hôteliers, des marchandes publiques, des négociants et des épiciers, et moins d'une soixantaine à des faillites d'entrepreneurs reliés aux secteurs de la fabrication et de la construction, propriétaires ou locataires de boutiques, de moulins, de fabriques, de manufactures de toutes sortes (tableau 6.6 et annexe 6.1). Par ailleurs, 91 de ces faillites ont eu lieu dans des paroisses rurales du pourtour du lac, presque autant dans les centres urbains, Trois-Rivières et Sorel (86)

⁴⁴ Quelques explications s'imposent ici. Au départ, nos recherches ne devaient porter que sur les dossiers de faillite des paroisses rurales de la rive nord du district judiciaire de Trois-Rivières, à l'exclusion de celles du comté de Champlain. Après des démarches auprès de responsables des ANQM, nous avons eu accès aux archives judiciaires des districts de Richelieu et de Montréal pendant quelques jours. Une fois ce travail complété, nous avons des listes de créanciers de faillis de la plupart des localités riveraines de la région du lac Saint-Pierre, sauf pour Trois-Rivières et Nicolet. Nous sommes donc retournés dans les dossiers de la cour supérieure du district de Trois-Rivières pour en trouver, mais seulement pour la période 1880-1899.

⁴⁵ En 1897, les paroisses du comté de Berthier sont détachées du district judiciaire de Richelieu et annexées à celui de Joliette, à l'exception des îles du lac Saint-Pierre qui vont être sous la juridiction conjointe des deux districts. *La Gazette de Berthier*, 15 janvier 1897.

et 14 dans des paroisses de l'arrière-pays de la rive nord. Dans ces listes apparaissent les noms de plus de 5 100 créanciers.

TABLEAU 6.6
Le nombre de dossiers de faillite comportant une liste de créanciers
relevés dans les archives de la cour supérieure du dernier tiers du XIX^e siècle

localité	fabrication et construction		commerce et services		total	
	nbre de faillites	nbre de créanciers	nbre de faillites	nbre de créanciers	nbre de faillites	nbre de créanciers
<i>Rive nord et les îles</i>						
Trois-Rivières	17	823	45	1 024	62	1 847
Yamachiche	5	207	9	276	14	483
Louiseville	14	330	19	527	33	857
Maskinongé	2	31	5	103	7	134
Saint-Barthélemy			2	58	2	58
Berthierville	4	114	3	81	7	195
Ile-Dupas			1	12	1	12
<i>Arrière-pays rive nord</i>						
Saint-Etienne-des-Grès			2	51	2	51
Saint-Barnabé			2	50	2	50
Saint-Boniface	1	28	3	93	4	121
Saint-Paulin			3	73	3	73
Saint-Léon			2	56	2	56
Saint-Alexis-des-Monts	1	27			1	27
<i>Rive sud</i>						
Sorel	6	150	18	429	24	579
Yamaska	1	9	2	30	3	39
Saint-François-du-Lac			2	58	2	58
Pierreville	1	36	2	49	3	85
Baie-du-Febvre			1	12	1	12
Nicolet	5	211	13	232	18	443
total	57	1 966	134	3 214	191	5 180

Sources: ANQTR, Dossiers de la cour supérieure du district de Trois-Rivières; ANQM, Dossiers de la cour supérieure des districts de Montréal et de Richelieu; Alain Gamelin, *La Compagnie des moulins à vapeur de Pierreville, 1866-1906* (Drummondville, La Société historique du centre du Québec, 1983), Annexe II.

Outre les listes de créanciers, des dossiers de faillite renferment des bilans plus ou moins détaillés qui nous instruisent sur la taille des entreprises et leur niveau d'endettement. On y apprend, entre autres, que le passif de la majorité d'entre elles excède l'actif dans une proportion de plus du double dans certains cas, que les commerçants et les marchands ont une plus grande

propension que les artisans et les manufacturiers à accumuler des dettes actives qui peuvent dépasser la valeur de leur fonds de commerce, sinon représenter un bon pourcentage de l'actif, et que nombre de personnes œuvrant dans le monde marchand ne possèdent aucun bien immeubles, surtout ceux de la ville (annexe 6.2). La lecture des passifs et des sommes portées à l'actif nous enseigne également que petits ou grands manufacturiers et commerçants, personne n'est à l'abri de la faillite au cours des années de crise du dernier quart du XIX^e siècle.

Notre exposé sur les relations d'affaires prend la forme d'un tryptique. Nous nous penchons d'abord sur les ramifications des liens des gens d'affaires de Trois-Rivières et de Sorel, puis de ceux de quelques pôles ou chefs-lieux du monde rural (Yamachiche, Louiseville, Berthierville et Nicolet) et, enfin, de ceux des autres paroisses.

2- L'étude des liens d'affaires en trois tableaux

a) Les pôles urbains: Trois-Rivières et Sorel

Sous l'impulsion de l'exploitation commerciale du bois, Trois-Rivières amorce une croissance sans précédent et s'affirme comme pôle régional dans le troisième quart du XIX^e siècle. Mais la crise qui frappe de plein fouet l'économie du bois à partir de 1875 met un frein à cet élan. La ville va renouer avec la croissance lorsque de grandes entreprises s'y implantent à la toute fin du siècle. Au cours de la période difficile des années 1880 et 1890, plusieurs dizaines de faillites sont enregistrées à Trois-Rivières. Nous avons dépouillé les listes de créanciers de 63 d'entre elles. Dix-sept faillites touchent des équipements de production et 46 des commerces et hôtels.

Les 17 artisans et industriels qui ont déclaré faillite doivent un peu plus de 716 000 \$ à environ 820 individus ou sociétés (annexe 6.3a). La moitié de ces créanciers habitent Trois-Rivières (nombre d'entre eux étant des travailleurs qui réclament leurs gages). Les autres demeurent à Montréal (179), dans des localités du côté nord du fleuve (plus de 150, principalement de l'arrière-pays de la région du lac Saint-Pierre et, dans une moindre mesure, de Québec), dans des paroisses de la rive sud (une vingtaine, surtout dans les environs de Trois-Rivières), et dans d'autres provinces canadiennes (une trentaine, la plupart de l'Ontario). Bien que les titulaires de créances montréalais soient moins nombreux que ceux de Trois-Rivières, les sommes qu'ils demandent sont toutefois plus élevées: 52,3% de tous les passifs contre 39,7%. Les créances des personnes des autres lieux ne dépassent pas 2% du montant total, et le plus souvent, moins de 1%.

Quant aux faillis des secteurs du commerce et des services, le nombre de leurs créanciers s'établit à 1 024. Pas moins de 45,7% d'entre eux sont de Montréal, 33,2% de Trois-Rivières, 5,6% des comtés circonvoisins de Champlain, Saint-Maurice et Nicolet, 6,9% de la partie nord de la grande région de Québec, surtout de la ville, et 5,1% de l'extérieur de la province, principalement de l'Ontario encore ici. Les dettes contractées par les gens du négoce et des hôteliers qui ont déposé leurs bilans frisent les 300 000 \$ au total. Un peu moins de 50% de ce montant est revendiqué par des créanciers de Montréal, 30% par ceux de Trois-Rivières, 10% par ceux de Québec et moins de 10% par des créanciers d'autres localités.

À l'autre bout du lac, Sorel, dont la croissance a beaucoup reposé sur les activités de la navigation, connaît elle aussi une phase de ralentissement

dans les dernières décennies du XIX^e siècle. Comme dans le cas de Trois-Rivières, plusieurs individus se voient dans l'obligation de liquider leurs affaires. Parmi eux, 6 manufacturiers et artisans, et 18 commerçants, marchands, épiciers, hôteliers, merciers et propriétaires d'une buanderie. En tout, 150 créanciers réclament aux alentours de 37 000 \$ aux premiers et 429 autres environ 59 000 \$ aux seconds (annexe 6.3a). La majorité des créanciers des faillis rattachés aux secteurs de la fabrication et de la construction demeurent à Sorel (58%). Et c'est à ces personnes que les faillis doivent le plus d'argent (62,9% du montant total). Les autres créanciers déclarent résider principalement à Montréal (22,7% du nombre, 15,4% du montant total), puis sur la rive sud entre Saint-Hyacinthe et Nicolet (9% des créanciers, 9,7% du montant total). La situation est différente dans le cas des faillis des secteurs du commerce et des services. En effet, les créanciers envers qui ceux-ci se trouvent le plus endettés sont par ordre décroissant, des Montréalais (250 individus ou compagnies, 61,3% des passifs additionnés), des Sorelois (98 créanciers, 25% du montant total), des Ontariens (26 créanciers, 5,4% du montant total), des fournisseurs de Québec (13 créanciers, 2,9% du montant total).

En substance, les listes de créanciers montrent que les relations d'affaires des fabricants et des commerçants des deux villes du pays saint-pierrais sont diversifiées et embrassent un très large espace, et que s'ils trouvent une bonne part de leurs approvisionnements et/ou de leur financement dans leur milieu ambiant et les paroisses environnantes, l'essentiel provient du pôle montréalais. Voyons de quoi il retourne dans le cas des faillis des chefs-lieux de quatre comtés de la région.

b) Les pôles du monde rural: Yamachiche, Louiseville, Berthierville et Nicolet

Dans le réseau villageois qui se déploie au Québec au XIX^e siècle, certaines entités villageoises exercent une plus grande centralité ou attraction que d'autres. Yamachiche, Louiseville, Berthierville et Nicolet sont au nombre de celles-là. En raison non seulement de la crise économique de 1873 dont les répercussions se font sentir jusque dans les années 1890, mais également de la subordination progressive de la campagne aux impératifs de la ville, plusieurs établissements industriels et commerciaux de ces gros villages font faillite dans les trois dernières décennies du siècle.

Nous avons relevé 14 faillites à Yamachiche et 33 à Louiseville dans le dernier tiers du XIX^e siècle. Ce nombre s'élève à 7 à Berthierville et 18 à Nicolet entre 1879 et 1899. Globalement, 3 individus ou sociétés sur 5 ayant déposé leur bilan œuvrent dans le monde du commerce et des services, les 2 autres dans les secteurs de la fabrication et de la construction. Les propriétaires d'équipements de production de Yamachiche, Louiseville Berthierville et Nicolet en faillite sont redevables de sommes variant entre 60 000 \$ et 156 000 \$ à leurs créanciers selon la localité. Pour leur part, les commerçants et hôteliers de ces localités ont accumulé des dettes totalisant entre 27 000 \$ et 116 000 \$ (annexe 6.3b).

La plupart des constats dégagés de l'examen des listes de créanciers des faillis de Trois-Rivières et de Sorel valent également pour les chefs-lieux du monde rural. Plusieurs créanciers habitent la localité où se produit la faillite. Leur pourcentage oscille entre 16% et 65% dans le cas des faillites des secteurs de la fabrication et de la construction, et entre 28% et 39,5% dans le

cas de celles des secteurs du commerce et des services. Pour importants qu'ils soient, les créanciers montréalais les devancent si ce n'est sous le rapport du nombre, assurément sous celui des montants dus. En effet, pas moins de 26,6% et jusqu'à 79% du montant total des créances des artisans et des manufacturiers de Yamachiche, Louiseville et Berthierville respectivement est réclamé par des individus ou des compagnies de Montréal. Ces pourcentages s'élèvent à 32,8% et 53,2% pour ce qui est des commerçants de Yamachiche et Louiseville. Il n'y a qu'à Nicolet où les faillis sont dans l'ensemble plus endettés envers des nicolétains que des montréalais. À Berthierville également le montant demandé aux commerçants par les créanciers de cette localité dépasse celui des fournisseurs de Montréal.

Mais l'aire d'approvisionnement des matières premières, des équipements de toutes sortes et des denrées ainsi que la provenance du capital nécessaire au financement des activités industrielles et commerciales ne se limitent pas à Montréal et aux localités où demeurent les faillis. Le lieu de résidence des autres créanciers indique que les propriétaires d'équipements de production et les marchands de Yamachiche, Louiseville, Berthierville et Nicolet entretiennent des liens étroits et continus avec des habitants et des fournisseurs des paroisses voisines, de la ville la plus proche et, dans une moindre mesure, de l'extérieur de la région, aussi loin qu'en Ontario et aux États-Unis.

Au fond, les relations d'affaires de ces quatre localités donnent à penser que chacune d'elle est au centre d'un espace de relation qui, comme nous l'avons déjà observé à propos des faits de mobilité définitifs et de courte durée, perd en intensité au fur et à mesure qu'on s'en éloigne, sauf en

direction de Montréal dans le cas présent. Ces localités étant plus ou moins distantes l'une de l'autre, ces espaces de relation ou ces structures spatiales se recouvrent, se compénètrent. Par ailleurs, comme chacune d'elle bénéficie d'un rayonnement plus puissant que bien d'autres entités rurales saint-pierraises, il est loisible d'avancer qu'elles ont un hinterland, comme les villes mais moins vaste, à l'intérieur duquel elles puisent diverses ressources. Mais ces relations ne se font pas à sens unique comme le confirment les listes de créanciers des faillis des autres paroisses de la région.

c) Les autres paroisses

Autour des villes et des pôles du monde rural, gravitent des paroisses qui, elles non plus, n'échappent pas au contexte de crise qui marque la fin du XIX^e siècle. Entre 1 et 4 listes de créanciers ont été trouvées dans les dossiers de faillite de Saint-Barthélemy, l'Ile-Dupas dans le comté de Berthier, Yamaska, Saint-François-du-Lac, Pierreville, Baie-du-Febvre sur la rive sud, Saint-Etienne-des-Grès, Saint-Barnabé, Saint-Boniface, Saint-Paulin, Saint-Léon et Saint-Alexis-des-Monts dans l'arrière-pays, et jusqu'à 7 dans ceux de Maskinongé, pour un total de 34. Seulement 6 individus ou sociétés déclarant faillite sont rattachés aux secteurs de la fabrication et de la construction (1 voiturier, 1 embouteilleur et boucher de Maskinongé, 1 boulanger de Yamaska, 1 propriétaire d'une scierie à Saint-Boniface et 1 manufacturier de fuseaux de Saint-Alexis-des-Monts), les autres à ceux du commerce et des services.

Un certain nombre de ces faillis, comme ceux des villes et des chefs-lieux de comtés ruraux, dépendent plus de Montréal que de tous autres lieux de la région et de l'extérieur en matière d'approvisionnement et de

financement. C'est le cas de plusieurs marchands et commerçants de Maskinongé, Saint-Barthélemy, l'Ile-Dupas, Saint-François-du-Lac, Pierreville, Baie-du-Febvre, Saint-Etienne-des-Grès, Saint-Barnabé, Saint-Boniface et Saint-Paulin qui doivent de 40% à 90% de leurs passifs à des créanciers de Montréal (annexe 6.3c). Quant aux autres, tout en traitant des affaires avec des fournisseurs de Montréal pour la plupart, ils ont surtout des rapports avec des individus ou des compagnies de Sorel (notamment les faillis de Yamaska et un autre de Pierreville), Trois-Rivières, Louiseville, Yamachiche, Québec (principalement des faillis des paroisses de l'arrière-pays de la rive nord) et des localités des environs.

En fin de compte, les entrepreneurs et les gens du négoce de différentes paroisses de la frange du lac et de l'intérieur des terres ont entretenu des relations d'affaires, peut-être pas aussi diversifiées dans l'espace, à tout le moins aussi étendues, que ceux des villes de la région et des centres nerveux du monde rural.

* * *

L'exploration des activités de quelques sociétés de construction ayant œuvrées dans la région du lac Saint-Pierre et des rapports d'affaires entretenus entre les fabricants et les commerçants saint-pierrais et leurs créanciers nous auront permis de jeter un regard sur de nouveaux aspects de la vie de relation.

Les sociétés de construction constituent un bref épisode dans l'histoire des institutions financières au Québec. La latitude de plus en plus large dont elles ont joui pendant quelques décennies avec l'assentiment de l'État a été

sérieusement entamée par la mise en application de nouvelles règles pour les régir en 1877. Même si nombre d'entre elles n'ont été présentes que quelques années, les sociétés de construction ont contribué à l'intensification de la vie de relation à différentes échelles. C'est du moins ce que révèlent les archives des bureaux de la publicité des droits de la rive nord du lac Saint-Pierre. Dans les années 1870, quelques dizaines d'individus des comtés voisins de Trois-Rivières ont convergé vers les bureaux de la Société Permanente de Construction des Trois-Rivières, tandis que d'autres, de Yamachiche à Lanoraie et de Sainte-Flore à Saint-Gabriel-de-Brandon plus au nord, se sont rendus à ceux de la Société Permanente de Construction du Comté de Berthier pour y négocier des prêts et assister à leurs assemblées. Au cours de la décennie précédente, un peu plus de 200 Saint-pierrais de la rive nord du lac, principalement des cultivateurs, se sont inscrits comme actionnaires emprunteurs à la Société de Construction du District de Montréal.

Comme celle des sociétés de construction, l'étude des liens d'affaires d'un certain nombre d'artisans, de manufacturiers, de commerçants et de marchands à partir de leurs listes de créanciers, permet de déceler d'autres interrelations. Elle montre que les faillis appartenant aux secteurs de la fabrication et de la construction aussi bien que ceux rattachés au monde du négoce s'approvisionnent en produits de diverses natures et se procurent des capitaux en région, mais également à l'extérieur, notamment Montréal.

En plus donc de confirmer encore une fois l'existence d'une vie de relation intense à l'intérieur de la région, les relations d'affaires, perçues à travers l'expérience de quelques sociétés de construction et les liens tissés entre les fabricants et les commerçants et leurs créanciers, attestent qu'à

l'échelle de l'axe laurentien, le pays saint-pierrais est davantage ouvert vers l'amont que l'aval.

QUATRIÈME PARTIE
L'ÉMERGENCE DE DEUX PÔLES DU MONDE RURAL SAINT-PIERRAIS:
BERTHIERVILLE ET LOUISEVILLE

Jusqu'à présent, nos observations ont porté sur l'espace saint-pierrais tout entier. Pour cette dernière partie, nous changeons d'échelle pour nous intéresser à deux localités rurales qui se démarquent nettement des autres: Berthierville et Louiseville.

La première apparaît tôt dans le XIX^e siècle comme un pôle exerçant une attraction sur les paroisses de l'est du district de Montréal et celles de la rive gauche du lac Saint-Pierre. Par sa situation à mi-chemin entre Montréal et Trois-Rivières, le village de Berthier a été un relais pour les personnes empruntant le chemin du Roi ainsi qu'un point nodal de la navigation intérieure, rôle qu'il perd au profit de Sorel à la suite des travaux de canalisation du fleuve au milieu du siècle.

Situé sur la rive nord, là où le renflement du lac est le plus important, Louiseville devient dans le premier quart du XIX^e siècle une plaque tournante du commerce des produits agricoles dans la partie ouest de l'espace mauricien, un point d'appui du mouvement de colonisation et de la progression de l'exploitation forestière. L'implantation d'une des plus imposantes scieries de la Mauricie à proximité du village au début du second demi-siècle va en faire un lieu important de transformation de la matière ligneuse.

Deux aspects de l'évolution de ces localités vont retenir notre attention: leur croissance villageoise et leur essor industriel.

CHAPITRE VII

LA NAISSANCE ET L'AFFIRMATION DES AIRES VILLAGEOISES

Berthierville et Louiseville comptent parmi ces exemples de croissance villageoise pour le moins vigoureuse au siècle dernier, particulièrement au début du siècle dans le cas du premier et dans la deuxième moitié du siècle dans le cas du second. C'est à un examen détaillé de cette croissance qu'est consacré le présent chapitre. Nous nous attachons d'abord à la dimension spatiale du phénomène par l'étude de la genèse, de l'extension et des transformations de l'agglomération villageoise. Une telle démarche ne peut que rehausser notre compréhension du monde villageois. Nous scrutons ensuite l'évolution de la population et sa répartition dans l'espace et la structure socioprofessionnelle. Nous faisons enfin une autre incursion du côté de la vie de relation en nous interrogeant sur l'espace villageois comme lieu de rencontre et de convergence. Mais plutôt que de village comme la majorité des chercheurs le font, c'est d'aire villageoise dont nous préférons parler. Il convient donc en premier lieu d'explicitier ce que nous entendons par aire villageoise et de voir ce que cette notion suppose sur le plan méthodologique.

A- ÉLÉMENTS DE DÉFINITION ET DE MÉTHODOLOGIE

1- La notion d'aire villageoise

Circonscrire des périmètres villageois se révèle une tâche délicate dans la mesure où elle nécessite le jumelage et le recoupement de plusieurs sources¹. Cet exercice se complique singulièrement lorsque ces sources, qui sont autant de témoignages de contemporains, sont discordantes. À cet égard, les cas de Berthierville et de Louiseville dans la première moitié du siècle s'avèrent des plus éloquents. Au recensement de 1825, le village de Berthier, qui est clairement identifié dans les listes nominatives, compte une population de 550 habitants. Celle-ci ne s'élève plus qu'à 478 habitants six ans plus tard lors du deuxième recensement du XIX^e siècle. Curieusement, huit des chefs de ménage recensés au village en 1825 se retrouvent hors des limites immédiates du village en 1831, dont cinq dans cette partie de la concession de la Grande Côte qui est le prolongement du village. Se pourrait-il que ces chefs de ménage se soient déplacés hors du village entre ces deux années ou qu'il s'agisse de cas d'homonymie, ou encore que les recenseurs aient eu des perceptions différentes de ce qu'est le village? Et pour ajouter à la confusion,

¹ Voir à ce sujet les considérations d'ordre méthodologique de Serge Courville dans «Esquisse du développement villageois au Québec: le cas de l'aire seigneuriale entre 1760 et 1854», *Cahiers de géographie du Québec*, 28, 73-74 (avril-septembre 1984): 9-46; «Croissance villageoise et industries rurales dans les seigneuries du Québec (1815-1851)», François Lebrun et Normand Séguin, dir., *Sociétés villageoises et rapports villes-campagnes au Québec et dans la France de l'Ouest, XVII^e-XX^e siècles* (Trois-Rivières, Centre de recherche en études québécoises, avec la participation des Presses de l'Université de Rennes 2, 1987), 206-209; «Villages and Agriculture in the Seigneuries of Lower Canada: Conditions of a Comprehensive Study of Rural Quebec in the First Half of the Nineteenth Century», Donald H. Akenson, ed., *Canadian Papers in Rural History*, vol. V (1986), 123-128; *Entre ville et campagne. L'essor du village dans les seigneuries du Bas-Canada* (Québec, Les Presses de l'Université Laval, 1990), 13-33 et annexe A.

notons que pour sa part Joseph Bouchette estime à 850 le nombre d'habitants du village en 1832².

La situation est tout aussi complexe en ce qui concerne le village de Rivière-du-Loup. Bouchette pose bien le problème des délimitations de ce village lorsque après l'avoir décrit très brièvement, il ajoute: «mais les établissements de chaque côté de la route sont si bien habités qu'on peut presque les considérer comme une prolongation du village à une grande distance³». Les villageois ont été appelés à résoudre ce problème lorsqu'en 1837 ils sont convoqués par l'inspecteur et les syndics du village à une assemblée afin de déterminer les limites de celui-ci conformément à un acte «pour pourvoir à la police du bourg William Henry et certains autres villages en cette province⁴». Or, 10 des 50 individus présents à cette assemblée n'avaient pas été considérés comme des villageois par le recenseur en 1831, mais comme des occupants de terrain demeurant à proximité du village. Plus étonnant encore, 5 des signataires de l'acte notarié ne le sont toujours pas lors du recensement de 1851.

Les ambiguïtés à propos des délimitations des villages de Berthier et de Rivière-du-Loup s'estompent dans la seconde moitié du XIX^e siècle lorsque ceux-ci sont constitués en municipalité distincte⁵ en 1852 et en 1878

² Joseph Bouchette, *A Topographical Dictionary of the Province of Lower Canada...* (London, Longman, Rees, Orme, Brown Green and Longman, 1832), non paginé.

³ Joseph Bouchette, *Description topographique de la province du Bas-Canada...* (Londres, W. Faden, 1815), 300. Bouchette reprend les mêmes termes dans son *Topographical Dictionary* de 1832.

⁴ ANQTR, Greffe de Charles-Edouard Gagnon, minute 1 344, 22 août 1837.

⁵ Le monde villageois n'échappe pas aux profonds changements institutionnels qui sont instaurés sous le régime de l'Union au début des années 1840. Ainsi, en vertu de la loi de 1845 intitulée «Acte pour abroger certaines ordonnances et pour faire de meilleures dispositions pour l'établissement d'autorités locales et municipales dans le Bas-Canada» (8 Vict., chap. 40), un noyau

respectivement⁶, puis accèdent au statut de ville⁷. En effet, une des conditions préalables pour qu'une entité villageoise puisse se doter de l'un ou l'autre de ces statuts était d'en fixer les limites. Mais surgit ici un autre problème à savoir que ces limites qu'on qualifie d'administratives, de juridiques ou d'officielles sont, dans le cas qui nous concerne, restrictives parce qu'elles excluent certains bouts de village ou marges de l'espace villageois. Ainsi, on s'explique mal que la partie avancée de la rue Saint-Jean-Baptiste à l'intérieur

villageois peut être institué en municipalité de village s'il compte 60 maisons ou plus sur 30 arpents ou acres. Cette disposition est reconduite dans l'«Acte des municipalités et des chemins du Bas-Canada» de 1855 (18 Vict., chap. 100), puis abrogée en 1860. Dorénavant, un village sera établi en municipalité distincte à condition qu'il soit dénombré au moins 40 maisons sur 60 arpents (*The Consolidated Statutes for Lower Canada*, 1861, cap. XXIV). Le Code municipal de 1871 n'apporte aucune modification à cette disposition (*Statuts de la Province de Québec*, 34 Vict., chap. 68 (1870), 298). Sur ces questions, voir S. Courville, «Esquisse du développement villageois...», 43, note 6; Jules Drapeau, *Histoire du régime municipal au Québec* (Québec, ministère des Affaires municipales, 1967), 34-48; Alain Baccigalupo, *Les administrations municipales québécoises des origines à nos jours. Anthologie administrative*, tome I: *Les municipalités* (Montréal, Les Éditions Agence d'Arc Inc., 1984), 49-80.

⁶ Hormidas Magnan, *Dictionnaire historique et géographique des paroisses, missions et municipalités de la province de Québec* (Arthabaska, Imprimerie d'Arthabaska, 1925), 403. Les tenants du projet d'établir le village de Rivière-du-Loup en municipalité indépendante ont dû faire face à une certaine opposition, à commencer par celle du curé Joachim Boucher qui entreprit, en vain, des démarches auprès de Monseigneur Laflèche et du premier ministre de la province en vue de le faire avorter. Le curé Boucher fait valoir que les procédures préalables à la constitution du village en municipalité n'ont pas été suivies de façon conforme, que la réalisation d'un tel projet sèmerait la discorde dans la paroisse et que le village deviendrait un château fort des libéraux montréalais. Voir Archives du séminaire de Trois-Rivières, Fonds Louis-François Richer-Laflèche (FN 0016), Lettres de Joachim Boucher à Mgr Laflèche, 20 décembre 1876 et 22 décembre 1877; Germain Lesage, *Histoire de Louiseville, 1665-1960* (Louiseville, Presbytère de Louiseville, 1961), 234-35.

⁷ Jusqu'en 1856, la législation ne faisait pas de distinctions précises entre village, ville et bourg. Cette année-là, un amendement est apporté à la Loi des municipalités et des chemins. Celui-ci stipule qu'une municipalité de village ne peut avoir le statut de ville que s'il est démontré que la population de son territoire s'élève à 3 000 habitants et plus (19-20 Vict., chap. 101). Cela dit, des municipalités de village ont cependant obtenu le statut de municipalité de ville à la demande de leurs représentants même s'ils ne répondaient pas à cette condition. Les villages de Berthier et de Rivière-du-Loup sont au nombre de ceux-là. Le premier devient ville en 1865 sous le nom de «ville de Berthier» en vertu d'une loi de la législation (*Statuts du Canada*, 29 Vict., chap. LXI), le second en 1879 et prend le nom de «ville de Louiseville» en vertu d'une proclamation émise suivant le Code municipal de 1871 (*Gazette de Québec*, 1879). Au moment d'être instituée en municipalité de ville, la population de ces villages était d'environ 1 500 et 1 300 habitants respectivement. À propos de la législation sur le statut de ville, voir J. Drapeau, *op. cit.*, 42 et 46; A. Baccigalupo, *op. cit.*, 71-72.

des terres agricoles au nord de Berthierville ne soit pas comprise dans le territoire de la ville. De même, comment se fait-il que quelques terrains seulement de l'autre côté de la Petite rivière du Loup ont été réunis à Louiseville lors de l'institution de la ville et non les autres ainsi que ceux de la berge gauche de la Grande rivière du Loup, tout près du pont qui donne directement sur la rue principale de l'agglomération? En réalité, il s'agit qu'une majorité d'habitants d'une extrémité de village refusent certains services, de crainte d'être taxés, ou de se plier à certains règlements pour que ceux-ci ne soient pas considérés du point de vue administratif comme citoyens du village ou de la ville. En fin de compte, les limites administratives ne reflètent guère la réalité et l'espace quotidiennement vécus par la communauté villageoise⁸.

Pour toutes ces raisons, nous préférons recourir à la notion d'aire villageoise. Serge Courville dira du village qu'il est une forme d'habitat densément occupé ou un espace marqué par la présence d'une structure d'emplacement contrastant avec celle des côtes. Ce noyau qui peut déborder franchement les limites reconnues lorsque celles-ci le sont, abrite une population aux caractéristiques socioprofessionnelles distinctes et des équipements structurants⁹. Toutefois, en dehors du village, il est possible de déceler dans un espace paroissial donné d'autres noyaux d'habitat groupé de moindre importance, certes, mais qui rassemblent également autour d'éléments structurants, le plus souvent de type industriel, une population

⁸ Des chercheurs ont déjà remarqué ce phénomène. Voir René Hardy, Pierre Lanthier et Normand Séguin, «Les industries rurales et l'extension du réseau villageois dans la Mauricie pré-industrielle: l'exemple du comté de Champlain durant la seconde moitié du 19^e siècle», F. Lebrun et N. Séguin (dir.), *op. cit.*, 244.

⁹ S. Courville, *Entre ville et campagne...*, 6, 8 et 259.

majoritairement non agricole. Les exemples ne manquent pas dans la région du lac Saint-Pierre au XIX^e siècle. Outre ceux des paroisses de Berthier et de Rivière-du-Loup, sur lesquels nous reviendrons, et le village bien connu des Forges du Saint-Maurice, on en dénombre au moins sept autres: deux à Yamachiche, le petit village de la rivière du Loup situé à l'extrémité ouest de la paroisse et qui évolua à l'ombre de la scierie de John Stanton, et le «coin flambant» à côté de la scierie The Beaver Lumber Company près de l'embouchure de la Grande rivière Yamachiche; deux à Saint-Boniface, le village des Forges Grondin et un autre à proximité de la scierie de la Burrill Lumber Company; un à Saint-Didace, Yaletown, minuscule agglomération composée d'une dizaine de maisons, d'une tannerie, d'un moulin à moudre l'écorce de pruche et d'une scierie en bordure de la rivière Maskinongé; un à Pierreville sur une des îles à l'embouchure de la rivière Saint-François, Pierreville Mills; un à Saint-Pie-de-Guire, le village des Forges de Saint-Pie sis sur la berge gauche de la rivière-aux-Vaches qui se déverse dans la rivière Saint-François¹⁰.

Au fond, la notion d'aire villageoise correspond à un élargissement de celle de village telle qu'énoncée par Courville. René Hardy, Pierre Lanthier

¹⁰ À propos des villages des Forges du Saint-Maurice, des Forges Grondin et des Forges de Saint-Pie, voir René Hardy et Benoît Gauthier, *La sidérurgie en Mauricie au 19^e siècle: les villages industriels et leurs populations* (Trois-Rivières, Centre de recherche en études québécoises, 1989), VIII-172 p., René Hardy, *La sidérurgie dans le monde rural. Les hauts fourneaux du Québec au XIX^e siècle* (Sainte-Foy, Les Presses de l'Université Laval, 1995), 223-231, et Maurice Milot, «Les Forges de Saint-Pie-de-Guire, 1868-1881», *Les Cahiers Nicolétains*, 5, 3 (septembre 1983): 83-136; des noyaux d'habitat groupé de Yamachiche, voir J.-Alcide Pellerin, *Yamachiche et son histoire (1672-1978)* (Trois-Rivières, Éditions du Bien Public, 1980), 457-462; de Yaletown, voir Jocelyn Morneau, *Industries rurales, agriculture et monde villageois: le cas de Saint-Antoine-de-la-Rivière-du-Loup, 1831-1900*, mémoire de maîtrise (études québécoises), Université du Québec à Trois-Rivières, 1988, 105-107; de Pierreville Mills, voir Alain Gamelin, *La Compagnie des moulins à vapeur de Pierreville, 1866-1906* (Drummondville, La Société historique du centre du Québec, 1983), 51-64.

et Normand Séguin la définissent comme un habitat groupé qui intègre les individus qui s'identifient et participent sur une base quotidienne à sa sociabilité¹¹. En fait, l'aire villageoise annexe les parties de l'espace agricole loti en terrains à proximité d'un noyau central (le village) ainsi que les points de cristallisation de la population un peu plus éloignés mais bien articulés à celui-ci par voies d'eau et terrestre. En d'autres termes, elle regroupe les lieux de polarisation des activités humaines et les habitants d'une paroisse qui vivent comme des villageois, pour former un espace socioéconomique multifonctionnel qui tranche avec le monde agricole ambiant. Ces éléments de définition mis en place, décrivons succinctement la façon dont nous avons procédé pour en fixer les limites et la représenter.

2- Délimiter et cartographier l'aire villageoise

Notre démarche, à l'instar de celles de Courville et de Hardy, Lanthier et Séguin dont elle s'inspire, repose essentiellement sur l'utilisation intégrée de plusieurs sources, à commencer par les listes nominatives des différents recensements du XIX^e siècle, les seuls documents qui permettent de saisir l'évolution d'une aire villageoise dans une perspective diachronique. Aux listes nominatives s'ajoutent d'autres matériaux plus nombreux à mesure que l'on avance dans le siècle (cadastre abrégé de 1861 et archives de la publicité des droits).

Des recensements de la première moitié du XIX^e siècle, seul celui de 1831 offre une prise sur l'aire villageoise, En effet, les listes nominatives de

¹¹ R. Hardy, P. Lanthier et N. Séguin, *op. cit.*, 244.

1825 ne renferment aucune donnée sur les espaces occupés et cultivés tandis que celles de 1842 des paroisses de Berthier et de Rivière-du-Loup ont été perdues. Pour chacune des paroisses, nous avons donc relevé dans le recensement de 1831 les occupants, propriétaires ou non, du village tel que délimité par le recenseur, les occupants de cinq arpents et moins à proximité du village et ceux des habitats groupés ailleurs dans la localité lorsqu'il y en avait. Cette liste fut d'abord confrontée à celles de 1851 et de 1861, obtenues à partir du jumelage des recensements agraire et personnel de ces années et contrôlées entre elles, puis au cadastre abrégé de la seigneurie réalisée en 1861 dans les deux paroisses. Cette dernière source contient des informations sur les terres et les emplacements: le numéro de référence attribué par le commissaire, le numéro de terrier (Rivière-du-Loup seulement), le nom du propriétaire, la superficie, la valeur du bien-fonds qui n'est pas destiné à des fins agricoles et le montant de la rente à être versé par le propriétaire. Dans l'ensemble, le recoupement des recensements agraires et des listes nominatives de 1851 et de 1861 s'est effectué sans trop de difficultés, l'ordre de présentation des occupants étant le même dans les deux relevés, sauf pour Berthier en 1861 où le recenseur a regroupé à la toute fin de la partie agraire les propriétaires de petits terrains.

Comme pour 1851 et 1861, l'aire villageoise en 1871 fut délimitée en effectuant la recension des occupants de terrains à partir des données agraires (tableau 4 du recensement), nonobstant leur statut (propriétaire, locataire ou employé), pour ensuite procéder au dénombrement de leur maisonnée à l'aide des listes nominatives (tableau 1 du recensement). Cette liste d'occupants potentiels de l'aire villageoise en 1871 fut confrontée non seulement à celle de 1861 et au cadastre abrégé, mais également à la carte

cadastrale et au livre de renvois qui dresse le nom des propriétaires de lots au moment de la confection de celle-ci. Les résultats s'en trouvent améliorés et plusieurs des incertitudes concernant les contours de l'espace villageois, dissipées. On ne peut en dire autant pour les années 1881 et 1891. En effet, privés des données relatives aux superficies occupées et cultivées de ces recensements, nous avons relevé à chacune de ces années tous les chefs de famille des divisions de recensement des deux villes que nous considérons d'emblée comme des habitants des aires villageoises et ceux des paroisses rurales déclarant une profession autre que cultivateur. Par la suite, nous avons tâché de localiser ces derniers dans l'espace paroissial en se servant des livres de renvois, des cartes cadastrales et des index aux immeubles qui retracent les propriétaires et les superficies des lots depuis les débuts du cadastre officiel.

Nul doute que notre méthode n'est pas sans comporter quelques failles. Toutefois, compte tenu des sources disponibles et du travail de validation dont celles-ci ont été l'objet (jumelage des listes nominatives entre elles et avec divers documents afférents au cadastre), nous estimons être parvenu à dresser un portrait relativement détaillé de l'évolution de l'espace villageois, au sens large, des deux paroisses étudiées qui se rapproche de la réalité.

Ce travail complété, il nous importait de dessiner la morphologie de l'aire villageoise afin de bien visualiser et, partant, de mieux apprécier l'ampleur du phénomène. D'entrée de jeu, précisons qu'il n'était pas dans notre intention d'élaborer une cartographie extrêmement fine permettant de

rapporter les moindres changements de la trame villageoise dans le temps¹², mais plus simplement, de produire des instantanés du périmètre villageois à différents stades de sa croissance. À cet effet, nous avons dépouillé diverses sources: quelque 80 actes notariés de concession ou de vente d'emplacements de la fin du XVIII^e siècle et de la première moitié du siècle suivant, le papier-terrier¹³ des fiefs et seigneurie de Berthier qui date de la seconde moitié des années 1840, et le registre des cens et rentes de la seigneurie de la Rivière-du-Loup tenu entre 1837 et 1854, lesquels renferment la description d'environ 150 et 60 terrains respectivement. Puis, il s'est agi à partir des superficies des terrains, des numéros qui leur ont été attribués (le papier-terrier de Berthier n'en contient aucun), et des tenants et des aboutissants, d'établir des cartes avec comme document de base la carte cadastrale qui nous offre un premier instantané. Cette reconstitution a rapidement pris l'allure d'un véritable casse-tête dans tous les sens du terme, d'autant plus que nous ne disposons d'aucune carte ancienne à laquelle nous référer. Parmi les difficultés rencontrées, mentionnons les changements de toponymes de quelques rues, l'imprécision de plusieurs descriptions et les numérotations différentes des terrains d'une source à l'autre (à Louiseville seulement).

¹² Une telle cartographie nécessite au préalable la reconstitution systématique et laborieuse de la chaîne des titres de propriété. Dans son étude de la structuration de l'aire villageoise de Saint-Stanislas, J. Lefebvre a privilégié une telle démarche. Voir Jacques Lefebvre, *Création et évolution de l'aire villageoise de Saint-Stanislas-de-la-Rivière-des-Envies: 1827-1881*, mémoire de maîtrise (études québécoises), Université du Québec à Trois-Rivières, 1989, vii-118 p.

¹³ À propos du papier-terrier comme source documentaire, voir Alain Laberge, «Seigneur, censitaires et paysage rural: le papier-terrier de la seigneurie de la Rivière-Ouelle de 1771», *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 44, 4 (printemps 1991): 567-587; Richard Chabot, «Les terriers de Nicolet: une source importante pour l'histoire rurale du Québec au début du XIX^e siècle», *Les Cahiers Nicolétains*, 6, 3 (septembre 1984): 115-126.

Au terme de cet exercice, nous avons réussi à dresser des cartes des villages de Berthier et de Rivière-du-Loup après les premiers lotissements et au milieu du XIX^e siècle. Celles-ci ne concernent que les principaux noyaux, trop d'éléments nous manquant pour cartographier les prolongements et les habitats groupés hors noyau. Une autre série de cartes, réalisées à même celles du cadastre officiel, montre les aires villageoises au début des années 1880.

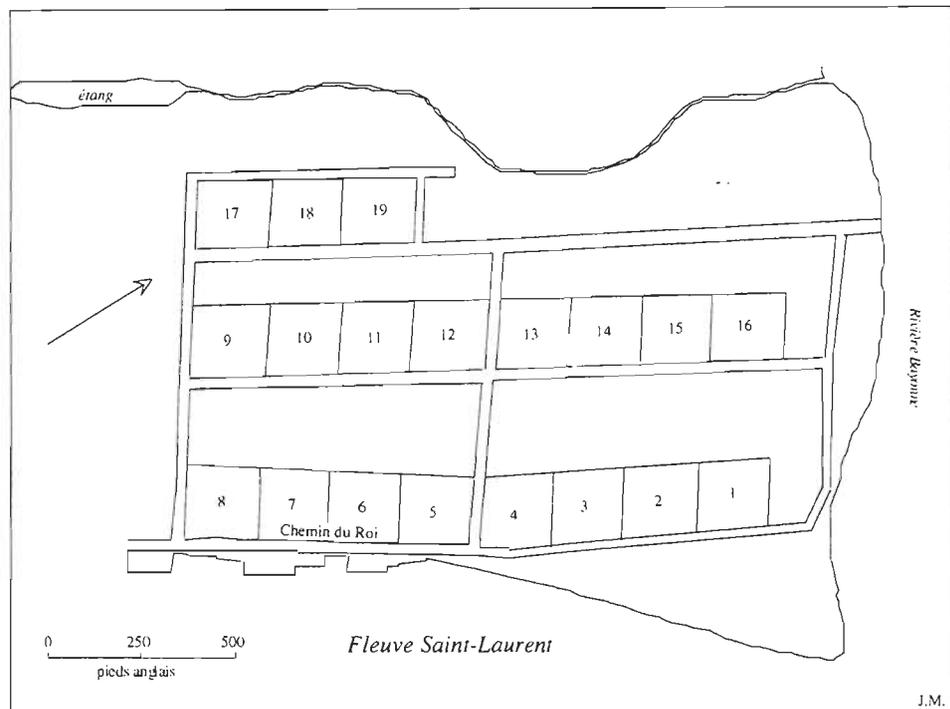
B- LA NAISSANCE ET L'EXTENSION DES AIRES VILLAGEOISES

1- Berthierville

La première mention de la présence d'un village à Berthier-en-haut dans la documentation officielle date du premier quart du XIX^e siècle. Or, ce village existait déjà depuis le début du dernier tiers du XVIII^e siècle. En 1765, James Cuthbert, militaire de carrière originaire d'Écosse, quitte l'armée pour devenir le troisième seigneur de Berthier, titre qu'il cumulera avec les fonctions de juge de paix et de conseiller législatif en plus de se déclarer marchand¹⁴. L'achat de la seigneurie de Berthier constitue un premier investissement pour Cuthbert. Un peu plus tard, il fait l'acquisition des seigneuries Du Sablé ou Nouvelle-York, Dorvilliers et d'une partie de celles de Lanoraie, Dautré et Maskinongé. Dès 1766, Cuthbert procède à un premier lotissement de la partie sud du domaine seigneurial de Berthier au confluent de la rivière Bayonne et du fleuve Saint-Laurent (figure 7.1).

¹⁴ Jean Poirier, «Cuthbert, James», *Dictionnaire biographique du Canada*, vol. IV: de 1771 à 1800 (Québec, Les Presses de l'Université Laval, 1980): 205-207.

FIGURE 7.1
LE VILLAGE DE BERTHIER OU NEWVILLE EN 1766



Source: ANQM, Greffe de Barthélemy Faribault, 1766.

On compte alors 19 emplacements d'égale superficie (un arpent de front sur un arpent de profondeur) entrecoupés par un réseau de rues déjà bien étoffé (la rue devant les emplacements 9 à 16 n'est encore qu'à l'état de projet). Profondément royaliste, Cuthbert nommera quelques années plus tard Edouard le chemin du Roi en face des lots 1 à 8 et William la rue bordant les lots 17 à 19, des prénoms du Duc Kent et du Prince William Henry, tous deux fils du Roi George III¹⁵. À la fin de l'année 1766, 12 des 19 terrains du village, que le seigneur se plaît de désigner sous le toponyme de Newville, sont concédés avec un droit de commune à l'île Randin. Trois

¹⁵ Jacques Rainville, «James Cuthbert, 1er seigneur anglais et fondateur de la communauté anglophone de Berthier-en-haut», communication présentée à la Société historique de Joliette, 1984.

sont occupés par des menuisiers, deux par des cordonniers et trois autres par un engagé au service de Cuthbert, un interprète et un tailleur respectivement. Comme les paysans, les villageois sont tenus à diverses obligations: payer annuellement 18 livres tournois en espèces sonnantes et trébuchantes à la Saint-Martin (11 novembre); verser les cens et rentes seigneuriaux à chaque année; entretenir le chemin devant l'emplacement; tenir feu et lieu sur le lot au cours de l'année suivant la signature de la concession; et faire moudre leur grain au moulin seigneurial. À n'en pas douter, Cuthbert a fait montre, comme agent foncier, d'un grand souci de planification.

Au début du XIX^e siècle, le village de Berthier est bien établi. Bouchette y dénombre au moins 80 maisons au moment de son passage en 1815, toutes alignées le long du chemin du Roi, ce qui ne concorde pas tout à fait avec nos observations. Outre celui de Berthier, un autre village de moindre importance est recensé par l'arpenteur général du Bas-Canada dans la seigneurie de Berthier. Il s'agit de Pierreville, petit noyau d'une vingtaine de maisons situé plus au nord de la seigneurie¹⁶.

Au cours des années suivantes, l'aire villageoise poursuit son extension. Dans la seconde moitié de la décennie 1820, le nombre d'emplacements dans le village s'établit à 126 s'étalant le long des rues comme suit: rue Edouard, 33, la majorité du côté nord; rue Clément, 19; rue Oat Hill, 17; rue William, 47 (29 du côté nord, 18 du côté sud); nord de la rue Saint-Charles, 10¹⁷. Il est probable que ces derniers ont été concédés

¹⁶ J. Bouchette, *Description topographique...*, 245 et 247. Bouchette reprend les mêmes propos en 1832.

¹⁷ Archives des Clercs de Saint-Viateur de Joliette, *Papier-terrier de Berthier, 1825-1828*.

depuis peu puisque six d'entre eux ont été mesurés et bornés en 1826 à la demande du seigneur James Cuthbert fils¹⁸. Considérant les superficies des emplacements, on constate que l'espace est plus densément occupé. Comme ceux concédés en 1766, 84 des 113 emplacements dont les dimensions nous sont connues ont un arpent de profond, 24 autres ont entre 1/5 et 3/4 d'arpent de profond et 5, plus d'un arpent. Par contre, sur les 84 emplacements d'un arpent de profond, 70 mesurent 1/2 arpent ou moins de front dont 42 avec 1/4 arpent ou moins. Encore que ces données concernent surtout le principal noyau car depuis quelques années, le village de Berthier ne se confine plus au domaine seigneurial. Le recensement de 1831 apporte des précisions à ce sujet. En effet, après avoir parcouru les différentes rues du village mentionnées auparavant auxquelles s'ajoute la rue Sainte-Claire ou Clara, laquelle existait déjà sans être jusqu'alors nommément désignée, le recenseur s'engage dans la concession de la Grande Côte où se poursuit la trame villageoise. En fait, il s'agit du chemin du Roi ou de la rue Edouard que le recenseur suit jusqu'à l'église¹⁹ située à quelque trois-quarts de kilomètre à l'ouest du domaine seigneurial, et aux environs de laquelle on remarque la présence de plusieurs petits terrains, ce qui donne lieu à l'ouverture de nouvelles rues. Ainsi, en 1830, il est question que la rue en face de l'église soit prolongée à l'ouest sur la terre de Louis-Marie-Raphaël Barbier, médecin²⁰. Cette nouvelle rue serait perpendiculaire au chemin de ligne bordé de terrains et qui mène directement à un noyau d'habitat groupé,

¹⁸ PJS, Greffe de l'arpenteur James Dignan, 9 mai 1826.

¹⁹ Érigée en 1787, cette église est située plus à l'intérieur des terres que la précédente, en retrait des eaux d'inondation du printemps. La première église était à moins de 50 mètres du fleuve. À ce sujet, voir Arthur Kittson, «*Berthier*». *Hier et aujourd'hui* (Berthierville, A. Kittson, 1953), 27.

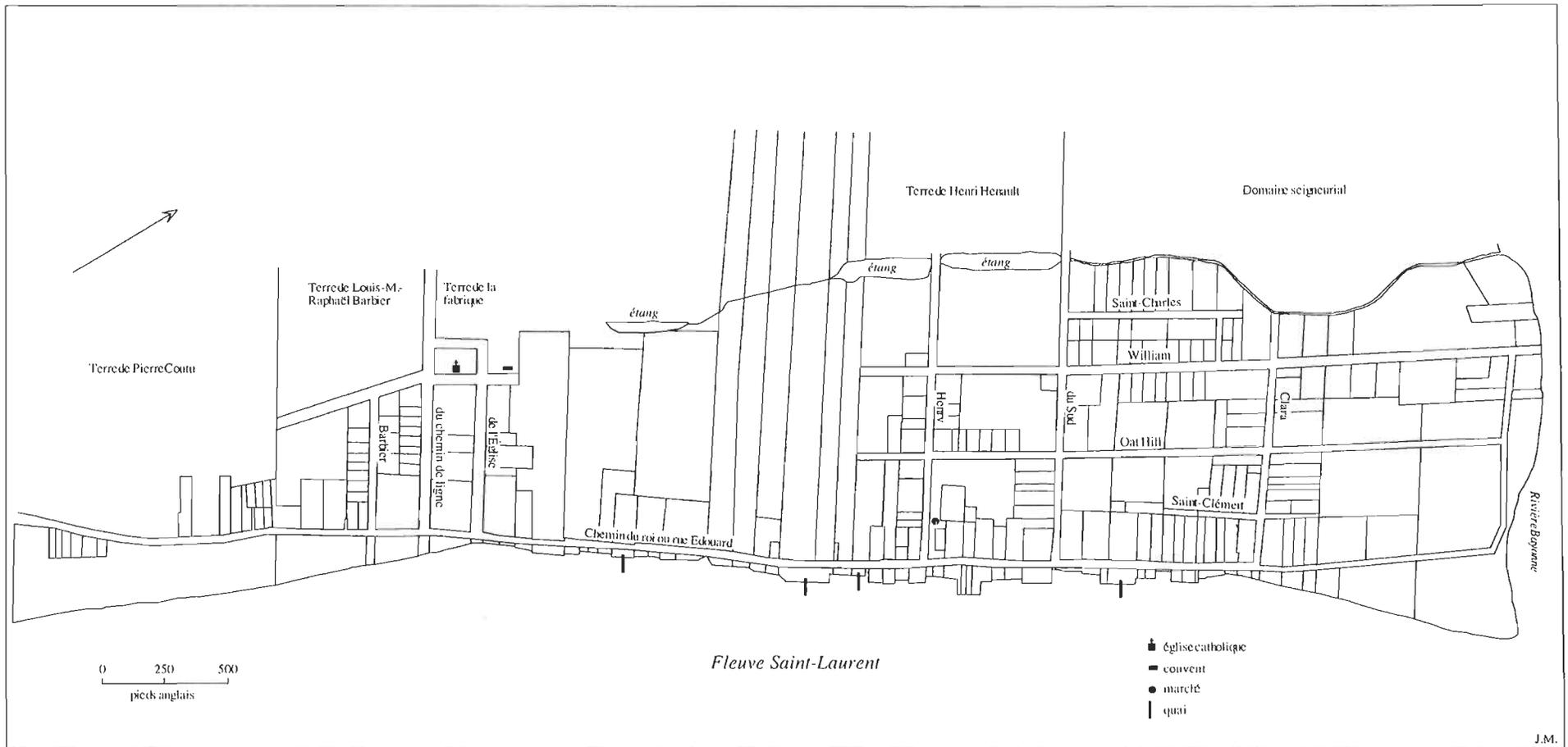
²⁰ PJS, Greffe de l'arpenteur James Dignan, 10 mai 1830.

probablement celui relevé par Bouchette en 1815. En 1831, toutefois, ce n'est pas un, mais deux noyaux d'habitat groupé que l'on recense dans le nord de la paroisse. Ces deux éléments de l'aire villageoise demeurent dans le paysage tout au long du siècle.

Au milieu du siècle, le bourg de Berthier se compose de deux noyaux avec chacun leur réseau de rues, l'un sur la rive droite de la rivière Bayonne et qui déborde franchement le domaine seigneurial, l'autre près de l'église et de plus petite taille, les deux étant reliés par une suite de terrains et de maisons le long du chemin du Roi (figure 7.2). Immédiatement à l'ouest du domaine seigneurial, se trouve la terre de Henri Henault, bourgeois, dont le morcellement débuta en 1816 (2 terrains en bordure du chemin du Roi) pour ensuite s'accélérer dans les années 1830 (terrains au sud de la rue Oat Hill) et au début des années 1840 (terrains du côté nord de la rue Oat Hill), ce qui nécessita le prolongement des rues William et Oat Hill et l'ouverture d'une nouvelle, la rue Henry, du prénom du propriétaire du bien-fonds. La plupart de ces terrains ont été concédés par bail emphytéotique²¹. Au moment de la confection du papier-terrier, Henault déclare la présence de 41 maisons sur sa terre. Plus à l'ouest, les terres entre celles de Hénault et de la fabrique n'accueillent que peu de terrains et tous donnent sur la rue Edouard. Viennent ensuite les terres de la fabrique et de Louis-M.-R. Barbier sur lesquelles sont dénombrées respectivement 14 et 28 maisons à la fin des années 1840, toutes alignées le long du chemin du Roi, du chemin de ligne et

²¹ Bail par lequel un immeuble est concédé pour une longue durée, à la charge du preneur l'exécution de travaux de nature à mettre en valeur le fonds, tout en lui conférant un droit réel susceptible d'hypothèque.

FIGURE 7.2
LE VILLAGE DE BERTHIER VERS 1850



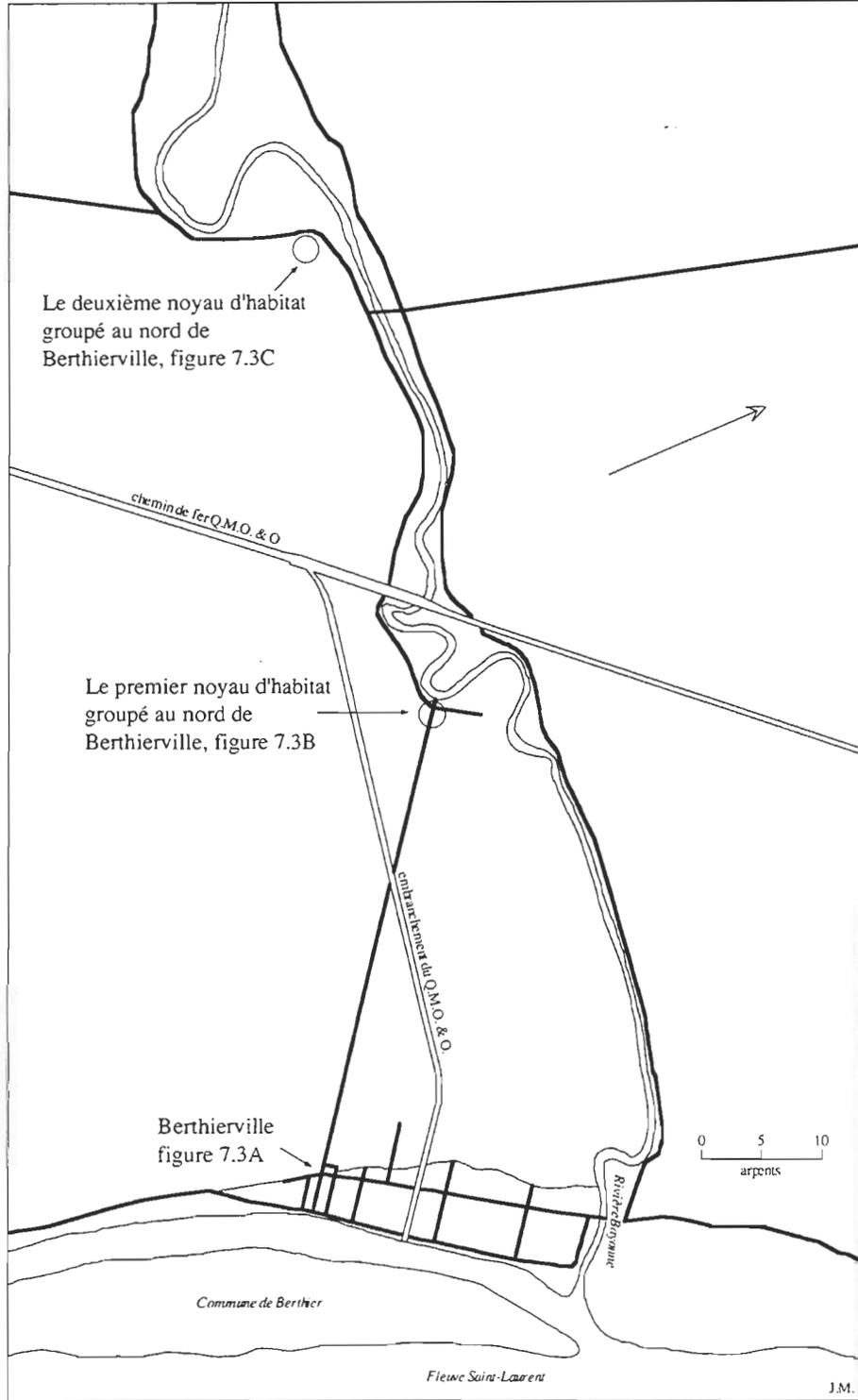
Note: 14 terrains n'ont pu être localisés.

Source: Papier-terrier des fief et seigneurie de Berthier, 1844-48, vol. 1 (Grande Côte, village, îles).

des rues de l'Église et Barbier. Enfin, Il y a un début de lotissement de la partie sud-est de la terre de Pierre Coutu, cultivateur.

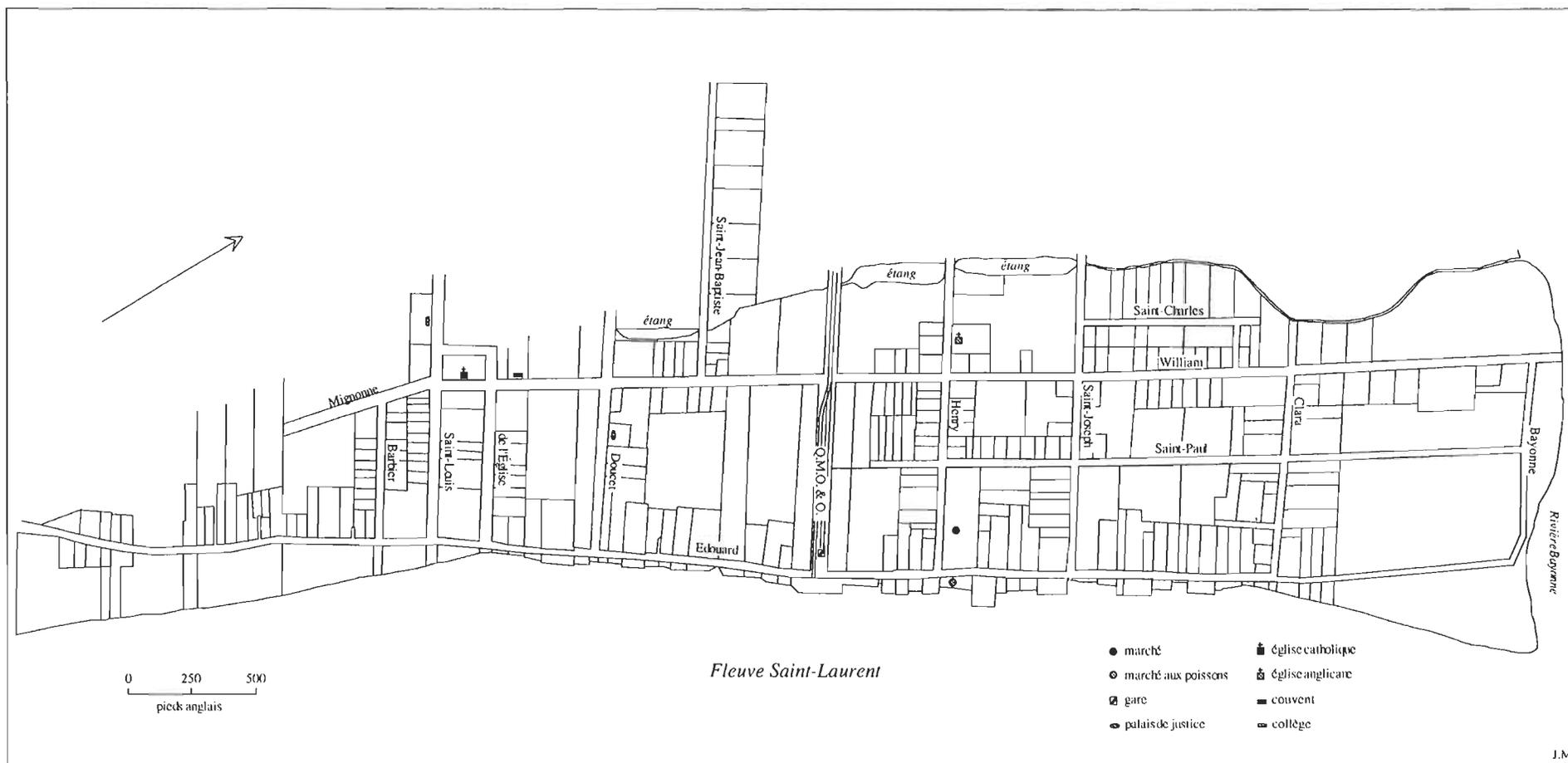
Entre 1850 et 1880, on assiste à la consolidation de l'espace villageois berthelais. Le morcellement continu des terres et la construction d'un embranchement du chemin de fer Québec, Montréal, Ottawa et Occidental en plein cœur du village contribuent à combler l'espace entre les deux noyaux formant la petite agglomération au début du second demi-siècle (figure 7.3a). La configuration générale de la partie du village sise dans l'ancien domaine seigneurial change très peu. Le nombre de lots y est cependant moins élevé au début des années 1880 que vers 1850 (112 contre 125), contrairement à ce qu'on observe ailleurs. À côté, l'espace entre la rue Saint-Joseph (autrefois rue du Sud) et la voie ferrée, qui correspond en gros à la terre de Henri Hénault en 1850, compte 88 terrains vers 1880 comparativement à 61 une trentaine d'années auparavant. Le nord de la rue Saint-Paul (autrefois rue Oat Hill) de cette portion du périmètre villageois a été particulièrement investi au cours des dernières années cependant que la partie sud a davantage été l'objet d'un nouveau découpage. Un peu plus loin, une structure d'emplacement s'est déployée petit à petit sur les anciennes terres du marchand Narcisse Gauthier et du notaire Norbert Doucet, ce qui amena la création des rues Saint-Jean-Baptiste et Doucet, toutes deux perpendiculaires à la rue William devenue la deuxième à traverser d'est en ouest l'agglomération. Le nombre de terrains sur les terres de Gauthier et de Doucet ensemble est passé de 10 en 1850 à une trentaine en 1882, sans compter ceux situés le long de la rue Saint-Jean-Baptiste en dehors des limites de la ville (8). Le lotissement s'est également poursuivi sur les terres de la fabrique, de Barbier et de Coutu, mais avec moins de vigueur toutefois

FIGURE 7.3
L'aire villageoise de Berthier en 1882



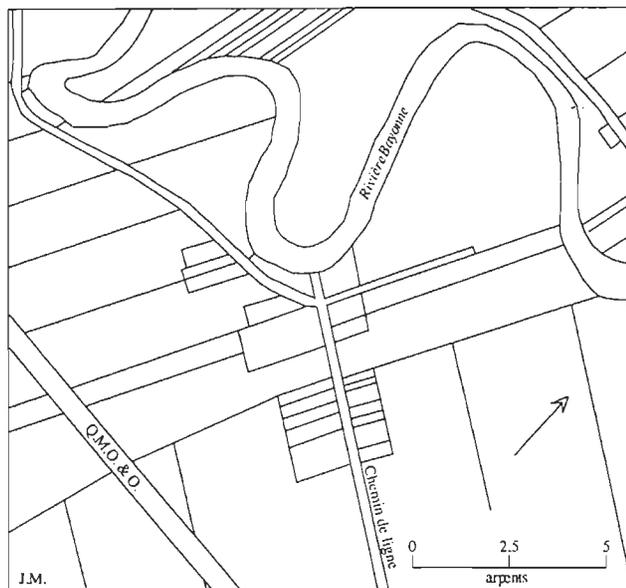
Source: Carte cadastrale de Sainte-Geneviève-de-Berthier, 1882.

FIGURE 7.3A
BERTHIERVILLE EN 1882



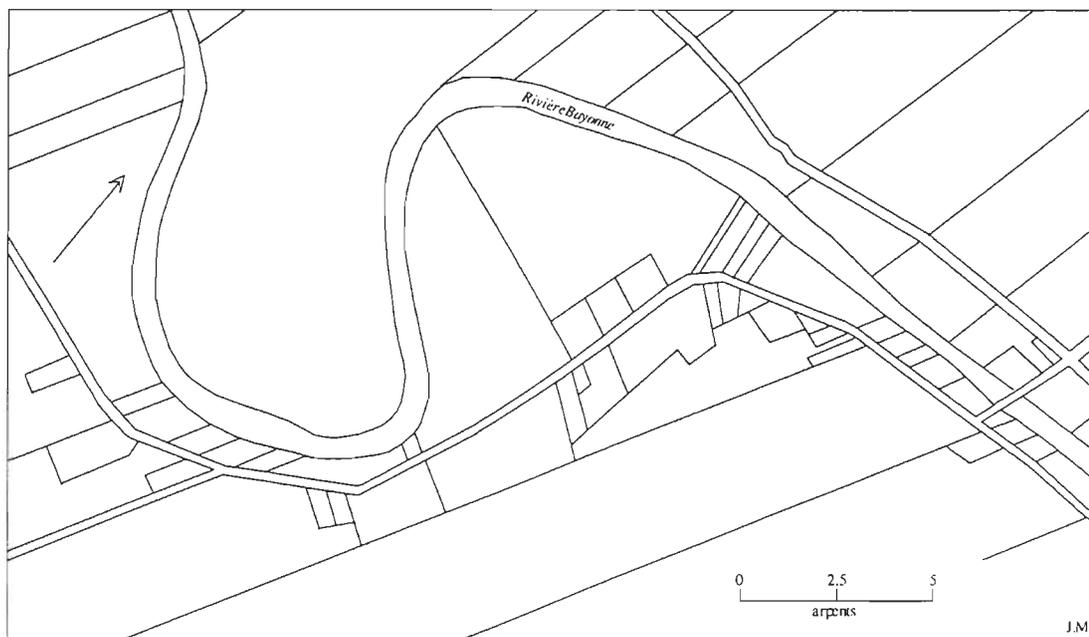
Sources: Cartes cadastrales de Berthierville (1882) et de Sainte-Geneviève-de-Berthier (1882).

FIGURE 7.3B
LE PREMIER NOYAU D'HABITAT GROUPÉ
AU NORD DE BERTHIERVILLE EN 1882



Source: Carte cadastrale de Sainte-Geneviève-de-Berthier, 1882.

FIGURE 7.3C
LE DEUXIÈME NOYAU D'HABITAT GROUPÉ
AU NORD DE BERTHIERVILLE EN 1882



Source: Carte cadastrale de Sainte-Geneviève-de-Berthier, 1882.

que lors de la première moitié du siècle. On y dénombre 23, 38 et 26 terrains respectivement en 1882 alors qu'il y en avait 15, 30 et 15 en 1850. À première vue, la trame villageoise de Berthier semble peu dense en plusieurs endroits au début des années 1880. Or, l'espace est plus habité qu'il n'y paraît. Par exemple, en 1883, trois individus occupent chacun une partie du grand terrain délimité par les rues William, Saint-Paul et à l'ouest par la rue Saint-Joseph²².

Les archives de la publicité des droits nous permettent de localiser de façon précise et de décrire la morphologie des deux noyaux d'habitat groupé au nord de Berthierville (figures 7.3, 7.3b et 7.3c). Le premier est situé à moins de deux kilomètres de l'agglomération, près des derniers méandres de la rivière Bayonne avant que celle-ci ne se jette dans le fleuve. La vingtaine de lots qui le compose s'étalent, pour la plupart, de chaque côté du chemin de ligne. Le second, plus au nord, s'étire le long d'un coude de la rivière Bayonne et comprend une trentaine de lots entrecoupés par des terres agricoles. Dans le dernier quart du siècle, ce noyau empiète de l'autre côté de la rivière.

L'extension soutenue de Berthierville s'est accompagnée d'une transformation progressive du paysage villageois. Parmi les éléments qui ont fortement contribué à modifier celui-ci, surtout dans la deuxième moitié du siècle, retenons la maison d'habitation. En 1832, Bouchette note que les maisons du village sont dans l'ensemble en bois²³. Il en est encore ainsi en

²² Archives du Bureau de la publicité des droits de Berthierville, registres B, vol. 33, no 16 132 (7 mai 1883), et vol. 34, nos 17 369 (3 avril 1883) et 17 370 (7 novembre 1883).

²³ J. Bouchette, *A Topographical Dictionary...*, non paginé.

1851 (tableau 7.1). Sur les 198 maisons sises dans le village même, 192 sont construites en bois (en charpente, mais surtout en pièce sur pièce), 5 en pierre et une seulement en brique. D'autre part, 86,4% des maisons n'ont qu'un seul étage (171 contre 27 à deux étages). Quarante ans plus tard, le bois demeure le matériau privilégié dans la construction des bâtiments d'habitation. Toutefois, la brique²⁴ tend à s'imposer (57 maisons) tandis que la pierre est de moins en moins utilisée (1 maison). S'agissant du nombre d'étages, les proportions sont complètement inversées par rapport à 1851. Ainsi, 92,6% des maisons sont bâties sur deux étages, quelques-unes sur trois (5,1%) contre 2,2% sur un étage, ce qui confère un caractère plus urbain à l'agglomération. Hors des limites de celle-ci, la maison à un étage domine toujours dans le paysage (200 contre 103 à deux étages et plus).

TABLEAU 7.1
Les maisons de Berthierville, 1851 et 1891

année	nombre de maisons	matériaux						nombre d'étages					
		bois	%	brique	%	pierre	%	1	%	2	%	3	%
1851	198	192	97,0	1		5	2,5	171	86,4	27	13,6		
1891	312	254	81,4	57	18,3	1		7	2,2	289	92,6	16	5,1

Sources: *Recensement du Canada, 1851* (listes nominatives); *Recensement du Canada, 1891*, vol.1.

2- Louiseville

La formation du village de Rivière-du-Loup remonte au début du XIX^e siècle. En 1804, Isaac Phinéas²⁵, marchand juif, divise en petits lots la

²⁴ Sur l'adoption de la brique comme matériau de construction, voir Paul-Louis Martin, «Production de paysage et culture technique. L'emploi de la céramique architecturale au Québec, du XVII^e au XX^e siècle», *Anthropologie et Sociétés*, 13, 2 (1989): 115-120.

²⁵ Fils de Heineman Phinéas, militaire allemand débarqué à Trois-Rivières en 1776. Démobilisé vers 1780, H. Phinéas s'établit à Rivière-du-Loup, qu'il connaissait bien pour y avoir séjourné au

portion est d'une terre qu'il possède dans la paroisse. Le site choisi est propice à l'établissement d'un village. D'une part, la terre de Phinéas, à l'abri des eaux d'inondation du lac Saint-Pierre, se trouve précisément à l'endroit où la Grande et la Petite rivière du Loup sont le plus près l'une de l'autre, ce qui n'est pas sans favoriser l'implantation éventuelle d'équipements de production (moulins et manufactures de toutes sortes). D'autre part, les premiers terrains sont situés immédiatement au sud du chemin du Roi, le principal axe routier d'alors, en face de l'église récemment érigée²⁶ et près de l'ancien moulin de l'entrepreneur George Davison²⁷. Outre le chemin du Roi qui devient la rue Saint-Laurent, du patron du curé de l'époque, Laurent Bertrand, le hameau est quadrillé par la rue Saint-Georges, parallèle à la première, sur laquelle on débouche en empruntant soit le chemin le long de la Grande rivière et qui prend le nom de rue Saint-Charles, soit la rue Phinéas²⁸.

En 1805, la terre lotie de Phinéas de même que la plupart de ses autres biens immeubles passent aux mains de Benjamin et Alexandre Hart, négociants de Trois-Rivières et de Montréal et titulaires du fief de

cours de l'hiver 1776-77, et y ouvre un magasin. Voir Richard Lessard, «Famille Phinéas», *Mémoires de la Société généalogique Canadienne-Française*, III, 2 (juin 1948): 137.

²⁶ Cette église, la deuxième de la paroisse, date de 1797. Comme celle de Berthier et de plusieurs autres paroisses riveraines du pays saint-pierrais, cette nouvelle église fut construite en dehors de la zone de débordement des eaux, contrairement à la première située sur la rive droite de la Grande rivière du Loup, à un peu plus d'un kilomètre du fleuve. Voir Germain Lesage, *op. cit.*, 80, 130-36.

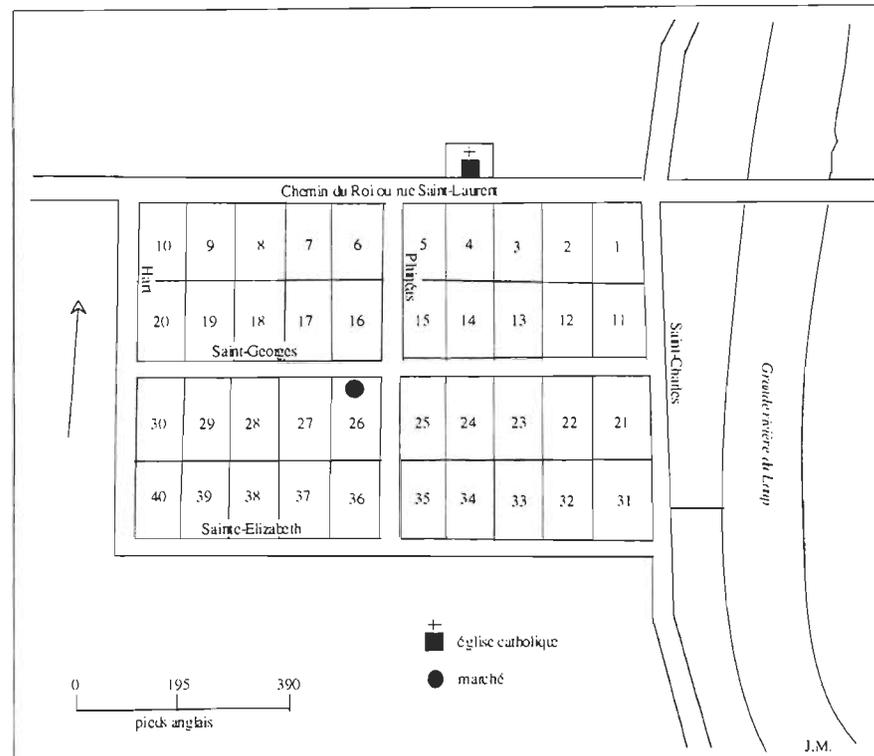
²⁷ *Ibid.*, 132. À propos de Davison, voir Allan Greer, «Davison, George», *Dictionnaire biographique du Canada*, vol. IV: de 1771 à 1800 (Québec, Les Presses de l'Université Laval, 1980): 214-215.

²⁸ G. Lesage, *op. cit.*, 122.

Niverville, envers qui Phinéas était lourdement endetté²⁹. En l'espace de moins d'un mois, Les frères Hart cèdent 24 des 40 terrains que compte alors le petit village à 16 individus (6 habitants, 1 maître-menuisier, 1 marchand, 1 huissier, 1 chirurgien et 1 prêtre, tous de Rivière-du-Loup, 1 notaire de Saint-Cuthbert et 2 encanteurs de Trois-Rivières), ainsi que la bande de terre entre la Grande rivière et la rue Saint-Charles (figure 7.4). À l'exception de cette dernière qui est donnée à l'épouse de Isaac Phinéas, les terrains sont vendus en bonne et due forme. La seule obligation des acquéreurs est de verser les cens et rentes annuels aux Ursulines de Trois-Rivières, seigneuses. Compte tenu de leur superficie (80 pieds de front sur 130 pieds de profondeur), le prix des terrains est relativement élevé, soit entre 15 et 25 livres, les plus chers étant en bordure de la rue Saint-Laurent, ce qui n'empêche pas six individus d'en acheter deux d'un coup et un autre, jusqu'à quatre dont trois le même jour (le marchand).

²⁹ Par un acte notarié signé à Montréal en 1798, Phinéas reconnaissait devoir à Aaron Hart et à son fils Ezekiel, marchands oeuvrant à Trois-Rivières sous la raison sociale de «Aaron Hart and Son», 1 703 livres qu'il s'engageait à rembourser au cours des deux prochaines années. Au moment de la mort d'Aaron Hart survenue en 1800, Phinéas n'avait remboursé que 603 livres. Benjamin et Alexandre Hart, héritiers des biens et des créances de leur père, réclament donc à Phinéas 1 232 livres (1 100 livres, la balance de la dette, et 132 livres, le montant des intérêts). Les deux parties s'entendirent pour le remboursement de la dette qui allait s'échelonner jusqu'en 1808. N'ayant encore rien versé en 1805, Phinéas est poursuivi en justice et ses 5 terres (3 à Rivière-du-Loup, 2 à Saint-Léon) sont saisies et vendues par le shérif. ANQTR, Cour du Banc du Roi, B. et A. Hart c. I. Phinéas, 1805. Qui plus est, Phinéas avait contracté un autre dette de 223 livres envers les frères Hart pour ne pas avoir remboursé deux billets promissaires. ANQTR, Greffe de Joseph Badeau, 11 juin 1804. À propos d'Aaron, Benjamin et Alexandre Hart, voir Denis Vaugeois, «Hart, Aaron», *Dictionnaire biographique du Canada*, vol. IV: de 1771 à 1800 (Québec, Les Presses de l'Université Laval, 1980): 357-359, et Carman Miller, «Hart, Benjamin», *Dictionnaire biographique du Canada*, vol. VIII: de 1851 à 1860 (Québec, Les Presses de l'Université Laval, 1985): 405-407.

FIGURE 7.4
LE VILLAGE DE RIVIÈRE-DU-LOUP VERS 1805



Source: ANQTR, Greffe de Joseph Badeau, 1805.

Dix ans plus tard, Joseph Bouchette écrit que le village de Rivière-du-Loup «contient seulement 30 ou 40 maisons³⁰». Selon le même auteur, le village ne compte qu'environ 40 maisons en 1832³¹. Bien que Bouchette considère le village comme prospère, les chiffres qu'il avance quant au nombre de maisons donnent à penser que la croissance de celui-ci est fort limitée entre 1815 et 1832. Quoi qu'il en soit, le village occupe toujours plus d'espace dans le premier tiers du siècle. Dès les années 1820, il s'étend de la Grande à la Petite rivière du Loup. Du côté sud de la rue Saint-Laurent, on

³⁰ J. Bouchette, *Description topographique...*, 300.

³¹ J. Bouchette, *A Topographical Dictionary...*, non paginé.

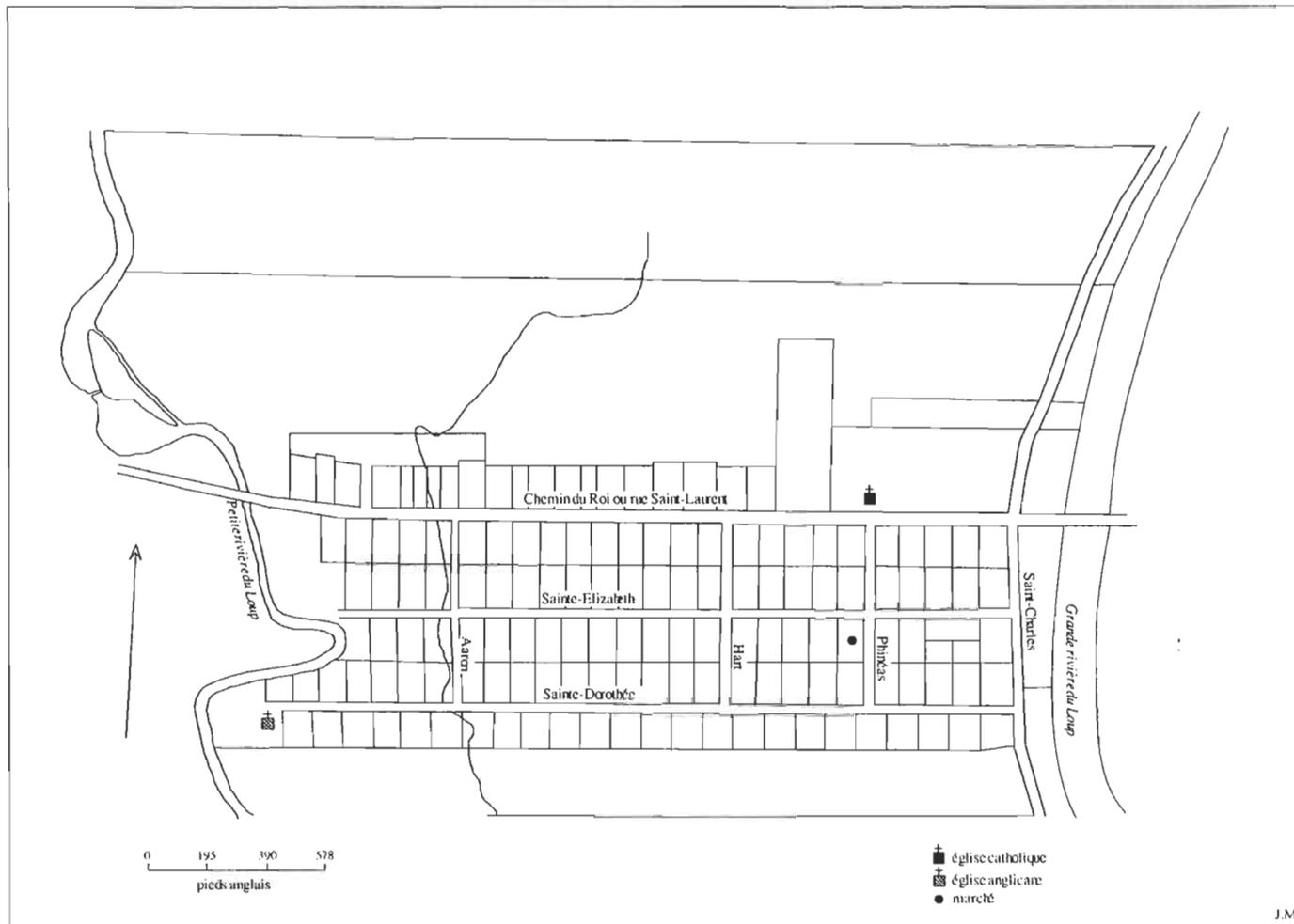
dénombrer 123 terrains délimités par une demi-douzaine de rues dont les toponymes de quelques-unes se rapportent à la famille Hart. Ainsi retrouve-t-on une rue Hart, une rue Aaron, du prénom du père des frères Hart, et les rues Sainte-Elizabeth et Saint-Georges sont rebaptisées respectivement Sainte-Dorothée et Sainte-Elizabeth, des prénoms de leur mère et d'une de leurs soeurs. Au début de la décennie suivante, l'espace villageois annexe le nord de la rue Saint-Laurent lorsque Augustin Harnois, cultivateur, procède au morcellement du bas de sa terre. Par rapport à 1805, le prix d'achat des terrains s'est abaissé dans le deuxième quart du siècle. La plupart des terrains sont vendus 10 livres dans les années 1830 et 1840, quelques-uns sont obtenus à moindre coût encore dans les années 1820. Cela dit, le coût de ceux qui donnent sur la rue Saint-Laurent demeure plus élevé.

Vers 1855, la paroisse de Rivière-du-Loup abrite la deuxième plus importante entité villageoise de la rive septentrionale de l'espace saint-pierrais après celle de Berthier. On y compte quelques 150 terrains³² formant un damier presque parfait (figure 7.5). À première vue, ce nombre peut paraître peu élevé compte tenu qu'il ne signifie qu'une légère augmentation par rapport au nombre de terrains observé trente ans plus tôt. Il importe de souligner toutefois que pratiquement tous les terrains sont vendus (à l'unité ou en bloc³³) et occupés en 1855, ce qui n'était pas le cas dans la décennie 1820. Mais l'aire villageoise d'alors ne se confine plus

³² Il s'agit ici du nombre de terrains dans les limites du village seulement. Dans son rapport annuel de 1856, le curé fixe pour sa part à 137 le nombre d'emplacements dans l'ensemble de la paroisse. Archives de l'Évêché de Trois-Rivières, *Rapport annuel du curé de la paroisse Rivière-du-Loup, 1856*.

³³ Quelques individus acquièrent plusieurs terrains dans le but de spéculer. C'est le cas de Pierre Béland, cultivateur et commerçant, qui achète 15 terrains en 1854. ANQTR, Greffe de Charles-Edouard Gagnon, minutes 1 247, 6 novembre 1854, et 1 262, 30 novembre 1854.

FIGURE 7.5
LE VILLAGE DE RIVIÈRE-DU-LOUP VERS 1855



Sources: ANQTR, greffes des notaires Pierre Bazin, 1821-1846 (23 actes), Charles-Edouard Gagnon, 1835-1856 (23 actes) et Pierre-Charles Bazin, 1852 (1 acte); Archives des Ursulines de Trois-Rivières, registre des cens et rentes de la seigneurie de la Rivière-du-Loup (1837-1854).

uniquement à l'espace entre les deux rivières. En effet, au cours des dernières années ont été détachées quelques parcelles du domaine agricole de l'autre côté de la Grande rivière du Loup, vis-à-vis le village.

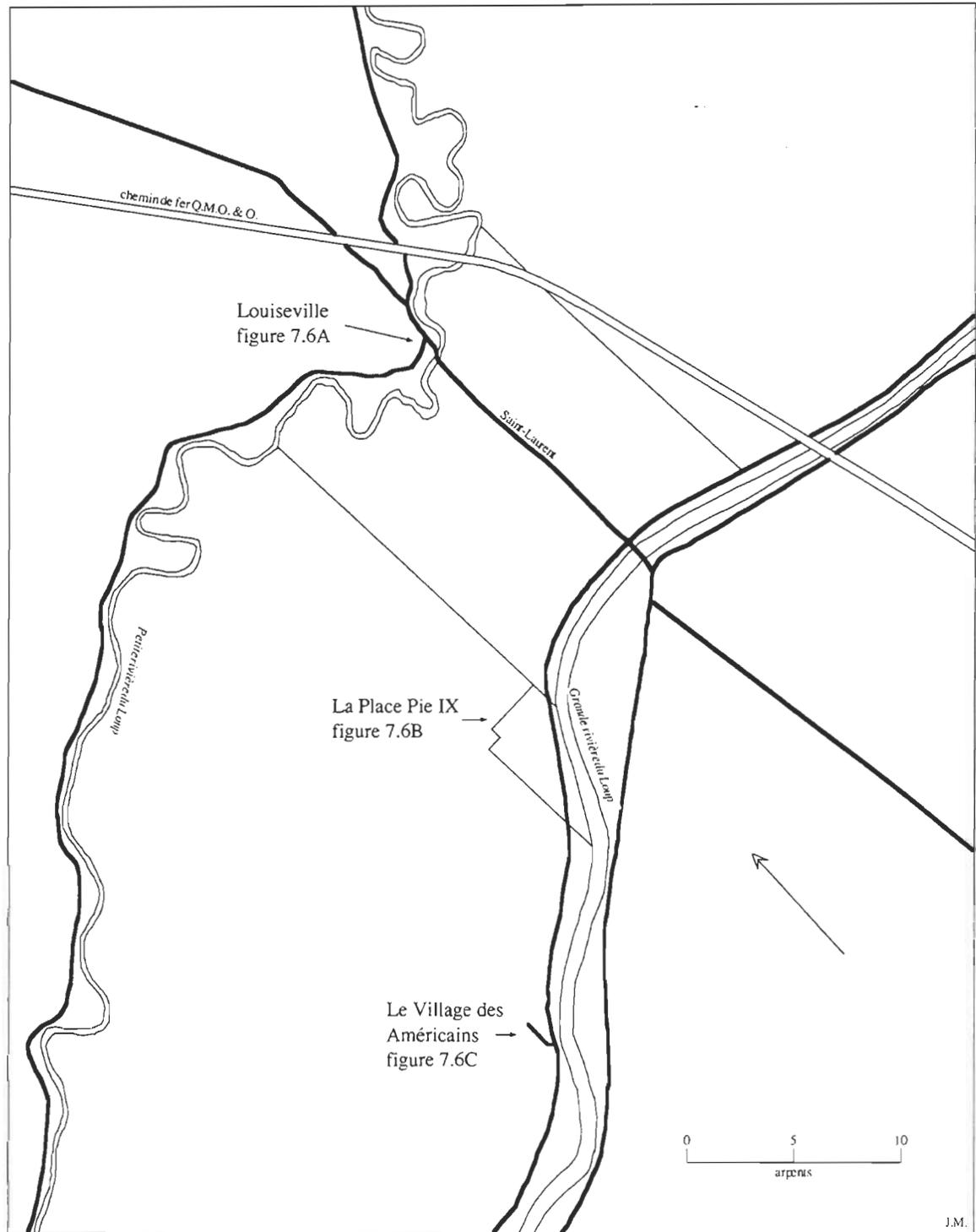
De 1855 à 1882, l'extension de l'aire villageoise est remarquable. Au nord de la rue Saint-Laurent, le lotissement amorcé par Augustin Harnois, poursuivi par son fils Marc-Antoine, cultivateur et menuisier, et stimulé à la fin des années 1870 par le passage de la voie ferrée du Québec, Montréal, Ottawa et Occidental, fait grimper le nombre de terrains de 25 au milieu du siècle à près d'une centaine en 1882, ce qui commanda la mise en place d'un réseau de rues s'arrimant à l'ancien (figure 7.6a). Quelques toponymes de rues sont clairement identifiés à la famille Harnois telles les rues Saint-Marc, Sainte-Marie et Saint-Aimé, des prénoms respectifs du propriétaire du bien-fonds, de son épouse et d'un de ses fils. De l'autre côté de la rue Saint-Laurent, la structure d'emplacement uniforme et régulière qui caractérisait le village dans le premier demi-siècle est bouleversée. Des terrains sont regroupés (c'est le cas, par exemple, de 8 des 10 terrains dans le quadrilatère délimité par les rues Saint-Laurent, Notre-Dame, Sainte-Elizabeth et Saint-Antoine lorsque le couvent des Soeurs de l'Assomption est construit en 1875) cependant que d'autres sont divisés en deux, en trois et jusqu'en quatre, notamment ceux aux coins des rues. Au total, cette partie du village contient 179 terrains en 1882 comparativement à 127 en 1855. Au début des années 1880, une vingtaine de terrains situés non seulement sur la rive gauche de la Grande rivière, mais également de l'autre côté de la Petite rivière, complète le noyau principal.

Entre-temps, d'autres points de cristallisation de la population se sont formés au sud du village sur la berge droite de la Grande rivière du Loup, modifiant considérablement la morphologie de l'aire villageoise, soit le village des Américains et la Place Pie IX (figure 7.6). Le premier a tous les attributs d'un village industriel. En 1858, les dirigeants de la Hunterstown Lumber Company qui possèdent alors deux scieries dans le canton de Hunterstown, décident de déplacer le centre de leurs activités à Rivière-du-Loup. À cet effet, ils font construire une imposante scierie sur la rive ouest de la Grande rivière à un peu plus d'un kilomètre au sud du village, bien qu'initialement, il était prévu que les installations de la compagnie soient sur l'autre rive à la hauteur du village. Cet établissement sera désignée par les habitants de la paroisse sous les appellations de moulin des Américains, de moulin des Taylors ou moulin à feu. Peu après, la compagnie ouvre un magasin pour desservir ses travailleurs, à proximité duquel sont construites des maisons (probablement la propriété de la Hunterstown Lumber) occupées par un nombre croissant de familles dont quelques-unes venues du nord-est des États-Unis à la demande de la compagnie³⁴. Cet habitat regroupé prend le nom de village des Américains. Celui-ci déborde vers le nord lorsque dans la décennie 1870 les parties est des deux terres voisines sont morcelées³⁵ avec comme résultat que l'on dénombre quelques années plus tard une douzaine de

³⁴ Louis Blazon, «Les moulins à scie de la Rivière-du-Loup», *L'Écho de Saint-Justin*, 16 janvier 1928.

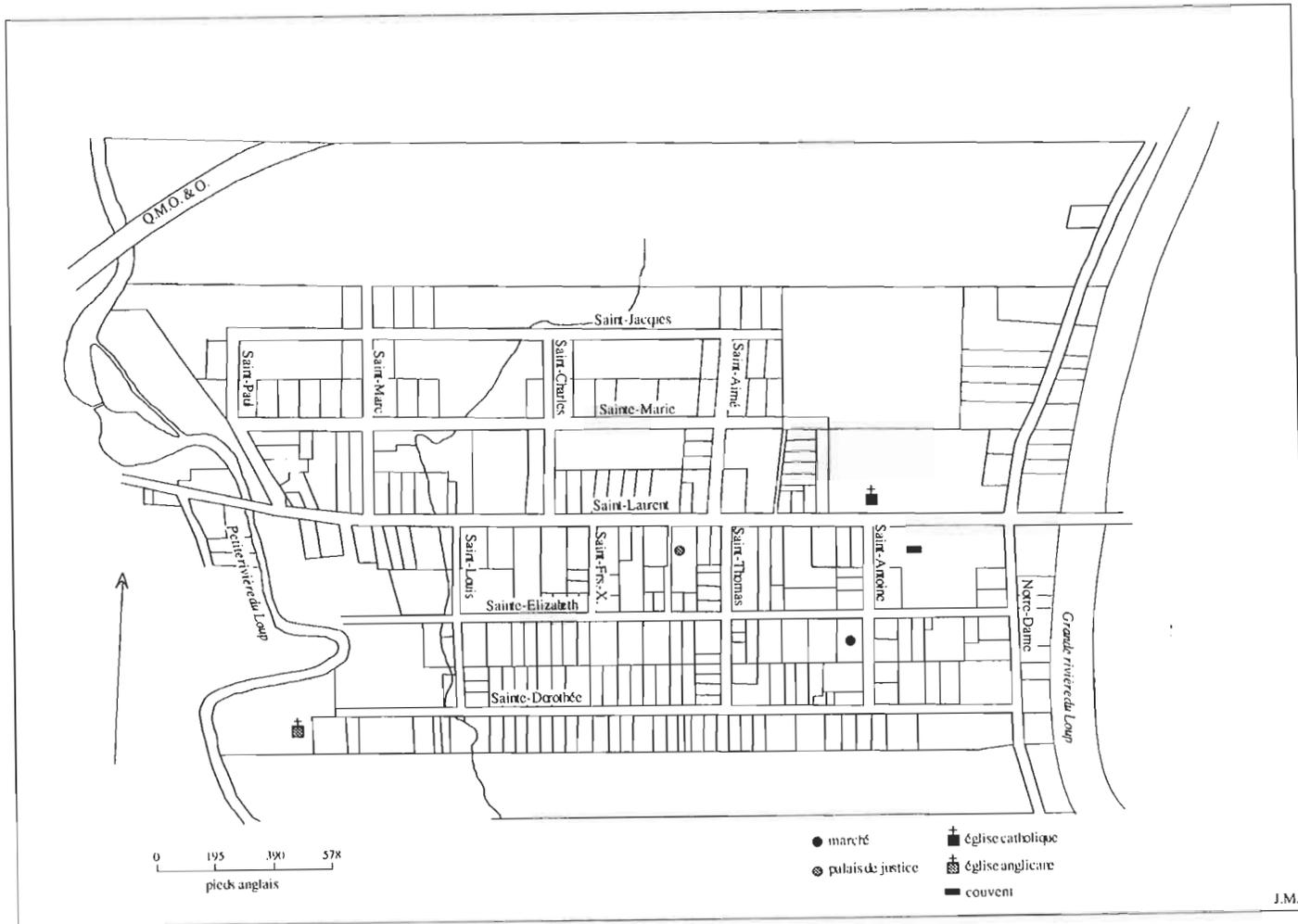
³⁵ Le lot immédiatement au nord de celui de la Hunterstown Lumber est acheté par François-Xavier St-Pierre, cultivateur, à Antoine Lemaître-Augé, marchand, et son épouse le 12 mai 1873 pour la somme de 3 600 \$. St-Pierre ne tarde pas à rentabiliser cet investissement puisqu'il vend un premier terrain le 23 mai pour 200 \$. Un deuxième est cédé le 1 juillet (160 \$) et un troisième le 14 février 1874 (125 \$). ANQTR, Greffe de J.-Antoine Caron, minutes 1 288, 12 mai 1873; 1 298, 23 mai 1873; 1 323, 1 juillet 1873, et greffe de Charles-Edouard Gagnon, minute 5 097, 14 février 1874.

FIGURE 7.6
L'AIRE VILLAGEOISE DE RIVIÈRE-DU-LOUP VERS 1882



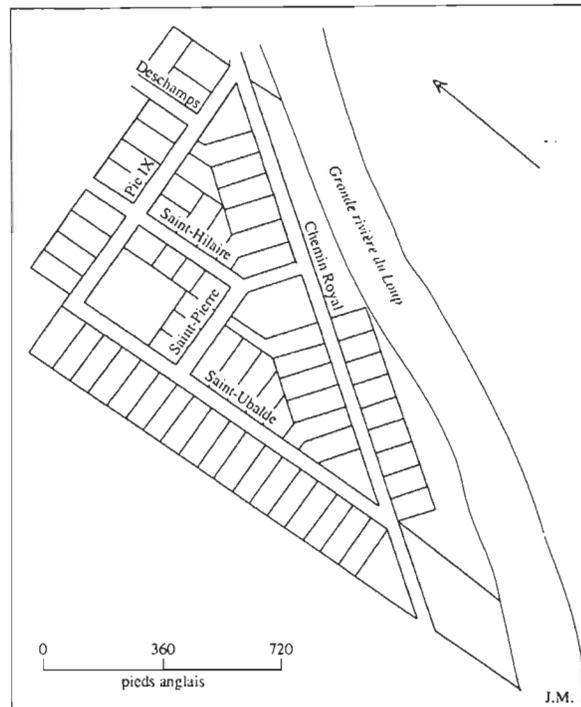
Source: Carte cadastrale de Saint-Antoine-de-la-Rivière-du-Loup, 1878.

FIGURE 7.6A
LOUISEVILLE EN 1882



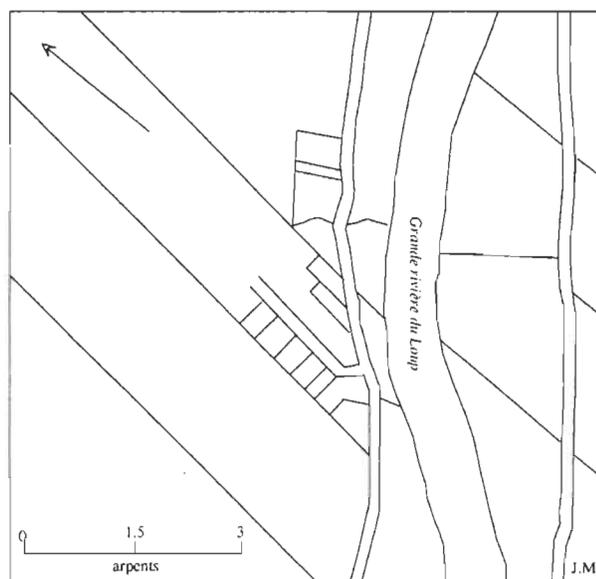
Source: Carte cadastrale de Louiseville, 1882.

FIGURE 7.6B
LA PLACE PIE IX VERS 1882



Source: Carte cadastrale de Saint-Antoine-de-la-Rivière-du-Loup, 1878.

FIGURE 7.6C
LE VILLAGE DES AMÉRICAINS VERS 1882



Source: Carte cadastrale de Saint-Antoine-de-la-Rivière-du-Loup, 1878.

terrains à côté des deux lots de la Hunterstown Lumber et une rue (figure 7.6c).

S'agissant de la Place Pie IX, elle se compose de 73 terrains disposés de part et d'autre d'une demi-douzaine de rues, le tout formant un triangle qui s'intercale entre le principal noyau villageois et le village des Américains (figure 7.6b). Elle naît en 1874 lorsque Joseph-Hilaire Thérien, manufacturier de voitures, lotit l'extrémité est de la moitié d'une terre qu'il a achetée quelques jours auparavant de François-Arthur Garceau, son beau-père, à des conditions forts avantageuses³⁶, l'autre moitié appartenant à Marie-Anne-Adèle Garceau, fille de François-Arthur. Comme tant d'autres agents fonciers, Thérien tient à laisser la marque de sa présence dans l'espace. C'est pourquoi une rue porte le toponyme de Saint-Hilaire. Deux autres sont baptisées Saint-Pierre et Saint-Ubalde, des prénoms de son beau-frère, marchand de Trois-Rivières, qui devient copropriétaire des terrains quelques années plus tard. Fier d'avoir servi comme zouave pontifical, Thérien donne le toponyme de Pie IX à la place de même qu'à une rue. Le village de Rivière-du-Loup étant à cette époque en pleine croissance³⁷, Thérien espérait tirer rapidement des profits de son entreprise. Mais celle-ci ne donne pas les résultats escomptés puisque seulement 13 terrains sont vendus de 1874 à 1876. La Place Pie IX ne sera entièrement occupée que dans les années 1880.

³⁶ Thérien obtient la moitié de la terre pour 2 500 \$. La moitié de cette somme doit être versée dans 5 ans, l'autre moitié dans 9 ans. Archives du Bureau de la publicité des droits de Louiseville, registre B, vol. 17, no 9 771, 2 novembre 1874.

³⁷ Un journal de la région rapporte qu'entre l'hiver et l'automne 1874, plus de 60 maisons sont construites dans le village de Rivière-du-Loup. *Le Constitutionnel*, 14 octobre 1874.

Comme à Berthier, le village de Rivière-du-Loup change d'allure à mesure que s'écoule le siècle. En 1851, la quasi-totalité des maisons d'habitation villageoises sont construites en bois à un étage (tableau 7.2). Les années passent et la maison de bois prédomine toujours, bien que celle-ci se transforme, dans un grand nombre de cas, par l'ajout d'un deuxième étage. À la fin du siècle, plus de 50% des habitations ont au moins deux étages, quelques-unes en ayant jusqu'à trois et plus.

TABLEAU 7.2
Les maisons de Louiseville, 1851 et 1891

année	nbre de maisons	matériaux						nbre d'étages					
		bois	%	brique	%	pierre	%	1	%	2	%	3 et +	%
1851	95	94	99,0			1		93	97,9	2	2,1		
1891	318	301	94,7	14	4,4	3	0,9	141	44,3	163	51,3	14	4,4

Sources: *Recensement du Canada, 1851* (listes nominatives); *Recensement du Canada, 1891*, vol. 1

C- LA POPULATION VILLAGEOISE

1- Les effectifs des aires villageoises

L'extension continue des aires villageoises de Berthierville et de Louiseville résulte d'une croissance de leur population. De la Conquête à 1850, la population québécoise passe de quelque 65 000 à environ 900 000 habitants pour atteindre les 1 600 000 au tournant du XX^e siècle. Le monde villageois absorba une part appréciable de cette croissance démographique, du moins dans la première moitié du siècle³⁸. Dans le pays saint-pierrais, le nombre

³⁸ Serge Courville, «Un monde rural en mutation: le Bas-Canada dans la première moitié du XIX^e siècle», *Histoire sociale/Social History*, XX, 40 (novembre 1987), 243-246; *Entre ville et campagne...*, 37-40 et 95-102.

des citadins et des villageois des localités du pourtour du lac ne cesse d'augmenter d'une décennie à l'autre à telle enseigne qu'il dépasse les 50% de la population totale à la fin du siècle³⁹. Berthierville et Louiseville figurent parmi les villages qui ont le plus fortement contribué à cette dernière croissance.

En 1831, le village de Berthier qui existe déjà depuis une soixante d'années, regroupe une population excédant les 1 000 habitants ce qui en fait un de ces «urban villages» selon l'expression de W.H. Parker⁴⁰. Si on ajoute à cela les deux noyaux d'habitat groupé au nord de l'agglomération, la population de l'aire villageoise s'établit à 1 491 habitants (tableau 7.3). Au cours des années suivantes, celle-ci continue de croître pour se chiffrer à 1 749 habitants en 1851. Point nodal du monde rural de l'extrémité est de la grande région de Montréal et de l'espace du lac Saint-Pierre, Berthierville se range alors parmi les dix plus importantes entités villageoises du Bas-Canada. Plus modeste, la population de la jeune aire villageoise de Rivière-du-Loup s'élève à 349 individus en 1831. Lieu de transit du commerce du bois équarri et d'entreposage des produits agricoles des campagnes environnantes destinés au marché, cette aire villageoise voit sa population doublée entre 1831 et 1851 (691 habitants). Louiseville s'affirme déjà à cette époque comme le principal pôle dans la partie ouest de l'espace rural mauricien.

³⁹ Serge Courville, Jean-Claude Robert et Normand Séguin, «La vie de relation dans l'axe laurentien au XIX^e siècle: l'exemple du lac Saint-Pierre», *Annales de Bretagne et des pays de l'Ouest*, 95, 4 (1988), 349.

⁴⁰ Par «urban villages», Parker entend ces grands noyaux villageois abritant une population de plus de 500 habitants. Ils sont distincts par leur forme et leur fonction (davantage commerciale et industrielle qu'agricole) que le village linéaire habituellement rencontré au Bas-Canada, ce qui leur confère un caractère plus urbain que rural. Voir W.H. Parker, «The Towns of Lower Canada in the 1830s», R.P. Beckinsale et J.M. Houston, ed., *Urbanization and Its Problems. Essays in Honour of E.W. Gilbert* (Oxford, Basil Blackwell, 1968), 422.

TABLEAU 7.3
La population des aires villageoises de Berthierville et de Louiseville, 1831-1891

aire villageoise	1831	1851	1861	1871	1881	1891
Berthierville	1 491	1 749	1 831	1 712	2 530	1 859
Louiseville	349	691	926	1 434	1 754	2 613

Sources: *Recensements du Canada, 1831-1891* (listes nominatives).

L'évolution des populations de Berthierville et de Louiseville est fort différente dans la deuxième moitié du XIX^e siècle. De 1851 à 1861, les effectifs de l'aire villageoise berthelaise ne s'accroissent que de 82 résidents puis enregistrent dans la décennie suivante une baisse, de 1 831 à 1 712. L'économie de Berthierville traverse alors une période difficile. En fait, coincé à l'est par Louiseville, au nord-ouest par Joliette qui émerge comme centre de production (plus de 3 000 habitants à partir de 1871), et en face, sur l'autre rive du fleuve, par Sorel dont la population franchit le cap des 5 000 habitants entre 1861 et 1871, Berthierville voit son aire d'influence, particulièrement dans son arrière-pays traditionnel, se restreindre. La mise en chantier de nouvelles installations industrielles et la réouverture d'établissements de production qui avaient cessé leurs activités durant la crise⁴¹, donnent un regain de vie à l'économie de Berthierville à la fin des années 1870 et au début de la décennie suivante. À la faveur de ce nouveau dynamisme, la population de l'aire villageoise grimpe rapidement à 2 530 habitants en 1881. Mais cet élan n'est que de courte durée puisque les

⁴¹ Paul-André Linteau, René Durocher et Jean-Claude Robert, *Histoire du Québec contemporain*, tome I: *De la Confédération à la crise (1867-1929)* (Montréal, Boréal, 1989), 77, 98-99; Jean Hamelin et Yves Roby, *Histoire économique du Québec, 1851-1896* (Montréal, Fides, 1971), 88-91.

effectifs villageois reviennent en 1891 au niveau qu'ils étaient trente ans auparavant.

La situation est tout autre à Louiseville. En effet, la population de cette aire villageoise croît sans cesse dans la seconde moitié du siècle, les hausses les plus remarquables se produisant entre 1861 et 1871 (de 926 à 1 434 habitants) et de 1881 à 1891 (de 1 754 à 2 613 habitants). Cette dernière poussée contraste avec ce que l'on observe ailleurs dans la région et dans le comté de Champlain tout près, où la croissance des effectifs villageois, sans s'arrêter complètement, subit un ralentissement par rapport aux décennies antérieures en raison, entre autres facteurs, du recul des industries rurales et des activités reliées à l'économie forestière⁴². Même Trois-Rivières dont l'économie repose pour l'essentiel sur l'exploitation de la matière ligneuse, n'échappe pas à ce contexte difficile, la population de la ville allant même jusqu'à légèrement diminuer entre 1881 et 1891 (de 8 670 à 8 334 habitants)⁴³. L'augmentation du nombre d'habitants des années 1880-1890 de Louiseville n'a d'équivalent dans la région que celle du pôle urbain qu'est Sorel (5 791 habitants en 1881, 6 669 en 1891) dont la croissance dépend de plus en plus de Montréal par le biais des activités de navigation. À la fin du siècle, Louiseville apparaît comme la principale concentration démographique du pays rural saint-pierrais, son plus proche rival étant la petite ville de Nicolet sur la rive sud (2 518 habitants en 1891).

⁴² À propos de la croissance villageoise dans le comté de Champlain, voir R. Hardy, P. Lanthier et N. Séguin, *op. cit.*

⁴³ René Hardy et Normand Séguin, *Forêt et société en Mauricie. La formation de la région de Trois-Rivières, 1830-1930* (Montréal, Boréal Express/Musée national de l'Homme, 1984), 181; René Hardy, Jean Roy et Normand Séguin, «Une recherche en cours: le monde rural mauricien au 19^e siècle», *Cahiers de géographie du Québec*, 26, 67 (avril 1982), 147.

Ces données présentées, il y a lieu de scruter la répartition de la population à l'intérieur des aires villageoises. En 1831, le village de Berthier tel que défini par le recenseur compte 478 habitants (tableau 7.4). En réalité, la population de celui-ci est beaucoup plus élevée puisqu'il se prolonge dans la concession de la Grande Côte où on dénombre 612 habitants. D'ailleurs, ceux-ci sont recensés comme des villageois à partir de 1851. Cela dit, le village et son extension dans la Grande Côte réunissent 73,1% des habitants de l'aire villageoise au début des années 1830, le reste se retrouvant également dans les deux noyaux d'habitat groupé au nord du bourg (197 et 204 habitants respectivement). De 1851 à 1881, le noyau principal abrite un pourcentage toujours plus élevé d'habitants de l'aire villageoise (de 77,6 à 86%). En dépit d'une chute notable des effectifs du village entre 1881 et 1891, ce pourcentage ne baisse qu'à 84,5% cette dernière année. Au cours de ces années, la population des deux petits noyaux villageois au nord de Berthierville fluctue passablement, ce qui témoigne de la précarité de leur situation. Dans le premier, les habitants dont le nombre dépasse les 200 entre 1831 et 1851, ne sont plus qu'une soixantaine dans les trente dernières années du siècle. Quant au second, après avoir connu une hausse de 1851 à 1861, le nombre de ses résidents se maintient autour d'un peu plus de 200 au cours des années 1871-1881 pour ensuite chuter à 153 en 1891⁴⁴. À Louiseville, le nombre des habitants du village que les recenseurs enferment dans des limites étroites jusqu'en 1851, augmente de façon constante tout au long du siècle.

⁴⁴ Le repérage des deux noyaux d'habitat groupé dans les listes nominatives des recensements est difficile en raison de la présence d'un grand nombre d'occupants de petits terrains un peu partout dans la paroisse de Berthier. La situation se complique davantage en 1871, 1881 et 1891 parce que les recenseurs, partant du village vers le nord de la paroisse, dénombrent d'abord les habitants d'un côté du chemin de la concession de la Grande Côte, et ensuite ceux de l'autre côté du même chemin.

TABLEAU 7.4
La répartition de la population dans les aires villageoises
de Berthierville et de Louiseville, 1831-1891

composantes de l'aire villageoise	1831		1851		1861		1871		1881		1891	
	pop.	%										
<i>Berthierville</i>												
village (selon les recenseurs)	478	32,1	1 358	77,6	1 442	78,8	1 437	83,9	2 175	86,0	1 570	84,5
rang Grande Côte (prolongement du village)	612	41,0										
1er habitat groupé, nord du village	197	13,2	212	12,1	143	7,8	61	3,6	61	2,4	62	3,3
2e habitat groupé, nord du village	204	13,7	179	10,2	246	13,4	214	12,5	233	9,2	153	8,2
rue Saint-Jean-Baptiste (prolongement du village)									61	2,4	74	4,0
total	1 491		1 749		1 831		1 712		2 530		1 859	
<i>Louiseville</i>												
village (selon les recenseurs)	213	61,0	472	68,3	757	81,8	956	66,7	1 381	78,7	1 740	66,6
rang Grande Rivière-du-Loup (prolongement du village)	136	39,0	143	20,7								
rang S.-E. Grande Rivière-du-Loup			76	11,0	60	6,5	66	4,6	90	5,1	74	2,8
rang Petite Rivière							78	5,4	59	3,4	64	2,5
village des Américains					109	11,8	334	23,3	224a	12,8	374	14,3
Place Pie IX											361	13,8
total	349		691		926		1 434		1 754		2 613	

a: le nombre des habitants du village des Américains et de la Place Pie IX.

Sources: *Recensements du Canada, 1831-1891* (listes nominatives).

Mais contrairement à Berthierville, la croissance de la population de l'aire villageoise ne repose pas exclusivement ici sur celle de son noyau central à mesure que l'on avance dans le siècle. Ainsi, à partir de 1851, on dénombre toujours entre 60 et 90 individus sur les terrains tout près de la berge gauche de la Grande rivière du Loup. De 59 à 78 autres individus habitent de l'autre côté de la Petite rivière vis-à-vis le village de 1871 à 1891. Plus au sud, la population du village des Américains triple entre 1861 et 1871 (de 109 à 334 habitants). Conséquence de la fermeture temporaire de la scierie Hunterstown Lumber, celle-ci ne s'élève qu'à 224 habitants en 1881, incluant celle de la Place Pie IX. Dix ans plus tard, le village à proximité de la scierie et la Place Pie IX comptent respectivement 374 et 361 habitants.

Attachons-nous maintenant à savoir qui sont ces individus venus grossir les rangs des villageois et ce, par l'étude de la structure socioprofessionnelle.

2- La structure socioprofessionnelle

C'est bien connu, les mentions professionnelles inscrites dans les listes nominatives des recensements du siècle dernier posent plusieurs difficultés aux chercheurs, dont quelques-unes se rapportent au mode d'enregistrement de celles-ci. Par exemple, des recenseurs accolent la profession d'un chef de famille à son épouse et ses enfants, garçons et filles. À l'inverse, d'autres recenseurs n'attribuent aucune profession à des jeunes et moins jeunes, dont des chefs de famille (jusqu'à une quarantaine dans l'espace villageois de Berthier à la fin du siècle), comptant pour sûr parmi la population active. C'est pourquoi, nous n'avons relevé que les professions des chefs des

ménages simples (couples mariés avec ou sans enfants), des ménages sans structure familiale (individus sans liens de parenté vivant sous le même toit) ou à structure indéterminée pouvant comporter des liens de parenté, ainsi que celles des solitaires (individus demeurant seuls dans une maison) selon la terminologie du Cambridge Group for the History of Population and Social Structure⁴⁵. Mais comme on retrouve fréquemment deux, trois, voire quatre familles clairement identifiées à l'intérieur d'une maisonnée dans la deuxième moitié du XIX^e siècle (les listes nominatives de 1831 ne donnent que les noms des chefs de ménage), nous avons également retenu les professions des chefs de noyau familial⁴⁶. Par commodité et pour ne pas alourdir inutilement le texte, nous désignerons tous ces individus comme des chefs de famille.

Avant d'analyser la structure socioprofessionnelle, esquissons à grands traits les caractéristiques démographiques des chefs de famille (annexe 7.1). Comme il fallait s'y attendre, la grande majorité d'entre eux sont des hommes (88,8% et plus à chacune des années observées). Toutes proportions gardées, le nombre des femmes chefs de famille est presque toujours légèrement plus élevé à Berthierville. Suivant les années, entre 79,5 et 87,8% des chefs de famille sont mariés dans la seconde moitié du siècle, les veufs ou veuves ne représentant jamais plus de 15,4% et les célibataires, 5,1% du groupe. Très peu de chefs de famille sont âgés de moins de 20 ans: 12 à

⁴⁵ Pour de plus amples détails, voir Peter Laslett, «La famille et le ménage: approches historiques», *Annales. Économies. Sociétés. Civilisations*, 27, 4-5 (juillet-octobre 1972): 847-872.

⁴⁶ Il est probable que les problèmes soulevés relativement à la cohabitation par G. Lauzon dans son étude d'un milieu ouvrier de la banlieue de Montréal se posent également en milieu rural, particulièrement dans le monde villageois où apparaissent dans le dernier tiers du siècle des maisons d'habitation à deux étages et plus comptant plus d'un loyer. Voir Gilles Lauzon, «Cohabitation et déménagements en milieu ouvrier montréalais. Essai de réinterprétation à partir du cas du village Saint-Augustin (1871-1881)», *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 46, 1 (été 1992): 115-142.

Berthierville de 1851 à 1891 et seulement 2 à Louiseville en 1871. Ceux entre 20 et 24 ans sont plus nombreux, mais davantage encore ceux des groupes d'âge suivants. Dépassé 54 ans, le nombre des chefs de famille diminue petit à petit. Globalement, le pourcentage des chefs de famille âgés de 15 à 39 ans est toujours supérieur à celui des 40-59 ans, sauf à Berthierville en 1861 et à Louiseville la même année ainsi qu'en 1891. Quant à ceux de 60 ans et plus, ils constituent toujours entre 11,9 et 20,9% du groupe.

L'éventail des professions des chefs de famille s'élargit constamment au XIX^e siècle. En 1831, on en compte 40 dans l'aire villageoise de Berthier contre seulement 17 dans celle de Rivière-du-Loup. La structure socioprofessionnelle du village de Berthier à cette époque se démarque de celle de la plupart des autres villages de l'espace du lac Saint-Pierre et de la rive septentrionale du district de Montréal par sa plus grande diversité. Dans cette dernière région, seules celles des villages de L'Assomption, Terrebonne et Saint-Eustache lui sont comparables⁴⁷. Trente ans plus tard, le nombre de mentions professionnelles différentes des chefs de famille s'élève respectivement à 49 et 36 à Berthierville et Louiseville. La structure socioprofessionnelle s'étoffe et se complexifie encore plus dans les décennies suivantes. Au dernier recensement du siècle, on dénombre 84 intitulés de profession à Louiseville, soit plus du double par rapport à 1861, et 72 à Berthierville.

⁴⁷ Jean-Claude Robert, «Aperçu sur les structures socio-professionnelles des villages de la région nord de Montréal, durant la première moitié du XIX^e siècle», *Cahiers de géographie du Québec*, 28, 73-74 (avril-septembre 1984), 70.

Comme l'aire villageoise prend naissance et évolue dans un milieu agricole, il est normal d'y recenser des individus œuvrant dans l'agriculture. Mais bien que le nombre de chefs de famille se déclarant cultivateur ou fermier augmente jusqu'en 1871 à Berthierville, sauf entre 1851 et 1861, et tout au long du siècle à Louiseville, leur proportion tend à diminuer⁴⁸ malgré des remontées ponctuelles au cours des années 1861-1871 dans le premier et 1851-1861 dans le deuxième (tableau 7.5). Au début de la dernière décennie, plus que 8,5% des chefs de famille de Louiseville et seulement 2,2% de ceux de Berthierville travaillent toujours dans ce secteur. C'est que l'aire villageoise regroupe surtout des journaliers et des fabricants de toutes catégories, du simple exécutant dans une échoppe au manufacturier en passant par l'artisan qui confectionne divers produits dans sa boutique. 123 chefs de famille (43,2% du groupe témoin) se disent journaliers à Berthierville en 1831. Ils sont moins d'une centaine aux recensements de 1851 et de 1861 et un peu moins d'une soixantaine en 1871. Entre cette dernière année et 1881, leur nombre fait plus que doubler pour glisser de nouveau sous la centaine en 1891. Mise en parallèle avec celles de la population, ces données montrent que les fluctuations dans le nombre des habitants de Berthierville au cours des années 1861-1891 tiennent en bonne partie au départ ou à l'arrivée de journaliers et de leurs familles. Du côté de Louiseville, hormis la décennie 1851-1861, de plus en plus de chefs de

⁴⁸ R. Hardy, P. Lanthier et N. Séguin observent le même phénomène dans les villages du comté de Champlain entre 1851 et 1871. Par ailleurs, ils constatent qu'en 1871 le pourcentage des chefs de famille déclarant une profession liée à l'agriculture est beaucoup plus élevé dans les villages qui ont vu le jour après 1851 que dans les plus anciens. Voir R. Hardy, P. Lanthier et N. Séguin, *op. cit.*, 248-249. Cette tendance à la baisse du pourcentage des individus œuvrant dans l'agriculture dans les villages est perceptible dès la première moitié du siècle. Voir S. Courville, *Entre ville et campagne...*, 124-125, tableaux 28 et 29, et J.-C. Robert, *op. cit.*, 70.

TABLEAU 7.5
La structure socioprofessionnelle
des aires villageoises de Berthierville et de Louiseville, 1831-1891

secteurs d'activités	1831		1851		1861		1871		1881		1891	
	nbre	%										
<i>Berthierville</i>												
commerce	11	3,9	23	7,3	31	9,7	37	10,1	60	11,4	51	12,4
transport	19	6,7	22	7,0	29	9,1	79	21,5	56	10,6	30	7,3
fabrication	48	16,8	43	13,7	59	18,5	51	13,9	81	15,4	59	14,4
construction	19	6,7	32	10,2	26	8,2	29	7,9	45	8,5	25	6,1
professions libérales	11	3,9	25	8,0	21	6,6	21	5,7	25	4,7	14	3,4
clergé	3	1,1	2	0,6	2	0,6	4	1,1	6	1,1	5	1,2
services	13	4,6	3	1,0	12	3,8	8	2,2	10	1,9	11	2,7
fonction publique					1		1		2	0,4	10	2,4
agriculture	24	8,4	26	8,3	15	4,7	41	11,1	28	5,3	9	2,2
journaliers	123	43,2	99	31,5	92	28,8	57	15,5	134	25,4	93	22,6
domestiques											3	0,7
rentiers			7	2,2			3	0,8	1		44	10,7
divers	14	4,9	8	2,6	9	2,8	7	1,9	30	5,7	10	2,4
sans profession			24	7,6	22	6,9	30	8,2	49	9,3	47	11,4
total	285		314		319		368		527		411	
<i>Louiseville</i>												
commerce	8	12,7	15	13,0	19	12,6	23	8,0	27	7,3	34	6,8
transport			4	3,5	5	3,3	12	4,2	12	3,2	32	6,4
fabrication	13	20,6	25	21,7	34	22,5	61	21,2	60	16,2	99	19,6
construction	3	4,8	12	10,4	18	11,9	18	6,3	37	10,0	49	9,7
professions libérales	5	7,9	4	3,5	8	5,3	12	4,2	11	3,0	14	2,8
clergé	1		1		1		1		2	0,5	2	0,4
services	4	6,4	4	3,5	5	3,3	7	2,4	11	3,0	13	2,6
fonction publique	1						1		5	1,4	4	0,8
agriculture	9	14,3	12	10,4	22	14,6	29	10,1	33	8,9	43	8,5
journaliers	13	20,6	29	25,2	17	11,3	106	36,8	122	33,0	155	30,8
domestiques					1				3	0,8	6	1,2
rentiers			3	2,6	1		16	5,6	5	1,4	18	3,6
divers	1				3	2,0	1		10	2,7	7	1,4
sans profession	5	7,9	6	5,2	17	11,3	1		32	8,7	28	5,6
total	63		115		151		288		370		504	

Note: Les cas de double profession étant peu nombreux (1 en 1881 et 1 en 1891 à Berthierville; 2 en 1831, 4 en 1861, 1 en 1871, 3 en 1881 et 4 en 1891 à Louiseville), nous les avons compté deux fois.

Sources: *Recensements du Canada, 1831-1891* (listes nominatives).

famille se déclarent journaliers à mesure qu'avance le siècle. D'une douzaine qu'ils étaient en 1831, leur nombre dépasse la centaine en 1871 et les 150 en 1891. Tous ces travailleurs non qualifiés qui selon la saison, la conjoncture ou les opportunités qui s'offrent à eux, occupent un emploi et un autre, ne sont pas que des jeunes. Dans le second demi-siècle, de 40 à 70% environ de ces chefs de famille sont âgés de 40 ans et plus, quelques-uns ayant 60 ans et au delà (entre 6 et 31% suivant les années) (annexe 7.2). Être journalier apparaît donc dans les deux agglomérations étudiées comme une condition revêtant un caractère permanent⁴⁹. Considérée du point de vue spatial, on remarque la présence des journaliers partout dans l'aire villageoise. En 1831, 77 demeurent dans le village de Berthier, 21 dans le premier noyau au nord et 25 dans le second (annexe 7.3). Dans la deuxième moitié du siècle, les deux hameaux au nord du village comptent cependant de moins en moins de chefs de famille journaliers. En 1881, sur les 134 recensés dans l'aire villageoise, 113 (84,3%) se trouvent dans le noyau central. Un seul journalier habite en dehors de celui-ci en 1891. À Louiseville, par contre, on observe une moins grande concentration de journaliers dans le noyau principal à mesure que l'aire villageoise se déploie dans l'espace. Près des deux tiers des journaliers dénombrés en 1871 sont au village et ses abords, le village des Américains abrite l'autre tiers. En 1891, 101 résident au village ou tout près, 31 au village à proximité de la grande scierie et 23 à la Place Pie IX.

⁴⁹ À propos des journaliers, voir S. Courville, *Entre ville et campagne...*, 141-143; Bruno Ramirez, *Par monts et par vaux. Migrants canadiens-français et italiens dans l'économie nord-atlantique, 1860-1914* (Montréal, Boréal, 1991), 30-33.

Le second secteur d'activité à compter le plus grand nombre de chefs de famille est celui de la fabrication. Entre une quarantaine et une cinquantaine y oeuvrent tout au long du siècle à Berthierville, sauf en 1881 où ils sont 81, tandis que leur nombre croît constamment à Louiseville (de 13 en 1831 à 99 en 1891). Exprimés en pourcentage, entre 13,9 et 18,5% des chefs de famille de Berthierville et autour de 20% de ceux de Louiseville travaillent (sauf en 1881, 16,2%) dans ce secteur au XIX^e siècle. Une forte proportion d'entre eux exercent des métiers du cuir (entre 14 et 27 à Berthierville et entre 6 et 31 à Louiseville selon les années). Ils sont pour la plupart des cordonniers, mais également des selliers, des tanneurs, des corroyeurs et des manufacturiers de cuir. Les travailleurs des métaux viennent au second rang (de 8 à 16 à Berthierville et de 3 à 25 à Louiseville), sauf à Berthierville où les individus oeuvrant dans le vêtement et l'alimentation sont plus nombreux en 1831 et 1891 respectivement. Jusqu'en 1851, ce sont des ferblantiers, des «fabricants de moulins» et surtout des forgerons. À partir de 1861, d'aucuns se déclarent machinistes, mécaniciens, mouleurs, fondeurs et manufacturiers de fonte. Les autres métiers du secteur de la fabrication, à savoir ceux liés au bois, au matériel de transport, au vêtement et à l'alimentation, comptent toujours moins d'une dizaine de chefs de famille à l'exception des deux derniers certaines années (17 en 1891 à Louiseville, 13 en 1881 et 11 en 1891 à Berthierville dans l'alimentation; 13 dans le vêtement à Berthierville en 1831). Par rapport aux journaliers, les individus œuvrant dans le secteur de la fabrication se trouvent davantage dans le noyau central (annexe 7.3). À Berthierville, 79,2% et plus habitent au village, les autres sont recensés principalement dans le second noyau d'habitat groupé (entre 4,7 et 15,7%). Même situation à Louiseville où on ne

compte plus que 8 individus sur une soixantaine en dehors du noyau principal en 1871 et 1881 et une vingtaine (20,2%) en 1891.

Après la fabrication, les secteurs d'activités où les effectifs sont les plus importants sont ceux du commerce, du transport et de la construction. Le monde du commerce connaît une croissance continue tant à Berthierville qu'à Louiseville au siècle dernier. Le nombre de chefs de famille qui y travaillent passe de 11 à 31 de 1831 à 1861, puis à 51 en 1891 pour la première. Ils sont respectivement 8, 19 et 34 aux mêmes années dans la seconde. En regard de la population des aires villageoises, le secteur commercial semble plus développé à Louiseville jusqu'en 1861. En revanche, celui-ci l'est davantage à Berthierville dans le dernier tiers du siècle. Le secteur des transports est également plus important dans cette localité tout au long du siècle. Alors que jamais plus de 6,4% des chefs de famille y sont rattachés à Louiseville, ce pourcentage grimpe jusqu'à 21,5% en 1871 à Berthierville. Ce secteur regroupe surtout des charretiers (jusqu'à 29 à Louiseville en 1891), des voyageurs, des navigateurs (de 15 à 33 à Berthierville selon les années) et, dans une moindre mesure, des agents de compagnies de transport et des employés de chemin de fer et de gare à la fin du siècle. Par contre, les chefs de famille qui exercent les métiers de la construction (menuisier, charpentier, maçon, peintre et plâtrier) sont, toutes proportions gardées, plus nombreux à Louiseville, sauf en 1831 et 1871. Examinée dans l'espace, la grande majorité des individus reliés à ces trois derniers secteurs sont des résidents des villages.

Retenons enfin les chefs de famille des professions libérales et du secteur des services. On dénombre 5 membres des professions libérales à

Louiseville en 1831 comparativement à 11 à Berthierville. L'éventail des services offerts par ceux-ci est plus large dans cette dernière. Non seulement y retrouve-t-on des médecins et des notaires, les seules mentions professionnelles à Louiseville, mais également deux chirurgiens, deux huissiers, un avocat et un arpenteur. Cette différence s'amenuise à mesure que s'écoule le siècle. Les effectifs des professions libérales dépassent la dizaine à Louiseville à partir de 1871 et la vingtaine à Berthierville de 1851 à 1881. Quant aux individus du secteur des services dont un bon nombre sont rattachés au milieu de l'hébergement (aubergiste, hôtelier), leur pourcentage est supérieur à Louiseville jusqu'en 1851 pour ensuite se maintenir entre environ 2% et un peu plus de 3% le reste du siècle dans les deux localités.

D- DES LIEUX DE RENCONTRE⁵⁰

En raison de ses diverses fonctions et de son rôle de relais des rapports villes-campagnes, l'aire villageoise se révèle un lieu de rencontre animé, d'autant plus animé qu'elle gagne en taille et en importance. Comme pôles de l'espace rural saint-pierrais, Berthierville et Louiseville ont été au centre d'une vie de relation intense. Nous avons recueilli une grande quantité de données ponctuelles et sérielles sur la vie de relation de ces deux entités villageoises au XIX^e siècle. Nous ne présentons ici que les secondes. Celles-ci

⁵⁰ Les éléments qui composent cette section ont déjà été présentés au colloque «Espace et culture» (Québec, 1994). Voir notre communication «Aspects de la vie de relation de deux entités de la région du lac Saint-Pierre au XIX^e siècle: Berthierville et Louiseville», Serge Courville et Normand Séguin, dir., *Espace et culture/Space and Culture* (Sainte-Foy, Les Presses de L'Université Laval, 1995), 325-328.

se rapportent à quelques-uns de leurs établissements d'enseignement et hôteliers et ne touchent que le dernier quart du XIX^e siècle.

Les établissements d'enseignement des communautés religieuses en milieu rural accueillaienent fréquemment des enfants d'autres paroisses. Le couvent des Soeurs de l'Assomption de Louiseville, fondée en 1875, et le collège Saint-Joseph des Clercs de Saint-Viateur de Berthierville, qui ouvre ses portes en 1848, ne faisaient pas exception⁵¹. Pour les quelques années observées au cours de la période 1875-1896, la clientèle annuelle du couvent de Louiseville oscille entre 80 et 160 élèves environ. De cette cohorte, entre 3 et 16 élèves viennent d'autres paroisses du comté de Maskinongé, de 1 à 3 des comtés voisins de Berthier et de Saint-Maurice, et de 1 à 7 de Montréal et des environs proches, chaque année. Quelques jeunes filles des États-Unis et des provinces du Canada anglais fréquentent l'établissement entre 1883 et 1895⁵². Le collège de Berthier dont les effectifs se chiffrent en moyenne à un peu moins de 150 élèves par année entre 1884 et 1895, a une aire de recrutement beaucoup plus large. Celle-ci comprend des paroisses de la rive nord du lac Saint-Pierre (entre une douzaine et une trentaine d'élèves chaque année dont la moitié des paroisses du comté de Berthier), des comtés de

⁵¹ Deux autres établissements d'enseignement ont été implantés dans ces agglomérations villageoises au siècle dernier, le collège Saint-Louis-de-Gonzague des Frères de l'Instruction Chrétienne à Louiseville en 1894, et le couvent des Soeurs de la Congrégation de Notre-Dame dans le village de Berthier en 1825. Les archives du premier établissement ont été perdues. Nous avons consulté les «registres des comptes des pensionnaires» du second établissement. Malheureusement, le lieu de résidence des élèves n'est pas toujours indiqué.

⁵² Ces chiffres sont tirés des «Livres d'entrées et d'absences» des élèves pour les années 1875-76, 1877-78, 1880-81, 1883-84, 1885-86, 1887-88, 1890-91, 1893-94 et 1895-96. Outre les noms des élèves et leurs lieux de résidence, la première partie des livres contient les renseignements suivants: les noms de leurs pères, leur statut (externe ou pensionnaire), leur âge, les enregistrements détaillés des entrées et des sorties (mois, jour), les sommes dues (frais de scolarité, achats de livres, etc.) et les versements effectués (montants et dates). La seconde partie des livres fait état de la comptabilité du couvent. Trois-Rivières, Archives des Soeurs de l'Assomption de la Sainte-Vierge.

Joliette (de 3 à 8) et de Champlain (de 1 à 10 dans les années 1890), la ville de Sorel (de 1 à 5), quelques paroisses près de Montréal et de la ville de Montréal même (jusqu'à 32 élèves au cours des années scolaires 1890-1891 et 1894-1895). Le nombre des élèves de l'extérieur de la province varie annuellement entre 2 et 17⁵³. En somme, le rayonnement de ces deux établissements montre que Berthierville et Louiseville entretiennent des relations étroites avec leurs localités voisines respectives et, dans une moindre mesure, avec celles à l'ouest de la région.

Les données, pour quelques années, sur les allées et venues des clients des hôtels Rivière-du-Loup et Mineau de Louiseville et des hôtels Guilmette et Canada de Berthierville s'avèrent encore plus éloquentes sur la vie de relation de ces deux agglomérations villageoises. Celles-ci sont extraites des registres des deux premiers établissements et des rubriques sur les arrivées aux hôtels parues dans le journal hebdomadaire *La Gazette de Berthier* dans le cas des deux autres.

Datant du début des années 1870, l'hôtel Rivière-du-Loup est un modeste établissement comportant six chambres⁵⁴. Plus imposant, avec près d'une quinzaine de chambres, l'hôtel Mineau, construit en 1878, était considéré dans le dernier quart du siècle comme l'hôtel le plus spacieux et le plus confortable sur le parcours du chemin de fer entre Québec et

⁵³ Ces informations ont été trouvées dans les «Listes des élèves et des professeurs» pour les années 1884-85, 1887-95. Les données pour les années antérieures à 1884 et celles entre 1896 et le début du XX^e siècle ont été perdues. Montréal, Archives des Clercs de Saint-Viateur, Fonds P5/L.

⁵⁴ ANQTR, cour supérieure du district de Trois-Rivières, n^o 37: John Thompson, demandeur, c. Honoré Durand, défendeur, 1878, «État des affaires de Honoré Durand».

Montréal⁵⁵. Nous n'avons pas d'informations sur la taille des hôtels Guilmette et Canada. Considérant toutefois le nombre de clients qui y défilent en 1895, il est loisible de croire qu'ils ne comptent pas plus qu'une douzaine de chambres chacun.

TABLEAU 7.6
Le nombre d'inscriptions mensuelles aux hôtels
de Louiseville et de Berthierville pour quelques années

mois	Hôtel Riv.-du-Loup de Louiseville 1875		Hôtel Riv.-du-Loup de Louiseville 1880		Hôtel Mineau de Louiseville 1895		Hôtel Guilmette de Berthierville 1895		Hôtel Canada de Berthierville 1895	
	nbre	%	nbre	%	nbre	%	nbre	%	nbre	%
janvier	82	7,7	87	9,0	85	7,8	128	9,5	145	11,4
février	36	3,4	49	5,1	77	7,1	100	7,4	90	7,1
mars	45	4,2	70	7,2	82	7,5	110	8,1	112	8,8
avril	42	4,0	21	2,2	72	6,6	109	8,1	82	6,5
mai	62	5,8	52	5,4	106	9,7	117	8,6	104	8,2
juin	123	11,6	100	10,3	114	10,5	125	9,2	123	9,7
juillet	245	23,1	129	13,3	144	13,2	135	10,0	164	12,9
août	198	18,6	146	15,0	83	7,6	108	8,0	132	10,4
septembre	73	6,9	85	8,8	80	7,4	121	8,9	82	6,5
octobre	65	6,1	107	11,0	92	8,5	102	7,5	90	7,1
novembre	33	3,1	63	6,5	84	7,7	117	8,6	65	5,1
décembre	58	5,5	62	6,4	69	6,3	82	6,1	82	6,5
total	1 062		971		1 088		1 354		1 271	

Sources: Archives de la Société historique de Louiseville, *Registres de l'hôtel Rivière-du-Loup (1874-82) et de l'hôtel Mineau (1893-97)*; *La Gazette de Berthier*, 1895.

L'hôtel Rivière-du-Loup reçoit 1 062 clients en 1875 ce qui est considérable compte tenu que Louiseville n'était pas encore desservi par le chemin de fer, et 971 en 1880 (tableau 7.6). Quinze ans plus tard, 1 088, 1 354 et 1 271 individus descendent respectivement aux hôtels Mineau, Guilmette et Canada. Les clients affluent tout au long de l'année, surtout lors

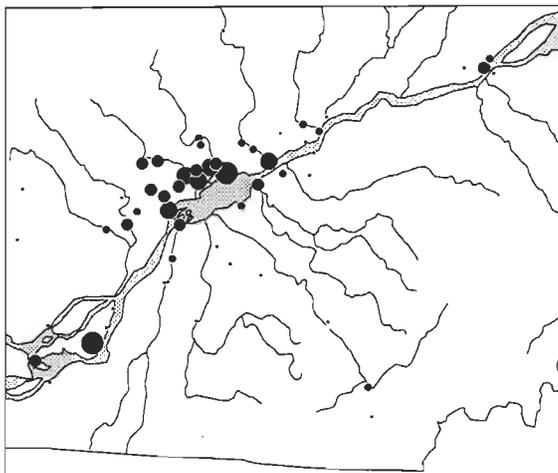
⁵⁵ «Thomas Mineau», *Le Courrier de Maskinongé*, 1 janvier 1893. Le propriétaire de cet hôtel, T. Mineau, déclare faillite en 1896. ANQTR, Cour Supérieure du district de Trois-Rivières, n° 71: La Banque d'Hochelaga, requérante cession, c. Thomas Mineau, débiteur cédant, 1896.

de la période estivale et en janvier, mois au cours duquel ont lieu les réjouissances du Nouvel An.

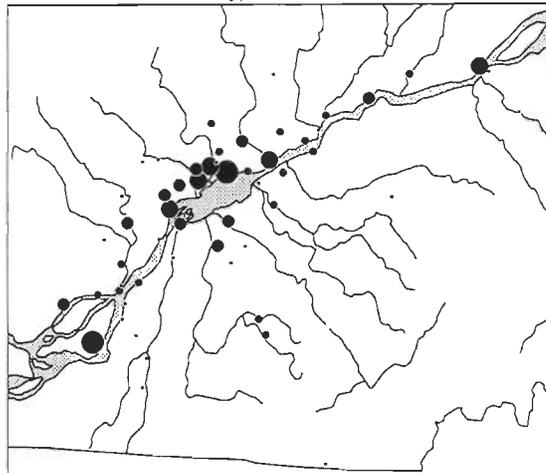
Cette clientèle provient de partout au Québec, de la vallée de la Matapédia à Beauharnois en passant par les Cantons de l'Est sur la rive sud et de Chicoutimi au Saguenay à Hull dans l'Outaouais sur la rive nord, ainsi que du nord-est des États-Unis et d'autres provinces canadiennes (6 à 12% des clients). Cela dit, des lignes de force se dégagent. Près de 50% des clients inscrits au registre de l'hôtel Rivière-du-Loup en 1875 viennent des paroisses riveraines du lac et l'arrière-pays de la rive nord, principalement des paroisses limitrophes (Yamachiche, 139 inscriptions; Saint-Léon, 72; Maskinongé, 57) et des villes de Trois-Rivières et de Berthier (81 et 55 inscriptions). Ce pourcentage baisse à 35% en 1880 puis à 19% dans le cas de l'hôtel Mineau en 1895 (figure 7.7). Par contre, un nombre sans cesse croissant d'individus des localités à l'ouest du pays saint-pierrais, surtout de Montréal (140 inscriptions en 1875, 280 en 1880 et 500 en 1895), fréquentent les hôtels de Louiseville. Les relations avec la partie orientale de la vallée laurentienne semblent plus ténues, à l'exception de Québec (de 18 inscriptions en 1875 à 72 en 1895). Comme dans le cas de l'hôtel Mineau en 1895, la moitié des clients des établissements berthelais cette année-là arrivent de la plaine de Montréal. Plus précisément, 1 214 individus sont de Montréal, une quarantaine de la rive nord de la plaine et près d'une centaine de la rive opposée dont 40 de la ville de Saint-Hyacinthe seulement. Une autre portion importante de la clientèle vient des localités environnantes de Berthierville et des basses terres de la rive nord du lac Saint-Pierre, principalement des villes de Joliette, Sorel, Trois-Rivières et Louiseville (181, 143, 106 et 46 inscriptions respectivement). Des gens demeurant à l'est

FIGURE 7.7
LE LIEU DE RÉSIDENCE DES CLIENTS DES HÔTELS
DE LOUISEVILLE ET DE BERTHIERVILLE POUR QUELQUES ANNÉES
 (selon le nombre d'inscriptions)

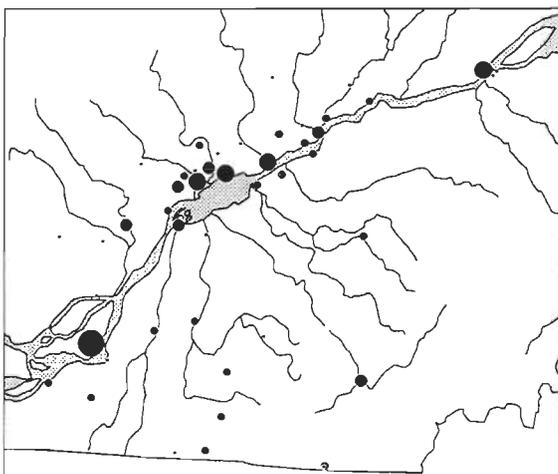
Hôtel Rivière-du-Loup de Louiseville, 1875



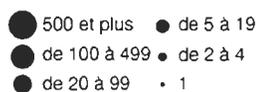
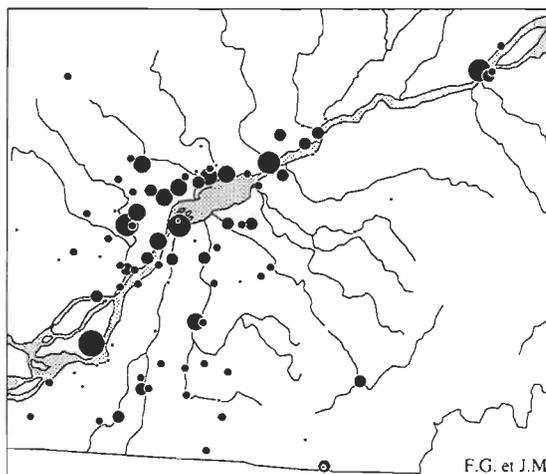
Hôtel Rivière-du-Loup de Louiseville, 1880



Hôtel Mineau de Louiseville, 1895



Hôtels Guilmette et Canada de Berthierville, 1895



100 kilomètres

Sources: Archives de la Société historique de Louiseville, *Registres de l'hôtel Rivière-du-Loup (1874-82)* et de l'hôtel Mineau (1893-97); *La Gazette de Berthier*, 1895.

de la région du lac Saint-Pierre, les hôtels de Berthierville en accueillent un peu plus de 200 et la majorité sont de Québec (147 inscriptions).

Plusieurs individus viennent plus d'une fois au cours d'une année dans les hôtels ce qui donne à penser que leur clientèle ne se compose pas que de passants et de touristes, mais également d'individus qui, sur une base régulière, se rendent à Louiseville et à Berthierville soit pour visiter des parents, soit pour y traiter des affaires (tableau 7.7). Leur nombre s'élève à 86 en 1875, à 118 en 1880 et à 134 en 1895 dans le cas des hôtels de Louiseville alors qu'ils sont 316 à ceux de Berthierville cette dernière année. La présence de ces clients réguliers atteste que Berthierville et Louiseville entretiennent des contacts fréquents et soutenus avec d'autres localités régionales et extra-régionales.

TABLEAU 7.7
Le nombre de clients descendus deux fois et plus
dans les hôtels de Louiseville et de Berthierville pour quelques années

nombre de fois	Hôtel	Hôtel	Hôtel	Hôtels
	Riv.-du-Loup 1875	Riv.-du-Loup 1880	Mineau 1895	Guilmette et Canada 1895
2	49	75	80	155
3	16	23	20	75
4	6	7	8	24
5	6	8	9	20
6	3	2	5	6
7	2	2	3	7
8	2		3	10
9			3	3
10 et +	2	1	3	16
total	86	118	134	316

Sources: Archives de la Société historique de Louiseville, *Registres de l'hôtel Rivière-du-Loup (1874-82) et de l'hôtel Mineau (1893-97)*; *La Gazette de Berthier*, 1895.

En définitive, l'examen du lieu de résidence des élèves de deux établissements d'enseignement et des clients de quatre hôtels de Berthierville

et de Louiseville pour quelques années indique que ces deux aires villageoises étaient des lieux de rencontre passablement fréquentés et vient confirmer, une fois de plus, l'intensité et la complexité de la vie de relation dans la région du lac Saint-Pierre au siècle dernier.

* * *

Différents constats se dégagent de l'étude de la croissance des aires villageoises de Berthierville et de Louiseville. Toutes deux naissent d'abord de l'initiative de seigneurs-marchands désireux de rentabiliser au plus tôt leurs investissements. Un an après être devenu titulaire de la seigneurie de Berthier, James Cuthbert lotit en terrains une partie de son domaine. D'autres agents fonciers dont plusieurs font partie de la petite bourgeoisie locale (médecin, notaire, marchand et bourgeois) assureront par la suite l'extension de l'espace villageois. À Rivière-du-Loup, le premier lotissement est l'œuvre d'un marchand. Mais très rapidement, les marchands et seigneurs Hart prennent le relais et ce, jusqu'en 1844, année où ils vendent leurs avoirs au marchand Etienne Mayrand⁵⁶. Les deux cas étudiés corroborent les propos de Courville sur le rôle des seigneurs dans la formation des villages⁵⁷.

Il ressort également que l'aire villageoise se déploie dans l'espace agricole par débordements successifs. Ceux-ci ne se font pas au hasard mais sont planifiés par des agents fonciers qui entendent mettre en valeur leur bien-fonds. Mais l'extension de l'espace villageois, résultat de l'augmentation

⁵⁶ ANQM, Greffe de Pierre Lamothe, minute 893, 3 octobre 1844.

⁵⁷ S. Courville, «Croissance villageoise et industries rurales...», 210-211; *Entre ville et campagne...*, 43-46.

de la population qui y habite, ne s'effectue pas au même rythme dans les deux entités à l'étude. Berthierville connaît une forte croissance à la fin du XVIII^e siècle et dans la première moitié du XIX^e siècle mais la mise en place de nouveaux systèmes à l'échelle de l'axe laurentien, qui brise les équilibres anciens, ne le favorise guère après 1850. Pour sa part, de modeste village qu'il était au début du siècle, Louiseville devient sous l'impulsion de l'économie du bois, une ville de petite dimension à la fin du siècle. De plus, à la différence de celle de Berthierville, la croissance de Louiseville ne prend pas seulement appui sur son noyau central, mais aussi sur ses noyaux secondaires. Apparus tôt dans le siècle, les petits noyaux villageois au nord de Berthierville voient leurs effectifs chuter en fin de siècle alors que ceux de Louiseville, de formation plus récente, retiennent un pourcentage toujours plus élevé des effectifs villageois, sauf en 1881. Un dernier élément est à relever concernant la population de ces deux entités. Bien qu'à la base la structure socioprofessionnelle des aires villageoises se compose essentiellement de journaliers et de travailleurs du secteur de la fabrication, il appert que la proportion d'individus œuvrant dans un des secteurs liés de près ou de loin aux services (commerce, transport, professions libérales et services même) est plus importante à Berthierville.

Enfin, nous avons vu que Berthierville et Louiseville étaient au cœur d'une vie de relation nourrie. Les schémas de relation qu'elle dessine montre, comme nous l'avons constaté dans les trois chapitres précédents, que ces deux aires villageoises entretiennent des liens étroits avec les différentes localités de la région, particulièrement avec celles de leurs environs immédiats, et à l'échelle du pays laurentien, que l'espace saint-pierrais est de plus en plus

bien inséré dans la zone d'influence sans cesse grandissante du pôle montréalais à mesure que le siècle s'écoule.

Plusieurs facteurs sont à l'origine des profondes transformations des aires villageoises de Berthierville et de Louiseville au XIX^e siècle, à commencer par les nombreuses industries qui y voient le jour.

CHAPITRE VIII

DES EXPÉRIENCES DIFFÉRENTES DE CROISSANCE INDUSTRIELLE

Comme plusieurs entités villageoises, Berthierville et Louiseville ont connu une expérience industrielle au XIX^e siècle. Comparée à d'autres toutefois, celle de ces deux agglomérations a été plus soutenue et de plus longue portée dans le siècle. Notre intention ici est de procéder à une sorte de radiographie de cette expérience. Nous dressons d'abord un portrait d'ensemble de la montée des industries rurales dans ces deux localités entre 1831 et 1901. Les moyennes et les grandes unités de production (6 à 15 travailleurs et 16 travailleurs et plus respectivement) de plus en plus nombreuses dans chacune d'elle à mesure que le siècle avance retiennent ensuite notre attention. Plus précisément, nous retraçons l'évolution de la plupart d'entre elles et examinons quelques-uns des faits d'échange auxquelles elles donnent lieu. De ces histoires d'entreprises, nous dégageons par la suite des éléments de réflexion sur leur organisation, les formes juridiques qu'elles empruntent, leur financement et l'entrepreneuriat qui les ont fait naître. Enfin, attentif à la dimension spatiale, nous nous interrogeons sur le rôle des industries rurales comme éléments structurants de l'aire villageoise. Mais auparavant, il y a lieu de jeter un regard sur les sources qui ont été mises à contribution pour le présent chapitre.

A- LES SOURCES

Cette étude sur l'industrialisation de Berthierville et de Louiseville ne repose pas seulement sur les données nominatives des recensements de 1831 à 1871

et les tableaux publiés de 1881 à 1901 comme ce fut le cas pour le chapitre III¹ qui traite du phénomène des industries rurales dans le pays saint-pierrais, mais sur un plus large éventail de sources. Contrairement aux précédents, les recensements nominatifs de 1881 à 1901 ne renferment aucune information sur les équipements de production. En fait, il n'a été conservé de ceux-ci que le dénombrement des vivants auquel s'ajoute un autre tableau sur les bien-fonds en 1901. Qu'à cela ne tienne, quelques-uns de ces recensements peuvent être utiles sous le rapport des activités industrielles. De celui de 1881, il n'y a rien à tirer. En 1891, par contre, chaque chef de famille doit déclarer s'il est «employé» ou «patron» et, dans ce dernier cas, le nombre d'individus qu'il emploie. Dès lors, le relevé des patrons qui œuvrent dans les secteurs de la fabrication et de la construction seulement peut nous donner une idée du nombre d'équipements de production d'une localité. Il faut cependant se garder d'accorder une valeur absolue à ces données. En effet, les patrons qui déclarent une profession reliée aux secteurs de la fabrication et de la construction ne sont sûrement pas les seuls propriétaires d'organisations de production. De même, un patron peut posséder un établissement dans une autre paroisse que celle où il réside². Tout aussi indicatif du nombre possible d'unités de production dans une localité donnée est la recension des individus reliés à la fabrication et la construction qui travaillent à leur compte (tableau 1: Population) et des

¹ Pour une critique de ces sources, voir la première section de ce chapitre.

² Par exemple, William Laurie de Louiseville se dit patron et déclare que 11 individus travaillent pour lui. D'autres sources nous révèlent que Laurie est effectivement propriétaire d'un établissement industriel, soit une manufacture de fuseaux et de cannelles, située non pas à Louiseville, mais à Saint-Alexis-des-Monts.

propriétaires ou tenanciers d'une manufacture (tableau 2: Bâtiments et terres, églises et écoles) dans les listes nominatives de 1901.

Précieuses pour avoir un instantané des industries rurales au début de chacune des décennies après le premier quart du XIX^e siècle, les données nominatives des recensements doivent être combinées à d'autres sources si nous désirons suivre des organisations de production dans le temps. À cet effet, nous avons eu recours: 1- aux journaux berthelais et louisevilliens qui se révèlent très loquaces pour souligner les réalisations et les mérites de l'entrepreneuriat local; 2- les archives judiciaires, en particulier les dossiers de faillite et les registres de déclarations sociales, dans lesquelles abondent les détails sur les équipements de production; 3- les archives de la publicité des droits³ à partir desquelles nous pouvons obtenir des renseignements sur les unités de production, mais surtout reconstituer les itinéraires d'entrepreneurs, et ainsi, mettre au jour leurs stratégies en matière de financement. D'autre part, ces sources nous permettent de déceler l'existence d'autres activités de production dans l'intervalle de deux recensements. Jumelées aux recensements nominatifs, celles-ci nous donnent la juste mesure des industries rurales au siècle dernier.

³ À propos de ces archives, voir Normand Séguin et Daniel Larouche, «Les archives de l'enregistrement des matériaux nouveaux pour l'histoire du Québec contemporain: l'exemple du bureau de Chicoutimi», *Archives*, VII, 1 (1975): 24-55, et «Les archives de l'enregistrement: commentaire sur les sources de la propriété foncière», *Archives*, VII, 2 (mai-août 1975): 130-134.

B- LA POUSSÉE DES ANNÉES 1831-1901: UNE VUE D'ENSEMBLE

Si l'on s'en rapporte aux données des recensements de 1831 et 1844, l'évolution des industries rurales de Berthier dans la première moitié du XIX^e siècle diffère passablement de celle de Rivière-du-Loup. Berthier ne compte que 6 équipements de production en 1831: 5 moulins dont 3 se retrouvent dans un même bâtiment (un moulin à scie, à carder et à fouler) et une fabrique de potasse et de perlasse (tableau 8.1). Au cours de la décennie suivante, le nombre des équipements fait plus que doubler pour s'établir à 19 en 1844. Comme au recensement précédent, la plupart sont des moulins (14) où s'effectuent principalement des travaux de sciage (5 moulins) et de mouture de blé ou d'avoine (5 moulins), les autres étant des tanneries (3) et des fabriques de potasse et de perlasse (2). Berthier se révèle alors comme la localité qui abrite le plus grand nombre d'unités de production de tout l'espace saint-pierrais, y incluant Trois-Rivières et Sorel. Rivière-du-Loup détenait ce titre en 1831. Cette année-là, on y dénombre 9 moulins (4 à farine, 3 à scie, 1 à carder et 1 à fouler), autant de fabriques de fer qui devaient être reliées à l'exploitation commerciale de la forêt amorcée depuis déjà plusieurs années dans ce coin de pays⁴, et 2 fabriques de potasse et de perlasse, pour un total de 20 équipements dont 6 étaient jumelés à une autre activité de production (un moulin à farine et à scie; un moulin à farine et à carder; un moulin à scie et une fabrique de potasse et de perlasse). Ce

⁴ René Hardy et Normand Séguin, *Forêt et société en Mauricie. La formation de la région de Trois-Rivières, 1830-1930* (Montréal, Boréal Express/Musée national de l'Homme, 1984), 23-28; René Hardy, Jean Roy et Normand Séguin, «Une recherche en cours: le monde rural mauricien au 19^e siècle», *Cahiers de géographie du Québec*, 26, 67 (avril 1982), 147.

nombre chute à 13 en 1844, principalement des tanneries (6), puis divers types de moulins (6) et une brasserie.

TABLEAU 8.1
Les équipements de production de Berthier et de Rivière-du-Loup, 1831 et 1844

type d'équipement	Berthier		Rivière-du-Loup	
	1831	1844	1831	1844
moulin à farine (a)	1	5	4	2
moulin à scie	1	5	3	1
moulin à fouler	1	2	1	1
moulin à carder	2	2	1	2
brasserie				1
tannerie		3		6
fabrique de fer			9	
fabrique de potasse et de perlasse	1	2	2	
nbre d'équipements	6	19	20	13
nbre d'établissements	1(b)		3(c)	

(a): Trois de ces équipements à Berthier en 1844 sont des moulins à farine d'avoine.

(b): Un moulin à scie, à carder et à fouler.

(c): Un moulin à farine et à scie; un moulin à farine et à carder; un moulin à scie et une fabrique de potasse et de perlasse.

Sources: *Recensement du Bas-Canada, 1831* (listes nominatives); *Journaux de l'Assemblée législative des Canadas (1846)*, Récapitulation par districts et comtés des retours du dénombrement des habitants du Bas-Canada (1844), Appendice D.

Tous les équipements de production sans exception étant relevés à partir de 1851, nous pouvons mieux appréhender la structure industrielle de ces deux paroisses dans la seconde moitié du XIX^e siècle. Si les recensements de 1831 et 1844 donnent à penser qu'elles ont une longueur d'avance en matière d'organisation de production sur bien d'autres localités rurales, ceux du troisième quart du siècle le confirment. En 1851, Berthier et Rivière-du-Loup apparaissent en effet comme des pôles industriels du monde rural saint-pierrais. Cette année-là, Berthier est la localité la mieux dotée en équipements de la région (68), suivie par Rivière-du-Loup (51) (tableau 8.2). La primauté de ces deux paroisses tient à la présence d'un nombre considérable de boutiques d'artisan (60 à Berthier, 47 à Rivière-du-Loup).

TABEAU 8.2
Les équipements de production de Berthier et de Rivière-du-Loup, 1851-1871

type d'équipement	Berthier						Rivière-du-Loup					
	1851		1861		1871		1851		1861		1871	
	nbre	trav.	nbre	trav.	nbre	trav.	nbre	trav.	nbre	trav.	nbre	trav.
boutique de menuisier (a)	25		2	1	11	19	21		10	1	14	17
boutique de meublier								1			2	8
boutique de tonnelier											1	1
moulin à scie, scierie	1		1		1	1		1	100	1	350(i)	
boutique de cordonnier (b)	8		3		5	11	9	10	10	8	16	
boutique de sellier	4		4		3	6	1	1	1	1	3	
tannerie, bout. de tanneur	3	5	2	11	2	55	7	1		3	32	
boutique d'orfèvre	1										1	2
boutique de ferblantier	1				2	4		1	1	1	3	
boutique de forgeron	8		4	3	7	11	5	5	1	10	21	
fonderie	1	16	2	16							2	7
boulangerie	3				2	3	2	3		5	6	
charcuterie					3	4						
moulin à farine	2	8	2	11	3	5	2	5	2	3	2	4
boutique de chapelier	1						1		2		1	2
boutique de modiste			1									
boutique de tailleur	1				1	6	1				2	8
moulin à carder	1	3	1		1	1	2				2	2
moulin à fouler	2		1		1	1					1	1
boutique de charron								1	2			
boutique de voiturier	1		4	4	2	3		4	6	5	16	
boutique d'armurier	1				1	1						
boutique d'horloger								1			1	1
autres (c)	4	2	1		1	10					1	12
nbre d'équipements	68	34	28	46	46	141	51	5	43	125	64	512
nbre d'établissements	2(d)	8	1(e)	10	1(f)	6	2(g)	5			4(h)	386

(a): Ont été comptées avec ce type d'équipement une boutique de charpentier en 1851 et une boutique de boisselier en 1861 à Berthier, ainsi qu'une boutique de menuisier et de voiturier en 1861 à Rivière-du-Loup.

(b): Deux ateliers de chaussures ont été regroupés avec les boutiques de cordonnier à Rivière-du-Loup en 1871.

(c): Trois boutiques et une potasserie en 1851, un moulin à brayer le lin en 1861 et un chantier de construction de moulins (10 travailleurs) en 1871 à Berthier; un chantier de construction navale (12 travailleurs) en 1871 à Rivière-du-Loup.

(d): Un moulin à farine et à carder; un moulin à farine, à scie et à fouler

(e): Un moulin à farine, à scie, à carder, à fouler et à brayer le lin.

(f): Un établissement regroupant deux moulins à farine, un moulin à scie, à carder et à fouler.

(g): Deux moulins à farine et à carder.

(h): Un moulin à farine et à carder; un moulin à farine, à carder et à fouler; une fonderie et une boutique de forgeron; une scierie, un chantier de construction navale et une boutique de forgeron.

(i): Ce nombre inclut les travailleurs dans les chantiers.

Sources: *Recensements du Canada, 1851-1871* (listes nominatives).

Parmi elles, les plus nombreuses sont les boutiques de menuisier (24 à Berthier, 21 à Rivière-du-Loup), celles de cordonnier (8 et 9), celles de forgeron (8 et 5) et celles de tanneur (7 à Rivière-du-Loup). Des moulins (plus que 6 à Berthier, 4 à Rivière-du-Loup), pour la plupart, des composantes d'établissements, une potasserie et une fonderie qui emploie 16 individus (Berthier) complètent leur appareil de production non agricole.

De 1851 à 1861, on assiste à un recul des industries rurales à Berthier et Rivière-du-Loup, situation qui n'est pas propre à ces deux localités seulement comme nous l'avons constaté au chapitre III. Berthier ne compte plus que 28 unités de production en 1861, soit deux fois moins que dix ans auparavant. Les deux tiers de ces équipements se rattachent au monde des artisans (19 boutiques). À côté de ces boutiques, on relève 6 moulins, 2 fonderies (6 et 10 travailleurs) et 1 tannerie (10 travailleurs). Concomitante de cette chute, la population de l'aire villageoise de la paroisse n'augmente que très peu (moins d'une centaine d'habitants) au cours de cette période. Le nombre des équipements de production chute également à Rivière-du-Loup au cours de cette décennie, mais dans une proportion moindre qu'à Berthier. Il s'établit à 43 en 1861, soit 7 de moins qu'au début du second demi-siècle. Pour l'essentiel, il s'agit de boutiques ou d'échoppes d'artisan (40) — dont la moitié appartiennent à des menuisiers ou des cordonniers —, auxquelles s'ajoutent deux moulins à farine et une grande scierie (100 travailleurs).

Mais ce ressac n'est que de courte durée puisque Berthier et Rivière-du-Loup renouent avec la croissance industrielle entre 1861 et 1871. Au cours de cette période, Berthier gagne du terrain perdu sans toutefois parvenir au niveau qu'il avait atteint vingt ans auparavant (46 équipements en

1871) et ce, malgré une légère baisse de la population villageoise. De son côté, la paroisse de Rivière-du-Loup, forte d'une croissance villageoise soutenue, émerge comme le principal centre de production de l'espace rural saint-pierrais (64 équipements en 1871). Plus de 80% des équipements de ces deux paroisses en 1871 sont toujours des boutiques d'artisan (38 à Berthier, 54 à Rivière-du-Loup). Celles-ci gravitent autour d'équipements plus imposants tels 6 moulins — dont 5 se trouvent dans le même établissement —, un chantier de construction de moulins (10 travailleurs) et une tannerie (54 travailleurs) à Berthier, et 5 moulins, 2 fonderies (1 et 6 travailleurs), une tannerie (30 travailleurs), et un chantier de construction navale (12 travailleurs) et une scierie (350 travailleurs incluant ceux dans les chantiers) réunis dans le même établissement à Rivière-du-Loup. En marge des équipements de cette dernière paroisse, se déroulent d'autres activités de production reposant sur le travail à façon. Il s'agit d'une douzaine d'ateliers de broderie dirigés par des femmes, dont cinq sont des épouses ou des filles de marchands, et pour lesquelles œuvrent un peu plus de 400 travailleuses. Déjà au recensement de 1851, 138 femmes se déclaraient brodeuses à Rivière-du-Loup. Celles-ci exécutaient des travaux «sur écorce de bouleau avec poil d'original coloré⁵». En 1871, les brodeuses utilisent toujours l'écorce de bouleau comme matière première, mais également le feutre. Et comme la production est présentée en paires de chaussures dans la plupart

⁵ *Recensement du Canada, 1851* (listes nominatives). Le recenseur ajoute que ce type d'activité est «fort étendu et très profitable». À l'exposition universelle de Paris en 1855, une dénommée Rhodes de Québec présenta quatre échantillons de broderie sur écorce qui sont décrits comme des articles de toilette et d'ornementation d'inspiration amérindienne. Voir *Le Canada, et l'exposition universelle de 1855* (Toronto, John Lovell, 1856), 24 et 206.

des ateliers, il y a lieu de croire que les brodeuses appliquent des motifs sur des souliers ou fabriquent des brodequins⁶.

Faire état de la situation des industries rurales de Berthierville et de Louiseville au cours des vingt dernières années du XIX^e siècle et au début du XX^e siècle se révèle plus difficile en raison de l'absence des feuillets se rapportant à celles-ci dans les recensements de cette période. On peut tout de même en avoir un aperçu en dénombrant les patrons et les travailleurs indépendants qui œuvrent dans les secteurs de la fabrication et de la construction dans ce qui reste des listes nominatives de 1891, dans le cas des premiers, et dans celles de 1901, dans le cas des seconds. En 1891, le nombre des patrons s'élève respectivement à 61 et à seulement 13 à Louiseville et Berthierville (tableau 8.3). À l'exception de trois manufacturiers qui déclarent employer 6 individus et plus (2 à Louiseville, 1 à Berthierville), tous peuvent être considérés comme des artisans. Un peu moins de 30% de ceux de Louiseville et le tiers de ceux de Berthierville embauchent même entre 1 et 5 employés. Dix ans plus tard, on compte 76 travailleurs indépendants à Louiseville contre 68 à Berthierville. Les professions les plus fréquemment déclarées sont celles de cordonnier (9 à Louiseville, 8 à Berthierville), forgeron (6 et 8), menuisier (6 et 10) et modiste (12 et 6).

⁶ Il s'agit d'une chaussure d'étoffe ou de peau qui recouvre le pied et le bas de la jambe. Pour plus de détails sur les brodeuses de Rivière-du-Loup, voir Jocelyn Morneau, *Industries rurales, agriculture et monde villageois: le cas de Saint-Antoine-de-la-Rivière-du-Loup, 1831-1900*, mémoire de maîtrise (études québécoises), Université du Québec à Trois-Rivières, 1988, 71-72 et 76-78. Sur les travailleurs et les travailleuses reliés au textile dans les comtés de Saint-Maurice et de Maskinongé, voir Michel Boisvert, «Les paramètres socioculturels de l'industrie textile au Bas-Canada au XIX^e siècle», Serge Courville et Normand Séguin, dir., *Espace et culture/Space and Culture* (Québec, Les Presses de l'Université Laval, 1995): 305-318, et «La production textile au Bas-Canada. L'exemple laurentien», *Cahiers de géographie du Québec*, 40, 111 (décembre 1996): 421-437.

TABLEAU 8.3
Les «patrons» en 1891 et les travailleurs à leur compte en 1901
reliés aux secteurs de la fabrication et de la construction à Berthier et Rivière-du-Loup

profession	les patrons (1891)						les travailleurs à leur compte (1901)	
	Berthier			Rivière-du-Loup			Berthier	Rivière-du-Loup
	sans trav.	avec trav.	total	sans trav.	avec trav.	total		
boucher				5(a)	1(b)	6	1	6
boulangier	1		1	3	1	4	2	2
carrossier, voiturier	1		1	1	2	3	6	3
charpentier								2
cordonnier	1		1	6	1	7	8	9
couturière							1	
entrepreneur							1	
fabricant	1		1					
ferblantier				1	2	3	2	3
fondeur, mouleur				1		1	2	
forgeron	1		1	5	2	7	8	6
fromager				1		1	1	1
horloger, bijoutier				1		1	1	2
machiniste, mécanicien								2
maçon				1		1	1	3
manufacturier	2	3	5		2(c)	2	2(d)	1(e)
menuisier				4		4	10	6
meublier				2	2	4	3	1
meunier				1		1	3	1
modiste				3	1	4	6	12
orfèvre				1		1	1	
ouvrier				1	1	2		
peintre				2		2	2(f)	3
sellier	1		1	2	1	3	3	4
tailleur		2	2		2	2	4	5
tanneur				1	1	2		3
tonnelier								1
total	8	5	13	42	19	61	68	76

(a): Un de ces bouchers se déclare également cordonnier.

(b): Il s'agit d'un cultivateur et boucher.

(c): Un manufacturier de cuir et un manufacturier de fonte qui déclarent donner du travail à 14 et 25 personnes respectivement.

(d): Il s'agit d'un «manufacturier de bois» et d'un manufacturier de tabac.

(e): Un manufacturier de portes et de fenêtres.

(f): Un de ces peintres se déclare également plâtrier.

Sources: *Recensements du Canada, 1891-1901* (listes nominatives).

Comme en 1891, il est loisible de croire qu'un fort pourcentage de ces individus possède une échoppe ou une boutique.

L'examen des données des recensements nominatifs montre donc que le phénomène des industries rurales s'est manifesté avec force à Berthier et Rivière-du-Loup au siècle dernier. Cette poussée industrielle ne s'est cependant pas effectuée de façon linéaire, mais avec des ratés, le nombre des équipements de production régressant au cours des décennies 1851-1861 et 1871 et 1881 à Berthier, et pendant les années 1831-1844 et également 1851-1861 à Rivière-du-Loup. Il ressort aussi que l'armature industrielle de ces deux localités se composait d'un bon nombre de petites unités de production autour de quelques-unes plus grandes dont la présence marque de plus en plus la trame villageoise, particulièrement dans le dernier quart du XIX^e siècle.

C- L'ÉMERGENCE DES MOYENNES ET GRANDES ORGANISATIONS DE PRODUCTION

Plus que bien d'autres localités rurales de la région du lac Saint-Pierre, Berthierville et Louiseville ont été les hôtes d'un bon nombre de moyennes et de grandes fabriques et manufactures de toutes sortes. D'entrée, précisons que de cette diversité, un fait se dégage: la majorité des gros équipements de Berthierville mettent en valeur des produits de l'agriculture cependant que plusieurs de Louiseville sont rattachés à la transformation du bois. Notre exposé porte d'abord sur ceux de Berthierville et ensuite sur ceux de Louiseville en distinguant à chaque fois les plus importants qui demeurent

plusieurs années dans le paysage et les autres qui se développent en grappe autour de l'axe principal que forment les premiers.

1- Berthierville: des activités industrielles articulées à l'agriculture

Près d'une quinzaine de grandes entités industrielles ont vu le jour à Berthierville dans la deuxième moitié du XIX^e siècle. Parmi elles, deux ont particulièrement influé sur l'économie de la petite ville en raison de leur grande taille et de leur longévité: la tannerie de la famille Ralston et la manufacture de sucre de betterave.

a) Les principaux équipements de production

L'histoire de ces deux entreprises est pour le moins mouvementée. Intéressons-nous d'abord à la plus ancienne d'entre elles, la tannerie des Ralston. En 1842, Robert Ralston, tanneur établi à Berthier depuis quelques années, achète trois terrains au village près de la rivière Bayonne⁷. Peu de temps après, il entreprend la construction d'une tannerie sur l'un d'eux, à proximité de la potasserie qu'il avait acquise en achetant les terrains⁸. En 1850, Ralston quitte Berthier pour Sainte-Elizabeth. Il cède alors l'ensemble de ses biens immeubles au village de Berthier à son frère Peter, également tanneur, en échange d'une terre que ce dernier possède depuis 1847 dans la seigneurie Dautray⁹. Au moment où Peter devient propriétaire de la

⁷ Archives du Bureau de la publicité des droits de Berthierville, registre B, vol. 2, acte n° 96, 5 novembre 1842 (dorénavant ABPDB, B2, n° 96, 5 novembre 1842).

⁸ *Papier-terrier des fief et seigneurie de Berthier, 1844-48*, vol. 1 (Grande Côte, village, îles).

⁹ ABPDB, B10, n° 232, 5 septembre 1850.

tannerie, 5 personnes y travaillent. Celles-ci préparent des peaux qui sont écoulées chez des cordonniers et des selliers.

Mais les visées de Peter Ralston ne s'arrêtent pas là. Entre 1851 et 1854, il fait bâtir une tannerie en brique de trois étages et achète une terre avec un moulin à scie dans la seigneurie de Berthier qu'il vend dès l'année suivante¹⁰, tout en se réservant une portion de la terre en bordure du cours d'eau pour y moudre de l'écorce de pruche¹¹. En 1861, la tannerie embauche 10 personnes et est équipée d'une machine à vapeur utilisée pour pomper l'eau et moudre l'écorce. Dix ans plus tard, elle compte 54 travailleurs (38 hommes, 13 femmes, 2 garçons et 1 fille de moins de 16 ans), ce qui en fait la plus grande tannerie de la région du lac Saint-Pierre. Environ 10 000 peaux vertes y sont traitées annuellement pour une valeur de production dépassant les 100 000 \$. Pour se procurer les capitaux nécessaires à la croissance de son entreprise et assurer sa bonne marche, Ralston a cédé à fort prix des terres lui appartenant à Saint-Gabriel-de-Brandon ainsi qu'un de ses terrains à Berthierville, a contracté des emprunts de plus en plus considérables auprès de notables berthelais et de marchands de cuir montréalais, et a acheté des quantités importantes de marchandises à crédit. Quelques-uns de ces emprunts et achats le mettent dans une situation précaire

¹⁰ On apprend l'existence de la nouvelle tannerie par un acte sous seing privé dans lequel il est stipulé que Ralston contracte une obligation. Pour sûreté, la tannerie est alors hypothéquée. ABPDB, B11, n° 724, 7 août 1854. À propos du moulin à scie, voir ABPDB, B11, n° 317, 30 janvier 1854 et B13, n° 338, 21 juin 1855.

¹¹ De l'écorce de pruche moulue puis dissoute, le tanneur obtient le tanin qui rend les peaux imputrescibles et donne au cuir sa couleur, sa consistance et sa résistance. À ce sujet, voir Ronald Labelle, *Tanneurs et tanneries du Bas-Saint-Laurent (1900-1930)* (Ottawa, Musées nationaux du Canada, 1979), 94.

dans la mesure où ils devaient être remboursés ou payés à la première demande des créanciers¹².

En 1875, Ralston s'associe à ses fils Timothy et Archibald sous la raison sociale de Peter Ralston and Sons¹³. Mais la compagnie n'a qu'une brève existence puisqu'elle est en faillite quelques mois après sa création. Ralston et ses fils doivent alors quelques 50 000 \$ dont un peu plus de la moitié à la Banque des Marchands de Montréal et la Banque de Toronto (20 627 \$ et 8 077 \$ respectivement)¹⁴. À la fin de la même année, la société Peter Ralston and Sons se reforme et compte dorénavant un associé de plus, John Ralston, commis marchand de Montréal, fils de Peter¹⁵. Des changements surviennent au sein de la compagnie au cours des deux années suivantes. En 1876, Sophronia Clement remplace son époux Peter Ralston, décédé depuis peu¹⁶. Elle se retire dès 1887 lorsque les dettes de la société sont liquidées¹⁷.

¹² En 1859, Ralston vend deux terres à Saint-Gabriel-de-Brandon, l'une «2 500 livres ancien cours», l'autre 4 000 \$ (ABPDB, B16, n° 205, 9 août 1859 et B19, n° 3 350, 14 mai 1859). En 1862, il cède pour 400 \$ un terrain à Berthierville qu'il avait acheté 300 \$ l'année précédente (ABPDB, B17, n° 1 165, 26 avril 1861 et B17, n° 1 726, 14 avril 1862). Pour ce qui est des dettes, Ralston emprunte 150 livres à David Morrison, écuyer et député, en 1854, 200 livres à Richard Coyle, écuyer, en 1856, 50 livres à Edouard Armstrong, commerçant, en 1858, tous trois de Berthier, et 5 000 \$ à F. Shaw and Brothers, marchands de cuir de Montréal, en 1868 (ABPDB, B11, n° 724, 7 août 1854; B15, n° 51, 20 novembre 1856; B15, n° 722, 4 septembre 1858; B21, n° 5 366, 9 mai 1868). Ces derniers ont demandé d'être remboursés à la première demande. De plus, Ralston signe une première reconnaissance de dette de 500 livres à John Pratt & Co., marchands de cuir de Montréal, en 1862, et une seconde de 10 000 \$ à F. Shaw and Brothers en 1873, cette dernière payable à leur première demande (ABPDB, B17, n° 1 959, 22 août 1862; B25, n° 8 641, 19 mars 1873).

¹³ *PJS, Registre des déclarations sociales*, vol. 1 (1859-79), 189.

¹⁴ ABPDB, B27, n° 10 421, 18 décembre 1875.

¹⁵ *PJS, Registre des déclarations sociales*, vol. 1 (1859-79), 200; ANQM, greffe de François-Xavier Lafond, minute 6 395, 29 décembre 1875.

¹⁶ *PJS, Registre des déclarations sociales*, vol. 1 (1859-79), 202-204.

¹⁷ *Ibid.*, 212; ABPDB, B27, n° 11 395, 10 mars 1877. En cela, Sophronia Clement a exaucé les souhaits de son époux qui, dans son testament, réitérait sa volonté de donner ses avoirs à son épouse, «mais à la condition que ma dite légataire universelle continue les affaires et transactions

De 1877 à 1887, la production se déroule normalement à la tannerie. À la suite du départ de John Ralston en 1888, la société Peter Ralston and Sons est dissoute¹⁸. Elle renaît deux mois plus tard avec Archibald Ralston seul à sa tête¹⁹. Celui-ci se voit alors octroyer une subvention de 10 000 \$ par le conseil municipal, ce qui n'est pas sans soulever l'indignation d'une partie de la population de Berthierville²⁰. Avec cet argent, Ralston entreprend des travaux de rénovation de la tannerie qui permettront à l'entreprise de poursuivre ses activités encore de nombreuses années²¹. Ses espoirs sont de courte durée car Archibald Ralston fait faillite au début de 1889²². Le passif de la société s'élève cette fois à un peu plus de 84 000 \$. Aussitôt, Ralston négocie un arrangement avec ses créanciers et la tannerie rouvre ses portes dès la fin de l'année²³. Au cours des mois qui suivent, l'établissement fonctionne à plein régime. Jusqu'à 500 peaux y sont traitées par semaine²⁴. Mais encore très endetté, Ralston est obligé de déclarer à nouveau faillite en 1890. Saisie et vendue aux enchères, la tannerie devient la

qui seront du ressort de mon état et de mon commerce pendant encore une année à compter du jour de mon décès» (ABPDB, B27, n° 10 565, 15 mars 1875).

¹⁸ PJS, *Registre des déclarations sociales*, vol. 3 (1885-96), 69-70.

¹⁹ *Ibid.*, 73.

²⁰ *La Gazette de Berthier*, 24 août 1888. Sur la controverse entourant cette subvention, voir *La Gazette de Berthier*, 7 septembre et 14 décembre 1888 et 4 janvier 1889.

²¹ Entre autres travaux, de nouvelles chaudières sont installées par l'entrepreneur Pontbriand de Sorel. *La Gazette de Berthier*, 19 octobre 1888.

²² ANQM, cour supérieure du district de Montréal, n° 207: Banque de Montréal, demanderesse, c. Archibald Ralston, au nom de la société Peter Ralston & Sons, défendeur, 1889; *La Gazette de Berthier*, 15 mars 1889.

²³ *La Gazette de Berthier*, 19 avril et 6 décembre 1889.

²⁴ *Ibid.*, 17 octobre 1890.

propriété de la Banque Molson de Montréal²⁵. Ralston continue d'exploiter l'établissement, mais à titre de locataire seulement. Dans un souci de garder la manufacture à Berthierville et de maintenir les emplois qui y sont rattachés, les conseillers municipaux versent 500 \$ à Ralston deux années consécutives²⁶.

En 1892, il est question qu'un entrepreneur de Montréal acquiert les équipements de la tannerie et les transporte ailleurs²⁷. Les édiles de la ville et Archibald Ralston se concertent pour empêcher ce qui signifierait la fermeture définitive de la manufacture. À l'été 1892, le conseil municipal accorde un prêt de 5 000 \$ à Ella M. Pollard, épouse de Ralston, qui suscite, comme la subvention de 1888, la controverse au sein de la communauté berthelaise²⁸. Au début de 1893, la Banque Molson vend la tannerie à Pollard²⁹. La production redémarre quelques mois plus tard et des améliorations sont même apportées à l'établissement³⁰. Les peaux qui viennent d'aussi loin que Chicago sont traitées et expédiées jusqu'en Angleterre³¹.

²⁵ ABPDB, B37, n° 21 771, 17 avril 1891.

²⁶ *La Gazette de Berthier*, 3 juillet 1891 et 8 juillet 1892.

²⁷ *Ibid.*, 13 mai 1892.

²⁸ *Ibid.*, 22 juillet et 11 novembre 1892. Le prêt sera contesté devant les tribunaux mais sans résultat. *La Gazette de Berthier*, 16 septembre et 2 décembre 1892.

²⁹ ABPDB, B38, n° 23 372, 2 mars 1893. Sans doute pour s'assurer une plus grande crédibilité, Ella M. Pollard a demandé quelques mois auparavant que son union à Archibald Ralston, qu'elle considérait «plus onéreuse que lucrative», soit dorénavant sous le régime de la séparation des biens. ABPDB, B38, n° 22 910, 18 octobre 1892.

³⁰ *La Gazette de Berthier*, 19 mai et 14 juillet 1893.

³¹ *Ibid.*, 19 mai 1893 et 4 mai 1894.

De nouvelles difficultés financières obligent Ralston et son épouse à fermer temporairement la tannerie en 1896³². Mais celle-ci n'est toujours pas en exploitation l'année suivante. Ralston et Pollard cèdent alors la manufacture aux autorités de la ville qui, en retour, les déchargent du prêt de 5 000 \$ octroyé en 1892³³. Par la suite, un représentant de l'administration municipale tente en vain de convaincre les manufacturiers de cuir Duclos et Ryan de Saint-Hyacinthe de prendre en main la tannerie. En 1898, une compagnie de cuir montréalaise associée à des entrepreneurs français se montrent intéressés d'acheter l'établissement³⁴ pour finalement y renoncer.

Fermetures de brèves et de plus longues durées, faillites et reprises de la production ponctuent également l'évolution de la manufacture de sucre de betterave. Celle-ci est mise sur pied en 1881 par l'Union sucrière Franco-canadienne qui regroupe Albert Choppin, administrateur de la Banque commerciale et industrielle de Paris, Alfred Schacher et Hector Legru, fabricants de sucre, Alfred Mauger, ingénieur civil, Alfred Macherez de la compagnie Fives-Lille, tous de Paris, ainsi que Joseph-O. Lafrenière et Adolphe Masson, négociants de Montréal, et Louis Tranchemontagne, marchand de Berthierville. Outre l'exploitation d'un établissement à Berthierville, la compagnie entend louer, acheter et construire d'autres sucreries; produire des appareils et les matières premières nécessaires à la fabrication du sucre de betterave (chaux et noir animal par exemple); obtenir des brevets relatifs à l'extraction et au raffinage des sucres; acquérir, vendre

³² *Ibid.*, 8 mai 1896.

³³ ABPDB, B40, n° 26 074, 12 janvier 1897.

³⁴ *La Gazette de Berthier*, 25 février 1898.

ou échanger des terres propres à la culture de cette plante industrielle; bâtir des distilleries qui utiliseront comme matières premières divers grains et les mélasses produites dans des sucreries. À cet effet, le fonds social de la compagnie est d'abord fixé à 10 millions de francs qui se constituera par des émissions successives d'actions (500 francs l'unité). La société, dont la durée est limitée à 30 ans, a son siège à Paris. Il est prévu toutefois qu'un second soit établi à Montréal³⁵.

Dès après sa formation, l'Union sucrière Franco-canadienne s'affaire à la construction d'une usine à Berthierville (figure 8.1). Les travaux qui ont mobilisé une centaine d'hommes, sont complétés à l'automne 1881³⁶. Immédiatement, la production commence mais pour une quinzaine de jours seulement en raison des mauvaises récoltes de betteraves à sucre dans le comté de Berthier cette année-là³⁷. Les créanciers ne tardent pas à réclamer leurs dus dont, entre autres, la compagnie Fives-Lille de Paris (33 293 \$) qui intente une poursuite contre la société pour se faire rembourser³⁸.

En 1884, l'établissement est loué à Jules Hamard de Paris pour une période de 20 ans. Celui-ci s'engage à changer des équipements et à apporter des modifications à d'autres³⁹. Mais Hamard a failli à la tâche et les portes de la manufacture demeurent closes. Deux ans plus tard, les biens immeubles de

³⁵ *Statuts de la province de Québec*, 44-45 Vict., chap. 60 (1881), 153-168.

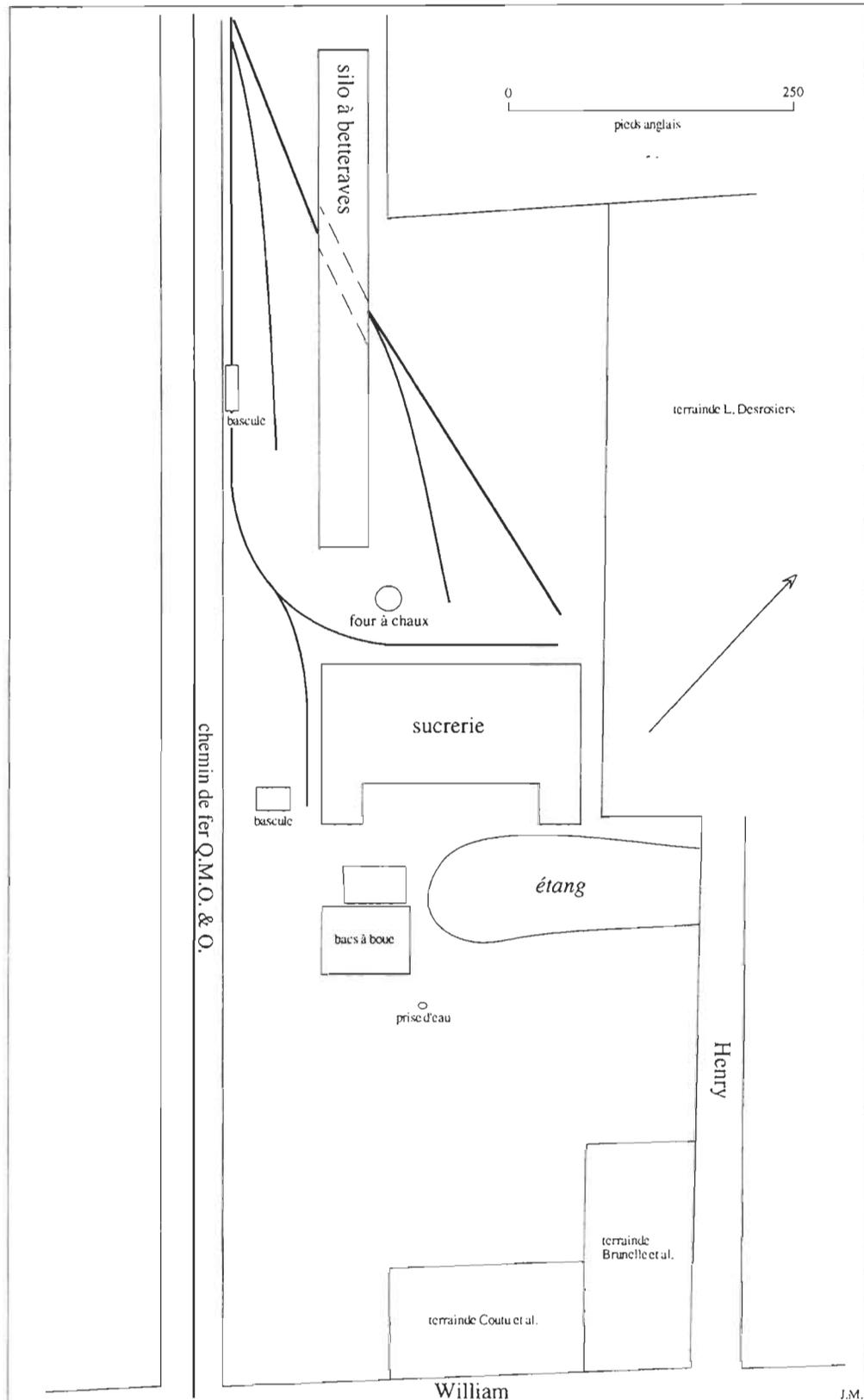
³⁶ *La rive nord*, 20 septembre 1881.

³⁷ Sur les causes des récoltes désastreuses de 1881, voir Octave Cuisset, «Rapport sur la situation de l'industrie sucrière de la betterave dans la Province de Québec pendant la première campagne, 1881-82», dans «Rapport général du commissaire de l'agriculture et des travaux publics: IV- Industrie sucrière», *Documents de la Session du Québec*, n° 2 (1881-82), 49-56.

³⁸ ABPDB, B32, n° 15 420, 25 mai 1882.

³⁹ ABPDB, B33, n° 16 664 et n° 16 665, 26 janvier 1884.

FIGURE 8.1
 LES INSTALLATIONS DE L'UNION SUCRIÈRE
 FRANCO-CANADIENNE À BERTHIERVILLE EN 1881



Source: ANQM, «Plan d'un terrain appartenant à l'Union sucrière Franco-canadienne situé à Berthier-en-Haut...», H.-M. Perrault, arpenteur, 26 décembre 1881, CA601-53, 956c

l'Union sucrière Franco-canadienne sont saisis par le shérif et vendus à un groupe d'entrepreneurs canadiens-français composé de Joseph-Octave Villeneuve, marchand, Joseph-Ovide Lafrenière, marchand, Arthur Desjardins, avocat, tous de Montréal, et Louis Tranchemontagne, marchand de Berthierville, pour la modique somme de 10 350 \$⁴⁰. Se joignent à eux Alphonse Desjardins, président de la Banque Jacques-Cartier, et Wilfrid Skaife⁴¹, bourgeois, de Montréal en 1887. La nouvelle compagnie prend le nom de Berthier Beet Root Sugar Factory pour être rebaptisée La Sucrierie de Betterave de Berthier quelques mois plus tard⁴². En 1889, la société est enregistrée sous la raison sociale de la Compagnie de Sucre de betterave de Berthier à la suite de la venue de nouveaux associés: Louis Skaife, ingénieur, Louis-B. Durocher, médecin, et Guillaume-Henri Desjardins, également médecin⁴³.

Entre-temps, les activités ont repris à l'usine après que des travaux de réparation y aient été exécutés⁴⁴. Un peu plus d'une centaine de personnes travaillent aux différentes étapes de transformation de plusieurs centaines de tonnes de betteraves. Même si la campagne de 1888 n'a pas donné les

⁴⁰ ABPDB, B36, n° 20 157, 20 juillet 1886. Le montant versé par les trois entrepreneurs montréalais et celui de Berthierville est peu considérable compte tenu que dans l'acte donnant à bail la sucrierie à Hamard, il est stipulé que celui-ci pouvait acheter l'établissement pour la somme de 150 000 \$. Voir ABPDB, B33, n° 16 664, 26 janvier 1884.

⁴¹ W. Skaife a travaillé dans l'industrie du sucre de betterave eu Europe pendant plusieurs années. De plus, il a mené une enquête sur cette industrie en Russie. William Skaife, «The Beet Sugar Industry in Canada», *Documents de la Session du Québec*, n° 20 (1890).

⁴² PJS, *Registre des déclarations sociales*, vol. 3 (1885-96), 77; «Liste des compagnies à fonds social incorporées sous le grand sceau de la province, en les années 1887 et 1888...», dans «Rapports des départements», appendice n° 18, *Documents de la Session du Québec*, vol. 22, n° 2 (1889).

⁴³ ABPDB, B38, n° 23 378, 9 mars 1893.

⁴⁴ *La Gazette de Berthier*, 10 août 1888.

résultats escomptés, les directeurs sont déterminés à garder la manufacture ouverte. Cette année-là, quelque 650 cultivateurs de la rive nord du lac Saint-Pierre, de la région de Montréal et du comté de Champlain ont acheminé plus de 4 millions de livres de betteraves à la sucrerie de Berthier. Les quantités les plus importantes provenaient des paroisses riveraines du comté de Berthier (Saint-Barthélemy, Saint-Cuthbert et Berthier avec 1 001 693, 795 027 et 272 515 livres respectivement), de l'île de Montréal (plus de 900 000 livres) et, dans une moindre mesure, de Yamachiche (près de 125 000 livres) et de Louiseville (environ 100 000 livres) (figure 8.2). Les agents de la compagnie poursuivent donc leurs pérégrinations dans les campagnes afin de persuader, non sans difficulté, les paysans de cultiver la betterave à sucre⁴⁵.

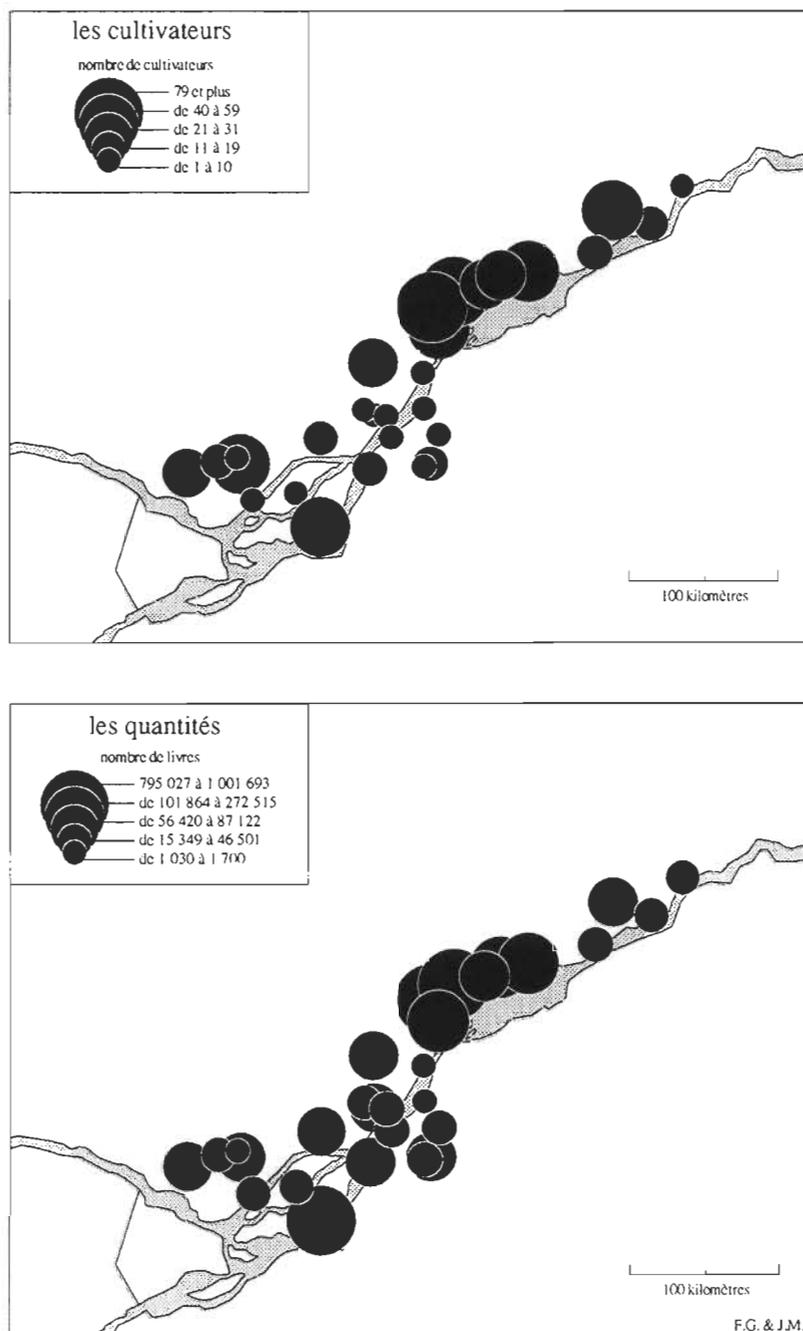
Les approvisionnements en betteraves n'étant pas encore assurés au printemps de 1889, les dirigeants de la manufacture déclarent qu'elle ne fonctionnera pas, du moins cette année-là⁴⁶. Ceux-ci cherchent alors à mettre à profit les résidus ou mélasses amassés au cours des derniers mois. Ils envisagent d'abord d'annexer à la sucrerie une distillerie qui produirait de l'alcool à partir des mélasses⁴⁷. Mais un tel projet nécessite des mises de fonds dont ils ne disposent pas. Une autre solution, moins onéreuse,

⁴⁵ Des agents réussissent à faire signer des contrats d'approvisionnement en betteraves à des cultivateurs des comtés de Joliette, de l'Assomption, d'Hochelaga, de Laval et de Terrebonne. *La Gazette de Berthier*, 22 mars et 5 avril 1889. Sur les problèmes rencontrés par les représentants de la compagnie pour convaincre les cultivateurs à s'adonner à la culture de la betterave à sucre, nous renvoyons le lecteur au chapitre II.

⁴⁶ *La Gazette de Berthier*, 26 avril 1889.

⁴⁷ *Ibid.*, 20 septembre 1889. Il a déjà été question de construire une distillerie quelques mois auparavant. *La Gazette de Berthier*, 18 janvier et 25 janvier 1889.

FIGURE 8.2
 LE LIEU DE RÉSIDENCE DES PRODUCTEURS DE BETTERAVES
 À SUCRE DE LA SUCRERIE DE BERTHIERVILLE
 ET LES QUANTITÉS ACHEMINÉES EN 1888



Source: «Lists of farmers in the province of Quebec who furnished to the Berthier Sugar Factory during the year 1888», *Documents de la Session du Québec*, n° 20 (1890).

consisterait à extraire du sucre des mélasses. L'expérience est tentée mais ne se révèle pas probante⁴⁸.

Au début des années 1890, la population de Berthierville compte environ 650 habitants de moins qu'en 1881 et la Compagnie de Sucre de betterave de Berthier, le plus gros employeur de la localité (une centaine de travailleurs), n'a toujours pas recommencé sa production. Face à cette situation, le conseil municipal de Berthierville décide d'intervenir. Il délègue son secrétaire-trésorier et quelques notables de la localité pour rencontrer le baron Marie-Raymond-Nicolas Sellières, propriétaire de la sucrerie de Farnham, et lui proposer de prendre possession de celle de Berthierville. Celui-ci accepte à la condition d'obtenir l'aide de la ville⁴⁹. À la fin de 1891, Sellières et le gérant de son établissement de Farnham, Alfred Musy, acquièrent la manufacture de sucre de betterave pour la somme de 40 000 \$. Du même coup, les autorités municipales leur versent une subvention de 5 000 \$ et s'engagent envers leurs créanciers pour garantir l'exécution d'obligations pouvant atteindre 8 000 \$ au total⁵⁰. Mais les efforts déployés par le conseil municipal ne porteront pas leurs fruits puisque, à peine sept mois après la signature de l'acte de vente, un des propriétaires de l'établissement (Musy en l'occurrence) fait faillite⁵¹. Des démarches sont aussitôt entreprises auprès des anciens directeurs de la manufacture pour qu'ils la reprennent en charge, mais c'est peine perdue⁵².

⁴⁸ *Ibid.*, 8 novembre 1889.

⁴⁹ *Ibid.*, 6 novembre 1891.

⁵⁰ ABPDB, B38, n° 22 223, 10 décembre 1891.

⁵¹ *La Gazette de Berthier*, 15 juillet 1892.

⁵² *Ibid.*, 5 août 1892.

L'annonce de l'achat de la sucrerie en 1893 par Michel-Théodule Lefebvre et Michel-Théodore Lefebvre, fabricants de vinaigre de Montréal sous la raison sociale de Michel Lefebvre et Cie, est donc accueillie avec soulagement⁵³. La première tâche à laquelle s'attaquent les frères Lefebvre est de remettre en état l'établissement⁵⁴. Celle-ci est menée d'autant plus rondement que les nouveaux propriétaires ont bénéficié d'une subvention de 5 000 \$ de la municipalité⁵⁵. Peu après, les Lefebvre font ajouter une aile à la manufacture dans laquelle est installée une distillerie⁵⁶. Sitôt ces travaux terminés, ils procèdent à la construction d'une raffinerie de sucre près de la manufacture⁵⁷. La production de sucre est mise en branle dès l'automne 1893. L'établissement compte alors un peu plus de 140 employés⁵⁸. Cette année-là, près de 10 000 tonnes de betteraves sont transformées en sucre⁵⁹. En 1894, c'est plus du double⁶⁰. Une activité fébrile se déroule dans les environs de la manufacture à cette époque. Plusieurs bateaux avec de pleines cargaisons de betteraves accostent au port de Berthierville. L'embranchement du chemin de fer est régulièrement encombré de wagons chargés de betteraves⁶¹. Le plus gros des productions de sucres brut et raffiné est

⁵³ PJS, *Registre des déclarations sociales*, vol. 3 (1885-96), 231; ABPDB, B38, n° 23 378, 9 mars 1893 et n° 23379, 9 mars 1893.

⁵⁴ Une trentaine d'hommes ont été affectés à ce travail. *La Gazette de Berthier*, 26 mai 1893.

⁵⁵ *La Gazette de Berthier*, 17 mars 1893. En retour, les Lefebvre promettent de faire fonctionner la manufacture pendant au moins cinq ans et de verser 10 000 \$ en salaires annuellement.

⁵⁶ *Ibid.*, 7 et 14 juillet 1893.

⁵⁷ *Ibid.*, 23 février 1893.

⁵⁸ *Ibid.*, 20 octobre 1893.

⁵⁹ *Ibid.*, 10 novembre 1893. C'est cinq fois plus que lors de la première campagne en 1881.

⁶⁰ *Ibid.*, 1 juin et 5 octobre 1894.

expédié à Montréal⁶². Plus rarement, de grandes quantités de sucre raffiné sont écoulées sur des marchés à l'extérieur de la province comme, par exemple, à Boston en 1894⁶³.

Même si la sucrerie fonctionne comme jamais auparavant, les Lefebvre ne sont pas sans éprouver de sérieuses difficultés. Lourdemment endettés envers la Banque du Peuple de Montréal (plus de 150 000 \$), ils doivent hypothéquer leurs installations de Berthierville à l'été 1895⁶⁴. La situation ne cesse de se détériorer par la suite. Conséquemment à la baisse du prix de la betterave sur le marché, entre 6 000 et 7 000 tonnes seulement sont acheminées à la sucrerie à l'automne de cette même année⁶⁵. Plus grave encore, les primes offertes par le gouvernement aux cultivateurs depuis le début des années 1890, et qui avaient assuré la survie de l'industrie sucrière, sont supprimées⁶⁶. En 1896, la société Lefebvre et Cie est acculée à la faillite⁶⁷.

Dès l'année suivante, la manufacture est achetée par Léonard-J. Boivin et Marcellin Wilson, marchands de liqueurs en gros de Montréal. Les deux hommes qui avaient établi des contacts avec le réputé distillateur hollandais

⁶¹ Au cours d'une semaine du mois d'octobre 1894, jusqu'à 1 000 tonnes de betteraves sont arrivées tous les jours. *La Gazette de Berthier*, 12 octobre 1894.

⁶² *Ibid.*, 27 octobre et 10 novembre 1893, et 19 octobre 1894.

⁶³ *Ibid.*, 16 mars 1894.

⁶⁴ ABPDB, B40, n° 25 161, 20 juillet 1895.

⁶⁵ *La Gazette de Berthier*, 18 octobre 1895.

⁶⁶ *Ibid.*, 22 novembre 1895.

⁶⁷ *Ibid.*, 20 mars 1896.

J.J. Melchers, convertissent la sucrerie en grande distillerie⁶⁸. Comme de coutume, le conseil municipal de Berthierville donne une subvention de 5 000 \$ à la nouvelle compagnie qui prend le nom de la Melchers Gin and Spirits Distillery Co.⁶⁹. La distillerie entre en activité au début de 1899⁷⁰. Quelques mois plus tard, les directeurs font construire une nouvelle bâtisse où sont installés des réservoirs et de grandes cuves pour recevoir le gin ainsi que d'immenses étables pouvant abriter quelques centaines d'animaux engraisés avec les résidus de grains⁷¹. Contrairement aux autres qui l'ont précédée, la compagnie Melchers exploitera l'établissement de nombreuses années, soit jusque tard dans le XX^e siècle.

b) Les autres équipements de production

Aux côtés de la tannerie Ralston, deux importantes unités de production, en l'occurrence des fonderies, ont existé à Berthierville dans le troisième quart du XIX^e siècle. La plus ancienne, propriété de Gate Curtis, date vraisemblablement de la fin des années 1840. En 1851, 16 travailleurs y fabriquent des moulins à battre et des charrues. Quatre ans plus tard, Gates vend sa fonderie à John Clement⁷², son partenaire dans l'exploitation d'un moulin à scie à Saint-Gabriel-de-Brandon⁷³, et part demeurer dans l'État de

⁶⁸ *Ibid.*, 17 septembre 1897; Arthur Kittson, «Berthier». *Hier et Aujourd'hui/Yesterday and Today* (Berthierville, Imprimerie Bernard Limitée, 1953), 104.

⁶⁹ *La Gazette de Berthier*, 22 avril 1897.

⁷⁰ *Ibid.*, 6 janvier 1899.

⁷¹ *Ibid.*, 14 avril et 10 novembre 1899. La société Michel Lefebvre et Cie avait déjà envisagé l'installation d'étables, ce qui aurait permis de disposer des résidus de betteraves de la sucrerie et ceux de grains de la distillerie. *La Gazette de Berthier*, 28 avril et 7 juillet 1893.

⁷² *L'Écho des campagnes*, 2 février 1856.

⁷³ ABPDB, B12, n° 536, 10 mars 1854.

New York. Sous la direction de Clement, la fonderie offre un plus large éventail de produits: des charrues, des moulins à battre, des cribles, des presses à foin (300, 40, 20 et 2 respectivement sont fabriqués au cours de l'année 1860), des moulins à vanter, des poêles, des barattes brevetées, des moissonneuses, des pièces de moulins, de machines et autres mouvements mécaniques⁷⁴. En 1861, la fonderie actionnée par la force animale donne du travail à 10 personnes. Quelques années plus tard, les affaires de Clement périclitent: ses terres au sud-ouest du lac Maskinongé sont saisies en 1867 et il doit déclarer faillite en 1869⁷⁵. L'ouverture d'une autre fonderie vers 1860, celle de Pierre Buron, n'est sans doute pas étrangère aux déboires de Clement. Employant 6 personnes, la fonderie de Buron produit en 1860 presque autant de machines à battre que celle de Clement, deux fois moins de charrues et des poêles. Endetté envers des marchands de ferronnerie de Montréal⁷⁶, Buron ferme son établissement quelques années plus tard et remet en activité la boutique de forgeron qu'il possédait au début des années 1850.

Il faut attendre ensuite le début des années 1880 pour assister à l'éclosion d'autres organisations complexes de production (tableau 8.4). Outre la sucrerie, une manufacture de laine est mise sur pied en 1881 par Jean-Baptiste Champeau, curé de Berthier, Nelson-H. Poitras et Louis Tranchemontagne, deux entrepreneurs locaux. Deux ans plus tard, est implantée la scierie d'Olivier Desrosiers et de son gendre Charles Marcoux

⁷⁴ *L'Écho des campagnes*, 2 février 1856; *Recensement du Canada, 1861* (listes nominatives).

⁷⁵ ABPDB, B20, n° 4 613, 7 mars 1867 et B21, n° 5 930, 5 janvier 1869.

⁷⁶ ABPDB, B18, n° 3 189, 25 novembre 1864 et B19, n° 4 338, 20 octobre 1866.

sous la raison sociale de La Compagnie de scierie de Berthier. Suivent en 1884 la fonderie et la manufacture de boulons de Paul et Eugène Goudron de Montréal, la fonderie d'Arthur Corneiller et de Léon Robillard, respectivement cultivateur et forgeron de Berthier, puis en 1888, la manufacture de chaussures de Charles William Phillips de Montréal, beau-frère d'Archibald Ralston.

TABLEAU 8.4
Les moyens et les grands équipements de production créés à Berthierville, 1881-1899

type d'équipement	"raison sociale" ou nom(s) du (des) propriétaire(s)	années d'activité	force motrice
manufacture de laine	Jean-Baptiste Champeau, Nelson-H. Poitras et Louis Tranchemontagne	1881-	
manufacture de sucre de betterave	"Union sucrière Franco-canadienne"	1881-1886	vapeur
	"Berthier Beet Root Sugar Factory"	1886-1891	vapeur
	Marie-Raymond-N. Sellières et Alfred Musy	1891-1892	vapeur
	"Michel Lefebvre et Cie"	1893-1896	vapeur
scierie	"La Compagnie de scierie de Berthier"	1883-1889	vapeur
	Charles Marcoux	1889-	vapeur
fonderie et manufacture de boulons	"Goudron et Frères"	1884	vapeur
	"La Compagnie Industrielle de Berthier"	1887-1890	vapeur
fonderie	"Corneiller et Robillard"	1884-	vapeur
manufacture de chaussures	"C.W. Phillips & Co."	1888-1889	
brasserie	Paul Bayeur	1890-	
manufacture de cidre et de soda	Hercule Lafontaine	1890-	
distillerie	Télesphore Bran et René-Bernard Greynald	1891	vapeur
distillerie	"Melchers Gin & Spirits Distillery Co."	1897-	vapeur
fabrique de savon	"La Cie de Savonnerie Franco-Canadienne"	1899-1900	
manufacture de tabac	Eugène Goudron	1899-	

Sources: PJS, *Registres des déclarations sociales*, 4 volumes (1859-1906); ANQM, Dossiers de la cour supérieure des districts de Montréal et du Richelieu; Archives du Bureau de la publicité des droits de Berthierville; *Documents de la Session du Québec*, «Liste des compagnies à fonds social incorporées sous le grand sceau de la province» (1888-1902); ANQQ, *Registre des lettres patentes ou chartes des compagnies incorporées (1884-1895)*; Arthur Kittson, «Berthier». *Hier et Aujourd'hui/Yesterday and Today* (Berthierville, Imprimerie Bernard Limitée, 1953); *La Gazette de Berthier, Recensements du Canada, 1891 et 1901* (listes nominatives).

Au cours de la décennie 1890, une brasserie, une distillerie, une manufacture de cidre et de soda, une autre de tabac et une fabrique de savon ouvrent leurs portes. À l'exception de la manufacture de laine, de la scierie

qui n'appartient plus qu'à Charles Marcoux à partir de 1889⁷⁷, de la fonderie de Corneiller et Robillard et de la manufacture de tabac, aucune de ces industries ne franchit le XX^e siècle⁷⁸.

L'établissement des frères Goudron fait faillite après seulement quelques mois d'activité⁷⁹. Mais les Goudron n'abandonnent pas pour autant. En 1885, ils reforment la société Goudron et Frères et reprennent possession de la fonderie et de la manufacture de boulons l'année suivante⁸⁰. En 1887, ils s'associent à Emile Galibert et Charles W. Phillips, manufacturiers de Montréal, Félix-Olivier Lamarche, commerçant de foin, Archibald Ralston, tanneur, et Prosper Allard, bourgeois, tous trois de Berthierville, et créent La Compagnie Industrielle de Berthier dont le fonds social s'élève à 30 000 \$⁸¹. L'entreprise qui produit des pièces pour différentes machines, des poêles à bois et à charbon, divers ustensiles, des boulons, des écrous, des pentures, etc., ne déclare que des bénéfices de 2 000 \$ après un an d'exploitation⁸². D'importants contrats lui permettent de devenir plus

⁷⁷ La Compagnie de scierie de Berthier est dissoute le 6 mai 1889. PJS, *Registre des déclarations sociales*, vol. 3 (1885-96), 85-86. Quelques jours plus tard, C. Marcoux achète la scierie de son beau-père. ABPDB, B36, n° 20 442, 11 mai 1889.

⁷⁸ Nous ne trouvons aucune trace de la brasserie de Paul Bayeur et de la manufacture de cidre et de soda de Hercule Lafontaine après leur ouverture.

⁷⁹ ABPDB, B34, n° 17 135, 30 août 1884. Paul et Eugène Goudron avaient pourtant touché une subvention de 4 500 \$ pour l'établissement de leur manufacture. Ceux-ci s'étaient alors engagés: 1- à rembourser les quatre billets à ordre (500 \$ chacun) que leur avait consentis la municipalité; 2- à exempter de toutes dettes leurs biens immeubles à Berthierville; 3- à exploiter la fonderie et la manufacture pour une période d'au moins dix ans. ABPDB, B33, n° 16 916, 17 mai 1884.

⁸⁰ PJS, *Registre des déclarations sociales*, vol. 3 (1885-96), 4-5; ABPDB, B35, n° 18 723, 16 juillet 1886.

⁸¹ ANQQ, *Registre des lettres patentes ou chartes de compagnies incorporées (1884 à 1895)*.

⁸² *La Gazette de Berthier*, 24 mai 1889. La Compagnie Industrielle de Berthier offrait un très large éventail de produits. Voir à ce sujet la publicité de la société dans *La Gazette de Berthier*, 24 août 1888.

rentable par la suite⁸³. Mais en 1890, les installations de la compagnie sont la proie des flammes. Une soixantaine de travailleurs perdent leur emploi et les dommages se chiffrent à un peu plus de 40 000 \$⁸⁴. Un an après, la Compagnie Industrielle de Berthier est dissoute et le plus gros des équipements épargnés par l'incendie est vendu à un entrepreneur et une compagnie de Montréal⁸⁵. Huit ans plus tard, Eugène Goudron, qui demeure toujours à Berthierville, fait construire sur les cendres de la fonderie et de la manufacture de boulons un grand bâtiment dans lequel sont disposées des machines qui serviront au pressage et à la préparation du tabac⁸⁶.

De plus courte durée encore a été l'existence des sociétés C.W. Phillips & Co., Greynald et Bran et La Compagnie de Savonnerie Franco-Canadienne. La première est née en 1887 de l'initiative de Charles W. Phillips⁸⁷. Dès l'année suivante, celui-ci acquiert l'ancien moulin de sa belle-famille situé près de leur tannerie et le transforme en manufacture de chaussures⁸⁸. L'établissement ne fait pas long feu puisqu'il est en faillite cinq mois après l'ouverture⁸⁹. Rapidement, Phillips conclut un arrangement avec ses créanciers⁹⁰. Mais quelques semaines plus tard, la manufacture est

⁸³ La compagnie reçoit des commandes pour la fabrication de 1 000 000 de boulons en 1889 et de 700 000 boulons en 1890. *La Gazette de Berthier*, 17 mai 1889 et 14 mars 1890.

⁸⁴ *Ibid.*, 1 mai 1890.

⁸⁵ PJS, *Registre des déclarations sociales*, vol. 3 (1885-96), 128-129; *La Gazette de Berthier*, 5 juin 1891.

⁸⁶ *La Gazette de Berthier*, 26 mai et 7 juillet 1899.

⁸⁷ PJS, *Registre des déclarations sociales*, vol. 3 (1885-96), 48.

⁸⁸ ABPDB, B 36, n° 20 004, 11 août 1888; *La Gazette de Berthier*, 28 septembre 1888.

⁸⁹ ANQM, cour supérieure du district de Richelieu, n° 3 352: H.J. Fisk et al., demandeurs, c. Charles William Phillips, au nom de la société C.W. Phillips & Co., défendeur, 1889. *La Gazette de Berthier*, 8 mars 1889.

⁹⁰ *La Gazette de Berthier*, 21 juin 1889.

démontée et ses équipements expédiés à Montréal⁹¹. La seconde société a établi une distillerie en 1890 à Berthierville⁹². Ses dirigeants, René-Bernard Greynald, ingénieur français, et Téléphore Bran, connu dans la localité pour avoir écrit sur l'implantation de l'industrie du sucre de betterave au Canada, se proposaient de produire de l'alcool à partir, entre autres, des mélasses de la sucrerie⁹³. À peine sept mois après le début des activités, des problèmes pécuniaires forcent Greynald à vendre la distillerie. Celui-ci se réserve néanmoins le droit de la racheter avant février 1892⁹⁴. Droit qu'il exerce puisque la distillerie est à nouveau en exploitation en octobre 1891 sous la direction de Greynald et Bran⁹⁵. Mais au cours du même mois, la bâtisse et ses équipements sont saisis par le gouvernement fédéral⁹⁶. Greynald et Bran tentent vainement de recouvrer leurs biens immeubles. À la fin de 1891, des entrepreneurs montréalais envisagent de se regrouper sous la raison sociale de La Compagnie Canadienne des Alcools afin de remettre en marche la distillerie, mais le projet ne se réalise pas⁹⁷. Peu après, les machines et les outils de l'établissement sont vendus aux enchères⁹⁸. Quant à La Compagnie de Savonnerie Franco-Canadienne, elle date de 1899. Avec l'appui du conseil

⁹¹ *Ibid.*, 19 juillet et 2 août 1889.

⁹² *Ibid.*, 4 avril, 11 avril et 27 juin 1890. L'établissement commence à fonctionner au début de 1891. *La Gazette de Berthier*, 16 janvier 1891.

⁹³ *Ibid.*, 10 avril 1891.

⁹⁴ ABPDB, B37, n° 21 981, 31 juillet 1891.

⁹⁵ *La Gazette de Berthier*, 9 octobre 1891. Il est même question d'annexer à la distillerie une manufacture de vinaigre.

⁹⁶ *Ibid.*, 23 octobre 1891.

⁹⁷ *Ibid.*, 4 et 18 décembre 1891.

⁹⁸ *Ibid.*, 8 avril 1892.

municipal, elle ouvre une fabrique qui ne fonctionne que quelques mois seulement⁹⁹.

Si des entrepreneurs locaux et de l'extérieur ont réussi à implanter de grandes unités de production qui, dans la plupart des cas, ne se sont pas avérées viables, d'autres ont formé des projets qui ont éveillé de grands espoirs mais sont demeurés sans lendemain. À cet égard, la dernière décennie du siècle a été fertile en rumeurs. On parle de la construction d'une manufacture de marteaux en 1890, d'une de vinaigre en 1891, d'une distillerie et d'une manufacture de meubles en 1892¹⁰⁰. Entre 1898 et 1900, des hommes d'affaires ou des compagnies expriment l'intention de mettre sur pied à Berthierville une industrie de lait condensé, une manufacture de meubles, une de vêtements et une autre d'automobiles¹⁰¹.

2- Louiseville: des activités industrielles axées sur la transformation du bois

Du côté de Louiseville, le nombre de moyennes et de grandes organisations de production créées dans la seconde moitié du XIX^e siècle s'élève à près d'une vingtaine. La plus ancienne et la plus importante, la scierie de la Hunterstown Lumber Company, a été le véritable pivot de l'armature industrielle de ce petit centre urbain.

⁹⁹ La société a obtenu une subvention de 2 000 \$ des autorités municipales. De plus, celles-ci étaient prêtes à donner trois terrains aux dirigeants de la compagnie, mais à certaines conditions: 1- de tenir en activité la fabrique pendant dix ans; 2- de verser des salaires totalisant 5 000 \$ annuellement; 3- d'embaucher de préférence des travailleurs de Berthierville; 4- de fournir au conseil de la ville un rapport faisant état du nombre d'employés à tous les six mois; 5- d'assurer les installations. ABPDB, B41, n° 28 457, 7 octobre 1899. N'ayant pas respectée toutes ces conditions, la compagnie est poursuivie par la municipalité en 1901. ABPDB, B43, n° 30 229, 14 mars 1901.

¹⁰⁰ *La Gazette de Berthier*, 14 mars 1890, 1 mai 1891, 10 juin et 22 juillet 1892.

¹⁰¹ *Ibid.*, 10 juin 1898, 15 septembre 1899, 25 mai et 6 juillet 1900.

a) Le principal équipement de production

Née en 1854, la Hunterstown Lumber Company se compose de commerçants de bois du nord-est des États-Unis, du Nouveau-Brunswick et du canton Hunterstown¹⁰². Un de ses directeurs, William H. Parker, œuvre dans la région depuis déjà plusieurs années. En 1836, on le retrouve aux côtés de l'américain Truman Kimpton dans l'exploitation d'une scierie que ce dernier possède depuis 1825 en bordure de la Grande rivière du Loup dans le canton Hunterstown¹⁰³. Kimpton se retirant des activités forestières au début de la deuxième moitié du XIX^e siècle, W.H. Parker s'associe à deux commerçants de bois du Maine et un autre du Massachusetts en 1853¹⁰⁴. Ce cercle s'agrandit avec la formation de la Hunterstown Lumber l'année suivante.

Dans le but de réduire les coûts de transport du bois scié et, du même coup, avoir plus facilement accès au lac Saint-Pierre, la compagnie fait construire une grande scierie sur la berge droite de la Grande rivière du Loup au sud de Louiseville durant l'hiver 1858-59¹⁰⁵. Au début des années 1860, l'établissement qui représente un investissement de 50 000 \$, est actionné à la vapeur et mobilise 100 hommes. Sa production est de 5 000 000 pieds de madriers, de planches et de bardeaux par an d'une valeur totale de 80 000 \$. En 1869, les partenaires de Parker quittent

¹⁰² Il s'agit de William Fiske, Ignatus Tyler, Isaac Lewis Noyes et Kimball Atkinson Noyes de Lowell (Massachusetts), de James A. Dyer et Jesse Dyer de Brewer (Maine), de Harris Bailey de Stillwater (Maine), d'Ebenezer Sutton de St. John (Nouveau-Brunswick), et de William H. Parker de Hunterstown. ANQTR, *Registre des déclarations sociales*, vol. 1 (1849-90), 8

¹⁰³ À propos de Truman Kimpton et des débuts de l'exploitation forestière le long de la Grande rivière du Loup, voir René Hardy et Normand Séguin, *op. cit.*, 28-29.

¹⁰⁴ Ce sont Oscar F.B. Whithall et James A. Dyer du Maine et William Fiske du Massachusetts. ANQTR, *Registre des déclarations sociales*, vol. 1 (1849-90), 5.

¹⁰⁵ Louis Blazon, «Les moulins à scie de la rivière du Loup», *L'Écho de Saint-Justin*, 16 janvier 1928.

l'entreprise. Se joignent alors à lui deux entrepreneurs de Hunterstown et trois de Boston¹⁰⁶. La nouvelle direction fait augmenter la capacité de production de la scierie. En 1871, le capital fixe de l'établissement s'élève à 150 000 \$, son capital circulant à 110 000 \$, et sa production est deux fois supérieure à celle déclarée dix ans auparavant. Au cours des six mois par année où il est en activité, il donne du travail à 300 hommes et à 50 garçons de moins de 16 ans. Une forge équipée d'une machine à vapeur (10 travailleurs) et un chantier de construction navale (12 travailleurs) d'où sort un bateau à vapeur par année servant au transport du bois complètent les installations de la compagnie. Si au temps de Kimpton, le bois était surtout envoyé à Québec, il est chargé sur des barges en direction de Montréal, mais principalement des États-Unis dans le second demi-siècle¹⁰⁷.

En 1872, la scierie est rasée par un incendie¹⁰⁸. La Hunterstown Lumber procède rapidement à la construction d'un nouvel établissement. Au milieu de la décennie 1880, abandonné depuis quelques années en raison de la crise qui secoue le commerce international du bois, il est acheté par un marchand montréalais originaire de Maskinongé, Joseph-Ovide Lafrenière¹⁰⁹. Celui-ci ne l'exploite que trois ans et le cède à Louis Tourville et Joël Leduc de Montréal qui possèdent déjà à l'époque une grande scierie à

¹⁰⁶ Il s'agit de Wilbert Newhall et Otis Eddy de Hunterstown, et de Geo. B. James, Otis Shepard et Lewis A. Hall de Boston. ANQTR, *Registre des déclarations sociales*, vol. 2 (1857-85), 114.

¹⁰⁷ Charles Robb, *Lumbering on the River du Loup; Notes on a Trip to Hunterstown, St. Maurice Territory, Canada East* (Montréal, John Lovell, 1862), 7, 12 et 13.

¹⁰⁸ Germain Lesage, *Histoire de Louiseville, 1665-1960* (Louiseville, Presbytère de Louiseville, 1961), 226.

¹⁰⁹ Ricles, «Joseph-Ovide Lafrenière, 1828-1900», *L'Écho de Saint-Justin*, 22 juillet 1937. Sur le cycle de l'exploitation commerciale de la forêt en Mauricie au siècle dernier, voir R. Hardy et N. Séguin, *op. cit.*, 72-76.

Pierreville, une autre à Nicolet et une manufacture de pâte et de papier à Sorel¹¹⁰. L'acquisition de la scierie de Louiseville par ces commerçants témoigne, à n'en point douter, de leur volonté d'accroître leur emprise sur les activités de transformation de la matière ligneuse dans l'espace saint-pierrais. Une fois en possession de la scierie, les nouveaux propriétaires modernisent ses équipements¹¹¹. En 1892, ils forment La Compagnie des moulins à bois Tourville au sein de laquelle on retrouve les fils de Tourville, Arthur et Rodolphe¹¹². Ce dernier prend la direction de l'entreprise après le décès de son père survenu en 1896. Cette société fait tourner l'établissement jusqu'en 1925, année où il est vendu à la Saint Lawrence Papers Mills. Celle-ci ne l'utilise que pour écorcer et couper du bois à pâte ensuite chargé sur des barges et expédié à ses installations de Trois-Rivières. Environ 75 personnes y travaillent jusqu'à sa fermeture en 1935 alors que ce nombre

¹¹⁰ Archives du Bureau de la publicité des droits de Louiseville, registre B, vol. 30, acte n° 18 911, 15 août 1888 (dorénavant ABPDL, B30, n° 18 911, 15 août 1888). C'est en 1881 que L. Tourville et J. Leduc s'associent sous la raison sociale de La Compagnie Tourville et achètent la scierie de la Compagnie des moulins à vapeur de Pierreville (1866-1878) dans laquelle Tourville était partenaire. À ce sujet, voir Alain Gamelin, *La Compagnie des moulins à vapeur de Pierreville, 1866-1906* (Drummondville, La Société historique du centre du Québec, 1983), 1-20. Par la suite, Tourville acquiert une scierie à Nicolet. Joseph-Elzéar Bellemare, *Histoire de Nicolet, 1669-1924*, première partie: *La seigneurie* (Arthabaska, Imprimerie d'Arthabaska Inc., 1924), 248; *Le Journal des Trois-Rivières*, 4 décembre 1884. En 1886, Tourville et Leduc mettent sur pied une manufacture de pâte et de papier à Sorel avec des entrepreneurs et des hommes d'affaires de Sorel et de Montréal qui porte le nom de La Compagnie de papier de Sorel, puis devient la société H. Beauchemin et Compagnie en 1889. ANQQ, *Registre des lettres patentes ou chartes de compagnies incorporées (1884-1895)*; PJS, *Registre des déclarations sociales*, vol. 3 (1885-96), 98.

¹¹¹ *Le Courrier de Louiseville*, 16 mai 1889; *Le Journal des Trois-Rivières*, 29 juillet 1889. Un vaste fourneau servant à brûler le bran de scie est ajouté à la scierie en 1895. *L'Écho de Louiseville*, 28 juin 1895.

¹¹² Outre Leduc, Tourville et ses deux fils, la société se compose de Napoléon Gill, mécanicien, et de Edouard Ouellette, commis, tous deux de Pierreville. ANQQ, *Registre des lettres patentes ou chartes de compagnies incorporées (1884-1895)*; ANQTR, *Registre des déclarations sociales*, vol. 3 (1885-95), 224-225.

oscillait bon an mal an entre 150 et 200 dans le premier quart du XX^e siècle¹¹³.

b) Les autres équipements de production

Autour de cette imposante scierie se sont greffées d'autres grandes unités de production — plusieurs lui étant fortement reliées, principalement en matière d'approvisionnement en bois — qui donnent à Louiseville une structure industrielle plus étoffée que celle de Berthierville dans le dernier quart du siècle.

La plus ancienne d'entre elles est la tannerie de George Henry Yale. Né à Montréal, Yale vient s'établir au village de Rivière-du-Loup avec sa famille vers 1850 et y ouvre une boutique où il exerce sa profession de tanneur avec trois apprentis dont deux sont de proches parents (un porte le patronyme de son épouse, Laurent, et l'autre celui de Yale)¹¹⁴. En 1860, la boutique est dévorée par les flammes. Quelques mois plus tard, François-Xavier Lambert, marchand et gendre de Yale, fait bâtir un hangar qu'il transforme en tannerie l'année suivante. Celui-ci dirige l'établissement jusqu'à ce qu'il déclare faillite en 1869¹¹⁵. La conduite de la tannerie est par la suite confiée à Sylvestre Yale et William Laurent, des parents de G.H. Yale, sous la raison sociale de Yale, Laurent et Compagnie¹¹⁶. En

¹¹³ Raoul Blanchard, *Le centre du Canada français, "Province de Québec"* (Montréal, Beauchemin, 1947), 102; G. Lesage, *op. cit.*, 321 et 348.

¹¹⁴ ANQTR, cour supérieure du district de Trois-Rivières, n^o 113: Edouard Caron, demandeur, c. The Hunterstown Lumber Co., défendeur, 1884, déposition de George Henry Yale; *Recensement du Canada, 1851* (listes nominatives).

¹¹⁵ ANQTR, cour supérieure du district de Trois-Rivières, n^o 119: Victoire Yale, demanderesse, c. Joseph-Edouard Pichette, défendeur, 1884, déposition de George Henry Yale.

¹¹⁶ ANQTR, *Registre des déclarations sociales*, vol. 2 (1857-85), 117.

1871, la tannerie est la plus importante de la région du lac Saint-Pierre après celle de Peter Ralston à Berthierville. Fonctionnant à la vapeur, elle emploie 30 travailleurs qui produisent 10 400 pièces de cuir noir et de cuir rouge d'une valeur de 48 800 \$ à partir d'un peu plus de 5 000 peaux. Mais Yale et Laurent se trouvent rapidement à bout de ressources. En 1872, ils doivent composer avec leurs créanciers et remettre les biens et les dettes de l'entreprise à G.H. Yale et F.-X. Lambert¹¹⁷. Il est convenu toutefois qu'ils puissent continuer à travailler à la tannerie.

George H. Yale, qui s'était davantage occupé de son petit ensemble industriel (une tannerie, une scierie et un moulin à moudre) et de son magasin de Saint-Didace au cours des dernières années, prend alors la direction de la tannerie. Au début des années 1880, l'établissement est toujours en activité sauf que Yale est très endetté, à telle enseigne qu'il signe une reconnaissance de dette de l'ordre de 38 000 \$ envers la Banque Ville-Marie en 1882. Celle-ci lui accorde cependant un sursis d'un an pour rendre la totalité de cette somme¹¹⁸. Ce délai de grâce expiré, Yale n'a pas rempli

¹¹⁷ ANQTR, Greffe de Louis-Edouard Galipeault, minutes 1 414 et 1 415, 20 mai 1872.

¹¹⁸ ABPDL, B25, n° 15 328, 21 novembre 1882. Yale n'en est pas à ses premiers démêlés avec ses créanciers. En 1867, il est contraint de vendre ses installations de Saint-Didace à Champion Brown et William S. Childs, manufacturiers de chaussures de Montréal faisant affaires sous la raison sociale de Brown & Childs, pour ne pas avoir remboursé le prêt de 9 000 \$ que cette société lui avait consenti quatre ans auparavant. ABPDL, B10, n° 5 944, 8 janvier 1867 et B5, n° 3 015, 11 mars 1863. Yale rachète le tout en 1868 mais doit le revendre dès l'année suivante. ABPDL, B10, n° 5 967, 1 mai 1868 et B12, n° 6 705, 17 juin 1869. Il devait alors un peu moins de 70 000 \$ à la compagnie Brown & Childs. Après avoir été la propriété de Fayette, Shaw et Frères, puis de Donovan & Morgan, manufacturiers de cuir de Montréal, les équipements de production de Saint-Didace sont détruits par un incendie en 1876. Charles Disard, «Le poste de Yale (Yaletown)», *L'Écho de Saint-Justin*, 15 novembre 1928. Un an plus tard, Yale achète le bien-fonds et fait construire une nouvelle tannerie en 1881. ABPDL, B20, n° 12 065, 30 juin 1877; *Le Courrier de Maskinongé*, 20 octobre 1881.

ses obligations et doit déclarer faillite¹¹⁹. En 1884, la tannerie rouvre ses portes avec cette fois Victoire Yale, épouse de Yale, à sa tête¹²⁰. Moins de sept mois plus tard, Yale reprend en main l'établissement avec son petit fils, Georges-François-Xavier Lambert, cultivateur de Rivière-du-Loup, sous la raison sociale de G.H. Yale et Compagnie¹²¹. L'association des deux hommes ne dure que trois mois après quoi Yale est seul responsable de la tannerie jusqu'à ce qu'il fasse encore faillite en 1892. La production de l'établissement était vendue dans les paroisses environnantes, à Montréal et jusqu'en Angleterre¹²².

Quatre importantes organisations de production voient le jour dans les années 1870: une fonderie, une manufacture de portes et de fenêtres, une scierie à laquelle est greffé un moulin à planer, et une manufacture de fuseaux et de cannelles (tableau 8.5).

¹¹⁹ ABPDL, B25, n° 15 672, 5 mars 1883; ANQTR, cour supérieure du district de Trois-Rivières, n° 119: Victoire Yale, demanderesse, c. Joseph-Edouard Pichette, défendeur, 1884, déposition de G.H. Yale; *Le Constitutionnel*, 9 mai 1883.

¹²⁰ L'établissement est alors enregistré sous la raison sociale de V.L. Yale. ANQTR, *Registre des déclarations sociales*, vol. 2 (1857-85), 116.

¹²¹ Il est convenu entre les deux associés que Yale sera chargé de l'administration et de la gestion de l'entreprise cependant que Lambert avancera de l'argent pour une somme ne dépassant pas 5 000 \$. ABPDL, *Registre de formation de sociétés*, vol. 2; ANQTR, *Registre des déclarations sociales*, vol. 2 (1857-85), 133.

¹²² ANQTR, cour de circuit, G.H. Yale, demandeur, c. Théophile Brouillette, cordonnier de Saint-Justin (n° 2, 1860); Joachim Paulin, cultivateur de Rivière-du-Loup (n° 21, 1860); Alfred Bourque, cordonnier de Maskinongé (n° 22, 1860); Jean-Baptiste Lemay, cultivateur de Sainte-Ursule (n° 24, 1860); G. Lesage, *op. cit.*, 205; *Le Courrier de Maskinongé*, 13 octobre 1881.

TABLEAU 8.5
Les moyens et les grands équipements de production créés à Louiseville, 1872-1899

type d'équipement	"raison sociale" ou nom(s) du (des) propriétaire(s)	années d'activité	force motrice
fonderie	Alfred Blais	v 1872-1878	animale
manufacture de portes et de fenêtres	"A. Desrosiers & Frères"	1874-1879	
scierie et moulin à planer	Auguste et David Desrosiers	1878-1881	vapeur
	"Lambert & Desrosiers"	1882-1888	vapeur
	"Desrosiers et Béland"	1888-1889	vapeur
manufacture de fuseaux et de cannelles	"William Laurie & Co."	1878-1886	
brasserie	"La Brasserie de Louiseville"	1882-v 1890	
fonderie et atelier de mécanique	"O. & A. Dérosiers"	1882-1891	vapeur
	"Desrosiers & Cie"	1891-1896	vapeur
	Edouardina Desrosiers	1896-1898	vapeur
	Eugénie Desrosiers	1898-1911	vapeur
fromagerie	Gabriel Caron	1883-1884	vapeur
	"La Société de fabrication de beurre et de fromage de Louiseville"	1884-	vapeur
briqueterie	Gabriel Caron et Pierre Béland	1883-	
fonderie	Trefflé Blais	1883-1894	vapeur
	Philippe Clément	1894-1907	vapeur
manufacture de chaussures	"La Compagnie de Chaussures Canadienne"	1883-v 1890	
manufacture de moulins à battre	"Lambert & Lupien"	1886-1887	
manufacture de portes, de fenêtres et d'orgues	Auguste Desrosiers	1887-	vapeur
allumetterie	"The Independent Match Company"	1890-1896	vapeur
allumetterie	"The Montreal Match Company"	1892-1893	vapeur
	"The Electric Match Company"	1894	vapeur
moulin à planer	"Moreau & Gravel"	1894	vapeur
	Alfred Mineau	1894-1896	vapeur
manufacture de vêtements	"The Louiseville Shirt Mfg. Co."	1899	vapeur
manufacture de vêtements	"Empire Shirt Mfg. Co. of Louiseville"	1899-	vapeur

Sources: ANQTR, *Registres des déclarations sociales*, 4 volumes (1849-1902) et Dossiers de la cour supérieure du district de Trois-Rivières; Archives du Bureau de la publicité des droits de Louiseville; *Documents de la Session du Québec*, «Liste des compagnies à fonds social incorporées sous le grand sceau de la province» (1888-1902); ANQQ, *Registre des lettres patentes ou chartes des compagnies incorporées (1884-1895)*; Germain Lesage, *Histoire de Louiseville, 1665-1960* (Louiseville, Presbytère de Louiseville, 1961); *Le Courrier de Maskinongé*; *Le Courrier de Louiseville*; *Le Progrès de Louiseville*; *Le Constitutionnel*; *Recensements du Canada, 1891 et 1901* (listes nominatives).

C'est vers 1872 que François Blais, originaire de Joliette, construit une fonderie actionnée par la force animale avec l'aide de ses quatre fils. Blais y produit des poêles, des charrues, des pièces d'ornementation et de voitures,

des chaudrons et divers autres objets¹²³. En 1878, l'établissement qui est alors dirigé par un de ses garçons, Alfred, est en faillite¹²⁴.

Deux ans après l'ouverture de la fonderie Blais, Auguste et David Desrosiers, fils d'un artisan de la localité, mettent sur pied une manufacture de portes et de fenêtres qui prend le nom d'A. Desrosiers et Frères¹²⁵. Y sont également préparés les matériaux pour l'exécution des contrats de construction et de rénovation que les deux menuisiers obtiennent à Louiseville¹²⁶ et à l'extérieur. L'entreprise met un terme à ses activités après que ses propriétaires aient déclaré faillite en 1879¹²⁷. L'année précédente, les frères Desrosiers avaient décidé de se faire bâtir une scierie équipée de machines à embouverter, à moulurer, à tenonner et à mortaiser dans le but d'approvisionner en bois leur manufacture et d'autres entreprises¹²⁸. La rentabilité de la scierie semblait d'autant plus assurée que celle de la Hunterstown Lumber avait cessé ses activités depuis peu. Or, il n'en fut pas tout à fait ainsi puisqu'elle est saisie en 1881 et ce, même si les Desrosiers avaient bénéficié de l'appui de leur père et de leurs cousins, Odilon et Agapit Desrosiers¹²⁹. Ces derniers se voient adjuger la scierie lors de sa vente aux

¹²³ G. Lesage, *op. cit.*, 211.

¹²⁴ ANQTR, cour supérieure du district de Trois-Rivières, n° 151: J.-B.-O. Dumont, syndic, c. Alfred Blais, failli, 1878.

¹²⁵ ANQTR, *Registre des déclarations sociales*, vol. 2 (1857-85), 103; G. Lesage, *op. cit.*, 229.

¹²⁶ Il se voit confier la construction du couvent des Soeurs de l'Assomption à Louiseville en 1874 et de l'édifice du marché en 1878. G. Lesage, *op. cit.*, 228 et 236; *Le Courrier de Maskinongé*, 22 août 1878.

¹²⁷ ANQTR, cour supérieure du district de Trois-Rivières, n° 67: Thomas Lamy, demandeur, c. Auguste et David Desrosiers, défendeurs, 1879; ABPDL, B22, n° 13 561, 28 avril 1879.

¹²⁸ ABPDL, B22, n° 13 328, 23 octobre 1878 et B22, n° 13 510, 4 juillet 1879.

¹²⁹ ABPDL, B25, n° 15 509, 28 mars 1883. En 1879, David Desrosiers, père d'Auguste et David, se déclare endosseur des billets à ordre signés par ses fils pour un montant de 1 500 \$. La même année, O. et A. Desrosiers leur accordent un prêt d'un peu plus de 600 \$ pour la vente et

enchères. En vue de la bonne marche de leur nouvel établissement, O. et A. Desrosiers s'adjoignent Raphaël Lambert, leur oncle et un des plus gros marchands de Louiseville, avec qui ils forment la société Lambert et Desrosiers en 1882¹³⁰. À l'automne de cette même année, l'établissement est réduit en cendres. Les travaux de reconstruction ne tardent pas. Par la même occasion, les trois associés font annexer un moulin à planer à la scierie. N'y trouvant plus son compte, Lambert demande la dissolution de la compagnie en 1887 et réclame un peu moins de 9 000 \$ aux Desrosiers en justice¹³¹. Celui-ci obtient gain de cause et les biens immeubles de la société Lambert et Desrosiers sont mis en adjudication. Les frères Desrosiers présentent l'offre la plus élevée et récupèrent la scierie. Peu après, ils s'associent à un autre important bailleur de fonds, Pierre Béland, cultivateur et commerçant de foin de Rivière-du-Loup, cousin par alliance d'Odilon¹³². Mais entre-temps l'ancienne scierie de la Hunterstown Lumber est passée entre les mains de la Compagnie Tourville. Ne pouvant concurrencer une entreprise d'une telle envergure, la société Desrosiers et Béland arrête sa production en 1889¹³³. Aussitôt, Tourville et Leduc achètent la scierie et la démantèlent¹³⁴.

l'installation de machines à la scierie. ABPDL, B22, n° 13 449, 6 juin 1879 et B22, n° 13 510, 4 juillet 1879.

¹³⁰ ANQTR, *Registre des déclarations sociales*, vol. 2 (1857-85), 87. Chacun des partenaires a un rôle déterminé au sein de la compagnie. R. Lambert est chargé de son administration et les frères Desrosiers, de la coupe du bois en forêt, de sa descente jusqu'à la scierie, des activités de celle-ci et de la vente des matériaux qui y sont produits.

¹³¹ ANQTR, *Registre des déclarations sociales*, vol. 3 (1885-95), 57; ANQTR, cour supérieure du district de Trois-Rivières, n° 511: R. Lambert, demandeur, c. O. Desrosiers et al., défendeurs, Bref et déclaration, 2 décembre 1887.

¹³² ANQTR, *Registre des déclarations sociales*, vol. 3 (1885-95), 104-105.

¹³³ *Ibid.*, 123.

¹³⁴ ABPDL, B30, n° 19 369, 19 juillet 1889; Louis Blazon, *op. cit.*

De 1884 à 1886, le chiffre d'affaires de la scierie Lambert et Desrosiers a oscillé entre un peu plus de 4 000 \$ et environ 12 000 \$¹³⁵. Suivant les listes des débiteurs déposées lors de la poursuite de Lambert contre ses neveux, les clients de la scierie et du moulin à planer demeuraient principalement à Louiseville et Rivière-du-Loup (90 et 73% respectivement) et, dans une moindre mesure, des localités de la rive nord du lac Saint-Pierre (9,3% de Sainte-Ursule, Saint-Léon, Saint-Justin, Maskinongé, Saint-Barthélemy, Berthier et Trois-Rivières). Les autres étaient de Montréal (1,5%), d'Ottawa (0,3%) et des États-Unis (3,7%), sans doute pour la plupart des personnes de la région qui y ont émigré sans payer leurs dus¹³⁶. L'entreprise s'approvisionnait en bois sur les terres de Lambert situées dans le nord de la paroisse Rivière-du-Loup. Elle en achetait également des cultivateurs des environs immédiats et des localités voisines¹³⁷.

S'agissant de la manufacture de fuseaux et de cannelles, elle entre en activité en 1878 et appartient à la William Laurie & Co. qui regroupe W. Laurie, ingénieur civil demeurant à Louiseville depuis 1869, B. Campbell Simpson, teneur de livres, et George Douglas Ross, marchand, tous deux de Montréal¹³⁸. Elle est toujours exploitée lorsqu'un incendie la détruit en 1886. Dès l'année suivante, la compagnie en fait rebâtir une autre,

¹³⁵ ANQTR, cour supérieure du district de Trois-Rivières, n^o 511, R. Lambert, demandeur, c. O. Desrosiers et al., défendeurs, livres de compte, 1884-1886.

¹³⁶ *Ibid.*, listes B et C, 16 février 1888.

¹³⁷ *Ibid.*, Bref et déclaration, 2 décembre 1887 et exhibit n^o 6, dépenses de chantier.

¹³⁸ ANQTR, *Registre des déclarations sociales*, vol. 2 (1857-85), 142-143.

mais cette fois à Saint-Alexis-des-Monts¹³⁹, se rapprochant ainsi de ses sources d'approvisionnement en bouleau¹⁴⁰.

Deux fois plus de moyennes et de grandes unités industrielles sont implantées à Louiseville dans les années 1880 qu'au cours de la décennie précédente, soit 8 dont 6 en 1882 et 1883 seulement. Il s'agit d'une brasserie, de deux fonderies dont l'une est jumelée à un atelier de mécanique, d'une fromagerie, d'une briqueterie, d'une manufacture de chaussures, d'une de moulins à battre et d'une autre de portes, de fenêtres et d'orgues. La plus importante d'entre elles est la fonderie et l'atelier de mécanique d'Odilon et Agapit Desrosiers qui date de 1882. Ceux-ci possédaient déjà une fonderie, celle que leur père leur a donnée en 1867¹⁴¹. Quatre ans plus tard, l'établissement, connu sous la raison sociale d'O. et A. Desrosiers¹⁴², emploie 6 personnes et produit principalement des charrues et des poêles pour une valeur de 3 500 \$. Est rattachée à la fonderie une boutique de forgeron (1 travailleur) où sont exécutés des articles et des réparations de tous genres. Au fil des ans, l'entreprise accroît et diversifie sa production. En 1882, les Desrosiers considèrent que leurs installations ne répondent plus adéquatement

¹³⁹ La société William Laurie & Co. est dissoute en 1888, puis déclare faillite en 1889. ANQTR, *Registre des déclarations sociales*, vol. 3 (1885-95), 96; ANQTR, cour supérieure du district de Trois-Rivières, n° 465: Louis-Henri Mineau, demandeur, c. William Laurie, défendeur, 1889. Par la suite, Laurie forme la Laurie's Spool Co. *Le Courrier de Maskinongé*, 1 janvier 1893.

¹⁴⁰ Le bois utilisé pour la fabrication des fuseaux et des cannelles à la manufacture de Louiseville était descendu de Saint-Alexis-des-Monts. *Le Courrier de Maskinongé*, 26 décembre 1878.

¹⁴¹ En retour, O. et A. Desrosiers promettaient d'aider financièrement leur père à installer un moulin à carder dans le haut de la fonderie qui sera relié à la machine à vapeur de l'établissement. Il est convenu toutefois que le père ne se servira de la machine à vapeur que lorsque ses fils ne l'utiliseront pas. ABPDL, B12, n° 7 072, 13 décembre 1867.

¹⁴² En 1868, les deux frères forment la compagnie Desrosiers et Desrosiers qui devient la société O. Desrosiers et A. Desrosiers en 1870. ANQTR, *Registre des déclarations sociales*, vol. 2 (1857-85), 121 et 123. Mais la publicité dans les journaux désigne toujours la fonderie sous la raison sociale d'O. et A. Desrosiers.

à leurs besoins. C'est pourquoi, ils décident d'ouvrir une grande fonderie de trois étages comprenant un atelier de mécanique¹⁴³. Le nouvel établissement, qui compte quelque 25 travailleurs, se spécialise dans la fabrication de moulins à battre, de distributeurs d'engrais, de presses à foin, de moulins à vent, de bancs de scie, de roues d'engrenage et diverses machines. En 1891, les Desrosiers sont insolvables et la fonderie est vendue au plus offrant et dernier enchérisseur, Louis-Alfred Saucier, négociant de Louiseville et beau-frère d'Odilon¹⁴⁴. Celui-ci la remet en marche jusqu'à ce qu'il dépose son bilan en 1896¹⁴⁵. Vendue de nouveau aux enchères, la fonderie est achetée par un autre membre de la famille, Edouardina Desrosiers, soeur d'Odilon¹⁴⁶. Deux ans plus tard, Eugénie Desrosiers, fille d'Odilon, prend le relais jusqu'en 1911, année où l'établissement est rasé par un incendie¹⁴⁷.

Comme la fonderie des Desrosiers, d'autres importants équipements de production créés dans les années 1880 ont été en activité plusieurs années sans toutefois changer aussi souvent de propriétaires que celle-ci. C'est le cas de la fromagerie de Gabriel Caron, marchand de Louiseville qui devient la propriété de La Société de fabrication de beurre et de fromage de Louiseville après moins d'un an d'exploitation, de la briqueterie du même G. Caron et de Pierre Béland, de la fonderie de Trefflé Blais cédée à un entrepreneur de

¹⁴³ *Le Constitutionnel*, 13 octobre 1882.

¹⁴⁴ ABPDL, B32, n° 20 606, 16 octobre 1891.

¹⁴⁵ ANQTR, cour supérieure du district de Trois-Rivières, n° 196: Charles Couillard, requérant-cession, c. Louis-Alfred Saucier, débiteur-cédant, 1896. Sous la direction de Saucier, l'établissement est inscrit sous la raison sociale de Desrosiers et Compagnie. ANQTR, *Registre des déclarations sociales*, vol. 3 (1885-95), 208.

¹⁴⁶ ANQTR, *Registre des déclarations sociales*, vol. 4 (1895-1902), 39-40.

¹⁴⁷ *Ibid.*, 108; G. Lesage, *op. cit.*, 321. Outre la fonderie, Eugénie Desrosiers a exploité un allumetterie au début du XX^e siècle à Louiseville avec Emmanuel Beauchemin, commerçant de Saint-Gabriel-de-Brandon. ANQTR, *Registre des déclarations sociales*, vol. 4 (1895-1902), 235.

Nicolet en 1894¹⁴⁸, et de la seconde manufacture de portes et de fenêtres d'Auguste Desrosiers dans laquelle sont également fabriquées des orgues qui sont vendues au Québec, en Ontario et aux États-Unis¹⁴⁹. Les autres équipements ont une existence éphémère. La Brasserie de Louiseville et La Compagnie de Chaussures Canadienne, qui ont été établies en 1882 et 1883 respectivement par des entrepreneurs de la localité et des environs, ferment leurs portes vers 1890, tandis que la manufacture de moulins à battre, qui date de 1886, cesse sa production lorsque ses propriétaires sont en faillite l'année suivante¹⁵⁰.

¹⁴⁸ Pour une description de la fromagerie de Caron, voir «Fromagerie de Louiseville. Rapport de M. Gabriel Caron, propriétaire», dans «Rapport général du commissaire de l'agriculture..., 1883: II- Industrie laitière», *Documents de la Session du Québec*, vol. 17, n° 2 (1883-84): 69-75. À propos de la briqueterie et de la fonderie Blais, voir *Le Constitutionnel*, 6 novembre 1882 et 2 avril 1883; G. Lesage, *op. cit.*, 285.

¹⁴⁹ Auguste Desrosiers importe les pièces de métal de Londres et façonne lui-même celles de bois. Il a acquis cette expertise lors de son séjour aux États-Unis où il a travaillé, entre autres, chez un facteur d'orgues de Westfield au Massachusetts. En plus de produire des portes, des fenêtres et des orgues, Desrosiers a continué d'œuvrer dans la construction et la rénovation de bâtiments. Entre 1890 et 1896, il construit une allumetterie, un hôtel, le collège Saint-Louis-de-Gonzague des Frères de l'Instruction chrétienne de Louiseville, l'église anglicane de Sainte-Ursule, le presbytère de Saint-Jérôme et rénove celui de Louiseville, ces quatre derniers contrats étant en collaboration avec le menuisier Antoine Gagnon. G. Lesage, *op. cit.*, 228, 238, 275-277, 280 et 288; *L'Écho de Louiseville*, 24 mai 1895.

¹⁵⁰ La Brasserie de Louiseville compte six directeurs: Antoine Gravel, menuisier et cultivateur, Thomas Lamy, hôtelier, Michel Gagnon et Antoine Gagnon, menuisiers, tous quatre de Louiseville, Pierre Béland, cultivateur et commerçant de foin de Rivière-du-Loup, et Joseph Gagnon, cultivateur de Sainte-Ursule. ABPDL, B25, n° 15 400, 27 décembre 1882. La Compagnie de Chaussures Canadienne se compose d'Edouard Bourret, marchand, Charles Trépanier, marchand-tailleur, François Trépanier, ferblantier, Joseph Chevalier, marchand, tous quatre de Louiseville, et d'Edouard Béland, cultivateur de Saint-Barthélemy. Les trois derniers associés sont respectivement le frère, le beau-frère et le beau-père de Charles Trépanier. «Liste de toutes les compagnies à fonds social incorporées sous le grand sceau de la province depuis la Confédération...», dans «Rapports des départements», appendice n° 16, *Documents de la Session du Québec*, vol. 21, n° 2 (1888); *Le Constitutionnel*, 21 février 1883. À la tête de la manufacture de moulins à battre, on retrouve Louis Lambert, mécanicien de Sainte-Ursule, et Charles Lupien, menuisier de Louiseville. ANQTR, *Registre des déclarations sociales*, vol. 3 (1885-95), 34; ANQTR, cour supérieure du district de Trois-Rivières, n° 241: Jean-Baptiste Lambert, requérant-cession, c. Louis Lambert, débiteur-cédant. 1887.

La montée des grandes unités de production se poursuit dans les années 1890 avec l'ouverture de deux allumetteries, deux manufactures de vêtements et d'un moulin à planer. À l'exception de ce dernier, il s'agit de nouvelles formes industrielles qui ont la particularité d'embaucher une main-d'œuvre nombreuse parmi laquelle se trouve une forte proportion de femmes et d'enfants. Le premier de ces équipements est une allumetterie, The Independent Match Company, implantée en 1890 par Eugène Vadeboncoeur, marchand et maire de Louiseville¹⁵¹. Dans cette entreprise, celui-ci est secondé par Thomas Mineau, Alfred Mineau et Antoine Gravel, respectivement hôtelier, commerçant, cultivateur et menuisier de Louiseville. En 1891, le capital fixe de l'établissement s'établit à 7 900 \$ et sa valeur de production à 37 440 \$. Le nombre de personnes qui y travaillent s'élève à 85 dont un peu plus de la moitié sont des femmes (30), des garçons (5) et des filles (10) de moins de 16 ans¹⁵². Mais la fabrication d'allumettes étant une branche des industries du bois où règne une vive concurrence, surtout en raison de la présence sur l'échiquier de grandes compagnies qui cherchent à accroître leur part de marché, Vadeboncoeur et ses associés sont forcés de déclarer faillite en 1896¹⁵³. Quelques mois plus tard, la Banque d'Hochelaga, principale créancière, cède l'établissement à E. Butler Eddy de Hull, un des plus importants manufacturiers d'allumettes de la province, qui se montre

¹⁵¹ «Liste des compagnies à fonds social incorporées du 1er janvier au 30 septembre 1890», dans «Rapport du secrétaire et registraire de la province de Québec», Appendice n° 20, *Documents de la Session du Québec*, vol. 24, n° 2 (1890); *Le Courrier de Maskinongé*, 1 janvier 1893.

¹⁵² *Recensement du Canada, 1891*, vol. 3, 217.

¹⁵³ ANQTR, cour supérieure du district de Trois-Rivières, n° 253: La Banque d'Hochelaga, requérante-cession, c. The Independent Match Co., intimée, 1896.

disposé à le vendre aussitôt pourvu qu'on n'y produise plus d'allumettes¹⁵⁴. Devant la réussite de l'Independent Match Co. au cours de ses premières années, un autre groupe d'entrepreneurs louisevilliens avec à leur tête Charles Trépanier, marchand-tailleur, mettent sur pied une seconde allumetterie en 1892, The Montreal Match Company¹⁵⁵. Mais des tiraillements au sein de la direction amènent le départ de Trépanier, puis la liquidation des avoirs de l'entreprise avant même que la production n'ait démarré¹⁵⁶. En 1894, Trépanier revient à la charge, et avec Edouard Bourret, son partenaire dans la tenue d'un magasin et l'exploitation de La Compagnie de Chaussures Canadienne dans les années 1880, ils forment The Electric Match Company et achètent la bâtisse et les équipements de la Montreal Match Co., propriété de la société The James Robertson Company de Montréal, première créancière lors de la faillite de cette compagnie¹⁵⁷. À l'automne de cette même année, la nouvelle allumetterie entre en activité jusqu'à ce qu'elle soit rasée par un incendie un mois plus tard¹⁵⁸.

¹⁵⁴ ABPDL, B36, n° 23 851, 19 mars 1897; G. Lesage, *op. cit.*, 288. Au cours des années 1890, la Compagnie Eddy met également la main sur une autre allumetterie de la région, celle de Denoncourt et Moreau à Sainte-Angèle-de-Laval. Jacques Duhaime, *«Les habitants de l'Isle» Sainte-Angèle-de-Laval* (Trois-Rivières, Éditions du Bien Public, 1970), 169-170.

¹⁵⁵ «Liste des compagnies à fonds social incorporées du 1er janvier 1892 au 31 décembre 1892», dans «Rapport du secrétaire et registraire de la province de Québec», Appendice n° 20, *Documents de la Session du Québec*, vol. 26, n° 2 (1892). Aux côtés de Trépanier qui occupe le poste de président de la compagnie, on retrouve Louis Pichette, marchand, Auguste Desrosiers, manufacturier de bois, Antoine Gagnon, menuisier, et Pierre Béland, cultivateur et commerçant de foin. La compagnie compte également 35 autres actionnaires: 8 marchands, 5 menuisiers, 4 journaliers, 2 boulangers, 2 forgerons, 2 bouchers, 2 ferblantiers, 2 manufacturiers, 2 prêtres, un agent d'assurances, un avocat, un charretier et l'épouse d'un menuisier, tous de Louiseville.

¹⁵⁶ ANQTR, cour supérieure du district de Trois-Rivières, n° 566: Anne Béland, requérante, c. The Montreal Match Co., mise en liquidation, 1893.

¹⁵⁷ ANQTR, *Registre des déclarations sociales*, vol. 3 (1885-95), 308; ABPDL, B34, n° 22 348, 19 septembre 1894. À propos de cette compagnie, voir Peter Bischoff et Robert Tremblay, «Robertson, James», *Dictionnaire biographique du Canada*, vol. XII: *de 1891 à 1900* (Québec Les Presses de l'Université Laval, 1990): 981-982.

¹⁵⁸ *L'Écho de Louiseville*, 30 novembre et 28 décembre 1894; G. Lesage, *op. cit.*, 285.

Juste avant que ne soit créée The Electric Match Co., Toussaint Moreau et François-Xavier Gravel, menuisiers de Louiseville, ont uni leurs efforts pour convertir l'ancienne fonderie Blais en moulin à planer. Mais cinq mois plus tard, la société Moreau et Gravel est en faillite¹⁵⁹. En 1894, Alfred Mineau, commerçant et manufacturier de bois, prend possession du moulin qu'il agrandit l'année suivante¹⁶⁰. En 1896, il fait à son tour faillite¹⁶¹.

Il faut attendre en 1899 pour que naissent d'autres grandes organisations de production, en l'occurrence deux manufactures de vêtements qui connaissent chacune un sort fort différent. Au début de cette année-là, R.B. Wiseman, L.M. Wiseman, E. Spitz, R. Beaudoin de Montréal, Hector Caron de Saint-Léon et Joseph-Wilfrid-Raoul Côté, natif de Québec, s'associent sous la raison sociale The Louiseville Shirt Manufacturing Company dans le but de confectionner des vêtements à Louiseville. Peu après, J.-W.-R. Côté se retrouve seul à la direction de la compagnie. Il s'adjoit alors comme partenaires son père, Napoléon-Joseph Côté, manufacturier de Montréal, et Alfred Vadeboncoeur¹⁶², commis-marchand de Louiseville avec qui il achète la bâtisse de l'Independent Match Co. pour la transformer en atelier de confection. Une fois en exploitation, la manufacture donne du travail à une soixantaine de personnes, la grande

¹⁵⁹ Moreau et Gravel se forme en janvier 1894 et déclare faillite en juin. ANQTR, *Registre des déclarations sociales*, vol. 3 (1885-95), 278-279; ANQTR, cour supérieure du district de Trois-Rivières, n° 430: James J. O'Brien, requérant-cession, c. Moreau et Gravel, débiteurs-cédants, 1894.

¹⁶⁰ *L'Écho de Louiseville*, 28 septembre 1894 et 15 octobre 1895.

¹⁶¹ ANQTR, cour supérieure du district de Trois-Rivières, n° 76: Joseph-Louis-Alfred Grenier, requérant-cession, c. Alfred Mineau, débiteur-cédant, 1896.

¹⁶² ANQTR, *Registre des déclarations sociales*, vol. 4 (1895-1902), 138

majorité étant des femmes qui cousent chez elles. Mais cette compagnie, constituée à coups de billets à ordre et de paiements différés, périclité après quelques semaines d'activité¹⁶³. Profitant de l'occasion, Joseph-Edouard Béland, marchand de Louiseville, qui tenait un atelier de taillage au premier étage de son magasin, met la main sur les équipements de la Louiseville Shirt Manufacturing Co. et les fait installer dans l'ancien magasin de Charles Trépanier. Le nouvel établissement qui prend le nom de l'Empire Shirt Manufacturing Company of Louiseville va mobiliser quelques centaines de femmes pendant de nombreuses décennies¹⁶⁴.

Comme à Berthierville, des citoyens de Louiseville ont échafaudé des projets industriels qui ne se sont pas réalisés. En 1873, par exemple, des entrepreneurs veulent établir une manufacture de sucre de betterave dans la paroisse. Près de la moitié des sommes nécessaires à sa construction sont même amassées¹⁶⁵. Finalement, cette manufacture ne voit pas le jour. Les projets d'implantation d'une manufacture de laine au début des années 1880, d'une nouvelle allumetterie après l'incendie de l'Electric Match Co. en 1894, et d'une manufacture de tabac en 1896 dans l'ancienne fonderie des Desrosiers connaissent le même sort¹⁶⁶.

¹⁶³ ANQTR, cour supérieure du district de Trois-Rivières, n° 32: The Hanover Woollen Mills Company, requérante-cession, c. J.-W.-R. Côté, débiteur-cédant, 1899. Sur le financement de la société, voir la déposition de Côté.

¹⁶⁴ ANQTR, *Registre des déclarations sociales*, vol. 4 (1895-1902), 155; Armand Deschesnes, «L'Empire Shirt Mfg. Co. Ltd.», *L'Écho de Saint-Justin*, 15 mars 1934.

¹⁶⁵ *Le Journal des Trois-Rivières*, 3 avril 1873.

¹⁶⁶ *La Concorde*, 17 novembre 1880; *Le Courrier de Maskinongé*, 11 novembre 1880; *L'Écho de Louiseville*, 11 janvier et 19 juillet 1895 et 10 décembre 1896.

De ce panorama des plus importantes organisations industrielles de Berthierville et de Louiseville, il ressort clairement que leur évolution est ponctuée de quelques réussites, mais surtout de nombreux échecs. Comment expliquer les unes et les autres? L'examen du dynamisme des entrepreneurs qui les ont créées et du mode de financement sur lequel elles se fondent peuvent sans doute apporter des éléments de réponse. L'occasion est également propice pour s'interroger sur les aspects techniques et juridiques des moyens et des grands équipements et leur impact sur la croissance villageoise.

D- MOYENNES ET GRANDES UNITÉS DE PRODUCTION, ENTREPRENARIAT ET FINANCEMENT: QUELQUES CONSTATS

De l'histoire des moyennes et des grandes entités industrielles implantées à Berthierville et à Louiseville dans la seconde moitié du XIX^e siècle, des lignes de force se dégagent. Avec elles, nous assistons à une complexification de la production. Ce phénomène ne se limite pas à l'aspect technique. À cet égard, il ressort clairement que la majorité d'entre elles sont actionnées à la vapeur, libérant ainsi les entrepreneurs des contraintes saisonnières et de localisation à proximité des cours d'eau¹⁶⁷. Mais on remarque également une forme d'intégration verticale à une petite échelle dans quelques organisations. Ainsi, les nouveaux propriétaires de la manufacture de sucre de betterave de Berthierville décident en 1893 d'ajouter à leurs installations une distillerie où

¹⁶⁷ Jeremy Atack, Fred Bateman et Thomas Weiss, «The Regional Diffusion and Adaption of the Steam Engine in American Manufacturing», *The Journal of Economic History*, XL, 2 (juin 1980), 302.

seront transformés les mélasses ou résidus de la sucrerie, et une raffinerie pour l'affinage du sucre brut. Lorsque ce complexe est converti en grande distillerie quelques années plus tard par la Compagnie Melchers, celle-ci fait aussitôt bâtir de vastes étables où seront servis en pâturage les résidus de grains de la distillerie à des centaines d'animaux. Le fer et la fonte préparés à la fonderie des frères Goudron étaient en partie destinés à leur manufacture de boulons. À Louiseville, Auguste et David Desrosiers entreprennent la construction d'une scierie où le bois, après une première transformation, sera acheminé à leur manufacture de portes et de fenêtres. Leurs cousins, Odilon et Agapit Desrosiers intègrent un atelier de mécanique à leur nouvelle fonderie. Afin de s'assurer l'écoulement régulier de leur production de bois scié et l'exécution rapide des travaux de réparation lorsque surviennent des bris, les dirigeants de la Hunterstown Lumber font annexer un chantier de construction navale et une boutique de forge à leur scierie dans les années 1860. D'autres entrepreneurs ont élaboré des stratégies d'intégration qui sont demeurées à l'état de projet. Par exemple, Greynald et Bran voulaient jumeler une manufacture de vinaigre à leur distillerie de Berthierville. Enfin, l'organisation interne de la plupart des manufactures se révèle plus complexe que celle des autres formes industrielles.

Nous abordons ici l'aspect juridique des activités de production. Alors que la majorité des moulins et des boutiques d'artisan sont des établissements à propriétaire unique, 63% des moyennes et grandes unités de production de Berthierville et 65,4% de celles de Louiseville¹⁶⁸ sont enregistrées sous l'une

¹⁶⁸ Ces calculs ont été effectués sur la base des établissements, et non sur celle des différentes raisons sociales à qui a pu appartenir tour à tour un équipement de production. Nous avons cependant pris en considération le changement de statut juridique d'une entreprise. Ainsi,

ou l'autre des formes d'association d'entrepreneurs. La plus commune est la société en nom collectif ou partenariat (9 à Berthierville, 11 à Louiseville) dans laquelle la responsabilité de chacun des partenaires (généralement deux, rarement plus) ne se limite pas à leur mise de fonds initial, mais également, en cas de déboire, à leurs avoirs personnels. Suivent la société incorporée par lettres patentes (2 à Berthierville, 5 à Louiseville) qui doit compter au moins cinq associés et dont la responsabilité envers les dettes de la compagnie, contrairement à celle en nom collectif, ne s'étend au delà de leurs mises de fonds, et la société incorporée par loi (1 dans chaque localité)¹⁶⁹. Les autres (7 à Berthierville, 9 à Louiseville) sont des établissements à entrepreneur unique.

Cette complexification s'accompagne d'une diversification de la production. Certaines formes industrielles qui avaient disparu du paysage depuis quelques décennies, telles les brasseries, réapparaissent. Outre des charrues, des machines à battre, des poêles et des chaudrons, les grosses fonderies des deux localités fabriquent également plusieurs types de machines agricoles et industrielles ainsi que différentes pièces d'équipements spécialisées. D'autres établissements ne produisent que des biens de

un établissement inscrit d'abord comme une société en nom collectif, et devenu par la suite une société incorporée par lettres patentes, est compté deux fois.

¹⁶⁹ Sur les différents statuts juridiques des entreprises, voir Jean-Pierre Kesteman, *Une bourgeoisie et son espace: industrialisation et développement du capitalisme dans le district de Saint-François (Québec), 1823-1879*, thèse de doctorat (histoire), Université du Québec à Montréal, 1985, 325-331; Claire-Andrée Fortin et Benoît Gauthier, sous la direction de René Hardy, *Les entreprises sidérurgiques mauriciennes au XIX^e siècle: approvisionnement en matières premières, biographie d'entrepreneurs, organisation et financement des entreprises* (Trois-Rivières, Université du Québec à Trois-Rivières, 1986), 72-76.

consommation (chaussures, couvertures de laine, savon, cidre et soda à Berthierville, chaussures, allumettes, orgues et vêtements à Louiseville).

Ces points communs soulevés, il importe de souligner qu'il existe néanmoins une différence fondamentale entre la structure industrielle de Berthierville et celle de Louiseville, comme nous l'avons déjà signalé. En effet, nombre des plus importants équipements de la première localité s'articulent à l'agriculture (manufacture de laine, sucrerie, brasserie, distilleries, fabrique de savon et manufacture de tabac) tandis que plusieurs de la seconde se rattachent à la transformation du bois (scieries, moulins à planer, manufactures de portes et de fenêtres, manufacture de fuseaux et de cannelles et allumetteries). Le secteur du bois, qui a joué un rôle central dans la croissance de Louiseville dans la première moitié du siècle, devient prépondérant avec l'implantation de la scierie de la Hunterstown Lumber à la fin des années 1850. Il en fut de même à Berthierville jusqu'à ce que Joliette s'impose comme le principal lieu des activités du sciage dans la région de Lanaudière à partir du second demi-siècle (5 moulins à scie à Berthierville en 1844, mais plus qu'un entre 1851 et 1871; 4 moulins à scie à Joliette en 1844, 3 en 1851, 4 en 1861 et 3 en 1871)¹⁷⁰. Le fer et l'acier est un autre secteur qui aurait pu davantage se développer à Berthierville. Cette localité n'abrite-t-elle pas deux des plus importantes fonderies (celles de Clement et de Buron) du monde rural saint-pierrais en 1861? Or, dans une telle

¹⁷⁰ En 1871, la valeur de production réunie des scieries de Henry B. Leprohon et de Georges Gilmour de Joliette représente 45,4% de celle de l'ensemble des scieries (30) du comté de Joliette. Les deux établissements comptent 42 travailleurs ensemble, soit 45,6% de la main-d'œuvre totale des scieries du comté. *Recensement du Canada, 1871* (listes nominatives) et vol. 3. Sur l'importance du commerce du bois à Joliette au milieu du siècle dernier, voir Jean-Claude Robert, «Un seigneur entrepreneur, Barthélemy Joliette, et la fondation du village d'Industrie (Joliette), 1822-1850», *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 26, 3 (décembre 1972): 375-395.

éventualité, Berthierville aurait eu à rivaliser avec Sorel. Ce n'est que dans le dernier quart du siècle que Berthierville trouvera un créneau industriel avec des établissements qui dépendent étroitement du monde agricole pour s'approvisionner en matières premières.

Mais la complexification, la diversification et l'orientation de la production en vue de l'exploitation de certaines matières premières (produits agricoles, bois) n'ont pas été gage de réussite pour autant. En réalité, les grandes unités de production de Berthierville et de Louiseville se révèlent des organisations extrêmement fragiles. Un grand nombre d'entre elles ont eu une existence éphémère. Celles qui ont vécu plus longtemps ont vu se succéder à leur direction différents entrepreneurs ou sociétés. À Berthierville, la sucrerie a été la propriété de quatre compagnies différentes en l'espace d'une quinzaine d'années, sans compter qu'elle a été louée à un entrepreneur français pendant une brève période. La tannerie des Ralston arrête ses activités à plusieurs reprises dans le dernier quart du siècle, dont trois fois pour cause de faillite. Une fonderie, une manufacture de chaussures, une distillerie et une fabrique de savon ferment leurs portes après seulement quelques mois de production.

Du côté de Louiseville, une allumetterie, un moulin à planer, une manufacture de moulins à battre et une autre de vêtements ont été en exploitation un an ou moins, une manufacture de portes et de fenêtres et un moulin à planer entre 2 et 5 ans, une fonderie, une brasserie, une manufacture de chaussures et une allumetterie entre 6 et 8 ans. Des établissements sont demeurés en activité un plus grand nombre d'années, en l'occurrence une scierie doublée d'un moulin à planer (11 ans), une fonderie

comprenant un atelier de mécanique (29 ans) et une tannerie (32 ans), mais non sans avoir changé de raisons sociales ou de propriétaires à plus d'une reprise (3, 4 et 6 fois respectivement) à la suite de problèmes financiers ou d'une faillite dans la plupart des cas. Parfois, il s'agit qu'un équipement ferme pour que d'autres, qui s'y approvisionnent ou y écoulent leurs produits, soient dans l'obligation d'en faire de même. À Berthierville, par exemple, la faillite de la manufacture de chaussures C.W. Phillips & Co. en 1889 entraîne celle de la tannerie Peter Ralston and Sons quelques jours plus tard, puis celle de Maurice J. Cane, détaillant de bottes et de chaussures, cinq mois après.

Comment expliquer la situation précaire de ces entreprises rurales? Elle n'est certainement pas imputable à l'inertie des entrepreneurs, tant s'en faut. Les entrepreneurs qui ont œuvré à Berthierville forment un groupe hétéroclite. On y trouve des anglophones, à qui on doit les premiers grands équipements (Curtis, Clement et Ralston), et des francophones de la localité et des environs immédiats, mais surtout de Montréal (les Desjardins, les Goudron, les Lefebvre et autres), ces derniers contribuant à resserrer les liens et à intensifier les échanges entre le chef-lieu du comté de Berthier et le principal pôle urbain de la province. Quelques-uns viennent de France (les Schacher, Legru, Mauger, Macherez, Hamard, Sellières et Greynald). Forts de leur expérience respective dans la fabrication du sucre de betterave et de l'alcool, ces entrepreneurs entendent tirer avantage du contexte de rapprochement entre le Québec et la France au début des années 1880 pour conquérir de nouveaux marchés et établir des relations commerciales

durables entre les deux espaces francophones de chaque côté de l'Atlantique¹⁷¹. Comme à Berthierville, ce sont d'abord des anglophones qui ont créé de grandes unités de production à Louiseville (Parker et ses associés américains, Yale), mais un entrepreneuriat francophone local ou des paroisses voisines n'a pas tardé à emboîter le pas ou à prendre la relève des premiers comme c'est le cas lorsque la scierie de la Hunterstown Lumber passe à des intérêts francophones en 1885.

Ces entrepreneurs, particulièrement ceux issus des deux petites villes, ont fait preuve d'un grand dynamisme (annexe 8.1). En diversifiant constamment leurs activités, ils ont cherché à profiter des percées du marché. Quelques exemples suffisent pour bien montrer ce fait. Louis Tranchemontagne contribua à l'implantation d'une manufacture de laine à Berthierville en 1881 et à la remise en activité de la sucrerie en 1886. Peter Ralston exploita une tannerie, une scierie et un moulin à farine, à carder, à fouler et à presser, ce dernier en association avec Flavien Lavallée, constructeur de moulins et entrepreneur forestier sur la rive sud du lac Saint-Pierre. Après avoir succédé à son père à la direction de la tannerie, Archibald Ralston est devenu un des directeurs de la Compagnie Industrielle de Berthier et de la Compagnie d'Imprimerie de Berthier. À Louiseville, Pierre Béland fut propriétaire d'un moulin à farine, à carder, à fouler et à presser, d'une scierie et d'un moulin à planer, d'une brasserie, d'une briqueterie, d'une allumetterie et d'une tannerie. Pour sa part, Odilon Desrosiers posséda deux fonderies, une scierie et un moulin à planer, une

¹⁷¹ À ce sujet, voir Magella Quinn, «Les capitaux français et le Québec, 1855-1900», *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 24, 4 (mars 1971): 527-566.

allumetterie et un moulin à Yamachiche qu'il transforma en manufacture de seaux et de tinettes. Au moment de la faillite de sa fonderie en 1891, Desrosiers s'apprêtait à établir une manufacture d'allumettes chimiques à Ogdensburg dans l'État de New York avec son frère Agapit et Nestor Béland, un parent éloigné. Charles Trépanier fut directeur ou président d'une manufacture de chaussures, de deux allumetteries et de deux imprimeries, l'une à Trois-Rivières, l'autre à Saint-Jérôme, tandis que George Henry Yale reprit en main la tannerie de son gendre et ouvrit une fromagerie à Louiseville, ainsi qu'une tannerie, une scierie et un moulin à moudre à Saint-Didace.

La plupart de ces individus ont investi dans d'autres secteurs de l'activité économique, notamment dans les services et les transports. Tranchemontagne a tenu un magasin à Berthierville et a été actionnaire de plusieurs sociétés de navigation. Béland a eu un commerce de foin, un autre de machines à coudre avec le notaire Thomas-Théodore Rivard comme associé, et fut un des organisateurs de la Société de Construction Victoria et de la Société de fabrication de beurre et de fromage de Louiseville. Avec des partenaires, Desrosiers a mis sur pied la Compagnie de l'Aqueduc de Louiseville, Trépanier, les deux sociétés de construction qui ont vu le jour à Louiseville et différents commerces (épicerie, marchandises sèches), et Yale, la Société de Navigation des Trois-Rivières à Montréal côté nord du fleuve dont il fut président. Comme on peut le constater, nous sommes à cent lieues de l'image de l'entrepreneur canadien-français peu audacieux, conservateur et individualiste longtemps véhiculée par l'historiographie canadienne-anglaise et québécoise. Mais bien que celle-ci ait été battue en brèche depuis

quelques années, des pans entiers de cette réalité qu'est l'entrepreneuriat québécois demeurent encore dans l'ombre¹⁷².

Plusieurs de ces entrepreneurs n'ont pas seulement participé à la vie économique de leur communauté, mais également à celle des institutions locales en étant nommés ou élus à différents postes: conseiller municipal, maire, juge de paix, préfet de comté, commissaire d'école, président de la société d'agriculture du comté, etc. (annexe 8.2). Quelques éléments anglophones ont occupé certains de ces postes (P. Ralston et C.W. Phillips à Berthierville, Yale à Louiseville), ce qui témoigne de leur intégration à leur milieu d'accueil.

La reconstitution des itinéraires des entrepreneurs, qu'ils soient anglophones ou francophones, de la région ou de l'extérieur, ou que leurs activités débordent ou non le cadre local, révèle encore que la famille joue un rôle important dans plusieurs aspects de l'entreprise. Il ne s'agit pas là d'un trait spécifique à l'industriel canadien-français contrairement à ce que d'aucuns ont déjà affirmé¹⁷³. Sur les lieux de travail, les entrepreneurs cherchent à s'entourer des membres de leur famille. Par exemple, parmi les travailleurs de leurs fonderies, Pierre Buron et Alfred Blais comptent leurs fils, et John Clement, son frère. À ses installations de Saint-Didace, George Henry Yale a fait appel à des parents, William et André Yale à titre d'agent et de tanneur respectivement. Ces deux individus et leur famille forment le

¹⁷² Gilles Paquet, «Entrepreneuriat canadien-français: mythes et réalités», *Mémoires de la Société royale du Canada*, 5e série, Tome I (1986), 151.

¹⁷³ Norman W. Taylor, «L'industriel canadien-français et son milieu», René Durocher et Paul-André Linteau, dir., *Le retard du Québec et l'infériorité économique des Canadiens français*, (Montréal, Boréal Express, 1971), 46-53.

tiers de la population du petit village industriel de Yaletown en 1861 (13 des 38 habitants). Lorsque vient le moment de désigner un successeur à la tête d'une entreprise, de constituer une société ou une compagnie, de trouver du capital ou un individu qui puisse endosser des billets à ordre ou encore se porter garant d'un emprunt, les entrepreneurs se tournent d'abord vers leur famille¹⁷⁴.

Le dynamisme des entrepreneurs n'étant pas en cause, la fragilité des industries rurales tient pour une bonne part dans leur financement. Ne pouvant obtenir l'appui des banques, tant francophones qu'anglophones, en raison, dans le cas des premières, de leurs ressources limitées, dans le cas des secondes, plus riches, de leur peu d'ouverture et d'intérêt envers certains projets industriels, principalement ceux des francophones¹⁷⁵, la majorité des entrepreneurs n'ont eu souvent d'autres choix que d'emprunter auprès de particuliers avec des garanties hypothécaires ou de s'engager, par des billets à ordre, à rembourser des sommes à des échéances déterminées, pour financer leurs établissements. Or, ce type de financement réduit de beaucoup leur marge de manœuvre et laisse peu de place à une planification à long terme. Lors d'un emprunt, il est fréquent que les chefs d'entreprise se voient

¹⁷⁴ Sur l'importance de la famille au sein de l'entreprise, voir Louis Bergeron, «Permanences et renouvellement du patronat», Yves Lequin, dir., *Histoire des Français, XIX^e-XX^e siècles*, Tome 2: *La société* (Paris, Armand Colin, 1983), 153-291; Patrick Verley, *Entreprises et entrepreneurs du XVIII^e siècle au début du XX^e siècle* (Paris, Hachette, 1994), 72-96; Benoît Gauthier, «L'entrepreneurship en Mauricie pré-industrielle: le cas de deux entreprises sidérurgiques de la seconde moitié du XIX^e siècle», Communication présentée à La Société historique du Canada, Winnipeg (mai 1986), 14.

¹⁷⁵ Ronald Rudin, «Montreal Banks and the Urban Development of Quebec, 1840-1914», Gilbert A. Stelter et Alan F.J. Artibise, ed., *Shaping the Urban Landscape. Aspects of the Canadian City-Building Process* (Ottawa, Carleton University Press, 1982): 65-83. Cela dit, les noms de plusieurs banques apparaissent dans les listes des créanciers des dossiers de faillites de quelques équipements de Berthierville et de Louiseville. Mais il s'agit le plus souvent de créances indirectes. L'examen de ces listes montre également que les francophones ne doivent de l'argent qu'à des banques francophones, et les anglophones, surtout à des établissements bancaires anglophones.

imposer des taux d'intérêt élevés (jusqu'à un peu plus de 10% dans certains cas). Le délai de remboursement arrivé à son terme, les entrepreneurs se trouvent de nouveau à la merci de leurs créanciers. En effet, aucune modalité n'étant le plus souvent prévue lors de la signature d'un billet à ordre ou d'un emprunt, les créanciers peuvent exiger le paiement des sommes prêtées. Ces contraintes expliquent en partie ce constant recours à la famille. Mais tous n'ont pas eu à faire face à de telles situations. Ainsi, Louis Tourville, propriétaire de la grande scierie de Louiseville, et Joseph-Marcellin Wilson, un des dirigeants de la compagnie Melchers de Berthierville, bénéficièrent d'un financement bancaire ce qui leur permit de garder en exploitation leurs entreprises de nombreuses années. Il est vrai que les deux hommes entretenaient des liens privilégiés avec le milieu bancaire, chacun ayant siégé au conseil d'administration de la Banque d'Hochelaga à des époques différentes¹⁷⁶.

Outre le problème du financement, les entrepreneurs ont dû composer avec l'accès restreint, pour ceux d'entre eux qui sont francophones, à des réseaux informels où circulent des informations sur le capital et la technologie, contrôlés par des anglophones¹⁷⁷; la conjoncture économique difficile du dernier quart de siècle, ponctuée de ressacs, qui freina l'extension

¹⁷⁶ L. Tourville fut un des fondateurs de la Banque d'Hochelaga en 1873, et son président jusqu'en 1878. «L'honorable Louis Tourville», *Le Courrier de Maskinongé*, 1 janvier 1893 et *La Gazette de Berthier*, 15 septembre 1893. J.-M. Wilson fut administrateur de cet établissement bancaire de 1906 à 1925. Ronald Rudin, *Banking en français. Les banques canadiennes-françaises de 1835 à 1925* (Montréal, Boréal, 1988), 166.

¹⁷⁷ À ce sujet, voir Paul-André Linteau, René Durocher et Jean-Claude Robert, *Histoire du Québec contemporain*, tome I: *De la Confédération à la crise (1867-1929)* (Montréal, Boréal, 1989), 191; Jean-Luc Migué, «Le nationalisme, l'unité nationale et la théorie économique de l'information», *The Canadian Journal of Economics/Revue canadienne d'économie*, III, 2 (mai 1970): 183-198.

du marché régional et restreignit l'accès au marché extérieur; la subordination progressive de la production industrielle en milieu rural aux impératifs de la ville. Autant de facteurs qui empêchèrent les industries rurales de devenir de grandes organisations solides et durables¹⁷⁸.

Enfin, la montée et le recul des manufactures ont un impact sur la croissance de la population de l'aire villageoise. Entre 1871 et 1881, les effectifs villageois de Berthierville augmentent d'un peu plus de 800 habitants. Sans doute que l'ouverture de la manufacture de laine et la construction de la sucrerie, qui donneront du travail à des dizaines de villageois, ne sont pas étrangères à cette hausse, la plus importante de tout le siècle. De 1881 à 1891, par contre, la population villageoise chute de façon notable (671 habitants en moins). Cette baisse tient, entre autres raisons, à la fermeture définitive ou temporaire de 5 des 9 grandes unités de production qui ont vu le jour au cours de cette décennie et de la tannerie Ralston. En 1889, le journal local rapporte que plusieurs villageois se trouvent sans travail à la suite de la faillite de la manufacture de chaussures Phillips et de la tannerie Ralston. Et pour peu que cette situation perdure, ceux-ci devront quitter Berthierville¹⁷⁹. Les années 1890 sont tout aussi difficiles. La création

¹⁷⁸ Sur la situation des industries rurales à la fin du XIX^e siècle, voir René Hardy, Pierre Lanthier et Normand Séguin, «Les industries rurales et l'extension du réseau villageois dans la Mauricie pré-industrielle: l'exemple du comté de Champlain durant la seconde moitié du 19^e siècle», François Lebrun et Normand Séguin, dir., *Sociétés villageoises et rapports villes-campagnes au Québec et dans la France de l'Ouest, XVII^e-XX^e siècles* (Trois-Rivières, Centre de recherche en études québécoises et Presses Universitaires de Rennes 2, 1987), 240-243 et 250-251; B. Gauthier, *op. cit.*; Pierre Lanthier, «L'industrie rurale dans le comté de Champlain», texte non publié; du même auteur, «The SME and the Second Industrialization: The Case of the St. Maurice Valley (Canada) from 1870 to 1950», M. Siegensthaler et M. Müller, dir., *Structure and Strategy of Small and Middle-Sized Enterprise since The Industrial Revolution* (Stuttgart, Frank Steiner Verlag, 1994), 90-97.

¹⁷⁹ *La Gazette de Berthier*, 22 mars 1889.

de quelques établissements ne vient pas combler les pertes d'emploi provoquées par l'arrêt définitif des activités de la manufacture de sucre de betterave et de la tannerie d'Archibald Ralston. Conséquemment, les effectifs villageois continuent de s'effriter¹⁸⁰. En 1892, 87 maisons sont à louer dans la paroisse dont 50 au village¹⁸¹. Nombre de villageois ont pris le chemin des États-Unis¹⁸². L'ouverture de la distillerie Melchers à la fin du siècle, puis d'une manufacture de boîtes, de portes et de fenêtres et d'une imposante allumetterie dans les deux premières décennies du XX^e siècle¹⁸³ vont donner un nouveau souffle à l'économie de Berthierville et relancer la croissance de la population villageoise qui franchit le cap des 2 000 habitants en 1921.

Malgré la fermeture ou la faillite de plusieurs gros équipements, la population de Louiseville a sans cesse augmenté dans le dernier tiers du siècle. C'est qu'à la différence de Berthierville, le plus gros employeur de Louiseville, la scierie de la Hunterstown Lumber, devenue propriété de la Compagnie Tourville, n'a jamais arrêté sa production, sauf à la fin de la décennie 1870 et au début des années 1880. Sans chercher à établir un rapport de cause à effet direct, il faut souligner que c'est précisément au cours de cette période que Louiseville enregistre la moins importante hausse

¹⁸⁰ Selon les données publiées des recensements, la population de Berthierville passe de 1 537 habitants en 1891 à 1 364 en 1901.

¹⁸¹ *La Gazette de Berthier*, 8 avril et 26 août 1892.

¹⁸² Un grand nombre d'habitants des autres localités du comté de Berthier émigrent également aux États-Unis à la fin du siècle. Selon le relevé des billets vendus aux stations de chemin de fer, plus de 700 individus ont quitté le comté pour le pays voisin au cours du mois d'octobre 1895 seulement. *La Gazette de Berthier*, 8 novembre 1895. Pour de plus amples détails sur l'émigration dans le comté de Berthier, Voir Bruno Ramirez, *Par monts et par vaux. Migrants canadiens-français et italiens dans l'économie nord-atlantique, 1860-1914* (Montréal, Boréal, 1991), chapitre 1.

¹⁸³ La manufacture de boîtes, de portes et de fenêtres Daniel Chénard & Co. ouvre en 1903. Elle devient The Berthierville Lumber Co. Ltd. en 1939. L'allumetterie a appartenu successivement à The Log Supply Co. Ltd. de 1919 à 1923, à la Swedish Match Co. de 1923 à 1927, et à The Canadian Match Co. à partir de 1927. A. Kittson, *op. cit.*, 106-107 et 110-111.

de population dans les quarante dernières années du siècle (320 habitants entre 1871 et 1881 contre 508 entre 1861 et 1871, et 859 entre 1881 et 1891). Quoi qu'il en soit, cette scierie a été un élément de stabilité dans la socioéconomie de ce village, ce qui n'est pas le cas de la sucrerie de Berthierville. À partir de 1925, lorsque la scierie ne servira plus qu'à écorcer et couper du bois de pâte, ce rôle sera assumé par des manufactures de vêtements et de textiles (l'Empire Shirt, la Balacam et l'Associated Textiles, division des United Merchants and Manufacturers)¹⁸⁴.

E- LES INDUSTRIES RURALES COMME ÉLÉMENTS STRUCTURANTS DE L'AIRE VILLAGEOISE

Facteur de croissance de l'aire villageoise, les industries rurales ont également contribué à transformer sa morphologie. Par exemple, un établissement industriel construit un peu en dehors d'un noyau d'habitat groupé qui s'est formé aux abords d'une église, peut devenir, avec les maisons et divers équipements qui se fixent à proximité de celui-ci au fil des ans, un pôle autour duquel se poursuivra l'extension du périmètre villageois¹⁸⁵. Ailleurs, un équipement de production est à l'origine d'un hameau. C'est donc aux industries rurales en tant qu'éléments agglomérants et structurants de l'espace villageois que nous nous intéressons ici.

¹⁸⁴ G. Lesage, *op. cit.*, 308-309, 322 et 370-371.

¹⁸⁵ J.S. Wood, «Elaboration of a Settlement System: The New England Village in the Federal Period», *Journal of Historical Geography*, 10, 4 (octobre 1984), 348 et 351-352; H.K. Roessingh, «Village and Hamlet in a Sandy Region of the Netherlands in the Middle of the 18th Century», *Acta Historiæ Neerlandica*, 4 (1970), 126; Serge Courville, *Entre ville et campagne. L'essor du village dans les seigneuries du Bas-Canada* (Québec, Les Presses de l'Université Laval, 1990).

Berthierville et Louiseville se sont formés au carrefour du chemin du Roi et d'un cours d'eau (rivière Bayonne à Berthierville et Grande rivière du Loup à Louiseville), le premier sur le domaine seigneurial, le second, en face de l'église et près d'un moulin. Les quelques informations extraites des listes nominatives du recensement de 1831 donnent à penser que ces aires villageoises sont davantage des lieux de services que de production dans la première moitié du XIX^e siècle. En effet, sur les 6 équipements de production de Berthier et les 20 de Rivière-du-Loup dénombrés cette année-là, seulement 1 et 6 se trouvent dans l'aire villageoise respectivement, les autres étant disséminés le long des rivières et des ruisseaux qui sillonnent les deux paroisses¹⁸⁶. Par contre, la majorité des magasins et des auberges de Berthier (7 des 8 magasins et 9 des 11 auberges) et environ la moitié de ceux de Rivière-du-Loup (7 des 14 magasins et 2 des 5 auberges) sont dans les limites de l'aire villageoise.

Tout en conservant leur vocation de centre de services, Berthierville et Louiseville¹⁸⁷ émergent comme des foyers industriels en milieu rural dans le second demi-siècle. En 1851, 50 des 68 équipements de production de Berthier sont dans l'aire villageoise (45 dans le village même, 3 dans le premier noyau d'habitat groupé plus au nord et 2 dans le second). Ce nombre chute à 14 au recensement suivant (tableau 8.6). Au cours de cette période, le village qui a accédé au statut de municipalité indépendante, et le premier

¹⁸⁶ Si toutes les boutiques d'artisan avaient été relevées lors de ce recensement, il est probable qu'un fort pourcentage d'entre elles auraient été au village.

¹⁸⁷ Sur les 29 magasins dénombrés à Berthier en 1851 et les 32 en 1861, 27 et 29 sont dans l'aire villageoise. Du côté de Rivière-du-Loup, 10 des 13 magasins en 1851 et 20 des 21 recensés en 1861 sont situés dans l'espace villageois. Comme les magasins, la plupart des hôtels des deux localités ont été relevés au village.

noyau au nord se désindustrialisent (plus que 11 dans le premier, aucun dans le second mais 3 dans le deuxième noyau au nord du village) cependant que le nombre d'équipements dans la campagne environnante ne baisse que légèrement (de 18 à 14). Sans être redevenu le lieu de polarisation d'activités de fabrication qu'il était au début de la seconde moitié du siècle, le village compte tout de même deux fois plus d'unités de production en 1871 qu'en 1861 (28). Pour leur part, les deux noyaux secondaires au nord abritent respectivement 1 et 2 équipements. S'agissant de l'aire villageoise de Rivière-du-Loup, celle-ci accueille un nombre grandissant d'organisations de production d'un recensement à l'autre: 27 en 1851, 35 en 1861 et 47 en 1871 contre 24, 8 et 17 dans le reste de la paroisse aux mêmes années. À l'exception de l'une d'elles en 1861 (la grande scierie) qui donne naissance au village des Américains, et de 3 dans cette même entité en 1871, toutes sont situées dans le principal noyau qui s'étend de la Grande à la Petite rivière du Loup et les débordent durant cette période.

TABLEAU 8.6
Les équipements de production dans les aires villageoises
de Berthier et de Rivière-du-Loup, 1831-1871

année	Berthier					Rivière-du-Loup				
	dans l'aire villageoise		hors de l'aire villageoise		total	dans l'aire villageoise		hors de l'aire villageoise		total
	nbre	%	nbre	%		nbre	%	nbre	%	
1831	1		5	83,3	6	14	70,0	6	30,0	20
1851	50	73,5	18	26,5	68	27	52,9	24	47,1	51
1861	14	50,0	14	50,0	28	35	81,4	8	18,6	43
1871	31	67,4	15	32,6	46	47	73,4	17	26,6	64

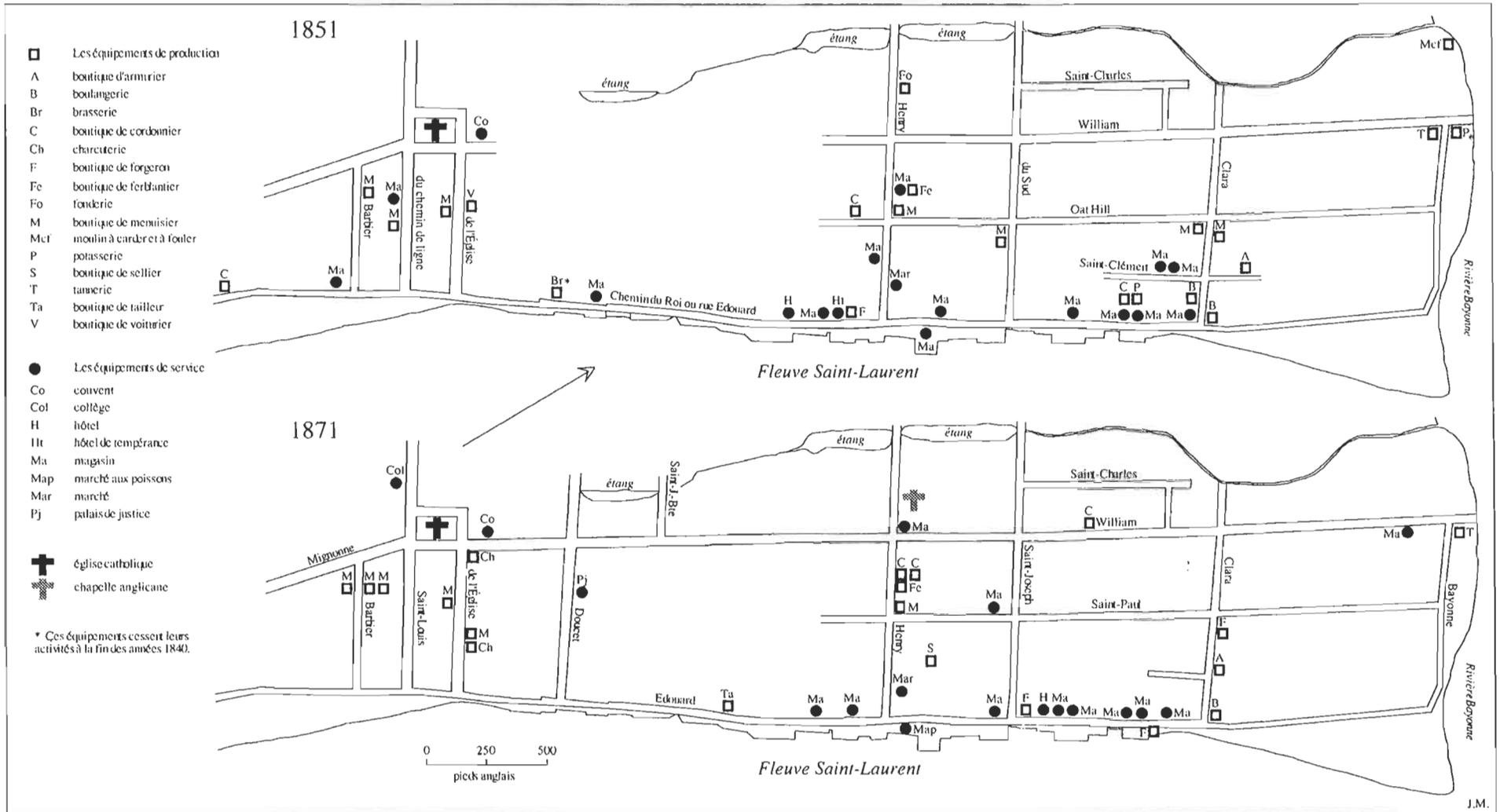
Sources: *Recensements du Canada, 1831-1871* (listes nominatives).

Les industries rurales viennent donc consolider les assises villageoises. Une cartographie montrant où sont localisés un bon nombre d'équipements de production dans les limites du périmètre villageois confirme ce fait. Entre

1851 et 1871 à Berthierville, on trouve des unités de production, de même que des magasins, un peu partout dans le village, aussi bien dans la partie la plus ancienne, correspondant à cette portion du domaine seigneurial qui s'étend de la rue du Sud ou Saint-Joseph à la rivière Bayonne, que dans celles plus récentes (le noyau à proximité de l'église et les pâtés de maisons entre les rues Henry et du Sud ou Saint-Joseph (figure 8.3). Plusieurs de ces divers types d'équipement se retrouvent le long ou un peu en retrait de la rue Edouard (autrefois le chemin du Roi), la seule à traverser d'un bout à l'autre l'agglomération jusque tard dans le siècle, et près du fleuve, ce qui n'est pas sans faciliter la réception de denrées et de matières premières et l'expédition de produits finis. Lorsque les deux noyaux qui forment Berthierville seront unifiés — résultat de la poursuite du morcellement des terres et de la construction de l'embranchement du chemin de fer —, ce nouvel espace sera occupé, entre autres, par des établissements industriels de grande taille au même titre que les autres ailleurs dans le noyau central, contribuant ainsi à renforcer la trame villageoise dans les vingt dernières années du siècle (figure 8.4). En plus de consolider l'espace villageois, les industries rurales favorisent aussi son extension comme c'est le cas à Louiseville. En effet, le lotissement au nord du chemin du Roi ou de la rue Saint-Laurent est à peine amorcé en 1851 que déjà des boutiques d'artisan y sont implantées à côté de quelques magasins (figure 8.5). En 1871, la plupart des équipements de production et de service s'alignent en bordure de la rue Saint-Laurent et, dans une moindre mesure, de la rue Notre-Dame qui mène au village des Américains. Comme les boutiques d'artisan au début du second demi-siècle, de grandes organisations de production, en cherchant à se rapprocher de la

FIGURE 8.3

LA LOCALISATION DES ÉQUIPEMENTS DE PRODUCTION ET DE SERVICE À BERTHIERVILLE EN 1851 ET 1871

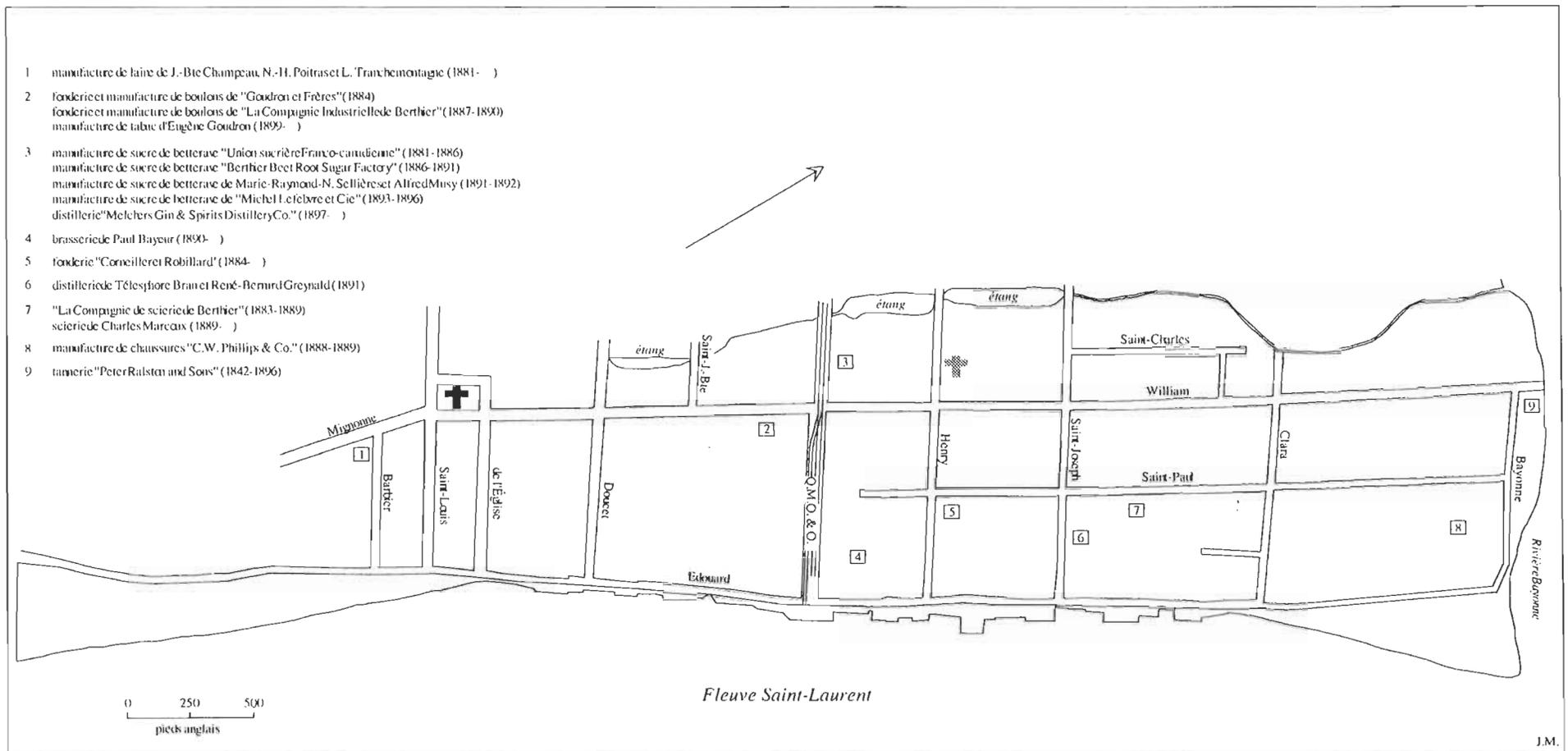


Note: 22 équipements de production, 11 magasins et 1 hôtel n'ont pu être localisés en 1851. Leurs nombres s'élèvent à 7, 16 et 3 respectivement en 1871.

Sources: *Papier-terrier des fief et seigneurie de Berthier, 1844-48*, vol. 1 (Grande Côte, village, îles); Carte cadastrale de Berthierville, 1882; Archives du Bureau de la publicité des droits de Berthierville, livre de renvois; *Recensements du Canada, 1851 et 1871* (listes nominatives).

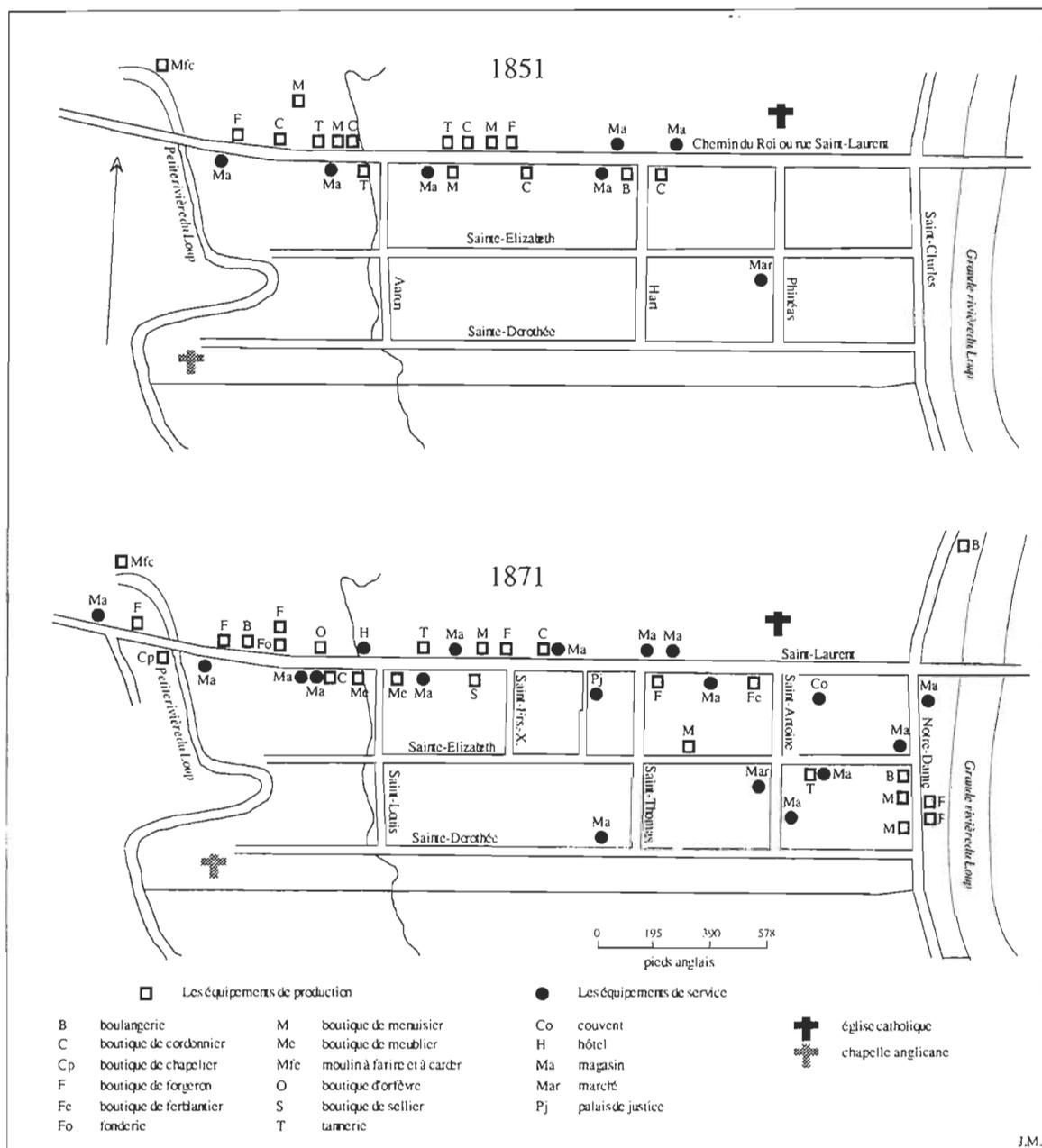
FIGURE 8.4

LA LOCALISATION DE QUELQUES MOYENS ET GRANDS ÉQUIPEMENTS DE PRODUCTION À BERTHIERVILLE, 1880-1899



Sources: Archives du Bureau de la publicité des droits de Berthierville; ANQM, Dossiers de la Cour Supérieure des districts de Montréal et du Richelieu.

FIGURE 8.5
LA LOCALISATION DES ÉQUIPEMENTS DE PRODUCTION
ET DE SERVICE À LOUISEVILLE EN 1851 ET 1871

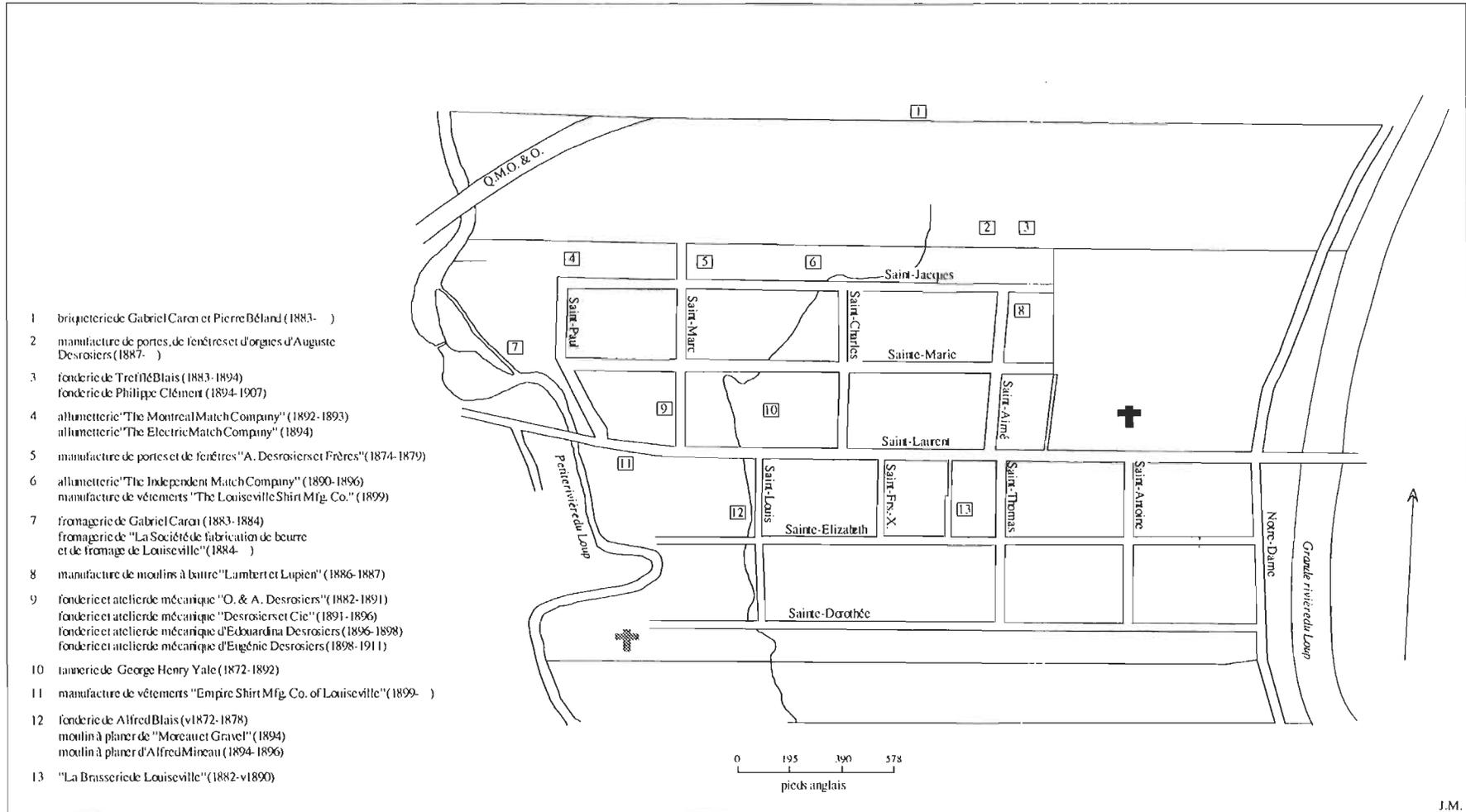


Note: 5 équipements de production et 1 magasin en 1851 et 10 équipements de production en 1871 n'ont pu être localisés.

Sources: ANQTR, Greffes des notaires Pierre Bazin (1821-1846), Charles-Edouard Gagnon (1835-1856) et Pierre-Charles Bazin (1852); Archives des Ursulines de Trois-Rivières, *registre des cens et rentes de la seigneurie de la Rivière-du-Loup (1837-1854)*; Carte cadastrale de Louiseville, 1882; Archives du Bureau de la publicité des droits de Louiseville, livre de renvoi; *Recensements du Canada, 1851 et 1871* (listes nominatives).

FIGURE 8.6

LA LOCALISATION DE QUELQUES MOYENS ET GRANDS ÉQUIPEMENTS DE PRODUCTION À LOUISEVILLE, 1872-1899



Sources: Archives du Bureau de la publicité des droits de Louiseville; ANQTR, Dossiers de la Cour Supérieure du district de Trois-Rivières.

voie ferrée, ont accompagné voire précédé l'occupation de l'espace au nord du village (figure 8.6).

* * *

En définitive, le fait industriel s'est affirmé avec vigueur à Berthierville et Louiseville au XIX^e siècle. Déjà bien amorcée dans la première moitié du siècle, la montée des industries rurales se poursuit dans le second demi-siècle et ce, malgré des reculs au cours de certaines décennies. D'abord constitué de moulins et surtout de boutiques d'artisan de divers types, l'appareil de production non agricole de ces deux localités va se complexifier et se diversifier avec l'apparition de formes industrielles dotées de machines et d'équipements à la fine pointe de la technologie et mobilisant un plus grand nombre de travailleurs. Encore peu nombreuses au début de la deuxième moitié du siècle, ces moyennes et grandes entités industrielles vont se multiplier durant les décennies suivantes et contribuer à consolider les assises villageoises de Berthierville et de Louiseville, favoriser leur extension dans l'espace, assurer la croissance de leur population et faire de ces deux petits centres urbains des pôles industriels du monde rural saint-pierrais. Fruit des initiatives d'un entrepreneuriat local et de l'extérieur qui a démontré une grande polyvalence et porté une attention aux besoins du marché, la majorité de ces organisations de production se sont révélées fragiles et n'ont eu qu'une existence de brève durée, principalement en raison d'un contexte économique défavorable et d'un mode de financement déficient qui annihile tout véritable développement d'échelle.

CONCLUSION

Entre la socioéconomie de la région du lac Saint-Pierre comme elle se présente à l'aube du XIX^e siècle et telle qu'elle apparaît à la fin du même siècle, il y a des différences marquées. En effet, traversée par les grands mouvements de fond qui donnent une nouvelle inflexion à l'économie québécoise au cours du siècle, celle-ci connaît de profondes modifications.

Les signes de cette transformation sont d'abord perceptibles dans le secteur d'activité qui a occupé la majorité des Saint-pierrais durant la plus grande partie du siècle, l'agriculture. Très tôt, celle-ci s'engage dans la voie de la commercialisation tout en continuant à répondre aux besoins courants de la famille paysanne. Les principales productions végétales écoulées sur les marchés locaux et extérieurs ont été l'avoine, l'orge et la pomme de terre dans la première moitié du XIX^e siècle, et encore l'avoine, mais surtout le foin dans la seconde moitié du siècle. Parallèlement, nous assistons à une avancée significative de la mécanisation de l'agriculture, notamment dans le troisième quart du siècle, et au déclin des moyennes et, plus encore, des petites exploitations au profit des plus grandes qui ont davantage recours que les précédentes au machinisme agricole afin de remédier à la rareté de la main-d'œuvre et assurer une meilleure productivité. L'agriculture saint-pierraise poursuit son intégration à l'économie de marché avec l'émergence de l'industrie laitière qui, plus que l'industrie sucrière, offre des perspectives d'avenir intéressantes. En l'espace de vingt ans, soit de 1881 à 1901, le nombre de beurreries et/ou de fromageries est passé d'une vingtaine à 250

dans les comtés entourant le lac Saint-Pierre. Certaines paroisses vont en compter plus d'une dizaine dans les années 1890.

La forte poussée industrielle a également contribué à la reconfiguration de la socioéconomie saint-pierraise. Entre 1831 et 1871, les industries rurales se multiplient rapidement, leur nombre faisant plus que doubler au cours du troisième quart du siècle seulement. D'une décennie à l'autre, des organisations imposantes, qui utilisent une technologie complexe et embauchent plusieurs travailleurs, augmentent en nombre et se diffusent sur le territoire. Mais l'industrialisation de la région ne prend pas seulement appui sur ce type d'équipement de production, loin s'en faut. En effet, les petites unités comme les ateliers, les échoppes et les boutiques d'artisan occupent tout au long du siècle une place de premier plan dans le paysage industriel et accaparent une bonne portion de la production non agricole. De même, une forme industrielle séculaire comme le moulin demeure bien présente.

Le fait industriel ne se manifeste pas partout avec la même ampleur. Des localités ont abrité un plus grand nombre d'équipements de production que d'autres. C'est le cas notamment des centres urbains de Trois-Rivières et Sorel qui connaissent une vigoureuse croissance industrielle au début du dernier tiers du siècle. Pensons encore à quelques paroisses du monde rural qui, jusqu'aux années 1860, comptent autant sinon plus d'unités de production que Trois-Rivières et Sorel. Parmi celles-là figurent Berthier et Rivière-du-Loup.

Tôt dans le siècle, ces deux paroisses émergent comme des petits foyers industriels en milieu rural. Leur structure industrielle, caractérisée

par la présence de quelques dizaines de boutiques d'artisan et de moulins jusqu'au milieu du siècle, s'étoffe et se diversifie avec la venue de moyennes et de grandes installations de production dans le second demi-siècle. Constituées pour la plupart à coups d'emprunts hypothécaires et de billets à ordre, les seules sources de financement auxquelles ont eu accès leurs propriétaires et leurs directeurs, ces organisations n'ont eu souvent qu'une existence éphémère. Outre le problème du financement, les entrepreneurs qui les ont créées ont dû composer avec le contexte de ralentissement économique de la fin du siècle. Mais ceux-ci font preuve d'une grande détermination. Obligés de déclarer faillite, ils tenteront de reprendre possession de leurs entreprises et de les remettre en activité ou élaboreront d'autres projets audacieux.

À mesure que le siècle avance, les activités de production se concentrent de plus en plus dans l'aire villageoise. De toute évidence, les industries rurales ont influé, au même titre que d'autres facteurs, sur la croissance villageoise. Non seulement viennent-elles renforcer les assises de village, mais elles ont également été un élément déterminant de son déploiement dans l'espace, de la hausse de sa population et de la diversification de sa structure socioprofessionnelle. C'est du moins ce qui se dégage de l'étude de ces phénomènes à Berthierville et Louiseville. Né à l'aube du dernier tiers du XVIII^e siècle de l'initiative du seigneur Cuthbert, le village de Berthier voit sa population dépasser les 1 700 personnes en 1851. Mais l'émergence de Joliette comme petit pôle urbain et la proximité de Sorel viennent freiner le développement de Berthierville dans la deuxième moitié du siècle. De son côté, Louiseville a une croissance plus continue, sa

population passant de quelques dizaines d'habitants dans la première décennie du XIX^e siècle à 2 600 en 1891.

Les profonds changements dans le pays saint-pierrais au siècle dernier sont sous-tendus et accélérés par l'intensification de la vie de relation sous toutes ses formes. Que ce soit en matière de déplacements définitifs, saisonniers ou de brève durée, d'activités reliées à l'eau comme la navigation, le trafic dans les ports du pourtour du lac, la pêche, ou de relations d'affaires examinées à travers les prêts hypothécaires contractés auprès de sociétés de construction et les liens entre des fabricants et des commerçants de la région et leurs créanciers, il ressort que chaque localité de l'espace du lac Saint-Pierre entretient des relations soutenues avec celles des environs immédiats et les autres de la région. À une autre échelle, nos observations tendent à montrer que le pays saint-pierrais, par les contacts de plus en plus soutenus, s'insère progressivement dans la zone d'influence grandissante du pôle montréalais.

Si cette recherche a mis en lumière différents aspects de la transformation et des articulations du monde rural saint-pierrais, elle en laisse plusieurs dans l'ombre qu'il faudrait explorer. Présentons-en quelques-unes brièvement.

Certes, comme ailleurs au Québec, les activités laitières sont devenues une spécialisation dans la région du lac Saint-Pierre au cours du dernier quart du XIX^e siècle. Mais ce n'est pas la seule. Bien sûr, la culture du foin continue d'occuper une place importante dans le système de production agricole de la rive septentrionale du lac. Il en est d'autres cependant plus localisées dans l'espace sur lesquelles il y aurait lieu de se pencher. Nous

pensons ici à la culture du tabac dans le comté de Berthier et la culture de la cerise et des «autres fruits» dans le comté de Maskinongé. En 1871, le comté de Berthier est le plus gros producteur de tabac du Québec (6,5% de la production totale de la province). Dans les trois recensements subséquents, il se classe toujours parmi les six plus grands producteurs. Pour sa part, le comté de Maskinongé devient en 1891 celui qui produit le plus de cerises et d'«autres fruits» de la province (9,5% et 21,5% de la production totale du Québec respectivement). L'étude de ces nouvelles spécialisations agricoles pourrait être mise en relation avec l'émergence des manufactures de tabac et de conserves dans les villes et les villages, et ainsi nous faire découvrir de nouvelles dimensions des rapports villes-campagnes et villages-milieus agricoles ambiants.

Le phénomène des industries rurales est un autre aspect qu'il faudrait davantage scruter. L'étape de leur recension et de leur dénombrement terminée, notre attention devrait se porter sur l'étude de leur organisation interne, de la technologie à laquelle elles ont recours et la reconstitution de leurs filières commerciales en aval (sources d'approvisionnement en matières premières) et en amont (destination de la production). Nul doute que les actes notariés et les dossiers de faillite d'entreprises se révéleraient des sources précieuses pour cette tâche difficile.

Enfin, l'affinement de nos connaissances du monde rural saint-pierrais doit nécessairement passer par l'examen d'autres facettes de la vie de relation. Parmi celles-ci, mentionnons par exemple l'aire de recrutement matrimonial des Saint-pierrais, ou encore la participation des habitants de la région dans l'actionnariat des banques québécoises et montréalaises, à l'aide

des registres de l'état civil dans le cas de la première, et des listes des actionnaires de banques publiées annuellement dans les *Documents de la Session du Canada* dans le cas de la seconde. Ces aspects de la vie de relation et d'autres nous permettraient de mettre au jour d'autres schémas de relation à l'intérieur de l'espace saint-pierrais, et de jeter de la lumière sur la polarisation encore peu connue exercée par Montréal¹. D'autre part, il est à souhaiter que des enquêtes sur les échanges et les relations d'autres régions ou espaces soient menées afin d'établir des comparaisons.

¹ À ce sujet, voir Paul-André Linteau, *Histoire de Montréal depuis la Confédération* (Montréal, Boréal, 1992), 38; «L'histoire économique du Québec de la période 1867-1929. Tendances récentes», Yves Roby et Nive Voisine, dir., *Érudition, humanisme et savoir. Actes du colloque en l'honneur de Jean Hamelin* (Sainte-Foy, Les Presses de l'Université Laval, 1996), 140.

BIBLIOGRAPHIE

LES SOURCES

A- SOURCES MANUSCRITES:

- CANADA. Archives Publiques du Canada. *Recensement du Bas-Canada, 1825*. Copies microfilmées, bobine C-718.
- CANADA. Archives Publiques du Canada. *Recensement du Bas-Canada, 1831*. Copies microfilmées, bobines C-721 à C-724.
- CANADA. Archives Publiques du Canada. *Recensement des Canadas, 1851*. Listes nominatives et recensement agricole. Copies microfilmées, bobines C-1115, C-1116, C-1130, C-1131, C-1134, C-1139 à C-1141 et C-1149.
- CANADA. Archives Publiques du Canada. *Recensement des Canadas, 1861*. Listes nominatives et recensement agricole. Copies microfilmées, bobines C-1267 à C-1269, C-1293, C-1294, C-1301, C-1302, C-1312, C-1313, C-1322 et C-1331.
- CANADA. Archives Publiques du Canada. *Recensement du Canada, 1871*. Listes nominatives, recensement agricole et établissements industriels. Copies microfilmées, bobines C-10038 à 10040, C-10063, C-10064, C-10075 à 10077 et C-10080 à C-10083.
- CANADA. Archives Publiques du Canada. *Recensement du Canada, 1881*. Listes nominatives. Copies microfilmées, bobines C-13195, C-13196, C-13199, C-13200, C-13202 et C-13213 à C-13215.
- CANADA. Archives Publiques du Canada. *Recensement du Canada, 1891*. Listes nominatives. Copies microfilmées, bobines T-6402, T-6403, T-6410, T-6411, T-6416, T-6417, T-6420, T-6424, T-6425, T-6427, T-6387 et T-6388.
- CANADA. Archives Publiques du Canada. *Recensement du Canada, 1901*. Listes nominatives. Copies microfilmées, bobines T-6513 et T-6514.
- JOLIETTE. Archives des Clercs de Saint-Viateur de Joliette. *Papier-terrier de Berthier, 1825-1828* (1 volume); *Papier-terrier de Berthier, 1829-1832* (1 volume).
- LOUISEVILLE. Société d'Histoire de Louiseville. *Registre de l'Hôtel Rivière-du-Loup, 1874-1882* (1 volume); *Registre de l'Hôtel Mineau, 1893-1897* (1 volume).
- MONTREAL. Archives des Clercs de Saint-Viateur de Montréal. *Listes des élèves et des professeurs du collège Saint-Joseph de Berthier* (fonds P5/L).
- QUÉBEC. *Archives de la publicité des droits* (Bureau de Berthierville). Index des noms, Registres A et B, Index des immeubles, Livres de renvoi.

QUÉBEC. Archives de la publicité des droits (Bureau de Louiseville). Index des noms, Registres A et B, Index des immeubles, Livres de renvoi, Registre de formation de société (vol. 2).

QUÉBEC. Archives nationales du Québec à Montréal. *Greffes des notaires*:
 Desrosiers, Léopold, Sainte-Geneviève-de-Berthier (1830-1862).
 Dezery, François-Xavier, Sainte-Geneviève-de-Berthier (1802-1818).
 Doucet, Norbert, Sainte-Geneviève-de-Berthier (1835-1870).
 Faribault, Barthélémy, Sainte-Geneviève-de-Berthier (1763-1801).
 Fomeret, Charles-Alexandre, Sainte-Geneviève-de-Berthier (1828-1870).
 Laferrière, Rémi, Sainte-Geneviève-de-Berthier (1847-1859).
 Lafond, François-Xavier, Sainte-Geneviève-de-Berthier (1843-1877).
 McBean, Jean-Baptiste, Sainte-Geneviève-de-Berthier (1806-1821).

QUÉBEC. Archives nationales du Québec à Trois-Rivières. *Archives judiciaires du district de Trois-Rivières*. Dossiers de la cour supérieure, 1860-1900.

QUÉBEC. Archives nationales du Québec à Trois-Rivières. *Archives judiciaires du district de Trois-Rivières*. Registres des déclarations sociales (sociétés), 1849-1900. 4 volumes.

QUÉBEC. Archives nationales du Québec à Trois-Rivières. *Greffes des notaires*:
 Bazin, Pierre, Saint-Antoine-de-la-Rivière-du-Loup (1809-1847).
 Bazin, Pierre-Charles, Saint-Antoine-de-la-Rivière-du-Loup (1835-1890).
 Bourassa, Joseph-Charles, Saint-Léon (1832-1859).
 Bourret, Joseph, Saint-Antoine-de-la-Rivière-du-Loup (1824-1839).
 Caron, Joseph-Antoine, Saint-Antoine-de-la-Rivière-du-Loup (1865-1873).
 Deguise, Joseph, Saint-Léon (1838-1855).
 Fortier, L.-Théodore, Sainte-Ursule (1838-1857).
 Fusey, Georges-Alphonse-Ferdinand, Sainte-Ursule (1869-1902).
 Gagnon, Antoine, Saint-Antoine-de-la-Rivière-du-Loup (1792-1824).
 Gagnon, Antoine-P.-J., Saint-Antoine-de-la-Rivière-du-Loup (1853-1865).
 Gagnon, Charles-Edouard, Saint-Antoine-de-la-Rivière-du-Loup (1821-1874).
 Galipeault, Louis-Edouard, Saint-Joseph-de-Maskinongé (1865-1905).
 Gélinas, Louis-Narcisse, Saint-Antoine-de-la-Rivière-du-Loup (1871-1904).
 Milot, Frédéric-E., Sainte-Anne-d'Yamachiche (1841-1880).
 Milot, Jules, Sainte-Anne-d'Yamachiche (1864-1910).
 Pratte, Charles-Claude, Saint-Antoine-de-la-Rivière-du-Loup (1801-1817).
 Rivard, Thomas-Théodore, Saint-Antoine-de-la-Rivière-du-Loup (1863-1900).
 Trudel, Jean-Pascal, Sainte-Ursule (1839-1869).

QUÉBEC. Archives nationales du Québec à Trois-Rivières. *Registres de l'état civil*. Registres des paroisses de Saint-Antoine-de-la-Rivière-du-Loup et de Sainte-Geneviève-de-Berthier et des villes de Berthierville et de Louiseville.

QUÉBEC. Palais de justice de Trois-Rivières. *Registre de l'état civil, 1882-1900*. Registres de la paroisse de Saint-Antoine-de-la-Rivière-du-Loup et de la ville de Louiseville.

QUÉBEC. Palais de justice de Sorel. *Archives judiciaires du district de Richelieu*. Registres des déclarations sociales, 1859-1900. 4 volumes.

QUÉBEC. Palais de justice de Sorel. *Papier-terrier des fief et seigneurie de Berthier, 1844-1848* (Concession de la Grande Côte, village et îles) (1 volume).

TROIS-RIVIÈRES. Archives des Soeurs de l'Assomption de la Sainte-Vierge de Trois-Rivières. *Livres d'entrées et d'absences des élèves du couvent des Soeurs de l'Assomption de la Sainte-Vierge de Saint-Antoine-de-la-Rivière-du-Loup (1875-1895)*. 9 volumes.

TROIS-RIVIÈRES. Archives des Ursulines de Trois-Rivières. *Registre des cens et rentes de la seigneurie de la Rivière-du-Loup, 1837-1854* (III-C-2.4-430).

TROIS-RIVIÈRES. Archives du Séminaire de Trois-Rivières. *Fonds Société Permanente de Construction des Trois-Rivières* (FN-0307).

TROIS-RIVIÈRES. Archives du Séminaire de Trois-Rivières. *Three Rivers Harbour Commissioner's Report, 1883-1885, 1897-1900* (FN-0063-E3-74).

B- SOURCES IMPRIMÉES:

1- Publications gouvernementales:

CANADA. *Documents de la Session du Canada, 1867-1905*.

CANADA. *Journaux de l'Assemblée législative des Canadas (1832)*. Recensement et retours statistiques de la province du Bas-Canada (1831), Appendice Oo.

CANADA. *Journaux de l'Assemblée législative des Canadas (1846)*. Récapitulation par districts et comtés des retours du dénombrement des habitants du Bas-Canada (1844), Appendice D.

CANADA. *Recensement des Canadas, 1851-1852*. 2 volumes. Québec, J. Lovell, 1853 et 1855.

CANADA. *Recensement des Canadas, 1860-1861*. 2 volumes, Québec, S.B. Foote, 1863 et 1864.

CANADA. *Recensement du Canada, 1870-1871*. 5 volumes. Ottawa, L.B. Taylor, 1873 et 1875.

CANADA. *Recensement du Canada, 1880-1881*. 4 volumes. Ottawa, McLean, Roger and Co., 1882-1885.

CANADA. *Recensement du Canada, 1890-1891*. 4 volumes. Ottawa, S.E. Dawson, 1893-1897.

CANADA. *Quatrième recensement du Canada, 1901*. 4 volumes. Ottawa, S.E. Dawson, 1902-1906.

CANADA. *Statuts du Canada*, 1850-1900.

QUÉBEC. *Documents de la Session du Québec*, 1867-1902.

QUÉBEC. *Statuts de la province de Québec*, 1867-1900.

2- Journaux:

L'Écho de Louiseville (1894-1897).

La Gazette de Berthier (1886-1900).

La Rive Nord (Berthierville) (1881).

Le Courrier de Louiseville (1878-1896).

Le Courrier de Maskinongé (1878-1885).

Le Progrès de Louiseville (1897-1902).

3- Cartes:

CANADA. Department of the Interior. *Québec: Montreal and Quebec Sheet* (Sheet II). Ottawa, 1917, J.-E. Chalifour. 1: 500 000.

CANADA. Ministère des Transports. *Chenal maritime du Saint-Laurent entre Montréal et Québec*. 1:125 000, Ottawa, Service hydrographique du Canada, 1974.

QUÉBEC. Ministère de l'Énergie et des Ressources. Service du cadastre. *Plan officiel de la paroisse de Berthier, comté de Berthier*. Arpenté en 1882 par Jos. Lachaine, 5 arpents au pouce.

QUÉBEC. Ministère de l'Énergie et des Ressources. Service du cadastre. *Plan officiel de la paroisse de Saint-Antoine-de-la-Rivière-du-Loup, comté de Maskinongé*. Arpenté en 1878 par Ls.-O.-A. Arcand, 5 arpents au pouce.

QUÉBEC. Ministère de l'Énergie et des Ressources. Service du cadastre. *Plan officiel de la ville de Berthier, comté de Berthier*. Arpenté en 1882 par Jos. Lachaine, 100 pieds au pouce.

QUÉBEC. Ministère de l'Énergie et des Ressources. Service du cadastre. *Plan officiel de la ville de Louiseville, comté de Maskinongé*. Arpenté en 1878 par Ls.-O.-A. Arcand, 180 pieds au pouce.

4- Divers:

Almanach des adresses. Guide de la Cité et du Diocèses des Trois-Rivières. [s.l.], 1884.

Balcer, Georges. *Chambre de Commerce de Trois-Rivières. Rapport du secrétaire*. Trois-Rivières, 1886.

Balcer, Georges. *The City of Three Rivers as a Sea-Port and her Net-Work of Rail Roads*. Three Rivers, 1880.

Cadastre abrégé de la seigneurie de Berthier (no 5), dans *Cadastres abrégés des seigneuries du district de Montréal* (volume 1). S. Derbshire et G. Desbarats, Imprimerie de sa Très-Excellente Majesté la Reine, 1863.

Cadastre abrégé de la seigneurie de la Rivière-du-Loup (no 65), dans *Cadastres abrégés des seigneuries du district de Trois-Rivières*. S. Derbshire et G. Desbarats, Imprimerie de sa Très-Excellente Majesté la Reine, 1863.

Le guide (directory) de la cité et du district de Trois-Rivières pour 1867-1868. W.H. Rowen (ed.), Bureau de l'Ère nouvelle, Trois-Rivières, 1867.

LOVELL. *Bottin de la Province de Québec*. 1871. Montréal, John Lovell, 1871.

Rapport final de la Compagnie de Navigation d'Yamaska. Sorel, imprimé à l'atelier typographique de *La Gazette*, 1861.

C- DICTIONNAIRES, GUIDES ET INVENTAIRES:

BOUCHETTE, Joseph (1815). *Description topographique de la province du Bas-Canada...* Londres, W. Faden, 664 p.

BOUCHETTE, Joseph (1832). *A Topographical Dictionary of the Province of Lower Canada...* Londres, Longman, Rees, Orme, Brown, Green and Longman, non paginé.

CAMPAGNA, Dominique (1965). *Répertoire des mariages de la paroisse Saint-Antoine-de-la-Rivière-du-Loup ou Louiseville, 1714 à 1941*. Cap-de-la-Madeleine, 360 p.

DESCHAMPS, C.-E (1896). *Municipalités et paroisses dans la province de Québec*. Québec, Brosseau, 1295 p.

DRAPEAU, Stanislas (1863). *Études sur les développements de la colonisation du Bas-Canada depuis dix ans (1851 à 1861)*. Québec, Léger Brosseau.

HERIOT, George (1807). *Travels through the Canadas...* London, Richard Phillips.

LAMBERT, John (1810). *Travels through Lower Canada, and the United States of North America, in the Years 1806, 1807 and 1808*. Volume II. London, Richard Phillips.

MAGNAN, Hormidas (1935). *Dictionnaire historique et géographique des paroisses, missions et municipalités de la province de Québec*. Arthabaska, Imprimerie d'Arthabaska, 738 p.

TAYLOR, Henry (1840). *Journal of a Tour from Montréal...* Québec, Wm. Cowan & Son.

WELD, Isaac (s.d.). *Voyage au Canada, pendant les années 1795, 1796 et 1797*. Tome second. Paris, Imprimerie de Munier.

LES ÉTUDES

LES OUVRAGES GÉNÉRAUX

- BOUDREAU, Claude, Serge COURVILLE et Normand SÉGUIN (1997). *Le territoire*. Sainte-Foy, Les Archives nationales du Québec et Les Presses de l'Université Laval, xii-114 p.
- BRAUDEL, Fernand (1986). *L'identité de la France*. Tome I: *Espace et histoire*. Paris, Arthaud-Flammarion, 368 p.
- COURVILLE, Serge, Jean-Claude ROBERT et Normand SÉGUIN (1995). *Le pays laurentien au XIX^e siècle. Les morphologies de base*. Sainte-Foy, Les Presses de l'Université Laval, xii-171 p.
- DEBIER, Jean-Claude, Jean-Paul DELÉAGE et Daniel HÉMERY (1986). *Les servitudes de la puissance. Une histoire de l'énergie*. Paris, Flammarion, 428 p.
- DICKINSON, John A. et Brian YOUNG (1992). *Brève histoire socio-économique du Québec*. Sillery, Septentrion, 383 p.
- DOCKÈS, Pierre et Bernard ROSIER (1988). *L'histoire ambiguë. Croissance et développement en question*. Paris, Presses Universitaires de France, 335 p.
- DUBY, Georges et Armand WALLON (1976). *Histoire de la France rurale*. Tome 3: Maurice AGULHON, Gabriel DÉSSERT et Robert SPECKLIN, *Apogée et crise de la civilisation paysanne, 1789-1914*. Paris, Seuil, 573 p.
- HAMELIN, Jean et Yves ROBY (1971). *Histoire économique du Québec, 1851-1896*. Montréal, Fides, lv-436 p.
- HARDY, René et Normand SÉGUIN (1984). *Forêt et société en Mauricie. La formation de la région de Trois-Rivières, 1830-1930*. Montréal, Boréal Express/Musée national de l'Homme, 223 p.
- LÉON, Pierre (1978). *Histoire économique et sociale du monde*. Tome 3: Louis BERGERON (dir.), *Inerties et révolutions, 1730-1840*. Paris, Armand Colin, 620 p.
- LEQUIN, Yves (dir.) (1983). *Histoire des Français, XIX^e-XX^e siècles*. Tome II: *La Société*. Paris, Armand Colin, 624 p.
- LINTEAU, Paul-André, René DUROCHER et Jean-Claude ROBERT (1989). *Histoire du Québec contemporain*. Tome I: *De la Confédération à la crise (1867-1929)*. Montréal, Boréal, 758 p.
- MCCALLA, Douglas (1993). *Planting the Province: The Economic History of Upper Canada, 1784-1870*. Toronto, University of Toronto Press, xviii-446 p.

- MCCALLUM, John (1980). *Unequal Beginnings: Agriculture and Economic Development in Quebec and Ontario until 1870*. Toronto, University of Toronto Press, x-148 p.
- POUYEZ, Christian, Yolande LAVOIE et al. (1983). *Les Saguenayens. Introduction à l'histoire des populations du Saguenay, XVI^e-XX^e siècles*. Sillery, Presses de l'Université du Québec, 386 p.
- RYERSON, Stanley-Bréhaut (1978). *Capitalisme et confédération. Aux sources du conflit Canada/Québec*. Montréal, Parti pris, 367 p.
- TULCHINSKY, Gerald J.J. (1977). *The River Barons. Montreal Businessmen and the Growth of Industry and Transportation*. Toronto and Buffalo, University of Toronto Press, 307 p.

LES ASPECTS MÉTHODOLOGIQUES

- BELLAVANCE, Claude, Jocelyn MORNEAU et France NORMAND (1992). «Les “équipements” recensement 1851», Serge COURVILLE, Jean-Claude ROBERT et Normand SÉGUIN (dir.), *Le pays laurentien au XIX^e siècle*, Québec, Montréal et Trois-Rivières, Université Laval, Université du Québec à Montréal et Université du Québec à Trois-Rivières: 245-277.
- BLOOMFIELD, Elizabeth (1987). «Industry in Ontario Urban Centres, 1870», *Urban History Review/Revue d'histoire urbaine*, XV, 3 (février): 279-283.
- BLOOMFIELD, Elizabeth (1987). «Manuscript Industrial Schedules of the 1871 Census of Canada: A Source for Labour Historians», *Labour/Le Travail*, 19 (printemps): 125-131.
- BLOOMFIELD, Elizabeth et Gerald T. BLOOMFIELD (1987). «Mills, Factories and Craftshops of Ontario, 1870: A Machine-Readable Source for Material Historians», *Material History Bulletin/Bulletin d'histoire de la culture matérielle*, 25 (printemps): 35-47.
- BLOOMFIELD, Elizabeth (1986-87). «“As Accurate as is Humanly Possible”: Accessing the Manuscript Industrial Schedules of the 1871 Census of Canada», *Archivaria*, 23 (hiver): 185-192.
- BLOOMFIELD, Elizabeth (1986). «Using the 1871 Census Manuscript Industrial Schedules: A Machine-Readable Source for Social Historians», *Histoire sociale/Social History*, XIX, 38 (novembre): 427-441.
- BLOOMFIELD, Elizabeth et Gerald T. BLOOMFIELD (1989). *Creating CANIND71: Procedures for Making the 1871 Census Machine-Readable*. Guelph, Department of Geography, University of Guelph, vi-64 p.
- BLOOMFIELD, Elizabeth, Gerald T. BLOOMFIELD et Peter MCCASKELL (1991). *CANIND71 Manual Accompanying the CANIND71 Database*. Guelph, University of Guelph.

- BLUM, Alain et Maurizio GRIBAUDI (1993). «Les déclarations professionnelles. Pratiques, inscriptions, sources», *Annales. Économies. Sociétés. Civilisations*, 48, 4 (juillet-août): 987-995.
- BOUCHARD, Gérard (1996). *Tous les métiers du monde. Le traitement des données professionnelles en histoire sociale*. Sainte-Foy, Les Presses de l'Université Laval, 323 p.
- BOUCHARD, Gérard (1986). «The Processing of Ambiguous Links in Computerized Family Reconstruction», *Historical Methods*, 19, 1 (hiver): 9-19.
- BOUCHARD, Gérard (1983). «L'utilisation des données socio-professionnelles en histoire: le problème de la diachronie», *Histoire sociale/Social History*, XVI, 32 (novembre): 429-442.
- BOUCHARD, Gérard et Michel BERGERON (1978). «Les rapports annuels des paroisses et l'histoire démographique saguenayenne: étude critique», *Archives*, 10, 3 (décembre): 5-33.
- BOUCHARD, Gérard et Patrick BRARD (1979). «Le programme de reconstitution automatique des familles saguenayennes: données de base et résultats provisoires», *Histoire sociale/Social History*, XII, 23 (mai): 170-185.
- BOUCHARD, Gérard et Christian POUYEZ (1985). «Les catégories socio-professionnelles: une nouvelle grille de classement», *Labour/Le Travail*, 15 (printemps): 145-163.
- BOUCHARD, Gérard, Christian POUYEZ (1979). *Le problème des catégories socio-professionnelles dans les sciences sociales: un essai de construction empirique*. Chicoutimi, Université du Québec à Chicoutimi, 102 p.
- BOUCHARD, Gérard, Christian POUYEZ et Raymond ROY (1979). «Le classement des professions par secteurs d'activité: aperçu critique et présentation d'une nouvelle grille», *Actualité économique*, 55, 4 (octobre-décembre): 585-605.
- BROOKES, Alan A (1976). «“Doing the Best I Can”: The Taking of the 1861 New Brunswick Census», *Histoire sociale/Social History*, IX, 17 (mai): 70-91.
- CHABOT, Richard (1984). «Les terriers de Nicolet: une source importante pour l'histoire rurale du Québec au début du XIX^e siècle», *Les Cahiers nicolétains*, 6, 3 (septembre): 115-126.
- COURVILLE, Serge (1983). «Rente déclarée payée sur la censive de 90 arpents au recensement nominatif de 1831: méthodologie d'une recherche», *Cahiers de géographie du Québec*, 27, 70 (avril): 43-61.
- COURVILLE, Serge (dir.), en collab. avec Jacques CROCHETIÈRE, Philippe DESAULNIERS et Johanne NOËL (1989). *Paroisses et municipalités de la région de Montréal au XIX^e siècle (1825-1861). Répertoire documentaire et cartographique*. Québec, Les Presses de l'Université Laval, xiv-350 p.

- COURVILLE, Serge, Jacques CROCHETIÈRE, Philippe DESAULNIERS et Johanne NOËL (1989). «Les découpages administratifs anciens de la région de Montréal au XIX^e siècle (1825-1861): méthodologie d'une recherche», *The Canadian Geographer/Le géographe canadien*, 33, 4 (hiver): 342-353.
- FORTIER, Normand (1984). «Les recensements canadiens et l'étude de l'agriculture québécoise, 1852-1901», *Histoire sociale/Social History*, XVII, 34 (novembre): 257-286.
- FORTIER, Normand (1983). *L'utilisation des recensements fédéraux canadiens pour l'étude de l'agriculture québécoise, 1852-1901*. Mémoire de maîtrise (histoire), Université d'Ottawa, iv-107 p.
- FURSTENBERG, Frank F. Jr., Douglas STRONG et Albert G. CRAWFORD. «What Happened when the Census was Redone: An Analysis of the Recount of 1870 in Philadelphia», *Sociology and Social Research*, 63, 3 (avril): 475-505.
- GAGAN, David P. (1974). «Enumerator's Instructions for the Census of Canada 1852 and 1861», *Histoire sociale/Social History*, VII, 14 (novembre): 355-365.
- INWOOD, Kris (1995). «The Representation of Industry in the Canadian Census, 1871-1891», *Histoire sociale/Social History*, XXVIII, 56 (novembre): 347-373.
- INWOOD, Kris et Richard REID (1995). «The Use of Census Manuscript Data for Historical Research», *Histoire sociale/Social History*, XXVIII, 56 (novembre): 301-311.
- JENTZ, John B (1982). «A Note on Evaluating the Error in the Gilded Age Manufacturing Census: The Problem of the Hand Trades», *Historical Methods*, 15, 2 (printemps): 79-91.
- JETTÉ, René et Danielle GAUVREAU (1987). «Des fiches de famille à la mesure des migrations: une méthode élaborée à partir des données du Saguenay au XIX^e siècle», *Cahiers québécois de démographie*, 16, 1 (avril): 37-65.
- KOLISH, Evelyn (1993). «L'histoire du droit et les archives judiciaires», *Les Cahiers de Droit*, 34, 1 (mars): 289-307.
- KOLISH, Evelyn (1992). «Les archives civiles et judiciaires aux Archives nationales du Québec. Nature, constitution et traitement», *Archives*, 24, 1-2 (été-automne): 133-145.
- LABERGE, Alain (1991). «Seigneur, censitaires et paysage rural: le papier-terrier de la seigneurie de la Rivière-Ouelle de 1771», *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 44, 4 (printemps): 567-587.
- LITTLE, John Irvine (1985). «Agricultural Progress in Canada East/Quebec: Problems in Measuring Relative Productivity during the Grain-Dairy Transition Period», *Histoire sociale/Social History*, XVIII, 36 (November): 425-431.

- MCINNIS, Marvin (1981). «Some Pitfalls in the 1851-1852 Census of Agriculture of Lower Canada», *Histoire sociale/Social History*, XIV, 27 (mai): 219-231.
- POUYEZ, Christian (1978). «Un inventaire descriptif des documents de la session, 1841-1936», *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 31, 4 (mars): 563-574.
- POUYEZ, Christian et Michel BERGERON (1978). «L'étude des migrations au Saguenay (1842-1931): problèmes de méthode», *Histoire sociale/Social History*, XI, 21 (mai): 26-61.
- ROY, Raymond, Christian POUYEZ et François MARTIN (1980). «Le jumelage des données nominatives dans les recensements: problèmes et méthodes», *Histoire sociale/Social History*, XIII, 25 (mai): 173-193.
- SÉGUIN, Normand et Daniel LAROUCHE (1975). «Les archives de l'enregistrement, des matériaux nouveaux pour l'histoire du Québec contemporain: l'exemple du bureau de Chicoutimi», *Archives*, VII, 1: 24-55.
- SÉGUIN, Normand et Daniel LAROUCHE (1975). «Les archives de l'enregistrement: commentaire sur les sources de la propriété foncière», *Archives*, VII, 2: 130-134.
- SMITH, Thomas (1975). «Reconstructing Occupational Structures: The Case of the Ambiguous Artisans», *Historical Methods Newsletter*, 8, 3 (juin): 134-146.
- THIBEAULT, Régis (1989). «Les unités de mesure dans les documents officiels du dix-neuvième siècle au Bas-Canada et au Québec», *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 43, 2 (automne): 221-232.
- VERREAULT-ROY, Louise (1982). «La reconstitution du périmètre des paroisses: l'exemple mauricien de trois paroisses seigneuriales», *Cahiers de géographie du Québec*, 26, 67 (avril): 155-162.
- WALSH, Margaret (1971). «The Value of Mid-Nineteenth Century Manufacturing Returns. The Printed Census and the Manuscript Census Compilations Compared», *Historical Methods Newsletter*, 4 (mars): 43-51.
- WALSH, Margaret (1970). «The Census as an Accurate Source of Information: The Value of Mid-Nineteenth Century Manufacturing Returns» *Historical Methods Newsletter*, 3 (septembre): 3-13.

L'ESPACE

- BAILLY, Antoine S. (1991). *Les concepts de la géographie humaine*. Paris, Masson, 247 p.
- BAILLY, Antoine S. (1987). «L'analyse des systèmes en géographie humaine: une réflexion épistémologique et critique», *The Canadian Geographer/Le géographe canadien*, 31, 1 (printemps): 44-47.

- BAKER, Alan R.H. (1994). «Évolution de la géographie historique en Grande-Bretagne et en Amérique du Nord», *Hérodote*, 74-75 (juillet-décembre): 70-85.
- CHEVALIER, Jacques (1974). «Espace de vie ou espace vécu? L'ambiguïté et les fondements du concept d'espace vécu», *L'Espace géographique*, III, 1 (janvier-mars): 68.
- CLAVAL, Paul (1984). *Géographie humaine et économie contemporaine*. Paris, Presses Universitaires de France, 442 p.
- CLAVAL, Paul (1968). *Régions, nations, grands espaces. Géographie générale des ensembles territoriaux*. Paris, M.-Th. Génin, Librairies Techniques, 837 p.
- COURVILLE, Serge (1995). *Introduction à la géographie historique*. Sainte-Foy, Les Presses de l'Université Laval, 225 p.
- COURVILLE, Serge (1994). «Cartographier le passé», *Présentations à la Société royale du Canada*, 47: 87-112.
- COURVILLE, Serge (1993). «Tradition et modernité. Leurs significations spatiales», *Recherches sociographiques*, XXXIV, 2 (mai-août): 211-231.
- COURVILLE, Serge (1991). «De l'espace au territoire. La démarche géographique», Jacques MATHIEU (dir.), *Les dynamismes de la recherche au Québec*, Sainte-Foy, Les Presses de l'Université Laval: 23-44.
- COURVILLE, Serge (1985). «Les morphologies du passé», *Recherches sociographiques*, XXVI, 1-2: 203-207.
- COURVILLE, Serge (1983). «Espace, territoire et culture en Nouvelle-France», *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 37, 3 (décembre): 417-429.
- COURVILLE, Serge et Normand SÉGUIN (1986). «Spatialité et temporalité chez Blanchard: propos d'heuristique», *Cahiers de géographie du Québec*, 30, 80 (septembre): 293-298.
- DAUPHINÉ, André (1979). *Espace, région et système*. Paris, Economica, 167 p.
- DI MÉO, Guy (1991). *L'Homme, la Société, l'Espace*. Paris, Anthropos, 319 p.
- DI MÉO, Guy (1990-91). «De l'espace subjectif à l'espace objectif: l'itinéraire du labyrinthe», *L'Espace Géographique*, XIX-XX, 4: 359-373.
- DI MÉO, Guy (1985). «Les formations socio-spatiales ou la dimension infra-régionale en géographie», *Annales de Géographie*, XCIV, 526 (novembre-décembre): 661-689.
- FRÉMONT, Armand (1982). «Histoire d'une recherche», Michel-Jean BERTRAND et al., *Espaces vécus et civilisations*, Paris, Éditions du Centre national de la recherche scientifique: 11-27.

- FRÉMONT, Armand (1976). *La région, espace vécu*. Paris, Presses Universitaires de France, 223 p.
- FRÉMONT, Armand (1974). «Recherches sur l'espace vécu», *L'Espace Géographique*, III, 3 (juillet-septembre): 231-238.
- FRÉMONT, Armand (1972). «La région: essai sur l'espace vécu», *La pensée géographique française contemporaine. Mélanges offerts à André Meynier*, Saint-Brieuc, Presses Universitaires de Bretagne: 663-678.
- OZOUF-MARIGNIER, Marie-Vic (1992). «Géographie et histoire», Antoine S. BAILLY, Robert FERRAS et Denise PUMAIN (dir.), *Encyclopédie de géographie*, Paris Economica: 94-107.
- RAFFESTIN, Claude (1986). «Écogénèse territoriale et territorialité», Frank AURIAC et Roger BRUNET (dir.), *Espaces, jeux et enjeux*, Paris, Fayard: 173-185.
- RAFFESTIN, Claude (1984). «La territorialité: miroir des discordances entre tradition et modernité», *Revue de l'Institut de Sociologie*, 3-4: 437-447.
- RAFFESTIN, Claude (1983). «La territorialité mal aimée et/ou mal comprise ou les avatars d'une notion mal aimée et/ou mal comprise», *L'Espace Géographique*, XII, 4 (octobre-décembre): 305-306.
- RAFFESTIN, Claude (1980). *Pour une géographie du pouvoir*. Paris, Librairies Techniques (LITEC), x-249 p.
- RAFFESTIN, Claude (1977). «Paysage et territorialité», *Cahiers de géographie du Québec*, 21, 53-54 (septembre-décembre): 123-134.
- RONCAYOLO, Marcel (1989). «Histoire et géographie: les fondements d'une complémentarité», *Annales. Économies. Sociétés. Civilisations*, 44, 6 (novembre-décembre): 1 427-1 434.
- SÉGUIN, Normand (1994). «De la région au rapport spatial: l'espace comme catégorie de l'analyse historique», Fernand HARVEY (dir.), *La région culturelle. Problématique interdisciplinaire*, Québec, Institut québécois de recherche sur la culture: 69-75.
- SÉGUIN, Normand (1993). «Quelques considérations pour l'étude du changement culturel dans la société québécoise», Gérard BOUCHARD (dir.), avec la collaboration de Serge COURVILLE, *La construction d'une culture. Le Québec et l'Amérique française*, Sainte-Foy, Les Presses de l'Université Laval: 213-219.

LA POPULATION ET LA MOBILITÉ DANS L'ESPACE

- BISCHOFF, Peter (1989). «Des forges du Saint-Maurice aux fonderies de Montréal: mobilité géographique, solidarité communautaire et action syndicale des mouleurs, 1829-1881», *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 43, 1 (été): 3-29.

- BOUCHARD, Gérard (1989). «Les alliances conjugales au Saguenay. Paramètres géographiques et sociaux», *Anthropologie et sociétés*, 13, 2: 143-167.
- BOUCHARD, Gérard (1975). «L'histoire démographique et le problème des migrations: l'exemple de Laterrière», *Histoire sociale/Social History*, VIII, 15 (mai): 21-33.
- BOURDELAIS, Patrice (1984). «L'industrialisation et ses mobilités (1836-1936)», *Annales. Économies. Sociétés. Civilisations*, 39, 5 (septembre-octobre): 1 009-1 019.
- CARRON, Marie-Antoinette (1965). «Prélude à l'exode rurale en France: les migrations anciennes des travailleurs creusois», *Revue d'histoire économique et sociale*, XLIII, 3: 289-320.
- CHATELAIN, Abel (1967). «Les migrations temporaires françaises au XIX^e siècle. Problèmes. Méthodes. Documentation», *Annales de démographie historique*: 9-28.
- CORBIN, Alain (1974). «Limousins migrants, Limousins sédentaires. Contribution à l'histoire de la région limousine au XIX^e siècle (1845-1880)», *Le Mouvement social*, 88 (juillet-septembre): 113-124.
- CORBIN, Alain (1971). «Migrations temporaires et société rurale au XIX^e siècle: le cas du Limousin», *Revue historique*, CCXLVI, 500 (octobre-décembre): 293-334.
- COURVILLE, Serge (dir.) (1996). *Population et territoire*. Sainte-Foy, Les Presses de l'Université Laval, xiv-182 p.
- COURVILLE, Serge, Jean-Claude ROBERT et Normand SÉGUIN (1990). «Population et espace rural au Bas-Canada: l'exemple de l'axe laurentien dans la première moitié du XIX^e siècle», *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 44, 2 (automne): 243-262.
- FORTIN, Claire-Andrée (1983). *Les travailleurs forestiers en Mauricie au XIX^e siècle*. Mémoire de maîtrise (études québécoises), Université du Québec à Trois-Rivières, vi-117 p.
- FORTIN, Claire-Andrée (1981). «Profil de la main-d'oeuvre forestière en Mauricie d'après le recensement de 1861», *Material History Bulletin/Bulletin d'histoire de la culture matérielle*, 13: 75-81.
- FORTIN, Gérald (1971). «La professionnalisation du travail en forêt», Gérald FORTIN, *La fin d'un règne*, Montréal, Hurtubise HMH: 17-55.
- GAGNON, France (1988). «Parenté et migration: le cas des Canadiens-français à Montréal entre 1845 et 1875», *Historical Papers/Communications historiques*: 63-85.
- GAUVREAU, Danielle et Mario BOURQUE (1991). «Les migrations interrégionales au Saguenay avant 1911», Gérard BOUCHARD et Marc DE BRAEKELEER (dir.), *Histoire d'un génôme. Population et génétique dans l'est du Québec*, Sillery, Les Presses de l'Université du Québec: 187-211.

- GAUVREAU, Danielle et Mario BOURQUE (1988). «Mouvements migratoires et familles: le peuplement du Saguenay avant 1911», *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 42, 2 (automne): 167-192.
- GAUVREAU, Danielle, René JETTÉ et Mario BOURQUE (1987). «Migration in the Saguenay Region: Evidence from Reconstituted Families, 1838-1911», *Historical Methods*, 20, 4 (automne): 143-154.
- GREER, Allan (1981). «Fur-Trade and Lower Canadian Agrarian Structures», *Historical Papers/ Communications historiques*: 197-214.
- HAMEL, Martine (1993). «De Charlevoix au Saguenay: caractéristiques des familles émigrantes au XIX^e siècle», *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 47, 1 (été): 5-25.
- HAMELIN, Louis-Edmond (1955). «Émigration rurale à l'échelle paroissial», *The Canadian Geographer/Le géographe canadien*, 5: 53-61.
- LASLETT, Peter (1972). «La famille et le ménage: approches historiques», *Annales. Économies. Sociétés. Civilisations*, 27, 4-5 (juillet-octobre): 847-872.
- MAISONNEUVE, Daniel (1985). «Structure familiale et exode rural. Le cas de Saint-Damase, 1852-1861», *Cahiers québécois de démographie*, 14, 2 (octobre): 231-240.
- MATHIEU, Jacques et Linda GOUGER (1988). «Transferts de population», *Annales de Bretagne et des pays de l'Ouest*, 95, 4: 337-345.
- MATHIEU, Jacques, et al (1987). «Mobilité et sédentarité: stratégies familiales en Nouvelle-France», *Recherches sociographiques*, XXVIII, 2-3: 211-227.
- NORTON, Susan L. (1973). «Marital Migration in Essex County, Massachusetts, in the Colonial and Early Federal Periods», *Journal of Marriage and the Family*, 35, 3 (août): 406-418.
- PARKERSON, Donald H. (1982). «How Mobile were Nineteenth-Century Americans?», *Historical Methods*, 15, 3 (été): 99-109.
- POUYEZ, Christian, Raymond ROY et Gérard BOUCHARD (1981). «La mobilité géographique en milieu rural: le Saguenay, 1852-1861», *Histoire sociale/Social History*, XIV, 27 (mai): 123-155.
- RAMIREZ, Bruno (1991). *Par monts et par vaux. Migrants canadiens-français et italiens dans l'économie nord-atlantique, 1860-1914*. Montréal, Boréal, 205 p.
- RAMIREZ, Bruno et Jean LAMARRE (1985). «Du Québec vers les États-Unis: l'étude des lieux d'origine», *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 38, 3 (hiver): 409-422.
- ROBERT, Jean-Claude (1982). «Urbanisation et population: le cas de Montréal en 1861», *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 35, 4 (mars): 523-535.

- ROSENTAL, Paul-André (1990). «Maintien/Rupture: un nouveau couple pour l'analyse des migrations», *Annales. Économies. Sociétés. Civilisations*, 45, 6 (novembre-décembre): 1 403-1 431.
- ROY, Raymond, Gérard BOUCHARD et Manon DECLOS (1988). «La première génération de Saguenayens: provenance, apparemment, enracinement», *Cahiers québécois de démographie*, 17, 1 (printemps): 113-134.
- SCHWAB, Roland (1974). «Un exemple de dynamique régionale: le cadre spatial de la vie sociale des ruraux de la Moyenne-Alsace et son évolution entre 1800 et 1972», *Revue Géographique de l'Est*, XIV, 3-4 (juillet-décembre): 215-243.
- ST-HILAIRE, Marc (1995). *Peuplement et dynamique migratoire au Saguenay, 1840-1960*. Sainte-Foy, Les Presses de l'Université Laval, 285 p.
- ST-HILAIRE, Marc (1995). «Mobilité et alphabétisation au Saguenay, 1840-1940», Serge COURVILLE et Normand SÉGUIN (dir.), *Espace et culture/Space and Culture*. Sainte-Foy, Les Presses de l'Université Laval: 227-236.
- ST-HILAIRE, Marc (1990). «L'exode rural dans une région neuve: le Saguenay, 1882-1951», Gérard BOUCHARD et Joseph GOY (dir.), *Famille, économie et société rurale en contexte d'urbanisation (17^e-20^e siècle)*, Chicoutimi et Paris, Centre interuniversitaire SOREP et École des hautes en sciences sociales: 123-138.
- ST-HILAIRE, Marc (1988). «Origines et destins des familles pionnières d'une paroisse saguenayenne au XIX^e siècle», *Cahiers de Géographie du Québec*, 32, 85 (avril): 5-26.
- TRÉPANIÉ, Guy (1984). «Sainte-Flore, un exemple de mobilité dans le front pionnier mauricien de la seconde moitié du 19^e siècle», Communication présentée à la Société historique du Canada, non publiée, 35 p.
- TRÉPANIÉ, Guy (1983). *Économie, population et mobilité géographique en milieu rural: la paroisse de Sainte-Flore en Mauricie, 1860-1901*. Mémoire de maîtrise (études québécoises), Université du Québec à Trois-Rivières, xi-126 p.

L'AGRICULTURE

- ANKLI, Robert E. (1992) «Ontario Dairy Industry, 1880-1920», Donald H. AKENSON (ed.), *Canadian Papers in Rural History*, VIII: 261-275.
- ANKLI, Robert E. et Wendy MILLAR (1982). «Ontario Agriculture in Transition: The Switch from Wheat to Cheese», *The Journal of Economic History*, XLII, 1 (mars): 207-215.
- APPLEBY, Joyce (1982). «Commercial Farming and the "Agrarian Myth" in the Early Republic», *The Journal of American History*, 68, 4 (mars): 833-849.
- ARMSTRONG, Robert (1984). «The Efficiency of Quebec Farmers in 1851» *Histoire sociale/Social History*, XVII, 33 (mai): 149-163.

- ATACK, Jeremy et Fred BATEMAN (1984). «Self-Sufficiency and the Marketable Surplus in the Rural North, 1860», *Agricultural History*, 58, 3 (juillet): 296-313.
- BOUCHARD, Gérard (1991). «Sur un démarrage raté: industrie laitière et co-intégration au Saguenay (1880-1940)», *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 45, 1 (été): 73-100.
- BOUCHARD, Gérard (1990). «L'agriculture saguenayenne entre 1840 et 1950: l'évolution de la technologie», *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 43, 3 (hiver): 353-380.
- BOUCHARD, Gérard et Régis THIBEAULT (1992). «Change and Continuity in the Saguenay Agriculture: The Evolution of Production and Yields», Donald H. AKENSON (ed.), *Canadian Papers in Rural History*, VIII: 231-259.
- BOUCHARD, Gérard et Régis THIBEAULT (1985). «L'économie agraire et la reproduction sociale dans les campagnes saguenayennes (1852-1971)», *Histoire sociale/Social History*, XVIII, 36 (novembre): 237-257.
- COURVILLE, Serge (1980). «La crise agricole du Bas-Canada, éléments d'une réflexion géographique» *Cahiers de géographie du Québec*, 24, 62 (septembre): 193-224; 24, 63 (décembre): 385-428.
- CRAIG, Béatrice (1992). «Le développement agricole dans la haute vallée de la rivière Saint-Jean en 1860», *Journal of the Canadian Historical Association/Revue de la Société historique du Canada*, 3: 13-26.
- CROUZET, François (1967). «Agriculture et révolution industrielle. Quelques réflexions», *Cahiers d'histoire*, XII, 1-2: 67-85.
- CYR, Jean-Roch (1988). «Aspects de l'agriculture chez les francophones du Nouveau-Brunswick au XIX^e siècle: le recensement de 1861», *Material History Bulletin/Bulletin d'histoire de la culture matérielle*, 27 (printemps): 51-60.
- DANHOF, Clarence H. (1969). *Change in Agriculture: The Northern United States, 1820-1870*, Cambridge, Harvard University Press, xiv-322 p.
- DECHÊNE, Louise (1986). «Observations sur l'agriculture du Bas-Canada au début du XIX^e siècle», Joseph GOY et Jean-Pierre WALLOT (dir.), *Évolution et éclatement du monde rural. Structures, fonctionnement et évolution différentielle des sociétés rurales françaises et québécoises, XVII^e-XX^e siècles*, Paris et Montréal, Editions de l'École des Hautes Études en Sciences Sociales et Les Presses de l'Université de Montréal, 1986: 189-202.
- DÉSERT, Gabriel (1984). «Machinisme et agriculture dans la France du XIX^e siècle», *Historical Papers/Communications historiques*: 185-216.
- DESSUREAULT, Christian (1987). «L'égalitarisme paysan dans l'ancienne société rurale de la vallée du Saint-Laurent: éléments pour une ré-interprétation», *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 40, 3 (hiver): 373-407.

- DUHAIME, Raymond (1957). «Les exportations canadiennes de produits laitiers, 1867-1955», *L'Actualité économique*, XXXIII, 2 (juillet-septembre): 242-270.
- FITZGERALD, Deborah (1991). «Beyond Tractors: The History of Technology in American Agriculture», *Technology and Culture*, 32, 1 (janvier): 114-126.
- HUBSCHER, Ronald (1985). «La petite exploitation en France: reproduction et compétitivité (fin XIX^e siècle-début XX^e siècle)», *Annales. Économies. Sociétés. Civilisations*, 40, 1 (janvier-février): 3-34.
- INWOOD, Kris E. et Phyllis WAGG (1994). «Wealth and Prosperity in Nova Scotian Agriculture, 1851-71», *The Canadian Historical Review*, LXXV, 2 (juin): 239-264.
- ISBISTER, John (1977). «Agriculture, Balanced Growth, and Social Change in Central Canada since 1850: An Interpretation», *Economic Development and Cultural Change*, 25, 4 (juillet): 673-697.
- ISERN, Thomas D. (1988). «The Discer: Tillage for the Canadian Plains», *Agricultural History*, 62, 2: 79-97.
- KERR, Donald et William J. SMITH (1980). «Agriculture, Balanced Growth, and Social Change in Central Canada since 1850: Some Comments toward a More Complete Explanation», *Economic Development and Cultural Change*, 28, 3 (avril): 615-625.
- LABERGE, Alain (1996). «Crise, malaise et restructuration: l'agriculture bas-canadienne dans tous ses états», Yves ROBY et Nive VOISINE (dir.), *Érudition, humanisme et savoir. Actes du colloque en l'honneur de Jean Hamelin*, Sainte-Foy, Les Presses de l'Université Laval: 119-130.
- LACHANCE, Johanne (1991). *Charlesbourg, 1831-1871: contribution à l'étude des relations villes-campagnes*. Mémoire de maîtrise (géographie), Université Laval, x-130 p.
- LEMON, James T. (1987). «Agriculture and Society in Early America», *Agricultural History Review*, 35: 76-94.
- LEWIS, Frank et Marvin MCINNIS (1980). «The Efficiency of the French-Canadian Farmer in the Nineteenth Century» *Journal of Economic History*, XL, 3 (septembre): 497-514.
- MARR, William L. (1988). «Nineteenth Century Tenancy Rates in Ontario's Counties, 1881 and 1891», *Journal of Social History*, 21, 4 (été): 753-763.
- MARR, William L. (1984). «Tenant vs. Owner Occupied Farms in York County, Ontario 1871», Donald H. AKENSON (ed.), *Canadian Papers in Rural History*, IV: 50-71.
- MCCALLA, Douglas (1985). «The Internal Economy of Upper Canada: New Evidence on Agricultural Marketing Before 1850», *Agricultural History*, 59, 3 (juillet): 397-416.
- MCINNIS, Marvin (1992). «Perspectives on Ontario Agriculture, 1815-1930», Donald H. AKENSON (ed), *Canadian Papers in Rural History*, VIII: 17-127.

- MCINNIS, Marvin (1987). «Marketable Surpluses in Ontario Farming, 1860», Douglas MCCALLA (ed.), *Perspectives on Canadian Economic History*, Toronto, Copp Clark Pitman Ltd.: 37-57.
- MCINNIS, Marvin (1986). «Ontario Agriculture, 1851-1901: A Cartographic Overview», Donald H. AKENSON (ed.), *Canadian Papers in Rural History*, V: 291-301.
- MCINNIS, Marvin (1982). «A Reconsideration of the State of Agriculture in Lower Canada in the First Half of the Nineteenth Century», D.H. AKENSON (ed.), *Canadian Papers in Rural History*, III: 9-49.
- MIVILLE, André (1984). *L'évolution de l'agriculture dans les comtés de Champlain et Nicolet de 1900 à 1950*. Mémoire de maîtrise (études québécoises), Université du Québec à Trois-Rivières. 102 p.
- MULLIEZ, Jacques (1979). «Du blé, "mal nécessaire". Réflexions sur les progrès de l'agriculture de 1750 à 1850», *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, XXVI (janvier-mars): 3-47.
- MUTCH, Alistair (1981). «The Mechanization of the Harvest in South-West Lancashire, 1850-1914», *The Agricultural History Review*, 29: 125-132.
- O'BRIEN, Patrick K. (1985). «Agriculture and the Home Market for England Industry, 1660-1820», *The English Historical Review*, C, 397 (octobre): 773-800.
- O'BRIEN, Patrick K. (1977). «Agriculture and the Industrial Revolution», *The Economic History Review*, XXX, 1 (février): 166-181.
- OTIS, Yves (1985). *Familles et exploitations agricoles: quatre paroisses de la rive sud de Montréal, 1852-1871*. Mémoire de maîtrise (histoire), Université du Québec à Montréal, viii-187 p.
- OUELLET, Fernand (1976). «Le mythe de "l'habitant sensible au marché". Commentaires sur la controverse Le Goff-Wallot et Paquet» *Recherches Sociographiques*, XVII, 1 (janvier-avril): 115-132.
- PAQUET, Gilles et Jean-Pierre WALLOT (1972). «Crise agricole et tensions socio-ethniques dans le Bas-Canada, 1802-1812: éléments pour une réinterprétation», *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 26, 2 (septembre): 185-207.
- PARKER, W.H. (1959). «A New Look at Unrest in Lower Canada in the 1830's», *The Canadian Historical Review*, XL, 3 (septembre): 209-217.
- PARKER, W.H. (1957). «A Revolution in the Agricultural Geography of Lower Canada, 1833-1838», *Revue canadienne de géographie*, XI, 4 (octobre-décembre): 189-194.
- POMFRET, Richard (1976). «The Mechanization of Reaping in Nineteenth-Century Ontario: A Case Study of the Pace and Causes of the Diffusion of Embodied Technical Change», *The Journal of Economic History*, XXXVI, 2 (juin): 399-415.

- POUDRIER, Maryse (1990). *Les transformations de l'agriculture au Bas-Canada dans la première moitié du XIX^e siècle: l'exemple de Sainte-Thérèse-de-Blainville*. Mémoire de maîtrise (géographie), Université Laval, ix-122 p.
- PRUITT, Bettye Hobbs (1984). «Self-Sufficiency and the Agricultural Economy of Eighteenth-Century Massachusetts», *The William and Mary Quarterly*, XLI, 3 (juillet): 333-364.
- RASMUSSEN, Wayne D. (1962). «The Impact of Technological Change on American Agriculture, 1862-1962», *The Journal of Economic History*, 20: 578-591.
- RIKON, J. Sanford (1988). *Threshing in the Midwest, 1820-1940. A Study of Traditional Culture and Technological Change*, Bloomington et Indianapolis, Indiana University Press, xiii-214 p.
- ROME, Adam Ward (1982). «American Farmers as Entrepreneurs, 1870-1900» *Agricultural History*, 56, 1 (janvier): 37-49.
- SÉGUIN, Normand (1982). «L'agriculture de la Mauricie et du Québec, 1850-1950», *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 35, 4 (mars): 537-562.
- SÉGUIN, Normand (dir.) (1980). *Agriculture et colonisation au Québec. Aspects historiques*. Montréal, Boréal Express, 202 p.
- SÉGUIN, Normand, René HARDY et Louise VERREAULT-ROY (1979). *L'agriculture en Mauricie. Dossier statistique: 1850-1950*. Trois-Rivières, Université du Québec à Trois-Rivières, 175 p.
- SHAMMAS, Carole (1982). «How Self-Sufficient Was Early America?», *Journal of Interdisciplinary History*, XIII, 2 (automne): 247-272.
- SIGAUT, François (1989). «La naissance du machinisme agricole», *Anthropologie et Sociétés*, 13 (2): 79-101.
- VAN MOLLE, Leen (1986). «Innovation technologique et changement social: le cas de l'agriculture belge, XIX^e et XX^e siècles», G. Kurgan-van HENTENRYK et J. STENGERS (dir.), *L'innovation technologique. Facteur de changement (XIX^e-XX^e siècles)*, Bruxelles, Éditions de l'Université de Bruxelles: 153-184.
- VIVIER, Nadine (1992). «L'agriculture française était-elle archaïque», *Historiens-Géographes*, 338 (décembre): 121-130.
- WALTON, J.R. (1973). «A Study in the Diffusion of Agricultural Machinery in the Nineteenth Century», *University of Oxford School of Geography Research Paper*, 5. 45 p.
- WAMPACH, Jean-Pierre (1988). «Deux siècles de croissance agricole au Québec, 1760-1985» *Recherches Sociographiques*, XXIX, 2-3: 181-199.

WIEN, Thomas (1990). «“Les travaux pressants”. Calendrier agricole, assolement et productivité au Canada au XVIII^e siècle», *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 43, 4 (printemps): 535-558.

WIEN, Thomas (1987). «Visites paroissiales et production agricole au Canada vers la fin du XVIII^e siècle», François LEBRUN et Normand SÉGUIN (dir.), *Sociétés villageoises et rapports villes-campagnes au Québec et dans la France de l'Ouest, XVII^e-XX^e siècles*, Trois-Rivières, Université du Québec à Trois-Rivières et Presses Universitaires de Rennes 2: 183-194.

WIK, Reynold M. (1975). «Some Interpretations of the Mechanization of Agriculture in the Far West», *Agricultural History*, 49, 1 (janvier): 73-83.

WINSTANLEY, Michael (1996). «Industrialization and the Small Farm: Family and Household Economy in Nineteenth-Century Lancashire», *Past and Present*, 152 (août): 157-195.

LES INDUSTRIES RURALES ET L'INDUSTRIALISATION

ALTMAN, Morris (1994). «The Evolution of Plant Size in Canadian Manufacturing, 1870-1910», *Canadian Historical Review*, LXXV, 4 (décembre): 557-585.

ATAK, Jeremy (1986). «Firm Size and Industrial Structure in the United States During the Nineteenth Century», *The Journal of Economic History*, XLVI, 2 (juin): 463-475.

ATAK, Jeremy, Fred BATEMAN et Thomas WEISS (1980). «The Regional Diffusion and Adaption of the Steam Engine in American Manufacturing», *The Journal of Economic History*, XL, 2 (juin): 281-308.

BEHAGG, Clive (1984). «Masters and Manufacturers: Social Values and the Smaller Unit of Production in Birmingham, 1800-50», Geoffrey CROSSICK et Heinz-Gerhard HAUPT (ed.), *Shopkeepers and Master Artisans in Nineteenth-Century Europe*, London et New York, Methuen: 137-154.

BENOÎT, Serge (1996). «Paysans et protoindustrie en Bourgogne du nord à l'époque moderne», *Histoire et Sociétés Rurales*, 5 (1er semestre): 131-144.

BERG, Maxine (1985). *The Age of Manufacture. Industry, Innovation and Work in Britain, 1700-1820*, Totowa, Barnes & Noble Books, 378 p.

BERG, Maxine, Pat HUDSON et Michael SONENSCHER (1985). «Manufacture in Town and Country before the Factory», Maxine BERG, Pat HUDSON et Michael SONENSCHER (ed.), *Manufacture in Town and Country before the Factory*, Cambridge, Cambridge University Press: 1-32.

BERGERON, Louis (1973). «En Angleterre, à la fin du XVIII^e siècle: la première révolution industrielle», Louis BERGERON, François FURET et Reinhart KOSELLECK, *L'âge des révolutions européennes (1780-1848)*, Paris et Montréal, Bordas: 11-24.

- BERNIER, Jacques (1983). «Les artisans du bois de la région de Québec au début du XIX^e siècle», René BOUCHARD (dir.), *La vie quotidienne au Québec. Histoire, métiers, Techniques et traditions*, Sillery, Presses de l'Université du Québec: 263-281.
- BLOOMFLIED, Gerald T. et Elizabeth BLOOMFIELD (1994). «“Our Prosperity Rests Upon Manufactures”: Industry in the Central Canadian Urban System, 1871», *Urban History Review/Revue d'histoire urbaine*, XXII, 2 (mai): 75-96.
- BLOOMFLIED, Gerald T. et Elizabeth BLOOMFIELD (1989). «Waterwheels and Steam Engines in Ontario: Industrial Power Reported in the 1871 Manuscript Census», *Scientia Canadensis*, 13, 1: 3-38.
- BLUTEAU, Marc-André, Jean-Pierre CHARLAND, Marise THIVIERGE et Nicole THIVIERGE (1980). *Les cordonniers, artisans du cuir*. Montréal, Boréal Express/Musée national de l'Homme, 155 p.
- BOISVERT, Michel (1996). «La production textile au Bas-Canada. L'exemple laurentien», *Cahiers de géographie du Québec*, 40, 111 (décembre): 421-437.
- BOISVERT, Michel (1995). «Les paramètres socioculturels de l'industrie textile au Bas-Canada au XIX^e siècle», Serge COURVILLE et Normand SÉGUIN (dir.), *Espace et culture/Space and Culture*, Sainte-Foy, Les Presses de l'Université Laval: 305-318.
- BOUCHARD, Dominique (1994). «La culture matérielle des Canadiens au XVIII^e siècle: analyse du niveau de vie des artisans du fer», *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 47, 4 (printemps): 479-498.
- BRAUN, Rudolf (1978). «Protoindustrialization and Demographic Changes in the Canton of Zürich», Charles TILLY (ed.), *Historical Studies of Changing Fertility*, Princeton, Princeton University Press: 289-334.
- BRAUN, Rudolf (1967). «The Rise of a Rural Class of Industrial Entrepreneurs», *Journal of World History/Cahiers d'histoire mondiale*, X: 551-566.
- BRAUN, Rudolf (1966). «The Impact of Cottage Industry on an Agricultural Population», David S. LANDES (ed.), *The Rise of Capitalism*, New York, Macmillan: 53-64.
- BURGESS, Joanne (1977). «L'industrie de la chaussure à Montréal: 1840-1870 - Le passage de l'artisanat à la fabrique», *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 31, 2 (septembre): 187-210.
- BUTLIN, R.A. (1986). «Early Industrialization in Europe: Concepts and Problems», *The Geographical Journal*, 152, 1 (mars): 1-8.
- CAILLY, Claude (1993). «Contribution à la définition d'un mode de production proto-industriel», *Histoire & Mesure*, VIII, 1/2: 19-40.
- CAMERON, Rondo (1985). «A New View of European Industrialization», *The Economic History Review*, XXXVIII, 1 (février): 1-23.

- CASPARD, Pierre (1976). «La fabrique au village», *Le mouvement social*, 97 (octobre-décembre): 15-37.
- CLARKSON, Leslie A. (1985). *Proto-Industrialization: The First Phase of Industrialization?* London, MacMillan, 71 p.
- COLEMAN, Donald C. (1983). «Proto-Industrialization: A Concept Too Many», *The Economic History Review*, XXXVI, 3 (août): 435-448.
- COURVILLE, Serge (1988). «Le marché des “subsistances”. L'exemple de la plaine de Montréal au début des années 1830: une perspective géographique», *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 42, 2 (automne): 193-239.
- COURVILLE, Serge, Jean-Claude ROBERT et Normand SÉGUIN (1991). «The Spread of Rural Industry in Lower Canada, 1831-1851», *Journal of the Canadian Historical Association/Revue de la Société historique du Canada*, 2: 43-70.
- COUTURE, Claude (1986). «La Conquête de 1760 et le problème de la transition au capitalisme», *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 39, 3 (hiver): 369-389.
- CROSSICK, Geoffrey (1979). «La petite bourgeoisie britannique au XIX^e siècle», *Le mouvement social*, 108 (juillet-septembre): 21-61.
- CUCARULL, Jérôme (1994). «Réflexions sur l'industrialisation du milieu rural. L'exemple du pays de Fougères dans la seconde moitié du XIX^e siècle», *Annales de Bretagne et des Pays de l'Ouest*, 101, 4: 85-110.
- DÉSERT, Gabriel (1996). «Artisans et industries rurales», Maurice LÉVY-LEBOYER (dir.), *Histoire de la France industrielle*, Paris, Larousse Bordas: 182-213.
- DÉSERT, Gabriel (1994). «Réflexions sur les industries rurales en Basse-Normandie du Premier au Second Empire», *Annales de Normandie*, 44, 3-4 (octobre): 239-254.
- DESSUREAULT, Christian (1995). «Industrie et société rurale: le cas de la seigneurie de Saint-Hyacinthe des origines à 1861», *Histoire sociale/Social History*, XXVIII, 55 (mai): 99-136.
- DE VRIES, Jan (1994). «The Industrial Revolution and the Industrious Revolution», *The Journal of Economic History*, 54, 2 (juin): 249-270.
- DEWERPE, Alain (1985). *L'industrie aux champs. Essai sur la proto-industrialisation en Italie du nord (1800-1880)*. Rome, École française de Rome, xxxvi-543 p.
- DEYON, Pierre (1984). «Fécondité et limites du modèle protoindustriel: premier bilan», *Annales. Économies. Sociétés. Civilisations*, 39, 5 (septembre-octobre): 868-881.
- DEYON, Pierre (1981). «Premier bilan et perspectives pour un congrès», *Revue du nord*, LXIII, 248 (janvier-mars): 5-9.

- DEYON, Pierre (1979). «L'enjeu des discussions autour du concept de "proto-industrialisation"», *Revue du nord*, LXI, 240 (janvier-mars): 9-15.
- DEYON, Pierre et Franklin F. MENDELS (1981). «La proto-industrialisation: théorie et réalité», *Revue du nord*, LXIII, 248 (janvier-mars): 11-19.
- DOYON, Dominique-Marie (1949). «La fabrication de la potasse au Canada et spécialement à Saint-François-de-Beauce», *Les archives du folklore*, 4: 29-41.
- DUPLESSIS, Robert S. et Martha C. HOWELL (1982). «Reconsidering the Early Modern Urban Economy: The Cases of Leiden and Lille», *Past and Present*, 94 (février): 49-84.
- DUPONT, Jean-Claude (1979). *L'artisan forgeron*. Québec, Les Presses de l'Université Laval/Éditeur officiel du Québec, xxxiv-355 p.
- DUPONT, Jean-Claude et Jacques MATHIEU (dir.) (1987). *Exercices des métiers du bois*. Québec, Université Laval, Célat, x-219 p.
- DUPONT, Jean-Claude et Jacques MATHIEU (dir.) (1981). *Les métiers du cuir*. Québec, Les Presses de l'Université Laval, x-432 p.
- DRUMMOND, Ian M., Louis P. CAIN et Marjorie COHEN (1988). «CHR Dialogue: Ontario's Industrial Revolution, 1867-1941», *The Canadian Historical Review*, LXIX, 3 (septembre): 283-314.
- FARCY, Jean-Claude (1986). «L'artisanat rural dans la Beauce au XIX^e siècle», *Histoire, économie et société*, 4 : 573-590.
- FAURE, Alain (1986). «Petit atelier et modernisme économique: la production en miettes au XIX^e siècle», *Histoire, économie et société*, 4 : 531-557.
- FERLAND, Jacques (1991). «Les Chevaliers de Saint-Crépin du Québec, 1869-71: une étude en trois tableaux», *The Canadian Historical Review*, LXXII, 1 (mars): 1-38.
- FORTIER, Yvan (1980). *Menuisier charpentier. Un artisan du bois à l'ère industrielle*. Montréal, Boréal Express/Musée national de l'Homme, 175 p.
- GAUTHIER, Benoît (1986). «L'entrepreneurship en Mauricie pré-industrielle: le cas de deux entreprises sidérurgiques de la seconde moitié du XIX^e siècle», Communication présentée à *La Société historique du Canada*. 26 p. (non-publiée).
- GORDON, Robert B. (1985). «Hydrological Science and the Development of Waterpower for Manufacturing», *Technology and Culture*, 26, 2 (avril): 204-235.
- GREGORY, Derek (1981). «Protoindustrialization», R.J. JOHNSTON (ed.), *Dictionary of Human Geography*, New York, The Free Press: 276-277.

- GREGORY, Derek (1978). «The Process of Industrial Change, 1730-1900», R.A. DODGSHON et R.A. BUTLIN (ed.), *An Historical Geography of England and Wales*, London, Academic Press: 291-311.
- HARDY, Jean-Pierre (1987). «Quelques aspects du niveau de richesse et de la vie matérielle des artisans de Québec et de Montréal, 1740-1755», *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 40, 3 (hiver): 339-372.
- HARDY, Jean-Pierre (1983). «Niveaux de richesse et intérieurs domestiques dans le quartier Saint-Roch à Québec, 1820-1850», *Material History Bulletin/Bulletin d'histoire de la culture matérielle*, 17 (printemps): 63-94.
- HARDY, Jean-Pierre (1978). *Le forgeron et le ferblantier*. Montréal, Boréal Express/Musées nationaux du Canada, 127 p.
- HARDY, René (1995). *La sidérurgie dans le monde rural. Les hauts fourneaux du Québec au XIX^e siècle*. Sainte-Foy, Les Presses de l'Université Laval, xiv-303 p.
- HARDY, René (1992). «La sidérurgie de la Mauricie: matières premières et main-d'œuvre rurale», *Recueil d'études offert à Gabriel Désert*, Caen, Musée de Normandie: 287-297.
- HENTENRYK, Ginette Kurgan-Van et Emmanuel CHADEAU (1990). «Structure et stratégie de la petite et moyenne entreprise depuis la révolution industrielle: rapport général», Herman Van der WEE et Erik AERTS (ed.), *Debates and Controversies in Economic History*, Louvain, Presses Universitaires de Louvain: 167-191.
- HEYWOOD, Colin (1981). «The Role of the Peasantry in French Industrialization, 1815-80», *The Economic History Review*, XXXIV, 3 (août): 359-376.
- HOPPIT, Julian (1987). «Understanding the Industrial Revolution», *The Historical Journal*, 30, 1 (mars): 211-224.
- HOUSTON, Rab et K.D.M. SNELL (1984). «Proto-Industrialization? Cottage Industry, Social Change, and Industrial Revolution», *The Historical Journal*, 27, 2 (juin): 473-492.
- HUDSON, Pat (1989). «The regional Perspective», Pat HUDSON (ed), *Regions and Industries. A Perspective on the Industrial Revolution in Britain*, Cambridge, Cambridge University Press: 5-38.
- INWOOD, Kris E. (1993). «Maritime Industrialization from 1870 to 1910: A Review of the Evidence and its Interpretation», Kris E. INWOOD (ed.), *Farm, Factory and Fortune: New Studies in the Economic History of the Maritime Provinces*, Fredericton, Acadiensis Press: 149-170.
- INWOOD, Kris E. et John CHAMARD (1986). «Regional Industrial Growth during the 1880s: The Case of the Missing Artisans», *Acadiensis*, XVI, 1 (automne): 101-117.
- JEANNIN, Pierre (1980). «La protoindustrialisation: développement ou impasse», *Annales. Économies. Sociétés. Civilisations*, 35, 1 (janvier-février): 52-65.

- JONES, Eric L. (1968). «Agricultural Origins of Industry», *Past and Present*, 40 (juillet): 58-71.
- KELLENBENZ, Hermann (1963). «Industries rurales en Occident de la fin du Moyen Age au XVIII^e siècle», *Annales. Économies. Sociétés. Civilisations*, 18, 5 (septembre-octobre): 833-882.
- KESTEMAN, Jean-Pierre (1985). *Une bourgeoisie et son espace: industrialisation et développement du capitalisme dans le district de Saint-François (Québec), 1823-1879*. Thèse de doctorat, Université du Québec à Montréal.
- KULCZYKOWSKI, Mariusz (1990). «Proto-industrialisation et désindustrialisation - dilemmes de recherche. La Galicie du XVIII^e siècle à 1918», *Revue du nord*, LXXII, 285 (avril-juin): 193-206.
- LABELLE, Ronald (1979). *Tanneurs et tanneries du Bas-Saint-Laurent (1900-1930)*. Ottawa, Musée national de l'Homme, vi-136 p.
- LACHANCE, François (1994). «La pratique des métiers de la construction en Mauricie: forme d'organisation et rapport campagne-ville», *Bulletin du Regroupement des chercheurs-chercheuses en histoire des travailleurs et travailleuses du Québec*, 20, 2 (été): 7-10.
- LANGTON, John (1984). «The Industrial Revolution and the Regional Geography of England», *Transactions Institute of British Geographers*, 9: 145-167.
- LANTHIER, Pierre (1994). «The SME and the Second Industrialization: The St. Maurice Valley (Canada) from 1870 to 1950», M. SIEGENSTHALER et M. MÜLLER (dir.), *Structure and Strategy of Small and Middle-Sized Enterprise since the Industrial Revolution*, Stuttgart, Franz Steiner Verlag: 89-105.
- LEWIS, Gwynne (1994). «Proto-industrialization in France», *The Economic History Review*, XLVII, 1 (février): 15-164.
- MARCIL, Eileen (1983). *Les tonneliers du Québec*. Ottawa, Musée national de l'Homme, 128 p.
- MCCANN, L.D. (1988). «“Living a double life”: Town and Country in the Industrialization of the Maritimes», Douglas DAY (ed.), *Geographical Perspectives on the Maritime Provinces*, Halifax, Saint Mary's University: 93-113.
- MENDELS, Franklin F. (1984). «Des industries rurales à la protoindustrialisation: historique d'un changement de perspective», *Annales. Économies. Sociétés. Civilisations*, 39, 5 (septembre-octobre): 977-1 008.
- MENDELS, Franklin F. (1981). «Les temps de l'industrie et les temps de l'agriculture. Logique d'une analyse régionale de la proto-industrialisation», *Revue du nord*, LXIII, 248 (janvier-mars): 21-33.

- MENDELS, Franklin F. (1972). «Proto-industrialization: The First Phase of the Industrialization Process», *The Journal of Economic History*, XXXII, 1 (mars): 241-261.
- MENDELS, Franklin F. (1971). «Industrialization and Population Pressure in Eighteenth-Century Flanders», *The Journal of Economic History*, XXXI, 1 (mars): 269-271.
- MENDRAS, Henri (1983). «La prise en compte en milieu rural du fait industriel et de ses implications», *Science, technique et industrie. Un patrimoine, des perspectives*, Paris, La Documentation française: 35-42.
- MILLER, Harry (1980). «Potash from Wood Ashes: Frontier Technology in Canada and the United States», *Technology and Culture*, 21, 2 (avril): 187-208.
- NOËL, Françoise (1985). «Chambly Mills, 1784-1815», *Historical Papers/Communications historiques*: 102-116.
- O'BRIEN, Anthony Patrick (1988). «Factory Size, Economies of Scale, and the Great Merger Wave of 1898-1902», *The Journal of Economic History*, XLVIII, 3 (septembre): 639-649.
- O'BRIEN, Patrick K (1986). «Do We Have a Typology for the Study of European Industrialization in the XIXth Century?», *Journal of European Economic History*, 15, 2 (automne): 291-333.
- O'BRIEN, Patrick K. et Caglar KEYDER (1979). «Les voies de passage vers la société industrielle en Grande-Bretagne et en France (1780-1914)», *Annales. Économies. Sociétés. Civilisations*, 34, 6 (novembre-décembre): 1 284-1 303.
- PAQUET, Gilles (1986). «Entrepreneurship canadien-français: mythes et réalités» *Mémoires de la Société royale du Canada*, cinquième série, Tome I: 151-178.
- PATRIARCA, Silvana (1983). «La première industrialisation au Piémont et dans l'est de la Belgique», *Cahiers de Clio*, 74: 22-30.
- PHILIPPE, Robert (1982). «Les premiers moulins à vent», *Annales de Normandie*, 32, 2 (juin): 99-120.
- QUATAERT, Jean H. (1988). «A New View of Industrialization: "Protoindustry" or the Role of Small-Scale, Labour-Intensive Manufacture in the Capitalist Environment», *International Labour and Working-Class History*, 33 (printemps): 3-22.
- SABEL, Charles et Jonathan ZEITLIN (1985). «Historical Alternatives to Mass Production: Politics, Markets and Technology in Nineteenth-Century Industrialization», *Past and Present*, 108 (août): 133-176.
- SAMUEL, Raphael (1977). «Workshop of the World: Steam Power and Hand Technology in Mid-Victorian Britain», *History Workshop*, 3 (printemps): 6-72.

- SAMSON, Roch (1986). «Une industrie avant l'industrialisation: le cas des Forges du Saint-Maurice», *Anthropologie et Sociétés*, 10, 1: 85-107.
- SCHREMMER, Eckart (1981). «Proto-Industrialization: a Step towards Industrialization?», *The Journal of European Economic History*, 10: 653-670.
- SCHULZE, David (1984). «Rural Manufacture in Lower Canada: Understanding Seigneurial Privilege and the Transition in the Countryside», *Alternate Routes: A Critical Review*, 7: 134-167.
- SÉE, Henri (1923). «Les origines de l'industrie capitaliste en France à la fin de l'ancien régime», *Revue historique*, 48, 144 (septembre-décembre): 187-200.
- SIGAUT, François (1986). «Moulins, industrie et société», *Culture technique*, 16 (juillet): 215-223.
- SLACK, Brian, Lourdes MEANA, Martha LANGFORD et Patricia THORNTON (1994). «Mapping the Changes: The Spatial Development of Industrial Montreal, 1861-1929», *Urban History Review/Revue d'histoire urbaine*, XXII, 2 (mai): 97-112.
- SOKOLOFF, Kenneth L. (1984). «Was the Transition from the Artisanal Shop to the Nonmechanized Factory Associated with Gains in Efficiency? Evidence from the U.S. Manufacturing Censuses of 1820 and 1850», *Explorations in Economic History*, 21, 4 (octobre): 351-382.
- STOSKOPF, Nicolas (1987). *La petite industrie dans le Bas-Rhin, 1810-1870*. Strasbourg, Éditions Oberlin, 273 p.
- THIRSK, Joan (1961). «Industries in the Countryside», F.J. FISHER (ed.), *Essays in the Economic and Social History of Tudor and Stuart England*, Cambridge, Cambridge University Press: 70-88.
- TILLY, Charles (1983). «Flows of Capital and Forms of Industry in Europe, 1500-1900», *Theory and Society*, 12, 2 (février): 123-142.
- VERLEY, Patrick (1991). «La révolution industrielle anglaise: une révision», *Annales. Économies. Sociétés. Civilisations*, 46, 3 (mai-juin): 735-755.
- VERLEY, Patrick (1985). *La révolution industrielle, 1760-1870*. Paris, MA Éditions, 270 p.
- WEIL, François (1995). «Capitalisme et industrialisation en Nouvelle-Angleterre, 1815-1845», *Annales. Histoire, Sciences Sociales*, 50, 1 (janvier-février): 29-52.
- WORONOFF, Denis (1986). «Proto-industrialisation», André BURGUIÈRE (dir.), *Dictionnaire des sciences historiques*, Paris, Presses Universitaires de France: 548-549.
- WRIGLEY, E.A (1973). «Le processus de modernisation et la révolution industrielle en Angleterre», *Annales. Économies. Sociétés. Civilisations*, 28, 2 (mars-avril): 519-540.

WYLIE, William N.T (1990). «The Blacksmith in Upper Canada, 1784-1850: A Study of Technology, Culture and Power», *Canadian Papers in Rural History*, vol. VII: 17-215.

ZEITLIN, Jonathan (1985). «Les voies multiples de l'industrialisation», *Le Mouvement social*, 133 (octobre-décembre): 25-33.

LE MONDE VILLAGEOIS ET LA SOCIÉTÉ RURALE

AYMARD, Maurice (1983). «Autoconsommation et marchés: Chayanov, Labrousse ou Le Roy Ladurie», *Annales. Économies. Sociétés. Civilisations*, 38, 6 (novembre-décembre): 1 392-1 410.

BARRON, Hal S. (1986). «Rediscovering the Majority: The New Rural History of the Nineteenth-Century North», *Historical Methods*, 19, 4 (automne): 141-152.

BARRON, Hal S. (1985). «Staying Down on the Farm. Social Processes of Settled Rural Life in the Nineteenth-Century North», Steven HAHN et Jonathan PRUDE (ed.), *The Countryside in the Age of Capitalist Transformation. Essays in the Social History of Rural America*, Chapel Hill et London, The University of North Carolina Press: 327-343.

BITTERMANN, Rusty, Robert A. MACKINNON et Graeme WYNN (1993). «Of Inequality and Interdependence in the Nova Scotian Countryside, 1850-1870», *The Canadian Historical Review*, LXXIV, 1 (mars): 1-43.

BOUCHARD, Gérard (1997). «L'«habitant canadien-français», version saguenayenne: un caillou dans l'identité québécoise. À propos de *Quelques arpents d'Amérique*», *Bulletin d'histoire politique*, 5, 3 (été): 9-23.

BOUCHARD, Gérard (1996). *Quelques arpents d'Amérique. Population, économie, famille au Saguenay, 1838-1971*. Montréal, Boréal, 635 p.

BOUCHARD, Gérard (1994). «Trois chemins de l'agriculture au marché. Capitalisme, proto-industrialisation, co-intégration. Réflexion à partir de l'exemple du Saguenay (Québec)», *Histoire et Sociétés Rurales*, 2: 69-90.

BOUCHARD, Gérard (1988). «Co-intégration et reproduction de la société rurale. Pour un modèle saguenayen de la marginalité», *Recherches sociographiques*, XXIX, 2-3 (avril-décembre): 283-310.

BOUCHARD, Gérard (1986). «La dynamique communautaire et l'évolution des sociétés rurales québécoises au 19^e et 20^e siècles. Construction d'un modèle», *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 40, 1 (été): 51-71.

BLUMIN, Stuart M. (1983). «When Villages Become Towns. The Historical Contexts of Town Formation», Derek FRASER et Anthony SUTCLIFFE (ed.), *The Pursuit of Urban History*, London, Edward Arnold: 54-68.

- BOILEAU, Gilles (1980). «Réflexion sur les villages du Québec», *Forces*, 53 (4^e trimestre): 5-17.
- CLARK, Christopher (1979). «Household Economy, Market Exchange and the Rise of Capitalism in the Connecticut Valley, 1800-1860», *Journal of Social History*, 13, 2 (hiver): 169-189.
- COLLOMP, Alain (1989). «Le paysan de Haute-Provence au XVIII^e siècle et dans la première moitié du XIX^e siècle», *Le paysan*, Paris, Éditions Christian: 27-47.
- COURVILLE, Serge (1991). «Identité et harmonie: la ruralité québécoise», Bernard VACHON (dir.), *Le Québec rural dans tous ses états*, Montréal, Boréal: 39-54.
- COURVILLE, Serge (1991). «La seigneurie canadienne à l'époque de Durham: éléments d'une problématique», *Annali Accademici Canadesi*, 7: 51-79.
- COURVILLE, Serge (1990). *Entre ville et campagne. L'essor du village dans les seigneuries du Bas-Canada*, Québec, Les Presses de l'Université Laval, xii-335 p.
- COURVILLE, Serge (1987). «Croissance villageoise et industries rurales dans les seigneuries du Québec (1815-1851)», François LEBRUN et Normand SÉGUIN (dir.), *Sociétés villageoises et rapports villes-campagnes au Québec et dans la France de l'Ouest, XVII^e-XX^e siècles*, Trois-Rivières, Université du Québec à Trois-Rivières et Presses Universitaires de Rennes 2: 205-219.
- COURVILLE, Serge (1987). «Un monde rural en mutation: le Bas-Canada dans la première moitié du XIX^e siècle», *Histoire sociale/Social History*, XX, 40 (novembre): 237-258.
- COURVILLE, Serge (1986). «L'habitant canadien dans la première moitié du XIX^e siècle: survie ou survivance?», *Recherches sociographiques*, XXVII, 2 : 177-193.
- COURVILLE, Serge (1986). «Villages and Agriculture in the Seigneuries of Lower Canada: Conditions of a Comprehensive Study of Rural Quebec in the First Half of the Nineteenth Century», D.H. AKENSON (dir.), *Canadian Papers in Rural History*, vol. V, Gananoque, Langdale Press: 121-149.
- COURVILLE, Serge (1985). «Le Saint-Laurent des uns... Le Saint-Laurent des autres...», *Cahiers de géographie du Québec*, 29, 76 (avril): 119-125.
- COURVILLE, Serge (1985). «Minorités ethniques et recherches d'appartenance: propos d'étape sur la présence étrangère dans le village québécois des années 1830», *Provence historique*, XXXV, 142 (octobre-décembre): 377-400.
- COURVILLE, Serge (1984). «Esquisse du développement villageois au Québec: le cas de l'aire seigneuriale entre 1760 et 1854», *Cahiers de géographie du Québec*, 28, 73-74 (avril-septembre): 9-46.

- COURVILLE, Serge et Normand SÉGUIN (1989). *Le monde rural québécois au XIX^e siècle*. Ottawa, La Société historique du Canada, 29 p.
- COURVILLE, Serge et Normand SÉGUIN (1996). *Le coût du sol au Québec. Deux études de géographie historique*. Sainte-Foy, Les Presses de l'Université Laval, x-184 p.
- CRAIG, Béatrice (1990). «Pour une approche comparative de l'étude des sociétés rurales nord-américaines», *Histoire sociale/Social History*, XXIII, 46 (novembre): 249-270.
- CREW, David (1989). «“Why Can't a Peasant Be More Like a Worker?”: Social Historians and German Peasants», *Journal of Social History*, 22, 3 (printemps): 531-539.
- CROCHETIÈRE, Jacques (1986). *La dynamique comparée de deux villages québécois: les cas de Saint-Pierre-les-Becquets (1825-1871) et Manseau (1895-1912)*. Mémoire de maîtrise (Histoire), Université Laval, xv-170 p.
- DANBOM, David B. (1995). *Born in the Country. A History of Rural America*. Baltimore et Londres, The John Hopkins University Press, xii-306 p.
- DÉSERT, Gabriel (1995). «Les éléments structurants de l'espace rural Bas-Normand - première moitié du XIX^e siècle», Serge COURVILLE et Normand SÉGUIN (dir.), *Espace et culture/Space and Culture*, Sainte-Foy, Les Presses de l'Université Laval: 295-304.
- DESSUREAULT, Christian (1989). «Crise ou modernisation. La société maskoutaine durant le premier tiers du XIX^e siècle», *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 42, 3 (hiver): 359-387.
- FALARDEAU, Jean-Charles et Philippe GARIGUE (1968). *Léon Gérin et l'habitant de Saint-Justin*. Montréal, Les Presses de l'Université de Montréal, 181 p.
- HAHN, Steven et Jonathan PRUDE (1985). «Introduction», Steven HAHN et Jonathan PRUDE (ed.), *The Countryside in the Age of Capitalist Transformation. Essays in the Social History of Rural America*, Chapel Hill et London, The University of North Carolina Press: 3-21.
- HARDY, René et Benoît GAUTHIER (1989). *La sidérurgie en Mauricie au 19^e siècle: les villages industriels et leurs populations*. Trois-Rivières, Centre de recherche en études québécoises, viii-172 p.
- HARDY, René, Pierre LANTHIER et Normand SÉGUIN (1987). «Les industries rurales et l'extension du réseau villageois dans la Mauricie pré-industrielle: l'exemple du comté de Champlain durant la seconde moitié du 19^e siècle», François LEBRUN et Normand SÉGUIN (dir.), *Sociétés villageoises et rapports villes-campagnes au Québec et dans la France de l'Ouest, XVII^e-XX^e siècles*, Trois-Rivières, Université du Québec à Trois-Rivières et Presses Universitaires de Rennes 2: 239-253.

- HARDY, René, Jean ROY et Normand SÉGUIN (1982). «Une recherche en cours: le monde rural mauricien au 19^e siècle», *Cahiers de géographie du Québec*, 26, 67 (avril): 145-154.
- HENRETTA, James A. (1978). «Families and Farms: Mentalité in Pre-Industrial America», *The William and Mary Quarterly*, XXXV, 1 (janvier): 3-32.
- KULIKOFF, Allan (1989). «The Transition to Capitalism in Rural America», *The William and Mary Quarterly*, XLVI, 1 (janvier): 120-144.
- LARKIN, Jack (1982). «The View from New England: Notes on Everyday Life in Rural America to 1850», *American Quarterly*, 34, 3: 244-261.
- LEMON, James T. (1980). «Early America and their Social Environment», *Journal of Historical Geography*, 6, 2 (avril): 115-131.
- MICHEL, Louis (1980). «Le livre de compte (1784-1792) de Gaspard Massue, marchand à Varennes», *Histoire sociale/Social History*, XIII, 26 (novembre): 369-398.
- MICHEL, Louis (1979). «Un marchand rural en Nouvelle-France. François-Augustin Bailly de Messein, 1709-1771», *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 33, 2 (septembre): 215-262.
- NOBLES, Gregory (1988). «Capitalism in the Countryside: The Transformation of Rural Society in the United States», *Radical History Review*, 41: 163-176.
- PARKER, W.H. (1968). «The Towns of Lower Canada in the 1830s», R.P. BECKINSALE et J.M. HOUSTON (ed.), *Urbanization and its Problems. Essays in Honour of E.W. Gilbert*, Oxford, Basil Blackwell: 391-425.
- PURVIS, Thomas (1986). «Economic Diversification and Labour Utilization Among the Rural Elite of the British Mid-Atlantic Colonies: A Case Study from the Delaware Valley», *Histoire sociale/Social History*, XIX, 37 (mai): 57-71.
- RAMBAUD, Placide (1971). «Sociologie du village», Henri DESROCHE et Placide RAMBAUD (dir.), *Villages en développement. Contribution à une sociologie villageoise*, Paris, Mouton: 13-33.
- RINAUDO, Yves (1987). «Un travail en plus: les paysans d'un métier à l'autre (vers 1830-vers 1950)», *Annales. Économies. Sociétés. Civilisations*, 42, 2 (mars-avril): 283-302.
- ROBERT, Jean-Claude (1984). «Aperçu sur les structures socio-professionnelles des villages de la région nord de Montréal durant la première moitié du XIX^e siècle», *Cahiers de Géographie du Québec*, 28, 73-74 (avril-septembre): 63-72.
- ROBERT, Jean-Claude (1972). «Un seigneur entrepreneur, Barthélemy Joliette et la formation du village d'industrie (Joliette), 1822-1850», *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 26, 3 (décembre): 375-395.

- ROESSINGH, H.K. (1970). «Village and Hamlet in a Sandy Region of the Netherlands in the Middle of the 18th Century», *Acta Historiae Neerlandica*, 4: 105-129.
- ROTHENBERG, Winifred Barr (1992). *From Market-Places to a Market Economy. The Transformation of Rural Massachusetts, 1750-1850*. Chicago et Londres, The University of Chicago Press, xiv-275 p.
- SALÉE, Daniel (1991). «Seigneurial Landownership and the Transition to Capitalism in Nineteenth-Century Quebec», *Québec Studies*, 12 (printemps-été): 21-32.
- SAMSON, Daniel (1994). «Situating the Rural in Atlantic Canada», Daniel SAMSON (ed.), *Contested Countryside: Rural Workers and Modern Society in Atlantic Canada, 1800-1950*, Fredericton, Acadiensis Press: 1-33.
- SANDWELL, R.W. (1994). «Rural Reconstruction. Towards a New Synthesis in Canadian History», *Histoire sociale/Social History*, XXVII, 53 (mai): 1-32.
- SÉGUIN, Normand (1992). «Paysans et monde forestier: nouvelles réflexions sur le monde rural québécois au XIX^e siècle», *Recueil d'études offert à Gabriel Désert*, Caen, Musée de Normandie: 177-187.
- SÉGUIN, Normand (1977). *La conquête du sol au 19^e siècle*. Sillery, Boréal Express, 295 p.
- SÉGUIN, Normand et Françoise-Eugénie PETIT (1986). «La marginalité rurale au Québec et en France, XIX^e et XX^e siècle», Joseph GOY et Jean-Pierre WALLOT (dir.), *Évolution et éclatement du monde rural. Structures, fonctionnement et évolution différentielle des sociétés rurales françaises et québécoises, XVII^e-XX^e siècles*, Paris et Montréal, Editions de l'École des Hautes Études en Sciences Sociales et Les Presses de l'Université de Montréal, 1986: 259-274.
- SWEENEY, Robert (1990). «Paysan et ouvrier: du féodalisme laurentien au capitalisme québécois», *Sociologie et sociétés*, XXII, 1 (avril): 143-161.
- SWIERENGA, Robert P. (1983). «Agriculture and Rural Life: The New Rural History», James B. GARDNER et George Rollie ADAMS (ed.), *Ordinary People and Everyday Life. Perspectives on the New Social History*, Nashville, The American Association for State and Local History: 91-113.
- SWIERENGA, Robert P. (1982). «Theoretical Perspectives on the New Rural History: From Environmentalism to Modernization», *Agricultural History*, 56, 3 (juillet): 495-502.
- SWIERENGA, Robert P. (1981). «The New Rural History: Defining the Parameters», *Great Plains Quarterly*, 1, 4 (automne): 211-223.
- VERDON, Michel et Louis ROY (1994). «Les grandes fresques dichotomiques de l'histoire rurale québécoise. Une perspective anthropologique», *Anthropologie et sociétés*, 18, 2: 145-172.

- WALLOT, Jean-Pierre (1979). «L'impact du marché sur les campagnes canadiennes au début du XIX^e siècle», *Société rurale dans la France de l'Ouest et au Québec (XVII^e-XX^e siècle)*, Montréal et Paris, Université de Montréal et École des Hautes Études en Sciences Sociales: 226-250.
- WIDDIS, Randy William (1991). «Belleville and Environs: Continuity, Change and the Integration of Town and Country During the 19th Century», *Urban History Review/Revue d'histoire urbaine*, XIX, 3 (février): 181-208.
- WOOD, J.S. (1984). «Elaboration of a Settlement System: The New England Village in the Federal Period», *Journal of Historical Geography*, 10, 4 (octobre): 331-356.

L'ESPACE SAINT-PIERRAIS

- ALLARD, Marcel (1983). «Les chemins de fer dans la région de Nicolet: 1850 à nos jours», *Les Cahiers Nicolétains*, 5, 4 (décembre): 144-201.
- COURVILLE, Serge, Jean-Claude ROBERT et Normand SÉGUIN (1988). «La vie de relation dans l'axe laurentien au XIX^e siècle: l'exemple du lac Saint-Pierre», *Annales de Bretagne et des pays de l'Ouest*, 95, 4: 347-359.
- DE KONINCK, Rodolphe (1970). *Les Cent-Iles du lac Saint-Pierre*. Québec, Les Presses de l'Université Laval, x-125 p.
- DE KONINCK, Rodolphe et Jean LANGEVIN (1974). «La pérennité des peuplements insulaires laurentiens: le cas de l'Île Saint-Ignace et de l'Île Dupas», *Cahiers de géographie du Québec*, 18, 44 (septembre): 317-336.
- DE KONINCK, Rodolphe et Joseph-A. SOLTÉSZ (1973). «Géographie, culture et langage aux Cent-Iles du lac Saint-Pierre: les bases d'une étude», *The Canadian Geographer/Le géographe canadien*, XVII, 3 (automne): 220-234.
- DE KONINCK, Rodolphe, Anne M. TURCOT et Andrée G. ZUBRZYCKI (1973). «Les pâturages communaux du lac Saint-Pierre: de leur histoire et de leur actualité», *Cahiers de géographie du Québec*, 17, 41 (septembre): 317-329.
- GAMELIN, Alain (1983). *La Compagnie des moulins à vapeur de Pierreville, 1866-1906*. Drummondville, La Société historique du centre du Québec, 84 p.
- GAMELIN, Alain, René HARDY, Jean ROY, Normand SÉGUIN et Guy TOUPIN (1984). *Trois-Rivières Illustrée*. Trois-Rivières, La Corporation des fêtes du 350^e anniversaire, 228 p.
- HAMELIN, Louis-Edmond (1969). «Évolution rurale et choronymie à Saint-Didace de Maskinongé, Québec, Canada», *Cahiers de géographie du Québec*, 15, 28 (avril): 55-76.
- LAROSE, Christine (1994). *Relations des riverains avec le lac Saint-Pierre, 1825-1871*. mémoire de maîtrise (histoire), Université du Québec à Montréal, xi-146 p.

- LÉTOURNEAU, Firmin (1946). *Le comté de Nicolet. Enquête économique et sociale*. Montréal, Fides, 200 p.
- MILOT, Maurice (1983). «Les Forges de Saint-Pie-de-Guire, 1868-1881», *Les Cahiers Nicolétains*, 5, 3 (septembre): 82-139.
- MORNEAU, Jocelyn (1995). «Aspects de la vie de relation de deux entités de la région du lac Saint-Pierre au XIX^e siècle: Berthierville et Louiseville», Serge COURVILLE et Normand SÉGUIN (dir.), *Espace et culture/Space and Culture*, Sainte-Foy, Les Presses de l'Université Laval: 319-329.
- MORNEAU, Jocelyn (1992). «Le rôle du fleuve dans l'économie du lac Saint-Pierre au XIX^e siècle», Serge COURVILLE, Jean-Claude ROBERT et Normand SÉGUIN (dir.), *Le pays laurentien au XIX^e siècle*, Québec, Montréal, Trois-Rivières, Université Laval, Université du Québec à Montréal et Université du Québec à Trois-Rivières: 37-58.
- MORNEAU, Jocelyn (1990). «Caron, Edouard», *Dictionnaire biographique du Canada*, vol. XII: *de 1891 à 1900*, Québec, Les Presses de l'Université Laval: 173-174.
- MORNEAU, Jocelyn (1990). Louiseville en Mauricie au XIX^e siècle: la croissance d'une aire villageoise», *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 44, 2 (automne): 223-241.
- MORNEAU, Jocelyn (1988). *Industries rurales, agriculture et monde villageois: le cas de Saint-Antoine-de-la-Rivière-du-Loup, 1831-1900*. mémoire de maîtrise (études québécoises), Université du Québec à Trois-Rivières, viii-143 p.
- SOLTÉSZ, Joseph-A. et Rodolphe DE KONINCK (1973). «Les transports aux Cent-Iles du lac Saint-Pierre: l'équilibre ou l'éclatement d'un pays», *Cahiers de géographie du Québec*, 17, 42 (décembre): 449-464.

LES MONOGRAPHIES PAROISSIALES

- AUBIN, Florian (1981). *La paroisse de Saint-Cuthbert. Histoire et album souvenir, 1765-1980*. Saint-Cuthbert, Comité du livre de Saint-Cuthbert, 2 tomes: 824 p. et 680 p.
- AUBIN, Florian (1977). *Histoire de Saint-Barthélemy, 1827-1977*. Berthier, Comité des fêtes du 150^e, 208 p.
- BELLEMARE, Joseph-Elzéar (1924). *Histoire de Nicolet, 1669-1924*. Première partie: *La seigneurie*. Arthabaska, Imprimerie d'Arthabaska Inc., 410 p.
- BELLEMARE, Joseph-Elzéar (1911). *Histoire de la Baie-Saint-Antoine dite Baie-du-Febvre, 1683-1911*. Montréal, Imprimerie La Patrie, xxiv-681 p.
- BERGERON, Arthur (1960). *Pierreville, 1853-1953. Un siècle de vie paroissiale et l'aurore du suivant*. Pierreville, Comité du centenaire, 254 p.
- BERNALCHEZ, Gérard et al. (1977). *Yamaska, 1727-1977*. Hull, [s.n.], 239 p.

- BRISSETTE, Emmanuel (1877). *Pointe-du-Lac: au pays des Tonnancour*. Trois-Rivières, Imprimerie St-Joseph, 152 p.
- CASAUBON, Jacques (1982). *L'histoire de la paroisse Saint-Joseph de Maskinongé*. Maskinongé, Comité du livre Histoire de Maskinongé, 547 p.
- CHARLAND, Thomas-M (1942). *Histoire de Saint-François-du-Lac*. Ottawa, Collège Dominicain, 342 p.
- CÔTÉ, Jean-Luc (1987). *Pierreville retrouvé en photos, avec un bref regard sur Saint-François-du-Lac, la Baie-du-Febvre, Odanak et Notre-Dame-de-Pierreville*. [s.l.], Société historique de la région de Pierreville, 211 p.
- COUILLARD DESPRÉS, A (1980). *Histoire de Sorel de ses origines à nos jours*. Sorel, Les Éditions Beaudry & Frappier, 343 p.
- DESCHÊNES, Hélène (1987). *Souvenances de notre coin de pays. Ste-Ursule, 1836-1986*. Sainte-Ursule, Comité des fêtes du 150e, 377 p.
- DUGAS, Alphonse-Charles et J. Hector GEOFFROY (1984). *Histoire de Sainte-Elizabeth*. Joliette, Édition privée, 250 p.
- EMERY, Isabelle et Christiane RAINVILLE (1983). *Faits et images de Saint-Félix-de-Valois*. [s.l., s.n.], 616 p.
- GRAVEL, Olivar (1980). *Histoire de Saint-Joseph-de-Sorel et de Tracy, 1875-1975*. Hull, [s.n.], 477 p.
- KITTSOON, Arthur (1953). *"Berthier". Hier et aujourd'hui/Yesterday & To-Day*. Berthierville, Imprimerie Bernard, 102 p.
- LAGRAVE, François de (1988). *Pointe-du-Lac, 1738-1988*. Pointe-du-Lac, Édition du 250^e anniversaire, 753 p.
- LAMY, D. (1904). *Brève notice sur Sainte-Anne-d'Yamachiche*. Montréal, [s.n.], 14 p.
- LESAGE, Germain (1961). *Histoire de Louiseville, 1665-1960*. Louiseville, Presbytère de Louiseville, 450 p.
- MOREAU, Stanislas-Albert (1889). *Précis de l'histoire de la seigneurie, de la paroisse, et du comté de Berthier, P.Q., (Canada)*. Berthier, [s.n.], 118 p.
- PELLERIN, J.-Alcide (1980). *Yamachiche et son histoire, 1672-1978*. Trois-Rivières, Éditions du Bien public, 789 p.
- PLOURDE, Amanda (1916). *Notes historiques sur la paroisse de Saint-Léon-le-Grand*. Trois-Rivières, Éditions du Bien public, 91 p.
- Sans auteur (1984). *À propos de Saint-Boniface de Shawinigan, 1859-1984*. [s.l., s.n.], 376 p.

Sans auteur (1984). *Histoire du fief et de la paroisse de St-Etienne-des-Grès depuis 1673*. Saint-Etienne-des-Grès, Société d'histoire de St-Etienne-des-Grès, 399 p.

Sans auteur (1950). *Notes historiques sur Saint-Paulin*. [s.l., s.n.].

AUTRES ÉTUDES

BERGERON, Yves (1994). «Le XIX^e siècle et l'âge d'or des marchés publics au Québec», *Revue d'études canadiennes/Journal of Canadian Studies*, 29, 1 (printemps): 11-36.

BERGERON, Yves (1993). *Les places et halles de marché au Québec*. Québec, Les Publications du Québec, 56 p.

BERGERON, Yves (1992). «Les premières places de marché au Québec», *Material History Review/Revue d'histoire de la culture matérielle*, 35 (printemps): 21-34.

BERNARD, Jean-Paul, Paul-André LINTEAU et Jean-Claude ROBERT (1976). «La structure professionnelle de Montréal en 1825», *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 30, 3 (décembre): 383-415.

CHASE, Jeanne (1988). «L'organisation de l'espace économique dans le nord-est des États-Unis après la guerre d'Indépendance», *Annales. Économies. Sociétés. Civilisations*, 43, 4 (juillet-août): 997-1 020.

CHIVA, Isac (1980). «Les places marchandes et le monde rural», *Études rurales*, 78-80 (avril-décembre): 7-13.

CLAVERIE, Jean-Claude (1973). «Les cadres spatiaux de la vie de relation dans le sud-ouest de la France durant la première moitié du XIX^e siècle», *Revue de Géographie de l'Est*, XIII, 3: 335-351.

CLEMENS, Russell J. (1978). «The Development of a Market Economy: Bates County, Missouri, 1875-1890», *Bulletin of the Missouri Historical Society*, 35 (octobre): 28-35.

CORLEY, Nora (1967). «The St. Lawrence Ship Channel, 1805-1865», *Cahiers de géographie du Québec*, 11, 23 (septembre): 277-306.

COURVILLE, Serge (1985). «Le développement québécois: de l'ère pionnière aux conquêtes postindustrielles», *Le Québec Statistique, Édition 1985-1986*, Québec, Les Publications du Québec: 37-55.

COURVILLE, Serge (1993). «De l'écart entre les faits de croissance et les représentations collectives: l'exemple du Québec», Gérard BOUCHARD (dir.), avec la collab. de Serge COURVILLE, *La construction d'une culture. Le Québec et l'Amérique française*, Sainte-Foy, Les Presses de l'Université Laval: 75-92.

- COURVILLE, Serge, Jean-Claude ROBERT et Nomand SÉGUIN (1993). «Un nouveau regard sur le XIX^e siècle québécois: l'axe laurentien comme espace central», *Interface* (janvier-février): 23-31.
- COURVILLE, Serge, Jean-Claude ROBERT et Nomand SÉGUIN (1992). *Le pays laurentien au XIX^e siècle*, Québec, Montréal, Trois-Rivières, Université Laval, Université du Québec à Montréal, Université du Québec à Trois-Rivières, 334 p.
- COURVILLE, Serge, Jean-Claude ROBERT et Nomand SÉGUIN (1990). «La vallée du Saint-Laurent à l'époque du rapport Durham: économie et société», *Revue d'études canadiennes/Journal of Canadian Studies*, 25, 1 (printemps): 78-95.
- COURVILLE, Serge, Jean-Claude ROBERT et Nomand SÉGUIN (1990). «Le Saint-Laurent, artère de vie: réseau routier et métiers de la navigation au XIX^e siècle», *Cahiers de géographie du Québec*, 34, 92 (septembre): 181-196.
- DICKINSON, John A. et Brian YOUNG (1991). «Periodization in Quebec History: A Reevaluation», *Québec Studies*, 12 (printemps-été): 1-10.
- DUBOURGEAT, Jean-Pierre (1989). «Une rivière et des hommes: aperçus sur les gens de l'Isère aux XVIII^e et XIX^e siècles», *La ville et le fleuve*, Paris, Éditions du C.T.H.S.: 253-272.
- DUBUC, Alfred (1967). «Montréal et les débuts de la navigation à vapeur sur le Saint-Laurent» *Revue d'histoire économique et sociale*, XLV, 1: 105-118.
- DUFOUR, Pierre (1981). «La construction navale à Québec, 1760-1825: sources inexplorées et nouvelles perspectives de recherches», *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 35, 2 (septembre): 231-251.
- DUFRESNE, Sylvie (1990). «Attractions, curiosités, carnaval d'hiver, expositions agricoles et industrielles: le loisir public à Montréal au XIX^e siècle, Jean-Rémi BRAULT (dir.), *Montréal au XIX^e siècle. Des gens, des idées, des arts, une ville*, Montréal, Leméac: 233-267.
- DUFRESNE, Sylvie (1984). «Fête et société: le carnaval d'hiver de Montréal (1883-1889)», Annette BLEAU et al., *Montréal, activités, habitants, quartiers*, Montréal, Fides: 139-188.
- GAGNON, Hervé (1993). «Des animaux, des hommes et des choses. Les expositions au Bas-Canada dans la première moitié du XIX^e siècle», *Histoire sociale/Social History*, XXVI, 52 (novembre): 291-327.
- GUILLET, Edwin C. (1956). *Pioneer Inns & Taverns. Vol. II: The Province of Quebec...*, Toronto, Ontario Publishing Company, xvi-336 p.
- FRANCK, Alain (1984). *Les goélettes à voiles du Saint-Laurent. Pratiques et coutumes du cabotage*. L'Islet-sur-mer, Musée maritime Bernier, 166 p.

- HAMELIN, Jean et Jean PROVENCHER (1967). «La vie de relation sur le Saint-Laurent, entre Québec et Montréal, au milieu du XVIII^e siècle», *Cahiers de géographie du Québec*, 11, 23 (septembre): 243-252.
- HARTMANN, Anne-Laure (1994). «Foire et marchés en Maine-et-Loire, 1789-1815», *Annales de Bretagne et des pays de l'Ouest*, 101, 2: 61-79.
- LAPERRIÈRE, Guy (1981). «Les lieux de pèlerinage au Québec. Une vue d'ensemble», Pierre BOGLIONI et Benoît LACROIX (dir.), *Les pèlerinages au Québec*, Québec, Les Presses de l'Université Laval: 29-64.
- LEPETIT, Bernard (1986). «Sur les dénivellations de l'espace économique en France, dans les années 1830», *Annales. Économies. Sociétés. Civilisations*, 41, 6 (novembre-décembre): 1 243-1 272.
- LINTEAU, Paul-André (1996). «L'histoire économique du Québec de la période 1867-1929. Tendances récentes», Yves ROBY et Nine VOISINE (dir.), *Érudition, humanisme et savoir. Actes du colloque en l'honneur de Jean Hamelin*, Sainte-Foy, Les Presses de l'Université Laval: 131-152.
- LINTEAU, Paul-André et Jean-Claude ROBERT (1985). «Montréal au 19^e siècle: bilan d'une recherche», *Urban History Review/Revue d'histoire urbaine*, XIII, 3 (février): 207-223.
- MARCO, Luc (1989). «Faillites et crises économiques en France au XIX^e siècle», *Annales. Économies. Sociétés. Civilisations*, 44, 2 (mars-avril): 355-378.
- MARGAIRAZ, Dominique (1986). «La formation du réseau des foires et des marchés: stratégies, pratiques et idéologies», *Annales. Économies. Sociétés. Civilisations*, 41, 6 (novembre-décembre): 1 215-1 242.
- MARTIN, Paul-Louis (1989). «Production de paysage et culture technique. L'emploi de la céramique architecturale au Québec, du XVII^e au XX^e siècle», *Anthropologie et sociétés*, 13, 2: 115-120.
- MCCALLA, Douglas et Peter GEORGE (1986). «Measurement, Myth, and Reality: Reflections on the Economic History of Nineteenth-Century Ontario», *Revue d'études canadiennes/Journal of Canadian Studies*, 21, 3 (automne): 71-86.
- MIGUÉ, Jean-Luc (1970). «Le nationalisme, l'unité nationale et la théorie économique de l'information», *The Canadian Journal of Economics/Revue canadienne d'économie*, III, 2 (mai): 183-198.
- MONTPETIT, Raymond (1979). «Loisir public et société à Montréal au XIX^e siècle», *Loisir et société/Society and Leisure*, II, 1 (avril): 101-126.
- MOSCOVITCH, Allan (1983). «Les sociétés de construction au Canada avant 1867: préliminaires à une analyse», *L'Actualité économique*, 59, 3 (septembre): 514-530.

- NORMAND, France (1997). *Naviguer le Saint-Laurent à la fin du XIX^e siècle. Une étude de la batellerie du port de Québec*. Sainte-Foy, Les Presses de l'Université Laval, 294 p.
- PAQUET, Gilles et Jean-Pierre WALLOT (1988). *Le Bas-Canada au tournant du XIX^e siècle: restructuration et modernisation*. Ottawa, La Société historique du Canada, 21 p.
- PATERSON, Donald G. et Ronald A. SHEARER (1989). «Terminating Building Societies in Quebec City, 1850-1864», *Business History Review*, 63 (été): 384-415.
- QUINN, Magella (1971). «Les capitaux français et le Québec, 1855-1900», *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 24, 4 (mars): 527-566.
- ROY, Jean (1985). «Les revenus des cures du diocèse de Nicolet, 1885-1904», *Société canadienne d'histoire de l'église catholique*, 52: 51-67.
- ROY, Jean et Daniel ROBERT (1984). «Les rapports annuels des curés et l'histoire des paroisses dans la seconde moitié du XIX^e siècle», *Archives*, 16, 1 (juin): 31-53.
- RUDIN, Ronald (1994). «La quête d'une société normale: critique de la réinterprétation de l'histoire du Québec», *Bulletin d'histoire politique*, 3, 2 (hiver): 9-42.
- RUDIN, Ronald (1988). *Banking en français. Les banques canadiennes-françaises de 1835 à 1925*. Montréal, Boréal, 247 p.
- RUDIN, Ronald (1982). «Montreal Banks and the Urban Development of Quebec, 1840-1914», Gilbert A. STELTER et Alan F.J. ARTIBISE (ed.), *Shaping the Urban Landscape. Aspects of the Canadian City-Building Process*, Ottawa, Carleton University Press: 65-83.
- SÉGUIN, Normand (1995). «La paroisse dans l'expérience historique québécoise», Jacques MATHIEU (dir.), *La mémoire dans la culture*, Sainte-Foy, Les Presses de l'Université Laval: 195-202.
- SWEENEY, Robert (1990). «Un passé en mutations: bilan et perspectives pour une histoire socio-économique de Montréal au XIX^e siècle», Jean-Rémi BRAULT (dir.), *Montréal au XIX^e siècle. Des gens, des idées, des arts, une ville*, Montréal, Leméac: 13-33.
- WALLERSTEIN, Immanuel (1988). «The Inventions of TimeSpace Realities: Towards an Understanding of our Historical Systems», *Geography*, 73, 321 (octobre): 289-297.

LES ANNEXES

LISTE DES ANNEXES

Annexe 2.1	Les occupants des localités de la région du lac Saint-Pierre, 1831-1891	451
Annexe 2.2	Le statut des occupants des localités de la région du lac Saint-Pierre, 1831-1891	456
Annexe 2.3	Les productions végétales des localités de la région du lac Saint-Pierre, 1831-1891	460
Annexe 2.4	Les productions animales des localités de la région du lac Saint-Pierre, 1831-1891	465
Annexe 2.5	Les machines agricoles dans les localités de la région du lac Saint-Pierre en 1844, 1851 et 1871	470
Annexe 2.6	Les fromageries et les beurreries dans les localités de la région du lac Saint-Pierre en 1892 et 1897	471
Annexe 2.7	Les productions de beurre et de fromage de ménage dans les localités de la région du lac Saint-Pierre, 1851-1891	472
Annexe 2.8	Les sociétés de fabrication de beurre et de fromage dans les comtés de la région du lac Saint-Pierre, 1883-1904	474
Annexe 3.1	Les équipements de production des localités de la région du lac Saint-Pierre, 1831-1871	476
Annexe 3.2	Les équipements de production de Trois-Rivières et de Sorel en 1871	486
Annexe 3.3	Les équipements de production des localités de la région du lac Saint-Pierre par grands secteurs, 1851-1871	488
Annexe 3.4	Les équipements de production actionnés par l'eau, la force animale, le vent et la vapeur dans les localités de la région du lac Saint-Pierre, 1851-1871	494
Annexe 3.5	Le nombre de mois d'activité des équipements de production des localités de la région du lac Saint-Pierre en 1871	496

Annexe 3.6	La valeur de production des équipements des localités de la région du lac Saint-Pierre en 1871	497
Annexe 3.7	Le classement des équipements de production selon leur valeur de production dans les comtés de la région du lac Saint-Pierre, 1881-1901	498
Annexe 3.8	Les équipements de production dans quelques villes de la région du lac Saint-Pierre, 1881-1901	503
Annexe 3.9	Les moulins dans la région du lac Saint-Pierre, 1881 et 1891	504
Annexe 5.1	Les navigants des localités riveraines du lac Saint-Pierre et de quelques paroisses des environs immédiats	505
Annexe 5.2	La construction navale dans la région du lac Saint-Pierre ...	507
Annexe 5.3	Les activités au port de Trois-Rivières	509
Annexe 5.4	La pêche dans la région du lac Saint-Pierre	511
Annexe 6.1	Liste des dossiers de faillite comportant une liste de créanciers relevés dans les archives de la cour supérieure du dernier tiers du XIX ^e siècle	514
Annexe 6.2	Les bilans de quelques fabricants et commerçants de la région du lac Saint-Pierre	522
Annexe 6.3	Le lieu de résidence des créanciers et les montants dus	528
Annexe 7.1	Les caractéristiques démographiques des chefs de famille des aires villageoises de Berthierville et de Louiseville	544
Annexe 7.2	L'âge des chefs de famille journaliers des aires villageoises de Berthierville et de Louiseville, 1851-1891	546
Annexe 7.3	La répartition des chefs de famille dans l'aire villageoise selon leurs secteurs d'activité, 1831-1891	547
Annexe 8.1	La diversité des activités de quelques entrepreneurs de Berthierville et de Louiseville	549
Annexe 8.2	Les charges ou fonctions des quelques entrepreneurs de Berthierville et de Louiseville	552

ANNEXE 2.1
Les occupants des localités de la région du lac Saint-Pierre, 1831-1891

Rive nord et les îles

année et paroisse	10 acres et moins nbre	de 11 à 50 acres nbre	%	de 51 à 100 acres nbre	%	de 101 à 200 acres nbre	%	plus de 200 acres nbre	%	total 11 acres et plus
<i>Pointe-du-Lac</i>										
1831										231
1844										204
1851	30	75	41,2	53	29,1	46	25,3	8	4,4	182
1861	7	79	38,7	78	38,2	38	18,6	9	4,4	204
1871	22	56	29,2	67	34,9	57	29,7	12	6,3	192
1881	34	59	29,4	68	33,8	66	32,8	8	4,0	201
1891	36	34	21,1	51	31,7	62	38,5	14	8,7	161
<i>Yamachiche</i>										
1831										650
1844										502
1851	116	99	29,9	158	47,7	25	7,6	49	14,8	331
1861	31	66	22,6	106	36,3	91	31,2	29	9,9	292
1871	15	44	16,9	78	29,9	100	38,3	39	14,9	261
1881	20	42	15,9	87	32,8	87	32,8	49	18,5	265
1891	145	59	22,7	98	37,7	80	30,8	23	8,9	260
<i>Rivière-du-Loup</i>										
1831										579
1844										403
1851	117	85	31,5	91	33,7	78	28,9	16	5,9	270
1861	35	62	24,6	86	34,1	88	34,9	16	6,4	252
1871	17	38	16,5	81	35,1	93	40,3	19	8,2	231
1881	85	53	23,8	72	32,3	78	35,0	20	9,0	223
1891	347	46	23,7	61	31,4	62	32,0	25	12,9	194
<i>Maskinongé</i>										
1831										526
1844										488
1851	117	94	27,9	146	43,3	88	26,1	9	2,7	337
1861	5	38	21,4	71	39,9	63	35,4	6	3,4	178
1871	18	48	24,6	86	44,1	55	28,2	6	3,1	195
1881	47	64	31,7	65	32,2	62	30,7	11	5,5	202
1891	95	56	27,3	57	27,8	76	37,1	16	7,8	205
<i>Saint-Barthélemy</i>										
1831										234
1844										259
1851	74	81	33,3	90	37,0	56	23,1	16	6,6	243
1861	53	70	28,5	94	38,2	66	26,8	16	6,5	246
1871	49	74	29,0	84	32,9	78	30,6	19	7,5	255
1881	34	72	26,4	92	33,7	88	32,2	21	7,7	273
1891	123	155	43,2	122	34,0	69	19,2	13	3,6	359
<i>Saint-Cuthbert</i>										
1831										440
1844										394
1851	58	112	36,0	98	31,5	77	24,8	24	7,7	311
1861	107	147	36,7	111	27,7	102	25,4	41	10,2	401
1871	65	90	26,0	111	32,1	110	31,8	35	10,1	346
1881	141	120	31,7	140	36,9	97	25,6	22	5,8	379
1891	181	80	23,3	107	31,1	121	35,2	36	10,5	344

ANNEXE 2.1 (suite)

année et paroisse	10 acres et moins nbre	de 11 à 50 acres		de 51 à 100 acres		de 101 à 200 acres		plus de 200 acres		total 11 acres et plus
		nbre	%	nbre	%	nbre	%	nbre	%	
<i>Berthier</i>										
1831										776
1844										882
1851	278	68	22,8	103	34,6	92	30,9	35	11,7	298
1861	68	44	19,4	65	28,6	82	36,1	36	15,9	227
1871	72	65	25,6	71	28,0	78	30,7	40	15,8	254
1881	86	70	30,0	59	25,3	75	32,2	29	12,5	233
1891	372	51	23,6	62	28,7	69	31,9	34	15,7	216
<i>Ile-Dupas</i>										
1831										146
1844										173
1851	26	26	24,5	41	38,7	32	30,2	7	6,6	106
1861	25	39	41,5	34	36,2	16	17,0	5	5,3	94
1871	26	31	33,0	27	28,7	25	26,6	11	11,7	94
1881	37	49	36,6	43	32,1	32	23,9	10	7,5	134
1891	68	46	35,9	37	28,9	33	25,8	12	9,4	128

Arrière-pays de la rive nord

année et paroisse	10 acres et moins nbre	de 11 à 50 acres		de 51 à 100 acres		de 101 à 200 acres		plus de 200 acres		total 11 acres et plus
		nbre	%	nbre	%	nbre	%	nbre	%	
<i>Saint-Etienne-des-Grès</i>										
1851						37	94,9	2	5,1	39
1861	2	158	68,7	55	23,9	12	5,2	5	2,2	230
1871	49	69	24,6	171	60,9	36	12,8	5	1,8	281
1881	19	118	42,8	85	30,8	54	19,6	19	6,9	276
1891	63	134	44,2	116	38,3	42	13,9	11	3,6	303
<i>Saint-Barnabé</i>										
1844										219
1851	12	54	18,1	72	24,1	143	47,8	30	10,0	299
1861	3	68	25,9	117	44,5	66	25,1	12	4,6	263
1871	26	33	14,7	100	44,6	62	27,7	29	13,0	224
1881	13	51	20,9	107	43,9	66	27,1	20	8,2	244
1891	84	45	17,7	146	57,3	60	23,5	4	1,6	255
<i>Saint-Sévère</i>										
1861	2	22	16,9	65	50,0	34	26,2	9	6,9	130
1871	7	14	12,4	47	41,6	35	31,0	17	15,0	113
1881	8	19	16,8	44	38,9	40	35,4	10	8,9	113
1891	39	16	13,1	49	40,2	47	38,5	10	8,2	122
<i>Saint-Boniface</i>										
1861	5	87	35,8	115	47,3	34	14,0	7	2,9	243
1871	10	21	12,2	74	43,0	64	37,2	13	7,6	172
1881	13	51	31,7	54	33,5	48	29,8	8	5,0	161
1891	49	56	31,1	81	45,0	32	17,8	11	6,1	180
<i>Saint-Elie</i>										
1871	3	25	31,7	33	41,8	16	20,1	5	6,3	79
1881	9	27	23,5	49	42,6	30	26,1	9	7,8	115
1891	13	20	18,7	44	41,1	24	22,4	19	17,8	107

ANNEXE 2.1 (suite)

année et paroisse	10 acres et moins nbre	de 11 à 50 acres		de 51 à 100 acres		de 101 à 200 acres		plus de 200 acres		total 11 acres et plus
		nbre	%	nbre	%	nbre	%	nbre	%	
<i>Saint-Paulin</i>										
1851	10	35	36,5	46	47,9	14	14,6	1		96
1861	17	41	31,5	58	44,6	25	19,2	6	4,6	130
1871	4	31	23,5	67	50,8	26	19,7	8	6,1	132
1881	4	42	30,0	48	34,3	38	27,1	12	8,6	140
1891	47	28	20,1	52	37,4	43	30,9	16	11,5	139
<i>Saint-Léon</i>										
1831										288
1844										376
1851	39	81	31,5	96	37,4	69	26,9	11	4,3	257
1861	18	46	19,2	95	39,6	80	33,3	19	7,9	240
1871	15	53	24,1	68	30,9	71	32,3	28	12,7	220
1881	22	41	21,8	72	38,3	54	28,7	21	11,2	188
1891	64	34	18,0	59	31,2	78	41,3	18	9,5	189
<i>Sainte-Ursule</i>										
1844										252
1851	26	80	31,5	115	45,3	51	20,1	8	3,2	254
1861	41	75	29,5	108	42,5	62	24,4	9	3,5	254
1871	14	54	19,4	118	42,5	79	28,4	27	9,7	278
1881	27	48	17,9	80	29,9	97	36,2	43	16,0	268
1891	60	53	19,2	82	29,7	102	37,0	39	14,1	276
<i>Saint-Justin</i>										
1861	36	29	15,3	70	37,0	84	44,4	6	3,2	189
1871	1	42	22,3	68	36,2	68	36,2	10	5,3	188
1881	33	50	25,5	65	33,2	75	38,3	6	3,1	196
1891	40	44	22,3	61	31,0	86	43,7	6	3,1	197
<i>Saint-Didace</i>										
1851	5	26	25,2	47	45,6	24	23,3	6	5,8	103
1861	17	67	29,5	108	47,6	42	18,5	10	4,4	227
1871	2	102	34,0	137	45,7	52	17,3	9	3,0	300
1881	27	85	29,3	120	41,4	67	23,1	18	6,2	290
1891	33	49	19,4	89	35,2	81	32,0	34	13,4	253
<i>Saint-Norbert</i>										
1851	16	22	19,6	51	45,5	31	27,7	8	7,1	112
1861	13	113	43,8	88	34,1	40	15,5	17	6,6	258
1871	25	26	15,3	59	34,7	54	31,8	31	18,2	170
1881	15	15	9,5	65	41,1	58	36,7	20	12,7	158
1891	66	22	11,6	84	44,2	69	36,3	15	7,9	190
<i>Saint-Félix-de-Valois</i>										
1844										270
1851	38	157	44,6	147	41,8	41	11,7	7	2,0	352
1861	50	90	40,0	101	44,9	30	13,3	4	1,8	225
1871	29	110	33,2	121	36,6	87	26,3	13	3,9	331
1881	23	106	35,2	124	41,2	62	20,6	9	3,0	301
1891	137	71	23,7	161	53,7	59	19,7	9	3,0	300

ANNEXE 2.1 (suite)

année et paroisse	10 acres et moins nbre	de 11 à 50 acres		de 51 à 100 acres		de 101 à 200 acres		plus de 200 acres		total 11 acres et plus
		nbre	%	nbre	%	nbre	%	nbre	%	
<i>Sainte-Elizabeth</i>										
1831										1 092
1844										494
1851	32	85	20,6	191	46,4	113	27,4	23	5,6	412
1861		56	15,6	158	44,1	121	33,8	23	6,4	358
1871	18	52	14,9	146	41,8	130	37,3	21	6,0	349
1881	22	64	19,3	103	31,0	127	38,3	38	11,5	332
1891	78	59	17,2	113	32,9	138	40,1	34	9,9	344

Rive sud

année et paroisse	10 acres et moins nbre	de 11 à 50 acres		de 51 à 100 acres		de 101 à 200 acres		plus de 200 acres		total 11 acres et plus
		nbre	%	nbre	%	nbre	%	nbre	%	
<i>Yamaska</i>										
1831										605
1844										357
1851	35	252	58,7	143	33,3	31	7,2	3	0,7	429
1861	107	43	19,6	69	31,5	75	34,3	32	14,6	219
1871	30	35	15,8	90	40,7	80	36,2	16	7,2	221
1881	87	56	22,6	100	40,3	75	30,2	17	6,9	248
1891	170	35	15,8	84	37,8	82	36,9	21	9,5	222
<i>Saint-François-du-Lac</i>										
1831										586
1844										597
1851	77	65	29,0	79	35,3	58	25,9	22	9,8	224
1861	51	87	34,5	88	34,9	58	23,0	19	7,5	252
1871	19	84	33,5	86	34,3	65	25,9	16	6,4	251
1881	48	136	56,7	88	36,7	15	6,3	1		240
1891	105	72	29,6	102	42,0	59	24,3	10	4,1	243
<i>Pierreville</i>										
1861	57	99	35,6	93	33,5	68	24,5	18	6,5	278
1871	35	87	30,2	104	36,1	72	25,0	25	8,7	288
1881	69	97	34,5	100	35,6	63	22,4	21	7,5	281
1891	324	75	32,3	77	33,2	67	28,9	13	5,6	232
<i>Baie-du-Febvre</i>										
1831										552
1844										484
1851	15	28	9,4	110	37,0	129	43,4	30	10,1	297
1861	18	36	11,8	70	22,9	149	48,7	51	16,7	306
1871	25	21	7,8	62	22,9	118	43,5	70	25,8	271
1881	62	31	11,2	50	18,0	137	49,3	60	21,6	278
1891	139	41	16,6	38	15,4	121	49,0	47	19,0	247

ANNEXE 2.1 (suite)

année et paroisse	10 acres et moins nbre	de 11 à 50 acres		de 51 à 100 acres		de 101 à 200 acres		plus de 200 acres		total 11 acres et plus
		nbre	%	nbre	%	nbre	%	nbre	%	
<i>Nicolet</i>										
1831										594
1844										410
1851	137	70	26,1	101	37,7	80	29,9	17	6,3	268
1861	1	33	14,9	81	36,7	80	36,2	27	12,2	221
1871	11	19	9,5	58	28,9	90	44,8	34	16,9	201
1881	158	24	12,6	68	35,8	79	41,6	19	10,0	190
1891	430	17	9,1	46	24,6	94	50,3	30	16,0	187

Sources: *Journaux de l'Assemblée législative du Bas-Canada (1832)*, Recensement et retours statistiques de la province du Bas-Canada (1831), Appendice Oo; *Journaux de l'Assemblée législative des Canadas (1846)*, Récapitulation par districts et comtés des retours du dénombrement des habitants du Bas-Canada (1844), Appendice D; *Recensements du Canada, 1851-1891*.

ANNEXE 2.2
Le statut des occupants des localités de la région du lac Saint-Pierre, 1831-1891

Rive nord et les îles

année et paroisse	proprié- taires nbre	locataires		em- ployés		total
		%	nbre	%	nbre	
<i>Pointe-du-Lac</i>						
1831	196	84,9	35	15,2		231
1844	175	85,8	29	14,2		204
1871	209	97,7	5	2,3		214
1881	229	97,5			6	235
1891	187	94,9	9	4,6	1	197
<i>Yamachiche</i>						
1831	517	79,5	133	20,5		650
1844	410	81,7	92	18,3		502
1871	268	97,1	6	2,2	2	276
1881	280	98,3			5	285
1891	389	96,1	14	3,5	2	405
<i>Rivière-du-Loup</i>						
1831	505	87,2	74	12,8		579
1844	325	80,7	78	19,4		403
1871	241	97,2	7	2,8		248
1881	295	95,8	10	3,3	3	308
1891	414	76,3	124	22,9	3	541
<i>Maskinongé</i>						
1831	421	80,0	105	20,0		378
1844	410	84,0	78	16,0		488
1871	184	86,4	26	12,2	3	213
1881	233	93,6	16	6,4		249
1891	272	90,7	28	9,3		300
<i>Saint-Barthélemy</i>						
1831	174	74,4	60	25,6		234
1844	211	81,5	48	18,5		259
1871	294	96,7	10	3,3		304
1881	265	86,3	42	13,7		307
1891	459	95,2	23	4,8		482
<i>Saint-Cuthbert</i>						
1831	299	68,0	141	32,1		440
1844	345	87,6	49	12,4		394
1871	389	94,7	22	5,4		411
1881	410	78,9	103	19,8	7	520
1891	445	84,8	68	13,0	12	525
<i>Berthier</i>						
1831	531	68,4	245	31,6		776
1844	606	68,7	276	31,3		882
1871	318	97,6	7	2,2	1	326
1881	298	93,4	20	6,3	1	319
1891	517	87,9	71	12,1		588
<i>Ile-Dupas</i>						
1831	102	69,9	44	30,1		146
1844	101	58,4	72	41,6		173
1871	117	97,5	3	2,5		120
1881	159	93,0	11	6,4	1	171
1891	185	94,4	11	5,6		196

ANNEXE 2.2 (suite)
Arrière-pays de la rive nord

année et paroisse	proprié- taires		locataires		em- ployés		total
	nbre	%	nbre	%	nbre	%	
<i>Saint-Etienne-des-Grès</i>							
1844	66						66
1871	314	95,2	11	3,3	5	1,5	330
1881	269	91,2	22	7,5	4	1,4	295
1891	330	90,2	34	9,3	2	0,6	366
<i>Saint-Barnabé</i>							
1844	196	89,5	23	10,5			219
1871	245	98,0	4	1,6	1		250
1881	249	96,9	5	2,0	3	1,2	257
1891	319	94,1	20	5,9			339
<i>Saint-Sévère</i>							
1871	119	99,2	1				120
1881	121						121
1891	150	93,2	7	4,4	4	2,5	161
<i>Saint-Boniface</i>							
1871	170	93,4	9	5,0	3	1,7	182
1881	165	94,8	5	2,9	4	2,3	174
1891	226	98,7	3	1,3			229
<i>Saint-Elie</i>							
1871	81	98,8	1	1,2			82
1881	117	94,4	3	2,4	4	3,2	124
1891	117	97,5	3	2,5			120
<i>Saint-Paulin</i>							
1871	131	96,3	4	2,9	1		136
1881	134	93,1	10	6,9			144
1891	174	93,6	10	5,4	2	1,1	186
<i>Saint-Léon</i>							
1831	258	89,6	30	10,4			288
1844	333	88,6	43	11,4			376
1871	221	94,0	14	6,0			235
1881	206	98,1	3	1,4	1		210
1891	250	98,8	3	1,2			253
<i>Sainte-Ursule</i>							
1844	222	88,1	30	11,9			252
1871	286	98,0	6	2,1			292
1881	280	94,9	15	5,1			295
1891	314	93,5	22	6,6			336
<i>Saint-Justin</i>							
1871	185	97,9	4	2,1			189
1881	220	96,1	9	3,9			229
1891	228	96,2	9	3,8			237

ANNEXE 2.2 (suite)

année et paroisse	propriétaires		locataires		employés		total
	nbre	%	nbre	%	nbre	%	
<i>Saint-Didace</i>							
1871	299	99,0	3	1,0			302
1881	310	97,8	7	2,2			317
1891	266	93,0	20	7,0			286
<i>Saint-Norbert</i>							
1871	193	99,0	2	1,0			195
1881	172	99,4	1				173
1891	256						256
<i>Saint-Félix-de-Valois</i>							
1844	241	89,3	29	10,7			270
1871	349	96,9	10	2,8	1		360
1881	305	94,1	19	5,9			324
1891	405	92,7	29	6,6	3	0,7	437
<i>Sainte-Elizabeth</i>							
1831	907	83,1	185	16,9			1092
1844	431	87,3	63	12,8			494
1871	330	89,9	17	4,6	20	5,5	367
1881	335	94,6	14	4,0	5	1,4	354
1891	388	91,9	28	6,6	6	1,4	422

Rive sud

année et paroisse	propriétaires		locataires		employés		total
	nbre	%	nbre	%	nbre	%	
<i>Yamaska</i>							
1831	439	72,6	166	27,4			605
1844	288	80,7	69	19,3			357
1871	241	96,0	3	1,2	7	2,8	251
1881	305	91,0	30	9,0			335
1891	345	88,0	47	12,0			392
<i>Saint-François-du-Lac</i>							
1831	500	85,3	86	14,7			586
1844	482	80,7	115	19,3			597
1871	258	95,6	6	2,2	6	2,2	270
1881	271	94,1	16	5,6	1		288
1891	339	97,4	9	2,6			348
<i>Pierreville</i>							
1871	317	98,1	4	1,2	2	0,6	323
1881	320	91,4	24	6,9	6	1,7	350
1891	499	89,8	57	10,3			556

ANNEXE 2.2 (suite)

année et paroisse	proprié- taires		locataires		em- ployés		total
	nbre	%	nbre	%	nbre	%	
<i>Baie-du-Febvre</i>							
1831	453	82,1	99	17,9			552
1844	397	82,0	87	18,0			484
1871	288	97,3	8	2,7			296
1881	292	85,9	45	13,2	3	0,9	340
1891	341	88,3	43	11,1	2	0,5	386
<i>Nicolet</i>							
1831	513	86,4	81	13,6			594
1844	321	78,3	89	21,7			410
1871	205	96,7	4	1,9	3	1,4	212
1881	315	90,5	31	8,9	2	0,6	348
1891	437	70,8	167	27,1	13	2,1	617

Sources: *Journaux de l'Assemblée législative du Bas-Canada (1832)*, Recensement et retours statistiques de la province du Bas-Canada (1831), Appendice Oo; *Journaux de l'Assemblée législative des Canadas (1846)*, Récapitulation par districts et comtés des retours du dénombrement des habitants du Bas-Canada (1844), Appendice D; *Recensements du Canada, 1871-1891*.

ANNEXE 2.3
Les productions végétales des localités de la région du lac Saint-Pierre, 1831-1891

Rive nord et les îles

année et paroisse	blé boisseaux	orge boisseaux	seigle boisseaux	pois boisseaux	avoine boisseaux	sarrasin boisseaux	maïs boisseaux	pomme de terre boisseaux	foin tonnes
<i>Trois-Rivières</i>									
1831	10 072	1 199	6	1 187	4 052	637	15	13 919	
1844	2 218	4 628	96	2 245	21 719	1 969	75	38 221	
1851	6 680	1 582	318	1 235	39 782	3 507	442	11 310	2 349
1861	5 692	2 245	1 899	2 190	54 450	4 183	242	24 109	2 742
1871	3 520	1 674	985	2 242	55 876	5 791	913	38 465	4 452
1881	1 631	2 948	591	2 054	44 798	11 436	1 025	27 222	5 362
1891	842	1 848	21	734	29 513	6 794	460	21 237	5 200
<i>Pointe-du-Lac</i>									
1831	7 411	351	1 148	581	1 253	929	11	11 665	
1844	2 140	2 024	902	1 454	16 548	1 847	158	20 372	
1851	4 474	557	2 941	1 140	25 030	2 602	545	7 759	1 064
1861	4 027	1 432	5 142	1 978	47 285	4 526	393	24 609	1 105
1871	2 035	622	1 072	1 186	32 932	5 174	774	27 523	1 106
1881	930	1 035	248	1 577	36 202	7 286	2 307	15 609	1 708
1891	670	988	381	458	23 915	5 713	1 020	17 607	1 221
<i>Yamachiche</i>									
1831	26 607	3 860	520	3 621	51 968	2 728	250	47 931	
1844	6 032	7 194	137	7 960	81 691	3 650	426	67 369	
1851	21 064	2 297	120	7 217	152 397	8 231	834	7 129	4 943
1861	9 796	5 304	1 414	9 940	195 695	6 900	677	16 391	4 833
1871	7 330	1 305	307	9 148	112 344	8 336	1 123	23 805	3 837
1881	4 302	1 281	122	19 371	101 017	15 829	1 807	21 427	8 994
1891	2 833	1 037	34	6 130	58 450	8 263	919	19 895	11 043
<i>Rivière-du-Loup</i>									
1831	34 496	3 536	1 107	7 505	52 210	4 976	68	53 805	
1844	7 669	13 472	348	6 487	62 872	3 805	306	47 716	
1851	17 003	1 949	832	4 356	98 160	6 051	1 673	5 311	3 759
1861	8 041	5 229	1 315	6 557	145 149	7 317	472	13 229	3 588
1871	6 571	2 876	655	8 531	93 656	9 460	1 676	24 463	6 255
1881	3 564	2 281	213	15 474	68 258	17 942	1 499	19 249	10 057
1891	5 018	4 700		6 148	53 131	13 972	5 102	21 747	10 565
<i>Maskinongé</i>									
1831	28 777	3 258	58	3 674	39 663	2 126	59	43 256	
1844	12 102	17 651	237	11 988	75 791	3 502	165	61 331	
1851	20 974	2 864	90	9 272	97 935	6 057	1 245	2 744	3 651
1861	7 168	2 651	547	2 937	122 508	3 890	241	11 448	1 874
1871	3 956	2 230	67	4 262	60 001	2 805	1 302	11 125	2 379
1881	3 660	904	29	6 120	52 874	8 175	8 175	11 292	6 121
1891	1 876	2 255	372	1 280	31 658	6 294	2 144	12 744	8 779
<i>Saint-Barthélemy</i>									
1831	12 320	2 259	61	1 803	16 920	1 420	219	15 715	
1844	6 634	11 569	21	4 992	47 627	1 036	106	25 012	
1851	11 251	2 640		5 173	84 650	4 567	535	2 862	2 475
1861	4 720	2 475	359	8 215	168 480	4 076	333	26 154	2 723
1871	5 784	6 772	162	10 751	75 328	4 533	1 596	24 247	3 948
1881	3 330	2 615	16	21 424	67 265	7 137	1 180	23 946	9 160
1891	4 306	4 804		8 910	72 920	14 061	3 510	35 776	16 828

ANNEXE 2.3 (suite)

année et paroisse	blé boisseaux	orge boisseaux	seigle boisseaux	pois boisseaux	avoine boisseaux	sarrasin boisseaux	maïs boisseaux	pomme de terre boisseaux	foin tonnes
<i>Saint-Cuthbert</i>									
1831	20 596	3 646	1 853	3 210	44 828	3 097	338	30 230	
1844	8 437	10 518	37	7 931	69 893	1 814	81	42 346	
1851	10 966	2 885	122	7 933	97 568	2 147	541	2 707	2 724
1861	2 226	4 562	826	13 830	206 228	10 398	466	32 020	5 634
1871	5 127	3 402	292	19 359	71 871	11 218	1 729	31 045	4 743
1881	3 736	1 884	174	52 800	73 137	15 088	2 137	25 132	8 524
1891	4 153	1 726	55	13 709	58 383	11 217	7 844	25 141	9 570
<i>Berthier</i>									
1831	25 261	2 900	3 309	5 022	82 377	6 845	650	63 908	
1844	10 901	6 492	1 531	10 522	83 322	6 073	176	139 840	
1851	11 626	489	2 639	6 076	99 124	7 189	2 141	7 102	5 073
1861	2 646	2 869	2 377	7 444	137 321	6 245	1 123	41 512	4 238
1871	5 670	3 769	1 194	13 933	82 801	14 075	3 082	58 135	7 091
1881	1 741	2 026	130	21 832	56 791	14 558	3 128	61 995	7 537
1891	1 887	3 048	43	6 229	40 468	11 922	6 756	58 672	7 528
<i>Ile-Dupas</i>									
1831	7 664	245	220	863	15 010	1 471	151	14 504	
1844	4 930	1 347	121	2 409	22 147	1 714	199	17 698	
1851	5 279	134	366	2 336	34 521	2 090	708	2 880	2 008
1861	2 304	556	177	2 075	42 040	2 778	288	14 577	1 272
1871	2 901	886	110	2 602	37 379	5 616	577	13 044	3 219
1881	2 148	486	92	3 303	39 597	10 088	967	10 936	5 574
1891	1 026	470	53	1 168	24 974	7 181	616	11 631	6 603

Arrière-pays de la rive nord

année et paroisse	blé boisseaux	orge boisseaux	seigle boisseaux	pois boisseaux	avoine boisseaux	sarrasin boisseaux	maïs boisseaux	pomme de terre boisseaux	foin tonnes
<i>Saint-Etienne-des-Grès</i>									
1851	251	80	212	354	1 101	48		723	14
1861	1 212	374	6 557	2 598	23 230	4 104	15	28 815	339
1871	1 814	254	1 921	2 876	31 699	3 135	779	26 258	592
1881	867	245	248	6 366	49 920	7 596	4 272	21 885	1 012
1891	702	190	160	4 118	35 974	9 518	1 260	32 142	1 112
<i>Saint-Barnabé</i>									
1844	1 165	1 707	30	4 083	23 279	849	31	26 534	
1851	4 109	315	470	2 107	37 610	2 226	80	9 386	774
1861	3 806	1 744	2 692	4 084	71 930	6 179	47	33 479	1 125
1871	3 224	753	445	6 606	63 340	5 934	333	22 225	1 063
1881	3 103	1 755	44	13 460	80 750	11 140	727	9 808	2 575
1891	2 079	660		8 973	53 450	10 364	420	17 329	5 366
<i>Saint-Sévère</i>									
1861	2 435	1 134	402	4 168	50 503	3 576	3	6 466	761
1871	2 290	816	45	5 160	37 435	2 746	249	6 954	900
1881	1 406	942		12 412	39 577	5 980	252	3 151	1 654
1891	1 313	239		3 502	30 510	4 884	207	4 611	3 254
<i>Saint-Boniface</i>									
1861	1 246	1 775	3 627	2 018	19 109	2 937	2	30 628	563
1871	2 239	491	365	2 709	28 670	2 818	252	16 169	735
1881	2 211	656	23	4 185	45 459	7 250	799	10 802	1 406
1891	1 810	520	9	2 276	24 297	5 559	237	13 456	2 222

ANNEXE 2.3 (suite)

année et paroisse	blé boisseaux	orge boisseaux	seigle boisseaux	pois boisseaux	avoine boisseaux	sarrasin boisseaux	maïs boisseaux	pomme de terre boisseaux	foin tonnes
<i>Saint-Elie</i>									
1871	575	230	217	790	5 706	1 915	67	8 785	188
1881	376	310	69	1 773	17 856	5 787	432	3 483	336
1891	260	242		966	9 966	2 887	106	6 388	597
<i>Saint-Paulin</i>									
1851	2 114	93	53	754	5 976	493	2	2 060	213
1861	1 767	558	388	1 833	24 741	2 186	4	17 683	571
1871	2 100	228	87	2 288	22 875	2 800	146	11 604	641
1881	1 850	510	225	2 935	30 921	4 631	437	8 179	1 327
1891	957	207	20	2 248	17 768	3 322	153	9 022	1 643
<i>Saint-Léon</i>									
1831	17 382	729	138	2 863	21 418	1 327	6	16 861	
1844	3 172	4 521	53	5 530	49 219	2 016	48	33 780	
1851	11 711	870	328	6 765	57 789	3 486	324	3 890	1 597
1861	8 041	2 086	370	13 749	91 461	4 880	133	18 986	2 115
1871	7 837	1 238	189	13 096	69 283	8 567	685	26 620	2 062
1881	4 260	814	110	29 537	66 614	8 749	753	10 746	4 108
1891	4 364	366	29	11 497	50 639	6 609	1 367	18 042	6 546
<i>Sainte-Ursule</i>									
1844	3 875	4 433	187	4 319	32 221	1 599	20	21 625	
1851	10 114	462	153	4 260	36 510	3 998	373	5 596	1 364
1861	7 991	1 537	5 013	6 202	57 636	6 217	168	26 033	1 196
1871	3 761	490	567	5 112	29 079	6 976	506	28 299	1 277
1881	5 290	1 047	797	15 913	62 825	12 484	1 390	21 946	3 019
1891	3 732	883	108	8 896	40 154	8 587	2 072	25 361	4 803
<i>Saint-Justin</i>									
1861	5 067	1 116	320	8 661	69 567	3 495	281	14 492	1 421
1871	2 548	705	38	11 649	24 771	2 876	268	11 443	1 290
1881	6 282	337	12	37 609	33 518	5 567	691	10 229	2 609
1891	4 996	659		12 848	31 876	4 132	2 024	15 062	3 773
<i>Saint-Didace</i>									
1851	825	247	2 074	893	6 203	2 115	12	1 157	168
1861	782	980	1 892	1 954	27 098	5 569	28	22 312	541
1871	2 326	707	1 447	2 406	21 687	3 034	541	19 702	1 043
1881	2 573	653	519	5 452	31 964	5 761	761	10 147	1 423
1891	1 748	686	29	3 414	28 820	4 003	1 041	14 009	2 212
<i>Saint-Norbert</i>									
1851	1 553	293	221	1 596	19 216	1 406	163	882	577
1861	1 132	1 129	951	10 530	68 755	5 270	129	20 625	1 362
1871	5 369	731	455	17 108	48 487	11 278	716	26 207	2 318
1881	2 590	241	35	31 520	27 864	7 651	788	13 353	2 461
1891	3 273	508		11 698	29 094	5 057	1 395	17 982	3 596

ANNEXE 2.3 (suite)

année et paroisse	blé boisseaux	orge boisseaux	seigle boisseaux	pois boisseaux	avoine boisseaux	sarrasin boisseaux	maïs boisseaux	pomme de terre boisseaux	foin tonnes
<i>Saint-Félix-de-Valois</i>									
1844	929	834	2 267	2 294	14 319	312	20	17 820	
1851	3 125	423	3 909	3 965	43 434	3 198	542	8 652	1 099
1861	1 232	1 649	2 921	5 660	99 913	1 952	296	21 708	1 050
1871	3 720	1 111	1 754	8 342	52 307	4 229	2 062	36 782	2 023
1881	2 429	590	524	25 083	55 810	5 696	1 907	158	1 523
1891	2 180	377	205	8 632	45 213	4 985	1 322	27 322	5 402
<i>Sainte-Elizabeth</i>									
1831	25 287	3 782	10 092	9 054	47 857	7 858	160	65 671	
1844	5 762	4 489	3 045	14 976	59 216	1 582	183	46 383	
1851	12 934	1 372	3 412	6 253	75 005	2 677	834	7 543	3 035
1861	2 347	4 521	3 959	27 404	97 542	3 420	305	24 297	2 299
1871	3 679	1 791	943	30 343	42 841	3 751	1 208	27 943	2 822
1881	4 551	1 133	385	77 205	67 770	8 173	1 556	21 138	3 447
1891	5 069	894	476	27 845	57 051	6 968	4 392	28 278	8 091

Rive sud

année et paroisse	blé boisseaux	orge boisseaux	seigle boisseaux	pois boisseaux	avoine boisseaux	sarrasin boisseaux	maïs boisseaux	pomme de terre boisseaux	foin tonnes
<i>Sorel</i>									
1831	21 241	715	6 659	3 199	27 762	1 311	731	71 572	
1844	7 179	1 810	3 555	3 132	19 957	2 546	192	35 062	
1851	15 666	378	3 655	3 834	40 510	6 558	2 259	14 275	2 665
1861	7 837	1 705	11 040	5 609	86 476	10 744	1 053	54 884	128
1871	9 352	1 612	6 000	4 892	83 374	21 211	4 190	88 406	6 304
1881	4 277	1 543	1 111	5 063	57 650	13 259	3 748	29 525	3 349
1891	3 627	2 629	1 403	3 662	48 788	16 073	7 092	59 070	4 364
<i>Yamaska</i>									
1831	18 000	749	613	3 898	23 974	2 496	1 130	47 464	
1844	8 408	2 798	126	3 782	27 996	5 469	186	32 303	
1851	14 101	285	200	2 872	33 338	3 797	1 182	4 844	2 856
1861	8 208	2 690	3 751	5 680	62 512	6 114	818	32 559	1 437
1871	5 760	1 394	585	6 458	53 467	10 350	1 209	28 582	2 065
1881	3 806	1 519	28	10 184	70 557	8 732	1 241	13 216	3 441
1891	4 124	1 209	127	5 240	57 216	11 645	811	19 154	3 009
<i>Saint-François-du-Lac</i>									
1831	16 789	759	2 003	4 888	23 667	2 901	849	49 329	
1844	8 311	3 325	1 851	4 249	31 733	8 300	726	51 903	
1851	19 799	727	2 525	4 208	48 825	8 361	3 031	14 488	4 100
1861	7 666	1 020	4 625	4 409	47 683	5 594	1 149	28 095	1 983
1871	5 104	371	1 526	5 880	42 039	8 990	1 328	26 559	2 089
1881	2 849	536	699	7 605	52 174	8 434	2 034	11 366	2 313
1891	2 773	334	633	3 627	41 245	8 815	799	18 412	1 992

ANNEXE 2.3 (suite)

année et paroisse	blé boisseaux	orge boisseaux	seigle boisseaux	pois boisseaux	avoine boisseaux	sarrasin boisseaux	maïs boisseaux	pomme de terre boisseaux	foin tonnes
<i>Pierreville</i>									
1861	9 236	1 963	3 941	3 790	75 599	8 227	1 758	39 915	2 452
1871	6 229	456	456	3 865	47 708	12 173	1 938	42 279	2 979
1881	3 141	690	262	7 475	67 781	9 820	3 495	23 947	4 110
1891	3 570	612	142	2 566	56 978	14 004	1 310	26 961	3 318
<i>Baie-du-Febvre</i>									
1831	29 608	1 515	381	4 519	29 786	655	285	48 682	
1844	10 859	9 163	107	12 497	47 355	6 808	352	67 675	
1851	24 623	1 291	135	8 517	57 392	3 617	1 193	9 587	5 494
1861	23 313	3 295	247	12 500	119 103	7 598	1 171	42 789	5 137
1871	13 925	1 254	117	18 036	70 560	12 313	1 546	46 694	6 201
1881	7 783	796	4	24 844	80 893	5 179	2 788	19 459	8 664
1891	7 171	1 053		8 718	73 803	9 514	942	22 402	10 038
<i>Nicolet</i>									
1831	31 514	1 238	1 368	3 377	30 133	649	393	49 245	
1844	3 283	5 429	848	4 640	44 939	3 970	355	54 334	
1851	13 077	790	1 394	4 796	56 360	5 188	1 876	14 172	4 748
1861	6 270	2 774	1 926	7 214	83 368	7 174	945	34 191	2 673
1871	5 642	391	561	11 530	40 919	8 037	1 025	29 839	3 185
1881	3 047	749	425	11 108	54 633	12 201	2 477	17 343	4 681
1891	5 041	1 783	635	8 596	74 798	14 644	1 917	37 998	7 263

Sources: *Journaux de l'Assemblée législative du Bas-Canada (1832)*, Recensement et retours statistiques de la province du Bas-Canada (1831), Appendice Oo; *Journaux de l'Assemblée législative des Canadas (1846)*, Récapitulation par districts et comtés des retours du dénombrement des habitants du Bas-Canada (1844), Appendice D; *Recensements du Canada, 1851-1891*.

ANNEXE 2.4
Les productions animales des localités de la région du lac Saint-Pierre, 1831-1891

Rive nord et les îles

année et paroisse	vaches laitières	chevaux	ovins	porcs	volailles
<i>Trois-Rivières</i>					
1831		467	1 012	975	
1844		374	930	451	
1851	595	360	801	411	
1861	743	752	685	590	
1871	827	669	1 167	852	
1891	675	655	350	397	5 553
<i>Pointe-du-Lac</i>					
1831		248	1 034	560	
1844		265	1 023	389	
1851	548	316	1 373	516	
1861	516	355	1 214	535	
1871	572	355	1 885	546	
1891	517	288	679	317	6 632
<i>Yamachiche</i>					
1831		1 107	4 881	3 033	
1844		786	3 572	1 156	
1851	1 883	1 008	4 560	1 394	
1861	1 421	826	3 174	1 060	
1871	1 435	756	3 751	1 283	
1891	1 073	761	1 755	630	7 063
<i>Rivière-du-Loup</i>					
1831		1 138	4 504	2 452	
1844		729	3 447	977	
1851	1 321	1 122	3 132	1 136	
1861	1 091	512	2 674	947	
1871	1 359	894	6 272	2 162	
1891	989	725	2 832	1 663	13 194
<i>Maskinongé</i>					
1831		959	4 101	2 520	
1844		966	3 786	1 363	
1851	1 646	1 135	3 884	1 448	
1861	798	646	1 985	902	
1871	973	633	3 810	1 871	
1891	1 029	669	1 319	1 365	9 842
<i>Saint-Barthélemy</i>					
1831		524	1 874	761	
1844		481	1 951	650	
1851	1 441	765	2 572	1 708	
1861	920	865	2 351	918	
1871	1 306	800	4 983	2 590	
1891	1 437	1 050	1 335	2 126	12 414

ANNEXE 2.4 (suite)

année et paroisse	vaches laitières	chevaux	ovins	porcs	volailles
<i>Saint-Cuthbert</i>					
1831		874	3 482	1 821	
1844		820	3 314	1 057	
1851	1 163	969	2 769	1 126	
1861	1 163	1 159	2 867	1 105	
1871	1 445	1 009	4 825	1 859	
1891	1 441	1 017	1 957	1 248	6 990
<i>Berthier</i>					
1831		1 264	6 045	3 334	
1844		1 169	4 806	2 231	
1851	1 451	1 056	3 950	1 545	
1861	1 186	1 061	2 941	1 080	
1871	1 234	888	4 181	1 761	
1891	1 072	894	1 940	2 254	12 097
<i>Ile-Dupas</i>					
1831		190	1 431	962	
1844		288	1 598	569	
1851	493	358	1 581	508	
1861	470	355	1 474	491	
1871	481	343	1 537	624	
1891	610	457	827	606	1 948

Arrière-pays de la rive nord

année et paroisse	vaches laitières	chevaux	ovins	porcs	volailles
<i>Saint-Etienne-des-Grès</i>					
1851	81	70	38	33	
1861	248	271	268	440	
1871	484	480	1 284	767	
1891	603	425	1 103	517	2 840
<i>Saint-Barnabé</i>					
1844		264	1 087	425	
1851	469	311	1 294	472	
1861	556	393	1 393	569	
1871	691	431	2 459	736	
1891	930	580	1 655	727	3 435
<i>Saint-Sévère</i>					
1861	349	267	796	233	
1871	435	264	1 333	457	
1891	527	316	943	429	1 822
<i>Saint-Boniface</i>					
1861	161	134	335	265	
1871	307	229	1 001	488	
1891	623	343	1 115	436	1 555
<i>Saint-Elie</i>					
1871	87	74	184	146	
1891	198	154	329	183	762

ANNEXE 2.4 (suite)

année et paroisse	vaches laitières	chevaux	ovins	porcs	volailles
<i>Saint-Paulin</i>					
1851	193	143	399	212	
1861	223	199	589	283	
1871	310	227	1 248	557	
1891	562	289	1 295	644	1 772
<i>Saint-Léon</i>					
1831		504	2 148	1 403	
1844		521	1 973	704	
1851	935	581	2 312	787	
1861	850	578	2 171	698	
1871	1 089	607	5 005	1 799	
1891	1 158	636	4 103	1 580	8 340
<i>Sainte-Ursule</i>					
1844		370	1 502	622	
1851	991	523	1 845	807	
1861	718	644	1 501	777	
1871	864	604	2 529	906	
1891	1 279	682	2 569	1 310	6 900
<i>Saint-Justin</i>					
1861	650	560	1 693	639	
1871	694	465	2 246	967	
1891	957	551	1 927	1 064	8 446
<i>Saint-Didace</i>					
1851	180	117	251	232	
1861	298	272	662	443	
1871	516	369	1 414	550	
1891	787	453	2 017	1 101	5 900
<i>Saint-Norbert</i>					
1851	307	234	836	320	
1861	480	470	1 428	528	
1871	637	527	3 069	1 220	
1891	633	571	1 160	841	3 505
<i>Saint-Félix-de-Valois</i>					
1844		263	734	330	
1851	720	536	1 753	811	
1861	583	365	1 382	528	
1871	902	667	4 418	1 699	
1891	1 105	729	1 310	787	3 285
<i>Sainte-Elizabeth</i>					
1831		1 560	4 864	3 472	
1844		914	3 744	1 299	
1851	1 560	1 001	3 872	1 184	
1861	1 108	771	2 894	984	
1871	1 095	865	4 858	1 285	
1891	1 400	1 100	2 964	2 016	13 503

ANNEXE 2.4 (suite)

Rive sud

année et paroisse	vaches laitières	chevaux	ovins	porcs	volailles
<i>Sorel</i>					
1831		1 432	5 881	3 822	
1844		680	2 600	1 045	
1851	1 675	1 161	4 421	1 940	
1861	1 420	1 239	3 957	1 776	
1871	1 542	1 196	5 143	3 483	
1891	1 049	1 047	2 053	1 862	9 753
<i>Yamaska</i>					
1831		911	2 860	2 338	
1844		735	2 947	837	
1851	1 157	764	2 713	1 077	
1861	963	875	2 635	1 025	
1871	942	764	3 544	1 641	
1891	1 111	930	2 119	1 216	9 704
<i>Saint-François-du-Lac</i>					
1831		720	2 694	2 178	
1844		767	3 445	1 265	
1851	1 606	967	4 260	1 603	
1861	750	589	1 956	857	
1871	771	555	2 752	1 400	
1891	944	616	960	816	4 348
<i>Pierreville</i>					
1861	907	649	2 308	932	
1871	878	685	2 430	1 368	
1891	1 328	688	832	719	4 707
<i>Baie-du-Febvre</i>					
1831		914	5 571	2 259	
1844		833	5 389	1 041	
1851	1 836	884	5 400	1 100	
1861	1 683	1 066	4 971	1 194	
1871	1 451	944	5 698	1 425	
1891	2 219	927	2 793	1 880	12 211

ANNEXE 2.4 (suite)

année et paroisse	vaches laitières	chevaux	ovins	porcs	volailles
<i>Nicolet</i>					
1831		817	4 685	2 326	
1844		525	2 873	723	
1851	1 255	658	3 449	787	
1861	998	693	2 635	793	
1871	1 014	655	2 796	880	
1891	1 520	853	1 516	831	7 812

Sources: *Journaux de l'Assemblée législative du Bas-Canada (1832)*, Recensement et retours statistiques de la province du Bas-Canada (1831), Appendice Oo; *Journaux de l'Assemblée législative des Canadas (1846)*, Récapitulation par districts et comtés des retours du dénombrement des habitants du Bas-Canada (1844), Appendice D; *Recensements du Canada, 1851, 1861 et 1891*; *Recensement du Canada, 1871* (listes nominatives).

ANNEXE 2.5
Les machines agricoles dans les localités de la région
du lac Saint-Pierre en 1844, 1851 et 1871

localité	1844	1851	1871		batteuses
	batteuses	batteuses	moisson., faucheuses	rateaux à cheval	
<i>Rive nord</i>					
Trois-Rivières			30	30	41
Pointe-du-Lac	3	5		4	28
Yamachiche	5	10	9	41	88
Rivière-du-Loup	11	24	18	67	55
Maskinongé	2	13	2	2	56
Saint-Barthélemy			3	24	78
Saint-Cuthbert			9	22	64
Berthier	15		10	53	62
Ile-Dupas			1	21	19
<i>Arrière-pays rive nord</i>					
Saint-Etienne-des-Grès			3	4	12
Saint-Barnabé		1			26
Saint-Sévère			2	2	22
Saint-Boniface				1	10
Saint-Elie					2
Saint-Paulin		1			13
Saint-Léon	2		3	19	56
Sainte-Ursule		3	1	5	39
Saint-Justin					42
Saint-Didace					13
Saint-Norbert			1	5	34
Saint-Félix-de-Valois			4	3	28
Sainte-Elizabeth	1		1	17	62
<i>Rive sud</i>					
Sorel			8	12	59
Yamaska			1	20	37
Saint-François-du-Lac			3	2	29
Pierreville			4	7	38
Baie-du-Febvre	4		44	21	93
Nicolet			21	17	49
total	43	57	178	399	1 155

Sources: *Journaux de l'Assemblée législative des Canadas (1846)*, Récapitulation par districts et comtés des retours du dénombrement des habitants du Bas-Canada (1844), Appendice D; *Recensements du Canada, 1851 et 1871* (listes nominatives).

ANNEXE 2.6
Les fromageries et les beurreries dans les localités
de la région du lac Saint-Pierre en 1892 et 1897

localité	1892			1897		
	fromagerie	beurrerie	beurrerie- fromagerie	fromagerie	beurrerie	beurrerie- fromagerie
<i>Rive nord</i>						
Trois-Rivières	2			1	1	1
Pointe-du-Lac	2			2	1	
Yamachiche	3	1		3		2
Rivière-du-Loup	2	1		2	1	
Maskinongé	1		1	2	1	1
Saint-Barthélemy	4			1	1	
Saint-Cuthbert	6			6	1	2
Berthier	4				2	1
Ile-Dupas	3					1
<i>Arrière-pays rive nord</i>						
Saint-Etienne-des-Grès	1			1	1	
Saint-Barnabé	5			1		6
Saint-Sévère	3			3	1	
Saint-Boniface	3					
Saint-Elie	1			2		
Saint-Paulin	3			2	1	
Saint-Léon	6			8	1	2
Sainte-Ursule	6			6	1	
Saint-Justin	2	1		2		1
Saint-Didace	7					
Saint-Norbert	2			2		2
Saint-Félix-de-Valois	4			1		3
Sainte-Elizabeth	5			4		2
<i>Rive sud</i>						
Sorel	1			3		
Yamaska	2			4		
Saint-François-du-Lac	3			3	1	1
Pierreville	3			4	1	
Baie-du-Febvre	9	1	1	11	4	3
Nicolet	2		1	2		1
total	95	4	3	76	19	29

Note: En 1892, il est indiqué que la liste des fromageries et des beurreries n'est pas exhaustive. En 1897, il n'y a pas de données pour les paroisses de Saint-Didace et de Saint-Boniface, et celles de Berthier, de Sorel et de Nicolet sont incomplètes.

Sources: «Liste des fabriques de beurre et de fromage de la province de Québec», Onzième rapport de la Société d'industrie laitière de la province de Québec, *Documents de la Session du Québec*, vol. 27, n° 2 (1893), 226-250; «Liste des propriétaires ou gérants des fabriques de beurre et de fromage de la province de Québec, 1897», *Documents de la Session du Québec*, n° 3 (1897), 255-318.

ANNEXE 2.7
Les productions de beurre et de fromage de ménage
dans les localités de la région du lac Saint-Pierre, 1851-1891

a) beurre de ménage

localité	1851 beurre livres	1861 beurre livres	1871 beurre livres	1891 beurre de ménage livres
<i>Rive nord</i>				
Trois-Rivières	20 307	28 769	42 201	32 296
Pointe-du-Lac	7 734	26 059	30 181	35 591
Yamachiche	64 335	92 956	75 811	53 223
Rivière-du-Loup	43 076	59 466	106 313	101 367
Maskinongé	23 406	27 339	39 957	39 013
Saint-Barthélemy	24 250	37 454	75 001	38 125
Saint-Cuthbert	28 697	45 866	71 625	30 076
Berthier	33 730	40 534	69 493	55 696
Ile-Dupas	13 192	16 971	30 343	27 980
<i>Arrière-pays rive nord</i>				
Saint-Etienne-des-Grès	53	9 191	24 102	23 776
Saint-Barnabé	10 104	62 196	38 274	31 673
Saint-Sévère		23 977	20 014	21 938
Saint-Boniface		13 805	10 328	34 247
Saint-Elie			6 090	7 145
Saint-Paulin	2 436	19 192	19 684	34 457
Saint-Léon	18 163	40 385	70 477	71 350
Sainte-Ursule	12 916	44 962	29 082	64 570
Saint-Justin		22 738	22 570	72 824
Saint-Didace	1 273	6 920	14 554	30 472
Saint-Norbert	2 430	10 902	42 709	35 673
Saint-Félix-de-Valois	10 997	26 320	34 026	45 662
Sainte-Elizabeth	17 625	23 401	48 370	89 274
<i>Rive sud</i>				
Sorel	10 134	29 461	52 983	40 606
Yamaska	18 008	22 336	30 232	23 297
Saint-François-du-Lac	20 993	18 666	17 668	13 910
Pierreville		22 248	22 256	18 681
Baie-du-Febvre	29 184	75 637	78 126	36 888
Nicolet	29 375	38 296	51 284	40 732

b) *fromage de ménage*

localité	1851 fromage livres	1861 fromage livres	1871 fromage de ménage livres	1891 fromage de ménage livres
<i>Rive nord</i>				
Trois-Rivières		300	70	35
Pointe-du-Lac	50			
Yamachiche	111	176	48	
Rivière-du-Loup	230	371	678	220
Maskinongé	152	140		1 391
Saint-Barthélemy	10	310	479	116
Saint-Cuthbert		350	484	240
Berthier	610	467	1 740	5 500
Ile-Dupas	264	340	590	
<i>Arrière-pays rive nord</i>				
Saint-Barnabé	20			
Saint-Boniface			4	34 104
Saint-Léon			20	
Sainte-Ursule			72	1 049
Saint-Justin		124	63	967
Saint-Didace	60	30		362
Saint-Norbert		100	452	
Saint-Félix-de-Valois	262	1 310	427	1 420
Sainte-Elizabeth	72	174	150	27 330
<i>Rive sud</i>				
Sorel	50		532	50
Yamaska		55	28	15
Saint-François-du-Lac			20	100
Pierreville			100	859
Baie-du-Febvre	500		35	116 490
Nicolet	30			

Sources: *Recensements du Canada, 1851, 1861 et 1891; Recensement du Canada, 1871* (listes nominatives).

ANNEXE 2.8
Les sociétés de fabrication de beurre et de fromage
dans les comtés de la région du lac Saint-Pierre, 1883-1904

raison sociale	année de la formation	nbre d'ac- tionnaires lors de la formation	lieu(x) de résidence des actionnaires
Société de fabrication de beurre et de fromage de Saint-Antoine-de-la-Baie-du-Febvre	1883	41	Baie-du-Febvre, Saint-François-du-Lac, Saint-Thomas-de-Pierreville
Société de fabrication de beurre et de fromage de Louiseville	1884	25	Louiseville, Rivière-du-Loup
Société de fabrication de fromage de la paroisse de Sainte-Anne-de-Sorel	1892	5	Sorel (ville), Sainte-Anne-de-Sorel
Société de fabrication de fromage de la paroisse de Saint-Ours	1892	24	Saint-Ours, Sainte-Victoire
Société de fabrication de fromage de la paroisse de Saint-Pierre-de-Sorel	1894	6	Saint-Pierre-de-Sorel, Saint-Aimé, Sorel (ville)
Société de fabrication de fromage de la paroisse de Sainte-Victoire	1894	32	Sainte-Victoire
Société de fabrication de beurre et de fromage du rang Saint-Alexandre, paroisse de Saint-Zéphirin-de-Courval	1894	14	Saint-Zéphirin-de-Courval
Société de fabrication de beurre et de fromage du rang Saint-François, paroisse de Saint-Zéphirin-de-Courval	1894	31	Saint-Zéphirin-de-Courval
Société anonyme de la fromagerie de Sainte-Monique	1894	20	Sainte-Monique
Société de fabrication de fromage de la paroisse Saint-Joseph no 1	1895	21	Saint-Joseph-de-Sorel, Saint-Roch, Saint-Pierre-de-Sorel, Sorel (ville), Sainte-Victoire
Société de fabrication de beurre et de fromage de la paroisse de Saint-Guillaume	1895	5	Saint-Guillaume
Société de fabrication de beurre et de fromage du Grand-Saint-Esprit	1896	11	Sainte-Monique, Saint-Célestin
Société de fabrication de fromage de la paroisse de Saint-Ours no 2	1897	13	Saint-Ours, Sainte-Victoire

ANNEXE 2.8 (SUITE)

raison sociale	année de la formation	nombre d'actionnaires lors de la formation	lieu(x) de résidence des actionnaires
Société de fabrication de beurre de la ville de Saint-Ours	1898	9	Saint-Ours (paroisse et ville)
Société de fabrication de fromage de la paroisse de Saint-Robert	1898	36	Sainte-Victoire, Saint-Robert
Société de fabrication de beurre et de fromage de la paroisse de Saint-Ours no 1	1898	15	Saint-Ours
Société de fabrication de beurre et de fromage no 1 de la paroisse de Saint-Pierre-de-Sorel	1898	13	Saint-Pierre-de-Sorel, Sainte-Victoire, Sainte-Anne-de-Sorel, Sorel (ville)
Société de fabrication de fromage du village de la paroisse de Saint-Antoine-de-la-Baie-du-Febvre	1900	15	Baie-du-Febvre
Société de fabrication de beurre et de fromage de la paroisse de Sainte-Anne-d'Yamachiche	1900	13	Yamachiche
Société de fabrication de beurre et de fromage de la paroisse Saint-Pierre-les-Becquets	1901	6	Saint-Pierre-les-Becquets
Société de fabrication de beurre et de fromage du 4 ^e rang de la seigneurie Léonard, paroisse de Saint-Pierre-les-Becquets	1901	13	Saint-Pierre-les-Becquets
Société de fabrication de beurre et de fromage no 1 de la paroisse de Berthier	1902	8	Berthier, Saint-Thomas
Société de fabrication de beurre et de fromage de la paroisse de Sainte-Sophie-de-Lévrard	1903	5	Sainte-Sophie-de-Lévrard
Société de fabrication de beurre et de fromage de la paroisse de Saint-Samuel-de-Horton	1903	30	Saint-Samuel-de-Horton
Société de fabrication de beurre et de fromage de la paroisse de Sainte-Marie-de-Blandford	1904	5	Sainte-Marie-de-Blandford

Sources: ANQTR, *Registres des déclarations sociales, 1857-1909*; PJS, *Registres des déclarations sociales, 1879-1906*; Bureau de la publicité des droits de Berthierville, Registre B 42, no 29 490.

ANNEXE 3.1
Les équipements de production des localités de la région du lac Saint-Pierre, 1831-1871

a) 1831

localité	<i>les équipements</i>										nbre d'équipe- ments	nbre d'établis- sements	
	moulin à farine	moulin à scie	moulin à fouler	moulin à carder	moulin à l'huile	distil- lerie	fabrique de fer	fabrique de potasse et de perlasse	fonderie	autres fabriques			
<i>Rive nord et les îles</i>													
Trois-Rivières (ville)	1				3	2		1				7	1 (a)
Trois-Rivières (paroisse)	2	3		1								6	
Pointe-du-Lac	1	5										6	1 (b)
Yamachiche	3	6		1					1			11	
Rivière-du-Loup	4	3	1	1			9		2			20	3 (c)
Maskinongé	1	5	1	1			6					14	1 (d)
Saint-Barthélemy	1	1										2	
Saint-Cuthbert	2	3										5	1 (b)
Berthier	1	1	1	2					1			6	1 (e)
Ile-Dupas	1											1	
<i>Arrière-pays de la rive nord</i>													
fief Saint-Maurice	1	1					2	1				5	1 (f)
Saint-Léon		4	1				2					7	1 (g)
Sainte-Elizabeth	2	3							6			11	1 (b)

a) 1831 (suite)

localité	les équipements										nombre d'équipements	nombre d'établissements	
	moulin à farine	moulin à scie	moulin à fouler	moulin à carder	moulin à l'huile	distillerie	fabrique de fer	fonderie	fabrique de potasse et de perlasse	autres fabriques			
<i>Rive sud</i>													
Sorel	5				1				1			7	1 (h)
Yamaska	2	2	2	2					1			9	2 (i)
Saint-François-du-Lac	2	1							2			5	
Baie-du-Febvre	6	2	1								2	11	
Nicolet	1	4										5	1 (b)
total	36	44	7	8	4	2	19	2	14	2		138	15

(a): Deux distilleries.

(b): Un moulin à farine et à scie.

(c): Un moulin à farine et à scie; un moulin à farine et à carder; un moulin à scie et une fabrique de potasse et de perlasse.

(d): Un moulin à carder et à fouler.

(e): Un moulin à scie, à carder et à fouler.

(f): Un moulin à farine et à scie, deux fabriques de fer et une fonderie.

(g): Un moulin à scie et à fouler.

(h): Trois moulins à farine.

(i): Deux moulins à farine, à scie, à fouler et à carder.

Source: *Recensement du Canada, 1831* (listes nominatives).

b) 1844

localité	les équipements													nbre d'équipe- ments
	moulin à farine	moulin à farine d'avoine	moulin à scie	moulin à fouler	moulin à carder	moulin à l'huile	distil- lerie	brasserie	tannerie	fabrique de fer	fonderie	fabrique de potasse et de perlasse	autres fabriques	
<i>Rive nord et les îles</i>														
Trois-Rivières (ville)						2		1	3			1	1	8
Trois-Rivières (paroisse)	4		3		1		1	1	1					11
Pointe-du-Lac	1	1	5	2	1				1			1		12
Yamachiche	4	1	2	3	3				3			1		17
Rivière-du-Loup	2		1	1	2			1	6					13
Maskinongé			3		1		1		3			1		9
Saint-Barthélemy	4	2	3	2	1									12
Saint-Cuthbert			1				1		2			1		5
Berthier	2	3	5	2	2				3			2		19
Ile-Dupas	1													1
<i>Arrière-pays de la rive nord</i>														
forges Saint-Maurice	1		1							2	2	1		7
Saint-Barnabé (a)	1		4						1					6
Saint-Léon			2						2			2		6
Sainte-Ursule	3	2 (b)	3											6
Saint-Félix-de-Valois			1							2	3	9		15
Sainte-Elizabeth	3		3					1	1	5	1	2		16

b) 1844 (suite)

localité	les équipements													nbre d'équipements
	moulin à farine	moulin à farine d'avoine	moulin à scie	moulin à fouler	moulin à carder	moulin à l'huile	distillerie	brasserie	tannerie	fabrique de fer	fonderie	fabrique de potasse et de perlasse	autres fabriques	
<i>Rive sud</i>														
Sorel	6	1		1		1				2				11
Yamaska	1		1		1									3
Saint-François-du-Lac	4		1							2				7
Baie-du-Febvre	4	1	1	1	2	1		1		2				13
Nicolet	1				1					1				3
total	42	11	40	12	15	4	3	5	33	9	6	21	1	202

(a): Incluant le township de Caxton.

(b): Un de ces équipements est un moulin à orge.

Source: *Journaux de l'Assemblée législative des Canadas (1846)*, Récapitulation par districts et comtés des retours du dénombrement des habitants du Bas-Canada (1844), Appendice D.

c) 1851

localité	<i>les moulins</i>						<i>les autres équipements</i>			nbre d'équipements	nbre d'établissements
	moulin à scie nbre	moulin à farine nbre	moulin à fouler nbre	moulin à carder nbre	autres moulins nbre	nbre total trav.	boutique d'artisan nbre (b)	autres équipements (c) nbre trav.			
<i>Rive nord et les îles</i>											
Trois-Rivières (ville)		1		1	3	5	42	3	4	50	3 (d)
Trois-Rivières (paroisse)	1	2					2			5	
Pointe-du-Lac	3	1	1	2	1	14	6			14	3 (c)
Yamachiche		4	3	3		de 6 à 9	34			44	3 (f)
Rivière-du-Loup		2		2			47			51	2 (g)
Maskinongé	4	1	2	2			17			26	2 (h)
Saint-Barthélemy (a)	3	3	1	1			10			8	1 (i)
Saint-Cuthbert	2	1	1	1			2	4		9	1 (j)
Berthier	1	2	2	1			11	60	2	18	2 (k)
Ile-Dupas					1			2		3	
<i>Arrière-pays de la rive nord</i>											
Fief Saint-Etienne	1						360	3	1	350	5
Saint-Barnabé	7	2	1				69	3		13	3 (l)
Saint-Paulin											
Saint-Léon	1									1	
Sainte-Ursule	4	3					8	6		13	1 (m)
Saint-Didace											
Saint-Norbert (a)	2									2	
Saint-Félix-de-Valois	6	1	1				13	10	2	20	1 (n)
Sainte-Elizabeth		2		1			3	7	3	6	13

c) 1851 (suite)

localité	<i>les moulins</i>						<i>les autres équipements</i>			nbre d'équipements	nbre d'établissements
	moulin à scie nbre	moulin à farine nbre	moulin à fouler nbre	moulin à carder nbre	autres moulins nbre	nbre total trav.	boutique d'artisan nbre (b)	autres équipements (c) nbre	trav.		
<i>Rive sud</i>											
Sorel (ville) (a)		1	1	1		5		2		5	1 (i)
Sorel (paroisse)		1					2	2	150	5	
Yamaska (a)	3	4	1	1		39				9	1 (m)
Saint-François-du-Lac (a)		3	1	1		3	1			6	1 (i)
Baie-du-Febvre (a)		4	2	2		4				8	2 (o)
Nicolet (a)		1				2				1	
total	38	39	17	19	5	de 595 à 598	246	15	528	379	27

(a): Les listes nominatives de ces localités étant manquantes, les données présentées ici proviennent de l'agrégé.

(b): Ce sont des boutiques d'horloger, d'orfèvre, de boulanger, de charron, de confiseur, de cordonnier, de ferblantier, de forgeron, de meublier, de menuisier, de mouleur, de peintre, de potier, de sellier, de tailleur, de tanneur, de tonnelier et de voiturier.

(c): Il s'agit d'une brasserie, d'un complexe sidérurgique, de chantiers de construction navale, de fonderies et de potasseries.

(d): Trois boutiques de cordonnier; un moulin à farine et à carder; trois moulins à l'huile.

(e): Un moulin à farine et à scie; un moulin à scie et à carder; un moulin à carder, à fouler, à raser, à presser et une teinderie.

(f): Trois moulins à farine, à carder et à fouler.

(g): Deux moulins à farine et à carder.

(h): Un moulin à scie, à carder et à fouler; un moulin à farine, à scie, à fouler et deux moulins à carder.

(i): Un moulin à carder et à fouler.

(j): Un moulin à scie, à carder et à fouler.

(k): Un moulin à farine et à carder; un moulin à farine, à scie et à fouler.

(l): Deux moulins à farine et à scie; un moulin à scie et à fouler.

(m): Un moulin à farine et à scie.

(n): Un moulin à scie et à fouler.

(o): Deux moulins à carder et à fouler.

Sources: *Recensement du Canada, 1851* (listes nominatives) et vol. 2.

d) 1861

localité	<i>les moulins</i>						<i>les autres équipements</i>				nbre d'équipements	nbre d'établissements
	moulin à scie nbre	moulin à farine nbre	moulin à fouler nbre	moulin à carder nbre	autres moulins nbre	nbre total trav.	de 1 à 5 trav.	de 6 à 15 trav.	16 et + trav.	nbre trav. non précisé		
<i>Rive nord et les îles</i>												
Trois-Rivières (ville)	2	2		1		70	9	6	5	20	45	1 (a)
Trois-Rivières (paroisse)		2								3	5	
Pointe-du-Lac	3	2	1	1	1	10	5			4	17	2 (b)
Yamachiche	2	3	2	3	1	28	16	3		39	69	3 (c)
Rivière-du-Loup	1	2				103	40				43	
Maskinongé	3	1	1	1		52	1			19	26	1 (d)
Saint-Barthélemy	1	3	1	1		4	1				7	1 (d)
Saint-Cuthbert	6	2	2	2		12					12	2 (e)
Berthier	1	2	1	1	1	11	19	3			28	1 (f)
Ile-Dupas		1				1				1	2	
<i>Arrière-pays de la rive nord</i>												
Saint-Etienne-des-Grès	3					130	3			8	14	
Saint-Barnabé	6	3				24	9			5	23	3 (g)
Saint-Sévère										3	3	
Saint-Boniface	3	2				9					5	2 (h)
Saint-Paulin	2					6					2	
Saint-Léon	1	1	1	1	1	17	19			4	28	1 (i)
Sainte-Ursule	2	3		1		11	1				7	1 (j)
Saint-Justin	5					2				16	21	
Saint-Didace	4	1				19				1	6	2 (k)
Saint-Norbert	4										4	
Saint-Félix-de-Valois	4	3	1	1		3	1			13	23	2 (l)
Sainte-Elizabeth		1				1	2			8	11	

d) 1861 (suite)

localité	<i>les moulins</i>						<i>les autres équipements</i>				nbre d'équipements	nbre d'établissements	
	moulin à scie nbre	moulin à farine nbre	moulin à fouler nbre	moulin à carder nbre	autres moulins nbre	nbre total trav.	de 1 à 5 trav.	de 6 à 15 trav.	16 et + trav.	nbre trav. non précisé			
<i>Rive sud</i>													
Sorel (ville)								2	1			3	
Sorel (paroisse)	1	5							1			7	1 (n)
Yamaska		1				3	17	1	1	16		36	
Saint-François-du-Lac	1	2	1		1	6	2	1		13		21	1 (n)
Pierreville	1	2				6						3	
Baie-du-Febvre	2	3				2						5	
Nicolet		1				2	1			12		14	
total	58	48	11	13	5	532	146	16	8	185		490	24

(a): Un moulin à farine et à carder.

(b): Un moulin à farine et à scie; un moulin à carder, à fouler et à raser.

(c): Un moulin à farine, à scie et à carder; un moulin à farine, à carder et à fouler; un moulin à farine, à carder, à fouler et à raser.

(d): Un moulin à scie, à farine, à carder et à fouler.

(e): Deux moulins à carder et à fouler.

(f): Un moulin à farine, à scie, à carder, à fouler et à brayer le lin.

(g): Deux moulins à farine et à scie; un moulin à scie, une manufacture de chaux et une manufacture de bois équarri.

(h): Deux moulins à farine et à scie.

(i): Un moulin à farine, à scie, à carder, à fouler et à écaler l'avoine.

(j): Un moulin à farine, à scie et à carder.

(k): Un moulin à scie et une tannerie; un moulin à farine et à scie.

(l): Un moulin à farine et à scie; un moulin à carder et à fouler.

(m): Un moulin à scie et à farine.

(n): Un moulin à farine, à fouler et à hacher.

Source: *Recensement du Canada, 1861* (listes nominatives).

e) 1871

localité	<i>les moulins</i>						<i>les autres équipements</i>				nbre d'équipements	nbre d'établissements
	moulin à scie nbre	moulin à farine nbre	moulin à fouler nbre	moulin à carder nbre	autres moulins nbre	nbre total trav.	de 1 à 5 trav.	de 6 à 15 trav.	16 et + trav.	nbre trav. non précisé		
<i>Rive nord et les îles</i>												
Trois-Rivières (ville)	2	1		2		408	100	23	8	4	140	5 (a)
Trois-Rivières (paroisse)							2	1			3	
Pointe-du-Lac	3	3	1	1	1	19	17				26	3 (b)
Yamachiche	3	2	1	2	1	65	38	1	1	1	50	3 (c)
Rivière-du-Loup	1	2	1	2		357	55	2	1		64	4 (d)
Maskinongé	1	1		1		110	22				25	1 (e)
Saint-Barthélemy	4	2				13	11				17	1 (f)
Saint-Cuthbert	8	2		2		22	28			5	45	1 (g)
Berthier	1	3	1	1		8	38	1	1		46	1 (h)
<i>Ile-Dupas</i>												
<i>Arrière-pays de la rive nord</i>												
Saint-Etienne-des-Grès	5	1			2	141	17	2			27	3 (i)
Saint-Barnabé	4	3		1		11	24				32	2 (j)
Saint-Sévère	1	1				3	18				20	1 (f)
Saint-Boniface	4	1				10	9				14	1 (f)
Saint-Elie	2				3	17	6				11	1 (k)
Saint-Paulin	1					1	7				8	
Saint-Léon	1	1	1	1		5	23				27	1 (l)
Sainte-Ursule	7	3	2	3	1	24	17				33	3 (m)
Saint-Justin	7			1		15	13				21	1 (c)
Saint-Didace	5	3				11	10	1			19	3 (n)
Saint-Norbert	6	1	1			14	12				20	1 (f)
Saint-Félix-de-Valois	6	5	2	3		22	14	1			31	6 (o)
Sainte-Elizabeth		1				1	12				13	

e) 1871 (suite)

localité	<i>les moulins</i>						<i>les autres équipements</i>				nbre d'équipements	nbre d'établissements	
	moulin à scie	moulin à farine	moulin à fouler	moulin à carder	autres moulins	nbre total	de 1 à 5	de 6 à 15	16 et +	nbre trav. non précisé			
	nbre	nbre	nbre	nbre	nbre	trav.	trav.	trav.	trav.	trav.			
<i>Rive sud</i>													
Sorel (ville)	1	1				8	42	17	9			70	2 (p)
Sorel (paroisse)	2	5				8	1	1	1			10	1 (l)
Yamaska	1	4	2	2	1	34	19		1			30	3 (q)
Saint-François-du-Lac	2	2	2	1	2	23	23		1			33	3 (r)
Pierreville	2	1	1	1		162	23		1			29	4 (s)
Baie-du-Febvre	2	1	1	1	1	14	27			1		34	1 (t)
Nicolet	2	1				183	29	4		1		37	1 (u)
total	84	51	16	25	12	1 709	657	54	24	12		935	57

- (a): Un atelier de manchonnerie et un atelier de crinolines et de corsets; une manufacture de hardes et une manufacture de valises; une boutique de boulanger et une boutique de pâtissier; un moulin à farine et à carder; une boutique de machiniste et un moulin à carder.
- (b): Deux moulins à farine et à scie; un moulin à carder, à fouler, à raser et à presser.
- (c): Une boutique de forgeron et une manufacture de voitures; un moulin à scie, à farine et à carder; un moulin à scie, à farine, à carder, à fouler, à raser et à presser.
- (d): Un moulin à farine et à carder; un moulin à farine, à carder et à fouler; une fonderie et une bout. de forgeron; une scierie, un chantier naval et une bout. de forgeron.
- (e): Un moulin à scie et à carder. (f): Un moulin à scie et à farine. (g): Un moulin à farine et à carder.
- (h): Un établissement regroupant deux moulins à farine, un moulin à scie, à carder et à fouler.
- (i): Un moulin à farine et à scie; une manufacture de fer, une boutique de forgeron et une fonderie; deux moulins à scie, à bardeau, à "block", une boutique de machinerie, une boutique de sellier, un four à chaux et un "gazhouse".
- (j): Un moulin à farine et à scie; un moulin à farine, à scie et à carder.
- (k): Un moulin à scie, à clabord, à bardeau, à planer et une boutique de forgeron. (l): Un moulin à farine, à scie, à carder et à fouler.
- (m): Un moulin à farine, à carder et à fouler; un moulin à farine, à scie et à carder; un moulin à farine, à scie, à carder et à fouler.
- (n): Deux moulins à farine et à scie; un moulin à farine et une tannerie. (o): Quatre moulins à farine et à scie; deux moulins à carder et à fouler.
- (p): Une manufacture de voitures et une boutique de forgeron; un chantier de construction navale et deux boutiques de forgeron.
- (q): Un moulin à scie et à farine; un moulin à farine, à carder et à fouler; un moulin à farine, à carder, à fouler et à bardeau
- (r): Un moulin à scie et à bardeau; un moulin à farine, à carder et à fouler; un moulin à scie, à farine, à fouler et à presser et une boutique de forgeron.
- (s): Une boutique de forgeron et une boutique de mécanicien; un abattoir et une charcuterie; une manufacture de souliers et de mitaines et une boulangerie; un moulin à scie, à farine, à fouler et à carder. (t): Un moulin à farine, à carder, à fouler, à raser et à presser.
- (u): Une boutique de cordonnier et une boutique de sellier.

Source: *Recensement du Canada, 1871* (listes nominatives).

ANNEXE 3.2
Les équipements de production de Trois-Rivières et de Sorel en 1871

type d'équipement	Trois-Rivières			Sorel		
	équipe- ments nbre	travail- leurs nbre	travail- leuses nbre	équipe- ments nbre	travail- leurs nbre	travail- leuses nbre
<i>bois</i>						
boutique de charpentier	1	20				
boutique de menuisier	10	34		1	2	
boutique de meublier	1	1		1	4	
scierie	2	400		1	5	
boutique de tonnelier	2	2				
manufacture de cercueils	2	8	7			
<i>cuir</i>						
boutique et manufacture de chaussures	16	88	17	8	54	24
boutique de sellier	3	14		2	5	1
tannerie	1	3		3	12	
<i>fer et métal</i>						
boutique de ferblantier	3	24		4	13	
fonderie et manufacture de machines	10	45		5	114	
boutique de forgeron	8	20		9	65	
manufacture de fourchettes de fer				1	1	
boutique d'orfèvre				2	2	
<i>alimentation</i>						
boucherie et charcuterie (a)	16	20		5	8	4
boulangerie	13	21		4	21	1
pâtisserie	1		2			
brasserie				1	6	
moulin à farine	1	2		1	3	
manufacture de soda (eaux gazéifiées)				1	2	1
<i>vêtement</i>						
boutique de chapelier				2	3	2
atelier et boutique de couturière	4		19			
atelier de crinolines et de corsets	1	1	5			
atelier de manchonnier	3	28	42	1	1	3
atelier et boutique de modiste	10		37	2		13
atelier et boutique de tailleur	5	14	60	2	6	31
manufacture de hardes	9	14	50			

ANNEXE 3.2 (suite)

type d'équipement	Trois-Rivières			Sorel		
	équipe- ments nbre	travail- leurs nbre	travail- leuses nbre	équipe- ments nbre	travail- leurs nbre	travail- leuses nbre
<i>textile</i>						
moulin à carder	2	4	2	..		
<i>matériel de transport</i>						
boutique de carrossier				1	9	
boutique et manufacture de voitures	5	11		3	17	
boutique de charron	2	5				
chantier de construction navale				2	31	
manufacture de gréements de bateaux				1	3	
<i>minéraux non métalliques</i>						
briqueterie				1	26	
boutique de maçon	1	5				
<i>produits chimiques</i>						
laboratoire de chimie				1	2	1
<i>autres</i>						
imprimerie et atelier de typographie	3	20		2	19	
atelier de photographie	1	1		1	2	
manufacture de savon ou de chandelles	1	2		1	3	6
boutique d'armurier				1	1	
compagnie de gaz	1	4				
manufacture de raquettes	1	4	3			
manufacture de valises	1	5				
total	140	820	244	70	440	87

(a): Inclut un équipement où s'effectue le boucanage de la viande à Trois-Rivières. Ne sont recensées que des boucheries à Trois-Rivières et que des charcuteries à Sorel.

Source: *Recensement du Canada, 1871* (listes nominatives).

ANNEXE 3.3

Les équipements de production des localités de la région du lac Saint-Pierre par grands secteurs, 1851-1871

a) 1851

localité	bois	cuir	fer et métal	alimen- tation	vête- ment	textile	matériel de transport	minéraux non mé- talliques	produits chimiques	autres	nbre d'équipe- ments
<i>Rive nord et les îles</i>											
Trois-Rivières (ville)	8	12	11	8	1	1	2			7	50
Trois-Rivières (paroisse)	1	2		2							5
Pointe-du-Lac	5	1	2	1		4				1	14
Yamachiche	12	11	8	4		6	1	2			44
Rivière-du-Loup	21	17	5	4	2	2					51
Maskinongé	6	6	8	1	1	4					26
Saint-Barthélemy (a)	3			3		2					8
Saint-Cuthbert	2	3	1	1		2					9
Berthier	26	15	11	5	2	3	1		1	4	68
Ile-Dupas			1							2	3

a) 1851 (suite)

localité	matériel minéraux produits										nbre d'équipements
	bois	cuir	fer et métal	alimen-tation	vête-ment	textile	de transport	non mé-talliques	chimiques	autres	
<i>Arrière-pays de la rive nord</i>											
Fief Saint-Etienne	1	1	1	1			1				5
Saint-Barnabé	7	1	2	2		1					13
Saint-Paulin											
Saint-Léon	1										1
Sainte-Ursule	6	1	2	3						1	13
Saint-Didace											
Saint-Norbert (a)	2										2
Saint-Félix-de-Valois	7	2	8	1		1			1		20
Sainte-Elizabeth	3		4	2		1	1		2		13
<i>Rive sud</i>											
Sorel (ville) (a)			1	2		2					5
Sorel (paroisse)			2	1			2				5
Yamaska (a)	3			4		2					9
Saint-François-du-Lac (a)		1		3		2					6
Baie-du-Febvre (a)				4		4					8
Nicolet (a)				1							1
total	114	73	67	53	6	37	8	2	4	15	379

(a): Les listes nominatives de ces localités étant manquantes, les données présentées ici proviennent de l'abrégé du recensement.

Sources: *Recensement du Canada, 1851* (listes nominatives) et vol. 2.

b) 1861

localité	matériel										nbre d'équipe- ments
	bois	cuir	fer et métal	alimen- tation	vête- ment	textile	de transport	minéraux non mé- talliques	produits chimiques	autres	
<i>Rive nord et les îles</i>											
Trois-Rivières (ville)	10	9	8	4		1	3			10	45
Trois-Rivières (paroisse)	3			2							5
Pointe-du-Lac	4	5	2	2		3				1	17
Yamachiche	19	13	8	6	3	6	2	3		9	69
Rivière-du-Loup	12	12	6	5	2		5			1	43
Maskinongé	3	9	3	1	1	2	1			6	26
Saint-Barthélemy	1		1	3		2					7
Saint-Cuthbert	6			2		4					12
Berthier	3	9	6	2	1	3	4				28
Ile-Dupas			1	1							2
<i>Arrière-pays de la rive nord</i>											
Saint-Etienne-des-Grès	7	3	4								14
Saint-Barnabé	8	4	3	5			1	1		1	23
Saint-Sévère		2	1								3
Saint-Boniface	3	2									5
Saint-Paulin	2										2
Saint-Léon	6	9	6	4		2			1		28
Sainte-Ursule	2	1		3		1					7
Saint-Justin	7	5	5		1		2			1	21
Saint-Didace	4	1		1							6
Saint-Norbert	4										4
Saint-Félix-de-Valois	4	3	4	3		2	3			4	23
Sainte-Elizabeth	3	1	5	1					1		11

b) 1861 (suite)

localité	matériel minéraux										nbre d'équipe- ments
	bois	cuir	fer et métal	alimen- tation	vête- ment	textile	de transport	non mé- talliques	produits chimiques	autres	
<i>Rive sud</i>											
Sorel (ville)			2							1	3
Sorel (paroisse)	1			5			1				7
Yamaska	12	9	3	2		1	2	4		3	36
Saint-François-du-Lac	7	2	4	4	1	1				2	21
Pierreville	1			2							3
Baie-du-Febvre	2			3							5
Nicolet		5	3	5						1	14
total	134	104	75	66	9	28	24	8	2	40	490

Source: *Recensement du Canada, 1861* (listes nominatives).

c) 1871

localité	matériel minéraux produits										nbrc d'équipe- ments
	bois	cuir	fer et métal	alimen- tation	vête- ment	textile	de transport	non mé- talliques	chimiques	autres	
<i>Rive nord et les îles</i>											
Trois-Rivières (ville)	18	20	21	31	32	2	7			9	140
Trois-Rivières (paroisse)	1	1						1			3
Pointe-du-Lac	8	3	3	3	4	3				2	26
Yamachiche	14	8	9	7	1	5	4	1		1	50
Rivière-du-Loup	18	12	14	7	3	3	6			1	64
Maskinongé	7	9	3	3		1	2				25
Saint-Barthélemy	4	3	5	3			2				17
Saint-Cuthbert	19	7	6	3		2	3	4		1	45
Berthier	12	9	10	8	1	2	2			2	46
<i>Ile-Dupas</i>											
<i>Arrière-pays de la rive nord</i>											
Saint-Etienne-des-Grès	7	4	7	3			1	3		2	27
Saint-Barnabé	7	4	3	9	4	1	3			1	32
Saint-Sévère	4	6	2	1	5					2	20
Saint-Boniface	6	2	3	3							14
Saint-Elie	6		2	1						2	11
Saint-Paulin	3	3	1		1						8
Saint-Léon	4	10	5	2	2	2	1			1	27
Sainte-Ursule	12	5	3	4		6	2	1			33
Saint-Justin	9	2	6			1	3				21
Saint-Didace	7	5	1	3			2		1		19
Saint-Norbert	10	1	4	1		1	1			2	20
Saint-Félix-de-Valois	10	3	5	5	1	5	2				31
Sainte-Elizabeth	4	2	5	1			1				13

c) 1871 (suite)

localité	matériel minéraux										nbre d'équipe- ments
	bois	cuir	fer et métal	alimen- tation	vête- ment	textile	de transport	non mé- talliques	produits chimiques	autres	
<i>Rive sud</i>											
Sorel (ville)	3	13	21	12	7		7	1	1	5	70
Sorel (paroisse)	2			5			3				10
Yamaska	7	5	6	6		4	2				30
Saint-François-du-Lac	10	4	5	6		4	1	1		2	33
Pierreville	4	8	6	5		2	2			2	29
Baie-du-Febvre	6	8	11	2		3	2	1		1	34
Nicolet	8	8	10	5	2		2	1		1	37
total	230	165	177	139	63	47	61	14	2	37	935

Source: *Recensement du Canada, 1871* (listes nominatives).

ANNEXE 3.4
Les équipements de production actionnés par l'eau, la force animale, le vent et la vapeur
dans les localités de la région du lac Saint-Pierre, 1851-1871

localité	1851				1861				1871			
	eau	animale	vent	vapeur	eau	animale	vent	vapeur	eau	animale	vent	vapeur
<i>Rive nord et les îles</i>												
Trois-Rivières (ville)	2	3	2		2	1	1	6	2	1		12
Trois-Rivières (paroisse)	2				2					1		
Pointe-du-Lac	7				5				9			
Yamachiche	10				11			1	9			1
Rivière-du-Loup	4				1			1	5			5
Maskinongé	9								3 (a)			1 (a)
Saint-Barthélemy	5			1	4				5			
Saint-Cuthbert	4								12			
Berthier	4	2			6	1		1	6			1
Ile-Dupas			1				1					
<i>Arrière-pays de la rive nord</i>												
Saint-Etienne-des-Grès	1				2				10			2
Saint-Barnabé	10				5				8			
Saint-Sévère									2	2		
Saint-Boniface					5				5			
Saint-Elie									4			
Saint-Paulin									1			
Saint-Léon					5				4			
Sainte-Ursule	2				1				14	1		

ANNEXE 3.4 (suite)

localité	1851				1861				1871			
	eau	force animale	vent	vapeur	eau	force animale	vent	vapeur	eau	force animale	vent	vapeur
Saint-Justin					5				8			
Saint-Didace					5				9			
Saint-Norbert	2				4				7			
Saint-Félix-de-Valois	8				7				16	1		
Sainte-Elizabeth	2	1			1				1			
<i>Rive sud</i>												
Sorel (ville)	1					1				2		9
Sorel (paroisse)	1				5		1		6		1	1
Yamaska	5			2	1				2			8
Saint-François-du-Lac	2		1		4		1		9	2		
Pierreville					3				1			5
Baie-du-Febvre	3		1		3		1		6			1
Nicolet	1				1				1			2
total	85 (b)	6	5	3	88 (c)	3	5	9	165 (d)	10	1	48

(a): Un moulin à scie actionné à l'eau et à la vapeur.

(b): Tous ces équipements sont des moulins sauf les forges du Saint-Maurice à Saint-Etienne et une fonderie à Saint-Félix-de-Valois.

(c): Tous ces équipements sont des moulins sauf une tannerie à Saint-Didace.

(d): Tous ces équipements sont des moulins sauf une manufacture de laine à Yamachiche, une manufacture de fer et une fonderie à Saint-Etienne et une tannerie à Saint-Didace.

Sources: *Recensements de Canada, 1851-1871* (listes nominatives); *Recensement du Canada, 1851*, vol. 2.

ANNEXE 3.5
Le nombre de mois d'activité des équipements de production
des localités de la région du lac Saint-Pierre en 1871

localité	3 mois	entre 4	entre 7			nbre d'équipe- ments
	et moins	et 6 mois	et 11 mois	12 mois	sans mention	
<i>Rive nord et les îles</i>						
Trois-Rivières (ville)	1	5	1	131	2	140
Trois-Rivières (paroisse)		1		2		3
Pointe-du-Lac	3	5		18		26
Yamachiche	9	12	6	20	3	50
Rivière-du-Loup	1	12	2	49		64
Maskinongé		1	3	21		25
Saint-Barthélemy	2	2	3	10		17
Saint-Cuthbert	14	1	1	28	1	45
Berthier		1		45		46
Ile-Dupas						
<i>Arrière-pays de la rive nord</i>						
Saint-Etienne-des-Grès	2	9	1	15		27
Saint-Barnabé	3	9	9	11		32
Saint-Sévère	10	2	1	7		20
Saint-Boniface	3	1		10		14
Saint-Elie	2	1	2	4	2	11
Saint-Paulin	1	1	2	4		8
Saint-Léon	1	3	2	21		27
Sainte-Ursule	9	4	2	16	2	33
Saint-Justin	6	1	3	11		21
Saint-Didace	3	3	2	11		19
Saint-Norbert	9	2	3	6		20
Saint-Félix-de-Valois	4	2	4	21		31
Sainte-Elizabeth	1	4	6	2		13
<i>Rive sud</i>						
Sorel (ville)	2	3	4	60	1	70
Sorel (paroisse)	1	2	1	6		10
Yamaska	4	4	1	20	1	30
Saint-François-du-Lac	6	5	5	16	1	33
Pierreville	2	4	2	20	1	29
Baie-du-Febvre	2	3	1	28		34
Nicolet	3	6	1	27		37
total	104	109	68	640	14	935

Source: *Recensement du Canada, 1871* (listes nominatives).

ANNEXE 3.6
La valeur de production des équipements
des localités de la région du lac Saint-Pierre en 1871

localité	nbre d'équipe- ments	nbre d'employés				fil- les	coût des mat. premières (dollars)	valeur de la production (dollars)
		hom- mes	fem- mes	gar- çons				
<i>Rive nord et les îles</i>								
Trois-Rivières (ville)	140	759	230	61	14	635 421	1 167 630	
Trois-Rivières (paroisse)	3	14				360	3 200	
Pointe-du-Lac	26	34	8	2	1	60 881	61 574	
Yamachiche	50	137	10	5		45 252	165 392	
Rivière-du-Loup	64	451	8	53		153 765	278 248	
Maskinongé	25	135		7		37 942	68 515	
Saint-Barthélemy	17	29		4		10 915	25 662	
Saint-Cuthbert	45	62				34 524	49 752	
Berthier	46	117	18	5	1	108 205	229 060	
Ile-Dupas								
<i>Arrière-pays de la rive nord</i>								
Saint-Etienne-des-Grès	27	162	1	32		261 853	347 666	
Saint-Barnabé	32	37	6			37 101	52 226	
Saint-Sévère	20	19	9			12 533	14 856	
Saint-Boniface	14	22				9 503	14 620	
Saint-Elie	11	25				27 146	130 360	
Saint-Paulin	8	10				1 510	5 060	
Saint-Léon	27	31	6	4		23 990	36 075	
Sainte-Ursule	33	42	1	2		69 392	100 335	
Saint-Justin	21	27	1			8 605	36 632	
Saint-Didace	19	35				35 501	65 649	
Saint-Norbert	20	26				15 125	25 835	
Saint-Félix-de-Valois	31	45	5	8	3	70 556	105 850	
Sainte-Elizabeth	13	17		2		2 055	6 225	
<i>Rive sud</i>								
Sorel (ville)	70	400	58	40	29	193 091	492 866	
Sorel (paroisse)	10	72				56 280	95 902	
Yamaska	30	77		5		15 086	23 802	
Saint-François-du-Lac	33	91	2	3		48 422	77 775	
Pierreville	29	197	23			109 546	202 226	
Baie-du-Febvre	34	47	1	7		26 273	46 673	
Nicolet	37	217	4	27	14	173 111	282 215	

Source: *Recensement du Canada, 1871* (listes nominatives).

ANNEXE 3.7
Le classement des équipements de production selon leur valeur de production
dans les comtés de la région du lac Saint-Pierre, 1881-1901

comté, année et valeur de la production	équi- pements		travailleurs		valeur de la production	
	nbre	%	nbre	%	(dollars)	%
<i>Trois-Rivières</i>						
1881						
moins de 2 000 \$	53	42,1	101	8,2	44 676	4,0
2 000 \$ à 12 000 \$	63	50,0	323	26,3	313 737	28,3
12 001 \$ à 25 000 \$	5	4,0	111	9,1	110 545	10,0
25 001 \$ à 49 999 \$	1		24	2,0	30 000	2,7
50 000 \$ et plus	4	3,2	668	54,4	610 582	55,0
total	126		1 227		1 109 540	
1891						
moins de 2 000 \$	32	41,6	43	4,9	33 850	3,5
2 000 \$ à 12 000 \$	32	41,6	210	24,0	173 596	17,7
12 001 \$ à 25 000 \$	7	9,1	103	11,8	123 500	12,6
25 001 \$ à 49 999 \$	3	3,9	87	10,0	109 000	11,1
50 000 \$ et plus	3	3,9	431	49,3	540 000	55,1
total	77		874		979 946	
<i>Saint-Maurice</i>						
1881						
moins de 2 000 \$	93	76,9	135	33,9	55 523	21,3
2 000 \$ à 12 000 \$	23	19,0	94	23,6	97 129	37,2
12 001 \$ à 25 000 \$	4	3,3	121	30,4	68 314	26,2
25 001 \$ à 49 999 \$	1		48	12,1	40 000	15,3
total	121		398		260 966	
1891						
moins de 2 000 \$	118	75,6	150	50,7	73 284	25,5
2 000 \$ à 12 000 \$	35	22,4	127	42,9	148 458	51,6
12 001 \$ à 25 000 \$	2	1,3	18	6,1	40 000	13,9
25 001 \$ à 49 999 \$	1		1		26 000	9,0
total	156		296		287 742	
<i>Trois-Rivières et Saint-Maurice</i>						
1901						
moins de 2 000 \$	7	9,5	32	2,1	8 055	0,5
2 000 \$ à 12 000 \$	40	54,1	170	11,1	206 078	13,0
12 001 \$ à 25 000 \$	12	16,2	168	10,9	194 417	12,3
25 001 \$ à 49 999 \$	7	9,5	227	14,8	234 114	14,8
50 000 \$ et plus	8	10,8	939	61,1	941 423	59,4
total	74		1 536		1 584 087	

ANNEXE 3.7 (suite)

comté, année et valeur de la production	équi- pements		travailleurs		valeur de la production	
	nbre	%	nbre	%	(dollars)	%
<i>Maskinongé</i>						
1881						
moins de 2 000 \$	247	83,7	478	60,3	141 529	21,2
2 000 \$ à 12 000 \$	40	13,6	259	32,7	200 075	30,0
12 001 \$ à 25 000 \$	4	1,4	22	2,8	79 873	12,0
25 001 \$ à 49 999 \$	1		12	1,5	37 500	5,6
50 000 \$ et plus	3	1,0	22	2,8	207 833	31,2
total	295		793		666 810	
1891						
moins de 2 000 \$	209	78,0	303	39,7	152 018	17,0
2 000 \$ à 12 000 \$	48	17,9	113	14,8	218 686	24,4
12 001 \$ à 25 000 \$	3	1,1	35	4,6	59 500	6,6
25 001 \$ à 49 999 \$	5	1,9	93	12,2	150 120	16,8
50 000 \$ et plus	3	1,1	220	28,8	315 400	35,2
total	268		764		895 724	
1901						
moins de 2 000 \$	3	5,5	8	1,5	4 343	0,7
2 000 \$ à 12 000 \$	46	83,6	197	35,6	283 941	48,5
12 001 \$ à 25 000 \$	4	7,3	102	18,4	67 463	11,5
25 001 \$ à 49 999 \$	1		12	2,2	29 300	5,0
50 000 \$ et plus	1		234	42,3	200 000	34,2
total	55		553		585 047	
<i>Berthier</i>						
1881						
moins de 2 000 \$	196	79,4	276	53,5	110 692	20,7
2 000 \$ à 12 000 \$	45	18,2	121	23,5	177 672	33,3
12 001 \$ à 25 000 \$	4	1,6	35	6,9	65 450	12,3
25 001 \$ à 49 999 \$	1		2	0,4	40 000	7,5
50 000 \$ et plus	1		82	15,9	140 000	26,2
total	247		516		533 814	

ANNEXE 3.7 (suite)

comté, année et valeur de la production	équi- pements		travailleurs		valeur de la production	
	nbre	%	nbre	%	(dollars)	%
<i>Berthier</i>						
1891						
moins de 2 000 \$	231	73,3	301	47,9	155 978	21,9
2 000 \$ à 12 000 \$	75	23,8	184	29,3	298 958	42,1
12 001 \$ à 25 000 \$	6	1,9	39	6,2	109 080	15,3
25 001 \$ à 49 999 \$	2	0,6	50	8,0	67 000	9,4
50 000 \$ et plus	1		55	8,7	80 000	11,3
total	315		629		711 016	
1901						
moins de 2 000 \$	3	5,9	4	1,2	5 529	1,2
2 000 \$ à 12 000 \$	41	80,4	103	30,9	225 175	49,9
12 001 \$ à 25 000 \$	5	9,8	59	17,7	79 740	17,7
50 000 \$ et plus	2	3,9	167	50,2	141 000	31,2
total	51		333		451 444	
<i>Richelieu</i>						
1881						
moins de 2 000 \$	77	57,5	146	24,2	62 443	8,8
2 000 \$ à 12 000 \$	46	34,3	225	37,3	235 774	33,3
12 001 \$ à 25 000 \$	7	5,2	86	14,3	127 800	18,0
25 001 \$ à 49 999 \$	1		26	4,3	28 000	4,0
50 000 \$ et plus	3	2,2	120	19,9	255 000	36,0
total	134		603		709 017	
1891						
moins de 2 000 \$	167	63,0	226	23,5	109 129	11,2
2 000 \$ à 12 000 \$	85	32,1	374	38,9	398 705	41,0
12 001 \$ à 25 000 \$	6	2,3	81	8,4	106 540	11,0
25 001 \$ à 49 999 \$	4	1,5	99	10,3	134 150	13,8
50 000 \$ et plus	3	1,1	181	18,8	223 010	23,0
total	265		961		971 534	
1901						
moins de 2 000 \$	4	6,3	24	1,5	5 775	0,5
2 000 \$ à 12 000 \$	43	67,2	225	14,1	258 037	22,9
12 001 \$ à 25 000 \$	12	18,8	211	13,2	202 560	17,9
25 001 \$ à 49 999 \$	2	3,1	47	2,9	71 850	6,4
50 000 \$ et plus	3	4,7	1 094	68,3	590 900	52,3
total	64		1 601		1 129 122	

ANNEXE 3.7 (suite)

comté, année et valeur de la production	équi- pements		travailleurs		valeur de la production	
	nbre	%	nbre	%	(dollars)	%
<i>Yamaska</i>						
1881						
moins de 2 000 \$	176	85,9	319	54,0	103 110	23,1
2 000 \$ à 12 000 \$	20	9,8	104	17,6	89 339	20,0
12 001 \$ à 25 000 \$	5	2,4	18	3,1	92 647	20,7
25 001 \$ à 49 999 \$	3	1,5	50	8,5	86 992	19,5
50 000 \$ et plus	1		100	16,9	75 000	16,8
total	205		591		447 088	
1891						
moins de 2 000 \$	259	77,3	386	40,3	151 964	17,1
2 000 \$ à 12 000 \$	65	19,4	216	22,5	333 699	37,6
12 001 \$ à 25 000 \$	8	2,4	90	9,4	138 000	15,6
25 001 \$ à 49 999 \$	2	0,6	17	1,8	64 000	7,2
50 000 \$ et plus	1		250	26,1	200 000	22,5
total	335		959		887 663	
1901						
moins de 2 000 \$	5	7,8	34	7,5	6 293	1,2
2 000 \$ à 12 000 \$	56	87,5	231	51,1	349 164	64,3
12 001 \$ à 25 000 \$	2	3,1	5	1,1	27 206	5,0
50 000 \$ et plus	1		182	40,3	160 000	29,5
total	64		452		542 663	
<i>Nicolet</i>						
1881						
moins de 2 000 \$	175	75,1	284	35,3	104 223	16,5
2 000 \$ à 12 000 \$	46	19,7	123	15,3	209 206	33,2
12 001 \$ à 25 000 \$	7	3,0	203	25,3	135 280	21,5
25 001 \$ à 49 999 \$	4	1,7	154	19,2	120 689	19,1
50 000 \$ et plus	1		40	5,0	61 250	9,7
total	233		804		630 648	

ANNEXE 3.7 (suite)

comté, année et valeur de la production	équi- pements		travailleurs		valeur de la production	
	nbre	%	nbre	%	(dollars)	%
<i>Nicolet</i>						
1891						
moins de 2 000 \$	298	72,7	426	41,1	211 728	20,3
2 000 \$ à 12 000 \$	100	24,4	279	26,9	412 725	39,6
12 001 \$ à 25 000 \$	5	1,2	128	12,4	84 460	8,1
25 001 \$ à 49 999 \$	4	1,0	93	9,0	118 400	11,4
50 000 \$ et plus	3	0,7	110	10,6	214 320	20,6
total	410		1 036		1 041 633	
1901						
moins de 2 000 \$	2	2,4	7	1,8	2 722	0,4
2 000 \$ à 12 000 \$	75	90,4	235	60,4	420 015	65,3
12 001 \$ à 25 000 \$	4	4,8	35	9,0	62 055	9,7
50 000 \$ et plus	2	2,4	112	28,8	158 500	24,6
total	83		389		643 292	

Sources: *Recensement du Canada, 1891*, vol. 4; *Recensement du Canada, 1901*, vol. 3.

ANNEXE 3.8
Les équipements de production dans quelques villes
de la région du lac Saint-Pierre, 1881-1901

ville et année	équi- pements nbre	travailleurs nbre	valeur de la production (dollars)
Trois-Rivières			
1881	128	1 228	1 102 397
1891	74	871	977 496
1901	31	1 188	1 187 373
Louiseville			
1881	45	230	226 370
1891	52	208	226 737
1901	6	328	260 829
Sorel			
1881	51	404	522 427
1891	128	670	755 745
1901	27	672	469 990
Nicolet			
1881	28	300	149 590
1891	90	368	337 911
1901	4	46	39 400

Sources: *Recensement du Canada, 1891*, vol. 4; *Recensement du Canada, 1901*, vol. 3.

ANNEXE 3.9
Les moulins dans la région du lac Saint-Pierre, 1881 et 1891

année et comté	moulin à scie			moulin à farine			moulin à carder, à fouler		
	nbre	trav. nbre	valeur de production (dollars)	nbre	trav. nbre	valeur de production (dollars)	nbre	trav. nbre	valeur de production (dollars)
1881									
Trois-Rivières	2	550	450 582	1	2	6 300	1	2	800
Saint-Maurice	13	123	75 100	12	37	41 618	2	11	22 500
Maskinongé	20	108	51 750	12	22	137 754	5	10	16 657
Berthier	32	64	33 228	17	41	84 250	5	5	8 694
Richelieu	7	33	97 050	7	9	23 872	3	11	18 905
Yamaska	6	135	131 862	8	30	92 413	4	8	11 920
Nicolet	29	427	154 484	23	42	228 189	5	9	46 540
total	109	1 440	994 056	80	183	614 396	25	56	126 016
1891									
Trois-Rivières	1	20	25 000	1	1	1 500	2	3	1 525
Saint-Maurice	15	64	31 400	15	27	102 850	4	8	6 900
Maskinongé	24	248	259 755	14	22	160 440	5	7	9 150
Berthier	28	80	66 490	15	19	98 775	7	11	14 100
Richelieu	7	46	62 300	9	19	22 960	2	5	28 200
Yamaska	11	339	301 980	9	14	100 800	2	5	10 200
Nicolet	35	408	241 635	29	52	161 441	7	10	16 883
total	121	1 205	988 560	92	154	648 766	29	49	86 958

Sources: *Recensement du Canada, 1881*, vol. 3; *Recensement du Canada, 1891*, vol. 3.

ANNEXE 5.1
Les navigants des localités riveraines du lac Saint-Pierre
et de quelques paroisses des environs immédiats, 1831-1891

a) Les effectifs de navigants, 1831-1891

localité	1831	1851	1861	1871	1881	1891
Trois-Rivières	22	34	26	26	14	9
Pointe-du-Lac		3	2	9	12	5
Yamachiche	3	3	1			2
Rivière-du-Loup		1	3	6	3	2
Maskinongé				1		1
Saint-Barthélemy			1	3	1	
Saint-Cuthbert	1		1		1	1
Berthier	27	23	34	54	47	21
Lanoraie		4	21	93	87	64
Ile-Dupas		1	5	16	30	35
Sorel	36	19	304	370	451	435
Yamaska	1		9	12	9	10
Saint-François-du-Lac			11	25	14	9
Pierreville			16	36	38	47
Nicolet	2		4	8	12	13
Saint-Grégoire	1	11	1	6	5	3
Sainte-Angèle-de-Laval				2	4	3
total	93	99	439	667	728	660

Note: Les personnes de 13 ans et moins déclarant une profession de la navigation (2 en 1861, 3 en 1871, 5 en 1881 et 1 en 1891) n'ont pas été retenues.

Sources: *Recensements du Canada, 1831-1891* (listes nominatives).

b) Le statut civil des navigants, 1851-1891

statut civil	1851		1861		1871		1881		1891	
	nbre	%								
célibataire	24	24,2	82	18,7	144	21,6	177	24,3	161	24,4
marié	74	74,8	349	79,5	514	77,1	530	72,8	477	72,3
veuf	1		8	1,8	9	1,3	20	2,8	22	3,3
statut non déclaré							1			
total	99		439		667		728		660	

Sources: *Recensements du Canada, 1851-1891* (listes nominatives).

c) *L'âge des navigants, 1851-1891*

groupe d'âge	1851		1861		1871		1881		1891	
	nbre	%								
14-19 ans	3	3,0	31	7,1	68	10,2	82	11,3	71	10,8
20-29 ans	32	32,3	136	31,0	197	29,5	237	32,6	201	30,5
30-39 ans	29	29,3	144	32,8	177	26,5	164	22,5	176	26,7
40-49 ans	15	15,2	63	14,4	144	21,6	115	15,8	91	13,8
50-59 ans	13	13,1	44	10,0	48	7,2	84	11,5	76	11,5
60-69 ans	6	6,1	18	4,1	24	3,6	33	4,5	34	5,2
70-79 ans	1		2	0,5	8	1,2	11	1,5	9	1,4
80-89 ans			1				2	0,3	2	0,3
âge non déclaré					1					
total	99		439		667		728		660	

Sources: *Recensements du Canada, 1851-1891* (listes nominatives).

ANNEXE 5.2
La construction navale dans la région du lac Saint-Pierre

a) Les chantiers navals, 1851-1911

année et localité ou <i>comté</i>	propriétaire(s)	nombre de chantiers	valeur de production (dollars)	nbre de travail- leurs	production annuelle
1851 Saint-Pierre-de-Sorel	J. et D. McCarthy			150	
1861 Saint-Pierre-de-Sorel	Daniel McCarthy			100	10 bâtiments réparés 8 bâtiments construits
1871 Rivière-du-Loup	Hunterstown L. Co.		5 200	12	1 steamboat
Sorel (ville)	Cie Richelieu		15 000	25	réparations en tous genres
Sorel (ville)	Eusèbe Lussier		36 000	6	chalands, canal boats
Sorel (paroisse)	J. et D. McCarthy		42 000	50	10 barges (7 construites; 3 réparées) 5 vapeurs (1 construit; 4 réparés)
Sorel (paroisse)	Prime Dauphinois		4 800	12	4 bâtiments à voile
Saint-Michel-d'Yamaska	Pierre Letendre		4 500	25	2 bateaux
Saint-François-du-Lac	Félix-Adolphe Toupin		20 000	41	10 boats et barges
Pierreville	David Manseau		2 000	5	1 bateau
1881 <i>Yamaska</i>		3	9 500	37	
<i>Richelieu</i>		4	46 900	68	
1891 <i>Yamaska</i>		3	38 750	43	
<i>Richelieu</i>		2	1 000	4	
1901 <i>Richelieu</i>		3	497 800	1 030	
1911 <i>Richelieu</i>		3	878 802	1 115	

Sources: *Recensements du Canada, 1851-1871* (listes nominatives); *Recensements du Canada, 1881*, vol. 3, 1891, vol. 3, 1901, vol. 3, 1911.

*b) Le nombre de bateaux construits dans la région
du lac Saint-Pierre et les environs immédiats, 1850-1899*

localité	1850-59	1860-69	1870-79	1880-89	1890-99	total
Trois-Rivières	6	3	3	2	7	21
Pointe-du-Lac		2				2
Yamachiche		5				5
Rivière-du-Loup		9	9			18
Berthier	2	5		1	1	9
Sorel	45	65	54	38	32	234
Saint-Michel-d'Yamaska	3	31	36	14	20	104
Saint-David-d'Yamaska	2	11	2			15
Saint-Aimé	19	10	16	2	2	49
Saint-François-du-Lac	6	24	16		4	50
Pierreville	10	32	35	22	44	143
Nicolet	1	1	2	1	1	6
Sainte-Monique	1	1	1			3
Saint-Grégoire		1				1
total par décennie	95	200	174	80	111	660

Sources: «Liste des navires inscrits dans les livres d'enregistrement du Canada», *Documents de la Session du Canada*, n° 5 (1875); vol. 20, n° 15 (1887); vol. 29, n°s 11-11c (1896); vol. XXXIII, n° 10 (1899); vol. XXXVII, n° 9 (1903).

*c) Les types de bateau construits dans la région
du lac Saint-Pierre et les environs immédiats, 1850-1899*

localité	bateau	barge et		goélette	corvette	total
	à vapeur	bateau (a)	sloop			
Trois-Rivières	10	3	3	5		21
Pointe-du-Lac		1		1		2
Yamachiche		5				5
Rivière-du-Loup	2	15	1			18
Berthier	2	4		3		9
Sorel	91	118	19	6		234
Saint-Michel-d'Yamaska	2	62	38	1	1	104
Saint-David-d'Yamaska		14	1			15
Saint-Aimé	1	34	12	1	1	49
Saint-François-du-Lac	1	38	9	2		50
Pierreville	3	59	64	16	1	143
Nicolet	3	2	1			6
Sainte-Monique	1	1	1			3
Saint-Grégoire		1				1
total	116	357	149	35	3	660

Sources: «Liste des navires inscrits dans les livres d'enregistrement du Canada», *Documents de la Session du Canada*, n° 5 (1875); vol. 20, n° 15 (1887); vol. 29, n°s 11-11c (1896); vol. XXXIII, n° 10 (1899); vol. XXXVII, n° 9 (1903).

ANNEXE 5.3
Les activités au port de Trois-Rivières
a) La valeur des exportations et des importations

année	Port de Trois-Rivières		valeur des produits exportés					
	exportation (dollars)	importation (dollars)	produits du bois (dollars)	%	produits agricoles (dollars)	%	autres produits (dollars)	%
1882	616 577	108 412						
1883	407 001	117 085	349 063	85,8	46 652	11,5	11 286	2,8
1884	646 767	137 687	501 122	77,5	83 017	12,8	62 628	9,7
1885	654 592	100 101	399 663	61,1	217 768	33,3	37 161	5,7
1886	633 398	244 477	453 581	71,6	161 979	25,6	17 838	2,8
1887	764 199	105 235	529 248	69,3	119 489	15,6	115 462	15,1
1888	733 377	130 829	408 281	55,7	303 646	41,4	21 450	2,9
1889	843 450	180 242	476 189	56,5	314 763	37,3	52 498	6,2
1890	823 332	159 652	506 853	61,6	278 276	33,8	38 203	4,6
1891	794 486	136 524	631 708	79,5	133 978	16,9	28 800	3,6
1892	804 013	130 793	637 010	79,2	107 566	13,4	59 437	7,4
1893	789 192	170 998	701 295	88,9	61 027	7,7	26 870	3,4
1894	944 276	170 025	859 641	91,0	42 145	4,5	42 490	4,5
1895	1 214 190	161 198	1 069 528	88,1	45 412	3,7	99 250	8,2
1896	1 589 703	186 558	1 372 021	86,3	43 148	2,7	174 534	11,0
1897	1 441 350	191 737	1 272 010	88,3	25 030	1,7	144 310	10,0
1898	1 174 666	610 508	986 140	84,0	35 050	3,0	153 476	13,1
1899	1 856 785	377 365	1 703 905	91,8	30 655	1,7	122 225	6,6
1900	1 650 405	580 507	1 475 500	89,4	36 760	2,2	138 145	8,4

Sources: «Rapports annuels du département de la Marine», *Documents de la Session du Canada, 1887-1897*; Archives du séminaire de Trois-Rivières, *Three Rivers Harbour Commissioner's Reports, 1883-1885* et 1897-1900.

b) La destination des exportations et la provenance des importations

année	États- Unis (dollars)	%	Grande- Bretagne (dollars)	%	continent européen (dollars)	%	provinces maritimes (dollars)	%	autres (dollars)	%	total (dollars)
<i>les exportations</i>											
1883	148 408	36,5	244 995	60,2	1 200	0,3			12 398	3,1	407 001
1884	382 141	59,1	228 432	35,3	1 133	0,2			35 061	5,4	646 767
1885	447 507	68,4	200 986	30,7	1 373	0,2			4 726	0,7	654 592
1886	400 153	63,2	231 045	36,5	2 200	0,4					633 398
1887	453 060	59,3	298 815	39,1	9 664	1,3			2 660	0,4	764 199
1888	605 924	82,6	125 411	17,1	2 042	0,3					733 377
1889	576 660	68,4	201 735	23,9	4 396	0,5	34 900	4,1	25 759	3,1	843 450
1890	586 979	71,3	217 733	26,5	6 519	0,8	11 300	1,4	801	0,1	823 332
1891	569 065	71,6	216 421	27,2	4 800	0,6	4 200	0,5			794 486
1892	656 953	81,7	130 930	16,3	10 600	1,3	5 530	0,7			804 013
1893	529 432	67,1	250 235	31,7	1 785	0,2	7 740	1,0			789 192
1894	633 633	67,1	303 454	32,1	2 021	0,2	5 168	0,6			944 276
1895	869 543	71,6	327 473	27,0	1 646	0,1	950	0,1	14 578	1,2	1 214 190
1896	943 735	59,4	542 548	34,1	58 755	3,7	18 520	1,2	26 145	1,6	1 589 703
1897	818 310	56,8	571 578	39,7	18 065	1,3			33 397	2,3	1 441 350
1898	664 430	56,6	432 800	36,8	56 396	4,8			21 040	1,8	1 174 666
1899	807 045	43,5	1 003 155	54,0	29 750	1,6			16 835	0,9	1 856 785
1900	785 322	47,6	792 641	48,0	44 406	2,7			28 036	1,7	1 650 405
<i>les importations</i>											
1883	84 016	71,7	8 031	6,9	20 359	17,4			4 679	4,0	117 085
1884	113 407	82,4	1 404	1,0	15 919	11,6			6 957	5,1	137 687
1885	88 355	88,3	3 280	3,3	8 466	8,5					100 101
1886	105 089	43,0	128 158	52,4	11 230	4,6					244 477
1887	55 480	52,7	19 270	18,3	11 402	10,8	18 930	18,0	153	0,2	105 235
1888	78 074	59,7	20 338	15,6	12 144	9,3	20 273	15,5			130 829
1889	83 896	46,6	32 443	18,0	37 243	20,7	26 660	14,8			180 242
1890	60 274	37,8	26 243	16,4	33 635	21,1	39 500	24,7			159 652
1891	69 340	50,8	31 123	22,8	9 949	7,3	26 112	19,1			136 524
1892	57 989	44,3	26 452	20,2	16 196	12,4	30 156	23,1			130 793
1893	92 029	53,8	27 906	16,3	16 063	9,4	35 000	20,5			170 998
1894	103 892	61,1	19 937	11,7	11 196	6,6	35 000	20,6			170 025
1895	67 422	41,8	17 609	10,9	13 959	8,7	62 208	38,6			161 198
1896	95 868	51,4	13 371	7,2	8 350	4,5	68 969	37,0			186 558
1897	139 370	72,7	11 173	5,8	9 194	4,8	32 000	16,7			191 737
1898	468 461	76,7	11 020	1,8	79 985	13,1	51 042	8,4			610 508
1899	253 945	67,3	34 240	9,1	9 180	2,4	80 000	21,2			377 365
1900	325 514	56,1	25 801	4,4	162 712	28,0	66 480	11,5			580 507

Sources: «Rapports annuels du département de la Marine», *Documents de la Session du Canada, 1887-1897*; Archives du séminaire de Trois-Rivières, *Three Rivers Harbour Commissioner's Reports, 1883-1885 et 1897-1900*.

ANNEXE 5.4
La pêche dans la région du lac Saint-Pierre

*a) Les quantités de poissons pêchées dans la région
du lac Saint-Pierre en 1851 et 1861 selon les données nominatives*

localité	1851 quantité de poisson préparé	1861		
		quantité séchée (quintaux)	quantité salée et mise en quart	vendu frais (livres)
<i>Rive nord et les îles</i>				
Pointe-du-Lac			15	14 050
Yamachiche	3.5 quintaux	1	14,75	13 320
Rivière-du-Loup	3301 livres		3	3 quarts
Maskinongé		3,5	0,25	
Saint-Barthélemy			9	356
Berthier		410	2	
Ile-Dupas	1 baril, 5 quarts		9	27 quarts
<i>Arrière-pays rive nord</i>				
Saint-Léon	18?			
<i>Rive sud</i>				
Sorel			21	28
Yamaska		8	50	1 701
Saint-François-du-Lac			63,5	\$173.50
Pierreville			22,5	500,5
Baie-du-Febvre			20	19 quintaux
total approximatif	3 976 livres	42 250 livres	5 750 livres	32 605,5 livres

Sources: *Recensements du Canada, 1851 et 1861* (listes nominatives).

b) Les quantités de poissons pêchées dans la région du lac Saint-Pierre en 1851 et 1861 selon les données publiées

localité	1851	1861		
	quantité de poisson préparé (barils)	quantité séchée (quintaux)	quantité salée et mise en quart	vendu frais (livres)
<i>Rive nord et les îles</i>				
Yamachiche	1			
Rivière-du-Loup	16		3	3
Maskinongé		4		
Saint-Barthélemy			5	356
Saint-Cuthbert		9		
Ile-Dupas			8	27
<i>Arrière-pays rive nord</i>				
Saint-Paulin			1	602
Saint-Léon	2			
Sainte-Ursule				200
<i>Rive sud</i>				
Baie-du-Febvre	2			
Nicolet	2			
total	23	13	17	1 188

Sources: *Recensements du Canada, 1851*, vol. 2 et *1861*, vol. 2.

c) Les quantités de poissons pêchées dans les comtés du lac Saint-Pierre (barils), 1871 et 1881

comté	alose		anguille		poisson blanc		truite		autres poissons	
	1871	1881	1871	1881	1871	1881	1871	1881	1871	1881
Trois-Rivières	5		48	1					373	3
Saint-Maurice	13		21	3	13	168	33,5	26	197	189
Maskinongé			51	15	3	2	80	13	674	542
Berthier	314	192	275	199	17	32	18	56	2 360	1 128
Richelieu	36	29	280	182	24	6			566	624
Yamaska	3	3	198	130	1	2		3	593	426
Nicolet	190	264	143	164	48	11	11		740	822
total	561	488	1 016	694	106	221	142,5	98	5 503	3 734

Sources: *Recensement du Canada, 1871* (listes nominatives); *Recensement du Canada, 1881*, vol. 3.

d) Les filets tendus (brasses) dans les comtés du lac Saint-Pierre, 1871 et 1881

année	Trois-Rivières	Saint-Maurice	Maskinongé	Berthier	Richelieu	Yamaska	Nicolet
1871	100	1 474	13 651	7 715	40 976	17 765	27 214
1881	6	1 479	8 463	5 811	3 974	30 234	38 919

Sources: *Recensement du Canada, 1871* (listes nominatives); *Recensement du Canada, 1881*, vol. 3.

e) Les individus déclarant des filets et/ou des quantités de poisson dans les localités riveraines du lac Saint-Pierre en 1871 et leurs professions

localité	nbre d'individus						
	déclarant des brasses de filets et/ou du poisson	culti-vateurs	%	journai-liers	%	autres	sans prof.
<i>Rive nord et les îles</i>							
Trois-Rivières	14	6	42,9	4	28,6	2	1
Pointe-du-Lac	27	23	85,2	2	7,4	1	1
Yamachiche	32	19	59,4	1	3,1	11	1
Rivière-du-Loup	124	60	48,4	21	16,9	42	1
Maskinongé	71	43	60,6	12	16,9	16	
Saint-Barthélemy	28	25	89,3				3
Saint-Cuthbert	6	5	83,3				
Berthier	46	12	26,1	3	6,5	30	1
Ile-Dupas	65	28	43,1	4	6,2	31	2
<i>Rive sud</i>							
Sorel	169	146	86,4	6	3,6	14	3
Yamaska	96	80	83,3	3	3,1	11	2
Saint-Frs.-du-Lac	81	53	65,4	13	16,1	10	5
Pierreville	89	61	68,5	9	10,1	13	6
Baie-du-Febvre	41	32	78,1	1	2,4	6	2
Nicolet	34	24	70,6	6	17,7	3	1
total	923	617		85		190	29

Source: *Recensement du Canada, 1871* (listes nominatives).

f) Les individus se déclarant pêcheurs dans les localités riveraines du lac Saint-Pierre, 1851-1891

localité	1851	1861	1871	1881	1891
<i>Rive nord et les îles</i>					
Trois-Rivières				!	
Yamachiche	1		1		2
Rivière-du-Loup			1	1	2
Maskinongé				2	5
Berthier			5		1
Ile-Dupas	1	1	14	22	19
<i>Rive sud</i>					
Sorel	4	1	6	4	13
Yamaska			7	1	2
Saint-François-du-Lac		6		9	6
Pierreville				1	
Nicolet			1	7	2
total	6	8	35	48	52

Sources: *Recensements du Canada, 1851-1891* (listes nominatives).

ANNEXE 6.1
Liste des dossiers de faillite comportant une liste de créanciers
relevés dans les archives de la cour supérieure du dernier tiers du XIX^e siècle

Rive nord et les îles

année de la faillite	propriétaire(s) ou "raison sociale"	type d'équipement de production ou profession	année de la faillite	propriétaire(s) ou "raison sociale"	profession
<i>fabrication et construction</i>			<i>commerce et services</i>		
<i>Trois-Rivières</i>					
1886	"N. Malhiot & Company"	manufacture de cigares	1879	"Moreau & Trottier"	marchands
1887	James Baxter	horloger et bijoutier	1885	"Gélinas & Cloutier"	commerçants
1887	Louis-Philippe Pleau	chapelier et manchonnier	1886	Louis-Flavien-Timoléon Buisson	marchand
1888	"George Baptist, Son & Company"	scierie	1886	Timothy Lamb Louthood	marchand
1889	"Gouin & Gouin"	manufacture de cercueils	1886	Alphonse-E. Desilets	marchand
1889	Narcisse Masse fils	ferblantier	1888	Joseph-Edouard Godin	marchand de chaussures
1889	Pierre Vallières	cordonnier	1888	Mary Aurelia Stobbs	marchand public
1892	"Compagnie Canadienne des Conduites d'Eau"	manufacture de tuyaux	1888	James C. Malone	commerçant de foin
1893	Dominique Didier	bijoutier	1888	Louis-Flavien-Timoléon Buisson	marchand
1893	William Ritchie	commerçant de bois	1889	François-Xavier Panneton	hôtelier
1893	"Massé et Compagnie"	fabrique de chaussures	1889	Joseph-Prosper Dusablon	marchand de cuir
1894	"The L.P. Trottier Axe and Edged Tool Mfg. Co."	manufacture de haches et d'outils	1889	James B. Luckerhoff	commerçant
1895	"Richard Smardon & Son"	manufacture de chaussures	1889	Mary Callan Maxwell	marchande publique
1895	"Richard et Compagnie"	fabrique de chaussures	1889	Marie-Louise O'Keeff	marchande publique
1896	"R. Smardon & Son"	manufacture de chaussures	1889	Jospeh-Louis-Léonard Gailloux	marchand-tailleur
1899	Zéphirin Bourassa	manufacture de portes et fenêtres	1889	Hector Bourassa	marchand
1899	Wilfrid Desrochers	maçon et entrepreneur	1889	Pierre-Gaspard Brassard	marchand

Rive nord et les îles (suite)

année de la faillite	propriétaire(s) ou "raison sociale"	type d'équipement de production ou profession	année de la faillite	propriétaire(s) ou "raison sociale"	profession
<i>fabrication et construction</i>			<i>commerce et services</i>		
<i>Trois-Rivières (suite)</i>			1890	Joseph-Eugène Garneau	marchand
			1890	Joseph-Arthur Dupont	marchand de liqueurs
			1890	Napoléon Levasseur	commerçant
			1890	Narcisse-Edouard Morissette	marchand
			1890	Corinne Larivière	marchande publique
			1890	Maurice Guillet	marchand
			1890	François-Edouard Pleau	marchand
			1890	Angélique Théréault	marchande publique
			1891	Louis-Philippe St-Pierre	marchand
			1891	Olivine Gauthier	hôtelière
			1891	Joseph Bégin	marchand
			1891	Thomas Mercier	marchand
			1891	Narcisse Gélinas	marchand
			1891	Narcisse-Edouard Morissette	marchand
			1891	"Cloutier & Céruti"	marchands
			1892	Eusèbe Morissette	marchand
			1893	"J.E. Godin et Compagnie"	marchand
			1893	Honoré-Zéphirin Lord	marchand-tailleur
			1894	Camille Didier	marchand de chaussures
			1895	Clémentine Bédard	marchande de chaussures
			1895	Aglaé Ross	marchande publique
			1895	Marie-Louise Papineau	marchande publique
			1895	John Ryan	marchand de pianos

Rive nord et les îles (suite)

année de la faillite	propriétaire(s) ou "raison sociale"	type d'équipement de production ou profession	année de la faillite	propriétaire(s) ou "raison sociale"	profession
<i>fabrication et construction</i>			<i>commerce et services</i>		
Trois-Rivières (suite)			1896	Joseph-Philippe Godin	marchand
			1897	"Phi. E. Panneton & Cie."	marchands
			1897	Joseph-Arthur Sauvageau	marchand
			1898	Edouard-A. Lacroix	négociant
			1898	Honoré Viau	marchand de meubles
Yamachiche			1868	Elizabeth Geffrard	commerçante
1870	Joseph-Octave-Norbert Millette	architecte et sculpteur	1868	Abraham Hart	marchand
1879	Joseph Lund	mécanicien	1886	Prosper Milot	marchand
1886	"The Beaver Lumber Co. Limited"	scierie	1889	George Guay	commerçant
1886	"Thomas Dufresne & Cie"	moulin à farine et scierie	1891	Amanda Gagnon	marchande
1888	Elizabeth Maguire	scierie	1891	Nérée Gagnon	commerçant
			1894	Euchariste Vaillantcourt	commerçant de foin
			1895	Philomène Laberge	marchand
			1898	Joseph-Napoléon Lamy	commerçant d'instruments aratoires
Louiseville			1868	Adolphe Bazin	marchand
1875	François Trépanier	boutique de ferblanterie	1871	Edouard Lemaître-Augé	marchand
1878	Alfred Blais	fonderie	1872	Joseph Lefebvre	marchand
1879	"A. Desrosiers et Frère"	manufacture de bois d'œuvre	1874	Louis-Dosité Grenier	marchand
1879	Hilaire Thérien	boutique de voitures	1875	Onésime Leblanc	marchand
1887	Louis Laurent	manufacture de moulins à battre	1878	Honoré Durand	hôtelier
1890	Joseph-Edouard Martin	boutique de sellerie			

Rive nord et les îles (suite)

année de la faillite	propriétaire(s) ou "raison sociale"	type d'équipement de production ou profession	année de la faillite	propriétaire(s) ou "raison sociale"	profession
<i>fabrication et construction</i>			<i>commerce et services</i>		
<i>Louiseville (suite)</i>					
1893	"The Montreal Match Co."	allumetterie	1879	Edouard Lemaître-Augé	marchand
1894	"Moreau & Gravel"	moulin à blanchir	1879	"Girardin & Lambert"	commerçants
1895	Pierre Trépanier	tannerie	1889	Edouard Caron	commerçant de foin
1896	"Independent Match Co."	allumetterie	1889	"Caron & Leclerc"	commerçants
1896	Alfred Mineau	manufacture de bois d'œuvre	1889	Emma Gauthier	marchande publique
1896	"Desrosiers & Cie"	fonderie	1889	Joseph Labonté	commerçant
1897	Hormidas Paulin	boutique de charronnage	1890	Thomas Lamy	marchand
1897	Oliva Clermont	modiste et marchande publique	1892	Joseph Fortin	marchand de pianos et d'instruments aratoires
			1894	Amable-Irénée Gravel	marchand
			1895	Joseph-Alphonse Grenier	commerçant
			1896	Amable-Irénée Gravel	marchand
			1896	Joseph-Alphonse Grenier	marchand de meubles
			1896	Thomas Mineau	hôtelier
<i>Maskinongé</i>			1869	Michel McKirty	marchand
1876	Louis Cloutier	voiturier	1889	Arthur Sicord de Carufel	marchand
1895	Isaïe Damphousse	embouteilleur et boucher	1891	Napoléon-Georges Lemyre	marchand
			1895	Joseph-Isaïe-Médard Marchand	commerçant
			1897	Isaïe Marchand	négociant

Rive nord et les îles (suite)

année de la faillite	propriétaire(s) ou "raison sociale"	type d'équipement de production ou profession	année de la faillite	propriétaire(s) ou "raison sociale"	profession
<i>fabrication et construction</i>			<i>commerce et services</i>		
Saint-Barthélemy			1890	Jean-Baptiste Barrette	commerçant
			1898	Camille Hénault	marchand
Berthier			1886	Sulpice-Télesphore St-Cyr	commerçant
1889	"Peter Ralston & Sons"	manufacture de cuir	1889	"M.J. Cane & Co."	marchand de chaussures
1889	"C.W. Phillips & Co."	manufacture de chaussures	1890	Paul Chevalier	commerçant
1889	Evariste Godin	entrepreneur			
1899	"Hercule Brissette et Fils"	boutique de voitures			
Ile-Dupas			1895	Antoine Cauchère	commerçant

Arrière-pays de la rive nord

<i>fabrication et construction</i>			<i>commerce et services</i>		
Saint-Etienne-des-Grès			1867	Ferdinand Legendre	marchand
			1890	Joseph-Ferdinand Plourde	marchand
Saint-Barnabé			1875	Joseph Bellemare	commerçant
			1890	Joseph Gélinas	commerçant
Saint-Boniface			1889	Gédéon Rousseau	commerçant
1880	François-Xavier Loranger	scierie	1889	Philippe Gélinas	commerçant
			1890	Joseph Desaulniers	commerçant

Arrière-pays de la rive nord (suite)

année de la faillite	propriétaire(s) ou "raison sociale"	type d'équipement de production ou profession	année de la faillite	propriétaire(s) ou "raison sociale"	profession
<i>fabrication et construction</i>			<i>commerce et services</i>		
Saint-Paulin			1886	Arsène Bournival	marchand
			1894	Carolus Gélinas	marchand
			1899	"Gélinas & Frère"	commerçants
Saint-Léon			1892	Edouard Lesage	marchand
			1895	Edouard Damphousse	commerçant
Saint-Alexis-des-Monts					
1889	"W. Laurie & Co."	manufacture de fuseaux			

Rive sud

<i>fabrication et construction</i>			<i>commerce et services</i>		
Sorel					
1888	Joseph-Emmanuel Beauchemin	manufacturier	1888	"V.B. Mongeau"	marchande publique
1891	Gaudias Bernier	plombier et couvreur	1888	"Tellier, Charland & Cie"	commerçant
1897	"Corbett & Winginder"	sculpteurs et marbriers	1889	Noé-Honoré Paradis	marchand
1897	Casimir Villemaire	voiturier	1889	L.-H. Paquin	marchand
1898	Albert Beauchemin	fonderie	1890	Edouard Bellerose	marchand
1899	"Boivin & Cie"	manufacture de portes et fenêtres	1891	Jean-Alfred Germain	marchand
			1891	Onésime Gagné	marchand
			1892	William James Lunan	marchand

Rive sud (suite)

année de la faillite	propriétaire(s) ou "raison sociale"	type d'équipement de production ou profession	année de la faillite	propriétaire(s) ou "raison sociale"	profession
<i>fabrication et construction</i>			<i>commerce et services</i>		
<i>Sorel (suite)</i>			1893	Jules Poulin	commerçant
			1893	Thomas Champagne	épicier
			1893	Thomas Jobin	marchand de chaussures
			1893	Léon-Pierre Chapdelaine	marchand-épicier
			1895	Napoléon Latraverse	hôtelier
			1897	James Hamilton Wright	marchand
			1897	"Mathieu & Dupuis"	marchands
			1897	Catherine Millette	marchande
			1898	"La buanderie à vapeur de Sorel"	
			1899	"Mongeon Fils"	mercier
<i>Yamaska</i>			1886	Amable Godin	commerçant
1886	Lucien Godin	boulangier	1894	Mélanie Lalaine	hôtelière
<i>Saint-François-du-Lac</i>			1890	Charles Chapdeleine	marchand
			1891	Olivier Desmarais	marchand
<i>Pierreville</i>			1867	"Sénécal & Meigs"	commerçants
1898	Georges Manseau	entrepreneur	1890	Ubalde Capistran	commerçant
<i>Baie-du-Febvre</i>			1893	Philius Houle	marchand

Rive sud (suite)

année de la faillite	propriétaire(s) ou "raison sociale"	type d'équipement de production ou profession	année de la faillite	propriétaire(s) ou "raison sociale"	profession
<i>fabrication et construction</i>			<i>commerce et services</i>		
<i>Nicolet</i>					
1879	Dieudonné Mercure	boutique de forgeron	1883	Edouard Duguay	marchand
1882	Joseph Robitaille	menuisier	1886	Joseph-Isaïe St-Cyr	commerçant
1892	Francis McCaffrey	scierie	1887	"B. St-Pierre & Cie"	marchand de chaussures
1893	Louis Caron père et Louis Caron fils	entrepreneurs et constructeurs	1887	Jean-Baptiste Scott	commerçant
1898	Louis-Philippe-Herménégilde Bourk	sculpteur	1889	Narcisse Trahan	commerçant
			1890	Francis T. McCaffrey	marchand
			1890	"Beauchemin et Frère"	marchands
			1890	Joseph-Edouard Beauchemin	commerçant
			1890	Philippe-B. Larivière	marchand de marchandises sèches
			1891	"Courchesne & Cie"	marchande publique
			1892	Joseph-Henri René	commerçant
			1892	Hylas Senneville	commerçant et colporteur
			1899	Joseph-Raoul Lemire	commerçant

Sources: ANQTR, Dossiers de la cour supérieure du district de Trois-Rivières; ANQM, Dossiers de la cour supérieure des districts de Montréal et de Richelieu; Alain Gamelin, *La Compagnie des moulins à vapeur de Pierreville, 1866-1906* (Drummondville, La Société historique du centre du Québec, 1983), Annexe II.

ANNEXE 6.2
Les bilans de quelques fabricants et commerçants de la région du lac Saint-Pierre
fabrication et construction

année de la faillite	propriétaire(s) ou "raison sociale"	type d'équipement de production ou profession	ACTIF				PASSIF total	
			fonds de commerce	biens meubles dettes actives	autres (a)	biens immeubles		total
Trois-Rivières								
1887	James Baxter	horloger et bijoutier	450				450	1 258
1887	Louis-Philippe Pleau	chapelier et manchonnier	3 127	350		500	3 977	5 172
1889	Narcisse Masse fils	ferblantier	200	65	40		305	1 083
1893	Dominique Didier	bijoutier	1 984				1 984	4 164
1893	William Ritchie	commerce de bois	890		720		1 610	5 495
1893	"Massé et Compagnie"	fabrique de chaussures	1 629	300			1 929	8 370
1899	Zéphirin Bourassa	manufacture de portes et fenêtres	371	210		6 975	7 556	9 314
1899	Wilfrid Desrochers	maçon et entrepreneur	225			1 350	1 575	1 525
Yamachiche								
1886	"The Beaver Lumber Co. Limited"	scierie	18 987	843		42 795	62 625	108 880
1886	"Thomas Dufresne & Cie"	moulin à farine et scierie	14 198	3 830		19 000	37 028	43 465
1888	Elizabeth Maguire	scierie					29 869	24 065
Louiseville								
1879	"A. Desrosiers et Frère"	manufacture de bois d'œuvre	604				604	2 599
1890	Joseph-Edouard Martin	boutique de sellerie	1 200	25		(b)	1 225	5 868
1893	"The Montreal Match Co."	allumetterie					7 451	4 269
1894	"Moreau & Gravel"	moulin à blanchir	200	229		(b)	429	3 980
1896	"Desrosiers & Cie"	fonderie	6 906			(b)	6 906	12 210

fabrication et construction (suite)

année de la faillite	propriétaire(s) ou "raison sociale"	type d'équipement de production ou profession	ACTIF				total	PASSIF total
			fonds de commerce	biens meubles dettes actives	autres (a)	biens immeubles		
Maskinongé								
1876	Louis Cloutier	voiturier	218	5		25	248	864
Saint-Alexis-des-Monts								
1889	"W. Laurie & Co."	manufacture de fuseaux	6 590	118		2 370	9 078	8 485
Sorel								
1891	Gaudias Bernier	plombier et couvreur					475	1 706
Nicolet								
1879	Dieudonné Mercure	boutique de forgeron					231	767
1892	Francis McCaffrey	scierie				(b)	15 484	44 959
1893	Louis Caron père et Louis Caron fils	entrepreneurs et constructeurs	975	300		5 000	6 275	12 804

commerce et services

année de la faillite	propriétaire(s) ou "raison sociale"	profession	ACTIF					PASSIF
			biens meubles				total	total
			fonds de commerce	dettes actives	autres (a)	biens immeubles		
<i>Trois-Rivières</i>								
1885	"Gélinas & Cloutier"	commerçants	11 000	8 000	198	2 800	21 998	22 697
1886	Timothy Lamb Louthood	marchand	7 000	1 000		5 500	13 500	14 600
1888	Louis-Flavien-Timoléon Buisson	marchand	7 000	1 500			8 500	12 730
1889	Mary Callan Maxwell	marchande publique	3 000				3 000	3 193
1889	Marie-Louise O'Keefe	marchande publique	3 000	1 088			4 088	6 129
1889	Josph-Louis-Léonard Gailloux	marchand-tailleur	1 800	200			2 000	2 082
1889	Pierre-Gaspard Brassard	marchand	5 000	1 200			6 200	4 842
1890	Joseph-Eugène Garneau	marchand	5 000	400			5 400	6 221
1890	Napoléon Levasseur	commerçant	2 000	250	175		2 425	2 114
1890	Narcisse-Edouard Morissette	marchand	9 400	550			9 950	7 962
1890	Corinne Larivière	marchande publique	1 500	50			1 550	1 727
1890	Maurice Guillet	marchand	2 228	40			2 268	2 347
1890	François-Edouard Pleau	marchand	1 000	500		(b)	1 500	2 512
1890	Angélique Théréault	marchande publique					1 800	3 384
1891	Louis-Philippe St-Pierre	marchand	800	400	50		1 250	3 198
1891	Joseph Bégin	marchand	180	600	125	(b)	905	3 730
1891	"Cloutier & Céruti"	marchands	4 000	600			4 600	5 288
1892	Eusèbe Morissette	marchand	3 836	348	68		4 252	4 851
1893	"J.E. Godin et Compagnie"	marchand	1 200	300	25	600	2 125	2 933
1893	Honoré-Zéphirin Lord	marchand-tailleur	1 100	1 100	400		2 600	3 598
1894	Camille Didier	marchand de chaussures	2 000	850		2 000	4 850	5 669
1895	Clémentine Bédard	marchande de chaussures	2 400	500			2 900	4 026
1898	Honoré Viau	marchand de meubles					900	1 564

commerce et services (suite)

année de la faillite	propriétaire(s) ou "raison sociale"	profession	ACTIF				PASSIF	
			fonds de commerce	biens meubles dettes actives	autres (a)	biens immeubles	total	total
<i>Yamachiche</i>								
1889	George Guay	commerçant	2 102	271			2 373	4 402
1891	Amanda Gagnon	marchande	500				500	2 030
1891	Nérée Gagnon	commerçant	50	900		(b)	950	21 332
1895	Philomène Laberge	marchand				(b)	12 000	12 018
1898	Joseph-Napoléon Lamy	commerçant d'instruments aratoires	830			8 410	9 240	16 207
<i>Louiseville</i>								
1872	Joseph Lefebvre	marchand	700	600			1 300	3 331
1875	Onésime Leblanc	marchand	300	300		950	1 550	1 786
1878	Honoré Durand	hôtelier	131			1 400	1 531	911
1879	Edouard Lemaître-Augé	marchand					1 938	3 091
1879	"Girardin & Lambert"	commerçants	2 601	50			2 651	9 554
1889	Edouard Caron	commerçant de foin					24 000	25 818
1889	Emma Gauthier	marchande publique	3 000	200			3 200	4 091
1890	Thomas Lamy	marchand	4 500	800			5 300	2 981
1892	Joseph Fortin	marchand de pianos et d'instruments aratoires	4 563			2 875	7 438	6 238
1894	Amable-Irénée Gravel	marchand	8 000	7 000	150	4 500	19 650	16 363
1895	Joseph-Alphonse Grenier	commerçant	5 000	1 800			6 800	11 710
<i>Maskinongé</i>								
1891	Napoléon-Georges Lemyre	marchand	1 700	600		2 500	4 800	4 326

commerce et services (suite)

année de la faillite	propriétaire(s) ou "raison sociale"	profession	ACTIF					PASSIF
			fonds de commerce	biens meubles dettes actives	autres (a)	biens immeubles	total	total
Saint-Barthélemy								
1898	Camille Hénault	marchand	1 500	950	250	250	2 950	3 664
Saint-Etienne-des-Grès								
1890	Joseph-Ferdinand Plourde	marchand	1 500	500	120		2 120	5 972
Saint-Barnabé								
1875	Joseph Bellemarc	commerçant	936	1 047			1 983	2 904
1890	Joseph Gélinas	commerçant	100	1 000	900	3 000	5 000	3 640
Saint-Boniface								
1889	Gédéon Rousseau	commerçant	1 943	142			2 085	2 062
1889	Philippe Gélinas	commerçant	3 000	800			3 800	4 231
1890	Joseph Desaulniers	commerçant					6 093	4 693
Saint-Paulin								
1894	Carolus Gélinas	marchand	2 500	1 200		1 000	4 700	5 168
Saint-Léon								
1892	Edouard Lesage	marchand	4 700	3 000		2 025	9 725	4 614
Sorel								
1893	Julcs Poulin	commerçant					600	1 371
1895	Napoléon Latraverse	hôtelier					650	2 421
1899	"Mongeon Fils"	mercier	1 300				1 300	2 577

commerce et services (suite)

année de la faillite	propriétaire(s) ou "raison sociale"	profession	ACTIF				total	PASSIF total
			biens meubles fonds de commerce	dettes actives	autres (a)	biens immeubles		
<i>Nicolet</i>								
1878	Edouard Duguay	marchand	166	187		1 000	1 353	2 270
1886	Joseph-Isaïe St-Cyr	commerçant	1 000	100			1 100	1 443
1887	"B. St-Pierre & Cie"	marchand de chaussures	1 154	15			1 169	1 586
1887	Jean-Baptiste Scott	commerçant	600	7 600		13 500	21 700	251
1890	Francis T. McCaffrey	marchand	400	600			1 000	2 173
1890	"Beauchemin et Frère"	marchands	2 500			(b)	2 500	4 683
1890	Joseph-Edouard Beauchemin	commerçant	100				100	1 895
1891	"Courchesne & Cie"	marchande publique	500				500	1 374
1892	Joseph-Henri René	commerçant	50	100		(b)	150	3 467
1892	Hylas Senneville	commerçant et colporteur	560	40		300	900	697
1899	Joseph-Raoul Lemire	commerçant	5 000	1 100			6 100	9 466

(a): roulant (chevaux, voitures, harnais), dépôt dans une banque et/ou meubles de magasin.

(b): possède des biens immeubles sans que leur valeur ne soit précisée.

Sources: ANQTR, Dossiers de la cour supérieure du district de Trois-Rivières; ANQM, Dossiers de la cour supérieure du district de Richelieu.

ANNEXE 6.3
Le lieu de résidence des créanciers et les montants dus

a) Les pôles urbains

Trois-Rivières

localité	fabrication et construction (17 équipements)				commerce et services (45 équipements)			
	nbre de créanciers	%	montants dus	%	nbre de créanciers	%	montants dus	%
Grandes villes								
Montréal	179	21,8	374 981	52,4	468	45,7	143 746	48,9
Québec	23	2,8	9 684	1,4	69	6,7	29 462	10,0
Localités riveraines du lac Saint-Pierre								
Trois-Rivières	416	50,6	283 996	39,7	340	33,2	87 691	29,8
Yamachiche	1		200		7	0,7	1 457	
Saint-Barthélemy					1		280	
Baie-du-Febvre	1		110		1		150	
Nicolet	1		204		1		60	
Localités de l'arrière-pays du lac Saint-Pierre - rive nord								
Saint-Etienne-des-Grès	19	2,3	769		1		79	
Saint-Boniface	73	8,9	3 720					
Shawinigan (canton)	1		25					
Sainte-Flore	7	0,9	295					
Saint-Barnabé	12	1,5	3 588		9	0,9	1 440	
Saint-Elie	4	0,5	103					
Saint-Sévère	4	0,5	40		5	0,5	833	
Saint-Mathieu	1		29					
Saint-Gabriel-de-Brandon	1		227					
Localités à l'ouest du lac Saint-Pierre - rive nord								
Saint-Eustache	1		52					
Labelle	1		1					
Aylmer					1		700	
Localités à l'ouest du lac Saint-Pierre - rive sud								
Saint-Hyacinthe	4	0,5	1 664		4	0,4	852	
Saint-Luc	1		50					
Saint-Jean-d'Iberville					3	0,3	114	
Beauharnois					1		600	
Localités à l'est du lac Saint-Pierre - rive nord								
Saint-Maurice					2	0,2	248	
Sainte-Genève	1		28		4	0,4	604	
Batiscan					2	0,2	450	
Saint-Narcisse					1		474	
Saint-Prosper					2	0,2	322	
Portneuf	2	0,2	41		1		50	
Cap-Santé					1		17	
Lorette	1		8					

ANNEXE 6.3 (suite)

Trois-Rivières (suite)

localité	fabrication et construction (17 équipements)				commerce et services (45 équipements)			
	nbre de créanciers	%	montants dus	%	nbre de créanciers	%	montants dus	%
Localités à l'est du lac Saint-Pierre - rive sud								
Saint-Grégoire					4	0,4	351	
Sainte-Angèle-de-Laval	2	0,2	135		6	0,6	1 526	
Bécancour	4	0,5	808		9	0,9	1 690	
Gentilly					5	0,5	583	
Sainte-Gertrude	1		50					
Arthabaska					4	0,4	1 927	
Victoriaville					1		550	
Plessisville	7	0,9	1 320					
Stanford	1		18					
Warwick					1		29	
Cantons de l'Est								
Sherbrooke					9	0,9	777	
Granby					1		22	
East Hatley	1		3					
Hors province								
Ontario	25	3,0	12 376	1,7	43	4,2	6 008	2,0
Colombie-Britannique	2	0,2	29					
Nouveau-Brunswick	2	0,2	706		1		132	
Nouvelle-Écosse	3	0,4	162					
Ile-du-Prince-Édouard	2	0,2	14					
États-Unis	8	1,0	2 245		7	0,7	3 182	1,1
Saint-Pierre et Miquelon					1		110	
Angleterre	3	0,4	43					
Belgique	1		10 301	1,4				
indéterminé	7	0,9	8 184	1,1	8	0,8	7 368	2,5
total	823		716 209		1 024		293 884	

ANNEXE 6.3 (suite)

Sorel

localité	fabrication et construction (6 équipements)				commerce et services (18 équipements)			
	nbre de créanciers	%	montants dus	%	nbre de créanciers	%	montants dus	%
Grandes villes								
Montréal	34	22,8	5 817	15,4	250	58,3	36 112	61,3
Québec	3	2,0	622	1,7	13	3,0	1 679	2,9
Localités riveraines du lac Saint-Pierre								
Trois-Rivières	2	1,3	540	1,4	6	1,4	294	
Berthier	1		40					
Sorel	87	58,0	23 710	62,9	98	22,8	14 728	25,0
Saint-François-du-Lac	1		400	1,1				
Pierreville	6	4,0	350					
Nicolet	1		2 233	5,9				
Localités à l'ouest du lac Saint-Pierre - rive nord								
Sainte-Elizabeth					1		32	
Joliette	1		445	1,2	4	0,9	131	
Saint-Jacques					1		18	
New Glasgow					1		103	
Localités à l'ouest du lac Saint-Pierre - rive sud								
Saint-Hyacinthe	4	2,7	31		4	0,9	546	
Chambly					1		9	
Saint-Jean					1		115	
Iberville					1		168	
Localités à l'est du lac Saint-Pierre - rive nord								
Sainte-Anne-de-la-Pérade					1		14	
Batiscan	1		1 140	3,0				
Champlain	1		300					
Bois-Francs								
Saint-Zéphirin-de-Courval	1		600	1,6				
Drummondville	1		27					
Cantons de l'Est								
Granby					4	0,9	216	
Wickam					1		25	
Rockland					1		32	
Sherbrooke					3	0,7	253	
Hors province								
Nouveau-Brunswick					3	0,7	438	
Ontario	4	2,7	238		26	6,1	3 176	5,4
États-Unis	2	1,3	1 226	3,3	4	0,9	202	
indéterminé					5		599	
total	150		37 719		429		58 890	

ANNEXE 6.3 (suite)

b) Les pôles du monde rural

Yamachiche

localité	fabrication et construction (5 équipements)				commerce et services (9 établissements)			
	nbre de créanciers	%	montants dus	%	nbre de créanciers	%	montants dus	%
Grandes villes								
Montréal	31	15,0	49 304	26,6	96	34,8	34 152	45,1
Québec	4	1,9	34 101	18,4	13	4,7	2 899	3,8
Localités riveraines du lac Saint-Pierre								
Trois-Rivières	12	5,8	15 398	8,3	16	5,8	3 902	5,2
Pointe-du-Lac					1		162	
Yamachiche	38	18,4	12 980	7,0	102	37,0	24 843	32,8
Rivière-du-Loup	6	2,9	200		1		100	
Louiseville	14	6,8	2 580	1,4	6	2,2	2 600	3,4
Maskinongé	2	1,0	615					
Berthier	1		30					
Sorel	7	3,4	823					
Localités de l'arrière-pays du lac Saint-Pierre - rive nord								
Saint-Etienne-des-Grès	4	1,9	351					
Saint-Barnabé	21	10,1	2 590	1,4	15	5,4	751	
Saint-Sévère	1		400		11	4,0	730	
Saint-Elie	18	8,7	2 694	1,5				
Saint-Paulin	28	13,5	13 519	7,3				
Saint-Léon	4	1,9	66		1		33	
Sainte-Ursule	1		1 300					
Localités à l'ouest du lac Saint-Pierre - rive nord								
Lanoraie					1		49	
Joliette					2	0,7	57	
Terrebonne					1		100	
Localités à l'ouest du lac Saint-Pierre - rive sud								
Iberville					1		161	
Saint-Rémi					1		1 500	2,0
Localités à l'est du lac Saint-Pierre - rive nord								
Saint-Augustin	1		280					
Chicoutimi	1		131					
Localités à l'est du lac Saint-Pierre - rive sud								
Saint-Grégoire					1		140	
Saint-Wenceslas	1		138					

ANNEXE 6.3 (suite)

Yamachiche (suite)

localité	fabrication et construction (5 équipements)				commerce et services (9 établissements)			
	nbre de créanciers	%	montants dus	%	nbre de créanciers	%	montants dus	%
Cantons de l'Est								
Sherbrooke					-1		28	
Hors Province								
Manitoba					1		420	
Ontario	3	1,5	539		1		314	
Terre-Neuve					1		15	
États-Unis	5	2,4	46 640	25,2	1		1 200	1,6
indéterminé	4	1,9	491		2	0,7	1 525	2,0
total	207		185 170		276		75 681	

Louiseville

localité	fabrication et construction (14 équipements)				commerce et services (19 équipements)			
	nbre de créanciers	%	montants dus	%	nbre de créanciers	%	montants dus	%
Grandes villes								
Montréal	58	17,6	37 141	47,2	201	38,1	88 042	53,2
Québec					19	3,6	15 391	9,3
Localités riveraines du lac Saint-Pierre								
Trois-Rivières	14	4,2	5 470	7,0	27	5,1	12 928	7,8
Yamachiche	2	0,6	209		1	0,2	50	
Rivière-du-Loup	35	10,6	8 424	10,7	118	22,4	12 758	7,7
Louiseville	178	53,9	19 024	24,2	73	13,9	15 418	9,3
Maskinongé	4	1,2	2 428	3,1	6	1,1	3 143	1,9
Saint-Barthélemy					1		9	
Saint-Cuthbert	1		1 200	1,5				
Berthierville					1		37	
Sorel	2	0,6	324		1		38	
localités de l'arrière-pays du lac Saint-Pierre - rive nord								
Saint-Barnabé	1		72					
Saint-Paulin	2	0,6	256		2	0,4	56	
Saint-Léon					22	4,2	4 443	2,7
Sainte-Ursule	15	4,6	1 214	1,5	4	0,8	243	
Saint-Alexis	2	0,6	30		3	0,6	83	
Hunterstown	2	0,6	266		2	0,4	130	

ANNEXE 6.3 (suite)

Louiseville (suite)

localité	fabrication et construction (14 équipements)				commerce et services (19 équipements)			
	nbre de créanciers	%	montants dus	%	nbre de créanciers	%	montants dus	%
Localités à l'ouest du								
lac Saint-Pierre - rive nord								
Lanoraie					1		1 150	
Lavaltrie	1		450					
Saint-Thomas	2	0,6	665					
Joliette					1		100	
L'Épiphanie					2	0,4	300	
Localités à l'ouest du								
lac Saint-Pierre - rive sud								
Saint-Hyacinthe					1		100	
Longueuil					1		190	
Beauharnois					1		389	
Huntingdon					1		300	
Localités à l'est du								
lac Saint-Pierre - rive nord								
Cap-de-la-Madeleine					1		177	
Portneuf	1		102					
Beauport					1		8	
Localités à l'est du								
lac Saint-Pierre - rive sud								
Saint-Grégoire	1		350					
Saint-Wenceslas					1		2	
Victoriaville	1		34					
Lévis					2	0,4	189	
Bois-Francs								
Drummondville					1		73	
Cantons de l'Est								
Sherbrooke					3	0,6	218	
Granby					1		30	
Hors province								
Nouveau-Brunswick	1		30		1		15	
Ontario	4	1,2	960	1,2	15	2,9	2 947	1,8
États-Unis	1		54		7	1,3	5 081	3,1
indéterminé	2	0,6	20		5	1,0	1 436	
total	330		78 723		527		165 474	

ANNEXE 6.3 (suite)

Berthierville

localité	fabrication et construction (4 équipements)				commerce et services (3 équipements)			
	nbre de créanciers	%	montants dus	%	nbre de créanciers	%	montants dus	%
Grandes villes								
Montréal	63	55,3	123 388	79,0	4	4,9	938	3,5
Québec	8	7,0	3 337	2,1				
Localités riveraines du lac Saint-Pierre								
Trois-Rivières	2	1,8	1 925	1,2	1		1 303	4,8
Louiseville	1		45					
Maskinongé					1		89	
Saint-Barthélemy					15	18,5	3 479	12,8
Saint-Cuthbert					13	16,1	1 868	6,9
Berthier	18	15,8	15 446	9,9	32	39,5	7 629	28,0
Ile-Dupas					1		589	2,2
Sorel	2	1,8	750		3	3,7	1 265	4,7
St-François-du-Lac	1		180					
Pierreville	1		32					
Localités de l'arrière-pays du lac Saint-Pierre - rive nord								
Saint-Barnabé	1		6					
Saint-Paulin	1		150					
Localités à l'ouest du lac Saint-Pierre - rive nord								
Sainte-Elizabeth					1		5 600	20,6
Lanoraie					1		50	
Joliette	1		200		2	2,5	1 890	7,0
Sainte-Emilie-de-L'Energie	1		68					
Autres localités								
Batiscan					1		250	
Iberville					1		401	1,5
Plessisville	1		904					
Saint-Jean					1		250	
West Farnham	1		23					
Hors province								
Ontario	4	3,5	4 561	2,9				
États-Unis					2	2,5	1 436	5,3
Angleterre	2	1,8	4 175	2,7				
indéterminé	6		962		2		175	
total	114		156 152		81		27 212	

ANNEXE 6.3 (suite)

Nicolet

localité	fabrication et construction (5 équipements)				commerce et services (13 équipements)			
	nbre de créanciers	%	montants dus	%	nbre de créanciers	%	montants dus	%
Grandes villes								
Montréal	26	12,3	8 204	13,6	90	38,8	16 902	35,8
Québec	3	1,4	990	1,6	22	9,5	4 677	9,9
Localités riveraines du lac Saint-Pierre								
Trois-Rivières	19	9,0	10 351	17,1	22	9,5	1 805	3,8
Sorel	1		5		1		61	
Saint-Thomas-de-Pierreville					1		466	
Baie-du-Febvre					4	1,7	4 310	9,1
Nicolet	100	47,4	32 378	53,5	65	28,0	17 462	37,0
Localités de la rive nord								
Joliette					2	0,9	59	
Lachevrotière	2	1,0	1 872	3,1				
Localités de la rive sud								
Saint-Jean-d'Iberville					2	0,9	107	
Saint-Hyacinthe					1		200	
Acton-Vale					1		350	
Drummondville					1		72	
Kingsey-Falls					1		50	
Danville	1		250					
Saint-Zéphirin-de-Courval					1		10	
Sainte-Perpétue					8	3,5	7	
Saint-Léonard	1		2					
Saint-Eulalie	1		65					
Sainte-Monique	2	1,0	140					
Saint-Célestin	3	1,4	122					
Saint-Grégoire	1		68		1		6	
Sainte-Angèle-de-Laval	1		1					
Saint-Valère-de-Bulstrode	14	6,6	147					
Arthabaska	2	1,0	118		1		100	
Sainte-Anne-du-Sault					1		32	
Victoriaville	1		185					
Rivière Noire	20	9,5	403					
Stanford	2	1,0	1 400	2,3				
Somerset	1		99					
Cantons de l'est								
Windsor Mills	1		150					
Sherbrooke	2	1,0	325		1		30	
Rock-Island					1		25	
Hors province								
Ontario	4	1,9	2 605	4,3	3	1,3	395	
États-Unis	1		571					
indéterminé	2	1,0	41		2	0,9	42	
total	211		60 492		232		47 168	

ANNEXE 6.3 (suite)

c) Les autres paroisses

Maskinongé

localité	fabrication et construction (2 équipements)				commerce et services (5 équipements)			
	nbre de créanciers	%	montants dus	%	nbre de créanciers	%	montants dus	%
Grandes villes								
Montréal	4	12,9	798	26,7	47	45,6	10 381	40,8
Québec					2	1,9	686	2,7
Localités riveraines du lac Saint-Pierre								
Trois-Rivières					4	3,9	632	2,5
Louiseville	7	22,6	473	15,8	2	1,9	1 720	6,8
Maskinongé	16	51,6	1 591	53,3	24	23,3	8 948	35,1
Saint-Barthélemy					4	3,9	824	3,2
Saint-Cuthbert					2	1,9	360	1,4
Sorel	1		60	2,0				
Localités de l'arrière-pays du lac Saint-Pierre - rive nord								
Saint-Léon					1		300	1,2
Sainte-Ursule	1		25					
Saint-Justin	1		30	1,0	9	8,7	978	3,8
Localités à l'ouest du lac Saint-Pierre - rive nord								
Saint-Ambroise-de-Kildare					1		18	
Joliette					3	2,9	208	
Saint-Jacques-L'Achigan					1		8	
Localités de la rive sud								
Saint-Grégoire	1		10					
Iberville					1		200	
Hors Province								
Ontario					2	1,9	200	
total	31		2 987		103		25 463	

ANNEXE 6.3 (suite)

Saint-Barthélemy

localité	commerce et services (2 équipements)			
	nbre de créanciers	%	montants dus	%
<i>Grandes villes</i>				
Montréal	45	77,6	5 649	51,9
Québec	4	6,9	1 675	15,4
<i>Localités riveraines du lac Saint-Pierre</i>				
Trois-Rivières	2	3,5	332	3,1
Saint-Barthélemy	3	5,2	1 523	14,0
Saint-Cuthbert	1		200	1,8
Sorel	1		600	5,5
<i>Autres localités</i>				
Batiscan	1		14	
<i>Hors province</i>				
Ontario	1		900	8,3
total	58		10 893	

Ile-Dupas

localité	commerce et services (1 équipement)			
	nbre de créanciers	%	montants dus	%
<i>Grandes villes</i>				
Montréal	6	50,0	2 064	50,5
Québec	2	16,7	499	12,2
<i>Localités riveraines du lac Saint-Pierre</i>				
Berthier	1		6	
Ile-Dupas	2	16,7	1 418	34,7
Sorel	1		100	2,5
total	12		4 087	

ANNEXE 6.3 (suite)

Saint-Etienne-des-Grès

localité	commerce et services (2 équipements)			
	nbre de créanciers	%	montants dus	%
Grandes villes				
Montréal	20	39,2	3 000	39,6
Québec	2	3,9	236	3,1
Localités riveraines du lac Saint-Pierre				
Trois-Rivières	15	29,4	1 289	17,0
Localités de l'arrière-pays du lac Saint-Pierre - rive nord				
Saint-Etienne-des-Grès	7	13,7	2 065	27,3
Saint-Elie	1		100	1,3
Saint-Mathieu	1		20	
Autres localités				
Sainte-Angèle-de-Laval	1		50	
Saint-Hyacinthe	1		200	2,6
Aylmer	1		600	7,9
Bedford	1		10	
Hors province				
Ontario	1		4	
total	51		7 574	

Saint-Barnabé

localité	commerce et services (2 équipements)			
	nbre de créanciers	%	montants dus	%
Grandes villes				
Montréal	12	24,0	2 332	35,6
Localités riveraines du lac Saint-Pierre				
Trois-Rivières	16	32,0	1 347	20,6
Yamachiche	3	6,0	515	7,9
Rivière-du-Loup	2	4,0	19	
Louiseville	1		40	
Localités de l'arrière-pays du lac Saint-Pierre - rive nord				
Saint-Etienne-des-Grès	2	4,0	160	2,4
Sainte-Flore	1		50	
Saint-Barnabé	9	18,0	875	13,4
Saint-Sévère	3	6,0	1 186	18,1
Autres localités				
Saint-Jean	1		20	
total	50		6 544	

ANNEXE 6.3 (suite)

Saint-Boniface

localité	fabrication et construction (1 équipement)				commerce et services (3 équipements)			
	nbre de créanciers	%	montants dus	%	nbre de créanciers	%	montants dus	%
Grandes villes								
Montréal					53	57,0	6 216	56,6
Québec					11	11,8	1 350	12,3
Localités riveraines du lac Saint-Pierre								
Trois-Rivières	6	21,4	591	16,5	8	8,6	1 206	11,0
Pointe-du-Lac					1		49	
Yamachiche	1		5		3	3,2	340	3,1
Rivière-du-Loup	9	32,1	2 515	70,1				
Maskinongé	1		112	3,1				
Berthier					2	2,2	117	1,1
Localités de l'arrière-pays du lac Saint-Pierre - rive nord								
Saint-Etienne-des-Grès	2	7,1	22					
Saint-Boniface	8	28,6	137	3,8	6	6,5	1 128	10,3
Saint-Barnabé	1		205	5,7				
Autres localités								
Joliette					2	2,2	294	2,7
Lachute					1		100	
Sainte-Angèle-de-Laval					2	2,2	66	
Saint-Hyacinthe					1		39	
Bedford					1		26	
Hors province								
Ontario					2	2,2	54	
total	28		3 587		93		10 985	

ANNEXE 6.3 (suite)

Saint-Paulin

localité	commerce et services (3 équipements)			
	nbre de créanciers	%	montants dus	%
Grandes villes				
Montréal	35	48,0	4 826	38,4
Québec	12	16,4	3 652	29,1
Localités riveraines du lac Saint-Pierre				
Trois-Rivières	5	6,9	823	6,6
Yamachiche	1		160	1,3
Louiseville	6	8,2	1 247	9,9
Localités de l'arrière-pays du lac Saint-Pierre - rive nord				
Saint-Barnabé	1		177	1,4
Saint-Paulin	9	12,3	1 376	11,0
Autres localités				
Sainte-Geneviève-de-Batiscan	1		68	
Sainte-Anne-de-la-Pérade	1		13	
Joliette	1		213	1,7
Bedford	1		16	
total	73		12 571	

Saint-Léon

localité	commerce et services (2 équipements)			
	nbre de créanciers	%	montants dus	%
Grandes villes				
Montréal	12	21,4	1 114	14,2
Québec	5	8,9	2 888	36,8
Localités riveraines du lac Saint-Pierre				
Trois-Rivières	3	5,4	277	3,5
Rivière-du-Loup	3	5,4	355	4,5
Louiseville	6	10,7	433	5,5
Maskinongé	1		12	
Localités de l'arrière-pays du lac Saint-Pierre - rive nord				
Saint-Paulin	2	3,6	200	2,6
Saint-Léon	18	32,1	1 896	24,2
Sainte-Ursule	4	7,1	121	1,5
Autres localités				
Joliette	1		50	
Sherbrooke	1		500	6,4
total	56		7 846	

ANNEXE 6.3 (suite)
Saint-Alexis-des-Monts

localité	fabrication et construction (1 équipement)			
	nbre de créanciers	%	montants dus	%
Grandes villes				
Montréal	15	55,6	3 063	36,1
Québec	3	11,1	645	7,6
Localités riveraines du lac Saint-Pierre				
Yamachiche	1		135	1,6
Louiseville	4	14,8	3 915	46,1
Sorel	1		208	2,5
Autres localités				
Saint-Léon	1		145	1,7
Joliette	1		32	
Hors province				
Ontario	1		342	4,0
total	27		8 485	

Yamaska

localité	fabrication et construction (1 équipement)				commerce et services (2 équipements)			
	nbre de créanciers	%	montants dus	%	nbre de créanciers	%	montants dus	%
Grandes villes								
Montréal	1		222	11,4	8	26,7	821	17,9
Localités riveraines du lac Saint-Pierre								
Trois-Rivières					1		16	
Saint-Cuthbert					1		9	
Sorel	5	55,6	1 118	57,6	9	30,0	1 497	32,7
Yamaska	3	33,3	602	31,0	4	13,3	811	17,7
Saint-François-du-Lac					1		450	9,8
Autres localités								
Saint-David-d'Yamaska					1		10	
Saint-Elphège					1		244	5,3
Drummondville					3	10,0	690	15,1
Joliette					1		34	
total	9		1 942		30		4 582	

ANNEXE 6.3 (suite)

Saint-François-du-Lac

localité	commerce et services (2 équipements)			
	nbre de créanciers	%	montants dus	%
Grandes villes				
Montréal	40	69,0	5 384	52,2
Québec	2	3,5	560	5,4
Localités riveraines du lac Saint-Pierre				
Trois-Rivières	1		28	
Saint-François-du-Lac	3	5,2	360	3,5
Pierreville	1		450	4,4
Sorel	1		101	
Localités à l'est du lac Saint-Pierre - rive sud				
Saint-Roch	1		50	
Saint-Jude	1		2 200	21,3
Saint-Hyacinthe	4	6,9	979	9,5
Autres localités				
Warwick	1		43	
Joliette	3	5,2	169	1,6
total	58		10 324	

Pierreville

localité	fabrication et construction (1 équipement)				commerce et services (2 équipements)			
	nbre de créanciers	%	montants dus	%	nbre de créanciers	%	montants dus	%
Grandes villes					32	65,3	302 568	92,7
Montréal								
Localités riveraines du lac Saint-Pierre								
Trois-Rivières					1		13	
Sorel	6	16,7	1 634	37,5	3	6,1	2 641	
Yamaska					2	4,1	1 500	
Saint-François-du-Lac	3	8,3	1 453	33,4				
Pierreville	27	75,0	1 270	29,2	4	8,2	1 080	
Localités de la rive sud								
St-David-d'Yamaska					1		1 400	
Saint-Aimé					1		400	
Saint-Guillaume-d'Upton					1		6	
Drummondville					1		1 500	
Saint-Denis					1		1 200	
Saint-Jean					1		10 000	3,1
Hors province								
États-Unis					1		4 000	1,2
total	36		4 357		49		326 308	

ANNEXE 6.3 (suite)

Baie-du-Febvre

localité	commerce et services (1 équipement)			
	nbre de créanciers	%	montants dus	%
<i>Grandes villes</i>				
Montréal	6	50,0	592	51,8
<i>Localités riveraines du lac Saint-Pierre</i>				
Yamaska	1		300	26,3
Pierreville	2	16,7	36	3,2
Baie-du-Febvre	2	16,7	207	18,1
<i>Autres localités</i>				
Saint-Guillaume-d'Upton	1		8	
total	12		1 143	

Note: Le pourcentage des montants d'argent inférieur à 1% n'a pas été inscrit.

Sources: ANQTR, Dossiers de la cour supérieure du district de Trois-Rivières; ANQM, Dossiers de la cour supérieure des districts de Montréal et de Richelieu; Alain Gamelin, *La Compagnie des moulins à vapeur de Pierreville, 1866-1906* (Drummondville, La Société historique du centre du Québec, 1983), Annexe II.

ANNEXE 7.1
Les caractéristiques démographiques des chefs de famille
des aires villageoises de Berthierville et de Louiseville

a) le sexe, 1831-1891

année	Berthierville					Louiseville				
	chefs de famille	hommes	%	femmes	%	chefs de famille	hommes	%	femmes	%
1831	285	263	92,3	22	7,7	61	56	91,8	5	8,2
1851	314	284	90,5	30	9,6	115	106	92,2	9	7,8
1861	319	289	90,6	30	9,4	147	136	92,5	11	7,5
1871	368	337	91,6	31	8,4	287	260	90,6	27	9,4
1881	526	479	91,1	47	8,9	367	339	92,4	28	7,6
1891	410	364	88,8	46	11,2	500	471	94,2	29	5,8

Sources: *Recensements du Canada, 1831-1891* (listes nominatives).

b) le statut civil, 1851-1891

année	célibataires	%	mariés (es)	%	veufs (ves)	%	total
<i>Berthierville</i>							
1851	12	3,8	272	86,6	30	9,6	314
1861	9	2,8	278	87,2	32	10,0	319
1871	11	3,0	319	86,7	38	10,3	368
1881	14	2,7	449	85,4	63	12,0	526
1891	21	5,1	326	79,5	63	15,4	410
<i>Louiseville</i>							
1851	4	3,5	101	87,8	10	8,7	115
1861	7	4,8	127	86,4	13	8,8	147
1871	11	3,8	242	84,3	34	11,9	287
1881	12	3,3	318	86,7	37	10,1	367
1891	15	3,0	436	87,2	49	9,8	500

Sources: *Recensements du Canada, 1851-1891* (listes nominatives).

c) l'âge, 1851-1891

groupe d'âge	1851	%	1861	%	1871	%	1881	%	1891	%
<i>Berthierville</i>										
15-19 ans	1				5	1,4	5	1,0	1	
20-24 ans	13	4,1	17	5,3	28	7,6	43	8,2	33	8,1
25-29 ans	40	12,7	33	10,3	62	16,9	72	13,7	35	8,5
30-34 ans	41	13,1	32	10,0	47	12,8	67	12,7	51	12,4
35-39 ans	47	15,0	37	11,6	35	9,5	72	13,7	53	12,9
40-44 ans	36	11,5	39	12,2	34	9,2	65	12,4	41	10,0
45-49 ans	45	14,3	51	16,0	25	6,8	46	8,8	49	12,0
50-54 ans	32	10,2	41	12,9	40	10,9	43	8,2	45	11,0
55-59 ans	17	5,4	30	9,4	28	7,6	25	4,8	29	7,1
60-64 ans	14	4,5	16	5,0	25	6,8	28	5,3	23	5,6
65-69 ans	11	3,5	6	1,9	25	6,8	25	4,8	17	4,2
70-74 ans	7	2,2	6	1,9	5	1,4	21	4,0	14	3,4
75-79 ans	7	2,2	6	1,9	6	1,6	7	1,3	9	2,2
80 ans et plus	3	1,0	4	1,3	3	0,8	6	1,1	10	2,4
âge non déclaré			1				1			
total	314		319		368		526		410	
<i>Louiseville</i>										
15-19 ans					2	0,7				
20-24 ans	5	4,4	5	3,4	26	9,1	24	6,5	25	5,0
25-29 ans	16	13,9	15	10,2	33	11,5	54	14,7	44	8,8
30-34 ans	16	13,9	20	13,6	40	13,9	64	17,4	73	14,6
35-39 ans	11	9,6	20	13,6	27	9,4	42	11,4	64	12,8
40-44 ans	13	11,3	19	12,9	34	11,9	34	9,3	86	17,2
45-49 ans	14	12,2	18	12,2	35	12,2	26	7,1	56	11,2
50-54 ans	5	4,4	17	11,6	25	8,7	37	10,1	40	8,0
55-59 ans	11	9,6	12	8,2	16	5,6	24	6,5	35	7,0
60-64 ans	7	6,1	5	3,4	27	9,4	27	7,4	29	5,8
65-69 ans	7	6,1	9	6,1	11	3,8	16	4,4	17	3,4
70-74 ans	3	2,6	4	2,7	4	1,4	11	3,0	19	3,8
75-79 ans	5	4,4	3	2,0	5	1,7	6	1,6	7	1,4
80 ans et plus	2	1,7			2	0,7	2	0,5	4	0,8
âge non déclaré									1	
total	115		147		287		367		500	

Sources: Recensements du Canada, 1851-1891 (listes nominatives).

ANNEXE 7.2
L'âge des chefs de famille journaliers
des aires villageoises de Berthierville et de Louiseville, 1851-1891

groupe d'âge	1851	%	1861	%	1871	%	1881	%	1891	%
<i>Berthierville</i>										
15-19 ans							3	2,2		
20-24 ans	6	6,1	2	2,2	6	10,5	18	13,4	11	11,8
25-29 ans	20	20,2	14	15,2	10	17,5	15	11,2	9	9,7
30-34 ans	10	10,1	5	5,4	6	10,5	22	16,4	12	12,9
35-39 ans	17	17,2	8	8,7	8	14,0	22	16,4	15	16,1
40-44 ans	12	12,1	7	7,6	3	5,3	15	11,2	16	17,2
45-49 ans	9	9,1	14	15,2	1		9	6,7	11	11,8
50-54 ans	7	7,1	19	20,7	7	12,3	11	8,2	7	7,5
55-59 ans	3	3,0	12	13,0	3	5,3	5	3,7		
60-64 ans	4	4,0	3	3,3	4	7,0	2	1,5	4	4,3
65-69 ans	4	4,0	2	2,2	2	3,5	5	3,7	4	4,3
70 ans et plus	7	7,1	6	6,5	7	12,3	7	5,2	4	4,3
total	99		92		57		134		93	
<i>Louiseville</i>										
15-19 ans					1					
20-24 ans	1		1		16	15,1	14	11,5	8	5,2
25-29 ans	4	13,8	2	11,8	15	14,2	24	19,7	17	11,0
30-34 ans			2	11,8	14	13,2	18	14,8	18	11,6
35-39 ans	4	13,8			7	6,6	18	14,8	20	12,9
40-44 ans	4	13,8	4	23,5	10	9,4	9	7,4	33	21,3
45-49 ans	4	13,8	2	11,8	15	14,2	7	5,7	17	11,0
50-54 ans			2	11,8	10	9,4	8	6,6	9	5,8
55-59 ans	3	10,3	3	17,7	6	5,7	6	4,9	14	9,0
60-64 ans	2	6,9			10	9,4	8	6,6	9	5,8
65-69 ans	3	10,3	1				5	4,1	3	1,9
70 ans et plus	4	13,8			2	1,9	5	4,1	6	3,9
sans âge déclaré									1	
total	29		17		106		122		155	

Sources: *Recensements du Canada, 1851-1891* (listes nominatives).

ANNEXE 7.3
La répartition des chefs de famille dans l'aire villageoise
selon leurs secteurs d'activité, 1831-1891

a) Berthierville

année et secteurs d'activité	noyau central		1er habitat groupé au nord du village		2e habitat groupé au nord du village		total
	nbre	%	nbre	%	nbre	%	
1831							
commerce	9	81,8	1		1		11
transport	17	89,5	1		1		19
fabrication	38	79,2	5	10,4	5	10,4	48
construction	16	84,2	3	15,8			19
journaliers	77	62,6	21	17,1	25	20,3	123
1851							
commerce	20	87,0	2	8,7	1		23
transport	18	81,8	4	18,2			22
fabrication	40	93,0	1		2	4,7	43
construction	28	87,5	2	6,3	2	6,3	32
journaliers	57	57,6	18	18,2	24	24,2	99
1861							
commerce	26	83,9	3	9,7	2	6,5	31
transport	26	89,7	2	6,9	1		29
fabrication	52	88,1	1		6	10,2	59
construction	25	96,2	1				26
journaliers	62	67,4	9	9,8	21	22,8	92
1871							
commerce	33	89,2			4	10,8	37
transport	77	97,5			2	2,5	79
fabrication	43	84,3			8	15,7	51
construction	29						29
journaliers	50	87,7	4	7,0	3	5,3	57
1881							
commerce	54	90,0	2	3,3	4	6,7	60
transport	45	80,4			11	19,6	56
fabrication	68	84,0	1		12	14,8	81
construction	42	93,3			3	6,7	45
journaliers	113	84,3	7	5,2	14	10,5	134
1891							
commerce	48	94,1			3	5,9	51
transport	27	90,0			3	10,0	30
fabrication	54	91,5			5	8,5	59
construction	25						25
journaliers	92	98,9	1				93

b) Louiseville

année et secteurs d'activité	noyau central (a)		village des Américains		Place Pie IX		total
	nbre	%	nbre	%	nbre	%	
1831							
commerce	8						8
transport							
fabrication	13						13
construction	3						3
journaliers	13						13
1851							
commerce	15						15
transport	4						4
fabrication	25						25
construction	12						12
journaliers	29						29
1861							
commerce	19						19
transport	5						5
fabrication	33	97,1	1				34
construction	15	83,3	3	16,7			18
journaliers	17						17
1871							
commerce	21	91,3	2	8,7			23
transport	11	91,7	1				12
fabrication	53	86,9	8	13,1			61
construction	14	77,8	4	22,2			18
journaliers	69	65,1	37	34,9			106
1881							
commerce	25	92,6	2	7,4			27
transport	12						12
fabrication	58	96,7	2	3,3			60
construction	34	91,9	3	8,1			37
journaliers	99	81,2	23	18,9			122
1891							
commerce	27	79,4	5	14,7	2	5,9	34
transport	32						32
fabrication	79	79,8	11	11,1	9	9,1	99
construction	42	85,7			7	14,3	49
journaliers	101	65,2	31	20,0	23	14,9	155

(a): le noyau central comprend le village et les terrains du côté est de la Grande rivière du Loup et ceux sur la berge gauche de la Petite rivière, vis-à-vis le village.

Sources: *Recensements du Canada, 1831-1891* (listes nominatives).

ANNEXE 8.1

La diversité des activités de quelques entrepreneurs de Berthierville et de Louiseville

a) Berthierville

nom	profession	activités industrielles	autres activités
John Clement	fondeur	fonderie scierie (Saint-Gabriel-de-Brandon)	
Eugène Goudron	fondeur	fonderie et manufacture de boulons Goudron et Frères directeur de La Compagnie Industrielle de Berthier	
Félix-Olivier Lamarche	commerçant de foin	directeur de La Compagnie Industrielle de Berthier	commerce de foin
Charles William Phillips	manufacturier	manufacture de chaussures C.W. Phillips & Co. directeur de La Compagnie Industrielle de Berthier	
Archibald Ralston	manufacturier de cuir	tannerie Peter Ralston and Sons directeur de La Compagnie Industrielle de Berthier	
Peter Ralston	manufacturier de cuir	directeur de La Compagnie d'Imprimerie de Berthier tannerie Peter Ralston and Sons	
Louis Tranchemontagne	marchand	scierie moulin à farine, à carder, à fouler et à presser manufacture de laine directeur de la sucrerie Berthier Beet Root Sugar Factory	magasin actionnaire de sociétés de navigation

b) Louiseville

nom	profession	activités industrielles	autres activités
Pierre Béland	cultivateur et commerçant	moulin à farine, à carder, à fouler et à presser scierie et moulin à planer Desrosiers et Béland directeur de La Brasserie de Louiseville briqueterie directeur de l'allumetterie The Montreal Match Co. tannerie	commerce de foin organisateur de la Société de Construction Victoria commerce de machines à coudre membre de La Société de fabrication de beurre et de fromage de Louiseville
Edouard Bourret	marchand	directeur de La Compagnie de Chaussures Canadienne directeur de l'allumetterie The Electric Match Co. boulangerie Bourret et Trépanier	épicerie organisateur de la Société de Construction Rivière-du-Loup commerce d'épicerie, de grains et de farine
Gabriel Caron	marchand	fromagerie briqueterie	directeur de la Cie de l'Aqueduc de Louiseville membre de La Société de fabrication de beurre et de fromage de Louiseville
Auguste Desrosiers	manufacturier de bois	manufacture de portes et de fenêtres A. Desrosiers & Frères scierie et moulin à planer	agent d'assurances
Odilon Desrosiers	fondeur	manufacture de portes, de fenêtres et d'orgues fonderie O. et A. Desrosiers scierie et moulin à planer Lambert et Desrosiers fonderie et atelier de mécanique O. et A Desrosiers manufacture de seaux et de tinettes (Yamachiche) allumetterie	directeur de la Cie de l'Aqueduc de Louiseville
Antoine Gagnon	menuisier	directeur de La Brasserie de Louiseville directeur de l'allumetterie The Montreal Match Co.	
Antoine Gravel	cultivateur et menuisier	fromagerie directeur de La Brasserie de Louiseville directeur de l'allumetterie The Independent Match Co.	organisateur de la Société de Construction Rivière-du-Loup commerce d'instruments aratoires

b) Louiseville (suite)

nom	profession	activités industrielles	autres activités
Raphaël Lambert	marchand	scierie et moulin à planer Lambert et Desrosiers	magasin directeur de la Cie de l'Aqueduc de Louiseville organisateur de la Société de Construction Victoria actionnaire de la Société de navigation du Lac Saint-Pierre
Louis-Alfred Saucier	négociant	fonderie et atelier de mécanique Desrosiers & Cie manufacture de seaux et de tinettes (Yamachiche)	
Charles Trépanier	marchand-tailleur	directeur de La Compagnie de Chaussures Canadienne président de l'allumetterie The Montreal Match Co. directeur de l'allumetterie The Electric Match Co. imprimerie (Trois-Rivières) imprimerie (Saint-Jérôme)	épicerie commerce de marchandises sèches organisateur de la Société de Construction Victoria et de la Société de Construction Rivière-du-Loup
Eugène Vadeboncoeur George Henry Yale	marchand manufacturier de cuir	président de l'allumetterie The Independent Match Co. tannerie tannerie, scierie et moulin à moudre (Saint-Didace) fromagerie	commerce de marchandises sèches président de la Société de Navigation des Trois-Rivières à Montréal côté nord du fleuve

Sources: PJS, *Registres des déclarations sociales*, 4 volumes (1859-1906); ANQM, Dossiers de la cour supérieure des districts de Montréal et du Richelieu; ANQTR, *Registres des déclarations sociales*, 4 volumes (1849-1902) et Dossiers de la cour supérieure du district de Trois-Rivières; Archives des Bureaux de la publicité des droits de Berthierville et de Louiseville; *Documents de la Session du Québec*, «Listes des compagnies à fonds social incorporées sous le grand sceau de la province» (1888-1902); ANQQ, *Registre des lettres patentes ou chartes de compagnies incorporées (1884-1895)*; Arthur Kittson, «Berthier». *Hier et Aujourd'hui/Today and Yesterday* (Berthierville, Imprimerie Bernard Limitée, 1953); Germain Lesage, *Histoire de Louiseville, 1665-1960* (Louiseville, Presbytère de Louiseville, 1961); *La Gazette de Berthier, Le Courrier de Maskinongé, Le Courrier de Louiseville, Le Progrès de Louiseville*.

ANNEXE 8.2

Les charges ou fonctions de quelques entrepreneurs de Berthierville et de Louiseville

nom	profession	charge ou fonction
<i>Berthierville</i>		
Félix-Olivier Lamarche	commerçant de foin	conseiller municipal de Berthierville maire de Berthierville commissaire d'école président de la Société d'agriculture du comté de Berthier
Charles William Phillips	manufacturier	conseiller municipal de Berthierville
Peter Ralston	manufacturier de cuir	conseiller municipal de Berthierville
Louis Tranchemontagne	marchand	maire de Berthierville
<i>Louiseville</i>		
Pierre Béland	cultivateur et commerçant	conseiller municipal de Rivière-du-Loup
Edouard Bourret	marchand	conseiller municipal de Louiseville
Auguste Desrosiers	manufacturier de bois	maire de Louiseville
Antoine Gravel	cultivateur et menuisier	conseiller municipal de Louiseville
Raphaël Lambert	marchand	juge de paix président de la Société d'agriculture du comté de Maskinongé
Eugène Vadeboncoeur	marchand	conseil municipal de Rivière-du-Loup maire de Louiseville juge de paix commissaire d'école
George Henry Yale	manufacturier de cuir	maire de Louiseville juge de paix

Sources: *Lovell's Province of Quebec Directory for 1871* (Montréal, John Lovell, 1871); *Lovell's Directory of Three Rivers, Sorel and Berthier* (Montréal, John Lovell, 1876); *Le guide (Directory) de la cité et du district de Trois-Rivières pour 1867-1868* (Trois-Rivières, W.H. Rowan, 1867); *Almanach des adresses. Guide de la cité et du Diocèse des Trois-Rivières* (Trois-Rivières, N. Marchand, 1884); Arthur Kittson, «*Berthier*». *Hier et Aujourd'hui/Yesterday and Today* (Berthierville, Imprimerie Bernard Limitée, 1953); Germain Lesage, *Histoire de Louiseville, 1665-1960* (Louiseville, Presbytère de Louiseville, 1961); *La Gazette de Berthier, Le Courrier de Maskinongé, Le Journal des Trois-Rivières*.